



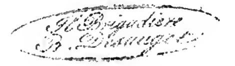
HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.



HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain;

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,
Par l'ex-Adjud. gén. Auguste JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,
Par Joseph SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.



TOME V.

A PARIS,
CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.
AN XIII — 1805.



GUERRES EN ITALIE.

SOMMAIRE

DU LIVRE VINGT-TROISIÈME.

Bonaparte apporte à Paris le traité de Campo-Formio. — Sa réception au Luxembourg. — Projets et préparatifs pour une descente en Angleterre. — Suites fâcheuses du 18 fructidor. — Les inconséquences du directoire rallument la guerre en Europe. — Insurrection à Rome. — Il s'y forme une république. — Le pape, retiré à Pise, est transféré à Briançon, ensuite à Valence, où il meurt. — Envahissement de la Suisse. — Expédition de Bonaparte en Egypte. — Les Russes marchent contre les Français en Italie. — Le roi de Sardaigne abandonne le Piémont au directoire. — Le roi des deux Siciles est obligé de se réfugier à Palerme. — Le royaume de Naples est conquis. — La république parthénopéenne s'y forme. — La guerre recommence en Allemagne et sur les bords du Mincio. — Le général Jourdan revient sur le Rhin après la perte de la bataille de Stokach. — Le général Scherer revient sur l'Adda après avoir perdu les batailles des 6 et 16 germinal. — Le général Moreau remplace le général Scherer. — Il abandonne les bords de l'Adda, et se retire sur ceux du Tanaro et de la Bormida. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Le maréchal Souworof ne rencontre presque plus aucun obstacle. — Il entre dans Milan. — Mantoue capitule. — Les Français battus sur la Trebia. — Le général Joubert perd la vie et la bataille à Novi. — Le général Championet battu à Savigliano. — Coni est pris. — Le général Massena revient à Zurich. — Le général Moreau à Huningue. — Le général Brune force les Anglais et les Russes à capituler en Hollande. — Le général Muller bombarde Philisbourg. — L'archiduc Charles marche vers le bas Rhin. — Le maréchal Souworof quitte l'Italie pour se rendre en Suisse. — Le général Massena bat le prince Korsakouf. — Il repousse le maréchal Souworof; il force les Russes à passer le Rhin, et à lui abandonner la Suisse.

HISTOIRE
DES GUERRES
DES
GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE VINGT-TROISIÈME.

Depuis le traité de Campo-Formio jusqu'au renversement du directoire.

Du 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797) au 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799).

L'EMPEREUR venait de signer la paix à Campo-Formio; il déterminait la fixation d'un congrès dans Rastadt, pour y traiter du même objet entre la France et l'Empire.

Ils étaient donc bien mensongers les propos de ces ennemis de la tranquillité publique, qui

accusaient le gouvernement français du desir secret de ressusciter la guerre. Ce qui détruit les autres gouvernemens, disaient-ils, devait affermir le sien. Il importait aux directeurs français d'ombrager de lauriers le berceau de leur autorité; de l'environner d'éclat, de terreur, de respect; d'imiter enfin Rome et la Grèce dans leur politique, comme ils avaient emprunté de ces deux républiques, leurs orateurs, leurs tribunes publiques, le goût des conquêtes. Le traité de Campo-Formio était pour ces perturbateurs un traité de partage, plutôt qu'un traité de paix. Ils allaient ainsi, dénonçant le vainqueur de l'Italie, comme le destructeur de la plus ancienne république de l'Europe; ils l'accusaient d'avoir livré le peuple vénitien, pieds et poings liés, à l'empereur, après l'avoir traité comme son bouc émissaire, et l'avoir chargé de toutes sortes d'iniquités; ils voulaient en même temps faire regarder Bonaparte comme un conquérant qui rend ou ravit la liberté aux peuples, suivant que ses intérêts lui disent de briser ou de river leurs fers. Ces hommes ignoraient-ils qu'il en avait été de même dans tous les siècles; que nos pères avaient, comme nous, réservé leurs couronnes pour les généraux qui avaient aug-

menté leur puissance, et préconisé un conquérant comme le plus grand des hommes, abandonnant à l'impartiale postérité le soin de sanctionner les réputations et de préconiser plus particulièrement les grandes vertus et les actions favorables à l'humanité? Combien ces aristarques atrabilaires n'auraient-ils pas jeté de plus hauts cris, si Bonaparte avait refusé d'indemniser l'Autriche pour les Pays-Bas que le directoire ne pouvait ni ne voulait rendre! Quel est l'homme sensé qui refuserait de convenir que l'état vénitien, sans force, sans influence, sans considération, livré depuis quelques mois à toutes les tempêtes de la démocratie, exposé, comme tous les petits états, à être abreuvé d'inquiétudes et d'humiliations, devait gagner plus de repos, et peut-être autant de liberté, en devenant une portion d'un des états les plus puissants de l'Europe? Sans cette réunion, les Vénitiens auraient vu, plus que jamais, au premier coup de canon en Italie, leur territoire devenir le théâtre nécessaire de la guerre; ils en auraient payé les frais, et eussent été, tôt ou tard, les victimes, en devenant la proie du vainqueur.

Ainsi se disputaient entre eux les prétendus coryphées de la politique sur le traité de

Campo-Formio, qui aurait dû mériter d'autant plus leur approbation, que l'Autriche y trouvait de très-grands avantages ; ne voulaient-ils pas aussi, trop tôt, apprécier les conséquences d'un traité dont ils avaient à peine étudié les clauses ? N'eussent-ils pas dû attendre celui qu'on allait négocier à Rastadt, pour bien juger la situation de l'Europe et le nouveau système des liaisons politiques ? Le traité de Campo-Formio avait à peine soulevé un coin du voile, celui de Rastadt devait le déchirer.

Ici, la faiblesse d'une multitude d'états était le garant de leur docilité ; la Prusse seule pouvait jouer un rôle d'opposition dans la pacification de l'Europe, et c'était dans un moment si décisif qu'elle voyait descendre au tombeau un roi accoutumé à la gouverner, et monter sur le trône un prince dont l'expérience n'avait pu mûrir les talens. [1] D'un autre côté, l'Angleterre ne devait-elle pas faire les plus grands efforts pour susciter aux Français de nouveaux ennemis sur le continent ? Ne devait-elle pas s'occuper à rattacher la Prusse à sa cause, et à lier plus efficacement la Russie ?

A peine le traité de Campo-Formio était ra-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (1).

tifié à Paris et à Vienne; déjà les ex-conventionnels Treilhard et Bonnier, ainsi que les plénipotentiaires des princes de l'Empire, se rendaient au château de Rastadt, célèbre par le traité qui y fut signé en 1714, entre la France et l'empereur. Bonaparte devait s'y rendre; et, après l'avoir admiré comme conquérant en Italie, on aimait à penser qu'il jouirait d'une gloire bien plus douce, en se montrant comme pacificateur en Allemagne. Chacun, s'arrêtant à cette idée flatteuse, s'enivrait du doux espoir de l'avenir le plus heureux : on voyait l'industrie renaissante, le commerce encouragé sortant de ses ruines, et ouvrant les canaux de l'opulence publique; la paix devait ramener l'économie dans les finances, la protection de l'agriculture et des arts; elle eût consolidé le gouvernement républicain. Malheureusement cet espoir ne tarda pas à s'évanouir; Bonaparte, proclamé par la voix publique, président de la légation française à Rastadt, n'avait fait que se montrer dans cette ville; après avoir reçu la ratification du traité de Campo-Formio, [1] il était venu à Paris pour le remettre au directoire: ce fut le 20 frimaire (11 décem-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

bre), au milieu de la cour du Luxembourg, que le conquérant de l'Italie reçut solennellement les témoignages unanimes de l'enthousiasme, de l'allégresse et de la reconnaissance publiques. [1]

Mais le directoire, qui donnait publiquement des témoignages de satisfaction à Bonaparte, dut le consulter sur les moyens de forcer l'Angleterre à signer la paix dont le continent allait jouir : quoique la cour de Londres en eût déjà fait très-récemment des ouvertures, on s'apperçut bientôt de ses véritables intentions ; elle n'avait feint de parler de paix que pour tromper le peuple et se procurer les sommes immenses destinées à soulever le globe entier contre la France. On dut à Bonaparte l'idée d'aller attaquer les Anglais dans Londres. Depuis la première époque des longues et sanglantes rivalités entre la France et l'Angleterre, on n'avait jamais vu se multiplier sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée des préparatifs aussi formidables. Tous les genres de bâtimens inventés par les hommes pour favoriser une invasion maritime remplissaient les rades françaises et bataves, depuis Rochefort jusqu'au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

Texel ; des apprêts non moins menaçans se faisaient dans le port de Toulon, une armée nombreuse se rassemblait sur les côtes de la Manche. Les Anglais, fiers de la supériorité de leur marine, avaient d'abord regardé ces préparatifs comme de vaines menaces d'une exécution impossible. La persévérance avec laquelle le directoire réunissait, combinait, multipliait ses efforts sur les rives de l'Océan; les sacrifices généreux des Français jusqu'à cette époque, leurs succès miraculeux dans les choses les plus improbables; l'audace des chefs, la bravoure des soldats, tout devait concourir à diminuer la confiance des Anglais, et les avait décidés à réunir toutes leurs forces dans les provinces voisines de la France. Ces moyens ne paraissant pas suffisans à la cour de Londres, elle avait recours aux intrigues les plus insidieuses; elle retardait les opérations du congrès de Rastadt, excitait les puissances étrangères contre la France, et travaillait à rallumer la guerre civile dans son sein. Une armée de quatre-vingt mille hommes bordait les côtes de l'Océan, et on ne tentait pas l'expédition ; le congrès de Rastadt languissait; [1] l'espoir de la

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

paix s'évanouissait comme un songe; des émissaires de l'Angleterre travaillaient à faire revivre les convulsions révolutionnaires, afin de pousser le directoire à des mesures exagérées: les dépenses incalculables pour la guerre avaient procuré mille moyens de s'approprier des places lucratives et de dilapider la fortune publique; les hommes qui avaient abusé avec excès de ces moyens, voyaient avec chagrin le moment où la paix viendrait tarir les sources honteuses de leur brigandage insatiable. La réunion de toutes ces causes devait nécessairement replonger l'Europe dans le chaos.

La conduite du directoire de l'an 6 contribuait à seconder les vues des ennemis de la république. Pour établir son pouvoir sur des bases solides, il n'observait plus aucune convenance; l'audace la plus effrénée avait remplacé la modestie; l'intérêt public était sacrifié aux intérêts particuliers; le vœu du peuple et ses droits étaient méconnus; chaque acte du pouvoir était une augmentation d'usurpation. En vertu de la loi du 19 fructidor, subversive de tout principe d'équité, de justice et de raison, on mutilait la représentation nationale, on arrachait les citoyens de leur pays naturel, pour les livrer à des commissions qui n'étaient

remarquées que par de sanglantes exécutions; on proscrivait indistinctement ceux qui osaient combattre les projets des décemvirs; la liberté de la presse était anéantie; les capitalistes, échappés aux tourmentes révolutionnaires, faisaient disparaître leurs capitaux; les ateliers devenaient déserts, et la misère, étendant ses ravages sur tous les points de la république, aidait le directoire à organiser la révolte : elle avait éclaté dans plusieurs villes; on s'était empresssé de les mettre sous la puissance d'un agent des décemvirs qui faisait fusiller les victimes désignées.[1] Des cités en état de siége, des prisons encombrées de citoyens, des commissions militaires établies dans la plupart des départemens; telle était la situation de l'intérieur de la France au moment où Bonaparte organisait sur les côtes de l'Océan un vaste plan d'agression contre les ennemis les plus acharnés de la république : mais il était loin de soupçonner que les principes de modération dont il avait donné l'exemple à Rome, à Leoben et à Campo-Formio, seraient contredits par l'esprit des décemvirs; ils voulaient tout bouleverser pour tout envahir.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

Ainsi la Hollande,[1] la Cisalpine,[2] l'Helvétie, Rome et Naples, étaient déjà désignées pour assouvir la cupidité des décemvirs et de leurs satellites. Le cabinet de Saint-James secondait parfaitement les vues du directoire ; il avait recours à toutes les ressources du machiavélisme pour secouer par-tout les torches de la guerre ; il envoyait en France le lord Malmesbury ; M. Pitt voulait résoudre aux yeux de l'Angleterre ce problême de la duplicité : paraître desirer la paix lorsqu'on brûlait de continuer la guerre : cette disposition, quoique environnée des mystères diplomatiques, n'avait pas tardé à devenir d'une grande évidence. Le ministre anglais à Hambourg avait fait arrêter en brumaire an 6 (novembre 1797), Naper-Tandy, alors général au service de France, et avait voulu le faire embarquer pour l'Angleterre. Cette insulte faite autant au sénat d'Hambourg qu'au gouvernement de France, n'avait d'autre but que de provoquer le ressentiment des Français contre les Hambourgeois, d'engager le directoire à faire franchir aux troupes françaises la ligne de neutralité

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

convenue avec le roi de Prusse, et de forcer ainsi la cour de Berlin à prendre une part active à la guerre prête à s'éteindre en Allemagne ; la même conduite astucieuse avait dirigé le gouvernement anglais dans les mouvemens manifestés, presque en même temps, à Rome et en Suisse; mouvemens qui attirèrent les armées françaises sur ces deux états, et qui furent la cause de l'incendie qui embrasa de nouveau l'Europe. On put alors reprocher au cabinet britannique d'avoir précipité les rois de Naples et de Sardaigne dans des démarches faites pour les perdre; d'avoir poussé la Porte à se ranger parmi les ennemis de la France, et d'avoir fourni par ce moyen à la cour de Russie, la possibilité d'envoyer ses armées sur les frontières de la France.

L'intérêt de la cour de Rome, l'âge avancé de Pie VI ne permettaient pas de supposer que le gouvernement romain voulût rompre la paix qu'il devait à Bonaparte; le frère de ce général, qui remplissait à Rome les fonctions d'ambassadeur de France, y avait reçu l'accueil le plus distingué; cependant, malgré ces apparences, déjà s'annonçait ce vaste plan de trahison qui devait un jour, mais trop tard, imprimer sur le front des directeurs chassés en prairial an 7

(juin 1799), le sceau de l'indignation générale. Le système républicain, établi sur les ruines de la première monarchie de l'Europe, avait pénétré dans les plus belles contrées de l'Italie; la liberté retentissait au fond du cœur des Romains; malgré l'asservissement du peuple de Rome au joug sacerdotal, les chefs-d'œuvre des arts, les monumens pompeux et magnifiques retraçaient sans cesse à ses yeux la grandeur de cette ancienne capitale de l'univers. Combien n'était-il pas facile d'y réveiller les idées d'indépendance et de gloire qui ont tant d'empire sur l'esprit humain, et qui furent, dans tous les temps, les leviers des révolutions! Dès le mois de vendémiaire, on avait parlé d'une correspondance entre la cour de Rome et le roi de Naples; au mois de brumaire de la même année, le directoire de la république cisalpine avait fait signifier au pape que, si, sous deux jours, il ne reconnaissait pas la république, elle lui déclarerait la guerre. Hors d'état de résister aux suites d'un refus aussi grave, le pape, pour conjurer l'orage, avait reconnu formellement, le 8 frimaire (28 novembre), la république cisalpine, malgré les intrigues de la cour de Naples qui, subjuguée par les Anglais, voulait, par une rup-

ture éclatante, lier étroitement le chef du christianisme à une croisade contre la France. En vain le pape, prenant un parti plus sage, avait-il espéré jouir de la tranquillité; l'esprit de novation ne cessait de fermenter, et les perturbateurs du repos public firent éclater une insurrection. Le 6 nivose an 6 (26 décembre 1797), l'ambassadeur de France, instruit qu'il devait se former un mouvement orageux sous le prétexte de la liberté, en avait prévenu le cardinal secrétaire d'état Doria; d'après cet avis, ce ministre aurait dû prendre des mesures promptes et efficaces; il laisse s'attrouper le 8 nivose (28 décembre), une multitude armée dans les rues voisines de l'hôtel du ministre de France. Le nombre des insurgés augmentait, on s'était enfin décidé à faire marcher les troupes du pape; celles-ci, au lieu de disperser les mécontens, les avaient attaqués; dès-lors une grande partie s'était réfugiée dans l'enceinte de la légation française, où la force armée s'était permis de les poursuivre, et de les fusiller jusque dans l'intérieur du palais de l'ambassadeur. En vain Joseph Bonaparte veut haranguer les assaillans, la fusillade continue, ses jours sont en danger : le général Duphot, à la tête de quelques militaires français, veut arrêter ces

frénétiques, il tombe frappé d'une balle dans la poitrine; plusieurs personnes de la suite de l'ambassadeur sont tués à ses côtés. Joseph Bonaparte a le bonheur de rentrer dans son palais; mais il y voit un champ de bataille couvert de blessés, de morts et de mourans : on parvient à fermer les portes de la façade de la rue, et l'ambassadeur profite de ce moment pour fuir brusquement de sa résidence.

Le massacre du général Duphot par la force armée qui aurait dû protéger ses jours, la retraite précipitée et éclatante de l'ambassadeur français, faisaient pressentir une rupture presque inévitable avec la cour de Rome; cependant l'influence qu'une nouvelle guerre en Italie pouvait avoir sur les délibérations de Radstadt, aurait dû faire espérer aux amis de la paix que la punition des coupables aurait suffi pour arrêter les funestes effets de l'indignation du gouvernement français; mais ceux qui, dans l'ombre, avaient ourdi cette trame, étaient bien loin de vouloir perdre le fruit de leurs tragiques combinaisons. Ainsi, malgré l'arrivée à Paris d'un nonce extraordinaire, pour offrir au directoire, de la part du pape, toutes les satisfactions qu'il pourrait desirer, l'ordre avait été donné à l'armée d'Italie de marcher sur Rome,

et le général Berthier, qui la commandait, avait occupé le 22 pluviose an 6 (10 février 1798), le château Saint-Ange; un républicain français campait sous les murs de Rome.

En vain le consistoire se berçait de la chimérique espérance de sauver la puissance pontificale; la foudre grondait sur sa tête. Ses agresseurs, les partisans d'un nouvel ordre de choses, et les agens des puissances qui voulaient faire recommencer la guerre, avaient su tirer habilement parti des circonstances, pour assurer la réussite de leurs projets, en précipitant la chûte du pape. Le mécontentement des Romains éclatait de toutes parts, il se manifesta entièrement le 27 pluviose (15 février), jour de l'anniversaire de la vingt-cinquième année du règne de Pie VI; dès le matin, un très-nombreux rassemblement s'était formé dans l'ancien *Forum Romanum*, aujourd'hui *Campo Vaccino*. Là, on avait rédigé, sous l'intitulé : *d'Atto del Popolo Sovrano*, l'acte solennel d'affranchissement du peuple, [1] qui avait été envoyé à l'instant au général Berthier, et proclamé dans la ville : en même temps, le général français, pour répondre au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (8).

vœu du peuple romain, accompagné de son état-major, des grenadiers de l'armée et d'un détachement de chaque corps de cavalerie, était monté au Capitole, et y avait déclaré que la république française reconnaissait pour libre et indépendante la république romaine, formée de tout le territoire qui restait au pape après le traité de paix fait avec Bonaparte à Tolentino. Le 30 pluviose (18 février), les églises de Rome retentissaient des actions de graces rendues à l'Être-Suprême, et quatorze cardinaux chantaient le *Te Deum* dans la superbe basilique de Saint-Pierre. Les Romains, de tous les temps amoureux de leur liberté, avaient profité de toutes les occasions pour rétablir dans leurs murs le gouvernement municipal; les avantages prodigieux que leur procurait le séjour de la cour papale au Vatican, les avaient seuls déterminés à se soumettre de nouveau aux papes lorsqu'ils quittèrent les rives du Rhône, pour rétablir leur siége sur celles du Tibre : depuis ce moment, le gouvernement pontifical s'était identifié avec le système général de l'Europe, et les Romains avaient perdu tous les moyens de faire des innovations dans leur gouvernement. D'un côté, le roi de Naples, vassal du pape, était intéressé à maintenir dans Rome

un gouvernement dont il n'eût rien à craindre; de l'autre, les empereurs de la maison d'Autriche, avec les prétentions d'établir leur domination sur les bords du Tibre, en réalisant le titre de roi des Romains, ne regardaient le pouvoir des papes que comme un dépôt qui devait leur être remis. En conséquence, ceux qui avaient soulevé les Romains contre le pape, et qui avaient mêlé adroitement les Français dans cette querelle, espéraient bien que ces événemens changeraient les dispositions de l'empereur envers la France, et contribueraient à faire rompre les négociations de Rastadt. Cette influence trop directe et trop ostensible du directoire devait nécessairement être un nouvel aliment de haine et de rivalité contre la France, que l'on ne manquerait pas de représenter comme un colosse révolutionnaire tendant à écraser de son poids tous les états monarchiques. Ce furent là sans doute les plus fortes causes qui resserrèrent les nœuds de la coalition nouvelle contre un gouvernement endormi dans une trompeuse sécurité. Cependant les cardinaux, les grands seigneurs et les citoyens distingués de la ville de Rome, avaient pris successivement la fuite, emportant avec eux leurs effets les plus précieux : Pie VI résolut

de les imiter; il sortit de Rome pour n'y plus rentrer, le 2 ventose an 7 (20 février 1799), et se retira dans la chartreuse de Pise. Il fut tiré de cette retraite le 11 floréal an 7 (30 avril 1799), pour être conduit à Briançon, d'où il fut ensuite transféré à Valence, dans le département de la Drôme, où il mourut le 2 fructidor an 7 (19 août 1799.)[1]

Le général Massena, qui avait remplacé le général Berthier à Rome, y avait fait publier le 27 ventose (17 mars) un acte constitutionnel fait sur le modèle de ceux de Paris, de Milan et de Gènes; mais à peine était-il proclamé, déjà les partisans de l'ancienne cour de Rome faisaient les plus violens efforts pour le renverser. Leurs tentatives, astucieusement combinées, faillirent à obtenir un plein succès, succès qui pouvait avoir des suites d'autant plus funestes, que c'était une grande partie de l'armée française elle-même que l'on était parvenu à mettre en insurrection.[2] Heureusement la fermeté des chefs rétablit le calme dans les légions républicaines; elles s'étaient irritées des rapines exercées chez des peuples qui n'au-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

raient dû trouver dans les Français que de généreux libérateurs; mais cette insurrection n'était qu'une ramification d'un vaste plan de conspiration : on voulait anéantir au même instant l'armée française, disséminée sur les différents points de l'Italie, et donner une nouvelle preuve que cette contrée n'avait cessé d'être le tombeau des Français. A peine le général Berthier était-il de retour à Milan, il avait saisi les principaux fils d'un complot qui tendait à jeter des semences de discorde entre les républiques cisalpine et française, et à livrer Mantoue aux ennemis, pendant qu'ils machinaient secrètement dans le Nord une nouvelle coalition contre la France. D'un autre côté, les plénipotentiaires français étaient bien embarrassés d'expliquer à Rastadt la conduite du directoire dans les états du pape; leur assertion de la ferme volonté d'une paix générale paraissait une dérision, quand on vit un nouvel orage se former dans les états du Piémont. Tandis que le ferment révolutionnaire avait embrasé toute l'Italie, c'était une espèce de phénomène de voir la monarchie piémontaise se tenir encore debout au milieu de tant d'états républicanisés; à la vérité, le roi de Sardaigne avait acheté la paix qui lui avait

été accordée en l'an 4 par la république française, et il n'avait conservé qu'une ombre de puissance ; le voisinage des nouvelles républiques, le passage perpétuel des Français, les relations habituelles avec eux n'avaient pas tardé de faire germer les idées républicaines dans l'esprit des Piémontais, et un parti considérable, qui supportait impatiemment l'autorité monarchique, ne tarda pas à vouloir la renverser. Si le gouvernement français sut parfaitement dissimuler la part qu'il avait à ce mouvement, le gouvernement génois et celui de la république cisalpine ne furent pas aussi discrets; l'un et l'autre convoitaient les provinces du Piémont qui seraient le mieux à leur convenance. Les insurgés piémontais, dans une proclamation qu'ils avaient adressée au peuple et aux soldats qui composaient la garde du monarque, les exhortaient à secouer le joug.[1] Cet appel à l'insurrection avait produit de prompts effets; déjà les insurgés avaient attaqué sur trois points, déjà ils avaient fait soulever le peuple de la Novare. En vain avaient-ils été battus dans plusieurs attaques, leurs pertes n'avaient pas diminué leur énergie; ils

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).

comptaient sur les dispositions favorables des gouvernemens cisalpin et ligurien, qui ne desiraient pas moins l'un que l'autre de voir anéantir en Italie les derniers restes de la puissance royale.[1]

L'orage qui grondait autour des états du roi de Sardaigne semblait devoir précipiter sa destruction ; le mal n'était pas moins grand dans l'intérieur ; entraînés par les promesses des insurgés, les soldats abandonnaient leurs drapeaux pour passer sous ceux des républicains ; la citadelle de Turin se dépeuplait chaque jour ; le roi de Piémont mit alors sur pied ses régimens provinciaux : les deux partis en vinrent souvent aux mains, et l'avantage des armes se déclarait pour l'armée royale, lorsque quatre mille Liguriens se joignirent aux Piémontais réunis, et, après avoir battu l'armée royale à Serravalle, s'emparèrent de Loano et de Balestina. Dans cette position, qui devenait tous les jours plus critique, le roi de Sardaigne implora les secours du directoire français; celui-ci, qui ne voulait pas que le démembrement de ce royaume pût augmenter les états cisalpins et liguriens, fit annoncer au gouvernement génois que, pour

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

rétablir la tranquillité en Italie, les troupes françaises allaient occuper la rivière du Ponent, en même temps qu'elles s'empareraient de la citadelle de Turin. Malgré ces arrangemens, la cour de Piémont avait conservé ses armemens intacts, et paraissait incliner vers l'alliance royale fédérative ; mais le directoire français fit notifier au roi les demandes suivantes : 1° La liberté des insurgés détenus ; 2° l'approvisionnement de la citadelle de Turin pour deux mois, et le rétablissement de son état de munition, tel qu'il était avant l'entrée des troupes françaises; 3° le licenciement des milices, la réduction des troupes sardes sur le pied de paix, et le rappel du comte de Solar, commandant à Alexandrie. Le cabinet de Turin ne put se dispenser d'obtempérer à ces demandes; à ce prix, le monarque chancelant conserva quelque temps une ombre d'autorité prête à lui échapper entièrement.

Cependant l'Europe étonnée apprenait à peine l'usurpation du Piémont par le directoire français, que déjà une nouvelle combinaison de circonstances conduisait les armées françaises dans les montagnes de l'Helvétie. En vain les ennemis de la France avaient-ils réuni tous leurs efforts pour entraîner les Helvé-

tiens dans la coalition de Pilnitz; ils n'y avaient pas réussi, et jamais la bonne harmonie entre ces deux puissances n'eût été troublée, si les Suisses avaient été régis par une constitution uniforme. [1] Le pays de Vaud ayant eu recours à la république française, comme subrogée aux droits des ducs de Savoie, le ministre français près les cantons helvétiques avait été chargé de notifier aux sénats de Berne et de Fribourg, que les membres de ces régences répondraient personnellement de la sûreté individuelle des habitans du pays de Vaud. Le sénat de Berne levait des milices pour comprimer l'énergie des habitans de ce canton, lorsqu'une division de l'armée française rentrait en France par Carouge. Dans cette situation, il fallait peu de choses pour changer en hostilité des mesures purement défensives. La guerre éclata; les Français et les Suisses prétendirent, respectivement, n'avoir pas été les agresseurs: néanmoins les habitans du pays de Vaud profitèrent de cette circonstance pour proclamer leur indépendance, admettre le gouvernement démocratique, et se déclarer canton du Léman. Après cette démarche, par-tout dans le pays

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

de Vaud, on avait arboré la cocarde verte, couleur jadis choisie par Guillaume Tell; partout on avait élevé des arbres de la liberté, et déjà, à la cime du Jura, et sur les rives du Léman, retentissaient ces cris : *Vive la république lémanique!* Dès le 6 pluviose (25 janvier), le général Ménard, qui commandait les troupes françaises, avait envoyé au général Weiff, commandant les troupes bernoises, un aide-de-camp chargé d'une sommation de retirer les troupes, dont le quartier général était à Iverdun, et de laisser aux habitans du pays de Vaud le libre exercice de leurs droits. A l'entrée du village de Thierens, l'aide-de-camp avait été attaqué par un poste de troupes bernoises; deux hussards de sa suite avaient été criblés de balles; un dragon fut blessé, lui-même s'était sauvé par une espèce de prodige.

Cet assassinat d'un envoyé de la république française avait obligé le général Ménard, malgré sa sage modération, d'entrer dans le pays de Vaud, d'en chasser les troupes bernoises et fribourgeoises, et de s'emparer de tous les postes qu'elles occupaient.

Les magistrats du canton de Berne redoutant les suites de l'attentat commis à Thierens, et ne se trouvant pas en mesure d'opposer des

forces suffisantes aux Français, dissimulaient leur rage ; ils firent désavouer ce désastreux événement ; mais, en même temps, une diète extraordinaire, tenue à Araw par les chefs de l'oligarchie, soulevait l'opinion contre les Français, qu'elle accusait de vouloir asservir la Suisse, et prenait la résolution de renouveler le serment fédératif, afin de lier plus intimement à la cause commune un peuple naturellement religieux observateur de la foi publique. Le canton de Bâle rejeta seul ce fatal engagement, qui allait coûter des ruisseaux de sang ; déjà l'incendie révolutionnaire avait fait des progrès rapides dans ce canton ; déjà, le 1er pluviose, on avait planté, à Bâle, l'arbre de la liberté, surmonté du chapeau de Guillaume Tell ; le drapeau national avait flotté sur les murs de l'hôtel de ville, et le sénat, ainsi que ceux de Zurich et de Lucerne, avaient cru devoir partager l'autorité publique avec les plébéïens ; les sénats de Berne et de Fribourg s'étaient crus, au contraire, en mesure de soulever l'ancien gouvernement. Le canton de Berne, à la vérité, pouvait mettre cent cinquante mille hommes sur pied ; encore était-il nécessaire, de la part du conseil et des deux cents, de prendre de grandes précautions pour

mettre cette force imposante en action au milieu de la fermentation générale des opinions. Les émissaires bernois cherchaient bien à diriger l'esprit public, intimidaient les uns, séduisaient les autres; mais l'érection du pays de Vaud en canton du Léman était seule capable de briser le faisceau de l'union helvétique; les cantons démocratiques devaient voir, dans cet événement, les moyens d'obtenir la prépondérance dans les diètes générales; et quoique, dans les cantons aristocratiques, le peuple parût attaché aux patriciens, il ne pouvait voir qu'avec plaisir le soulèvement du nouveau canton, dont les sujets allaient défendre, à leurs propres périls, la cause de tous les Suisses plébéïens.

Malgré des considérations aussi importantes, malgré les suites heureuses ou funestes qu'allait occasionner la conduite sage ou impolitique du sénat de Berne, l'ambition de la majorité de ses membres précipitait la Suisse dans tous les malheurs d'une révolution : ainsi, dans le dessein de maintenir la domination de quelques familles, un peuple entièrement étranger aux débats politiques qui divisaient les hautes puissances belligérantes, était enveloppé, sans intérêt pour lui, dans le tourbillon d'une guerre

désastreuse, et en proie à tous les maux qui devaient en être la suite inévitable.

Que pouvaient donc espérer les Suisses, en s'arrachant à la charrue pour combattre les Français? Pauvres, n'aspirant à aucun agrandissement de territoire, tirant leurs principales ressources de leur commerce avec la France, accoutumés au bonheur sur leurs montagnes, au milieu de leurs familles et de leurs troupeaux, connaissant à peine les oligarches qui les gouvernaient, pourquoi condescendaient-ils aveuglément à seconder leur ambition démesurée, et à se dévouer pour maintenir leur domination? Ainsi le peuple, toujours abusé, passe sans cesse de la plus basse docilité à la fureur la plus désordonnée; et, jouet continuel de ceux qui le trompent, il est ou stupidement esclave, ou féroce insurgé. Déjà, par des arrestations multipliées, le sénat de Berne avait cherché à intimider les faibles, et à punir les plus audacieux : beaucoup de patriotes, amis des Français, gémissaient dans les cachots de Soleure et d'Araw; les esprits étaient irrités, l'explosion était prête à éclater, quand le sénat, ne voyant d'autre salut que dans la force des armes, fit attaquer les troupes françaises, et surprendre le village de Leysin, dans

le pays de Vaud, au moment même où l'on était en pourparler avec le général Brune, à qui le directoire venait de confier le commandement des troupes françaises en Suisse. Malgré ces hostilités, le général français était entré sur le territoire de Berne, le 11 ventose (1er mars), précédé d'une proclamation.[1]

Soleure avait ouvert ses portes au général Schawembourg, qui avait brisé les fers des prisonniers détenus, pour leurs opinions politiques. Fribourg avait été pris d'assaut le 13 ventose (3 mars); les patriciens avaient abandonné les rênes du gouvernement; le peuple avait nommé ses magistrats. Après la prise de Fribourg, les Bernois avaient abandonné Morat, ville célèbre par la victoire qu'y remportèrent les Suisses en 1476, sur les troupes de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne.

Le 15, le général Brune avait fait marcher une colonne vers les défilés de Guminé, qui étaient hérissés de batteries. Dans le même temps, une colonne attaquait, sur le Sauzen, le passage de Neuvenez, qui, ayant été forcé le 16 à quatre heures du matin, avait mis la ville de Berne à découvert. L'embarras des

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

deux cents était d'autant plus grand, que le général Schawembourg ayant pénétré par les gorges de Porentrui, à la tête de dix-sept mille hommes, venait de passer l'Aar, et s'avançait rapidement pour opérer sa jonction avec le général Brune. Dans cette position, une partie des troupes bernoises, qui défendaient le poste de Guminé, s'était repliée sur Berne; les batteries avaient été emportées, et, bientôt après, Berne elle-même avait été forcée de capituler le 16 ventose an 7 (6 mars 1799). La prise de Berne avait porté les légions helvétiques au plus affreux désespoir. Dans l'excès de leur fureur, elles avaient inculpé plusieurs de leurs officiers de trahison, et en avaient fait un horrible carnage.

Dès ce moment, l'ancien gouvernement supprimé dans tous les cantons aristocratiques, était remplacé par des formes populaires. Le gouvernement français, fidèle à son système de *propagandisme directorial*, n'était cependant pas encore satisfait; il voulait renverser entièrement l'antique constitution helvétique, et lui substituer une forme de gouvernement combinée sur les élémens de la constitution française, ainsi qu'en Italie et en Batavie; car il n'y avait plus qu'une bonne constitution pour

les montagnes de la Suisse, comme pour les marais de la Hollande et les plaines de la Lombardie; pour un peuple pasteur ou agricole, comme pour un peuple essentiellement commerçant; pour les climats du midi, comme pour ceux du nord. Quels que fussent les régions, la température, le caractère, les mœurs, l'étendue, la position topographique, la population, les habitudes, il n'y avait plus qu'une bonne forme de gouvernement; et la Suisse, dont l'heure était venue, devait se soumettre à accueillir un acte constitutionnel qui réunissait tous les cantons en une seule république. Gouvernés jusqu'alors par des patriciens, plusieurs se soumettaient assez volontiers à admettre un acte qui leur assurait la protection de la France. On ne pensait pas de même dans les cantons démocratiques. Satisfaits de leur ancienne forme d'administration, jaloux de leur indépendance, forts de leur position et de leur courage, ils se refusaient à toute innovation politique, et en donnaient les raisons au général Brune.[1] Réclamation inutile. L'arrêté du directoire était irrévocable; il donna l'ordre de subjuguer, par la force des armes, tout canton

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

opposé à ses volontés. Sans doute on espérait intimider, mais l'on s'était trompé. A la résistance de l'amour de la liberté, se joignirent les insinuations du fanatisme. Les habitans des campagnes, égarés, s'armèrent, et se livrèrent au pillage, au massacre. En vain le commissaire Lecarlier s'efforçait de ramener les Suisses de leur égarement;[1] les avis paternels de cet ami de l'humanité ne purent arrêter l'effervescence des petits cantons, déterminés à s'immoler pour leur indépendance. Les soldats de la république française, les défenseurs d'un peuple libre, se virent donc obligés de massacrer, par ordre du gouvernement, de misérables colons, relégués dans les parties les plus arides des montagnes, presque étrangers au reste des hommes, pour les contraindre à renoncer aux idées d'indépendance démocratique, à leur culte religieux, unique patrimoine qu'ils tenaient de leurs pères.[2] Pendant ces derniers efforts de l'indépendance helvétique expirant dans ses montagnes, pendant que des flots de sang coulaient en pure perte, le parti oligarchique adoptait la constitution envoyée par le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

directoire français, et l'assemblée nationale helvétique se réunissait dans la ville d'Araw. La postérité jugera de la conduite inconvenante, de la barbarie, de la rapacité du directoire exécutif, envers un peuple depuis si long-temps allié des Français, qui formait une barrière impénétrable entre l'Autriche et la France : mais les comtemporains avaient été bientôt instruits du parti que savait tirer le cabinet anglais de ce système de novation et d'usurpation; il lui fournissait les preuves nécessaires pour accuser le directoire d'être essentiellement révolutionnaire; de fouler aux pieds la foi des traités, de semer des germes de discorde et d'insurrection dans tous les états voisins, et de seconder ensuite, à force ouverte, les rebelles qu'ils avaient soulevés.

Quels souvenirs douloureux n'avaient point laissés en effet, dans ces contrées pastorales et agricoles, l'invasion de l'armée française et les rapines de ses agens! [1] Ainsi, un peuple qui devait compter sur le secours spécial des Français pour défendre d'anciennes institutions, recevait, malgré lui, des directeurs de Paris, une constitution semblable à celle de la France,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

qui ne pouvait convenir ni aux mœurs, ni aux habitudes, ni aux localités helvétiques. Aussi, le directoire français, en brisant les nœuds de l'indépendance des treize cantons, en forçant les Suisses à se plier à ses combinaisons, ne fit, des plus anciens et des plus fidèles alliés de la France, qu'un peuple de mécontens, impatient du joug français, et blessé dans l'amour propre national; blessures dont les profondes cicatrices sont transmises par de longs ressentimens, de générations en générations.

Pendant que le directoire donnait des lois à la Suisse à coup de canons, il réunissait à la France la petite république de Mulhausen, alliée des Suisses, et enclavée dans l'Alsace, ainsi que la république de Genève, dont on faisait sur-le-champ le département du Léman, en y joignant quatre cantons détachés de celui de l'Ain et une portion de celui du Mont-Blanc. Cependant ces réunions, qui assuraient à la France des avantages réels pour l'avenir, augmentaient l'esprit de défiance et de jalousie contre la république française, dont les limites semblaient destinées à s'étendre à proportion des nouvelles guerres qui lui étaient suscitées: ces expéditions en Italie et en Suisse contrastaient avec l'assurance réitérée par les pléni-

potentiaires français, que la nation française voulait respecter les droits de chaque peuple, et n'avait d'autre desir que de contribuer à la paix de l'Europe. Aussi les négociations languissaient.

Bientôt deux grands événemens, la descente de Bonaparte en Égypte et l'entrée inopinée des Russes sur le territoire de l'Empire, donnaient un nouveau cours à la politique européenne, opéraient la rupture du congrès, après dix-huit mois d'une vaine représentation, et, rallumant tous les feux de la guerre, augmentaient en Europe tous les maux de l'humanité. Les préparatifs maritimes continuaient en France avec la même ardeur sur l'Océan et sur la Méditerranée. Bonaparte, chargé d'une mission secrète, était parti du 15 au 16 floréal an 6 (4 au 5 mai 1798); les uns le croyaient destiné à ranimer les négociations de Rastadt; d'autres assuraient qu'il allait tenter d'envahir l'Angleterre; un grand nombre de savans, de littérateurs, d'artistes, nommés pour l'accompagner, augmentait le mystère qui couvrait ce voyage. On sut bientôt que ce général s'était embarqué à Toulon, sur une flotte de plus de quatre cents voiles, parmi lesquelles on comptait treize vaisseaux de ligne: cette flotte portait, disait-

on, près de quarante mille combattans qui avaient remporté les victoires de Lodi et d'Arcole.

Un mois s'était écoulé depuis le départ de ce grand armement, et on ignorait encore, à Paris, sa destination. La flotte française voguait cependant vers les plages orientales de la Méditerranée; et, laissant à sa gauche les côtes de la Sicile, elle s'avançait vers le rocher de Malte, où elle arriva le 21 prairial (9 juin). Vainement le cabinet de Londres, mieux instruit sans doute que le peuple de Paris, avait déjà expédié, pour la Méditerranée, le contre-amiral Nelson, commandant une escadre supérieure à celle de l'amiral Brueix, avec ordre de la poursuivre et de l'attaquer par-tout où il la rencontrerait. L'amiral anglais n'avait pu remplir sa principale destination; il pénétrait avec sa flotte dans la Méditerranée, au moment même où Bonaparte entrait en vainqueur dans Malte. [1]

Après cette expédition, Bonaparte s'était remis en mer, et la flotte française, voguant sous les plus heureux auspices, avait décourvert, le 7 messidor (25 juin), les côtes de Candie; le 11

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

(29 juin), celles d'Afrique; le 12 (30 juin), elle était arrivée à la vue d'Alexandrie; le 13 messidor (1er juillet), les troupes étaient descendues à huit milles de cette ville. Bonaparte l'attaque, la prend, et s'enfonce dans l'Égypte, dont il est le maître en moins d'un mois. [1]

La rapidité des expéditions de Bonaparte formait un contraste frappant avec la lenteur du congrès de Rastadt, qui ne faisait pas augurer bien favorablement pour la paix. [2] Les Anglais en profitaient, d'un côté, pour persuader aux plénipotentiaires français, que la France, victorieuse, avait le droit de tout demander; de l'autre, pour faire sentir aux Allemands que l'acquiescement aux demandes du directoire livrait la Germanie à la merci de la France: ils réveillaient alors, chez l'étranger, l'orgueil national, et poussant les ennemis de la république vers une nouvelle coalition, ils les déterminaient à reprendre les armes, plutôt que de consentir à une paix honteuse. Ces manœuvres et les intrigues continuelles du cabinet de Londres avaient eu, malheureusement, de trop grands succès.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

Les plénipotentiaires de l'Empire, pressés par la nécessité, n'en avaient pas moins adhéré pleinement à l'*ultimatum* qui venait d'être proposé au nom du directoire. Le même jour, la commission impériale y avait donné son assentiment; les lenteurs du congrès semblaient sur le point de s'évanouir, et les négociations touchaient au moment où elles assuraient une paix solide et durable, lorsque l'entrée inopinée des Russes sur le territoire de l'Empire vint détruire toutes ces espérances. La marche d'une armée russe contre la république française, qui n'avait jamais eu de démêlé politique avec la cour de Pétersbourg, montrait à découvert le nouveau plan de guerre déterminé dans le silence des cabinets ennemis ou rivaux de la France. Quel intérêt particulier pouvait engager l'empereur de Russie à sacrifier cent mille hommes contre une puissance dont aucune portion de territoire ne pouvait convenir à son ambition, ni à l'agrandissement de ses états? Il était donc bien démontré que ces troupes auxiliaires, parties du fond des marais qui bordent les lacs immenses de la Doya et de l'Oneya, et qui devaient traverser quatre cents lieues, n'étaient que l'avant-garde des armées combinées qui allaient rouvrir la chance ter-

rible des combats. Le congrès de Rastadt n'avait donc été qu'une convention diplomatique pour couvrir des desseins hostiles, et gagner le temps nécessaire aux combinaisons politiques des puissances liguées contre la république française. Cependant, quoique la pompe du congrès de Rastadt n'eût servi, en apparence, qu'à marquer davantage la futilité et la faiblesse de ses transactions, ce congrès avait été très-utile aux vues du directoire; il avait rapproché des états naturellement intéressés à faire cause commune avec la France; il avait fortifié le parti de la neutralité prussienne, désuni le corps germanique en le séparant en deux partis divisés d'intérêt, et désormais irréconciliables, et porté au corps des princes ecclésiastiques un coup mortel, par l'effet des sécularisations adoptées par la majorité. Le congrès, à la vérité, avait favorisé le système évasif de la cour de Vienne; il convenait à l'état d'observation de celle de Berlin; il n'avait pas été moins important pour le cabinet de Saint-James, qui se trouvait exclu des négociations, quoique son accession parût indispensable pour l'établissement des bases d'une paix générale.

Malgré les avantages de ce congrès pour les différentes puissances contendantes, on s'était

préparé de tous côtés à la guerre, quoiqu'on eût l'air de ne s'occuper que de la paix; l'Angleterre, sur-tout, avait poursuivi avec obstination son plan hostile; elle avait réussi à jeter sur le continent un nouvel aliment de guerre, en engageant l'empereur de Russie et la Porte Ottomane à y prendre une part active. En même temps, la cour de Vienne avait cru ne pouvoir arrêter la fermentation révolutionnaire dans ses nouveaux états d'Italie, que par la présence d'une armée. De son côté, le directoire avait regardé comme indispensable, pour consolider les nouvelles républiques en Italie, de leur inspirer le goût des armes; et, pour tenir en mouvement la masse de ses armées, il continuait les apprêts de la descente en Angleterre, il avait favorisé l'audacieuse expédition de Bonaparte, il avait contribué, au midi, à l'établissement d'une nouvelle république romaine, et, au nord, à la destruction de celle des Treize cantons. A la vérité, cet accroissement de puissance, et les avantages offensifs que donnait à la république française l'occupation des états de l'église et de la Suisse, avaient décidé l'empereur à presser la marche des troupes russes, afin de pouvoir recommencer la guerre en Italie, après avoir

mis à couvert l'Empire et les états héréditaires avec le secours de ses nouveaux alliés. On aurait pu croire cependant que la France et l'Autriche, au lieu de faire la guerre, eussent préféré de rester respectivement armées, et redoutables l'une à l'autre, quand une étincelle sortie du Vésuve renouvela l'incendie. On savait que la cour de Londres employait tous les ressorts de la politique pour briser les opérations du congrès de Rastadt, et pour entraîner le nord et le midi dans une nouvelle guerre; on savait que les Russes entraient en Allemagne, et bientôt après on apprit que les armées napolitaines venaient de prendre la route de Rome.

Depuis que l'escadre commandée par l'amiral Nelson s'était montrée sur la mer Thirrénienne, la cour de Naples, malgré son traité de paix avec la France, favorisait les opérations navales britanniques.

Il n'avait donc pas été difficile au ministre anglais, de faire entendre au faible Ferdinand IV, que, tôt ou tard, les Français se vengeraient d'une pareille infraction, et que le meilleur moyen de se soustraire à leur vengeance, c'était de la prévenir : on lui offrait d'ailleurs un subside considérable, des armes, des munitions, des étoffes pour habiller ses

soldats, et on ne cessait de lui répéter que l'armée d'Égypte, composée de l'élite des troupes françaises, privait la France de son plus ferme soutien, et la mettait dans la position du lion malade de la fable. La présence de la flotte anglaise, victorieuse à Aboukir, donnait un nouveau poids à ces considérations, et Ferdinand IV ne tarda pas à vouloir se donner la gloire d'être le vengeur du pape, l'exterminateur des Français en Italie : ainsi quarante mille hommes furent levés en moins d'un mois, dans le royaume des Deux-Siciles, et dès les premiers jours de l'an 7 (fin de septembre 1798), on comptait quatre-vingt mille combattans dans l'armée napolitaine. Pour subvenir aux dépenses de ce formidable armement, non seulement le roi des Deux-Siciles s'était emparé du trésor sacré déposé dans les banques publiques, [1] mais il avait créé une quantité immense de billets de banque, [2] et il avait ordonné de transporter au trésor royal les métaux précieux dont les églises étaient ornées, ainsi que la vaisselle d'or et d'argent des particuliers. [3] En même temps, les Anglais agi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

taient les cours de Florence et de Turin; ils pressaient le duc de Toscane d'ouvrir aux coalisés le port de Livourne, en assurant au directoire qu'il avait été obligé de céder à une force majeure; on lui demandait aussi de fomenter des insurrections dans les montagnes dont les sommets séparent la Toscane du Bolonais, de la Romagne et du duché d'Urbin, en attribuant ces mouvemens à une fermentation populaire. Ils proposaient au chevalier Prioca, ministre du roi de Sardaigne, de décider son maître à armer secrètement les Piémontais, à exciter leur patriotisme par des pratiques religieuses, jusqu'au plus effervescent enthousiasme, et à les engager à massacrer les soldats français vivant sans défiance au milieu d'eux. Il paraissait une lettre imprimée, dans laquelle on supposait que le prince Pignatelli, favori du roi de Naples, mandait au ministre Prioca : « Les Napolitains commandés par le « général Mack, sonneront les premiers le toc-« sin de la mort sur les ennemis communs, et, « du sommet du Capitole, ils annonceront à « l'Italie et à l'Europe entière que l'heure du « réveil est sonnée : alors, infortunés Piémon-« tais, agitez les chaînes dont vous êtes étreints, « pour en frapper vos oppresseurs. » Dans cette

circonstance, soit que le roi de Sardaigne fût tenté d'acquiescer aux propositions des Anglais, et de donner les mains à leurs projets d'assassinats, soit que le directoire fût instruit de ces desseins, ou seulement que l'occupation du Piémont fût une suite du grand plan d'envahissement qu'il s'était tracé, le général Joubert ne tarda pas à venir dicter des lois dans Turin, et à obliger Charles Emmanuel d'en sortir avec sa famille. Ce prince infortuné, qui, après avoir commis la faute d'entrer dans la coalition, n'aurait pas dû attendre les affronts et le malheur dans son palais, obtint la liberté de se retirer en Sardaigne; mais ce ne fut qu'après avoir signé, le 19 brumaire an 7 (9 novembre 1798), un acte dans lequel il abandonna à la France tous ses droits sur le Piémont, et déchargea les Piémontais du serment d'obéissance prêté à lui et à ses ancêtres.

C'était à peu près à la même époque où les plénipotentiaires français, au congrès de Rastadt, protestant du ferme desir qu'avait le directoire de terminer la guerre, déclaraient que si, dans six jours, à dater du 16 frimaire (6 décembre), la députation n'avait pas répondu à l'*ultimatum*, [1] leurs pouvoirs cesseraient. On

[1] *Voyez* la note 4e de ce volume.

savait, à Rastadt, que le roi des Deux-Siciles campait sur les frontières de l'état romain, à la tête de quatre-vingt mille combattans. Toutes les gazettes à la solde des ennemis retentissaient de la marche de cent mille Russes à travers la Pologne : néanmoins la Germanie occidentale souffrait si horriblement du fléau de la guerre, que, quoique la cour de Vienne attendît l'arrivée des Russes pour pénétrer dans la Cisalpine, la majorité de la députation germanique déclara, par un *conclusum*, le 18 frimaire (8 décembre), qu'elle accédait à l'*ultimatum* de la légation française. La paix semblait donc se terminer au moment où les hostilités recommencèrent. Le roi de Naples ne voulait pas pénétrer sur le territoire romain, avant que les Autrichiens eussent passé l'Adige. L'empereur, de son côté, ne voulait pas entrer en Italie, jusqu'à l'arrivée des Russes dans les états héréditaires. Ces restrictions n'étaient pas approuvées à Naples du parti anglais. Le succès des armes napolitaines lui importait assez peu ; il lui suffisait de rallumer le feu de la guerre en Italie, afin de dissoudre le congrès de Rastadt et de forcer l'Allemagne à reprendre les armes. Pour arriver à ce but si ardemment desiré par le cabinet de Saint-James, on pré-

tend que l'on supposa une lettre de l'empereur, qui assurait au roi des Deux-Siciles que les hostilités étaient commencées sur le territoire de Venise, et qu'il ne saurait trop se hâter d'entrer sur celui des Romains : on ajoute que l'amiral Nelson, en déposant au pied de Ferdinand un drapeau français pris sur le rocher de Goze, et en lui annonçant la prise très-prochaine de Malte, avait exalté son imagination au point de lui persuader que la Providence l'avait destiné à raffermir tous les trônes de l'Europe, et de le convaincre de la nécessité glorieuse de se mettre à la tête de son armée vengeresse. Ainsi trompé et aveuglé, le roi des Deux-Siciles, secondé par le général Mack, s'était empressé d'ouvrir la campagne, à la tête de soixante-dix mille Napolitains, avant de s'être assuré bien positivement si les Autrichiens avaient attaqué de leur côté. Il est vrai que la division française, appelée improprement armée de Rome, forte environ de seize mille hommes, se reposant sur la foi des traités, était disséminée sur un terrain immense, avec des corps incomplets et une artillerie mal attelée, manquant enfin de tout, graces à l'imprévoyance du directoire : sa droite tenait de Terracine à Tivoli; son centre occupait Rieti;

les cantonnemens de sa gauche étaient répartis d'Ascoli jusqu'à Ancône; la chaîne de montagnes qui séparait ses ailes en quadruplait la distance; enfin, au moment où elle allait être attaquée, cette armée, malgré les instances de son général, était obligée d'envoyer trois mille hommes à Corfou. Dans une pareille position, manquant à la foi des traités et avec des forces infiniment supérieures, il ne devait pas être difficile au général Mack de surprendre l'armée française, d'en séparer les différens corps, et de les tourner de toutes parts en-deçà et au-delà des montagnes. Depuis trois jours seulement, le général Championet, arrivé à Rome, avait pris le commandement de l'armée, qui venait de recevoir l'ordre de refuser le combat, et de se retirer jusqu'aux frontières de la Cisalpine; la présence du général en chef avait changé la face des affaires. Surprise, assaillie par une force infiniment supérieure, ne pouvant pas se rallier en avant de ses positions, toute la ligne avait effectué un premier mouvement rétrograde, jusqu'à celles reconnues militairement pour des positions de défense.

La gauche, forcée d'abandonner Ascoli, avait gagné Fermo sur les bords de l'Adriatique; là, les généraux Casabianca, Rusca et

Mourcier, avaient rassemblé les détachemens dispersés dans les montagnes; ils avaient attaqué la droite de l'armée napolitaine, et, vainqueurs sur tous les points, ils avaient poursuivi les Napolitains épouvantés, et repris Ascoli. Un petit nombre de soldats formant le centre, encouragés par le général Lemoine qui les commandait, avaient résisté aux ennemis dans l'étroite plaine de Terni; le général s'était acharné à garder une position d'où dépendait le salut de l'armée: cependant il était sur le point de succomber sous le nombre: la 97e demi-brigade arrive de Spolette à marche forcée, elle se précipite des montagnes; ses soldats avaient à peine trois cartouches chacun, mais ils avaient leur baïonnette, ils la mettent en avant, marchent au pas de charge, et rendent la victoire complète. La droite de l'armée avait dû son salut à ces succès inattendus; elle était la plus avancée; occupant de Terracine à Tivoli, sa retraite devenait très-difficile devant quarante mille hommes commandés par le roi en personne et le général Mack; elle avait un vaste terrain à parcourir, et le désordre qui régnait dans Rome augmentait ses dangers. Malgré de si grands obstacles, la retraite s'était effectuée avec calme et précision;

on avait laissé une garnison au fort St.-Ange, et on était venu s'adosser aux montagnes, après avoir placé une avant-garde à Nepi et à Rignano pour tenir les ennemis en échec, et observer les routes de Rome à Civita-Castellana et à Florence : leur corps de bataille campait en arrière du ravin de Civita-Castellana dont on avait occupé le fortin ; le pont de Borghetto sur le Tibre avait été mis en état de défense ; le général Lemoine occupait Rieti avec le centre, le général Rusca avait reçu l'ordre de se fortifier sur le Tronto avec la gauche.

Pendant ces différens mouvemens, le général Mack s'était emparé de Rome sans aucune résistance; le roi des Deux-Siciles y avait fait son entrée solennelle le 5 frimaire (25 novembre), il y avait établi une régence provisoire, et y avait appris, peu de jours après, que l'amiral Nelson venait d'être reçu dans le port de Livourne; celui-ci y avait débarqué sept mille Napolitains, destinés à faire insurger la Toscane et à couper à l'armée française ses communications avec le nord de l'Italie. Ce débarquement s'était opéré sous les plus favorables auspices; les Autrichiens venaient de s'emparer des hauteurs de Coire ; maîtres des deux verfans du Tyrol, ils étaient prêts à descendre du mont

St.-Bernardin sur Bellinzone; en même temps, l'empereur rassemblait sur l'Adige des forces considérables, et différentes flottes anglaises croisaient sur l'Adriatique et sur la Méditerranée : ainsi la position de l'armée de Rome était devenue tous les jours plus critique, ayant ses communications menacées de toutes parts, et ses forces disséminées et insuffisantes, pouvaient être battues en détail, sans aucune espérance de pouvoir en réunir la masse. Heureusement, le général en chef n'avait pas désespéré du salut de l'armée; après avoir assuré ses avant-postes, il avait songé à protéger ses derrières en plaçant des éclaireurs à Pérouse.

Cependant l'inaction et l'indécision de l'ennemi continuaient, lorsque les espions du général Championet vinrent lui apprendre que le général Mack était dans la résolution d'attaquer toute la ligne. Ils se trompaient, il voulait se borner à marcher à la tête de son aile gauche, forte de quarante mille hommes, contre les six mille qui formaient la droite de l'armée française; son but étoit de nettoyer la grande route de Rome à Florence, d'enlever Civita-Castellana, et de forcer le pont de Borghetto sur le Tibre. On a prétendu, avec raison, qu'il eût été plus conforme aux règles de l'art militaire de

faire une fausse attaque sur Civita-Castellana, et de marcher avec le fort de l'armée par la route de Rome à Catalupo, en remontant la rive gauche du Tibre, et d'attaquer Terni. Cette opération aurait coupé l'armée française en deux, et l'aurait infailliblement perdue. On a pensé aussi, qu'il aurait fallu préférer à la position défensive qu'occupait l'armée française, celle de Catalupo, après s'être emparé de la totalité de la montagne de Buono, ce qui aurait exigé de défendre le cours de la Neva, en observant celui du Tibre jusqu'au-delà de Prugia : on se fût borné à avoir une avant-garde à Civita-Castellana, appuyant fortement la droite au pont de Borghetto, et la gauche de cette droite à Civita-Ducale, après avoir placé un camp en avant de Rieti, lié à celui de Catalupo par Contigliano. Dès lors, maître du pont du Tibre, de Civita-Castellana, et sur-tout de Catalupo, l'armée française l'aurait été de tous les mouvemens de l'ennemi, et hors de crainte d'être coupée. Quoi qu'il en soit, les Napolitains s'étant avancés sur cinq colonnes, avaient été repoussés par tout ; à Nepi par le général Kellerman ; devant le pont de Civita-Castellana par le chef de brigade Lahure ; le général Kniazeuwitz occupait Falari ; le général Ma-

thieu couvrait le pont de Borghetto; Magliano avait été mis en état de défense; enfin le général Magdonal avait tiré le plus grand parti des Français qui étaient sous ses ordres. Cette attaque contre la droite de l'armée française donnait de grandes inquiétudes pour les autres points; l'ennemi ne tenta rien contre aucun : mais le général Mack, ayant enfin reconnu la route de Catalupo, était venu s'y établir en force; il avait fait passer le Tibre à une partie de ses troupes; il en avait rappelé une autre de Rieti, tiré de Rome l'artillerie nécessaire à l'armement de cette colonne, et formé le projet, après avoir jeté de nombreux détachemens dans la montagne de Buono, de la diriger de Catalupo sur Terni, afin de tenter d'attaquer et d'enfoncer le centre de l'armée française.

Sur ces entrefaites, le général Lemoine s'était emparé de Rieti et de Civita-Ducale; il avait fait camper plusieurs bataillons en avant de cette première ville, pour inquiéter l'établissement de l'ennemi à Catalupo, et il avait jeté un fort détachement dans Contigliano sur le revers de la montagne; en même temps, d'après les ordres du général en chef, le général Magdonal devait chasser l'ennemi de la montagne de Buono, replier insensiblement

ses troupes en-deçà du pont de Borghetto sur la rive gauche du Tibre, et laisser une garnison dans le fort de Civita-Castellana. D'après ces ordres et ces dispositions, il paraît que les intentions du général Championet étaient de concentrer ses forces, afin de conserver les moyens de paralyser les mouvemens de l'ennemi, et de le combattre si l'occasion s'en présentait.

Mais bientôt une colonne de Napolitains, descendant de Calvi sur Autricoli, après avoir coupé les communications de l'armée française, s'était établie à cheval sur la route, avait égorgé tous les détachemens français qui s'y trouvaient, brûlé les malades étendus sur la paille, et commis les plus horribles excès. Le général en chef attendait à Terni une colonne tirée de la gauche pour renforcer le centre; elle n'arrivait point; cependant, il fallait reprendre Atricoli : on ne pouvait dégarnir le camp en avant de Terni; le général Magdonal offrit de se charger de cette entreprise, qui fut aussitôt achevée que conçue de sa part; l'ennemi chassé d'Autricoli, les relations furent rétablies.

Les Napolitains, qui se retiraient sur Calvi, occupaient toujours en force la montagne de

Buono ; le général Mathieu, secondé par le chef de brigade Calvin, marche avec huit cents hommes sur Calvi, défendu par la nature et par quatre mille hommes de garnison: la contenance des Français en impose aux Napolitains ; ils mettent bas les armes, et se rendent prisonniers de guerre.

Ces deux actions d'audace et de bonheur avaient déconcerté le général Mack et dérangé tous ses plans, d'autant que le général Duhesme, arrivé à la gauche de l'armée, venait d'enlever Civitella de Tronto.

Enfin la colonne de renfort, si impatiemment attendue, débouche sur Terni ; on la dirige sur Osteria ; le général Rey la commande, et on se prépare à attaquer le camp de Catalupo. Civita-Castellana est abandonné à ses propres forces ; l'aîle droite de l'armée se replie en-deçà du Tibre ; le pont de Borghetto est défendu par douze pièces de canon et huit bataillons aux ordres du général Kellerman, prêts à déboucher au premier signal ; le général Magdonal doit marcher sur Catalupo en traversant la montagne de Buono ; les troupes du camp de Losteria di Vaccone marchent sur le même point en suivant la grande route ; elles doivent être jointes dans leur marche par

un bataillon descendant de Contigliano ; le général Lemoine doit se porter à Losteria di Corezze sur les derrières de l'ennemi par la route de Rieti à Rome, afin de couper la retraite à l'ennemi, tandis qu'on l'attaquerait à Catalupo. Telles étaient, le 25 frimaire an 7 (15 décembre 1798), les dispositions qui devaient assurer la victoire ; mais quelques lenteurs, inséparables de marches aussi compliquées, ayant entravé l'exécution des ordres précis, le général Mack, pressé par la colonne du général Lemoine qui le tournait par sa droite, se hâte de quitter Catalupo, traverse Rome et se couvre du Teverone, suivi par les Français et les Romains qui, après avoir fait onze mille prisonniers, rentrent en vainqueurs dans la capitale du monde chrétien, où le château Saint-Ange était resté en leur puissance.

Le général Mack, malgré sa marche rétrograde, ayant alors tenté vainement de rallier ses cohortes découragées, se trouvait obligé de reculer à la hâte sur les bords du Garigliano et du Volturne, et le roi des Deux-Siciles ne revenait un peu de sa frayeur qu'en se retrouvant dans son château de Caserte. Ainsi, autant les Français avaient mis de vigueur dans la défense des positions qu'ils oc-

cupaient, de célérité dans leur ralliement, de science dans leur défensive, d'audace et de courage dans leur offensive; autant les Napolitains mirent de la mollesse et de la négligence dans leurs attaques combinées, de précipitation dans leur retraite, de désordre dans leur fuite: un seul des généraux, commandant leurs colonnes, un Français (M. de Damas, au courage et au talent duquel ses compatriotes s'empressèrent de rendre justice) exécuta fidellement les ordres de son général, et surpassa ses espérances par son honorable retraite.[1]

Après des succès aussi inattendus, le général Championet, rassuré sur la Toscane par l'attitude menaçante que venait de prendre contre elle le général Joubert, après s'être emparé du Piémont, assuré que l'empereur ne faisait aucun mouvement pour attaquer sur l'Adige, se décida à l'envahissement du royaume de Naples.[2] Après s'être arrêté à cette résolution, le général Duhesme avait reçu l'ordre de marcher sur les bords de l'Adriatique, de chercher l'ennemi, de le combattre et d'arriver à Pes-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

cara. Le général Lemoine devait attaquer et prendre Aquila, se diriger ensuite par Novelli sur Popoli, pour se joindre au général Duhesme; et l'aile droite, après avoir forcé les passages du Garigliano et de la Melfa, devait se diriger sur Capoue. Le général Mathieu passe le Garigliano à Caprano, prend position sur la Melfa. Le général Magdonal passe par Isola, s'empare d'Arpino et de Sora, et se dirige sur Arce par la grande route. Les ennemis fuient de toutes parts; ils abandonnent, sans combattre, quatre-vingts pièces de canons à Castellucio : enfin le quartier-général vient s'établir à Santo-Germano, où l'on fut obligé de s'arrêter pour avoir des nouvelles du centre et de la gauche.

A peine le général Championet y était établi, qu'on lui annonça M. Pignatelli, adjudant-général du général Mack, pour lui proposer une suspension d'armes. Non seulement le général en chef la refusa, mais il fit porter le général Magdonal, de Cajellano sur Calvi, dont il occupa la position, et d'où il alla reconnaître les approches de Capoue. Cette reconnaissance, faite avec une trop grande témérité, ayant été poussée jusque sous les murs de Capoue, les troupes françaises avaient été

obligées de se retirer, après avoir perdu plusieurs soldats, les officiers généraux, leurs chevaux, et le général Mathieu y avait eu un bras cassé. Après cette expédition, on avait quitté Santo-Germano, pour établir le quartier-général à Tora : c'est là qu'on reçut enfin d'heureuses et d'importantes nouvelles, la soumission de Gaete, le passage du Garigliano, et la marche du général Rey sur Capoue. On avait trouvé dans Gaete des magasins immenses, deux équipages de pont, des munitions de guerre en abondance, et une artillerie formidable, qui, dans les circonstances d'une armée sans ressource, étaient d'un prix incalculable : d'ailleurs, la position de Gaete sur la Méditerranée donnait un port excellent, et appuyait la droite de l'armée, qui jusqu'alors avait été dans la crainte d'un débarquement nombreux que pouvait opérer librement l'ennemi dans une ville dont il était le maître, pour marcher ensuite sur le flanc droit ou les derrières de l'armée française. Le général Duhesme, de son côté, en occupant Pescara, avait mis en sûreté l'aile gauche. Le général Lemoine avait fait savoir qu'après s'être emparé de Sulmona, il ne tarderait pas d'arriver à Venafro. Dès-lors le général en chef avait

cru pouvoir s'occuper des approches de Capoue, afin de précipiter la reddition ou la prise de cette place importante. En conséquence, la division Magdonal était venue occuper Ajazzo, la montagne de Jérusalem, et appuyer sa droite à la grande route de Capoue, en resserrant la ville le plus près qu'il avait été possible. La division Rey, établie à la même hauteur, avait longé le Volturno jusqu'à la mer; position téméraire devant un ennemi couvert d'une rivière, protégé dans ses desseins par le canon d'une place forte, maître de toute la rive gauche et de tous les gués du Volturno. On avait placé une réserve à Calvi.

Ces dispositions faites, le projet du général en chef était d'attendre les divisions des généraux Duhesme et Lemoine à l'embranchement des routes de Capoue, à Venafro et à Santo-Germano, en continuant de laisser son quartier-général à Teano. La division Lemoine venait d'arriver à Venafro. Le général en chef s'y rend pour concerter les points qu'occuperait cette division, et dans l'espérance de voir arriver à chaque instant le général Duhesme; mais n'en ayant encore aucune nouvelle, après avoir arrêté les positions que devait occuper la division Lemoine, le général Championet

avait regagné le quartier-général : tout y était dans les alarmes ; les Napolitains insurgés s'étaient réunis en grand nombre à Sessa, d'où ils menaçaient de couper les ponts sur le Garigliano, et de venir ensuite attaquer les Français. On rassemble à la hâte de forts détachemens pour rétablir les communications ; ils se présentent pour passer sous Sessa, et courir aux rives du Garigliano ; mais l'ennemi les reçoit avec audace ; il les repousse, il les bat ; on les augmente, ils reçoivent de nouveaux échecs, et sont forcés de se retirer. Les insurgés, fiers de leurs succès, se portent alors au pont de Garigliano, le coupent, pillent le parc de réserve de l'armée, incendient les caissons, et se rendent maîtres de toutes les positions. Bientôt après, une foule innombrable couronne les hauteurs de Teano, et se dispose à l'attaquer ; déjà les troupes françaises avaient évacué la ville : on court à la réserve ; deux bataillons de la 97e demi-brigade marchent sous le chef de brigade Nerin ; ils mettent en fuite les insurgés, et couvrent le quartier-général. Le soir du même jour, on avait appris que l'insurrection était générale, que toutes les communes étaient en armes, et commandées par des officiers instruits. Le général Lemoine avait été

assailli dans son quartier-général de Piedimonte, et sa position devenait très-critique : on ne recevait aucune nouvelle du général Duhesme; on le croyait enveloppé par les paysans. Santo-Germano et ses environs avaient arboré l'étendard de la révolte; les équipages du général en chef y avaient été pillés, un de ses aides-de-camp blessé, pris et brûlé vif. Itri, Fondi, n'offraient que des scènes d'horreur; femmes, enfans, voyageurs, tout y était inhumainement massacré. On sera moins étonné de la conduite des Napolitains, en apprenant que l'on trouva, quelque temps après, dans la correspondance du roi de Naples, un ordre signé de sa main, portant : *Qu'aussitôt que les Français auront mis le pied sur le territoire de son royaume, il était ordonné à toutes les communes de se lever en masse et de commencer le massacre.* Et c'est un roi! un roi à la tête de soixante-dix mille combattans contre dix-huit mille soldats disséminés sur un pays conquis, un roi qui, fuyant lâchement devant une poignée de braves, couronnait sa lâcheté en commandant froidement leur massacre! un souverain qui donnait l'ordre d'un crime trop commun chez les Italiens, de se défaire, par le poignard, de valeureux soldats qu'ils n'a-

vaient jamais su vaincre ! Cet ordre inhumain ne fut que trop bien exécuté par un peuple accoutumé à la vengeance et à l'assassinat.

Les troupes françaises étaient sans vivres; leur nombre était singulièrement diminué; l'incendie du parc de réserve avait réduit chaque soldat à un seul paquet de cartouches ; les communications sur Rome étaient fermées de tous côtés; la jonction du général Duhesme était devenue impossible; l'ennemi faisait des mouvemens, et préparait une attaque générale. Dans une circonstance aussi critique, faire le moindre pas rétrograde pouvait multiplier les dangers : on s'était donc arrêté à laisser le général Lemoine sur la rive gauche du Volturno, quelque mauvaise que fût sa position : on l'avait même fortifié, en lui enjoignant de se tenir serré, sur ses gardes, et prêt à agir, selon les circonstances. On avait augmenté la réserve à Calvi; toute la ligne était sur le qui vive : on était décidé de vaincre ou de périr, lorsqu'un parlementaire se présenta aux avant-postes, annonçant l'arrivée de nouveaux députés. Quelles nouvelles propositions venaient-ils faire dans de pareilles circonstances? Ils sont introduits; on les écoute; ils étaient autorisés

à tout accorder, excepté la ville de Naples.

De pareilles offres étaient trop importantes pour ne pas les écouter. On rédige les articles.[1] L'armistice conclu et signé, le général Éblé entre la nuit même dans la ville, pour prendre possession de l'artillerie des arsenaux, etc. Le lendemain, Capoue reçoit garnison française, et le reste des troupes campe en avant de la ville. On fait partir sur-le-champ le général Dombrowski, avec sa brave légion polonaise, pour châtier les rebelles : enfin l'aile gauche de l'armée, qui avait été enveloppée pendant plusieurs jours par les insurgés, a pénétré jusqu'à Venafro, et le général Duhesme est arrivé en personne au quartier-général à Caserte, où sa division arrive quelques jours après. Pourra-t-on jamais croire que cet armistice, qui pouvait seul sauver l'armée, et qui devait être regardé comme l'événement le plus extraordinaire et le plus heureux qui pût arriver, fût désapprouvé hautement par le directoire? Les hommes qui étaient alors à la tête du gouvernement français peuvent seuls aider à expliquer cette énigme. Pourra-t-on concevoir davantage comment le général Mack, qui devait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

être instruit des progrès des insurgés et de la position des Français, ait osé prendre le parti d'offrir un armistice ? [1]

Après avoir pris les moyens de former un établissement militaire, et de réorganiser l'armée, le général en chef s'était occupé des moyens d'établir des relations avec les patriotes de Naples. A cet effet, il avait créé un comité dont la correspondance ne tarda pas à être très-active; bientôt les patriotes napolitains s'étaient prononcés avec énergie en faveur des Français. Une circonstance particulière précipita le cours des événemens. L'ordonnateur Arcambal avait été envoyé à Naples pour hâter la rentrée de l'argent promis par le traité. La présence de l'ordonnateur, et sur-tout l'objet de sa demande, déplurent au peuple : il faillit à être assommé; les patriotes le sauvèrent. Dès ce moment les deux partis furent en présence dans Naples. Un patriote fut massacré, cet événement jeta le peuple dans le délire de l'anarchie : les uns voulurent venger cette honorable victime; les autres osèrent soutenir l'assassin; la lutte devint terrible. Les Lazzaroni [2] s'emparèrent de toutes les armes; ils si-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

gnalent le général Mack comme un traître, les débris de son armée comme des jacobins vendus aux Français; ils jurent sa perte : le vice-roi même devient suspect; à peine a-t-il le temps de se jeter dans un canot pour se sauver en Sicile; les soldats sont forcés de déserter, et le général Mack est obligé de venir se réfugier chez le général Championet, qui a la générosité de lui donner un passe-port et une escorte pour Milan. Les Lazzaroni, furieux de voir échapper leur proie, se portent, en désespérés, sur un avant-poste des Français au Ponte-Rotto, culbutent les gardes avancées, parviennent jusqu'à la ligne, la trouvent sous les armes; et bientôt le chef de brigade Poitou, sans leur donner le temps de se reconnaître, marche à eux, en tue un grand nombre, et disperse le reste.

L'armistice venait donc d'être rompu. Cette infraction fut le signal de l'attaque de Naples. Pour dominer cette ville et protéger les attaques, les patriotes s'étaient engagés à s'emparer du fort Saint-Elme : enfin ils sont maîtres de ce fort, on se dispose à aller en avant. Les deux divisions chargées d'insulter Naples s'avancent, se serrent et couronnent les hauteurs. L'artillerie est sur le point de foudroyer

la ville.... Tout est prêt.... Naples est menacé des plus grands malheurs.... Le soldat impatient n'attend plus que le signal de l'attaque. Le général Championet veut faire une tentative, en faisant porter au peuple en délire des paroles de paix ; mais la ville n'a plus de magistrats, l'anarchie règne. Le citoyen paisible se cache ; les Lazzaroni, au nombre de soixante mille, sont seuls sous les armes ; ils ont juré de se défendre ; ils reçoivent le parlementaire à coups de fusil. Malgré cette insulte, le général en chef veut encore attendre jusqu'au lendemain : cependant gagner les Lazzaroni est devenu impossible ; il faut en ordonner le massacre. Les patriotes qui s'étaient emparés du fort Saint-Elme, attendaient impatiemment le signal des Français, pour tonner contre Naples. Le salut de l'armée, le besoin de réduire les rebelles, de faire triompher la cause des patriotes, nécessitent l'ordre de l'attaque : il est donné. Le chef de brigade Girardon, à la tête de deux bataillons, marche, dans le silence de la nuit, vers le fort Saint-Elme, pour y joindre les patriotes ; il est relevé à Capo di Monte, par le général Kellerman. A une décharge du fort Saint-Elme, toutes les batteries françaises doi-

vent jouer. A ce signal, les troupes qui investissent la ville ont l'ordre de marcher, d'attaquer, de culbuter tout ce qui se présentera et leur sera opposé. Des colonnes armées de torches doivent porter la flamme par-tout où elle pourra incendier, et marcher de ruines en ruines. Le canon tire ; on se met en devoir d'exécuter les ordres donnés ; soldats et officiers français se disputent à qui combattra avec le plus de valeur. Les Lazzaroni se défendent comme des lions; ils sont repoussés; ils repoussent à leur tour : cependant ils perdent du terrain, de l'artillerie : on gagne différentes rues ; les Lazzaroni sont acculés, mais ils ne sont pas réduits. La nuit survient ; le feu continue ; la troupe, excédée de fatigues, se partage; une partie veille et combat; l'autre se repose près des cadavres, sur les cendres, sur les décombres. Le jour paraît, l'acharnement des combattans redouble ; on fait, de part et d'autre, des prodiges de valeur : cependant rien ne se décidait; le général Kellerman marche sur Castel-Nuovo, le général Duhesme sur le fort del Carmine ; une colonne va pénétrer dans le quartier des Lazzaroni, pour l'incendier ; la garnison du fort Saint-Elme s'est déjà précipitée dans la ville; la victoire enfin, jusqu'alors in-

certaine, va bientôt couronner la valeur des Français. Le général Championet rencontre quelques Napolitains que la curiosité avaient enhardis à sortir de leurs maisons; il s'afflige avec eux de leurs malheurs; il témoigne le desir de les faire cesser; il s'engage à protéger leur religion et à faire respecter saint Janvier; il promet de pourvoir à la subsistance du peuple, et de réparer ses pertes. La confiance s'établit, elle se propage; les têtes s'électrisent : on crie, *vive les Français!* une garde d'honneur est placée dans l'église de Saint-Janvier. Cette nouvelle se répand; les plus curieux se portent en foule vers leur idole; surpris d'admiration, ils mettent bas les armes; un des chefs des Lazzaroni se met à la tête des Français; il harangue ses soldats; le feu cesse; on dépose les armes; bientôt aux cris de mort succèdent ceux de la joie; le calme se rétablit, la guerre est terminée : on célèbre cet événement par une fête et un *Te Deum* le 6 pluviose an 7 (25 janvier 1779). On s'empare de tous les forts, des réserves sont placées sur toutes les places, le reste de l'armée bivouaque à Capo di Monte, Capo di Chino, sur toutes les hauteurs qui environnent la ville; une chaîne de postes est établie sur les bords de la mer.

Après ces dispositions militaires, le général en chef, afin de faire cesser l'anarchie, s'était empressé d'adresser une proclamation aux Napolitains, [1] de nommer les membres d'un gouvernement provisoire, et les ressorts de la machine du gouvernement n'avaient pas tardé à être remontés et organisés. Ainsi la révolution avait été aussi prompte que générale dans la nouvelle république parthénopéenne. On reçut alors la nouvelle de la dispersion des insurgés; mais ils n'étaient pas encore entièrement vaincus. De son côté, le gouvernement régénéré avait envoyé des ambassadeurs à Paris, pour y porter les vœux, la soumission et la reconnaissance de leurs commettans. Le directoire, toujours plus incompréhensible dans ses principes politiques et diplomatiques, les avait mal accueillis. Bientôt il avait poussé les choses plus loin. Le général Championet s'était cru obligé de chasser la commission incendiaire que le directoire s'était arrogé le droit de créer, en lui donnant des attributions et des priviléges vexatoires et illégaux. Égaré par les passions de ses agens, le directoire avait rappelé le général Championet, et ordonné sa

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

mise en jugement. Les généraux Duhesme, Rey, Dufreise, Broussier et Bonami, avaient partagé cette honorable disgrace. Au moment où tout concourait à ramener l'ordre et le bonheur dans ces contrées, où Naples jouissait de la paix, où les Français étaient aimés, craints et respectés, où enfin on était heureux.

Dès l'instant où le général Mack, réfugié dans Capoue, s'était vu obligé d'y attendre vainement les secours promis par la cour autrichienne, le parti d'Angleterre avait craint que les malheureux événemens qui se succédaient avec rapidité, n'influassent sur le caractère timide du roi, et qu'il ne prît le parti de demander la paix au général Championet; résolution qui aurait déconcerté les longues intrigues du cabinet de Saint-James, au moment même qu'elles décidaient une nouvelle guerre générale. Pour prévenir cette détermination, la reine, le ministre Acton et l'ambassadeur britannique Hamilton, s'étaient concertés avec l'amiral Nelson, afin d'engager le roi à s'embarquer pour la Sicile. On lui avait persuadé que les revers de ses armées étaient la suite d'une vaste trahison, et que les partisans de la révolution française étaient sur le point d'exciter une révolte dans Naples. Pour donner plus de poids

à cette assertion, on avait payé les Lazzaroni du Molo Piccolo, qui avaient fait une émeute dans laquelle avait été assassiné le courrier qui avait apporté la lettre de l'empereur, qui engageait le roi des Deux-Siciles à retarder l'ouverture des hostilités : on avait ainsi fait disparaître un témoin dont la présence pouvait être dangereuse, et on avait réussi a décider le roi à se rendre à Palerme avec toute sa cour, le 3 nivose an 7 (23 décembre 1798).

A la même époque, la cour de Vienne ayant appris la nouvelle inattendue de l'invasion du Piémont par les Français, de la retraite du roi de Sardaigne, et de la défaite des Napolitains, avait tenu un conseil extraordinaire; elle se trouvait dans une position extrêmement délicate. D'un côté, le général Mack déclarait qu'il ne pouvait pas se maintenir plus longtemps dans le fond de la presqu'île de l'Italie, si on ne lui envoyait les plus prompts secours; de l'autre, les dispositions pacifiques de plusieurs états germaniques, faisaient craindre au conseil autrichien de porter seul le poids des hostilités contre les Français, les Suisses, et la moitié des Italiens.

L'armée russe était en marche; mais, arrivée seulement dans les plaines de la Pologne, on

ne pouvait en attendre aucun secours avant plusieurs mois ; les forces autrichiennes en Italie se montaient à peine à soixante mille hommes, et les généraux Joubert et Championet, en réunissant les leurs, pouvaient en avoir de beaucoup supérieures, et se trouver dans les Alpes Noriques, avant que les Autrichiens eussent pu s'y opposer. Cette perplexité était augmentée par la note des ministres français, présentée à Rastadt le 12 nivose (2 janvier).[1]

Cependant, tandis que la nouvelle république parthénopéenne organisait son gouvernement, la forteresse d'Ehrenbreisten ouvrait ses portes aux Français. Mais quoique les négociations ne fussent pas rompues à Rastadt, la disposition des affaires en Italie, et les préparatifs hostiles sur les deux rives du Rhin, annonçaient que l'Europe allait être de nouveau ensanglantée ; une grosse colonne de troupes autrichiennes était entrée dans le pays des Grisons, à la demande de ce peuple qui, satisfait des institutions de ses ancêtres, continuait de rejeter le code législatif, envoyé de Paris par le directoire, et adopté par le reste de l'Helvétie.

[1] *Voyez* la note 21[e] de ce volume.

Une forte armée autrichienne s'assemblait entre Linh et le Leck sous les ordres de l'archiduc Charles; l'avant-garde de l'armée russe entrait sur les terres d'Autriche ; une seconde colonne, forte de quarante mille hommes, arrivait sur les frontières de la Gallicie ; de leur côté, les Français s'assemblaient en Italie et en Allemagne. Le général Jourdan devait commander l'armée du Danube, ayant sur sa droite en Helvétie une armée sous les ordres du général Massena, et sur sa gauche une autre sous ceux du général Bernadote.

Le général Melas avait soixante mille Autrichiens sous ses ordres en Italie, le général Bellegrade en avait vingt-quatre mille dans le Tyrol, et le général Hotze trente mille dans les montagnes des Grisons.

Ces forces devaient être augmentées par cent mille Russes vers le mois de floréal (mai) : ces différentes positions, et l'avantage d'occuper la Suisse, devaient déterminer le directoire français à prendre l'offensive ; d'ailleurs, le seul moyen peut-être de prévenir la jonction de l'armée russe à l'armée autrichienne sur l'Adige, paraissait être de la chasser des positions qu'elle occupait sur cette rivière ; mais, pour y réussir, il fallait s'emparer des passages

par les montagnes, et distraire l'attention des Impériaux, en attirant leurs principales forces sur le Danube. Le point important était donc de s'emparer du pays des Grisons et de la vallée du Rhin, pour pouvoir pénétrer dans celle de Linh. En conséquence, au moment où le général Jourdan passait le Rhin, le général Bernadote s'avançait dans le Palatinat, dès le 15 ventose (5 mars); il avait pénétré presqu'à Heilbron, tandis que le même jour l'armée du général Jourdan avait franchi tous les défilés, et se dirigeait vers le Danube, en même temps que l'archiduc passait le Leck. Le général Jourdan, n'ayant pas tardé à s'appercevoir que l'armée autrichienne se décidait à tenir une ligne moyenne entre le Danube et le lac de Constance, s'était pressé d'occuper l'intervalle le plus reserré, qui lui offrait des positions avantageuses, et assurait sa communication par Schaffouse, avec l'armée qui était en Suisse. Ainsi, peu de jours après la sortie des troupes de leurs quartiers d'hiver, des armées formidables se trouvaient en présence, dans des positions parallèles, depuis les bords du Danube jusqu'au golfe Adriatique.[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (31).

Les premières hostilités avaient commencé à la droite des deux armées françaises, opposées à la grande armée. Dans la nuit du 17 au 18 ventose (7 à 8 mars), le général Massena avait marché sur Ganz, et après des actions très-sanglantes, il s'était ouvert le pays des Grisons, et avait forcé le général Aussenberg à se rendre prisonnier avec le reste de ses troupes.

Maître du pays des Grisons, le général Massena, profitant de ses avantages, avait porté, par sa droite, une division entière vers les sources de Linh, et, le 24 ventose (14 mars), le général Casabianca, en entrant dans le haut Engadin, avait obligé le général Laudon à se replier. Mais ce n'était pas assez pour communiquer avec le général Jourdan par Bregents, Lindau et la rive orientale du lac de Constance; il aurait fallu forcer les retranchemens de Feldkirch; c'était le point important: aussi le général Jourdan et l'archiduc s'en rapprochèrent-ils : le premier, pour favoriser les attaques du général Massena; le second, pour mettre ce poste tout-à-fait hors d'atteinte, et il y avait réussi, les Français ayant vainement attaqué Feldkirch les 22, 23 et 25 ventose (12, 13 et 15 mars). Convaincu alors de la force de sa ligne

de défense, l'archiduc avait poussé en avant, tandis que le général Jourdan se repliait sur Engen, dans l'espérance de voir renforcer son armée, d'un tiers plus faible que celle de l'archiduc; mais une action générale devenait inévitable. Après quelques mouvemens de part et d'autre, le vallon et la petite rivière d'Ostrack séparaient seuls les deux armées. Un adjudant du général Jourdan se présente à l'avant-garde autrichienne, s'informe si la dépêche de la cour de Vienne, attendue par le directoire, est arrivée. Sur la réponse négative, il déclare la rupture de l'armistice. Après cette formalité, l'avant-garde autrichienne avait été attaquée et repoussée; ce qui avait permis aux Français de prendre des positions sur les hauteurs d'Ostrack et de Mengen.

Le 2. germinal (22 mars), l'archiduc avait attaqué à son tour, et, malgré sa vive résistance, le général Jourdan, dans la crainte de voir son aile gauche totalement enveloppée par des forces supérieures, s'était décidé à se retirer dans la nuit du 3 au 4 germinal (23 au 24 mars), à Stokak et Engen.

Dans les différens mouvemens qu'avait exécutés le général Jourdan, dans les divers combats qu'il venait de livrer, son prin-

cipal objet avait été de faciliter au général Massena le mouvement qu'il avait combiné pour prendre à revers et attaquer de front les retranchemens de Feldkirck ; mais il n'avait encore réussi dans aucune de ses nouvelles tentatives, lorsque le mouvement rétrograde du général Jourdan devant l'archiduc, ayant fait hasarder au général Massena une dernière attaque qui ne réussit pas mieux que les premières, il fut forcé de repasser le Rhin et de se retirer chez les Grisons, après avoir envoyé le général Oudinot à Rheineck.

Cependant l'archiduc, profitant de son avantage, resserrait de plus en plus le général Jourdan dans sa forte position en arrière de Stokak, lorsque celui-ci, sûr de sa retraite par Schaffouse et les défilés des montagnes, voulut tenter un dernier effort pour éloigner l'armée de l'archiduc du lac de Constance; la réussite de l'ensemble du plan de campagne dépendait de cette entreprise. L'archiduc était venu prendre une position devant Stokak.

Le 6 germinal (26 mars), à la pointe du jour, le général Jourdan avait fait attaquer les avant-postes de l'armée autrichienne; d'abord la droite des Autrichiens avait été repoussée avec une telle valeur, que la position

de l'armée autrichienne allait être tournée, quand l'archiduc se décida à tirer des troupes de sa gauche, qui, jointes à celles de la droite qu'elles venaient de renforcer, attaquèrent, avec une grande supériorité de force, le bois occupé par les troupes françaises, aux ordres du général Saint-Cyr. Cependant les Français ne furent repoussés hors du bois, qu'après une résistance désespérée, après laquelle le général Saint-Cyr dut céder, pour faire sa retraite sur Liptingen.... La nuit seule mit un terme au carnage.

Le 7 germinal (27 mars), le général Jourdan fit sa retraite, par sa droite, sur Schaffouse, et, par sa gauche, en défilant sur le pont de Tutlingen, d'où le gros de l'armée vint prendre position au Hornberg, tandis que l'archiduc établissait son quartier-général à Liptingen.

Les historiens allemands ont fait sonner très-haut cette bataille de Stokak, et ont voulu la faire regarder comme une grande victoire remportée par les Autrichiens; mais l'archiduc lui-même avoue la perte de trois mille hommes, tandis qu'il porte celle des Français à cinq mille, y compris les prisonniers; et, en même temps, le général Jourdan, sans parler des morts, déclare avoir fait quatre mille prisonniers; d'où l'on

peut raisonnablement conclure que l'issue du combat ne fut pas ausi brillante pour les Autrichiens que voulurent le faire croire leurs annalistes, puisqu'ils perdirent plus de monde que les Français; que ces derniers firent à peine un mouvement rétrograde; qu'aux approches de la nuit, le peu de forces aux ordres du général Jourdan ne lui permit pas de pousser plus loin ses avantages contre la droite des Autrichiens; que, si l'obscurité n'eût arrêté ses efforts, aucune résistance ne l'eût empêché de s'emparer des hauteurs de Nellemberg, alors isolées, et de rendre encore bien plus critique la situation du général Staider, à l'aile gauche de l'armée impériale; enfin, que le lendemain seulement le général Jourdan, trop inférieur en forces, prit le sage parti de se retirer sur les bords du Rhin. Bien loin donc de partager l'injustice des censeurs ignorans, mal instruits ou injustes, qui se permirent alors des critiques amères sur la conduite du général Jourdan, il nous semble qu'on doit rendre justice à la grande valeur des troupes françaises, et aux savantes dispositions de leur général, qui, avec environ quarante-cinq mille hommes, sut soutenir les efforts de soixante-dix mille, sans se laisser entamer, et exécuter en leur présence une retraite

que l'archiduc n'osa pas inquiéter. On ne saurait cependant s'empêcher de faire connaître les remarques que firent alors des militaires instruits et impartiaux sur le plan de campagne que l'on chargea le général Jourdan de faire et d'exécuter. Ils accusèrent le directoire français d'avoir commis une grande faute militaire, en faisant avancer l'armée du général Jourdan à travers la Souabe. Depuis long-temps, d'après la conviction où l'on était que la guerre était inévitable, le directoire eût pu rassembler ses forces principales à l'extrémité nord-est de la Suisse; il eût évité, par ce moyen, à l'armée, des marches longues et pénibles. En effet, elle marcha pendant près de vingt jours, ayant à gravir des montagnes escarpées, à traverser des défilés, et à passer des bois impénétrables, avant de rencontrer les ennemis à Osbruch; tandis qu'en partant de Schaffouse et de Constance, l'armée française eût pu arriver, en peu de jours et sans obstacle, sur les bords de Liller, dont l'archiduc était encore très-éloigné. Dans cette supposition, en même temps que l'aile gauche de l'armée française eût occupé Ulm, et que son centre se fût étendu le long de Liller jusqu'à Kemptem, sa droite eût été en position d'agir contre Faldkirch, et d'ouvrir des com-

munications avec l'aile gauche de l'armée du général Massena. En prévenant ainsi l'archiduc, et ayant une grande rivière en avant de sa ligne, le général Jourdan eût compensé l'infériorité du nombre, et l'avantage d'une pareille position l'eût mis en état d'opposer une plus forte résistance aux opérations des Impériaux. En s'avançant au contraire entre le Danube et l'extrémité septentrionale du lac de Constance, l'armée française était obligée d'étendre sa ligne, et de l'affaiblir toujours davantage, à proportion de ses progrès. Son aile droite avait alors à se soutenir contre l'aile gauche des Autrichiens, et à observer les mouvemens du général Hotze, qui s'avançait avec un fort détachement, et menaçait de la prendre à revers et en flanc; mais le général Jourdan ne pouvait plus disposer que de la gauche et du centre de son armée, contre celle du prince Charles, qui, s'étant bientôt apperçu de cet avantage, sut en profiter pour réunir la plus grande partie de ses forces contre la droite des Français, et les obliger, par ce moyen, à se retirer.... Qu'aurait pu faire le général Jourdan, dans une pareille circonstance ? Attaquer le centre des Autrichiens, en prenant une partie de son aile gauche; mais, après avoir réussi dans

cette attaque, il aurait laissé derrière lui les deux ailes de l'armée autrichienne, et il aurait été obligé de se résoudre à faire une retraite qui lui serait alors devenue à peu près impossible.

Quelques jours avant la retraite du général Jourdan, la division du général Lecourbe était entrée dans l'Engadin, et avait attaqué sans succès les postes de Martinsbruck, Fintersmunz et Nauders. Ainsi la frontière du Tyrol était encore intacte. Le général Laudon s'était posté à Lauffers, d'où il gardait les défilés vers l'Engadin et vers la Valteline, et couvrait la vallée de l'Adige, appelée Venosta.

Le général Lecourbe, ayant reçu des renforts, avait combiné une attaque générale contre tous les postes du général Laudon. A cet effet, il avait marché avec sa division sur Martinsbruck et Nauders, après avoir dirigé les colonnes, aux ordres des généraux de Solles et Loison, sur le Munsterlhal. Pour y parvenir, les Français, conduits par le général de Solles, avaient surmonté des difficultés et des dangers qui auraient effrayé les plus intrépides montagnards; ils avaient gravi, malgré les neiges et les glaces, l'une des plus hautes montagnes des Alpes Juliennes, le Wormeserdoch, qui

sépare les sources de l'Adda de l'une de celles de l'Adige. Après avoir ainsi tourné les défilés retranchés que les Autrichiens gardaient avec la plus entière sécurité, le général de Solles, se précipitant d'une hauteur prodigieuse avec tous les soldats qui avaient pu le suivre, surprit, attaqua à revers Glarentz, et sur-tout le poste de Tauffers. En même temps, le général Loison avait tourné celui de Nauders, et le général Lecourbe avait forcé le passage de Saint-Martinsbruck. Troupes, canons, bagages, tout fut pris; douze cents hommes tués, sept mille faits prisonniers, trente-sept pièces de canon enlevées; le général Laudon, avec quelques fantassins et très-peu de cavaliers, avait eu le bonheur de s'échapper, et d'arriver dans la vallée de Ventosa, où il avait trouvé le général Bellegarde. Ce général marchait à son secours. Il avait attaqué, le 11 germinal (31 mars), les retranchemens du général de Solles, et l'avait obligé de se replier sur Zerneff. Ayant voulu ensuite hasarder l'attaque de ce poste, il en avait été vigoureusement repoussé.

Les Français se trouvaient donc maîtres de la tête des deux grandes vallées du Tyrol, et pouvaient croire qu'ils avaient obtenu le

succès le plus difficile, comme aussi le plus essentiel pour les opérations ultérieures de leurs armées, en-deçà et au-delà des Alpes: ils tenaient, en effet, la clef du Tyrol, la sommité du pays, le partage des eaux; ils couvraient toutes les communications entre la Suisse et l'Italie, et pouvaient, en suivant le cours des rivières par la vallée de Linh et par celle de l'Adige, faciliter les opérations de l'un et de l'autre côté, et pénétrer plus ou moins dans le Tyrol, selon les progrès plus ou moins rapides de leurs armées du Danube ou d'Italie. Mais ces avantages n'étaient relatifs qu'aux plans de guerre offensive, et ceux projetés pour l'Italie avaient encore bien moins réussi que ceux entrepris dans la Souabe. Avant que les armées françaises sous les ordres des généraux Jourdan et Massena, contraintes d'abandonner l'offensive, eussent pris sur la rive gauche, et en suivant tout le cours du Rhin, depuis sa source jusqu'à son embouchure, la plus redoutable ligne de défense, l'armée française avait cherché, en Italie, à déposter les Impériaux de leur forte position sur le bas Adige, pour les rejeter sur la Brenta.

Après avoir éloigné les généraux Joubert et Championet, le directoire, pour commander

en Italie, avait jeté les yeux sur le général Bernadotte : ses talens militaires s'étaient déjà fait connaître avantageusement dans ces contrées, lors de la seconde campagne de Bonaparte, en l'an 5; mais ce général avait cru devoir refuser ce poste périlleux; et, sur son refus, dont il donna les motifs les plus détaillés, [1] le directoire avait fait choix du général Scherer. Quoique ce général se fût distingué dans les armées du nord et des Pyrénées, quoiqu'il eût gagné l'importante bataille de Loano, qui ouvrit l'Italie aux Français, son choix n'avait reçu ni les applaudissemens, ni même l'assentiment du plus grand nombre des Français : on paraissait vouloir lui imputer les déprédations dont on accusait alors les membres du gouvernement, qui semblaient avoir juré la ruine de la république : d'ailleurs, on le croyait peu propre à commander dans un pays rempli de mécontens, dont les ressources étaient épuisées, et dans lequel on ne pouvait trouver à satisfaire les besoins du soldat qu'avec beaucoup de peines, de désintéressement et de sollicitude. A peine donc le général Scherer avait-il pris le commandement de l'armée, que le mé-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

contentement le plus universel s'était manifesté des Alpes au phare de Messine ; les insurrections les plus étonnantes se multipliaient de toutes parts ; elles étaient presque toutes occasionnées par une nuée insatiable de sangsues qui dévoraient la substance du pays avec un cynisme sans exemple.

On prétend que le général Scherer ayant exigé, en arrivant à Turin, du gouvernement provisoire, une contribution extraordinaire de six cent mille livres, cette demande, sans doute, ordonnée par le directoire, jointe aux sommes exigées par le commissaire Rivaud dans l'Italie antérieure, et par le commissaire Faypoul, dans le royaume de Naples, en comblant le désespoir des Italiens, avait éteint les dernières étincelles des sentimens que plusieurs d'entre eux avaient voués aux Français, et annonçait les triomphes des ennemis de la France.

Le traité de Campo-Formio, qui avait consacré l'existence de la république cisalpine, lui avait accordé une frontière bien difficile à défendre. La destinée de cet état dépendait du sort d'une bataille ; il était devenu, dès sa naissance, un objet d'inquiétude pour le gouvernement français, qui craignit que l'explo-

sion de la liberté naissante des Cisalpins, ne devînt contagieuse, et qu'une politique adroite ne réussît aisément à faire naître aux différens peuples de l'Italie l'idée d'une fédération redoutable,[1] qu'il n'eût plus été au pouvoir du directoire de manier comme un instrument soumis à ses volontés. Au lieu de chercher dans les républiques italiennes des alliés puissans, on ne voulait que des états faibles, qui eussent toujours besoin d'être appuyés de la protection du gouvernement français. Ainsi, loin de pousser les pays que l'on venait de républicaniser en Italie, à une grande mesure de fédéralisme, qui aurait assuré la liberté de chacun des états fédérés en particulier, et la puissance générale de tous; loin d'aider les Italiens à développer une grande énergie nationale, à détruire la rouille des anciens préjugés, et à créer une masse imposante de forces auxiliaires, le directoire, croyant appercevoir de grands inconvéniens pour lui dans l'agrandissement de son allié, craignant que la Cisalpine ne s'unît un jour à l'Autriche contre la France, s'était appliqué à maintenir cette république dans un état de faiblesse qui ne lui laissait aucun moyen

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

pour se défendre, et ne la considérait que par les sommes que l'on pouvait en tirer. Une pareille conduite obligea bientôt les Cisalpins à se convaincre que le directoire ne travaillait que pour lui-même; que son but était de tenir sous sa tutelle des peuples auxquels il n'avait donné qu'un fantôme d'existence politique, et qu'il voulait des esclaves, et point d'amis. Cette conviction indigna les Cisalpins, qui, au moment où la puissance française chancela en Italie, ne firent aucun effort pour la soutenir.

Dans ces entrefaites, le bruit se répandit que le directoire avait définitivement résolu la conquête de la Toscane; et le marquis de Manfredini, ministre du grand duc, s'était rendu, en conséquence, au quartier-général, pour y ouvrir une négociation : mais cette démarche n'avait eu aucun succès. Le 9 germinal (29 mars), un corps de trois mille hommes de troupes françaises, sous les ordres du général Gauthier, était entré dans Florence, et en avait occupé les postes principaux, pendant que le général Miollis prenait possession de Livourne avec un peu plus de troupes.

Deux causes cependant avaient empêché de commencer les hostilités du côté de l'Adige; l'armée française était, comparativement, trop

faible, et l'empereur desirait que les Russes, qui devaient renforcer les troupes du général Krai, fussent arrivés assez près du théâtre de la guerre, pour parer au désastre, ou augmenter le succès. Après avoir fortifié Venise et l'avoir mise à l'abri des attaques du côté de la terre et de la mer, les généraux autrichiens s'étaient occupés à faire réparer les fortifications de Legnago, autant que la localité et la briéveté du temps avaient pu le permettre. De Legnago à Vérone, il ne se trouvait aucune place fortifiée. Vérone, vu son immense enceinte, était peu susceptible de défense : on avait néanmoins travaillé à la mettre à l'abri d'un coup de main, et à s'assurer des quatre ponts de pierre sur lesquels on y traverse l'Adige. Dès le moment ensuite où les troupes autrichiennes avaient reçu l'ordre d'entrer en campagne, après avoir fait occuper les villages de Sainte-Lucie et de Saint-Maximin, elles s'étaient réunies dans quatre camps. Le premier, placé à Arqua, dans la Polesine, à deux milles du confluent du canal de la Polisella et du canal Blanc; le second, à Bevilacqua, dans le Véronais, à cinq milles au-delà de Legnago; le troisième, à Consalve, et est dans le Padouan; le quatrième, à Bussolengo, près le lac

de Garde. Par ce moyen, les troupes ne se trouvaient plus dispersées dans tous les villages le long de la ligne, et n'étaient plus exposées à se faire battre en détail. Quoique très à portée de défendre tous les points, les camps, n'étant pas fort éloignés les uns des autres, pouvaient facilement se secourir, et même, si le cas l'exigeait, se réunir en un seul.

Après avoir fait ces premières dispositions, les ennemis avaient placé un gros corps de troupes sur les hauteurs de Pastringo ; ils avaient couvert ces positions, déjà très-fortes par elles-mêmes, de redoutes et de retranchemens garnis de canons. Six bataillons, placés en avant-garde, tenaient le village de Bussolengo, et liaient la communication avec Vérone. L'ennemi avait aussi jeté deux ponts de bateaux; l'un à Pollo; l'autre très-proche de celui-ci, un peu en arrière de Pastringo, à douze milles de Vérone. Quelques mille hommes, avec du canon, garnissaient les hauteurs de la Cize, celle de Calmazin et quelques autres. Ainsi sa droite touchait au lac de Garde, et sa gauche à l'Adige; vingt ou vingt-cinq mille hommes occupaient Vérone, qui était à peu près dans le centre, ainsi que Saint-Maximin et Sainte-Lucie; Legnago et les postes en

avant et en arrière de cette place, qui se trouvait à l'extrémité de la gauche, étaient occupés par dix ou douze mille hommes. Telle était la position de l'ennemi.

De son côté, le général Scherer avait rassemblé son armée sur les frontières de la république cisalpine, derrière les places de Peschiera et de Mantoue, où il avait placé son quartier-général, et où il avait tenu, le 3 germinal (23 mars), un conseil de guerre, dans lequel on avait décidé d'attaquer les Autrichiens avant qu'ils eussent reçu des renforts. Les montagnes du Bergamasque et du Bressan étaient alors impraticables. Le général Scherer n'avait laissé dans Brescia, Bergame et Peschiera, que quatre bataillons; il regardait son flanc gauche comme suffisamment garanti par une division que le général de Solles commandait dans la Valteline, et par les secours que le général Lecourbe pouvait lui envoyer d'Helvétie. Il avait ensuite partagé son armée en six divisions : trois aux ordres du général Moreau : celles Montrichard, Victor et Hatry, étaient chargées de masquer Vérone et Legnago, d'arrêter et de tenir en échec les secours que l'on pourrait diriger de ces places sur Pastringo, par la rive droite de l'Adige;

les trois autres divisions Delmas, Grenier et Serrurier, sous les ordres du général en chef, devaient attaquer et tourner les positions de la droite des Autrichiens.

En effet, le 6 germinal (26 mars), à la petite pointe du jour, les redoutes, et le camp retranché à la droite des Autrichiens, furent attaqués par les divisions Delmas et Grenier. Après quatre heures d'un combat très-acharné, tout fut emporté à la baïonnette; on s'empara du canon de l'ennemi, et de ses deux ponts sur l'Adige.

Pendant cette attaque, la division Serrurier balayait les montagnes, qui de la Cize remontent jusqu'à Rivoli et à la Corona; après avoir chassé tout ce qu'il avait d'ennemis devant lui, et fait beaucoup de prisonniers, il avait pris position à Rivoli.

Dans le temps où la gauche de l'armée française obtenait ces avantages brillans, les divisions Victor et Hatry, au centre, et celle Montrichard, à la droite, aux ordres du général Moreau, avaient été obligées de combattre les ennemis sortis de Vérone et de Porto-Legnago. Déjà les Français s'étaient emparés, dans le centre, de Sainte-Lucie et de Saint-Maximin; et, quoique réattaqués par des troupes fraîches,

ils étaient venus à bout de conserver Sainte-Lucie; ils n'avaient abandonné Saint-Maximin qu'après l'avoir repris trois fois : cependant le général Moreau, après avoir fait quinze cents prisonniers devant Vérone, était venu à bout de conserver le champ de bataille, couvert de morts et de blessés autrichiens.

De son côté, la division Montrichard avait culbuté les troupes qui étaient sorties de Legnago, et les avait poursuivies jusque sur les glacis de cette place; elle avait été attaquée de nouveau par l'ennemi, qui avait reçu des renforts considérables; malgré une résistance opiniâtre, elle avait été obligée, à la nuit tombante, de se replier sur sa première position.

Ainsi l'ennemi avait été, sur tous les points, battu, repoussé, ou contenu, et il paraissait avoir perdu près de neuf mille hommes, dont quatre mille cinq cents prisonniers, outre deux drapeaux, douze pièces de canon, et deux ponts sur l'Adige. La perte des Français paraissait s'élever à environ trois mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers généraux et particuliers.

Mais quelques événemens imprévus, quelques ordres mal conçus, mal exécutés, mal interprétés, ou oubliés dans la chaleur du com-

bat, semblèrent avoir empêché un succès complet dans cette journée, qui aurait pu devenir décisive : 1° en attaquant les retranchemens de Pastringo et de Bussolengo, le général en chef avait recommandé au général Grenier, dès l'instant où il aurait des succès, de s'occuper à détruire les ponts des ennemis, afin de leur couper la retraite, et de les empêcher de repasser l'Adige ; et, dans le cas où l'exécution deviendrait trop difficile, il lui avait prescrit de placer un ou deux obus, chargés dans un bateau qui, abandonné au courant, irait faire sauter quelques arches des ponts : mais le général Grenier, après avoir emporté, l'épée à la main, le village de Bussolengo, instruit que le général Delmas éprouvait encore de la résistance à Pastringo, avait marché rapidement sur la droite de ce camp, et après avoir aidé la division Delmas à en chasser l'ennemi, qui se servit de ses ponts pour s'échapper, il n'avait plus été à temps de les couper. 2° Au moment où les ennemis s'enfuyaient par leurs ponts de Pastringo et de Pollo, ils avaient été si vivement poursuivis par les Français, qu'ils n'avaient pu couper qu'un de leurs ponts en se retirant. Quant à l'autre, soit par accident, soit de dessein prémédité, à peine quatre cents Français de l'avant-garde

avaient-ils passé sur ce pont qui restait seul intact, qu'un gros bateau, qui servait de bac au-dessus, se détacha, et, entraîné par la rapidité du fleuve, vint briser deux bateaux du pont, et couper la communication, qui ne put pas être rétablie avant plus de cinq heures de travail. 3° Le général en chef, arrêté par cet accident, était convaincu qu'il ne lui était plus possible, dans cette journée, de suivre ses succès sur la droite de l'ennemi, en le poursuivant sur la rive gauche de l'Adige; il avait pris le parti, après avoir laissé des forces suffisantes pour garder les ponts, de marcher du côté de Vérone. Il ignorait, à la vérité, si l'on s'y était battu, ou si l'on s'y battait, et son incertitude durait encore, quoiqu'il eût envoyé plusieurs officiers pour prendre des informations, et qu'il eût instamment demandé, la veille, au général Moreau, de l'informer, d'heure en heure, de ce qui se passerait le lendemain sur les points où il se trouverait. Le temps s'écoulait, la journée s'avançait, et ce ne fut enfin que très-tard qu'il put apprendre ce qui s'était passé à Sainte-Lucie et à Saint-Maximin; mais il n'était plus temps de seconder les efforts des divisions Victor et Hatry, et l'occasion était manquée d'avoir pris les ennemis qui

étaient sortis de Vérone, ou en flanc ou sur leur derrière, de leur couper leur retraite sur la ville, ou même d'y entrer pendant qu'ils étaient occupés à repousser les attaques du général Moreau avec les deux divisions du centre qui était sous ses ordres; et assurément on peut croire, sans présomption, que le général en chef, venant au secours du général Moreau avec environ seize mille hommes, aurait déterminé la défaite des ennemis vers le centre, et aurait pu probablement entrer dans Vérone, ou avant eux, ou avec eux; et, s'il y avait réussi, il aurait pu couper la ligne de défense des ennemis, et les obliger à se retirer sur la Brenta. Néanmoins, quoique les succès de cette journée n'eussent pas été aussi considérables qu'ils eussent dû l'être, sans l'accident arrivé aux ponts de Pastringo et de Pollo, et ensuite sans les causes qui empêchèrent de recevoir assez à temps des nouvelles de ce qui se passait au centre, le général en chef n'en dut pas moins concevoir les plus flatteuses espérances; il avait lieu de croire qu'une division de l'armée d'Helvétie, réunie à celle de la Valteline, aurait marché sur son flanc gauche, et serait arrivée à Trente au moment où il livrait la bataille du 6. Les suites de cette bataille ayant donné deux ponts sur

l'Adige, le général Serrurier pouvait marcher, sans délai, sur Trente, avec sa division, et la réunir aux deux autres : alors ces trois divisions, menaçant de prendre en flanc et à revers la ligne de l'Adige, forçaient l'ennemi à l'abandonner; Vérone n'aurait pas tardé à être évacuée, et, dès le commencement de la campagne, l'objet le plus difficile était rempli. D'ailleurs, renforcé par les deux divisions de l'Helvétie et de la Valteline, le général en chef se serait trouvé égal en force, ou peut-être supérieur aux Autrichiens, et il aurait pu se flatter d'obtenir des succès.

Mais, après la bataille du 6, on n'avait pas tardé d'apprendre que le général Dessoles était livré à ses propres forces; que, seul, il était obligé de forcer le passage de Sainte-Marie, et d'attaquer ensuite l'ennemi posté à Glarentz; qu'après avoir forcé le Luciensteig, et s'être emparé du pays des Grisons, l'armée d'Helvétie s'était jetée toute entière à gauche; enfin que la division du général Lecourbe ne s'étant pas réunie à celle du général Dessoles; celui-ci, se trouvant trop faible pour percer le Tyrol par son centre, et pour s'avancer sur Trente, était forcé de rester en stagnation, après avoir pris poste au-dessus de Glarentz.

Dès-lors, le général Scherer ne dut plus compter sur les secours qu'il attendait de l'Helvétie et de la Valteline; les succès de la division Serrurier devinrent inutiles, et il se trouva privé de plus de quatorze mille hommes, indépendamment des sept mille qu'il avait été obligé de détacher pour occuper la Toscane : dès-lors aussi, l'armée d'Italie fut dans l'impossibilité de remplir le plan de campagne projeté pour elle. Réduite à aussi peu de forces, elle était hors d'état de se garantir de l'armée autrichienne du Tyrol, sur son flanc gauche, et de celle de Vérone, sur son centre. On était instruit que le prince Charles avait ordonné aux Russes de se rendre dans le Véronais, où plusieurs corps arrivaient en poste. Rien n'était plus naturel; l'armée du Danube s'étant repliée, celle de l'Helvétie se concentrant dans ses positions, et ne menaçant plus le Tyrol, l'ennemi, libre alors de toute inquiétude sur le Danube et dans le Tyrol, devait s'occuper à renforcer l'armée d'Italie. Privé des renforts de l'Helvétie et de ceux de la division de la Valteline, qui restait paralysée sur le sommet des Alpes, le général en chef, maître de deux ponts sur l'Adige, crut pouvoir tenter de faire passer l'armée toute entière dans les plaines du

Véronais, en coupant à travers les montagnes, sur la croupe desquelles les châteaux de Vérone sont situés, quoique ce projet ne fût pas sans inconvénient, puisqu'il fallait, pour l'exécuter, abandonner Mantoue à ses propres forces, et laisser les plaines de la Cisalpine ouvertes aux Autrichiens : cependant, s'il eût été possible, on aurait pu en attendre de grands résultats; mais assuré que les montagnes opposées à l'Adige étaient tellement escarpées qu'il ne pouvait y passer ni artillerie, ni cavalerie, le général Scherer, forcé de renoncer à ce projet, n'ayant plus aucune possibilité d'attaquer le flanc droit de l'ennemi avec des assurances de succès, crut devoir chercher à l'attaquer sur sa gauche, en tentant de passer l'Adige sur des points qui pussent lui donner la facilité de joindre les Autrichiens au-delà de cette rivière, et de les obliger, s'il les battait, à se retirer sur la Brenta : en conséquence, il s'était arrêté à l'idée de passer l'Adige au-dessus de Vérone et de Legnago.

On reprocha dans le temps, au général Scherer, en prenant ce parti, d'avoir évacué tout le pays aux environs du lac de Garde, et d'avoir ouvert la communication du Tyrol aux Autrichiens, qui s'empressèrent alors de pous-

ser leurs patrouilles jusqu'à Peschiera, et même de jeter quelques bombes dans cette place. Si au contraire, disait-on, le général français s'était avancé vers l'Adige supérieure, il lui aurait été facile de forcer les Autrichiens à se rejeter sur la gauche de cette rivière, et, en les y suivant, de rouvrir la communication avec la division Dessoles; il aurait évité en même temps, ajoutait-on, de se trouver sur un champ de bataille infiniment désavantageux par les nombreux canaux et les courans dont il était entrecoupé; il n'aurait pas exposé ses ailes à être tournées, et il aurait été le maître d'accepter ou de refuser le combat : mais n'aurait-il pas en même temps abandonné Mantoue, et aurait-il pu jamais se maintenir dans le haut Adige avec aussi peu de forces, tandis que les ennemis, maîtres du bas de cette rivière, auraient pu agir, à leur gré, sur le Pô et sur le Mincio? Peut-être alors, comme le pensèrent quelques militaires, le général en chef, au lieu de chercher à renforcer son armée par les garnisons du Piémont, aurait-il dû, ne pouvant plus compter sur l'Helvétie ni sur la division Dessoles, faire évacuer momentanément la Toscane, la république romaine, et rappeler la plus grande partie des troupes répandues

infructueusement dans le royaume de Naples : doublant pour ainsi dire ses forces, il eût pu attaquer les Autrichiens avant que les Russes les eussent joints, et rendre alors cette jonction, sinon inutile, à coup sûr bien moins dangereuse. Soit que ces idées ne se fussent pas présentées à l'esprit du général Scherer, soit qu'après les avoir eues et les avoir pesées, il ait craint de n'avoir pas le temps de se faire joindre par les troupes dont nous venons de parler, il persista dans son projet, et donna les ordres en conséquence à cinq divisions de son armée, de se porter à droite, dans le temps qu'il faisait filer un équipage de pont sur Castellara.

Pendant que cette marche s'exécutait, et pour masquer ce mouvement, le général Serrurier avait reçu l'ordre, après avoir laissé quelques bataillons à la garde des ponts de Pollo et de Pastringo, de passer l'Adige avec le reste de sa division, et de se diriger sur Vérone, observant sur toutes choses de ne point se compromettre : en conséquence, ce général, après avoir passé l'Adige le 10 germinal (31 mars), de très-grand matin, s'était avancé, en descendant cette rivière, presque vis-à-vis de Bussolengo; l'ennemi tenait quelques troupes sur le revers des montagnes auxquelles ce village est

adossé. Les Français les attaquèrent avec impétuosité; et, après les avoir culbutées, s'abandonnèrent, malgré les ordres du général, à une poursuite sans ordre. Bientôt l'ennemi, fuyant à toutes jambes, fut recueilli par un gros corps de troupes qui sortit de Vérone. La supériorité triple de l'ennemi lui donnant alors de l'audace, il fit reculer à son tour l'infanterie qui l'avait poursuivi en désordre, et la ramena très-vîte jusqu'au village de Bussolengo. Des charges vigoureuses du cinquième régiment de dragons, et de quelque cavalerie piémontaise, lui donnèrent le temps de se rallier et de rejoindre ses ponts, que le général Serrurier fit couper dès qu'il fut assuré que sa division avait repassé l'Adige.

De son côté, l'armée était arrivée le 10 au soir dans sa nouvelle position; le centre se trouvait vis-à-vis d'Albaredo; une division en réserve sur la droite, deux divisions aux ordres du général Moreau, en équerre, sur le flanc gauche, occupant le village de Butta-Preda et les sources du Tartaro, veillaient sur tout ce qui sortait de Vérone. Le quartier-général était placé à Isola della Scala, au centre de l'armée.

Avant de prendre cette position qui concentrait ses forces, couvrait Mantoue et le mettait

à portée de passer l'Adige au-dessous de Vérone, le général Scherer avait jeté une forte garnison dans la petite ville de Peschiera ; mais le général Krai avait à peine été instruit de ce mouvement, que, voulant profiter des avantages qu'il lui donnait après avoir reçu des renforts de ses derrières, il avait fait passer l'Adige à toute la droite de son armée, afin d'occuper Castel-Nuovo, de masquer Peschiera, de resserrer la gauche des Français, et même d'en tourner le flanc. Le 14, dans l'après-midi, le général autrichien avait fait une grande reconnaissance sur les divisions commandées par le général Moreau. Celui-ci, après avoir repoussé les ennemis, convaincu que leurs desseins étaient d'attaquer très-incessamment, s'était empressé, dans la nuit du 14 au 15, en faisant connaître ce mouvement au général en chef, de lui demander des ordres pour recevoir la bataille dans sa position, ou pour prévenir l'ennemi, en marchant au-devant de lui.

D'après ces avis, il n'y avait plus à hésiter, ni un moment à perdre. Le général Scherer, pour éviter d'être tourné par sa gauche, ainsi que l'ennemi paraissait le projeter, répondit à deux heures du matin, le 15, au général Moreau, qu'il allait donner ordre à la division

Victor de se mettre en ligne parallèle avec lui, et aux autres divisions de la droite, Grenier et Delmas, de se rendre, à marches forcées, vers la gauche, pour la renforcer; mais les pluies continuelles avaient tellement dégradé les chemins du Mantouan, déjà très-mauvais, qu'il était à craindre que l'ennemi ne formât son attaque sur la gauche, avant l'arrivée des divisions de la droite.

Cependant le général Scherer s'était mépris sur les desseins de l'ennemi. Pendant qu'il donnait des ordres pour fortifier sa gauche, le général Krai, d'après un ordre parti de Peschiera, qui était tombé entre ses mains, ayant soupçonné que le projet du général français était de tenter encore le passage de l'Adige, avait pris la résolution de le prévenir et de l'attaquer sur tout son front : les deux armées avaient donc reçu à la fois et présenté la bataille.

Les espions s'étant accordés à dire que l'ennemi avait fait sortir beaucoup de troupes de Vérone dans les journées du 14 et du 15, qu'il avait placées à Sonna et à Somma-Campagna; qu'en outre il avait placé un corps de sept à huit mille hommes à Villa-Franca, sur le flanc gauche du général Moreau, après un conseil de guerre tenu à Settimo, quartier de ce géné-

ral, le général Scherer avait arrêté son plan d'attaque.

Les divisions Victor et Grenier, réunies, eurent ordre de marcher sur San-Giacomo, et de tenir en respect les troupes qui voudraient sortir de Vérone. La division Delmas devait remplacer à Butta Preda la division Montrichard, se porter ensuite à Dossobono, pour soutenir les divisions Victor et Grenier, ou seconder, au besoin, l'attaque du général Moreau. Celui-ci, avec les divisions Hatry et Montrichard, était chargé d'attaquer l'ennemi à Sonna et Somma-Campagna, tandis que le général Serrurier, placé à la gauche de l'armée, et sous les ordres du général Moreau, attaquerait les troupes ennemis passées à Villa-Franca. L'attaque devait commencer à six heures du matin; mais les mauvais chemins ayant retardé la marche des divisions Grenier et Delmas, le moment de l'attaque le fut successivement jusqu'à onze heures; ce qui était déjà un très-grand mal. Cependant, dès qu'elles se furent réunies, les divisions Grenier et Victor poussèrent vigoureusement l'ennemi jusqu'au-delà du village de Saint-Jean, dont la division Grenier s'empara. Pendant que cette attaque s'exécutait à droite, l'ennemi se portait en force sur

le camp qu'occupait le 16 le général Moreau, qui en était sorti le matin pour se porter en avant; de manière que ce général se trouva attaqué, sur ses derrières, en même temps que la division Delmas l'était sur son front, à mesure qu'elle se formait à la tête du village de Butta Preda. Dans une position aussi critique, le général Moreau, sans s'étonner de la manœuvre des ennemis, après avoir fait exécuter un à droite à ses troupes, laissant Sonna et Somma-Campagna à gauche, avait attaqué lui-même les ennemis, qu'il avait forcés de reprendre le chemin de Vérone. Le général Serrurier attaquait, pendant ce temps, Villa-Franca, et finissait par l'emporter et par faire plusieurs prisonniers.

Cependant l'intervalle laissé entre les divisions Hatry et Montrichard, et celles Grenier et Victor, par la manœuvre qu'avait exécutée le général Moreau, et sur-tout par sa marche en avant en suivant l'ennemi, avait donné à celui-ci la facilité de se porter contre la division Delmas, de l'attaquer de front, et même de la déborder. Celle-ci, quoiqu'elle n'eût pu réunir la totalité des corps qui la composaient que vers les deux heures après midi, avait toujours manœuvré avec tant de courage et de sang

froid, qu'elle avait repoussé toutes les attaques de l'ennemi, lui avait fait douze cents prisonniers, et s'était emparée de cinq pièces de canon.

Le combat durait depuis quatre heures, sans relâche; l'ennemi était repoussé sur la gauche et dans le centre; il se soutenait devant la droite; il se décida alors à faire sortir des troupes fraîches de Vérone, avec lesquelles il réattaqua les divisions Grenier et Victor, qui, dépassées sur leur flanc droit, et accablées par une grande supériorité de forces, furent obligées de se replier sur Isolla della Scala. Malheureusement la division Delmas n'avait aucune troupe dont on pût disposer pour secourir les deux divisions de la droite : il fallut alors prendre le parti de la faire déployer en arrière à droite, pour protéger leur retraite sur Duicastelli et Castiglione Mantouano.

Contenu par la division Delmas, l'ennemi ralentit alors sa poursuite : il était plus de six heures du soir. Ce ne fut qu'à cette heure où le général en chef put apprendre que le général Moreau s'était porté jusque près de Vérone, toujours en poussant l'ennemi, et où il se crut obligé d'envoyer l'ordre à ce général de se replier, pendant la nuit, à Vigasio, et d'y rassembler ses trois divisions.

Il se présente ici, relativement à cette journée, plusieurs réflexions qu'il est peut-être important de développer. Le général Scherer ne pouvait-il pas tirer un grand parti de l'importante position du Mincio, l'une des plus formidables de ces contrées, et déjà si bien connue par l'usage qu'en avaient fait plusieurs généraux depuis M. de Catinat? Ne pouvait-il pas couvrir son aile gauche par la forteresse de Peschiera, renforcée par un camp retranché, placé sur les hauteurs de Cavalcasella, sa droite, appuyée à Mantoue, en occupant Borghetto et Goito, ou bien en s'étendant de Mantoue à Governolo, après avoir aussi pris la précaution de s'y fortifier? Dans une circonstance à peu près semblable, Bonaparte sut se décider à abandonner le siége de Mantoue, et à se porter à Castiglione di Stiviere, et à Solfarino, où il battit ensuite complétement le général Wurmser. Ainsi posté sous Peschiera et Mantoue, le général français n'aurait-il pu refuser assez long-temps la bataille, pour donner aux troupes de la Toscane, de Rome et de Naples, la possibilité de le joindre? Quelques officiers ont prétendu qu'il ne convenait pas à une armée qui avait repoussé les ennemis huit jours auparavant, d'aller se retrancher sous Peschiera et

Mantoue : d'autres ont dit que le directoire, qui voulait prévenir l'arrivée des Russes, avait ordonné à son général d'attaquer l'ennemi avant qu'il eût reçu des renforts ; mais ni l'une ni l'autre de ces raisons ne peuvent être admises pour excuse : il ne s'agissait pas de savoir que l'on avait repoussé les ennemis le 6, mais bien de réfléchir que l'on n'avait remporté sur eux aucun avantage, et que, depuis, on avait appris l'impossibilité au général Dessoles de se joindre à l'armée d'Italie, et au général Lecourbe d'y envoyer des secours. Quant aux ordres du directoire, devenus inexécutables, en consultant les événemens, la force réelle de l'armée, celle des ennemis, ses positions et la raison, rien ne pouvait autoriser à risquer le sort d'une bataille dont la perte entraînait celle de l'Italie. Peut-être dira-t-on que le directoire n'avait pas autorisé le général Scherer à disposer à son gré, et suivant les circonstances, de toutes les forces qui se trouvaient en Italie : si cela était, pourquoi, instruit, dès le 6 germinal, qu'il ne pouvait plus compter sur des secours du Tyrol ou de l'Helvétie, ne s'était-il pas empressé de solliciter du directoire la permission si nécessaire de se mettre en état de repousser les Autrichiens, par

la jonction à son armée de toutes les troupes qui se trouvaient alors en Toscane, dans la république romaine et dans le royaume de Naples? Pourquoi avait-il attendu jusqu'au 18 germinal, deux jours après la perte de la bataille de Magnano, pour prévenir le général Magdonal de se tenir prêt à partir au premier ordre? Pourquoi enfin avait-il attendu jusqu'alors, pour demander au général Gauthier de lui envoyer la plus grande partie des troupes qui se trouvaient à ses ordres dans la Toscane? et, certes, ces troupes faisaient bien partie de son armée.

On a aussi reproché au général en chef d'avoir livré la bataille le 16 : n'aurait-il pas fallu, au contraire, lui reprocher de s'être mis dans le cas de la recevoir? car, dès le 14, il n'était plus maître de la refuser. Mais pourquoi, se trouvant aussi inférieur en forces, ce général s'arrêta-t-il au projet de passer l'Adige au-dessous de Vérone ou de Legnago? Il devait bien prévoir que, dès l'instant où l'ennemi pénétrerait ses projets, il ferait passer cette rivière à la droite de son armée, et serait en état, en se maintenant à Vérone et à Porto-Legnago, de n'avoir rien à craindre des Français qui oseraient se hasarder sur la rive gau-

che du bas Adige : dans ce cas, en effet, comment auraient-ils pu jamais réussir à passer cette rivière en présence d'une armée qui l'occupait sur ses deux rives, et qui pouvait être à peu près assurée de les battre sur l'une et sur l'autre, au moment où une partie, se trouvant sur la rive gauche, le reste encore sur la rive droite, se serait disposée à se porter sur la rive opposée?

On ne croit pas devoir partager l'opinion de ceux qui accusèrent le général Scherer d'avoir perdu la bataille par sa faute. On pense, au contraire, qu'il faut attribuer le non succès de cette journée : 1° A la supériorité de l'ennemi sur sa gauche, sur-tout à la fin de la journée; 2° à l'impossibilité où se trouvèrent les divisions Grenier et Delmas d'arriver assez à temps pour attaquer les ennemis à six heures du matin; 3° à la même cause qui, ayant obligé la division Delmas, au lieu d'être rendue à Butta Preda de très-grand matin, d'y être réunie à peine à deux après midi, empêcha cette division de se porter à Dossobono, où elle aurait vigoureusement secondé les divisions Grenier et Victor, et empêché les ennemis de se porter sur les derrières du général Moreau; 4° au retard dans l'attaque, qui empêcha le général

Moreau de marcher de très-grand matin, de rencontrer les ennemis très-proche de Vérone, et de les y attaquer, au lieu d'être attaqué lui-même dans son camp; 5° enfin à l'acharnement que mirent les divisions aux ordres du général Moreau à poursuivre l'ennemi : emportées par leurs succès et par le desir ou l'espérance d'entrer dans Vérone, elles oublièrent trop long-temps qu'elles abandonnaient la droite de l'armée, et qu'elles encourageaient, par cette démarche, les Autrichiens à porter leurs plus grands efforts contre cette partie ainsi affaiblie, avec la presque certitude, s'ils réussissaient, de tourner et de faire plier les divisions Grenier et Victor, et de rendre inutiles les efforts de la division Delmas, et les succès des divisions Montrichard, Hatry et Serrurier. Les personnes qui transformèrent la journée du 16 en une défaite complète, ne furent pas moins injustes, puisque, indépendamment de trois mille prisonniers, de beaucoup de blessés, et de plusieurs pièces de canon prises sur l'ennemi, celui-ci laissa le champ de bataille jonché de ses morts.

Après la bataille du 16, les deux armées ayant passé la nuit sur le champ de bataille, le général Scherer crut devoir mettre Mantoue

en état de faire une longue résistance : en conséquence, indépendamment de la garnison qui y était déjà, il y fit entrer six mille six cents hommes, et il approvisionna la ville, pour plus d'un an, en munitions de guerre et de bouche. Cette diminution de troupes, jointe aux différentes pertes faites, en morts et en blessés, dans les journées du 6 et du 16, ayant réduit l'armée à vingt-huit mille hommes, le général fut obligé de réduire à trois le nombre de ses divisions : ayant évacué en même temps Isola della Scala et Villa-Franca, il fit sa retraite par Roverbello, où son arrière-garde prit poste le 18 germinal (7 avril).

Pendant que l'armée française passait ainsi le Mincio à Gaeto, le général Krai avait profité de ce moment pour faire passer cette rivière, par une avant-garde, à Vallegio, afin de bloquer complétement Peschiera et Mantoue du côté de l'est, en lui coupant toute communication avec Ferrare, et de s'emparer du poste important de Governolo : en même temps, une portion de l'armée ennemie du Tyrol, descendue par la Rocca-d'Anfo, se dirigeait sur Brescia, en arrière du flanc gauche des Français.[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

Dès-lors le général Scherer crut que la ligne du Mincio n'était plus tenable. En effet, on pouvait traverser par-tout cette rivière à gué; et l'ennemi, occupant les hauteurs de Vallegio, faisait, sous ses yeux, de grands préparatifs pour la passer : d'un autre côté, toute la chaîne des postes français et cisalpins, depuis Bormio jusqu'aux lacs d'Idro et de Garde, ayant été attaquée le 19 germinal (8 avril), l'armée française et cisalpine s'était retirée sur Brescia, après avoir évacué les retranchemens de Saint-Antoine et la petite forteresse de Rocca-d'Anfo, sur la droite du lac d'Idro. Forcée alors d'abandonner la position du Mincio, l'armée avait reçu l'ordre de se retirer derrière l'Oglio; et le général avait fait arriver, à marches forcées, des troupes pour garnir les ponts de l'Adda, et empêcher les ennemis de pénétrer jusqu'à Milan. Cette retraite, suite funeste de la bataille de Magnano, enlevait tout appui du côté de l'Helvétie, compromettait le corps d'armée confié aux ordres du général Magdonal dans le royaume de Naples, et allait bientôt ôter tous les moyens de communication avec les états de Parme, la haute Toscane et la république ligurienne. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).

Telle était, dans l'Italie supérieure, la position respective des armées française et italienne, au moment de l'arrivée des premières colonnes de l'armée russe. Mais, dans le Tyrol, dès le 7 germinal (27 mars), le général Lecourbe s'était retiré dans l'Engadin ; et le général Dessoles, attaqué et repoussé deux fois par le général Bellegarde, avait été obligé d'effectuer sa retraite dans le haut Engadin : le général Massena, ayant réuni le commandement de l'armée du Danube à celui de l'armée de la Suisse, s'était uniquement occupé de la défense du cours du Rhin, tandis que l'archiduc se bornait à des mouvemens peu importans aux environs du lac de Constance et dans le Brisgaw.

La perte des Français et des Autrichiens, dans les deux batailles qu'ils venaient de se livrer en Italie, était à peu près égale ; mais la grande supériorité des Impériaux, depuis la jonction des Russes, leur assurait les avantages les plus décisifs.

Le well-maréchal comte de Souworof avait fait son entrée dans Vérone, le 28 germinal (17 avril);[1] il avait pris sur le champ le com-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).

mandement de l'armée austro-russe, composée alors de plus de cent dix mille combattans, et une partie de cette armée avançait dans la république cisalpine, par les deux bords du lac de Garde, tandis que sa gauche, passant le bas Pô au-dessus de Ferrare, faisait insurger le Ferrarois.

Les Français alors ne pouvant plus se maintenir dans le Mantouan, le général Scherer n'ayant plus à sa gauche aucun appui, avait été forcé de continuer sa retraite, et de passer la Chiesa, avec le gros de son armée, à Sole, tandis que peut-être il eût été préférable alors de concentrer sur le champ toutes ses forces derrière le Pô.

A mesure que les Français s'étaient éloignés de Mantoue, les Autrichiens avaient resserré cette place; ils n'avaient pas tardé, à cause de la retraite précipitée de l'armée, de faire tomber les postes les plus nécessaires à son avitaillement, en coupant la communication avec Ferrare et Modène, en s'emparant de Ponte-Molino, de Governolo, de trente-deux barques chargées de canons de fer, et, quelques jours après, de Borgo-Forte, et d'un équipage de pontons qui s'y trouvait encore renfermé : ainsi Mantoue, abandonnée à ses propres forces,

était déjà bombardé, et soutenait un siége en forme, conduit par le général Saint-Julien.[1]

Le 3 floréal (22 avril), l'armée autrichienne s'était portée en force sur l'Oglio, pendant qu'un corps de troupes assez considérable marchait sur Crémone. Les Russes, mêlés avec les Autrichiens, se portaient sur la partie du village de Pallazolo, situé sur la rive gauche. Après deux heures de canonnade, l'ennemi avait été forcé d'abandonner ce village. En même temps, les paysans des bords de l'Oglio favorisaient les Autrichiens, et leur préparaient des moyens de passage vers la gauche du général Serrurier, qui allait se trouver en Lair. D'un autre côté, l'ennemi, franchissant les montagnes du Bergamasque, menaçait de prendre à revers cette division. Ces différens motifs avaient décidé le général en chef à se retirer sur l'Adda.

En conséquence, le 4 floréal (25 avril), l'armée française avait évacué Crémone; le 5, le quartier-général était à Inzago. La division Serrurier, après s'être repliée par Bergame, sur le pont de Lecco, devait garder ce pont, qui était retranché, et de là se prolonger jusque près de Vaprio. La division Grenier, qui était

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (37).

venue occuper le pont de Cassano, devait étendre sa gauche jusque vers la droite du général Serrurier, et porter sa droite vis-à-vis de Rivalta. Là, elle se liait avec la gauche de la division Victor, qui, occupant le pont de Lodi, s'étendait très-près de Pizzigithone, d'où l'avant-garde se prolongeait jusqu'au Pô.

Le général Scherer, après avoir ainsi disposé ses troupes, après avoir tiré de la Valteline la 39e demi-brigade, dont il renforça la division Serrurier, donna aux généraux une instruction pour la défense de l'Adda; il avait cru pouvoir se maintenir derrière cette rivière environ quinze jours, et sans doute y recevoir des renforts, ou y aviser aux moyens de faire une retraite honorable; mais si le général croyait devoir paraître tranquille sur les événemens à venir, il n'en était pas de même à Milan, où les derniers événemens si désastreux, arrivés à l'armée française, avaient fait fermenter toutes les passions qui augmentaient encore l'embarras des circonstances. Les hommes dépouillés du pouvoir croyaient le temps favorable pour le reconquérir; ils étaient sortis de leur obscurité, et avaient reparu sur la scène; l'ambition et l'amour propre étaient leurs principaux mobiles. Les insensés se réjouissaient des

malheurs de la guerre, dans l'espérance qu'ils pourraient favoriser leurs vues et leur rendre les funestes emplois dont ils étaient si jaloux; ils avaient cherché en conséquence à diviser le directoire cisalpin, et à faire entrer dans leurs projets quelques-uns de ses membres.

On avait proposé d'armer sur-le-champ les citoyens, le peuple cisalpin ayant été désarmé d'après les ordres du directoire français et ses craintes; l'opération du réarmement était extrêmement difficile dans la circonstance critique où l'on se trouvait. Si la garde nationale eût été organisée au commencement de la campagne, elle eût formé, derrière l'armée, une ligne dont on eût pu tirer des bataillons pour les garnisons, les convois, le service des gardes du camp, etc.; mais alors chacun refusait les armes qu'on lui offrait; les réquisitions de tout genre, augmentées par l'irrégularité du service militaire, avaient rendu odieux le nouveau régime, dans lequel on ne trouvait qu'un changement d'esclavage.

On ne voyait plus dans les Français que des hommes qui avaient employé les mots de bienfaisance et d'humanité comme un talisman pour séduire les peuples, et s'enrichir de leurs dépouilles : ce n'étaient plus ces patriotes zé-

lés accoutumés aux privations et aux fatigues, recevant avec reconnaissance le pain offert par l'hospitalité, et faisant chérir la liberté qu'ils apportaient en Italie; c'étaient des maîtres durs et insatiables, devenus les tyrans et les vampires de ceux qu'ils auraient dû protéger ou soulager. Le soldat, l'officier, voyaient encore dans les Cisalpins des amis et des frères; ils inspiraient encore l'estime et l'admiration, tandis que les malédictions publiques poursuivaient jusque sur leurs chars brillans, et dans le fond de leurs palais, les administrateurs infidèles et ces fournisseurs cupides plus que dans aucune autre guerre, les sangsues d'un peuple malheureux qu'ils épuisaient sans pitié. Les Cisalpins desiraient le retour des Autrichiens, dont le joug était bien plus pénible, mais dont la tyrannie méthodique laissait éclater moins de violence, moins d'emportement.

Dans des circonstances aussi critiques, le directoire cisalpin, effrayé par les succès des ennemis et leur marche rapide vers l'Adda, se préparait à s'éloigner. Cet événement eût paralysé toutes les ressources de l'armée; la solde était arriérée de plus de trois millions; les services étaient prêts à manquer de tous côtés; il fallait de prompts remèdes à d'aussi grands maux.

Le général Scherer s'étant décidé alors à se rendre à Milan pour tâcher de rassurer le directoire et les deux conseils, après avoir fait part, le 6, au général Moreau, de cette résolution, lui avait remis le commandement de l'armée, et était parti le 7. Arrivé à Milan, le général Scherer y ayant trouvé un courrier du directoire, qui consentait à son rappel, et confiait le commandement en chef au général Moreau, il s'était empressé, dans la nuit du 7 au 8, d'expédier à Inzago un officier pour porter sa nomination à ce général, et lui donner un exposé de la situation de l'armée, et des points où se trouvaient les différens corps qui en étaient détachés.

Au moment où le général Moreau recevait le commandement en chef, l'armée, depuis le 16 germinal jusqu'au 6 floréal, malgré la supériorité immense de l'ennemi, n'avait cédé que les pays renfermés entre le Mincio et l'Adda; elle n'en était pas moins réduite à vingt-huit mille hommes, et placée au milieu de l'Italie sans aucun appui, tandis que le général Souworof embrassait avec des forces à peu près triples, et débordait par ses ailes toutes les lignes des postes français sur l'Adda.

Dans une pareille position, en vain le nou-

veau général en chef, après avoir porté son quartier-général à Milan, s'était-il retranché sur la rive droite de l'Adda, et avait-il rompu tous les ponts; en vain pressé par des forces supérieures, hâtait-il l'arrivée des secours qu'il attendait de la Suisse, de la Toscane et du sud de la France; il n'est pas probable qu'il espérât se maintenir long-temps dans le Milanais: mais s'il abandonnait trop tôt la haute Italie et les lacs qui couvraient sa gauche, il ne pouvait plus songer à recevoir la division Dessoles, détachée de l'armée du général Massena; et, s'il tardait trop à se rapprocher des Appenins et de la côte de Gènes, il ne pouvait rallier à sa droite la division qui avait dû évacuer la Toscane, et encore moins l'armée de Naples. Déjà même les troupes impériales avaient passé le Pô; Pizzigithone était presque investi, et un général autrichien marchait sur Plaisance.

Dans une circonstance aussi épineuse, le général Moreau avait pris le parti de se retrancher sur le haut Adda, sans doute pour y attirer l'attention et les principales forces du maréchal de Souworof, afin de dégager sa droite et de faciliter sa retraite sur Alexandrie; en conséquence, il avait fait fortifier et garnir d'artillerie la tête du pont de Cassano, couverte

elle-même par le Ritorto-Canale, garni d'avant-postes fortifiés : sa gauche, sous les ordres du général Serrurier, s'étendait presque sur la rive droite de la branche orientale du lac de Côme, dans un endroit resserré, avec un pont dont la tête, sur la rive gauche, était très-retranchée : sa droite, aux ordres du général Delmas, était à Lodi, couverte par Pizzighitone. Quelque sages, quelque suffisantes qu'aient pu paraître ces dispositions, on n'en n'a pas moins blâmé le général Moreau d'avoir tenu aux idées du général Scherer, dans son projet de défense du passage de l'Adda, contre une armée trois fois plus forte que la sienne : on l'a blâmé d'avoir cru qu'il était impossible aux Autrichiens de jeter un pont à Trevizo; on a jugé qu'avec aussi peu de monde il n'eût pas dû étendre son armée depuis le lac de Côme jusqu'à Pizzighitone : on a été étonné qu'il eût aussi peu fortifié le Ritorto et le pont de Cassano : ce point était cependant le plus important de sa défensive, dans le dessein où il devait être de se retirer à Alexandrie si les Austro-Russes passaient l'Adda de vive-force : la raison d'attendre la division Dessoles n'était pas suffisante, a-t-on dit, pour hasarder le sort de toute l'armée, sur-tout dans une circons-

tance où toutes les probabilités étaient en faveur des ennemis.

Quoi qu'il en soit, pendant ces dispositions, le maréchal de Souworof avait marché de l'Oglio sur l'Adda; et, en arrivant sur les bords de cette rivière, il avait disposé son armée sur trois colonnes : celle de droite s'était portée sur le poste de Lecco; la colonne du centre avait marché sur Vaprio; celle de gauche sur Cassano. Bientôt le poste de Lecco avait été attaqué et emporté : on avait rétabli le pont ruiné par les Français à Trivio, et l'on s'en était servi pour faire passer quelques troupes sur la rive droite de l'Adda. En même temps le quartier-maître général de l'armée austro-russe était parvenu à faire établir un pont sous le château de Trezo, et presque sous les yeux du général Serrurier, malgré les difficultés qu'offraient la violence du courant et l'escarpement du rivage. Quelques troupes russes, après avoir passé ce pont sans être apperçues, avaient surpris, attaqué, délogé et poursuivi les Français jusqu'à Pozzo. Averti de ces événemens, le général Moreau s'était empressé de renforcer sa gauche; la division Grenier avait marché sur Trivio, où elle avait rencontré la partie de la division Serrurier repoussée de Trezo : elle l'a-

vait soutenue dans un combat furieux. Les Français, encore renforcés par une partie de de la division Victor, avaient gagné le flanc droit des Autrichiens, du côté de Trivio, et ils étaient sur le point de l'envelopper et de le culbuter dans l'Adda, quand une nouvelle division de l'armée austro-russe étant accourue, les ennemis, ayant repris l'avantage, avaient emporté le village de Pozzo, bientôt après celui de Vaprio; et, en séparant par ce mouvement la division Serrurier de celles qui avaient tenté vainement d'arriver jusqu'à elles, ils n'avaient pas tardé à l'envelopper à Verderio, et à l'obliger à capituler. Les Français n'avaient pas été plus heureux à la droite; le général Melas, après avoir forcé les retranchemens du Ritorto-Canale, avait remporté si rapidement la tête du pont de Cassano, qu'il avait pu le sauver de l'embrasement, s'en servir pour passer l'Adda, et arriver le soir même à Gorgonzelo. [1]

L'arrêté du directoire, qui confiait le commandement de l'armée au général Moreau, était arrivé trop tard: en vain ce général avait-il donné des preuves de talens dans la journée

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

du 8, en vain s'était-il battu à la tête des colonnes, où il avait eu plusieurs de ses aides-de-camp tués à ses côtés; l'ennemi, infiniment supérieur en force, avait passé l'Adda, et l'avait mis dans la nécessité de s'occuper uniquement d'une retraite qu'il eût dû effectuer plus tôt s'il en eût été le maître. L'armée française, après avoir perdu quatre généraux, cent pièces de canon, trois mille hommes laissés sur le champ de bataille, beaucoup de blessés, et près de quatre mille prisonniers, avait achevé sa retraite pendant la nuit, au-delà de Milan et du Tésin.

Instruit de cette position critique, le directoire cisalpin était sorti de Milan sans prendre aucune précaution; la retraite des Français avait glacé d'effroi les esprits les mieux disposés : l'amour de la patrie était étouffé par la crainte du danger personnel, la représentation nationale était dissoute, et l'état n'avait plus ni chefs, ni défenseurs. Le 9 floréal, (28 avril) à quatre heures du matin, Milan était évacué par l'état-major; un gouvernement provisoire avait été nommé en attendant les Austro-Russes, et le général Bechant avait protesté au général Moreau de se défendre jusqu'à la dernière extrémité dans le château de Milan,

quoiqu'il n'eût que treize cents hommes, six pièces d'artillerie, et très-peu de munitions. Cependant les alliés étaient aux portes de la ville, et tous ceux qui avaient contribué à l'établissement du nouveau gouvernement, et montré des dispositions favorables aux Français, s'enfuyaient avec tant de précipitation et une telle confusion, que, si l'ennemi les avait poursuivis, il eût pu enlever, au passage du Tésin, la divison Grenier, chargée de protéger cette multitude de malheureux, au désespoir de laisser à la merci des Russes et des Autrichiens leurs femmes, leurs enfans, leurs habitations, leurs propriétés.

Après ces différentes marches d'armées, après ces combats, on était surpris qu'au milieu de tant d'opérations hostiles, le congrès de Rastadt ne fût pas séparé. L'archiduc Charles, en quittant les bords du Lech, avait notifié à la légation française près la diète de Ratisbonne, qu'elle eût à quitter cette ville : sur son refus d'obéir, il avait fait conduire militairement, aux avant-postes français, les individus qui la composaient. Cette violence avait pour prétexte l'invasion du général Jourdan en Allemagne : à la veille d'être attaqué, l'archiduc ne voulait pas laisser sur les derrières de son

armée des hommes qui, sous le bouclier de l'inviolabilité diplomatique, pouvaient servir d'espions à ses ennemis.

Les ministres impériaux, craignant des représailles de la part des Français, maîtres des environs de Rastadt, avaient quitté cette ville; et leur absence détruisait, par le fait, l'activité du congrès : cependant les ministres français continuaient leur séjour dans Rastadt; mais, les Français ayant été forcés de repasser le Rhin, les Impériaux s'étant emparés de Rastadt, et leurs patrouilles allant jusqu'à Kelh et à Seltz, les ministres de France et d'Italie se décidèrent alors à passer à la gauche du Rhin, le 4 floréal (23 avril).

Le même jour, un courrier de la légation française, muni d'un passe-port, avait été arrêté sur la route de Seltz, par un détachement d'hussards, et conduit au quartier du colonel Barbatzi, qui avait refusé de lui rendre sa liberté, ni de renvoyer ses dépêches. Sur cette nouvelle, les ministres français faisaient leurs préparatifs pour partir le 9 floréal (28 avril); mais ils crurent important à leur sûreté de demander une escorte. Toute la journée avait été employée en pourparlers à ce sujet, lorsqu'à huit heures du soir ils reçurent ce billet : « Mi-

« nistres, vous concevez facilement qu'au mi-
« lieu des postes occupés par les troupes impé-
« riales, on ne saurait tolérer aucun citoyen
« français. Vous m'excuserez en conséquence,
« si je me vois obligé de vous signifier de quit-
« ter Rastadt dans l'espace de vingt-quatre
« heures. »

D'après ce billet, les ministres étaient partis entre neuf et dix heures du soir. La nuit était sombre : on portait des torches devant leurs voitures. A peine le cortége était-il sorti de la ville, il est attaqué par les hussards de Szeklers ; les trois ministres français sont jetés hors de leurs voitures, et assassinés à coups de sabre. [1]

Tout n'offrait alors que péril et désastre en Italie, tout empêchait le général Moreau de recevoir les troupes alliées ou françaises, qu'il attendait de Naples, de Rome, de la Cisalpine maritime, de la Toscane, des environs du lac de Côme, du Piémont, de la république de Lucques et de la Ligurie. Mantoue et Peschiera étaient assiégés par le général Krai, à la tête de vingt-cinq mille hommes. Une insurrection violente venait de se manifester dans les montagnes du Piémont : on cherchait à inquiéter

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (39).

les derrières de l'armée française, et à lui ôter presque l'espoir de sa retraite en France. Dans les états napolitains, l'arrestation du général Championet par le commissaire Faypoult, l'inquiétude causée par les revers continus de l'armée française et cisalpine, avaient altéré la confiance, et rehaussé les espérances de l'ancien gouvernement; la nouvelle république parthénopéenne était menacée d'une chûte certaine aussitôt que la présence des troupes françaises cesserait de la maintenir : le général Mack organisait une nouvelle armée royale, et le cardinal Ruffo se disposait à commander, au nom du roi et pour le rétablissement du trône et des autels, une armée anti-républicaine qui s'augmentait de jour en jour.[1] Les Toscans, paisibles et heureux sous les grands ducs de la maison d'Autriche, soumis malgré eux à la puissance du directoire, préparaient leurs armes pour attaquer les troupes françaises; plusieurs même commençaient déjà les hostilités.

La Porte Ottomane avait ouvert aux flottes russes le port de Bisance; et, tandis que Bonaparte, vainqueur de l'Égypte, préparait dans

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

le Caire de nouvelles conquêtes, les pavillons ottomans, russes et anglais, flottaient sur la Méditerranée, et menaçaient l'Italie d'une nouvelle irruption de barbares. Les îles vénitiennes, dont les Français s'étaient emparés après la destruction du gouvernement de Venise, étaient tombées au pouvoir des Turcs; enfin une escadre française de vingt-six vaisseaux de ligne, qui était entrée dans la Méditerranée, que l'on avait présumé devoir apporter de nombreux secours au général Moreau, des vivres qui manquaient sur toute la côte de la Ligurie, des ravitaillemens à l'île de Malte, et une protection à Bonaparte, venait de rentrer dans l'Océan sans remplir aucun de ces objets, et de laisser l'armée française et toute la côte de Gènes dans un état alarmant, dont la seule présence de cette armée navale aurait pu les faire sortir.[1]

A mesure que le général Souworof, étendant sa droite, pénétrait dans l'Italie supérieure, et séparait la gauche de l'armée aux ordres du général Moreau, des lacs et des vallées qui conduisent aux principales entrées de la Suisse, la position de la droite du général

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).

Massena, quelque forte qu'elle fût d'ailleurs, devenait très-délicate. [1]

L'armée de l'archiduc, cantonnée sur la rive gauche du Rhin, n'avait encore, au 12 floréal, (1er mai) fait aucun mouvement; le général Massena avait reçu des renforts, et l'armée, employée seulement à la défense de la Suisse, passait pour être forte de soixante mille hommes, sans y comprendre les auxiliaires Suisses; aussi l'archiduc n'avait-il rien osé entreprendre jusqu'au moment où les progrès de l'armée d'Italie eussent rendu possibles et faciles ses projets d'attaque sur les Grisons.

Jusqu'alors, les difficultés du pays dans le bas Engadin, l'âpreté de la saison, qui s'opposait à ce que l'on pût traverser les hautes montagnes qui séparent les eaux de Lin de celles des rivières de l'Anquarte et d'Albula, qui se perdent vers la vallée des Grisons, et se jettent dans le Rhin au-dessus et au-dessous de Coire, enfin, la défense active des troupes françaises aux ordres du général Lecourbe avaient rendu inutiles les attaques partielles du général Bellegarde. Une attaque combinée avec le général Hotze, et exécutée, du 12 au 13 floréal (du

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

1er au 2 mai), sur tous les points de la ligne, n'avait pas eu un meilleur succès : on n'avait pu pénétrer chez les Grisons.

D'un autre côté, le général Massena avait réussi à raffermir sa gauche ébranlée; mais il ne suffisait pas d'avoir rétabli les communications intérieures : depuis que l'armée française avait passé l'Adda, l'occupation de Côme et de la rive orientale avait ouvert la Valteline, et le corps des troupes françaises qui avait pris poste à Tirano avait eu à peine le temps de se retirer à Tasis. Dès-lors, le général Massena avait dû replier sa droite, et porter rapidement sur Bellinzone la division du général Lecourbe. Ce mouvement s'exécutait le 16 floréal (5 mai); le même jour le général Massena manœuvrait par sa gauche, pour attirer l'attention de l'archiduc sur le Brisgaw, et transférait de nouveau son quartier-général à Zurich.

Toutes ces démonstrations n'avaient pu distraire l'archiduc de son dessein de rentrer dans le pays des Grisons, et le 25 floréal (14 mai), le général Hotze avait réussi à enlever Luciensteig, que l'on pouvait regarder comme la clef de la vallée des Grisons, et qui depuis deux mois avait coûté tant de sang aux deux partis.

Après la prise de Luciensteig, la retraite des Français, quoique très-précipitée, s'était faite cependant en bon ordre, sur trois colonnes investies, et le 28 floréal (17 mai) ils avaient évacué tout le pays des Grisons, excepté les vallons resserrés qui confinent aux petits cantons. Dès-lors le général Massena avait été obligé de concentrer ses forces. Le Khenthal, le pays de Saint-Gal, l'Appenzel et le Thurgau, la partie des Alpes Rhétiennes, la plus couverte et la mieux flanquée, ne tenaient plus à la position générale, et ne pouvaient plus être défendus contre des forces supérieures. Ainsi la rapide invasion du pays des Grisons, les opérations du général Lecourbe, celles des généraux Laudon et Bellegarde, la retraite du général Massena, obligé de concentrer ses forces sur Zurich, de replier sa droite en-deçà du Mont-Saint-Gothard et des petits cantons, et de céder à l'archiduc, en moins de quinze jours, presque tout le cours du Rhin, et la moitié du territoire de la Suisse, vinrent prouver qu'on avait surpris les secrets de la nature, et reconnu son ordre immuable, jusque dans ses caprices les plus bizarres. Dès l'instant où l'on eut appris à gravir les cimes glacées des Alpes; dès l'instant où l'on eut frayé

des sentiers à travers les abymes, et que ces nouvelles régions eurent été fréquentées, on sut porter des corps de troupes et de l'artillerie par des sentiers à peine tentés par les plus intrépides chasseurs. Le chaos des Alpes fut débrouillé, leurs moindres détails recueillis, leurs plans topographiques perfectionnés, les communications plus pratiquées, mieux connues, les grands plans d'attaque et de défense mieux liés, les opérations de la guerre de montagnes plus simplifiées, et réduites, comme celles dans les plaines, à pouvoir déborder les ailes de son ennemi, tourner et ruiner leurs appuis, sans égard à leur position propre, de manière que, dans la guerre de montagne, la force des postes et des positions ne balança plus autant qu'autrefois la supériorité du nombre.

Les progrès de la gauche de l'armée de l'archiduc avaient été préparés par ceux de l'armée alliée en Italie; la supériorité des forces du général Souworof lui avait permis de détacher des corps qui, occupant successivement les vallées, contenaient dans les gorges, et dans les passages vers la Suisse, les troupes françaises, dont les derrières n'étaient plus assurés, à cause des entreprises ou de la fermentation des petits cantons; de manière que la situation des Fran-

çais dans les bailliages italiens devenait tous les jours plus difficile. Parvenu plus rapidement qu'on ne l'eût cru possible au centre de la Lombardie, le général Souworof, après le passage de l'Adda et l'occupation de Milan, avait dispersé une grande partie de ses forces, et poursuivi quatre objets différens. A l'est, il avait suivi ses opérations contre l'armée du général Moreau, pour précipiter sa retraite et le forcer à abandonner le Piémont et la côte de Gènes, avant qu'il eût reçu des renforts; au midi, il avait pénétré dans les vallées au-dessus des lacs, pour faciliter les mouvemens de la gauche de l'armée de l'archiduc, au-delà du Saint-Gothard; à l'ouest, le général Krai assiégeait Mantoue, le général Klenau assiégeait Ferrare et bloquait Bologne; enfin, vers le sud, il avait détaché le général Ott, pour soutenir le général Klenau, aller au-devant du général Magdonal, s'emparer avant lui du passage des Apennins, dans la haute Toscane, et intercepter les communications entre ce pays et la place de Gènes.

Ainsi toute l'Italie était occupée par les armées françaises et impériales, depuis le centre de la Lombardie jusqu'aux deux mers; il n'y avait pas une place, pas un poste, qui ne fussent attaqués et défendus avec vigueur; il n'y

avait pas dans la vaste enceinte des Alpes, ni dans la longue chaîne des Apennins, un seul passage qui n'eût dans ce moment une importance relative aux opérations présentes. L'histoire des anciennes guerres d'Italie n'offre rien de semblable; et comme l'on ne vit jamais de conquêtes aussi rapides que celles de Bonaparte, jamais aussi tant d'avantages ne furent perdus en aussi peu de temps.

Cependant la retraite des Français après le passage de l'Adda, et l'évacuation de Milan, s'était faite en très-bon ordre, sur trois colonnes; celle de droite, de Lodi sur Plaisance; celle du centre, par la route de Milan à Gènes, sur Pavie et Voghera; celle de gauche, par Vigevano et Novare, où le quartier-général était arrivé le 13 floréal (2 mai): ainsi le gros de l'armée était porté du côté de Gènes. Ne pouvant plus, avec une armée réduite à environ vingt-cinq mille hommes, défendre les plaines du Piémont, et couvrir le pays de Gènes et ses communications les plus importantes, tant pour sa réunion avec l'armée de Naples, que pour l'arrivée des secours par les départemens méridionaux, le général Moreau avait porté son quartier-général à Alexandrie, et prit une position sur Tortone, étendant les avant-postes

de sa droite vers les Apennins, pour favoriser la retraite du général Magdonal, en retenant, le plus long-temps qu'il se pourrait, le général Souworof sur la rive gauche du Pô. Celui-ci, dont le corps d'armée était fort affaibli par les opérations séparées qu'il avait entreprises, et tous les siéges qu'il avait fait commencer, avait cependant resserré le général Moreau, et tenté de le déposter de la forte position qu'il avait prise entre Valence et Alexandrie.

Le 20 floréal (9 mai), le général Chasteler était entré dans Tortone. Le lendemain, la plus grande partie de l'armée austro-russe s'était remise dans le camp de Voghera. Le général Karaczai avait marché pour s'emparer de Novi, de Saravale et de Gavi. Ce mouvement du général Souworof par son flanc gauche n'avait point ébranlé le général français : celui-ci n'avait pas pris le change sur le dessein du maréchal, dont les mouvemens ne menaçaient la droite de l'armée française et ses communications avec Gènes, que pour surprendre, sur sa gauche, le passage du Pô, l'envelopper et l'engager à une action décisive, qui n'aurait pas manqué de le perdre. En effet, sa position était telle que, s'il eût reçu et perdu la bataille, sa retraite en-deçà et au-delà des Apen-

nins, devenait presque également impossible.

L'attaque méditée contre la gauche du général Moreau fut d'abord tentée par une avant-garde qui avait été repoussée et fort maltraitée. Le lendemain, l'attaque avait été plus sérieuse; une division, d'environ sept mille Russes, avait passé le Pô à Basiguana, et avait marché vers Pecceto, afin de couper la ligne des Français; la division Grenier avait soutenu le premier choc de cette colonne; la division Victor l'avait ensuite attaquée en flanc, et, apres un combat très-vif, les Russes, obligés de plier, avaient pris la fuite, et plus de la moitié avait été tuée ou s'était noyée dans le Pô.

Après cette tentative, le maréchal de Souworof s'était décidé à se porter en force sur la rive gauche du Pô, et à marcher sur Turin, [1] dans l'espérance de forcer le général Moreau de sortir de son camp, pour se replier sur les frontières de la France, ou pour entrer dans le pays de Gènes. Mais le général Moreau, s'étant apperçu des mouvemens que faisaient dans leur camp de Torre di Garafolo les Austro-Russes, pour passer de la droite à la gauche du Pô, avait, dans la nuit du 26 au 27 floréal (15 au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

16 mai), fait jeter un pont sur la Bormida. Dès le grand matin du 27, après avoir passé cette rivière à la tête de sept mille hommes, et avoir attaqué et rompu la chaîne des postes avancés sur Marengo, le général ayant détaché quelques troupes sur sa gauche pour occuper le comte de Melas, avait marché droit au camp de Torre di Garafolo, avait forcé le général Lusignan à l'abandonner, et, après avoir fort maltraité sa division et celle du général Paukrazian, il s'était retiré vers ses ponts, et était rentré dans Alexandrie.

Cette expédition avait été le dernier effort du général Moreau, pour conserver cette position. Le maréchal de Souworof pressa l'attaque des postes français au-dessus de Valence; le général Vukassowich menaça Verue, attaqua et enleva Casal. [1] Dès-lors, le camp retranché des Français étant ouvert de toutes parts, le général Moreau fut obligé, après avoir évacué Valence et Alexandrie, de se retirer, le 30 floréal (19 mai), sur Coni, où il arriva le 3 prairial (22 mai), après avoir pourvu à la défense de la citadelle d'Alexandrie. Cette position était la dernière et la meilleure où le général Moreau

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

pût recevoir les renforts qu'il attendait ; mais comment concevoir que le maréchal de Souworof lui ait donné le temps de les y attendre ? comment concevoir que ce général se soit occupé à bloquer ou à assiéger en même temps Mantoue, Tortone, Milan, Turin, Alexandrie, à occuper les défilés de Pignerol et de l'Assiette, à envoyer une armée trop faible pour arrêter celle du général Magdonal ? tandis que, s'il eût réuni ses forces, et s'il eût voulu profiter de la faiblesse de l'armée du général Moreau, il l'aurait ou entièrement enveloppée, ou au moins l'aurait-il forcée d'évacuer le Piémont, les états de Gènes, et de se trouver trop heureuse de pouvoir faire arriver ses débris jusque dans le comté de Nice et les départemens méridionaux. L'issue de ces opérations ne pouvait présenter aucun doute ; la supériorité des forces impériales, le soulèvement de tous les peuples de l'Italie, en auraient assuré le succès; et dès-lors, l'armée aux ordres du général Magdonal, restant entièrement isolée, ne pouvait plus échapper, et elle était obligée de capituler , ainsi que toutes les places de guerre occupées par les Français dans l'Italie : peut-être aussi le général Souworof aurait-il pu se borner à observer le général Moreau , retiré sous Coni, et à mar-

cher en force contre le général Magdonal.

Pendant que le général Moreau, par sa défense sous Alexandrie, et sa retraite sous Coni, avait donné le temps au général Magdonal de se rapprocher des frontières des états de Gènes, et prenait dans ses nouvelles positions toutes les précautions qui pouvaient favoriser la jonction des deux armées; le maréchal Souworof faisait occuper la place d'Alexandrie, bloquer étroitement sa citadelle; avancer une division sur Acqui, et marcher le reste de l'armée, en suivant les deux rives du Pô sur Turin. Cette ville avait été investie, on avait commencé à la canonner dans la nuit du 7 au 8 prairial (26 au 27 mai). Vainement avait-on sommé le commandant français de se rendre; il l'avait refusé; mais un obus ayant incendié une maison près de la porte du Pô, les bourgeois ayant profité du désordre pour s'emparer de cette porte, et la livrer aux alliés, la garnison, forte de trois mille hommes, avait été obligée de se retirer dans la citadelle.[1]

Ainsi, soixante-et-dix jours après la reprise des hostilités sur l'Adige, le général Souworof campait, à la vue des frontières de la France;

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

mais il lui importait d'empêcher la jonction de l'armée du général Magdonal à celle du général Moreau, et, pour remplir cet objet, il poussait avec ardeur la guerre des siéges, qui l'empêchaient de disposer de toutes ses forces en campagne, et qui avaient retardé ses opérations vers la Toscane, et contre les positions intermédiaires occupées par les Français.

De son côté, le général Magdonal, après avoir laissé une garnison dans le fort Saint-Elme, avait évacué le royaume de Naples, et se retirait par l'État de l'Église; les généraux Gauthier et Miolis, campés entre Florence et Bologne, occupaient Pistoye, et avaient fermé tous les débouchés par les Apennins; les généraux Grenier et Montrichard étaient placés dans le Bolonais : ainsi protégée, l'armée de Naples, qui marchait avec célérité, était sur le point d'avoir réussi dans la retraite la plus difficile qui jamais eût été tentée. Le général Magdonal était arrivé à Florence le 5 prairial (24 mai). On peut présumer qu'après avoir réuni à son armée les différentes troupes qui étaient à Rome, dans la Toscane, dans le Bolonais, avec la division Victor, qui marchait par la rivière de Ponent sur Pontre-Moli, le général devait se trouver à la tête de quarante mille hommes. Son

premier soin, en arrivant en Toscane, avait été de dégager les accès, tant en-deçà qu'en delà des Apennins; il avait ensuite renforcé son aile droite qui avait occupé Bologne, repoussé le corp[illegible]général Klenau, et dégagé le fort Urbin; [illegible] aile gauche avait repris Pontre-Moli sur les Impériaux; enfin il avait porté son quartier général à Lucques, où il se trouvait vers le 14 prairial, et d'où il put communiquer librement avec Gènes, connaître la véritable position des forces alliées, et combiner un plan d'opérations avec le général Moreau.

Le général Souworof venait de faire occuper les vallées de Lucerne, de Suse, de Maurienne et d'Aoste; il avait porté l'alarme sur l'ancienne frontière de France, et menacé de s'ouvrir dès ce moment le passage des Alpes, en tournant par la Savoie la dernière ligne de défense de la Suisse; il avait poussé des divisions jusque devant Coni, d'autres sur Fenestrelles; quelques-unes étaient venues occuper Suse, la Brunette, le col de l'Assiette et Cézane; enfin, le maréchal avait marché lui-même contre le général Moreau qui, resserré dans sa position de Coni, s'était retiré vers le col de Tende; les autres passages des Alpes, le Mont-Cenis, le pas de Suse, le petit Saint-Bernard

étaient très-bien défendus; mais Briançon ni le reste de la frontière ne se trouvaient garnis d'aucun corps de troupes pour les défendre, ni pour opérer des diversions aussi utiles qu'elles eussent été faciles.

Dans des circonstances aussi épineuses, le général Moreau aurait peut-être dû faire défiler l'armée du général Magdonal par Sarzane et Specia, pour entrer dans la rivière du Levant; mais, outre que cette route passe pour être impraticable à l'artillerie, le général Moreau crut appercevoir sans doute que le général Magdonal se trouvait en mesure d'agir lui-même offensivement au-delà des Apennins, et d'ouvrir une scène toute nouvelle. En conséquence, ayant recu quelques bataillons qui lui étaient venus par Nice, le général Moreau avait défilé par sa droite, et s'était avancé dans une position avantageuse, à quelques lieues de Savone, vers les sources et à la tête de la vallée de Tanaro, affectant de n'avoir d'autre dessein que de recevoir par la mer des secours de la France, et d'attendre l'arrivée de l'armée de Naples sur le territoire génois; loin de dérober sa marche, il s'était efforcé d'attirer sur lui toute l'attention du maréchal de Souworof, et comme il se trouvait à portée de ren-

trer dans le Mont-Ferrat, et de marcher sur Alexandrie, s'il recevait des renforts suffisans, il n'avait pas manqué d'en grossir le nombre et l'importance; les papiers publics eux-mêmes avaient publié avec emphase un embarquement à Toulon de quinze mille hommes, pour être transportés au port de Vado.

Avant qu'on eût démêlé cette fable, le général Moreau était arrivé à Gènes avec environ dix-huit mille hommes, y avait pris toutes les troupes françaises et liguriennes aux ordres du général Pérignon, et s'était disposé à seconder, par une diversion sur la Scrivia, les mouvemens du général Magdonal. Il paraît que leur plan ne tendait à rien moins qu'à faire lever le siége de Mantoue, forcer le général Kraî à repasser l'Adige, et dégager les citadelles de Tortone et d'Alexandrie, réunir ensuite les deux armées à Voghera, et marcher contre le général Souworof avec des forces supérieures. Le général Moreau, devant supposer que jamais on ne pourrait imaginer que le général Magdonal oserait tenter de se montrer dans les plaines de l'Italie, avait sans doute pensé que son plan n'avait rien de chimérique.

Pour commencer l'exécution des projets convenus, le général Magdonal était parti de San-

Pelegrino, proche Pistoïa, du 20 au 21 prairial (8 au 9 juin), avec le gros de son armée, pour marcher sur Modène; sa gauche s'était dirigée sur Reggio, sa droite avait reçu les ordres de tourner Modène, et de passer le Panaro entre cette ville et le Pô; le 22, l'avant-garde du centre avait poussé les avant-postes du général Hohenzollern jusqu'à une petite lieue de Modène; le lendemain, les colonnes françaises s'étant rapprochées, il y avait eu un combat entre les corps qui soutenaient ceux qui étaient chargés de faire des reconnaissances; mais le général Hohenzollern s'était maintenu à Farciolo, et avait assuré sa communication avec Reggio.

Le 14, le général Magdonal avait attaqué les Impériaux et, après, un combat très-sanglant, les avait forcés d'abandonner Modène, qui avait été pris et pillé pendant le combat. Le général Hohenzollern s'était retiré sur la Mirandole, et le général Klenau sur Ferrare, tandis que le général Krai, après avoir fait retirer l'artillerie de siége des attaques de Mantoue, et enlever tous les ponts sur le Pô, s'était porté sur la rive gauche de ce fleuve avec dix mille hommes pour en empêcher le passage, et couvrir le blocus de Mantoue. Le général Magdonal avait éloigné de lui le corps qui pouvait

l'arrêter en attaquant vivement son arrière-garde, pendant qu'il marcherait pour se rendre à Voghera; il s'était porté avec toute son armée sur Reggio, était entré le 26 à Parme et le 27 à Plaisance, où il avait rassemblé son armée le 28, et fait commencer les attaques de la citadelle.

Ici, l'on est forcé de demander pourquoi, au lieu de se jeter vers Plaisance, le général Magdonal ne poursuivit pas le général Hohenzollern, et ne chercha pas à passer le Pô, afin d'aller détruire l'artillerie, les magasins, les munitions destinées au siége de Mantoue, en renforcer la garnison, y faire entrer des vivres, en faire sortir les malades, et forcer le général Krai à distribuer les troupes à ses ordres dans Pizzigithone, Ferrare, Peschiera, Vérone et Legnago; dispersion qui aurait livré aux Français une grande quantité de magasins, et renvoyé à un temps plus éloigné la reprise du siége de Mantoue. Dira-t-on que les dispositions du général Krai, le manque de pontons ou la crue du fleuve, détournèrent le général français d'une entreprise qui paraissait avoir été une de celles concertées avec le général Moreau? Mais le général Krai n'avait sur la rive gauche que dix mille hommes; il n'est pas probable que le général Magdonal fût sans pon-

tons, avec le projet de passer plusieurs rivières; enfin, avec une armée aussi forte que la sienne, il n'est pas infiniment difficile de surprendre un passage. Et quand on voudrait s'arrêter à ces faibles raisons, pourquoi en changeant de plan, et voulant joindre directement le général Moreau, forcé, comme on le suppose d'abandonner le projet sur Mantoue; pourquoi le général Magdonal, qui se trouvait le 12 à Modène, n'attaqua-t-il que le 17 le général Ott sur le Tidone? Ne pouvait-il pas faire des marches forcées, d'autant que le général Ott, qui n'avait à ses ordres que sept à huit mille hommes, se retirait devant l'avant-garde de l'armée française, pour se rapprocher du général Melas? Celui-ci, dès l'instant où il avait été assuré de la marche du général Moreau, et avait cru pénétrer ses desseins, s'était porté sur Alexandrie; il avait aussi fait mettre en mouvement le corps que commandait devant Tortone le général Bellegarde : mais tous ces corps réunis auraient été trop faibles pour résister à l'armée française, sur-tout si le général Magdonal avait mis dans sa marche autant de célérité qu'en mit dans la sienne le maréchal de Souworof, qui ayant environ un tiers de chemin de plus à parcourir, et plusieurs mon-

tagnes à traverser, tandis que le général français n'avait que des chemins en plaine, parti le 27 prairial (15 juin) de Turin, était arrivé à San-Giovani le 29. Il n'en avait pas été de même du général Moreau; il n'avait pu quitter plus tôt, ni s'éloigner davantage de Gènes. Ces observations sont soumises à la sagesse et aux connaissances de nos lecteurs.

Le général Magdonal s'était décidé à se porter le 29 prairial (17 juin) de Plaisance à San-Giovani, village sur la gauche du Tidone, petite rivière derrière laquelle s'était retiré le général Ott. A peine l'action était engagée, que déjà l'avant-garde du général Melas était arrivée au secours du général Ott, qui, par ce moyen, maintint sa position jusqu'à l'arrivée du maréchal de Souworof avec une forte avant-garde de troupes russes; dès-lors, le combat était devenu général, et, pendant la nuit qui survint et qui le fit cesser, les Français s'étaient portés entre le Tidone et la Trebia.

Le lendemain, le maréchal de Souworof, ayant rassemblé toutes ses forces, avait fait ses dispositions pour attaquer les Français qui l'attendaient sur la rive gauche de la Trebia. Malgré la difficulté du terrain, les colonnes austro-russes étant arrivées à cinq heures du

soir en présence de la ligne des Français, il n'y avait pas eu d'autres manœuvres qu'un choc sur tout le front des deux armées; les Français avaient été battus, et, après avoir perdu ce second champ de bataille, malgré la plus opiniâtre résistance, ils s'étaient retirés en arrière sur la rive droite de la Trebia, avec la résolution de tenter encore le sort des combats.

En effet, le lendemain, 1er messidor (19 juin) le général Magdonal, que l'on croyait en pleine retraite, attaqua à son tour l'armée alliée avec la plus grande impétuosité; il repoussa d'abord tous les avant-postes sur la Trebia, pour tourner la droite, fit passer le Pô par une de ses colonnes pour tourner le flanc gauche des ennemis, en même temps qu'une autre passait la Trebia; mais il ne réussit pas: le carnage fut horrible, et, malgré ses efforts, l'armée du général Magdonal, fort maltraitée, fut forcée de repasser la Trebia. Nous serait-il permis de demander pourquoi, après le combat du Tidone, le général Magdonal ne se retira pas derrière la Trebia, appuyant sa droite à la ville de Plaisance, ce qui en aurait augmenté la force et lui eût permis, peut-être, de renforcer davantage sa gauche, et d'y avoir à sa disposition des corps pour tourner et enve-

lopper la droite des Austro-Russes? Cette précaution n'aurait-elle pas été d'autant plus sage, que, par ce moyen, le général aurait eu le temps de savoir positivement s'il pouvait compter sur la légion ligurienne ? En attendant d'être attaqué, au lieu d'attaquer lui-même, le général Magdonal eût laissé à l'ennemi la peine et la fatigue qu'éprouvèrent les troupes françaises en allant le chercher, et il aurait augmenté ses forces, déjà très-inférieures, en se tenant sur la défensive.[1]

Ainsi, le général Souworof avait réparé, par la célérité de sa marche, et par le gain d'un combat et de deux batailles, la faute d'avoir divisé ses forces par des opérations isolées, qui auraient dû donner au général Magdonal le temps d'achever la retraite la plus difficile. Il aurait atteint sans obstacles les places, les positions et les renforts qui auraient doublé ses moyens, s'il n'eût pas attendu aussi long-temps en Toscane la réunion de toutes ses forces, et s'il eût marché plus tôt contre les généraux Hohenzollern et Ott, après avoir donné les ordres aux différens corps qui devaient le joindre, de se rendre auprès de Modène ou de Parme, ou si, arrivé à Modène, il eût préci-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

pité davantage sa marche contre le général Ott, ou enfin si, attendant les ennemis derrière la Trebia, et y faisant quelques dispositions défensives, il leur en eût imposé au point de les contenir devant lui, et d'assurer par là des succès. Le général Moreau pouvait battre les corps laissés devant Tortone et Alexandrie; il pouvait hasarder des démarches ultérieures, en se trouvant placé derrière le maréchal de Souworof, qui aurait peut-être été forcé de se jeter sur la rive gauche du Pô, et d'en abandonner la rive droite aux Français, dont les deux armées se seraient alors réunies sans obstacles. Avec moins d'activité, et sans cette marche extraordinaire, le maréchal de Souworof eût trouvé réunis à Voghera les deux généraux français, qui ne lui auraient pas laissé la chance de la victoire; ce qui porte à le croire, c'est que, dans le temps où il battait l'armée du général Magdonal sur la Trebia, le général Moreau attaquait le général Bellegarde devant Tortone, le forçait, pour se couvrir, de passer précipitamment la Bormida, et d'abandonner le blocus de la citadelle de Tortone.

Après la sanglante bataille de la Trebia, où près de vingt mille hommes furent tués ou blessés, le général Magdonal ne put songer qu'à

effectuer sa retraite; elle eût été peut-être impossible, si le général Souworof eût continué de faire presser son arrière-garde, et qu'il l'eût tournée du côté des montagnes, pendant que les généraux Klenau et Hohenzollern, ralliés entre Modène et Reggio, en les attaquant par le flanc, eussent retardé la marche des Français; mais la diversion du général Moreau ayant heureusement décidé le général Souworof à revenir sur ses pas, le général Magdonal, après avoir divisé son armée en deux colonnes, avait pris avec celle de la gauche le chemin de Modène, surpris cette ville le 5 messidor (23 juin), et s'était rendu de là dans ses anciennes positions, à Lucques et à Pistoïa, où il était arrivé le 10, tandis que la colonne de droite, après avoir gagné Fornovio, était venue prendre à Bobio la colonne du général Lapoipe, que le général Moreau y avait envoyée pour la protéger; dès-lors, ces deux divisions avaient occupé les défilés des Apennins, et protégé de nouveau la route appelée la Corniche, par laquelle le général Magdonal se décida à se retirer. Réduit à quatorze mille hommes, ce général ne pouvait pas contenir plus long-temps au-delà des Apennins les divisions impériales; d'ailleurs, la défection du

général Lahoz avait déjà affaibli sa droite, et les progrès des insurgés de Rezzo ayant commencé déjà à agiter les esprits dans la capitale, il se décida donc à achever sa retraite, et à évacuer entièrement la Toscane. [1]

Du côté du Piémont, le maréchal de Souworof, réuni au général Bellegarde, entre Tortone et Alexandrie, le 8 messidor (26 juin), avait rallié à lui les corps des généraux Kain et Wukassowich; il avait marché contre le général Moreau : celui-ci, qui s'était d'abord replié sur Novi, avait bientôt évacué ce poste, et était rentré dans le pays de Gènes par la Bochetta.

Là s'était terminée cette suite de marches, de manœuvres et de combats, qui, durant cinq semaines, n'avaient pas permis de donner aux troupes le moindre repos. Depuis le 25 floréal (14 mai), jour de l'attaque de Luciensteig dans les Grisons, jusqu'au 17 prairial (5 juin), les armées françaises et impériales avaient été continuellement engagées depuis les cimes des glacières jusqu'au confluent des rivières, qui y prennent leur source et forment trois lignes de défense; dans cet espace immense, la même bataille avait duré

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

dix-neuf jours ; le général Massena se crut obligé, après avoir évacué Zurich, de prendre une position sur le Mont-Albis, appuyant sa gauche au Rhin, et sa droite au lac de Zug; le quartier général de l'archiduc avait été établi à Zurich.

Il paraît que le point principal du plan concerté entre l'archiduc et le général Souworoff, était de couper successivement les communications des deux armées françaises de Suisse et d'Italie, et d'ouvrir au contraire, le plus promptement possible, les communications entre les deux armées impériales par la conquête de l'Italie supérieure, du Milanais et du Piémont. On voit qu'ils avaient parfaitement réussi, par la faute capitale du directoire, qui avait cru pouvoir défendre la ligne immense du Danube au golfe de Naples, avec des forces infiniment inférieures à celles des alliés, et beaucoup trop disséminées. [1]

Ainsi le général Moreau, trop faible pour soutenir depuis le mont Saint-Gothard jusqu'à la mer, une ligne de défense parallèle aux attaques, avait été forcé d'abandonner ce grand appui de sa gauche et ses communications avec

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

le général Massena, pour se jeter sur sa droite, afin de couvrir le pays de Gènes et conserver intacte la barrière des Apennins, à la faveur de laquelle le général Magdonal devait le rejoindre: et le général Souworof, en se jetant dans l'intervalle que le général Moreau était forcé de lui abandonner, en soutenant les attaques et la guerre de postes aux débouchés de la Suisse, avait aidé l'archiduc à repousser les Français des Grisons, et à pénétrer jusqu'à Zurich; tandis qu'après ces succès, les prompts secours que l'archiduc avait portés au maréchal avaient déconcerté le projet de réunion des deux armées françaises entre le cours du Pô et les Apennins, et avaient aidé à assurer l'évacuation de l'Italie par la victoire de San-Giulano.

Ces différens événemens avaient coïncidé avec la nouvelle révolution qui eut lieu dans le gouvernement de la république française, le 30 prairial (18 juin). Rewbell, sorti du directoire français par le sort, avait été remplacé par Emmanuel Sieyes; mais à peine celui-ci avait-il été installé, que les directeurs Treilhard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux, avaient été accusés d'avoir occasionné, par leur incapacité ou leur trahison, les revers éprouvés par les armées françaises en Italie: la destitution

de Treilhard, la démission de Merlin et de Lareveillère avaient été la suite de cette accusation ; le général Moulins, Gohier, ex-ministre de la justice, et Roger-Ducos, ex-conventionel, avaient remplacé ces directeurs. Ces changemens laissaient espérer la réforme des abus, la punition des dilapidateurs, et des plans plus sages pour les finances et la guerre ; mais le triomphe que les deux conseils venaient de remporter sur le directoire n'avait pas changé l'opinion publique en leur faveur, et on les accusait hautement de n'avoir brisé le directoire que pour éloigner la catastrophe qui les menaçait eux-mêmes.

Cependant, au milieu de la lutte intestine entre les pouvoirs législatif et exécutif, le directoire, effrayé par les progrès des Austro-Russes, et voyant que toutes les barrières de l'Italie et de la Suisse s'abaissaient successivement devant eux, songea non seulement à envoyer en Italie des renforts, sans lesquels on ne pouvait plus y résister à l'ennemi, mais à former une nouvelle armée vers les frontières occidentales du Piémont, sous le nom d'armée des Alpes, et sous le commandement du général Championet. Le général Joubert avait en même temps reçu les ordres de prendre le comman-

dement de l'armée d'Italie, et le général Moreau de se rendre à Paris pour y prendre des instructions relativement à une armée qu'il devait commander sur le Rhin : ainsi ce général achevait son rôle sur cette grande scène, où les ennemis même lui rendaient cet honorable témoignage, que, manquant de tout, il avait soutenu, avec des forces très-inférieures, sa réputation d'habileté et d'audace dans la guerre défensive.

Le général Joubert, en se mettant à la tête de l'armée d'Italie, la trouva dans les environs de Gènes, à-peu-près dans les mêmes positions que Bonaparte avait occupées avant de franchir les Apennins pour pénétrer dans les vallées du Tanaro et de la Bormida ; mais les forces des alliés entre les Alpes et les Apennins étaient alors bien plus considérables et bien plus redoutables sous tous les rapports, qu'au moment où les Piémontais et les Autrichiens s'étaient réunis pour empêcher les Français de pénétrer en Italie : aussi le projet du directoire était-il de porter cette armée à soixante et dix mille hommes ; celle du général Championet devait en avoir cinquante mille ; celle du Rhin soixante mille, et celle de la Suisse quatre-vingt ou quatre-vingt-dix mille.

Ainsi les événemens politiques qui venaient d'occasionner en France d'aussi grands changemens dans la composition du pouvoir exécutif, et dans la puissance du pouvoir législatif, avaient influé sur les dispositions militaires.

On a vu les succès communs et rapides des deux armées impériales, tant qu'elles purent appuyer réciproquement leur flanc; mais dès l'instant où une résistance plus opiniâtre qu'on ne l'avait supposée, des fautes graves de la part du maréchal, et des entreprises audacieuses de la part des généraux Moreau et Magdonal, eurent forcé les alliés, malgré leur grande supériorité, à retirer des corps considérables de l'armée de Suisse, elle fut réduite à l'inaction dans la saison et dans les circonstances les plus favorables pour agir.

La cour de Vienne paraissait n'avoir qu'un but, celui de faire évacuer promptement l'Italie par les Français; elle ne sentait pas assez combien il lui eût été plus avantageux de délivrer d'abord la Suisse, de s'emparer des sommités des grandes Alpes, et de fermer les plus dangereuses issues vers le centre de l'Italie: dès-lors elle aurait atteint plus facilement son but particulier; ses frontières du Tyrol et de l'an-

cien état de Venise eussent été assurées, et les victoires du maréchal Souworof auraient eu des suites plus heureuses.

Le plan concerté entre les généraux Moreau et Magdonal était avorté; un nouveau théâtre de guerre allait s'ouvrir vers les frontières septentrionales de la république. Les ennemis menaçaient de pénétrer dans les départemens de l'Isère, des Hautes-Alpes et du Var, dans l'espoir d'y armer un parti, et méditaient, du côté du Jura, une invasion plus rapide et plus décisive. Mais le plan de la coalition ne pouvait avoir son exécution avant la fin de thermidor (15 au 20 août); il restait donc quelques instans aux armées françaises pour profiter de l'augmentation des forces que venaient de leur procurer les conscrits; il était important pour elles de faire un grand effort pour reprendre l'offensive sur tous les points à la fois.

Quatre points principaux fixaient alors l'attention du gouvernement français : 1° l'état de Gènes, où les armées étaient en présence, et où l'on avait recueilli tous ses moyens de part et d'autre; 2° la frontière des départemens de l'Isère et du Mont-Blanc, où les ennemis n'avaient que des corps d'observation, qui n'é-

taient assez forts ni pour enlever les postes sur les sommités, ni pour s'y maintenir; 3° la Suisse, où il était important de déposter les Impériaux des cimes les plus élevées des grandes Alpes, pour occuper de nouveau les passages et les communications avec l'Italie, et y décider l'avantage de la position générale; 4° le Bas-Rhin, où les Impériaux avaient une armée d'observation qui devenait tous les jours plus considérable;

Ordonner au général Joubert de marcher contre le général Souworof, favorisé par les différens corps de l'armée des Alpes; faire engager par le général Massena une action générale, afin de profiter de l'affaiblissement de l'armée de l'archiduc pour le chasser des petits cantons et du Saint-Gothard; opérer sur la rive droite du bas Rhin, où l'on pouvait profiter d'une riche moisson qui semblait réservée aux alliés, une diversion qui forçât l'archiduc à venir au secours du général Sctarey, au moment où il serait attaqué lui-même : tel fut, depuis Mayence jusqu'à Gênes, le plan d'attaque médité et exécuté par les Français.

Le Nord ne présentait encore que des opérations défensives. Le général Championet, arrivé dans les Alpes vers le milieu de ther-

midor (1ers jours d'août), s'occupait de l'organisation d'une armée presque entièrement composée de jeunes gens qui n'avaient jamais fait la guerre; le pays stérile dans lequel cette armée se trouvait, et la difficulté des chemins sur la sommité des Alpes, retardaient la marche de ces troupes, fortement sollicitées par le général Joubert, dont l'armée couvrait la Ligurie depuis Nice jusqu'à Bobbio.

Après avoir réuni les divisions de Naples, de Rome et de la Toscane, le général Joubert avait sous ses ordres environ cinquante mille hommes; mais, obligé de garder les rivières du Levant et du Ponent, le col de Tende, la vallée d'Ormea et la ville de Gènes, il ne pouvait disposer que d'environ trente-six mille combattans.

Le général Magdonal revenait à Paris, tandis que ses talens eussent été nécessaires en Italie, au milieu des bataillons dont il avait la confiance: le général Joubert, qui avait reçu l'ordre précis d'attaquer les Impériaux, avait obtenu du général Moreau de rester dans la Ligurie, pour être présent à la bataille que le directoire ordonnait de livrer aux Austro-Russes; ceux-ci pressaient le siége de Tortone, tandis que le général Kain s'avançait contre

la ville de Coni à la tête d'une colonne de l'armée impériale; que le général Melas, qui en commandait une autre, marchait contre Savone; qu'une division, campée sous les murs de Plaisance, faisait des mouvemens qui semblaient annoncer le dessein de pénétrer par Bobbio jusqu'à la rivière du Levant, et que le maréchal de Souworof, qui, posté sous Novi, menaçait Gènes, attendait dans les plaines, entre la Torba et la Scrivia, l'armée du général Kraï, qui venait de soumettre Mantoue. [1] La prise prochaine de la citadelle de Tortone devait être le signal des nouvelles attaques.

Il était donc toujours plus important, d'après les idées du général Joubert, afin de prévenir la jonction de l'armée du général Kraï, et d'empêcher la prise de la citadelle de Tortone, de marcher promptement contre l'armée du maréchal de Souworof. A cet effet, le général français, après avoir divisé son armée en deux colonnes, avait levé son camp de Cornigliano le 26 thermidor an 7 (13 août 1799), pour se porter en avant; l'aile droite, commandée par le général Saint-Cyr, ayant sous lui les généraux Vatrin et Laboissière, poussant ses avant-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

postes dans la vallée de Lero et de Lorba, était couverte par la Bochetta, couronnant en avant de ce défilé les revers sur la vallée de la Scrivia, et occupant Gavi par une avant-garde; l'aile gauche, commandée par le général Pérignon, ayant sous ses ordres les généraux Crouchi et Lemoine, s'avançait sur les montagnes du Mont-Ferrat et la vallée d'Acqui, d'où elle éclairait la vallée du Tanaro et celle de la Bormida, donnait à la ligne des avant-postes de l'armée française un appui plus solide, facilitait les mouvemens, et ménageait mieux les moyens de retraite.

Le 27, le général Joubert, après avoir poussé le comte de Bellegarde qui occupait les positions de Trezzo et de Bistagna, en avant d'Acqui, avait rallié, le soir même, sa gauche et son centre à Capriata, où il avait pris son quartier général; en même temps la colonne de la droite destinée au débloquement de Tortone, conduite par le général Saint-Cyr, auquel s'étaient joints les généraux Moreau et Dessoles, sortie par la Bochetta, avait poussé jusqu'à Novi, s'en était emparé, et s'était mise en ligne avec le reste de l'armée, qui se trouvait alors à la vue des alliés sur la croupe des dernières montagnes.

Le général Souworof, qui, ce jour là même, ralliait à son armée celle du général Krai, se trouvant à la tête de plus de soixante-dix mille hommes, indépendamment des paysans piémontais, et étant supérieur, sur-tout en cavalerie, tâcha d'attirer les Français dans la plaine de Rivalta di Scrivia, entre Tortone et Alexandrie; d'après cette idée, il avait refusé son aile droite, en ordonnant au général Bellegarde, qui la commandait, de se replier sur Torba, où le général Krai se joindrait à lui; les divisions autrichiennes qui étaient à Rivalta formaient la gauche; le général Rosenberg, avec les divisions russes, formait le centre, un peu en arrière de Bozolo di Formigaro.

De son côté, le général Joubert s'était affermi dans ses positions, en suivant une ligne oblique, sa droite à la Scrivia, son centre à Novi, sa gauche à Basaluzo, ce qui lui donnait la faculté de couvrir le mouvement d'une colonne, qui, après avoir passé la Scrivia, devait marcher sur Tortone, par Cassano di Spinola, en suivant les montagnes qui continuent à la rive droite de cette rivière.

Ce mouvement avait obligé le maréchal de Souworof à attaquer l'armée française, et il

s'y était décidé le 28 thermidor (15 août). Les attaques avaient commencé par la droite des alliés, commandée alors par le général Krai, contre la gauche des Français, où commandait en personne le général Joubert : l'affaire s'engageait à peine, lorsque ce général, auquel les Français de tous les partis rendent une égale justice, voulant animer une charge d'infanterie, fut frappé d'une balle dans le cœur, et tomba en répétant : *Marchez toujours.* Mais cet événement malheureux, loin de ralentir l'ardeur des Français, avait semblé l'augmenter, et ils avaient repoussé vigoureusement le général Krai, qui cherchait à tourner Novi, et le général russe Pancration qui l'attaquait de front; la division russe du général Doerfelden au centre, et l'aile gauche commandée par le général Melas, avaient alors reçu l'ordre d'attaquer, le premier par la chaussée de Novi, le second en remontant la rive gauche de la Scrivia; mais cette double attaque n'avait pas eu un succès plus heureux que celle de la droite; les deux armées alors se trouvaient engagées sur tout leur front, et le carnage était affreux. Cependant le général Krai avait déjà été repoussé deux fois, et, malgré les charges réitérées de trois divisions russes, les Français

avaient conservé leur position du centre; ils avaient aussi presque entiérement détruit ces trois divisions, dont le maréchal avait fait soutenir et renouveler les attaques jusqu'à trois fois avec une inébranlable constance, afin de contenir le centre de l'armée française, pendant que le comte de Melas cherchait à en tourner la droite : en effet, ce général, après avoir atteint les premières hauteurs de Novi, du côté de Pietale, et avoir longé la rive gauche de la Scrivia; étant parvenu à Seravalle et à Arquata, avait marché par le chemin de Seravalle sur Novi, et fait attaquer le flanc droit des Français; repoussé dans cette première charge, il en avait entrepris une autre avec une seconde colonne, et il avait ordonné à une troisième de dépasser la ligne des Français jusque sur les derrières de leur droite, saisissant les points avantageux qui se trouvaient entre les intervalles des colonnes, et faisant protéger leur mouvement par des batteries qui correspondaient à leur direction; cette manœuvre heureuse avait en même temps décidé la victoire.

Vers cinq heures du soir, les Français contraints d'abandonner Novi, où ils étaient presque entièrement enveloppés, furent obligés de

se retirer par leur flanc gauche sur Ovada, les Autrichiens ayant coupé toute communication avec Gavi. Cette retraite s'était exécutée d'abord en bon ordre; mais, l'artillerie n'ayant point évacué assez promptement le village de Pastoureaux, la division qui formait l'arrière-garde, trouvant ce village encombré, fut arrêtée, mise en désordre, et bientôt atteinte par le général Karaczay, qui était à la poursuite des Français; en vain les généraux Pérignon, Grouchi et Parthenau, voulurent-ils rallier cette arrière-garde, ils ne purent y parvenir, tous furent blessés, et faits prisonniers, ainsi que le général piémontais Colli.

Cette journée vint mettre le comble aux désastres des Français en Italie, après celle de la Trebia; ils y défendirent avec science, courage et persévérance, contre les attaques multipliées des troupes très-vaillantes, et infiniment supérieures en nombre, une position très-forte par sa nature, couverte d'arbres et de buissons qui en rendaient les accès très-difficiles; mais plus ils déployèrent de talens, de sang froid et de bravoure pendant toute la journée, en tirant parti de tous les avantages du terrain, et en repoussant constamment, sans beaucoup de perte, les attaques réitérées des Aus-

tro-Russes contre leur gauche et leur centre, plus aussi leur perte devint considérable, et leur retraite précipitée, dès l'instant où le général Melas eut réussi à tourner leur droite par d'habiles manœuvres. A l'exception de la bataille de Malplaquet, perdue en 1709 par le maréchal de Villars, où il périt trente mille hommes; de celle de Francfort sur l'Oder en 1759, entre les Prussiens et les Russes, où Frédéric le Grand laissa près de vingt mille hommes sur le champ de bataille, et ne l'abandonna qu'après en avoir fait perdre un aussi grand nombre à l'armée russe, aucune autre bataille dans ce siècle n'avait été aussi sanglante que celle de Novi, où il paraît constant que les deux armées perdirent environ vingt-cinq mille hommes : comme à Malplaquet, les deux armées engagées sur toute la ligne se détruisirent pendant toute la journée : comme à la bataille de Francfort, où la belle manœuvre du général Laudon décida la victoire, elle resta incertaine : comme à Novi, jusqu'au moment où le général Melas eut pu tourner l'aile droite des Français. [1]

Le général Joubert, malgré les ordres du directoire, devait-il se permettre de marcher

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (50).

à l'ennemi dès l'instant où il connut sa grande supériorité? et, s'il l'ignorait lorsqu'il fit ses dispositions pour obéir aux ordres qu'il avait reçus, n'était-il pas instruit le 26 ou le 27 de l'arrivée du général Krai, qui était à Alexandrie dès le 25 thermidor (12 août)? et, quand il l'aurait ignoré, il n'en était pas moins assuré, qu'indépendamment de l'armée du général Krai, et des milices piémontaises, le maréchal de Souworof avait à sa disposition environ cinquante mille hommes, tandis que notre armée en avait à peine trente-cinq mille. Il est vrai cependant que le général français occupa une excellente position : mais si le maréchal la lui avait laissé prendre, il devait bien soupçonner quelles pouvaient être ses raisons; la première était sans doute d'obliger les Français, s'ils voulaient faire lever le siége de la citadelle de Tortone, à descendre dans la plaine, et en quittant la position défensive de Novi, à être exposés aux charges de la cavalerie ennemie, trois fois plus nombreuse que celle des Français, ainsi qu'à être débordés par leurs ailes au moyen de la plus grande quantité de combattans dont pouvait disposer le maréchal de Souworof; la seconde, que c'est commettre une faute capitale à la guerre,

que de vouloir tenter, avec des forces très-inférieures, de faire lever un siége devant une armée d'observation et de secours. Ne pouvait-on pas aussi reprocher au général Joubert d'avoir trop étendu sa position? ne devait-il pas la concentrer davantage, en assurant aussi davantage sa droite, soit en la fortifiant sur la rive gauche de la Scrivia, soit en faisant éclairer la rive droite de cette rivière, qui était à la disposition des ennemis, et par laquelle ils pouvaient facilement faire couler une ou deux colonnes, pour prendre les Français par derrière? Il paraît aussi que le général français s'était trop peu occupé d'assurer sa retraite, pour laquelle il n'avait que deux issues, dont une sur-tout était susceptible d'être facilement coupée, et qui le fut en effet. Enfin, le général Joubert, qui avait pour but unique de dégager la citadelle de Tortone, et de se mettre en mesure d'être renforcé par l'armée des Alpes, ne devait-il pas attendre de connaître la réussite des différentes attaques que devait faire cette armée? et pouvait-il espérer, en prenant une position défensive à Novi, de remplir aucune de ses vues? Ce qui donne un plus grand poids à cette réflexion, c'est que le général Championet (et le général

Joubert devait en être instruit) mettait en mouvement, dès le 10 thermidor, ce qu'il avait de forces disponibles, pour opérer des diversions par sa droite, sur les places de Coni et de Fenestrelles, et par sa gauche sur le Mont-Cenis, la Novalaise, le Saint-Bernard et la vallée d'Aoste, et que ces différentes attaques, sur toute la frontière des Alpes et du Piémont, qui avaient eu lieu du 26 au 27, les mêmes jours et aux mêmes heures où furent livrés les combats de Zurich, de Saint-Gothard, et la sanglante bataille de Novi, eurent les plus heureux succès. On pourrait en inférer, ce me semble, que, si le général Joubert n'eût pas quitté aussi promptement ses premières positions, il eût pu être renforcé par la droite du général Championet, et que le maréchal de Souworof, nécessairement inquiété par les suites heureuses que pouvaient avoir les premiers succès des Français dans les Alpes, n'aurait pas osé quitter la position d'Alexandrie, ou se serait peut-être cru obligé de se rapprocher de Turin par sa droite, en se maintenant par sa gauche sur Tortone; ce général aurait infiniment affaibli la ligne de defense, et donné aux Français plusieurs chances heureuses à courir.

Mais, si l'on a osé hasarder quelques réflexions sur la conduite militaire du général Joubert dans une circonstance aussi épineuse, on parlera avec plus de confiance des fautes capitales que commit le maréchal de Souworof dans cette journée, qu'il aurait peut-être dû et pu rendre décisive. Pourquoi d'abord laissa-t-il les Français passer les gorges de la Bochetta et venir prendre l'importante position de Novi? La raison d'attirer les Français dans la plaine, afin de faire usage de sa nombreuse cavalerie, ne peut être admise, et on peut encore bien moins lui pardonner, dès l'instant où il se voit forcé, le 15, de livrer la bataille, de l'avoir fait d'une manière aussi imparfaite. Pourquoi, en effet, attendre que ses troupes eussent été repoussées deux fois à sa droite et trois fois à son centre de la manière la plus meurtrière, pour faire marcher le général Melas? tandis, au contraire, que ce général aurait dû naturellement attaquer le premier, soit pour la sûreté de la forteresse de Seravalle, soit par rapport à l'avantage qu'il avait de pouvoir, en faisant filer des troupes sur la rive droite de la Scrivia, en dérober le mouvement aux Français, et dépasser leur droite pour la prendre ensuite en flanc et par derrière au même ins-

tant où le général Krai, favorisé par la supériorité du nombre, eût tenté de tourner la gauche, et où les Russes eussent contenu le centre en l'attaquant en tête; manœuvres qui, en ôtant aux Français les moyens de se défendre et de se soutenir, eussent assuré aux Austro-Russes une victoire très-peu sanglante, et la presque certitude de la dispersion totale de l'armée française, peut-être même de sa retraite dans le comté de Nice ou le département du Var.

Dans la nuit du 27 au 28, le général Moreau, qui avait été obligé de prendre le commandement de l'armée, la fit retirer dans les Apennins; il couvrit sa retraite en occupant le mont Rouge, où le général Saint-Cyr, placé avec sa division, se tenait à portée de défendre, vers la route de Gavi, les accès de la Bochetta; le reste de l'armée se rallia peu à peu et rentra dans ses anciennes positions, où le général Championet ne tarda pas de venir prendre le commandement, le directoire ayant réuni l'armée des Alpes à celle d'Italie.

L'état d'épuisement où se trouvait la Ligurie, les alarmes du gouvernement génois, qui à chaque instant s'attendait à l'arrivée des Impériaux, le défaut de vivres, le manque d'ar-

gent pour payer la solde arriérée des troupes, tout concourait à rendre très-embarrassante et périlleuse la position dans laquelle se trouvait l'armée d'Italie; l'on ne saurait comprendre quelles furent les causes de l'inaction dans laquelle resta alors le maréchal de Souworof, à moins de supposer que la victoire de Novi avait été achetée si chèrement par les Austro-Russes, qu'il ne leur était plus possible de prendre l'offensive: cependant, quand même cette armée eût été affaiblie, comme on le croyait, d'environ quinze mille hommes, elle aurait encore été forte de cinquante-cinq mille combattans, et assez supérieure à l'armée française, comptant à peine sous les armes vingt-cinq mille hommes, découragés par la privation des objets les plus nécessaires à leur subsistance et à leur défense. Jusqu'alors le maréchal de Souworof paraissait n'avoir eu aucune inquiétude sur ce que pouvait faire ou tenter l'armée des Alpes; et, quand même il eût détaché un corps de quinze mille hommes pour rendre inutiles les efforts des Français de ces côtés, il lui en aurait encore resté quarante mille, avec lesquels il eût pu marcher en avant, et, après avoir forcé les défilés de la Bochetta, facilement accabler un ennemi extrêmement affaibli. Au lieu de

mettre à exécution un plan qui l'aurait rendu maître de Gènes et du comté de Nice, le maréchal avait d'abord détaché le général Krai à la tête de son aile droite du côté du Valais par Novare; il avait donné des ordres au général Melas d'observer les Français sur le revers des Apennins, et il marchait avec le centre de son armée vers Asti, pour empêcher la réunion de l'armée des Alpes à celle d'Italie.

Cependant la situation de Gènes devenait toujours plus critique; le général Klenau, qui s'était emparé du fort Sainte-Marie et de Sestri di Levante, s'approchait de ce côté; l'amiral Nelson bloquait le port avec une escadre, sur laquelle se trouvaient quelques troupes de débarquement; les habitans souffraient une véritable famine : ce n'est pas que les Français eussent abandonné cette ville toujours si importante; mais ils n'avaient pas tardé à être attaqués, le 28 fructidor, par le général Klenau, à Recco, poste important à quatre lieues de Gènes : heureusement le général Miolis, dont la division couvrait cette ville, entre Bobbio et la mer, avait arrêté les Autrichiens, et, bientôt après, secondé par quinze cents hommes aux ordres du général Vatrin, qui avait tourné l'aile droite des ennemis par les

hauteurs de Torriglia et de Fontana-Buona, il avait forcé le général Klenau, attaqué en flanc, de se retirer au-delà de Rapallo, après avoir éprouvé une perte considérable.

Ces différens événemens se passaient en Italie, lorsque le général Massena s'était mis en mouvement vers le 23 thermidor (10 août), ayant retardé ses opérations jusqu'à cette époque, malgré les ordres réitérés du directoire; soit qu'il eût calculé la plus grande diligence que pourraient faire les troupes russes pour arriver à l'armée de l'archiduc, soit qu'il préférât de mûrir davantage ses projets et de porter des coups d'autant plus sûrs en les différant, soit que chaque jour augmentât sa force numérique, sans que l'archiduc pût ni l'empêcher ni se procurer le même avantage, soit enfin que le manque de ressources et la difficulté des subsistances eussent retardé ses apprêts, et même découragé une partie de l'armée.

Il entrait dans les projets du général Massena de détacher entièrement son aile droite de son centre, et de rendre ses marches, ses manœuvres et ses attaques absolument indépendantes. Pour opérer cette séparation sans obstacle de la part de l'archiduc, il avait cherché à fixer du côté opposé l'attention de ce prince, en lui déro-

bant, par des attaques très-vives sur le centre de sa position, les renforts qu'il avait donnés au général Lecourbe, et en l'empêchant d'augmenter et de soutenir sa gauche. Ainsi, le 24 et le 25, le général Massena avait fait engager à sa gauche quelques affaires d'avant-postes aux environs de Baden; le 26, il avait porté une colonne au-delà de la Limat, qui avait bientôt répandu l'alarme jusqu'à Zurich, ayant pénétré très-proche de cette ville et sur quelques points des derrières de la ligne.

Pendant cette attaque, les colonnes de la droite, aux ordres du général Lecourbe et au nombre d'environ trente mille hommes, s'étaient ébranlées toutes à la fois, et dirigées sur les principaux postes occupés par les Impériaux. La colonne aux ordres du général Chabran, ayant d'abord réussi à interrompre la communication de l'aile gauche de l'archiduc avec le centre de son armée, avait favorisé le mouvement et les attaques du général Lecourbe sur Schwitz et sur tout le cours de la Reuss, depuis Altorff jusqu'au Saint-Gothard, dans un développement de front d'environ vingt lieues communes. Ainsi le même jour, 28 thermidor (15 août), quarante-huit heures seulement après le commencement du mouve-

ment général d'offensive, le général Lecourbe, maître du Saint-Gothard et de tout le cours de la Reuss, avait rétabli ses communications avec le haut Valais, où la division Thureau, ayant effectué sa jonction avec la colonne de droite, avait rejeté au-delà du Simplon, battu, détruit, pris ou dispersé tous les postes autrichiens. En vain le gros des Autrichiens, en se retirant d'Urseren sur Dissentis, s'était-il rallié sur les montagnes du Crispalt, d'où il pouvait redescendre dans la vallée et fermer l'entrée des Grisons par les sources du Rhin, le général Lecourbe ayant fait tourner le Saint-Gothard par Rivolo, pendant qu'il marchait par le lac d'Oberalp, les Autrichiens, malgré leur courageuse résistance, avaient été entièrement défaits, et ce ne fut qu'en bien petit nombre qu'ils étaient parvenus à achever leur retraite sur Dissentis.

Cependant l'archiduc, qui n'avait quitté ni sa position centrale, ni son quartier de Klainlen, s'était hâté de recueillir et de soutenir, sur la ligne de la Limat, son aile gauche entièrement enfoncée, et il avait forcé de moyens pour rapprocher de lui les premières colonnes russes; en même temps, pour rappeler l'attention du général Massena à sa gauche, il avait

feint de vouloir forcer le passage de l'Aar au-dessous de Baden; mais il n'avait pu réussir à établir un pont sur cette rivière: ainsi l'armée du général Massena avait concouru par de grands succès à l'exécution du nouveau plan d'offensive générale; et l'on est fâché de ne pouvoir pas ici faire partager à ses lecteurs le vif intérêt de cette suite de marches et de combats au moyen desquels les Français réussirent à remplir leur but: les bornes de cet ouvrage nous permettent à peine de recueillir et de fixer les résultats de toutes les scènes qui se passèrent hors du théâtre de l'Italie. [1]

Tels avaient été les mouvemens et les attaques des armées de la Suisse, des Alpes et de l'Italie, lorsque, le 7 fructidor (24 août), les troupes que devait commander le général Moreau sur les bords du Rhin, exécutèrent, sous les ordres du général Muller, l'opération concertée pour diviser l'attention de l'archiduc, en retirant de la rive droite du Rhin et des bords du Necker et du Mein, les ressources que devait y trouver la nouvelle armée impériale, et en tâchant de s'assurer des places et des postes qui pouvaient le plus favoriser son

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

ralliement et ses marches vers le Bas-Rhin.

Sur la première nouvelle des mouvemens des Français vers la Souabe, l'archiduc avait fait partir de Schaffouse huit bataillons d'infanterie autrichienne; mais un secours plus considérable, sans lequel les Français auraient pu faire de très-grands progrès, fut la levée en masse des paysans, appelés par les proclamations de l'électeur de Mayence à la défense de leurs foyers, et organisés par le baron d'Albini.

Cependant le général Muller, après avoir investi Philisbourg, avait commencé, dans la nuit du 19 au 20 fructidor (5 au 6 septembre), à bombarder très-vivement cette ville.

Ce fut sans doute cette nouvelle agression sur le bas Rhin, qui, jointe aux succès de la droite de l'armée française en Suisse, aux positions qu'occupait l'armée d'Italie, aux mouvemens que faisait l'armée de Alpes, et à l'arrière-saison qui s'avançait, que l'on dut les grands changemens que les généraux alliés dûrent apporter dans leur premier plan, en l'étendant davantage.

Ainsi l'archiduc ne pouvant plus reprendre tout de suite ses anciennes positions dans les hautes Alpes, ne pouvant recouvrer les avantages perdus, en sacrifiant au salut de l'armée

d'Italie et à la gloire du maréchal de Souworof, la partie de son armée qui était destinée à percer dans la vallée de l'Aar; n'ayant plus assez de forces pour obliger le général Massena à quitter sa position inexpugnable, afin de couvrir la partie la plus faible des frontières de la France, ce prince crut devoir se disposer à agir sur ses flancs, et, considérant la Suisse entière comme un seul point où les Français avaient porté la plus grande partie de leurs forces, il projeta de faire tourner du côté de l'Italie et de tourner lui-même du côté du bas Rhin, cette masse de montagnes, ce théâtre ensanglanté, épuisé, dépeuplé, où sa nombreuse cavalerie ne pouvait plus ni subsister ni agir.

En conséquence le général Krai, déjà parvenu à Milan, avait été rappelé sous les murs d'Alexandrie; le maréchal de Souworof s'était mis en marche avec ses Russes, pour se rendre en Suisse, et s'y mettre à la tête de tous les soldats de sa nation, à la solde de l'Angleterre, auxquels devait se joindre le corps du prince de Condé; une armée impériale et de l'Empire, forte de soixante mille hommes, s'était rassemblée en Souabe sous les ordres de l'archiduc, et l'on avait confié au général Me-

las les troupes autrichiennes, chargées d'expulser entièrement les Français de l'Italie. Ainsi, la défense active et soutenue des Français, malgré les revers constans et les pertes immenses qu'ils avaient faites en hommes et en munitions de tout genre, semblait avoir fait évanouir des projets que les pertes non moins considérables des alliés avaient rendus inexécutables, sans que, pour le gouvernement français, ou pour la coalition des puissances, il en fût résulté aucun avantage décisif.

Mais pendant que l'on s'était battu en Italie, sur les Alpes, en Suisse et sur les bords du Rhin, les Anglais avaient préparé une grande diversion, en tentant le rétablissement du sthatouderat; le succès de cette vaste entreprise assurait aux alliés les moyens de rouvrir la campagne dans les Pays-Bas avec une armée anglaise, russe et sthatoudérienne, de fomenter le mécontentement des Belges, de devenir, par la possession de toutes les colonies et de la marine hollandaises, maîtres des conditions de la paix, de pouvoir fermer l'Escaut, et mettre entre la France et la Hollande une séparation politique, seule garantie de son influence sur le continent. En conséquence, le 26 thermidor (13 août), l'amiral Mitchel

avait appareillé de la rade des Dunes, avec environ cent trente bâtimens de transport; une seconde division devait le suivre, et compléter en Hollande le débarquement d'environ vingt-sept mille Anglais, qui devaient être joints par vingt mille Russes. La Hollande alors pouvait compter environ vingt mille hommes de troupes nationales, et huit à dix mille Français, sous les ordres du général Brune ; celui-ci, à la nouvelle de l'agression de l'armée anglo-russe, après avoir pourvu d'abord à la défense de la Zélande, avait chargé les généraux hollandais Daendels et Dumonceau, l'un de la défense des côtes de la province de Hollande, l'autre de celle des provinces de l'Est, et il avait conservé pour lui une réserve prête à se porter sur tous les points menacés. A cette époque, les amis exagérés de la liberté s'étaient réunis au directoire, et les amis de la maison d'Orange avaient attendu en silence un succès décisif pour se déclarer.

De son côté, le gouvernement batave avait mis beaucoup d'ordre et de nerf dans les apprêts de sa défense, et il n'avait négligé aucun moyen d'en assurer le succès. Après avoir été contrariée par les vents, la première division des Anglais avait débarqué le 10 fructidor

(27 août), vers la Nort-Hollande, malgré les efforts du général Daendels, vers lequel se portèrent bientôt, à marches forcées, des renforts de troupes françaises et bataves, dès l'instant où il n'y eut plus d'incertitude sur le point de l'attaque. Le général Brune arriva à Alkmaer le 16, et la division française prit poste à la gauche de la ligne.

Le général Albercombrié venait d'achever son débarquement sur la presqu'île du Helder; ce fut alors, et sans qu'on en eût eu aucun soupçon, qu'éclata dans la flotte hollandaise une insurrection, préparée sans doute de longue main par les Anglais et les Orangistes, iusurrection qui fut tellement violente, que, dans la nuit du 12, les matelots s'armèrent, s'emparèrent des écoutilles et de la Sainte-Barbe, déchargèrent les pièces, jetèrent à la mer les boulets et les gargousses, forcèrent l'amiral Story, le 13, d'arborer le pavillon d'Orange, et de se déclarer prisonnier de guerre, ainsi que tous les officiers.

Dès lors, il ne resta plus au gouvernement batave que quelques vaisseaux dispersés dans les ports de la Zélande : ce ne fut pas une chose peu extraordinaire de voir les Hollandais, sans marine, défendre eux-mêmes par terre

les approches d'Amsterdam, faire une guerre aussi nouvelle que meurtière dans le pays qui se prête le moins aux combinaisons et à l'application des principes de l'art militaire, et dans lequel on vit quatre-vingt mille hommes prendre des positions, et se livrer bataille au milieu d'un labyrinthe de digues et de canaux.

Du 17 au 18 fructidor (3 au 4 septembre), le général Brune avait concentré ses forces en avant d'Alkmaer, en plaçant sa gauche vers la mer, en occupant Saint-Pankras à son centre, et refusant un peu son aile droite. Les Anglais n'ayant encore reçu qu'une partie de la division du duc d'Yock, et attendant les Russes qui étaient retenus par les vents contraires à Yarmouth, s'étaient retranchés derrière le Zyp avec dix-sept mille hommes, et évitaient tout engagement sérieux avant la réunion des forces alliées. Le général Brune, au contraire, ayant rassemblé environ vingt-cinq mille hommes, avait cru le moment favorable, et avait fait attaquer les Anglais le 23 fructidor (9 septembre), à la pointe du jour, derrière leurs retranchemens; mais le feu meurtrier de deux frégates et deux bricks embossés sur la côte, ayant pris en flanc les Français dès l'instant

où ils furent parvenus sur le revers de la digue, les avait forcés de renoncer à pousser plus loin leur attaque; et, celles du centre et de la droite n'ayant pas été plus fructueuses, l'armée française et batave avait repris son ancienne position. Le même jour, le prince héréditaire avait fait inutilement des tentatives, des proclamations et des sommations sur deux points très-éloignés l'un de l'autre, vers les frontières de l'Over-Issel.

Cependant l'armée alliée se trouvant rassemblée et forte à peu près de trente-cinq mille hommes, le duc d'Yorck avait cru qu'il ne devait pas perdre un instant pour attaquer les Français avant qu'ils eussent reçu les renforts qui leur venaient de la Belgique et du bas Rhin: en conséquence, il avait fait ses dispositions avec une grande précipitation; les troupes russes avaient été réparties entre la droite, où elles formaient la tête de la colonne, soutenue par les Anglais, et le centre, où elles étaient mêlées avec eux.

La colonne de droite, commandée par le général russe Hermann, se trouvait opposée à la gauche des Français, commandée par le général Vandame; le centre des Bataves était aux ordres du général Dumonceau, leur droite

sous ceux du général Daendels; le duc d'Yorck et le jeune prince d'Orange étaient à la tête du centre et de la gauche de l'armée des alliés; le général Albercombrie, à la tête de sept mille hommes, devait s'emparer de Hoorn, et marcher sur les derrières de la droite des Hollandais, afin de l'envelopper au moment où les Russes auraient réussi à culbuter la gauche du général Brune, et l'auraient séparée de la mer.

Le 2e jour complémentaire (18 septembre), le général Albercombrie s'était emparé de Hoorn; le 3e jour, à cinq heures du matin, le général Hermann avait attaqué et fait replier les avant-postes français qui étaient à Kamp et à Grool; il s'était ensuite porté en avant pour envelopper la division Vandame, et s'était emparé de Schoorl-Damm, et bientôt après de Bergen, village autour duquel il y a de très-beaux bois, où les Français se concentrèrent: dès cet instant, le centre de la ligne de bataille de l'armée franco-batave se trouvait déjà dépassé par les Russes, tandis que le duc d'Yorck l'attaquait de front. Dans cette position, le général Brune avait fait marcher au secours du général Vandame l'arrière-garde de la division Dumonceau, et rapprocher du centre, qui s'affaiblissait, la division Daendels; dès-

lors la colonne russe, qui s'était trop avancée, avait été attaquée sur ses deux flancs sans pouvoir communiquer avec le centre; le village de Bergen avait été repris à la baïonnette; en vain les Russes s'étaient battus en désespérés, ils avaient été rompus, dispersés, et la colonne du général Hermann, fait lui-même prisonnier, après avoir perdu son artillerie, avait été presque entièrement détruite. Pendant ces avantages contre la droite des alliés, le centre, obligé de soutenir les efforts des Anglais et de les empêcher de se réunir à leur droite, avait été dans un grand danger; et la droite, après avoir résisté jusqu'à deux heures, avait été dépassée; mais elle s'était ralliée, et, vers la fin de la journée, elle avait recommencé à combattre, et s'était emparée des postes et des batteries qu'elle avait été forcée d'abandonner. Les différentes attaques de l'armée des alliés ayant aussi mal réussi, le général Albercombrie avait été obligé d'évacuer Hoorn dans la nuit du 4e complémentaire, et l'armée anglo-russe de rentrer dans ses retranchemens du Zyp. Les Français et les Bataves avaient aussi repris les mêmes postes qu'avant la bataille. Ce succès avait commencé à dissiper les inquiétudes qu'on avait à Amsterdam, et l'arri-

vée de soixante et dix chaloupes canonnières françaises vinrent y rassurer entièrement sur la défense du Pampus.

En convenant que dans la position où se trouvait le duc d'Yorck, il ne devait pas hésiter d'attaquer, on fut généralement d'accord pour blâmer la précipitation avec laquelle il crut devoir mettre en action les dernières troupes débarquées, sur-tout les Russes. Rarement les hommes qui ne sont point accoutumés à la mer, retrouvent-ils, au moment où ils touchent la terre, leur force et leur agilité: l'ardeur avec laquelle les Russes poursuivirent les Français, dut encore les fatiguer et les désunir à mesure qu'ils avançaient; tandis que les Français, qui connaissaient le terrain, son uniformité, ses coupures, et qui se concentrèrent en se retirant, dûrent acquérir des avantages. On reprochait aussi au général anglais d'avoir uniquement compté sur l'attaque de sa droite, et d'avoir trop affaibli sa gauche en détachant le général Albercombrie; celui-ci, d'ailleurs, ne pouvait espérer des succès qu'autant que la gauche et le centre de l'armée gallo-batave seraient défaits: le duc d'Yorck ne pouvait donc pas se permettre d'affaiblir autant sa gauche, dans l'espoir de profiter de la victoire

avec une réserve fraîche et déjà portée en avant de la ligne, mais dont le secours pouvait être nécessaire pour l'obtenir.

Achevons ce tableau de l'expédition des Anglais et des Russes contre la Hollande, avant de terminer celui des entreprises des Russes et des Autrichiens contre les Français en Helvétie et en Italie.

Depuis la bataille de Bergen jusqu'au 9 vendémiaire (1er octobre), il ne s'était rien passé d'important entre les deux armées; celle anglo-russe avait rétabli et renforcé sa droite appuyée à la mer; celle franco-batave, en attendant les renforts qui lui arrivaient de la France et de la Hollande, avait couvert sa gauche de plusieurs retranchemens, sur-tout en avant du village de Bergen; le centre et la droite étaient presque inabordables, et la défense générale du front d'autant plus avantageuse, que l'armée, pour l'attaquer, passait tout à coup d'une disposition d'attaque trop divergente à l'excès contraire; car en dépassant la position d'Alkmaer, au lieu de pouvoir se déployer, elle était obligée de doubler ses lignes, et de resserrer l'intervalle de ses colonnes, désavantage d'autant plus grand, que, dans le cas d'une retraite, le terrain s'ou-

vrant dans le sens inverse, nuit au ralliement au lieu de le favoriser.

Ce fut le 10 vendémiaire (2 octobre), que le duc d'Yorck se décida à attaquer de nouveau, avec la totalité de ses forces, en portant encore une fois son principal effort contre le centre de l'armée gallo-batave; dans ce premier choc, les avant-postes de celle-ci furent d'abord chassés de Groel, de Kamp, de Schorel et de Schoreldan; après ce premier avantage, le combat s'était engagé plus sérieusement en avant de Bergen, où le général Gouvion avait tenu ferme contre les attaques du général Dundas, quoique déjà dépassé par le général Albercombrie, qui cherchait à tourner Alkmaer, en passant par Egmond sur mer; en même temps le général Vandame, qui ne montrait pas moins de courage que le général Gouvion, avait arrêté les Anglo-Russes, et ce n'avait été que la nuit du 10 au 11, après les combats les plus sanglans et les charges les plus vigoureuses à la baïonnette, que ces deux postes avaient été évacués. Le centre de l'armée franco-batave, ayant aussi été obligé de se replier, le général Brune avait pris alors une nouvelle position très-forte et plus resserrée que la première, la gauche à Wyk-op-Zée,

sur le bord de la mer, et le centre à Kyommen-Dieg, derrière l'étang; dans ce mouvement, la droite, aux ordres du général Daendels, s'était retirée à Purmerand et à Monikendam, derrière les inondations du Schermer. Le général Brune s'était affermi dans cette excellente position, et y avait reçu un renfort assez considérable de troupes françaises. Pendant les journées du 12 et du 13, les deux armées prirent quelque repos; mais, dès le 14 au matin, le duc d'Yorck fit attaquer, pour la troisième fois, tout le front de la ligne gallo-batave; il espérait, sans doute, repousser encore cette armée, et l'obliger à se retirer au-delà de Harlem; cependant il fut trompé dans son attente : d'abord les Russes parvinrent jusqu'à Castricum, où l'action s'étant généralement engagée, le sort des armes ne tarda pas à changer; au moment où les troupes gallo-bataves attaquaient à leur tour celles des alliés, le général Brune, saisissant un moment favorable pour charger à la tête de sa cavalerie, rompit la ligne des ennemis, qui, ne pouvant plus se réunir, ni se maintenir sur le terrain qu'ils avaient gagné, après une perte très-considérable, furent repoussés au-delà de Backkum.

Après avoir combattu jusqu'à la nuit, l'ar-

mée franco-batave était rentrée dans sa position de Beverwick, et les résultats de cette victoire, peu importante en apparence, avaient cependant été infiniment avantageux, puisque du succès de cette attaque dépendait la réussite d'une entreprise aussi majeure que difficile, les moyens de faire subsister une armée, qui ne pouvait recevoir que par la voie de la mer tout ce qui lui était nécessaire, et qu'enfin la saison devenant toujours plus avancée, la navigation périlleuse du Texel ne permettant plus de prolonger le service des convois, le duc d'Yorck avait été obligé de capituler le 26 vendémiaire (18 octobre). Ainsi, les obstacles qui s'étaient opposés à la réunion des quatre divisions anglaises et russes, successivement portées au Helder, la trop grande précipitation du duc d'Yorck dans ses premières attaques, la faute d'avoir affaibli ses forces à la bataille de Bergen, en se privant de la colonne confiée au général Albercombrie; enfin, la sagesse du plan de défense adopté et suivi par le général Brune, avaient concouru simultanément à faire échouer l'expédition maritime, la plus considérable qui eût été tentée par les modernes, expédition qui paraissait devoir, non seulement changer la for-

me du gouvernement en Hollande, mais aussi avoir les conséquences les plus importantes, soit par rapport à la continuation de la guerre, soit pour le rétablissement de l'équilibre politique au moment de la paix générale.

Cependant les tentatives des Anglais et des Russes contre la Hollande avaient fort accru les embarras du directoire français, en l'empêchant de former son armée du Rhin, de manière qu'elle pût agir offensivement, se soutenir sur la rive droite, et sur-tout vivre aux dépens de l'Empire; le général Muller, qui n'avait pu faire qu'une diversion, ne pouvait pas se soutenir devant l'archiduc, qui s'approchait avec des forces supérieures, tandis que la sortie de ce prince de la Suisse, avec la plus forte partie de l'armée autrichienne, n'avait pas procuré au général Massena tous les avantages que l'on paraissait devoir espérer.[1] Après avoir occupé le canton de Glaris, et embrassé les lacs de Zurich et de Vallenstadt, le général Massena n'avait plus eu les forces suffisantes pour attaquer le général Hotze dans ses excellentes positions, ni pour tourner l'armée austro-russe, afin de l'arracher de Zurich,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

sans courir les risques de se voir séparé d'avec son aile droite; peut-être cependant le général français aurait il pu saisir le moment où les Russes venaient remplacer les Autrichiens, et où les nouveaux officiers qui arrivaient, ne connaissant ni le terrain, ni les postes, ni les positions, et n'ayant calculé ni éprouvé leur importance, ne pouvaient savoir comment s'opposer à un nouvel effort qu'auraient tenté les Français contre la droite et le centre de ce formidable camp de Zurich.

Du côté de l'Italie, le déplacement des troupes russes n'avait pas été plus avantageux aux Français, que celui des Autrichiens en Suisse, et le mouvement du maréchal de Souworof, quoique très-hardi devant un ennemi actif et entreprenant, avait été exécuté avec sagesse et succès.

D'abord, après la reddition de Tortone, toute la partie de l'armée du général Krai, qui était campée à Bozzolo di Formigaro et à Rivalta, avait marché vers Coni par Feliciano et Alba, et l'armée du général Melas, forte d'environ cinquante mille hommes, s'était rassemblée, vers les derniers jours de fructidor, à Bra sur la Sture; c'était une position centrale entre les Alpes et les Apennins, très-bien

choisie pour s'opposer aux progrès du général Championet, et à la réunion qu'il tentait d'opérer en avant de Coni, avec l'armée dont le général Moreau lui laissait le commandement dans les états de Gènes.

Le quartier général de l'armée des Alpes était alors proche de Pignerol; un corps d'environ sept mille hommes, parti des environs de Suse, s'avançait sur Turin, la gauche de l'armée marchait sur Ivrée, où se trouvait la droite des Autrichiens. A la faveur de ces mouvemens, qui menaçaient les Impériaux et la place de Turin, le général français s'était porté près de Stafarde, si célèbre par la victoire de Catinat en 1690; mais vainement avait-il voulu pénétrer plus avant, repoussé de Savigliano et de Fossano, il avait été forcé de se retirer sur Maira, du côté de la vallée de Château-Dauphin; tandis que la colonne qui s'était portée sur Turin, avait été contrainte de rétrograder sur Suse : [1] il ne s'était rien passé du côté de Gènes. Mais, au moyen de ces différentes manœuvres, les généraux Krai et Melas avaient su couvrir et assurer la marche des Russes, qui se hâtaient d'atteindre les passages du mont Saint-Gothard.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

L'effet que le gouvernement français s'était promis de ce dernier mouvement de son armée des Alpes, était sans doute de retenir le maréchal de Souworof en Italie, ou de réunir les armées des Alpes et d'Italie dans les plaines du Piémont, afin d'y prendre l'offensive, ou de faciliter la défense du pays de Gènes, où les Français souffraient beaucoup par rapport à la difficulté des communications. Aucun de ces buts ne furent remplis; l'armée des Alpes était trop faible pour distraire les alliés du siége de Tortone et les retirer des positions dans lesquelles ils resserraient l'état de Gènes; et au moment où elle eût été suffisamment augmentée par le rassemblement des conscrits, au lieu de tenter des diversions, il eût beaucoup mieux valu en renforcer l'armée du général Joubert. Enfin, les dernières tentatives de l'armée des Alpes avaient été trop tardives, et faute de les avoir concertées avec celles de l'armée d'Italie, vers le 23 fructidor (9 septembre), le corps d'observation du général Krai remporta des avantages qu'il n'aurait pu ni dû espérer; car, dans le cas d'une attaque simultanée des deux armées françaises, le général autrichien aurait été obligé de perdre l'un ou l'autre appui de ses ailes: aussi le manque de concert favorisa-

t-il le général Krai, qui sut en profiter avec célérité et précision, afin de se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts qui devaient remplir le vide causé par le départ de l'armée russe. Ainsi, faute d'activité, de plans sagement conçus, de prévoyance ou d'habileté à saisir l'à-propos, les Français assurèrent les nouveaux succès des Autrichiens en Italie; ils avaient laissé échapper le moment favorable, et n'avaient pas su profiter de celui de la faiblesse des Impériaux, faiblesse qui avait été assez indiquée dès le 22 fructidor (8 septembre), par la marche de la première colonne russe sur Novare.

Heureusement le général Massena répara en partie ces légèretés de conduite, en diminuant par ses succès ceux que pouvaient espérer les alliés de leur nouvelle combinaison d'attaque, sans cependant empêcher entièrement les nouveaux malheurs qu'éprouvèrent encore les armées des Alpes et d'Italie. Depuis le succès des attaques du général Lecourbe, le general Massena resserrait la gauche de l'armée des alliés pour attaquer le centre avec plus d'avantage; il venait de porter en avant le général Lecourbe; il cherchait à pénétrer et à tourner entièrement par la vallée des Grisons, les posi-

tions qui couvraient la ligne du général Hotze, et se préparait ainsi à une attaque générale; les nouvelles de la marche du général Souworof, en précipitant ses dispositions, l'avaient décidé à ne pas perdre un instant pour attaquer. En conséquence, l'objet des premières manœuvres du général Massena avait été de déposter le général Hotze, afin de le séparer du général Jellachick, de rendre impossible toute jonction avec le maréchal de Souworof par les cantons de Schwitz et de Glaris, et d'attaquer le centre avec plus de confiance quand les derrières seraient menacés. Le général Hotze, surpris par une attaque aussi inopinée, veut courir aux avant-postes; il est tué. Jamais une armée n'avait perdu un général dans un moment où ses talens et la connaissance particulière du terrain difficile sur lequel il se trouvait fussent plus nécessaires; aussi, après cette perte irréparable, cette aile gauche se trouva-t-elle, du 3 au 4 vendémiaire (25 au 26 septembre), entièrement battue, dispersée, repoussée et séparée du centre de l'armée, dont le flanc gauche et les derrières restèrent découverts.

Les attaques contre Zurich n'avaient pas eu moins de succès, le carnage avait été affreux, la défaite entière, l'artillerie et les bagages

perdus. Une forte arrière-garde renfermée dans Zurich n'ayant pas voulu se rendre, la ville, vainement sommée, avait été emportée l'épée à la main, et les Français étaient entrés dans Zurich en marchant sur les cadavres de leurs ennemis, qui remplissaient les fossés de cette place. Le prince Korsakou s'était retiré alors, trop tard sans doute, sur Schaffouse ; mais les Français, maîtres de la position de Zurich, des deux rives du lac et du cours de la Glatt, avaient poursuivi, sur les deux directions de Saint-Gall et de Schaffouse, les Russes et les Autrichiens séparés, et les avaient contraints de passer le Rhin, et de mettre entre eux le lac de Constance.

Pendant que le général Massena remportait de si grands avantages, le maréchal de Souworof, après avoir repoussé, le long de la Reuss jusqu'à Altorff, la brigade du général Gudin, était arrêté par le général Lecourbe, qui, bientôt après, secondé par le général Massena en personne, à la tête de quinze mille hommes, avait forcé le généralissime russe à se retirer dans la vallée des Grisons, abandonnant ses blessés, son artillerie et ses bagages. Néanmoins ces succès réitérés n'avaient pas encore terminé entièrement l'affaire ; pendant

que le maréchal s'efforçait vainement d'opérer la réunion des deux corps d'armée, les alliés avaient repassé le Rhin et se portaient sur Vintherthur; mais, à la nouvelle de ce mouvement, le général Massena s'étant hâté de passer de la droite à la gauche de son armée, avait rencontré les alliés, le 15 vendémiaire (7 octobre), entre la Thur et le Rhin, les avait chargés, et après avoir divisé leurs colonnes à peine réunies, les avait forcés de repasser ce fleuve : trois fois dans cette journée la ville de Constance avait été prise et reprise, et les soldats de la république avaient fini par en rester les maîtres. Là finit la bataille de Zurich, qui, depuis les premières attaques des postes avancés, avait duré quinze jours entiers. Il serait difficile d'évaluer exactement la perte des deux armées pendant ces quinze jours; on s'éloignerait peu cependant de l'exacte vérité en l'estimant à quarante mille hommes tués, blessés et prisonniers.

Dès que l'archiduc reçut, à son quartier-général sur le bas Rhin, la nouvelle de la bataille de Zurich, et qu'il fut informé que les généraux français faisaient filer des troupes vers Strasbourg et Bâle, il se mit en marche avec la plus grande partie de celles à ses ordres,

et il arriva du 15 au 16 vendémiaire (7 au 8 octobre), dans la haute Souabe, où il concentra ses forces dans une forte position. La Suisse se trouvait donc presque entièrement évacuée. Les Français menaçaient de rentrer dans les Grisons; le général Muller avait repassé le Rhin, et s'était reporté sur Francfort, Heidelberg et Manheim. Quant à l'Italie, les armées françaises n'y étaient pas aussi heureuses, quoiqu'elles y combattissent journellement, depuis le val d'Aoste jusqu'au golfe de la Spezia: la cour de Vienne, convaincue que c'était surtout dans la péninsule qu'elle avait intérêt de soutenir ses premiers succès, s'était décidée à retenir, à tout prix, des conquêtes chèrement achetées; ainsi, dès que la marche de l'armée russe eût été résolue, elle s'était arrêtée au parti très-sage de porter tous ses efforts sur les ailes, et de rester vis-à-vis de la Suisse dans un état d'observation passive; en conséquence, tous les renforts des troupes autrichiennes qu'on put recueillir dans la Carinthie, le Tyrol, l'état de Venise, furent dirigés vers les armées des généraux Melas et Krai.

Ces généraux, réunis à l'affaire de Fossano, s'étaient séparés depuis; le général Melas cherchait à former l'investissement de Coni, que

les Français, maîtres des hautes vallées, rendaient très-difficile; tandis que le général Krai se portait, avec un gros corps d'infanterie, dans la vallée d'Aoste, et forçait les Français à repasser le mont Jouves. La belle défense d'Ancône par le général Monnier, celle de Rome, de Civita-Vecchia et de quelques autres points, occupaient une division autrichenne sous les ordres des généraux Ott et Frœlich; le général Klenau continuait de resserrer Gènes du côté de la rivière du Levant, et poussait ses postes jusqu'à Rapallo.

Le seul but du général Melas devait être de prendre Coni, afin d'ôter aux Français cette clef du Piémont; et ceux-ci devaient faire d'autant plus d'efforts pour la conserver, qu'elle étendait et affermissait la base de leur défensive du pays de Gènes. Le général Championet, pour être plus à portée de veiller sur sa gauche, avait porté son quartier-général à Finale; celui du général Melas se trouvait à la Trinité, entre la Sture et le Tanaro; les Autrichiens, qui avaient poussé leurs postes jusqu'au débouché de la vallée de Maira, s'étaient hâtés d'avancer l'investissement de Coni par leur gauche, en entrant dans le val de Pesio, pendant que les Français inquiétaient leur flanc

droit du côté de Savigliano. En même temps, le général Klenau avait reçu les ordres de s'avancer sur Gènes; mais le général Saint-Cyr l'avait bientôt forcé d'abandonner sa position de Rapallo, et de rétrograder jusqu'à celle de la Spezia et de Sarzanne.

D'un autre côté, les Français descendant des hauteurs de Saravalle, avaient attaqué, à Rivalla, le corps du général Karazey, et avaient paru vouloir percer du côté de Plaisance, et faire concorder ces mouvemens avec ceux qui, par la Suisse, menaçaient le Milanais. Ces différentes diversions avaient été sans effet, et n'avaient pas empêché le comte de Melas de rassembler, entre la Sture et le Tanaro, l'armée destinée au siége de Coni, d'en presser les apprêts, et de resserrer cette place.

Le général Championet, de son côté, après avoir confié la défense de la Ligurie au général Saint-Cyr, avait rassemblé à Coni tout le reste de ses forces, et s'y était porté en personne dans le dessein de livrer bataille au général Melas; son plan était d'envelopper l'aile droite de l'armée autrichienne du côté de Fossano et de Savigliano, de lui couper ses communications avec ses magasins de Bra et de Turin, et de forcer le général Melas à com-

battre dans une position désavantageuse, ou à s'éloigner de Coni. Ce plan d'attaque était combiné avec les mouvemens que devait faire le général Duhem par la vallée de Suse, en conduisant une colonne sur Pignerol et Saluces. Afin de mieux cacher son dessein, le général Championet avait d'abord manœuvré par sa droite, en faisant attaquer Mondovi et bloquer Ceva; le même jour, les divisions françaises de la gauche et du centre s'étaient portées en avant sur la rive gauche de la Sture, jusqu'à Centallo, Savigliano et Fossano; enfin, le 10 brumaire (1er novembre), tandis que le général Fressinet s'emparait des retranchemens de Castelleto, le général Duhem attaquait et emportait les postes retranchés des Autrichiens à Pignerol.

Jusque là l'avantage avait été du côté des Français, qui, parvenus à rompre les lignes d'investissement et à faire beaucoup de prisonniers, se disposèrent à profiter de ce premier succès; mais dès l'instant où le général Melas eut pénétré les desseins du général français, il porta la plus grande partie de ses forces à son aile droite, proche le camp de la Trinité, fit évacuer Mondovi, refusa son aile gauche, et forma le projet d'envelopper lui-même celle

de l'armée française. Pendant ces mouvemens des Autrichiens, le général Championet, croyant nécessaire de contenir leur gauche, afin de favoriser le déploiement de ses colonnes vers Savigliano, après avoir fait attaquer et prendre Mondovi et Benette, avait fait suivre le cours du Pesio jusqu'à Carri, afin d'inquiéter le flanc gauche et même les derrières de l'armée autrichienne. Dès-lors le général Melas avait abandonné ses retranchemens entre la Sture et le Tanaro, à Sainte-Marguerite et Marozzo, et avait achevé son mouvement rétrograde sur la rive gauche de la Sture, en prenant une position oblique, sa gauche appuyée à Fossano, et sa droite à Marenne, au-dessous de Savigliano, que le général français Grenier occupa le 12, à deux heures après midi. Les deux armées se trouvèrent en présence entre les rivières de Grana et celle de Sture; le général Melas, en étendant sa droite, avait éloigné les Français de Coni, et s'était choisi un champ de bataille où il pouvait tirer parti de sa nombreuse cavalerie.

Le 13 brumaire (4 novembre), les divisions des deux armées se formèrent et se mirent en marche en même temps. L'action commença par celle du général Grenier, qui marchait sur

Marenne; le choc fut long, meurtrier et opiniâtre: enfin le général Grenier, forcé de céder au nombre, sur-tout en cavalerie, se retira en bon ordre sur Savigliano; mais bientôt après, attaqué dans ce poste par deux nouvelles divisions autrichiennes, le général français fut obligé de se jeter sur son flanc droit, du côté de Gènes.

L'attaque croisée sous le feu de la place de Fossano ne fut pas moins vive; trois fois les Impériaux furent repoussés; mais, malgré cette résistance, la perte de Savigliano força le général Championet de retirer cette division sur Valdigio, qui était le centre de la position des Français. Le général autrichien l'y attaqua vers les deux heures après midi, et il était sur le point d'y envelopper les Français, lorsque le général en chef se décida à faire retirer son aile gauche sur Centale, et sa droite vers Ronchi et Morazzo.

Au moment où les Français se retiraient sur Centale, le général Duhem, qui, après une marche forcée et très-pénible, était arrivé trop tard, avait cependant attaqué Savigliano, où, bientôt instruit de la position des deux armées, il avait rétrogradé sur Saluces. Ne rencontrant plus d'obstacles, le général autrichien avait

rassemblé ses colonnes devant Centale; heureusement pour les Français, la nuit était venue mettre fin à des combats où ils avaient éprouvé de si grandes pertes, ayant toujours été pressés et débordés par la cavalerie, secondée par le feu de l'artillerie, dont elle soutenait les positions successives de concert avec les mouvemens et les attaques des colonnes d'infanterie.

Ainsi trompé dans tous ses projets, le général Championet avait jeté une partie de sa gauche dans le val de Grana; la division Grenier ayant traversé Coni, était allée camper à San Dalmazzo; six cents hommes avaient été pris à Ronchi; un corps considérable avait été obligé de mettre bas les armes à Morazzo; le général Victor, qui formait la droite avec sa division, s'était réuni à celle du général Lemoine, près de Mondovi; enfin, quelques troupes dispersées avaient gagné le camp retranché à la Madona-del-Almo.

Après cette bataille, où les Français avaient perdu environ huit mille hommes, le tiers de leur force active disponible, le général Championet se trouvait à la tête d'une armée séparée en trois corps; l'un sous Coni, l'autre couvrant sa retraite par le col de Tende, le troisième sous

Mondovi, pouvant se retirer par la vallée du Tanaro; tandis que le général Melas, après avoir remporté une aussi importante victoire, se trouvait en mesure de former l'investissement de Coni du côté de l'ouest, et d'en commencer le siége; mais, avant de l'entreprendre, il avait voulu profiter de tous ses avantages, en éloignant de cette place les différentes parties dispersées de l'armée française.

En conséquence, les Autrichiens s'emparèrent de Démon, des Barricades et du poste de l'Argentière. Le général Krai poursuivit le général Duhem, qui se retirait par Suse sous Briançon ; les divisions restées à Mondovi étaient repoussées d'abord à Garezzio, ensuite à Ormea, d'où elles étaient obligées de se porter dans la Ligurie : enfin le général Melas, voulant ôter tout espoir de secours à la ville de Coni, et achever de forcer les Français à se jeter sur les revers des Alpes et des Apennins, faisait attaquer le général Grenier, et le forçait à se retirer sur le col de Tende.

Après tous ces différens succès, le général autrichien n'avait pas tardé à faire commencer le siége; plus de sept mille travailleurs avaient été employés aux tranchées et aux batteries ; on avait détourné les eaux pour rendre inutiles

les moulins du fort; plus de deux cents bouches à feu avaient été destinées à foudroyer la ville. Dans la nuit du 5 au 6 frimaire (26 au 27 novembre), les tranchées avaient été ouvertes à quatre cents pas du chemin couvert; dès le 10, la première parallèle et les chemins de communication avaient été entièrement achevés; dans la nuit du 10 au 11 on avait établi l'artillerie sur dix-neuf batteries, et le lendemain, à sept heures, elle avait commencé à jouer ensemble sur la place, et à faire un feu si terrible, que les assiégés avaient été obligés d'abandonner précipitamment les ouvrages. Dans le même temps, une bombe tombée dans un magasin à poudre, ayant fait écrouler une redoute, les Autrichiens l'avaient occupée; et, dans la nuit du 11 au 12, ils avaient ouvert la seconde parallèle. Le bombardement continuant toute la matinée, vers midi le feu avait pris en plusieurs endroits de la place, et le soir, la redoute du milieu avait sauté en l'air: l'incendie s'étendant alors de plus en plus, le commandant français, qui ne pouvait espérer aucun secours, ne trouvant aucun avantage à prolonger une résistance aussi destructive, s'était déterminé à capituler à huit heures et

demie, le 12 frimaire (3 décembre), et à se rendre prisonnier avec sa garnison, forte de deux mille cinq cents hommes.[1]

Tandis que le général Mélas pressait par de savantes manœuvres l'investissement et le siége de Coni, le général Krai, chargé d'opérations non moins importantes du côté de l'Alexandrin et de la Ligurie, repoussait les Français d'Acqui, de Rivalta, de Formigaro, de Frassonara, et bientôt après de Novi, où ils s'étaient fortifiés dans l'intention de s'y maintenir.

Après avoir ainsi forcé le général Saint-Cyr à concentrer ses forces sur l'Apennin ligurien, pour couvrir l'état et la ville de Gènes, le général Krai semblait n'attendre que l'arrivée de quelques renforts au général Klenau pour commencer une attaque générale et déloger les Français de la position de la Bochetta; en même temps la gauche du général Melas pouvait se porter sur la principauté d'Oneille, et leur couper la retraite sur Nice. Heureusement pour les Français tous ces projets s'étaient évanouis; le général Arnaud ayant marché contre les Autrichiens, les avait obligés de rétrograder juqu'à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

la Spezzia, leur avait enlevé deux magasins et fait trois cents prisonniers; en même temps le général Clausel les surprenait à Montenero, et leur faisait aussi deux cents prisonniers. Ainsi, trompés dans leur attente, les Autrichiens avaient été contraints d'évacuer tout le levant de la Ligurie. Dès-lors les Français avaient établi leur quartier-général à la Pietra; ils avaient huit mille hommes au col de Tende; ils occupaient le col de Tanardo, celui de Tanarello, le pont de Nava, Saint-Bernard, Saint-Jacques, Montenotte, Sossello, les hauteurs de Gavi, et couvraient ainsi Gènes et la rivière du Ponent jusqu'à Nice.

Cependant le général Klenau n'avait point renoncé à ses projets sur Gênes; la position de cette ville devenait tous les jours plus critique, par la facilité qu'avaient les Autrichiens de concentrer leurs forces: cette raison décida le général Saint-Cyr à prendre l'offensive, et en conséquence il marcha, le 24 frimaire (15 décembre), contre le général Klenau. Le combat fut d'abord très-opiniâtre; mais les troupes françaises ayant réussi à se rendre maîtresses des hauteurs, avaient bientôt enfoncé le flanc droit des Autrichiens, dont la déroute entraîna

celle de leur aile gauche. L'armée impériale battue, poursuivie et harcelée dans sa retraite, se retira et se rallia derrière la Magra, où elle prit une position, au moyen de laquelle ses avant-postes se liaient à ceux du général Hohenzollern, qui établit ses quartiers d'hiver près d'Alexandrie; la division du général Ott, qui marchait au secours du général Klenau, prit des cantonnemens dans le duché de Modène et de Parme; le général Melas transféra son quartier à Fossano.

Les Autrichiens occupaient donc tous les passages qui séparaient la France de l'Italie, depuis le col de Tende jusqu'aux pieds du petit et du grand Saint-Bernard, la vallée de Suse jusqu'aux gorges du Mont-Cenis, la vallée d'Ossola jusqu'au-delà du Simplon, par les lacs Majeurs de Lugano, de Como jusqu'à Bellinzone et Chiavenne, communiquant par le Saint-Bernard avec l'armée du prince Charles, et investissant la république ligurienne.

Les Français, de leur côté, se maintenaient dans leurs positions depuis Nice, par Loano et Savone, jusqu'au port Maurice et à la Pieva.

Telle était la situation des armées autrichiennes et françaises à la fin d'une campagne

qui sera long-temps célèbre dans les fastes de la guerre, et telles avaient été les suites malheureuses de la bataille de Genola ; le général Championet n'en avait pas sans doute assez calculé les désastreuses conséquences, dans le cas où il la perdrait. Peut-être lui reprochat-on, avec raison, d'en avoir occasionné la perte en séparant trop les différens corps de son armée sur les deux rives de la Sture, et en donnant par là les moyens au général Melas de se concentrer avec des forces supérieures contre une ligne étendue, morcelée, et qui, quoique dans des positions très-fortes, ne pouvait cependant soutenir dans aucun de ses postes les efforts des colonnes autrichiennes.

Les attaques du principal corps d'armée, l'accord de ses mouvemens avec ceux de la colonne du général Duhem, la diversion exécutée du côté de Mondovi, tout ce plan pouvait être très-bien conçu, si, pour l'exécuter, le général français eût eu des forces plus considérables. En effet, si ces mouvemens avaient réussi, les Français auraient pris leurs quartiers d'hiver entre les Alpes, le Pô et le Tanaro, dans un pays abondant, qui aurait pu fournir des vivres à l'armée et à l'approvisionnement

de Gènes. Mais après avoir embrassé un trop grand front, le général Championet se trouva trop faible sur les différens points de sa ligne; tandis que le général Melas, après avoir réussi à faire quitter aux Français leur forte position sous le canon de Mondovi, avait concentré ses forces de manière qu'il pouvait les porter avec facilité sur les points qui lui présenteraient les chances les plus sûres de succès.

Il paraît que la précision des manœuvres du général autrichien, qui refusait son aile droite pour concentrer sa position et se procurer de plus grands moyens de déborder plus sûrement la gauche des Français, ne fut ni pénétrée ni ni sentie par le général Championet.

Ainsi les Autrichiens s'étaient assurés de la possession du Piémont, et en même temps qu'ils avaient soumis la partie du nord de l'Italie, ils avaient réussi à en reconquérir le sud. [1] En effet, après avoir laissé des garnisons dans Bologne, Florence et Livourne, le feld-maréchal Frolich était entré sur le territoire ecclésiastique et s'était avancé vers Rome, dont il avait d'abord été repoussé, après avoir été mis en

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).

déroute, ainsi que les Napolitains; mais cet échec n'avait pas eu des suites bien fâcheuses pour les alliés. Leur nombre s'augmentant tous les jours, le général Garnier n'avait pas tardé à se convaincre de l'impossibilité de résister plus long-temps aux forces des ennemis réunis; il s'était donc décidé à faire une capitulation qui avait donné au général Frolich la liberté de se porter devant Ancône. Il ne restait plus aux Français que cette ville, sa forteresse et son port dans la basse Italie; les insurgés formaient un cordon autour de la place, dans laquelle le général Monnier s'était renfermé pour la défendre, quoiqu'elle fût très-mal fortifiée, et qu'il n'y eût aucun espoir d'être secouru.

Dès l'instant où le général Frolich eut rassemblé toute son armée, il somma le général Monnier de lui rendre la place, et, sur le refus de celui-ci, il se décida à en faire le siége. Afin de suppléer à la quantité de troupes que les ingénieurs ne trouvaient pas suffisante, ceux-ci se décidèrent à profiter de la chaîne de collines qui entouraient Ancône pour occuper tous les sommets des montagnes avec des redoutes détachées, unies par des communications qui formaient une espèce de parallèle:

tous ces travaux étaient terminés le 11 brumaire (2 novembre). A six heures du matin, les ennemis commencèrent un feu très-vif, auquel on répondit très-fortement de la place. Après le lever du soleil, les Autrichiens attaquèrent ensuite le mont Gardette, dont ils furent vigoureusement repoussés : ils ne réussirent pas mieux le 19; de manière qu'ils se décidèrent à envoyer chercher à Venise un train d'artillerie avec des munitions de guerre. Cependant, convaincu que les Français avaient beaucoup souffert dans les attaques du 11 et du 19, le général Frolich voulut essayer de connaître si le général français persistait encore dans une défense qui ne pouvait pas être bien longue, qui était inutile, et qui avait déjà dû être très-meurtrière : il eut à se féliciter de cette tentative. Le général Monnier, après une très-belle défense, [1] ayant senti qu'il y aurait de l'inhumanité à sacrifier uniquement pour sa gloire près de trois mille braves qui pouvaient être encore très-utiles à leur patrie, se décida à entrer en pourparler; le 21 brumaire (12 novembre), quatre membres du conseil

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).

de guerre français sortirent de la place, et, dans un conseil entre les deux partis, on arrêta les articles de la capitulation. [1]

Le 25, la garnison en colonne sur la chaussée de la porte de France, le général Monnier lui adresse ces paroles : « Soldats républi-« cains, la longue et opiniâtre résistance que « vous avez faite en défendant Ancône, vous « couvre de gloire ; elle sera citée par la posté-« rité. La nécessité a voulu que je traitasse avec « l'ennemi, et je me suis attaché à ce que les « conditions fussent communes au soldat, à « l'officier, au général. *Nous rentrons en France* « *sur parole.* Vous allez traverser l'Italie aban-« donnée,.... mais qu'un jour les armes fran-» çaises, mieux dirigées, sauront reconquérir. « Vous aurez des marches pénibles et la rigueur « de la saison à braver ; je veillerai à ce qu'il soit « pourvu à tous vos besoins ; je vous recom-« mande le plus grand ordre, afin que, rendus à « la patrie, vous soyez toujours les dignes enfans « de la république. » Il dit, à l'instant les tambours battent la marche du départ.

En même temps, le général Souworof, vi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

vement indigné de la conduite des Autrichiens, qu'il accusait hautement de l'avoir empêché d'arriver assez à temps pour empêcher la défaite du prince Korsakou, s'était retiré d'abord à Lindau; là, après avoir recueilli les débris des armées russes, autorisé par Paul I[er], qui avait partagé son indignation, il s'était mis en marche, et n'avait pas tardé d'entrer en Pologne avec le désespoir dans le cœur d'avoir vu s'évanouir, dans les montagnes de la Suisse, la gloire qu'il croyait avoir acquise et méritée en Italie.

La fortune qui, depuis le commencement de l'année, favorisait les Autrichiens, les Russes, les Anglais, se déclarait en faveur des républiques. A ce changement inopiné se joignait, il est vrai, pour tous les partis, un affaissement général, occasionné par la guerre la plus exterminatrice qui eût jamais menacé tout l'ordre social, et qui pouvait faire rétrograder l'Europe vers les siècles de barbarie. Mais une campagne brillante, terminée par des revers décourageans; la victoire qui se rattachait aux drapeaux de la république française; la portion de la Suisse déjà affranchie qui retombait sous le joug de la révolution; la Hollande

qui restait soumise à un directoire, au lieu de l'être au Stathouder; un bruit sourd de mésintelligence entre les alliés, le directoire français raffermi par les triomphes de ses armées; tout concourait à faire regarder, à la fin de la campagne de l'an 7, la cause de la coalition, sinon comme désespérée, du moins comme fort douteuse.

FIN DU LIVRE VINGT-TROISIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

Situation de la France au commencement de l'an 8. — Arrivée de Bonaparte à Paris. — Événemens du 18 brumaire. — Refus de la paix par l'Autriche et l'Angleterre. — La guerre recommence. — Blocus de Gènes. — Bonaparte, premier Consul, passe le Mont-Saint-Bernard à la tête de l'armée de réserve. — Les Français surmontent tous les obstacles. — Ils occupent la position de la Stradella. — Le général Melas se dispose à arrêter l'armée française. — Gènes capitule. — Le général Ott est battu à Castegio. — Le général Melas l'est à Marengo. Les Autrichiens sont obligés de se retirer sur le Mincio, après avoir abandonné toute l'Italie antérieure. — Bonaparte rentre en France. — Le général Moreau gagne les batailles de Stokach, d'Engen, de Grenbach, de Biberach. — L'armistice, qui promettait la paix, est rompu. — Les armées autrichiennes sont battues à Hohenlinden et à Pozzolo. — Le général Moreau à dix-sept lieues de Vienne, et le général Dupont à Trévise, on se hâte de proposer un armistice pour l'Allemagne et pour l'Italie. — La cour de Naples fait la paix avec la France. — Les Anglais attaquent le Danemarck. — La mort de Paul Ier change la face des affaires du Nord. — L'Autriche et les cercles de l'Empire signent la paix à Lunéville. — La France la fait en même temps avec le Portugal, la Russie, la Porte Ottomane, le pape, et enfin avec l'Angleterre, à Amiens, le 5 germinal an 10 (26 mars 1802). — Tableau du monde au commencement du dix-neuvième siècle. — Influence des dernières guerres des Français en Italie.

LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

DEPUIS le renversement du directoire jusqu'à la paix d'Amiens.

Du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799) au 5 germinal an 10 (25 mars 1802).

DEPUIS le 18 fructidor an 5 (4 septembre 1797), la situation de la France était toujours plus affligeante. Dans l'intérieur, ce n'était que découragement, mécontentement, désespoir; chacun voyait la guerre prête à se rallumer plus opiniâtre et plus sanglante que jamais, et chacun était convaincu que le directoire pouvait la prévenir. Le joug des directeurs pesait sur toutes les têtes; la liberté de penser et d'écrire était illusoire; une tyrannie sourde, signe infaillible du despotisme, immolait en silence des citoyens que leur véracité ou leur courage rendaient suspects aux décemvirs. Les charges publiques s'accroissaient à proportion que les fortunes particulières diminuaient; les contributions ne semblaient sortir des mains du peuple que pour engraisser une nuée de vampires qui dévoraient sa substance, et venaient

le braver dans sa misère par le faste le plus insolent; les victoires passées n'étaient plus regardées que comme des calamités meurtrières, puisqu'elles n'avaient servi qu'à multiplier les nouveaux enrichis, et à attirer à la France de nouveaux ennemis; le commerce expirait, le numéraire disparaissait, la confiance s'évanouissait, le crédit s'éteignait, les arts réparateurs n'étaient nullement encouragés, ceux de pur agrément étaient inappréciés; chacun voyait s'approcher à grands pas la misère, et tous, aigris ou désespérés par le malheur, ne lisaient dans le présent qu'un avenir encore plus sombre et plus horrible.

Au dehors, ces nouvelles républiques, que la nature de leur gouvernement et la reconnaissance auraient dû attacher à la France, ne cessaient de maudire l'instant où elles avaient été séduites par les promesses mensongères des chefs du gouvernement français; et, si l'on voulait examiner les causes des plaintes et de la haine de ces nations alliées, on était forcé de convenir qu'on n'avait rien négligé pour leur faire haïr la liberté, et leur faire subir des révolutions qui devaient les entraîner, par lassitude ou par désespoir, dans les bras du despotisme ou du premier ennemi qui se présen-

terait sur la frontière. Et quels étaient les audacieux instrumens de ces bouleversemens? Les directeurs français, que l'on avait vus révolutionner successivement la Hollande, le Piémont, la Cisalpine, la Ligurie, Rome, et soumettre l'Helvétie aux exactions, aux concussions et aux dilapidations.

Mais comment les armées françaises, jusqu'alors victorieuses, avaient-elles pu essuyer tout à coup de grands revers, et éprouver des défaites presque continuelles? Par quelle raison les avait-on vues, malgré la bravoure des soldats et leur patience, repoussées des bords de la Brenta sur ceux de la Bormida, et de ceux du Lech sur ceux du Rhin? Lisez la correspondance des généraux, vous y trouverez à chaque ligne des plaintes sur le trop petit nombre de troupes à leurs ordres, comparées à celles des ennemis; sur l'incurie et l'insouciance du directoire, relativement aux armées. Lisez ensuite les instructions du directoire, et vous ne pourrez vous empêcher d'être révolté de ses plans gigantesques, et de ses ordres réitérés d'attaquer par-tout et de pousser vivement l'offensive avec des forces infiniment inférieures, disséminées depuis le bas Rhin jusque dans la Calabre, et des soldats manquant de tout, ren-

fermés en partie dans des villes dont on avait négligé les approvisionnemens et les fortifications.

Eh! que pouvaient contre tous les périls qui obsédaient la France au dedans et au dehors, des hommes ou cupides ou livrés uniquement à leurs plaisirs, et profondément ignorans en administration militaire et politique? Il est impossible de tracer ici le tableau fidèle des déchiremens de notre patrie: puisse une plume éloquente les offrir à la postérité pour éloigner à jamais les causes qui produisirent des effets aussi funestes! [1]

Cependant l'an 8 commençait; la dureté de la saison dans laquelle on allait entrer faisait espérer qu'on suspendrait, au moins pour quelque temps, les opérations militaires. La guerre était l'objet exclusif des spéculations politiques; elles ne s'exerçaient que sur les succès ou les revers des alliés, sur les divers symptômes qui pouvaient déceler entre eux l'harmonie ou la discorde, et sur la continuation ou la rupture de la coalition. La nouvelle des derniers combats livrés en Italie allait sans doute produire une grande sensation; mais ces affaires opi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

niâtres, qui avaient coûté la vie à plusieurs milliers d'hommes, et qui avaient singulièrement affaibli les armées des deux partis, ces affaires qui s'étaient prolongées pendant plusieurs journées, obtenaient à peine quelques instans d'une légère attention dans un moment où la France et l'Europe avaient les regards fixés sur Paris. Tous les esprits étaient occupés de l'événement qui, en donnant à la révolution une face nouvelle, était venu réveiller de grandes espérances. Ainsi, que Venise offrît le spectacle assez nouveau d'un conclave tenu sous la domination et l'influence de l'empereur des Romains; [1] que, malgré de grands avantages, la fortune des alliés restât toujours en échec devant les montagnes qui couvrent Gênes; que les Français conservassent encore en Italie des positions et des forces inquiétantes; que l'Allemagne fût menacée dans le midi d'une nouvelle invasion; que quarante mille Russes restassent spectateurs immobiles des dangers des Autrichiens; que même ils s'en éloignassent pour se porter en Pologne; que cette séparation de forces fît craindre une division de volontés, et que la puissance qui

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

forma la coalition fût sur le point d'en dénouer plutôt que d'en resserrer les liens; tous ces grands objets effleuraient à peine l'opinion publique, attachée à ce qui se préparait à Paris, tant on était persuadé qu'au sort de la France tenaient les destinées de l'Europe. Jetons donc un regard sur cette révolution qui intéresse si vivement le monde entier, et, en examinant la manière dont elle s'opéra, en parlant des suites qu'elle eut, peut-être verra-t-on mieux quel était le fondement d'un espoir aussi général.

On assure que Bonaparte ayant appris, par des officiers d'un vaisseau parlementaire anglais, les progrès du maréchal de Souworof, l'incapacité et le peu d'accord des membres du directoire, enfin le danger imminent et l'état déplorable de la France, avait pris la résolution de retourner dans sa patrie pour contribuer à la sauver; mais les Anglais et les Turcs venaient de descendre à Aboukir: Bonaparte remporte sur eux une victoire complète, quitte l'Egypte le 7 fructidor an 7 (24 août 1799), débarque à Fréjus le 17 vendémiaire an 8 (9 octobre 1799), arrive à Paris le 24, s'empresse d'y concerter avec le directeur Sieyes, quelques membres du conseil des anciens, et deux ou trois autres personnes admises dans le secret,

un plan qui pût sauver la république, et, le 17 brumaire (8 novembre), on avait commencé à mettre à exécution toutes les mesures dont on était convenu : les principales étaient le renversement du directoire, et l'admission de la constitution de l'an 8.

De quelque manière que les différens partis pussent envisager cette nouvelle loi fondamentale de l'état, aux yeux des personnes sensées et amies de leur patrie, elle devait avoir l'inappréciable avantage de paraître infiniment préférable à celle qu'elle détruisait, en faisant disparaître avec elle les lois sur l'emprunt forcé, sur les otages, sur les inscriptions arbitraires dans les listes relatives aux émigrés, sur l'impossibilité d'obtenir aucune radiation, sur la patrie en danger, et tant de folies que, depuis cinq mois, on décorait du nom de législation. Le gouvernement était sapé sourdement par les factions ; Paris offrait un calme apparent ; la patience et la résignation régnaient dans les ateliers, la légèreté et l'insouciance dans les cercles ; par-tout la haine du gouvernement, par-tout le desir ardent de voir finir la révolution, et nulle part le courage de la détruire. Les soldats seuls pouvaient donc suppléer à l'apathie ou à l'impuissance des citoyens ; des

hommes exempts des souillures révolutionnaires, et entourés de l'éclat des victoires, conservaient seuls des titres à la faveur publique, et pouvaient seuls mériter la confiance de la très-grande majorité de la nation.

Parmi ces hommes, Bonaparte se montrait au premier rang; l'opinion le distinguait de ses compétiteurs; peut-être même aucun d'eux n'aurait su, comme lui, tirer un aussi grand parti des circonstances; aucun n'en eût autant imposé. Quel général, en effet, eût pu tenir le même langage? Lequel eût pu assurer qu'il n'avait dépendu que de lui de monter au pouvoir suprême, et qu'il y avait été appelé par le vœu de l'armée et de la nation? lequel eût osé parler de sa fortune comme César parlait de la sienne? qui eût inspiré aux troupes le même enthousiasme? eût-il obtenu la même confiance? eût-il agi avec la même autorité? eût-il réuni autour de lui autant de généraux? eût-il enfin opposé à ses ennemis le même faisceau de volontés et de forces? Que pouvait-il manquer à Bonaparte dans cette circonstance? d'être menacé de poignards, et de n'en être pas atteint; le coup retombait sur ses ennemis, et la révolution était faite. Le temps des armes était arrivé; quelques grenadiers entraient dans

le sanctuaire de la législation, poussaient hors de l'enceinte sacrée ces hommes qui, la veille, prétendaient gouverner le monde: il n'y avait plus alors ni directoire ni conseils, mais Bonaparte. Le 18 brumaire (9 octobre 1799) voyait éclore un nouveau règne.

Il était important de signaler, par un grand acte de sagesse, les commencemens de son administration. Les négociations de paix fixèrent les sollicitudes du premier Consul; il s'empressa d'en faire des ouvertures à toutes les puissances en guerre avec la France.

Les envoyés de Bonaparte auprès du roi de Prusse et de l'empereur des Russies furent très-bien accueillis; il n'en fut pas de même de ses tentatives auprès des cabinets de Vienne et de Saint-James. [1]

Tandis que le premier Consul négociait avec l'Angleterre et l'Autriche, il s'occupait à étouffer les troubles qui agitaient l'intérieur de la république. Pour y réussir, il employa d'abord la voie de la clémence; mais, malgré ses efforts, de nombreuses troupes de rebelles parcouraient les départemens de l'ouest. Le général Hédouville eut la condescendance de proposer un

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

armistice à leurs chefs; cette indulgence ne fit qu'accroître l'insolence des mécontens. La voie des armes fut nécessaire pour faire cesser ce fléau qui pesait depuis trop long-temps sur une des plus belles parties de la France: on chargea de cette commission le général Brune, qui, à la tête de quarante mille hommes, réussit en quelques semaines à délivrer le pays de tous les brigands qui l'infestaient; et, la pacification une fois conclue, la république signala son triomphe par une amnistie générale. [1]

Il restait à Bonaparte à forcer, par la voie des armes, les cours de Vienne et de Londres à consentir enfin à une paix si desirée de toute l'Europe. La pacification de la Vendée rendait un assez grand nombre de troupes disponibles; on en dirigea une partie vers les bords du Rhin, pour renforcer l'armée destinée à marcher sur le Danube; une autre partie se rendit à Dijon, pour y former le noyau d'une armée, à la tête de laquelle le premier Consul se disposait à passer en Italie: les conscrits furent ensuite appelés de toutes parts à la défense de la patrie, et bientôt on en compta plus de trente mille à l'armée de réserve; celles du Rhin et

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).

de l'Italie en reçurent aussi un assez grand nombre; des vétérans, des jeunes gens aisés ou riches, s'empressèrent de rivaliser de bonne volonté avec les conscrits. Ainsi vit-on se former ou se grossir avec rapidité les armées qui allaient entrer de nouveau en campagne sous un gouvernement plus sage, et sous les ordres du vainqueur de l'Italie et de l'Egypte, pour forcer les ennemis à faire enfin une paix plus durable que celle de Campo-Formio.

Un enthousiasme universel éclata, à la voix de Bonaparte, sur tous les points de l'empire, pour voler sous ses drapeaux; une proclamation aux armées répondit aux accens de la voix publique:

« En promettant la paix au peuple français, « j'ai été votre organe; vous êtes les mêmes « hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin, « l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs « de Vienne effrayée. Soldats! ce ne sont plus « vos frontières qu'il faut défendre, ce sont les « états ennemis qu'il faut envahir. Il n'est au- « cun de vous qui n'ait fait plusieurs cam- « pagnes, qui ne sache que la qualité la plus « essentielle d'un soldat est de savoir supporter « les privations avec constance. Plusieurs an- « nées d'une mauvaise administration ne peu-

« vent être réparées en un jour. Premier ma-
« gistrat de la république, il me sera doux de
« faire connaître à la nation entière les corps
« qui mériteront, par leur discipline et leur
« valeur, d'être proclamés les soutiens de la pa-
« trie. Soldats! lorsqu'il en sera temps, je serai
« au milieu de vous, et l'Europe se souviendra
« que vous êtes de la race des braves qui l'ont
« déjà étonnée. »

L'Europe s'attendit dès-lors à de grands événemens; la nomination du général Moreau au commandement en chef de l'armée du Rhin, et celle du général Massena à celui de l'armée d'Italie, effacèrent de l'esprit de la nation et des troupes le souvenir des derniers revers.

Mais, tandis que le premier Consul prenait les mesures les plus vigoureuses pour forcer les puissances coalisées à souscrire à la paix, les ennemis de la France travaillaient hautement à décréditer le nouveau gouvernement français, et à saper les démarches pacifiques de Bonaparte. [1] En conséquence, les préparatifs militaires de l'Autriche n'étaient pas moins considérables que ceux de la France, et le ministère anglais n'oubliait rien pour inspirer au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (62).

cabinet de Vienne l'ambition de jouer le premier rôle en Europe sur le continent. Des troupes nombreuses, levées nouvellement dans la Hongrie, la Pologne, la Bohême, la Moravie, et les autres états héréditaires, marchaient vers le Rhin et vers l'Italie: on formait des magasins considérables; M. Wickam, envoyé britannique, levait, dans la Souabe, un corps de dix mille hommes à la solde de l'Angleterre, afin de servir, disait-il, la cause de l'humanité contre l'ennemi commun, avec un zèle conforme aux sentimens qui l'animaient depuis si long-temps; le même agent faisait, au nom de sa cour, des levées dans Lodenwald, à Francfort, dans les contrées situées sur le Mein et dans la Franconie: l'Angleterre avait pris à sa solde douze mille hommes de troupes bavaro-palatines, six mille du Wirtemberg, les régimens suisses émigrés, et le corps de Condé, alors renvoyé de la Russie, et composé de cinq mille hommes. La coalition, malgré tous ses efforts, ne pouvait plus compter sur la même quantité de forces; Paul Ier, à cette époque, était bien éloigné de vouloir continuer une alliance avec des puissances dont il prétendait avoir à se plaindre, [1] et Bona-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (63).

parte, aidé par la Prusse, profitait de ces dispositions pour négocier avec l'empereur de Russie; il concluait un traité avec la Hollande, et il en obtenait une somme de six millions de francs. [1]

Pendant que l'on se préparait en Europe à rentrer en campagne, les Français étaient exposés aux plus grands dangers en Egypte, et il ne fallait rien moins que la fermeté et les talens militaires du général Kleber pour écarter les malheurs dont ils étaient constamment menacés. [2] Mais on était trop occupé, en France, des grands changemens dont on venait d'être témoin, on pouvait difficilement secourir les braves expatriés en Egypte: attentifs aux débats occasionnés par les différentes ouvertures de paix, avides de connaître toutes les innovations heureuses auxquelles se livrait le nouveau gouvernement, les Français ne songeaient pas aux opérations et aux préparatifs militaires; les soldats qui se rassemblaient et s'exerçaient journellement, étaient presque les seuls qui s'apperçussent de l'obligation de rentrer en campagne.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (64).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (65).

L'armée impériale occupait des quartiers très-étendus, depuis Philisbourg jusqu'aux portes de Gènes; la droite, aux ordres du général Starey, était couverte par des troupes mayençaises et les levées du cercle; la grosse cavalerie se trouvait aux environs de Stutgard; la communication avec l'Italie était assurée par un corps intermédiaire qui occupait Bellinzone et Chiavene. Ces différentes troupes pouvaient se porter à cent mille hommes; le général Melas en avait presque autant sous ses ordres en Italie.

Les Français avaient des forces supérieures à celles des Autrichiens, depuis le Valais jusqu'à la jonction du Neker avec le Rhin; mais le général Massena, en partant pour l'Italie, pouvait compter de s'y trouver à peine à la tête de trente mille hommes, manquant de tout, et la plupart exposés aux ravages d'une maladie épidémique qui moissonna le général Championet. D'après le plan du premier Consul, cette infériorité en Italie pouvait être présumée une espèce de piége tendu aux ennemis; en maintenant les Autrichiens dans les desseins qu'ils paraissaient suivre avec tant d'ardeur, de s'emparer de la Ligurie, et de pénétrer ensuite en France par les départemens des Alpes

maritimes et du Var, Bonaparte les éloignait toujours davantage du point par lequel il voulait tenter de pénétrer en Italie, et s'assurait plus des moyens de rencontrer moins d'obstacles pour se rendre dans la Lombardie et dans le Piémont par la vallée d'Aoste et le Simplon. En rassemblant une armée à Dijon, le premier Consul s'était assuré la facilité ou de se joindre immédiatement à l'armée du général Moreau, ou de pénétrer dans le pays des Grisons et dans le Tyrol, ou de surprendre le passage des Alpes pour arriver inopinément sur Turin et Milan, ou enfin de donner des secours à l'armée d'Italie, en faisant filer des troupes sur le Var, par la Saône et le Rhône.

La cour de Vienne paraissait bien éloignée de s'être procuré les mêmes avantages ; en accumulant en Italie des forces aussi considérables, et en restant inférieur aux Français sur les bords du Rhin en Suisse, on doit présumer que le conseil de guerre autrichien avait projeté de se tenir sur la défensive en Allemagne, et de réserver la plus grande partie de ses forces, soit pour conserver ses conquêtes en Italie, soit pour envahir les départemens méridionaux de la France. Les militaires instruits pensèrent que ce plan avait été mal cal-

culé; en effet, en supposant même, Gènes pris, et le général Massena repoussé au-delà du Var, plus les Autrichiens s'engageaient dans les départemens des Alpes maritimes et des Hautes-Alpes, plus leurs subsistances devenaient difficiles, et plus ils facilitaient à Bonaparte l'entrée en Italie par le Mont-Blanc, la vallée d'Aoste, et le Mont-Genèvre : des-lors les Autrichiens, arrêtés nécessairement du côté de Toulon, étaient exposés à voir leur flanc droit attaqué dans les Hautes-Alpes, et leur derrière par le Tanaro et la Bormida; dès-lors il n'y avait plus pour eux de moyens de retraite, l'Italie était reconquise, et l'armée du baron de Melas obligée de se rendre à discrétion. Si, au contraire, le cabinet de Vienne eût dirigé ses principaux efforts vers la Reuss et le Haut-Rhin pour pénétrer une seconde fois en Suisse, et raccourcir la ligne de communication avec l'armée d'Italie, on devait espérer que l'armée formée à Dijon se dirigerait alors vers les Grisons et l'Allemagne : ce qui aurait facilité les opérations de l'armée du baron de Melas; et, si alors les Anglais eussent menacé les côtes de la Flandre et de la Hollande, tandis que l'amiral Keith eût transporté les douze ou quinze mille Anglais qui se trouvaient dans

l'île de Minorque, dans les directions de Gênes ou de Toulon : en multipliant ainsi les points d'attaque sur toutes les frontières de la France, les armées impériales eussent espéré de plus grands succès.

Ce plan vicieux du cabinet de Vienne fit désapprouver celui de Bonaparte ; on calculait les risques qu'il allait courir, les routes difficiles et inconnues aux armées dans lesquelles il allait s'engager ; les moyens qu'avait le baron de Melas de l'arrêter dans les passages du Saint-Bernard et du Simplon, et ensuite dans les vallées d'Aoste et le long du lac Majeur, à Domo-Dossola ; enfin, la grande difficulté de se faire suivre par la cavalerie, l'artillerie et les munitions de guerre et de bouche, si nécessaires dans un pays désolé et dévasté par de grandes armées depuis deux ans : ces critiques auraient préféré que le premier Consul envoyât une division dans les Alpes maritimes, et profitât de la faiblesse des Autrichiens sur le haut et le bas Rhin pour marcher vers Zurich, et entrer en Souabe et dans la Bavière en même temps que le général Moreau, tandis que celui-ci, dispersant l'aile droite des ennemis, aurait marché sur l'une et l'autre rive du Danube, en se dirigeant sur Vienne ; dès-

lors, ajoutent ces mêmes observateurs, l'Empereur, tremblant encore une fois de voir les Français aux portes de Vienne, et les pays héréditaires envahis, se serait empressé d'offrir ou de demander la paix, ou de rappeler, en grande hâte, sous les murs de sa capitale, les troupes qui s'en trouvaient le plus à portée en Italie; dès-lors aussi le baron de Melas, affaibli, aurait été obligé de lever le siége de Gènes; et le général Massena, pouvant rentrer en campagne, renforcé par les troupes qu'il aurait reçues de France, aurait pu, très-probablement, reprendre, avant peu, l'offensive. [1]

Quoi qu'il en soit de ces conjectures militaires qui auraient peut-être assuré des succès plus infaillibles, mais plus lents, le plan adopté par Bonaparte tenait davantage à son génie, à son amour pour la gloire, à cette espèce de besoin de son ame d'exécuter des choses non seulement grandes, mais regardées jusqu'à lui comme à peu près impraticables; peut-être aussi, faut-il en convenir, les grands succès à la guerre tiennent-ils sur-tout aux entreprises audacieuses, et dont le vulgaire croit avoir calculé l'impossibilité.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (66).

Vers le milieu du mois de ventose (fin de février), les Impériaux avaient passé, avec des forces nombreuses, du Milanais dans le Piémont, ainsi que de la Toscane et de l'état de Lucques dans la Ligurie; plusieurs actions peu importantes avaient eu lieu dans les défilés des montagnes; la disette qu'éprouvaient les habitans de la Ligurie, et qu'occasionnait principalement le rigoureux blocus du port de Gènes par les Anglais, rendait pénible la situation de l'armée d'Italie, au moment où le général Massena en prenait le commandement. Tout lui présageait d'inévitables désastres; dénuée de tout secours, elle achevait l'hiver le plus rigoureux sur les âpres rochers de la Ligurie. Pâles, languissans, défigurés, nus, affamés et abattus, les soldats n'étaient plus que des spectres ambulans; les routes étaient couvertes de mourans qui, parvenus à se traîner dans les hôpitaux, n'y trouvaient, sur un marbre glacé et au milieu des cadavres, qu'une mort prompte, plus cruelle encore et plus certaine que dans les camps. [1] Toutes les parties du service présentaient d'aussi déplorables résultats; l'armée, au milieu de l'hiver le plus désastreux,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (67).

perdit, sans combattre, près de trente mille combattans.

Le général Massena quitta celle qu'il avait conduite à la victoire, et qu'il laissait dans l'abondance, pour prendre le commandement de celle-ci ; mais le nom seul d'armée d'Italie conservait encore le prestige de la victoire, attaché par le nom de Bonaparte : prestige que tous les désastres n'avaient pu lui ôter, et qu'un événement heureux devait bientôt lui rendre avec un nouvel éclat. Depuis Lyon où l'activité du général en chef eut l'occasion de se manifester, jusqu'à Nice où il arrêta l'épidémie par de sages réglemens de police, et jusqu'à Gènes même, le général Massena n'avait cessé de s'occuper avec fruit d'extirper tous les vices qui affligeaient l'armée d'Italie dans les parties administratives, comme dans celles de la discipline militaire, de l'instruction, de la désertion, du recrutement, de la salubrité ; rien n'avait été épargné de sa part, ni soins, ni efforts, ni veilles. Mais comment régénérer une armée où il y avait des cadres, et presque point de troupes ; où il y avait quelques troupes, et presque point d'hommes en état de faire la guerre ; qui était affligée par les désertions, les ravages des maladies et des hôpitaux,

l'abandon, le désespoir ? [1] Il était donc urgent d'envoyer à cette armée au moins vingt mille hommes, des chevaux, des vivres, des vêtemens et de l'argent. Cependant tout se dirigeait sur Dijon ; et, après avoir passé tout l'hiver en vaines espérances, on était arrivé au moment où, les débouchés des Alpes étant devenus praticables, l'ennemi qui se préparait à entrer en campagne, commençait à se rassembler, manœuvrait sur toute la ligne, et déjà serrait les avant-postes de l'armée française ; malheureusement encore, forcée dans ses positions, l'armée n'avait que Gènes pour retraite, et Gènes n'était pas approvisionné, Savone même n'avait pu l'être ; pour comble de douleurs, le gouvernement ligurien déclarait ne pouvoir plus concourir à nourrir les troupes ; les maladies continuaient leurs ravages ; l'on manquait d'argent, l'on ne pouvait rien se procurer sans lui ; cette armée ne pouvait plus être secourue assez à temps, et le premier Consul n'appercevait son salut que dans la réussite du plan qu'il avait formé, sur lequel il gardait le plus grand secret.

Le général Massena, qui ne pouvait ima-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (68).

giner quels étaient les projets de Bonaparte, et qui n'avait devant les yeux que les maux de son armée, fit les plus grands efforts pour conserver les communications de sa ligne, et combattit durant vingt jours consécutifs, tua beaucoup de monde, fit beaucoup de prisonniers à l'ennemi, et se retira dans Gènes, en occupant les hauteurs voisines par des détachemens. Ainsi les Français furent bloqués dans le moment où la pénurie et la misère étaient à leur plus haut degré; l'armée était sans fournisseurs, on avait épuisé la plus grande partie des ressources locales, on n'avait pas dans les magasins pour vingt-quatre heures de pain; on attendait enfin trois demi-brigades, trois régimens de cavalerie, deux millions arrivés à Nice, et dix-huit mille quintaux de blé expédiés de Marseille pour Gènes. [1] Cependant, attaqués dès le 15 ger-

[1] Il importe à la vérité de l'histoire de consigner ici, pour l'honneur national, le nom d'un négociant français, dont le noble désintéressement prodigua constamment à nos armées sa fortune, son appui, sa famille : c'est le digne et vénérable M. la Flèche, ancien échevin de Marseille. Le général Massena, MM. Tilli et Lacombe-Saint-Michel, tous les généraux français, ont répété d'un accord unanime le tribut d'éloges honorables qui sont dus à ses généreux sacrifices pendant toute la guerre d'Italie.

minal (5 avril), les Français renfermés dans Gènes n'avaient pas eu le temps de recevoir ces secours, et ils s'étaient vus enlever à la fois tout espoir d'argent, de vivres et de renfort : s'étant d'abord dirigé sur Vado et Savone, le général Melas, en deux jours d'attaque, s'était emparé de ces deux places, et avait isolé, par ce mouvement, l'aile droite de l'armée française, qui, dès-lors, se trouva chargée seule de la défense de Gènes contre tous les efforts des coalisés.

Il y eut alors des militaires qui auraient desiré que le général Massena se fût retiré vers les Alpes maritimes avant que les Autrichiens entrassent en campagne. Quelque important qu'il fût pour les Français d'occuper la Ligurie et la ville de Gènes, quelques desirs qu'eussent les ennemis de s'en rendre les maîtres, peut-être eût-il été encore plus sage de se porter vers les différens points dont Finale, Loano ou Albinga pouvaient fermer et défendre la droite de l'armée ; et alors, retranché dans ses positions, on aurait pu, quoique très-inférieur en nombre, ou arrêter les ennemis comme le fit le général Kellerman en l'an 3 (1795), ou les battre, comme le général Scherer, les 2 et 3 frimaire an 4 (23 et 24 no-

vembre 1795), ou enfin, après avoir reçu quelques secours, reprendre l'offensive, et favoriser les projets ultérieurs du premier Consul.

La gauche des Français, commandée par le général Suchet, séparée de la droite, avait été repoussée jusqu'à Finale, d'où elle avait attaqué plusieurs fois les Autrichiens, postés à San-Giacomo. De son côté, les 22, 23 et 24 germinal (12, 13 et 14 avril), le général Massena avait attaqué, avec un grand acharnement, du côté d'Arbizola, Monte-Larmetto et Sasello, les ennemis, qui avaient eu bien de la peine à y conserver leurs positions. Quelques jours après, le 28, le général Hohenzollern était venu à bout de forcer le passage de la Bochetta, et avait poussé ses gardes avancées jusqu'au faubourg de Saint-Pierre-d'Arena.

Les combats continuels et les suites de fatigues excessives ayant considérablement diminué la partie de l'armée française renfermée dans l'état de Gènes, le général Massena avait été obligé, le 2 floréal (22 avril), de resserrer sa ligne de défense, et de retirer ses gardes avancées; le général Melas resserra aussi de plus près la ville de Gènes, et attaqua les Français, fortement retranchés à Cabano di Voltri. Selon la gazette de Vienne, très-accoutumée

à diminuer les pertes des Autrichiens et à augmenter celles des Français, l'opiniâtreté des combattans fut portée, dans cette action, au-delà de toute expression, et quelques régimens autrichiens furent entièrement exterminés.

Après ce combat, le général français s'était renfermé entièrement dans les murs de Gènes. Il en sortit cependant le 3, et enleva tous les vivres et les fourrages qui se trouvaient dans le village de Rivarole; en même temps le général Suchet, inquiété par les vaisseaux anglais du côté de la mer, tandis qu'il était pressé du côté de la terre par les Autrichiens trois fois plus nombreux, avait été obligé d'abandonner toute la côte jusqu'au-delà de Nice, où le général Melas était entré le 21.

Mais, tandis que le baron de Melas, à la tête des principales forces autrichiennes concentrées vers Nice, enlevait Savone, bloquait Gènes, entrait dans Nice, et semblait menacer d'une invasion la France méridionale, Bonaparte partait de Paris, le 16 floréal (6 mai), pour se rendre à Dijon : c'était aux environs de cette ville que le premier Consul avait fait rassembler une armée de réserve, destinée au plus grand événement militaire de la guerre présente. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (69).

Plusieurs divisions de l'armée de réserve avaient déjà filé vers Lausanne et Villeneuve. Bonaparte, arrivé à Genève le 18, y avait passé en revue, le 23, l'avant-garde, commandée par le général Lanes; le même jour, il en avait dirigé la marche vers le hameau de Saint-Pierre, au pied du grand Saint-Bernard, environ à six milles du couvent des hermites, qui se trouve à la sommité de la montagne : le premier Consul avait jugé à propos de faire stationner le corps de l'armée à l'embouchure de la Drance dans le Rhône, auprès de Martinach, village à quelques lieues du pied de la montagne, soit pour y préparer les troupes, par trois jours de repos, aux extrêmes fatigues qui les attendaient, soit pour les organiser et mettre l'ensemble nécessaire dans ses opérations.

L'artillerie, les bagages, les munitions se trouvaient rassemblés avec l'armée dans le village de Martinach; c'était un beau spectacle, bien nouveau dans ces contrées, que celui du mouvement occasionné par la réunion de tant d'hommes, joint à celui des chevaux et des mulets des environs qui avaient été mis en réquisition, et des paysans qui arrivaient en foule de tous côtés pour disposer les chemins.

Après avoir passé le Rhône auprès de Mar-

tinach, on monte continuellement en suivant un vallon étroit formé par la Drance; on passe par les villages de Vence et de Vuège. La Drance ne laisse en cet endroit aucun espace libre dans les précipices qu'elle franchit avec rapidité. On laisse le val Baquier à la gauche pour monter le col Major, en traversant les villages de Branchie et d'Ozère; le voyageur descend ensuite au hameau de Saint-Pierre, où se trouve la source de la Drance. De Martinach à Saint-Pierre, le chemin, extrêmement mauvais, n'était pas cependant impraticable; on voyageait dans les sinuosités des montagnes couvertes de hauts sapins, et qui fournissent aux habitans d'excellens pâturages pendant trois mois de l'année; mais, après avoir passé Saint-Pierre, la nature est entièrement morte.

Le 27 floréal (17 mai), le général Lanes avait quitté Saint-Pierre avec l'avant-garde. Ici on commençait à gravir la montagne, déjà assez rapide pour ne pouvoir plus y faire usage des voitures, et ne plus y trouver de chemin battu.

Le général Watrin, qui commandait la première division de l'armée, était parti en même temps de Martinach, et avait bientôt été suivi des autres divisions, qui n'avaient pas tardé à

se trouver réunies à Saint-Pierre, avec l'artillerie, les bagages et les munitions.

On compte six milles de Saint-Pierre au sommet du mont Saint-Bernard, par un sentier où ne peut passer qu'un homme de file; c'est le passage le plus fréquenté pour communiquer du bas Valais en Italie; mais ici, les transports ne se font plus qu'à dos de mulet, et passent par la ville d'Aoste pour se rendre dans le Piémont et dans l'Italie. On ne voit sur cette route que des rochers entassés les uns sur les autres, entre lesquels on passe par mille détours. Dans ces agrestes contrées, le voyageur ne rencontre d'autres êtres vivans que le chamois, l'alouette des Alpes et le choquard: à mesure qu'il s'élève, il s'éloigne de tout ce qui respire; il se voit seul; les nuages se forment à ses pieds; il n'aperçoit que des masses énormes de neiges qui se perdent dans les airs; il n'entend que le bruit de quelques avalanches, se précipitant dans les abymes avec un fracas épouvantable. Les rivières de la Drance et de la Doria roulent avec des torrens dans les sinuosités de ces montagnes, et s'y précipitent de tous côtés; la végétation y est insensible; les productions de la terre y sont à peu près nulles; les derniers arbres qu'on y rencontre, sapins ou pins, sont à

une lieue à peu près du bourg de Saint-Pierre; plus loin, trouve-t-on à peine quelques buissons et des arbres avortés; le dernier arbrisseau était un sureau sans fruit: la neige y est constamment entassée; par-tout elle est si ferme, que les pieds des animaux n'y laissent aucune trace; on croit y voir le chaos et le tombeau de la nature, de la nature inanimée. Cependant que serait devenue l'armée, si, malgré le courage des soldats et leur constante patience, on n'avait pu faire passer avec eux l'artillerie, les bagages, les munitions de guerre et de bouche? Le génie et le courage suppléent à tout, et font disparaître tous les obstacles: on démonte les canons pièce à pièce; on creuse des arbres en forme d'auge pour les recevoir; une certaine quantité d'hommes s'attellent à une pièce, suivant la grosseur des calibres; ils la traînent et la montent: [1] soldats, officiers, tous se disputent cet honneur; les roues, les affûts, les caissons, les bagages, les munitions, sont portés à bras sur des brancards, ou tirés sur des traîneaux, ou portés à dos de mulets; le reste des soldats grimpe, un à un, chargés des armes et des sacs de leurs compagnons occupés à tirer

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (70).

les pièces; si quelqu'un avait eu l'imprudence de dépasser son camarade, en s'écartant de la trace étroite que l'on se frayait, il aurait été infailliblement englouti. C'était dans la neige sur laquelle il marchait, que le soldat trempait son biscuit et se désaltérait; c'était en chantant des airs patriotiques qu'il allégeait ses fatigues.

En cinq heures, l'armée était arrivée, le 28 floréal (18 mai), au sommet du mont Saint-Bernard, et entourait l'hospice des hermites. [1] Là, d'après les ordres et les soins prévoyans du premier Consul, [2] on voyait des tables dressées de tous les côtés, où les soldats trouvaieut de quoi se désaltérer et appaiser leur faim : elles étaient dressées sur la neige ; chaque soldat y trouvait du pain, du fromage, du vin, et faisait un repas inattendu dont il avait le plus grand besoin. Les respectables cénobites de l'hospice présidaient à la distribution avec une patience et une gaieté admirables ; à ce tableau pittoresque se joignait celui du terrain couvert de canons, d'affûts, de caissons, de traîneaux, de brancards, de mulets, de chevaux, de ba-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (71).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (72).

gages, de munitions, sur un plateau glacé qui dominait l'Italie et l'ancienne Gaule.

Arrivé sur la sommité, on n'avait pas surmonté les plus grands obstacles; la descente du mont Saint-Bernard à Verney, premier village du Piémont, promettait moins de fatigue et présentait plus de dangers. Un chemin d'une lieue était pratiqué sur une montagne escarpée; le cavalier est obligé d'y précéder ou de suivre son cheval; il ne peut se placer à côté sans s'exposer à tomber dans un abyme. La route est bordée, d'un côté, de précipices affreux; de l'autre, des montagnes de neige paraissent suspendues sur la tête des voyageurs : on ne pouvait faire un pas sans trouver des crevasses formées par la fonte des neiges. Malgré les plus grandes précautions, on voyait glisser et disparaître beaucoup d'hommes et de chevaux, qui étaient ensevelis aussitôt dans des précipices d'une profondeur effrayante; aussi presque tous les soldats se laissaient glisser sur le dos: Bonaparte lui-même, après s'être reposé une heure chez les hermites, prit, pour rejoindre l'armée, un sentier que suivaient plusieurs fantassins; mais le milieu de la descente, environ à deux cents pieds, avait une pente si rapide, qu'il fut obligé de s'asseoir et de glisser

pour la descendre ; ses aides-de-camp Duroc, Lemuroi et Merlin suivirent son exemple.

Arrivé le 1er prairial (21 mai), à Etroubles, très-près d'Aoste, et des avant-postes des Autrichiens, l'armée avait fait halte : il y avait déjà quelques instans que l'on avait revu de l'herbe et les fleurs orner le gazon ; une chaleur étouffante se faisait alors sentir, et avait remplacé l'air glacial dont on avait eu tant à souffrir quelques heures auparavant ; de sorte que, dans la même journée, l'armée avait éprouvé les trois saisons de l'hiver, du printemps et de l'été. [1]

Dans la crainte de quelque surprise, le général Lanes avait marché en avant avec l'avant-garde, et était arrivé à Aoste à onze heures du matin. Un bataillon autrichien qui était dans la ville, craignant d'y être investi, après quelque résistance sur le pont, s'était replié sur Châtillon, et avait pris poste sur les hauteurs en avant de ce bourg. Le 30 floréal (20 mai), ce même bataillon, attaqué de nouveau par l'avant-garde, avait été obligé de céder au nombre ; dès-lors les Français, ne trouvant plus d'autres ennemis à combattre, étaient arrivés

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (73).

le même jour à une demi-lieue du fort de Bard, dont l'armée s'était approchée le 3 prairial (23 mai).

Ici, les difficultés parurent insurmontables; à quelques milles d'Aoste, sur le chemin d'Ivrée, marquisat célèbre dans les anciennes guerres d'Italie, les deux montagnes dont les flancs forment la vallée d'Aoste, se rapprochent, et ne laissent entre elles qu'un espace de vingt-cinq toises, occupé par la Doria-Baltea. Dans ce détroit est bâtie, sur un plateau, la petite ville de Bard, assez mal fortifiée, mais défendue par un excellent château : il est construit sur un rocher, au bord de la Doria, et ferme, de ce côté, l'entrée du Piémont. Les Impériaux regardaient, avec raison, ce rocher comme une insurmontable barrière. La nature avait, sans le secours de l'industrie, fait du rocher de Bard un fort inaccessible; il se termine en pain de sucre, dont il a exactement la forme; la route, qui est au pied de ce rocher, suit un vallon ayant à peine cinq cents toises de largeur; sur sa droite coule la Doria, rivière profonde, rapide et dangereuse, bordée des deux côtés, surtout de celui du fort, de rochers inaccessibles; d'ailleurs celui-ci était encore défendu par vingt pièces de canon, cinq cents hommes de garni-

son, et beaucoup de fortifications avancées que l'art y avait construites. Cependant l'armée n'avait plus de vivres que pour quatre où cinq jours, et elle n'avait pas les moyens de s'en procurer assez à temps par le mont Saint-Bernard; il fallait donc enlever le fort d'assaut, ou parcourir un grand circuit pour chercher un autre passage.

Trois compagnies de grenadiers s'étant logées dans les faubourgs, sont suivies de quelques autres. A minuit, toutes marchent en silence sur des quartiers de roches épars; elles atteignent les palissades, les escaladent: vainement sont-elles assaillies par une grêle de balles, rien ne peut les arrêter; elles forcent l'ennemi à abandonner les ouvrages extérieurs et à se retirer dans le château; mais de là la garnison tire à mitraille sur les grenadiers, elle fait rouler sur eux de gros quartiers de roche, et les oblige, malgré leur intrépidité, à se retirer.

Durant cette attaque, quinze cents hommes étaient occupés à rendre praticable un chemin sur la montagne d'Albaredo; des escaliers sont construits dans les endroits où la pente eût été trop rapide; dans d'autres endroits, le sentier, devenu plus rapide encore, se terminait, à

droite et à gauche, par des précipices; des murs sont élevés pour garantir de la chûte, et, lorsque des rochers se trouvaient séparés par des excavations trop profondes, on y jetait des ponts pour les réunir; mais les escaliers de ce rocher, mille fois moins praticable encore que le mont Saint-Bernard, ne pouvaient suffire pour le passage de l'armée, et encore moins pour celui de l'artillerie, des bagages et des munitions. Il fallut donc songer aux moyens de traverser par la ville basse, située à très-peu de distance du fort, entièrement exposée à son artillerie, et dont les grenadiers de la garde du Consul s'étaient d'abord rendus maîtres; il ne restait plus d'autre ressource. On décide de profiter de la nuit, de couvrir le chemin de fumier, d'entourer les roues de foin; durant quelques jours, plusieurs hommes traînent, à minuit, les pièces et leurs caissons, non sans éprouver encore d'assez grandes pertes. Cependant le passage est effectué; on trouve le moyen de porter au haut du clocher de la ville basse une pièce de canon; on bat le château en brèche, et même on démolit une tour au-dessus de la porte. Dès-lors la garnison, mal approvisionnée, craignant un assaut, se rendit prisonnière de guerre.

En même temps, la cavalerie avait effectué son passage sur l'Albaredo, regardé depuis des siècles comme inaccessible à l'infanterie; le reste de l'armée, profitant de la prise du château de Bard, avait continué librement sa marche, précédé par le général Lanes, qui, s'étant emparé d'assaut, le 5, de la ville d'Ivrée, avait marché avec l'avant-garde vers la Chiusella; tandis que, pour faire diversion, le général Thureau menaçait et prenait la ville de Suse et le fort de la Brunette.

Maîtres d'Ivrée, les Français voyaient devant eux deux routes pour marcher au secours de Gènes; l'une par Chivasso, Turin, Asti, Alexandrie; l'autre par Verceil, Novare, Milan, Lodi, Plaisance. Après avoir passé le Pô au-dessus ou au-dessous de la Trebia, la première route était plus courte; mais il fallait passer sous les murs de Turin et d'Alexandrie. On préféra la seconde; elle réunissait à l'avantage d'éviter des places fortes, celui de s'emparer des principaux magasins de munitions de bouche et de guerre, établis par les Autrichiens sur les rives du Tésin, de l'Adda et de l'Oglio.

La prise de Suse par le général Thureau, et la marche du général Lanes sur la Chiusella,

ayant fait présumer aux Autrichiens que ces deux corps allaient se réunir, ils s'étaient retranchés, au nombre de douze mille, auprès du village de Romano. Pour les maintenir dans leur erreur, le général Berthier les avait fait attaquer, et, après les avoir forcés de se retirer sur Turin, il s'était emparé de Chivasso, d'où un régiment de dragons autrichiens s'était déjà retiré à l'approche des Français.

Pendant que les Autrichiens exécutaient ces mouvemens, et prenaient ces précautions, le général Murat, à la tête de la cavalerie, s'était porté rapidement sur Verceil, y avait fait réparer le pont sur la Sesia, avait passé cette rivière, et n'avait pas tardé à entrer dans Novare, le 10 prairial (30 mai), et de là d'aller prendre poste sur les bords du Tésin.

De son côté, le général Lanes, ayant suivi le général Murat, avait passé la Doria-Baltea, et s'était porté, par Crescentino et Verceil, sur Pavie, où il s'était emparé des magasins des Impériaux.

En même temps, le quartier-général s'était porté d'Ivrée à Novare; la colonne qui avait traversé le Simplon, était arrivée à Domo-Dossola; celle aux ordres du général Moncey, à Airolo; les troupes commandées par le gé-

néral Chabran étaient entrées dans le Piémont par le petit Saint-Bernard; le général Bechi s'était porté à Cassano avec la légion cisalpine; le général Duhem avait passé l'Adda à Lodi, et le général Murat, après avoir forcé le passage du Tésin, était entré dans Milan le 12, où le premier Consul, rendu peu de jours après, avait rétabli la république, et nommé des administrateurs pour la gouverner provisoirement.

Au milieu de tous ces mouvemens, les Français étaient reçus comme des libérateurs dans toutes les villes où ils pénétraient. L'Italie, fatiguée par la tourmente révolutionnaire, offrait alors un tableau bien affligeant; tous les ports des deux rivières de Gènes étaient bloqués par les Anglais, et la disette y était extrême. Cependant le peuple ne murmurait pas; la conduite tenue par les Autrichiens dans les pays dont ils s'étaient rendus les maîtres, lui faisait redouter les mêmes traitemens : dans cette crainte, il réunissait ses efforts à ceux des Français, pour retenir le baron de Melas dans le nord des Apennins.

Les Français, maîtres de l'Italie, avaient épuisé ce beau pays; mais, s'ils avaient renversé des souverainetés, s'ils avaient aboli les

anciennes lois, contrarié les anciennes habitudes, si les besoins énormes de leurs armées avaient anéanti le commerce, l'industrie, et fait disparaître les capitaux, du moins avaient-ils offert au peuple la liberté en échange de leurs sacrifices : l'espoir d'un bonheur peut-être chimérique ou très-éloigné, avait tempéré en partie les angoisses du présent.

Cette illusion avait disparu depuis que les Autrichiens, les Allemands, les Russes, les Ottomans et les Anglais, en publiant qu'ils entraient dans la péninsule pour rétablir le règne de l'ordre, des lois, de la justice, de la religion, des antiques opinions, augmentaient la détresse publique par le joug militaire auquel ils soumettaient le pays. L'Italie, sans éprouver le moindre adoucissement, paraissait destinée à grossir l'héritage de quelque prince dont elle ne connaîtrait pas la langue, et dont elle saurait à peine le nom : la consternation était dans tous les cœurs, depuis les montagnes de la Suisse jusqu'aux extrémités de la Calabre.

En vain le roi de Sardaigne, à la nouvelle des succès des généraux Souworof et Melas, abandonnant son île, s'était rapproché de ses états de terre ferme; en vain les Piémontais, qui avaient invoqué la présence de leur mo-

narque, manifestaient leur impatience et leur mécontentement par d'éclatantes menaces, cette principauté était devenue une province autrichienne administrée militairement par des Allemands, et à leur profit : troupes, revenus, arsenaux, places fortes, contributions ordinaires et extraordinaires, tout avait changé de maître, tout se passait sous le bon plaisir des généraux et des commissaires de l'empereur. La guerre avait mis le comble à l'infortune et à l'épuisement de ce malheureux pays; et son monarque, exilé dans une maison de campagne près de Florence par les protecteurs des droits de la royauté, attendait avec anxiété le sort qu'on lui destinait.

La domination autrichienne était exercée avec le même arbitraire dans les anciennes provinces vénitiennes et dans celles qui formaient la république cisalpine, sans qu'on pût conjecturer si on mêlerait enfin quelque administration civile à celle du despotisme militaire. Les gens d'église se plaignaient de ce que leurs biens continuaient d'être séquestrés; le peuple murmurait bien davantage des recherches inquisitoriales, des emprisonnemens, des exils, des proscriptions, des peines de mort contre les fauteurs de l'invasion française.

Le tableau du royaume de Naples était encore plus sombre que celui de l'Italie antérieure; le monarque fugitif, continuant de mettre la mer entre lui et ses sujets de terre ferme, et gouvernant dans Palerme le royaume de Naples, semblait ne considérer sa capitale que comme un pays conquis. On est effrayé quand on parcourt la liste des supplices qui succédèrent aux bouleversemens populaires; et on est étonné quand on voit que la majorité de ces têtes dévouées aux bourreaux appartenait à la noblesse et au clergé. Les proscriptions ne s'étaient pas arrêtées aux échafauds, les emprisonnemens et les exils avaient été plus multipliés que les peines de mort; on eût pensé que Ferdinand IV, pour régner plus paisiblement, voulait régner sur des déserts.

La même désorganisation s'étendait aux Etats de l'Eglise : la puissance militaire et la puissance civile se partageaient, dans Rome, entre les étrangers qui avaient succédé aux Français, et une junte, ou conseil provisoire, composée de quelques Romains. Ancône était gardé par les Ottomans, Civita-Vecchia par les Napolitains, Ferrare par les Impériaux; les trois légations desiraient la destruction du gouvernement pontifical; sa restauration n'était pas

même souhaitée dans Rome. Ainsi, dans la situation où se trouvaient les choses et les esprits dans toute la péninsule, il ne fallait qu'une étincelle pour causer un vaste embrasement.

Cependant Bonaparte, descendant du sommet glacé des Alpes, se trouvait en moins de quinze jours au centre de ses anciennes conquêtes, et semblait avoir commandé à la destinée. Il avait fait prisonnières toutes les garnisons autrichiennes qu'il avait trouvées dans le haut Piémont, le Milanais, le Crémasque et le Bergamasque; sa position centrale interceptait la communication du général Melas avec le Tyrol; et, tandis qu'il réorganisait la république cisalpine, tandis qu'il rendait aux embrassemens de leur famille les républicains renfermés dans les prisons par les Autrichiens, et ceux qui étaient venus se réfugier en France; tandis qu'il armait la garde nationale, qui se chargeait de garder les places reconquises, toute l'armée française avait la liberté de marcher en avant pour combattre les Autrichiens sur la rive droite du Pô. En effet, la cavalerie, aux ordres du général Murat, et l'avant-garde, à ceux du général Lanes, après avoir parcouru rapidement la rive gauche du Pô, s'étaient

arrêtées devant Plaisance, où se trouvait un pont de bateau construit par les Autrichiens; le général Melas lui-même avait présidé aux fortifications de la tête de ce pont. Le 16 prairial (5 juin), ces fortifications sont attaquées par les Francais, et emportées à la baïonnette; mais les Autrichiens, en se retirant, avaient coupé les derniers bateaux du côté de Plaisance. On emploie la nuit à en chercher d'autres; à la pointe du jour, plusieurs batteries faisaient déjà feu sur différens points du Pô, pour disséminer les forces de l'ennemi : pendant ce temps, deux demi-brigades passaient le fleuve à Nocétto, entraient dans Plaisance, et rétablissaient le pont, qui procurait à l'armée le moyen de traverser le Pô. On avait le projet de marcher au secours de Gènes, en remontant la rive gauche de la Trebia; les bizarres événemens de la guerre ne le permirent pas.

Depuis que les Autrichiens étaient entrés dans Nice, les généraux Melas, Elnits et Latterman employaient quarante mille combattans à forcer la barrière du Var, pour pénétrer dans les départemens méridionaux, où le lord Keith devait conduire une armée, une grande quantité de munitions de guerre et de bouche pour assiéger

Marseille et Toulon par terre et par mer. [1]

Le général Suchet, avec un faible corps d'armée, après avoir approvisionné les forts de Montalban, de Vintimille, de Villefranche et de Nice, avait mis en sûreté dans Antibes les effets militaires, et défendait le passage du Var, avec une intrépidité et une intelligence qui mettaient en défaut tous les moyens des généraux autrichiens; un télégraphe placé dans le fort Montalban, qui se trouvait au milieu de l'armée autrichienne, instruisait les généraux français de toutes les dispositions faites par les ennemis dans les environs de Nice; ainsi prévenu, le général Suchet pouvait diriger sa défense, et se trouver toujours en mesure pour repousser les Autrichiens par-tout où ils se présentaient.

En même temps il arrivait des secours de tous les départemens voisins, qui rendirent nuls pendant dix jours les tentatives des Autrichiens contre les redoutes qui couvraient le pont du Var.

Cependant le bruit de l'expédition de Bonaparte retentissait sur les rivages de la Ligurie; et quoique le général Melas persistât à regarder

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (74).

comme impossible, par les Alpes Pennines, l'arrivée d'une armée de cinquante mille hommes avec son artillerie et ses munitions; quoiqu'il persistât dans le dessein de pénétrer en France par les environs de Vence, le général fut forcé de céder à l'évidence, et de se décider à passer par le col de Tende pour se rendre précipitamment à Turin, où il était arrivé le 6 prairial, (26 mai). Il avait laissé sur les bords du Var, sous les ordres du général Elnits, vingt-cinq mille hommes protégés par deux frégates anglaises, et une nombreuse artillerie; il attendait à Turin, le 17, dans la plus grande anxiété, l'arrivée des troupes aux ordres du général Elnits, [1] et la nouvelle de la reddition de Gènes; il voyait avec douleur le Milanais tomber, sans coup férir, au pouvoir des Français; pressé de tous côtés par leur armée, il avait fait partir des troupes pour Plaisance, et ordonné la levée du blocus de Gènes; mais, le jour même de l'arrivée de cet ordre au général Ott, le général Massena écoutait les propositions d'une capitulation. Depuis le 26 floréal, (16 mai), les Génois étaient sans pain, la garnison n'en recevait que quelques onces; les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (75).

chevaux étaient mangés; la famine arrivée à son comble excitait chaque jour des mouvemens insurrectionnels; le gouvernement ne pouvait plus être écouté par des hommes réduits au désespoir; on ne voyait dans les rues que des squelettes ambulans; les Génois et les Français qui survivaient, privés de forces physiques, n'étaient plus en état de faire le service militaire.

S'il eût été possible alors au général autrichien de traîner la capitulation en longueur, il n'aurait resté au général Massena que l'alternative de se rendre prisonnier de guerre, ou de tenter de se faire jour à travers l'armée autrichienne; mais le général Ott venait de recevoir l'ordre d'abandonner le blocus, et de combiner ses mouvemens pour arrêter les progrès de Bonaparte; sa position ne lui permettait plus d'être difficile: il permit que l'armée française sortît de Gènes avec armes et bagages, et pût se réunir à celle du général Suchet, à la seule condition que les Autrichiens prisonniers dans Gènes seraient remis en liberté; de son côté le général Massena, jaloux de hâter le moment où les malheureux habitans de Gènes et ses troupes recevraient des subsistances, sans lesquelles tous allaient être mois-

sonnés par la famine, se hâta de remplir les conditions de la capitulation. [1]

Cet événement devait influer sur les opérations de l'armée de réserve. Bonaparte, avant d'aller la joindre sur la droite du Pô, avait publié une proclamation : « Soldats, la plus « grande partie du territoire du peuple li« gurien était envahie, la république cisalpine « anéantie devenait le jouet du régime féodal, « un de nos départemens était envahi, la « consternation se répandait sur le midi de « la France.

« Soldats, vous marchez, et déjà le terri« toire français est délivré, la joie et l'espé« rance succèdent dans votre patrie à la crain« te et à la consternation. Vous êtes dans la « capitale de la république cisalpine; l'ennemi « épouvanté n'aspire plus qu'à regagner ses « frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, « ses magasins, ses parcs de réserve. Le pre« mier acte de la campagne est terminé; des « millions d'hommes vous adressent leurs re« merciemens.

« Mais aura-t-on impunément violé le ter« ritoire français? Laisserez-vous retourner en

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (76).

« Allemagne l'armée qui porta l'alarme dans
« vos familles? Vous courez aux armes? Eh
« bien ! marchons à sa rencontre, opposons-
« nous à sa retraite, arrachons-lui les lauriers
« dont elle s'est parée. Apprenons au monde
« qu'une fatale malédiction tombe sur les in-
« sensés qui osent insulter le territoire de la
« grande nation. Le résultat de nos efforts sera
« gloire sans nuage, et paix solide. »

Les succès constans du général Moreau en Allemagne, le gain des batailles livrées à Stokack, Engen, Gremback, Biberack, et sur les bords de Liller, ainsi que de plusieurs combats particuliers; le général Krai obligé de se renfermer dans son camp retranché de Pfael à une lieue et demie d'Ulm, l'évacuation par les Autrichiens, de Lindau, Bregentz, Feldkirck, Coire, et tout le pays des Grisons, multipliaient infiniment les embarras de la cour de Vienne, et lui ôtaient tous les moyens de venir au secours de ses armées en Italie. La prise de Gênes augmentait encore les obstacles du général Melas; elle lui permettait à la vérité de concentrer ses forces, de prendre des positions défensives très-importantes, et, en cas de défaite, elle pouvait lui offrir une retraite où la flotte anglaise l'eût régulièrement appro-

visionné ; mais cette conquête lui devenait infiniment onéreuse, en l'obligeant de laisser une très-forte garnison dans cette place, et de surveiller les généraux Massena et Suchet, qui avaient marché sur Acqui et sur Sasello : d'ailleurs, l'armée du général Berthier était en possession de tous les magasins des Autrichiens, et occupait l'importante position de la Stradella ; le général français coupait à l'armée autrichienne toute communication avec le Milanais.

Le général autrichien ne pouvait cependant rester plus long-temps dans cette inaction commandée par les circonstances ; il est vrai qu'il avait plus de quatre-vingt mille combattans dans l'Italie antérieure ; mais il ne lui était pas aisé de les réunir en un seul corps, une partie était encore assez près de Gènes, une autre vers les sources du Tanaro, pour se joindre à la division du général Ott sous les murs d'Alexandrie ; le général Melas, contrarié par les rivières qui coulent dans les vallées très-profondes et très-étroites des montagnes qui couvrent la Ligurie occidentale, était obligé de faire un long détour en suivant le Tanaro ; peut-être eût-il pu passer le Pô entre Valence et Vérue, et transporter le théâtre de la guerre

dans le Milanais; mais il abandonnait alors Coni, Ceva, Tortone, Alexandrie, et même Turin; il abandonnait en même temps la division du général Ott, qui aurait été prise. Aussi le général Melas s'arrêta au plan de réunir toutes ses forces pour combattre les Français dans les superbes plaines qui s'étendent entre Alexandrie et Tortone, et où la supériorité de sa cavalerie lui promettait du succès.

En conséquence, le 18 prairial (7 juin), les divisions Kaim et Haddick avaient abandonné Turin et s'étaient mises en marche sur Asti, où le baron de Melas s'était rendu de son côté; le général Ott, qui était arrivé le même jour à Rivalta di Scrivia, s'était porté le 19 à Castegio, et avait poussé ses avant-postes jusqu'à San Giulieta : c'était le lieu où le général Melas avait ordonné le rassemblement de l'armée; ordre qui paraît infiniment inconséquent lorsqu'on sait (et le baron de Melas devait en être instruit) que l'armée française était déjà maîtresse de Stradella; la position du général Ott à Castegio était donc infiniment hasardée; aussi le général Berthier se hâta-t-il de profiter de cette faute, en ordonnant au général Lanes de quitter sa position de Broni pour attaquer les Autrichiens, et en

le, faisant soutenir par la division Victor.

Le général Watrin ayant rencontré les postes avancés des ennemis à San-Diletto, après les avoir repoussés, avait attaqué leur ligne de front ; en même temps une colonne française les tournait sur la gauche et une autre sur la droite; quatre fois le village de Castegio et les hauteurs voisines avaient été pris et repris; enfin les Français avaient fait une charge générale et forcé les Autrichiens à se retirer en désordre jusqu'à Voghera, d'où ils étaient partis précipitamment pour passer la Bormida. Le général Berthier, dans son rapport sur le combat de Montebello, parle de trois mille morts et de cinq mille prisonniers.

Cette victoire décida le général Berthier à passer la Scrivia, afin de resserrer toujours davantage le baron de Melas; mais que pouvait, que devait faire ce général? Son armée était trop nombreuse pour être dispersée dans Coni et dans les citadelles de Turin, d'Alexandrie et de Tortone. Ces places d'ailleurs n'étaient point approvisionnées; elles eussent été, en peu de jours, obligées de se rendre; se porter sur Gènes dont il était le maître, et s'y enfermer, c'eût été livrer l'Italie à la discrétion des Français sans se sauver soi-même;

pénétrer dans la Toscane par la rivière du Levant, Sarzanne et Lucques, ou s'embarquer pour Livourne; mais ce projet eût exigé trop de temps pour être mené à fin, et les Français eussent été maîtres de la Toscane avant que l'armée du général Melas eût pu s'y rendre; passer le Pô près de Valence, gagner Pavie, Pizzigithone et l'Oglio; mais le corps du général Moncey aurait pu avec la légion cisalpine, en s'opposant à sa marche ou en la retardant, donner le temps au général Berthier de tomber sur ses derrières; il ne lui restait donc d'autre ressource que de battre l'armée française; de percer ensuite directement sur Plaisance, et de se jeter derrière l'Oglio; le baron de Melas se détermina pour ce dernier parti.

De son côté, le général Berthier, ayant fait jeter des ponts volans à Castel-Nuovo, avait dirigé la marche de l'armée pour y passer la Scrivia; le général Victor, avec l'avant-garde, avait déjà passé cette rivière à Dora, et s'était porté vers Marengo, tandis que, sur la droite, les divisions Chabran et Lapoipe avaient reçu les ordres de se placer sur la rive gauche du Pô à la hauteur de Valence, afin d'empêcher les Impériaux de passer le fleuve vers

ce point, et sur la gauche, une division de la réserve avait marché vers Rivalta en tournant Tortone, dans la crainte que le général Melas ne voulût prendre le chemin qui mène d'Alexandrie à Gènes pour venir attaquer l'armée française : ainsi, après avoir passé la Scrivia, l'avant-garde se trouvait à Marengo, le corps de bataille et le quartier général à San-Giuliano, la réserve à Garafolo, deux divisions à la hauteur de Valence, une autre à Rivalta.

Tout annonçait au général Melas que les Français voulaient engager une affaire générale; néanmoins, soit qu'il attendît encore les troupes qui lui arrivaient de Nice, soit qu'il voulût mieux s'assurer des forces ennemies, ou du véritable projet de Bonaparte, il s'obstina, le 24, à refuser la bataille, en restant sur la rive gauche de la Bormida, dont il se borna à couvrir les ponts avec quelques troupes placées exprès sur la rive droite.

On assura dans le temps, et on a répété depuis, que cette obstination apparente de rester sur la rive gauche de la Bormida, avait tellement trompé les généraux qui commandaient l'avant-garde française, qu'ils en étaient venus jusqu'à croire que le général autrichien

avait retiré ses ponts de dessus la Bormida, et qu'ils en avaient fait prévenir le premier Consul. Ce qui porterait à le croire, c'est que ce ne fut qu'à onze heures, le lendemain 25 prairial (14 juin), qu'on fut averti au quartier-général des progrès que faisait l'ennemi après s'être développé, à sept heures du matin, sur trois colonnes, aux ordres des généraux Oreilli, Kaim, Haddick, Ott et Elnits; celle de droite avait remonté la Bormida, pour percer sur Fregarolo, et tourner la droite des Français, où se trouvaient les généraux Kellerman et Gardanne; celle du centre avait attaqué le village de Marengo par la grande route; celle de la gauche s'était avancée sur Castel-Ceriolo, tandis qu'une nombreuse cavalerie, aux ordres du général Elnits, suivant la route de Salé, cherchait à déborder l'aile gauche de l'armée française.

La division du centre des Autrichiens avait d'abord repoussé l'avant-garde française, qui s'était retirée par échelons, et avait pris une position oblique, de manière que la division Victor occupait Marengo, et celle du général Gardanne avait sa gauche à la Bormida, et sa droite au village de Marengo; dans cette disposition, se trouvant sur le flanc de la co-

lonne des Autrichiens qui attaquait ce village, en retardant sa marche par un feu de mousqueterie fortement soutenu, elle en avait éclairci les rangs, et avait été sur le point de l'obliger à prendre la fuite.

Le général Lanes, attaqué à l'aile droite, avait été moins heureux; le défaut de gargousses ayant rendu inutile son artillerie, une partie de ses canonniers qui avait quitté le champ de bataille avait encouragé les Autrichiens à revenir de nouveau à la charge, et leur avait fait obtenir de déborder le général Lanes par sa gauche.

En même temps, les Autrichiens, souvent repoussés au centre, renforcés par des troupes de leur réserve, étaient constamment revenus à la charge, et avaient fini par déborder le village de Marengo.

Ce fut alors que Bonaparte, instruit de cet avantage, était accouru d'abord à la droite, où commandait le général Lanes, pour ralentir son mouvement de retraite; il avait fait avertir en même temps le général Desaix de marcher avec la réserve, et il manœuvrait avec la 72e demi-brigade, sans cependant parvenir à arrêter les Autrichiens, qui continuaient à gagner du terrain, précédés dans leur marche par cent

pièces de canon, qui faisaient de grands ravages dans les bataillons français. La cavalerie autrichienne, de son côté, débordait la droite des Français, et menaçait de la tourner; les cinq cents grenadiers de la garde du Consul, qui formaient la droite de la réserve, marchent à cette cavalerie, s'avançant dans la plaine, formés en bataillon carré, sans artillerie, et soutenant, sans s'ébranler, trois charges successives; ils prouvent aux hussards autrichiens qu'il était plus aisé de vendre leurs bonnets que de les leur enlever.[1]

Mais l'armée autrichienne continuait d'avancer, précédée par un feu à mitraille qui écrasait les Français. Vainement la division du général Monnier, envoyée de la réserve, avait dirigé deux de ses brigades sur Castel-Ceriolo; vainement, après avoir repoussé une charge de cavalerie, cette troupe avait chassé du village l'infanterie qui la soutenait, et s'en était emparée; la gauche et le centre de l'armée fran-

[1] Au moment où la cavalerie autrichienne, au nombre d'environ dix mille, vit paraître dans la plaine cette poignée de grenadiers, elle était si persuadée de n'en laisser échapper aucun, que les hussards vendaient les bonnets qui couvraient encore la tête des grenadiers du Consul.

çaise continuant de rétrograder, les grenadiers du Consul se replièrent sur la réserve ; ces deux brigades avaient été forcées d'abandonner Castel-Ceriolo, et de suivre le mouvement rétrograde de l'armée, qui, harcelée par la cavalerie, se portait alors, au pas redoublé, sur San-Giuliano, où se trouvait encore la réserve aux ordres du général Desaix. Toutes les routes, dans ce moment, étaient remplies de fuyards, de blessés, de morts, de mourans ; généraux, officiers, soldats, tous croyaient la bataille entièrement perdue.

Heureusement il se trouvait, sur la grande route, un défilé à traverser, formé, d'un côté, par un bois, de l'autre, par un coteau de vignes très-serrées et fort hautes ; le village de Marengo flanquait ce défilé sur la gauche. Quoique leurs bataillons fussent rompus, la plupart des canons hors de service, les munitions épuisées, plusieurs Français, au nombre d'environ six mille d'infanterie, et mille de cavalerie, avec six pièces de canon et beaucoup d'officiers, tenaient encore ferme dans le défilé, et y opposaient la résistance la plus opiniâtre ; les Autrichiens, aidés de leur nombreuse artillerie, étaient parvenus à jeter quelques bataillons dans les vignes et dans le bois, tandis que leur

cavalerie, qui les soutenait, attendait avec impatience l'instant de passer le défilé, et de tomber sur les fuyards : les Français néanmoins résistaient encore.

Dans cet état des choses, le baron de Melas crut qu'il n'avait plus qu'à étendre ses ailes, d'un côté, pour envelopper les Français par derrière; de l'autre, pour leur couper la retraite sur la Scrivia. Il était quatre heures après midi; on se battait depuis sept heures du matin; les Autrichiens étaient parvenus à Cassina-Grossa. Bonaparte, bravant le feu, parcourait le champ de bataille pour ranimer ses soldats, et les arrêter dans leur fuite : ses efforts ne furent pas vains.

On vit alors s'avancer dans la plaine la réserve, conduite par le général Desaix, et, à la voix du premier Consul, les corps mis en fuite se rallier et se ranger derrière elle. Dès l'instant où le général Desaix se trouve à portée des ennemis, il se met à la tête de la 9e d'infanterie légère, et s'élance avec impétuosité au milieu des bataillons autrichiens, que ses soldats font reculer à coups de baïonnettes; la division Boudet, qui formait la droite de la réserve, suit son exemple. L'armée ralliée, s'avance au pas de charge, et les Autrichiens

assaillis, commencent à plier et à mettre leur artillerie en retraite : ce mouvement permet aux Français de repasser le défilé, de se former en bataille à mesure qu'ils en sortaient, de mettre leurs canons en batterie, et de tomber de nouveau sur la ligne autrichienne; sur la gauche, le général Victor reprend Marengo, et se dirige sur les ponts de la Bormida; sur la droite, l'intrépide Desaix, qui chargeait avec le même succès, est atteint d'une balle, et expire sur le champ de bataille. [1]

La mort fatale de ce général, au moment où il venait de sauver l'armée, loin de ralentir l'ardeur des soldats, les animait d'un nouveau courage; ils s'étaient jetés avec fureur sur la première ligne de l'armée autrichienne, et l'avaient repoussée jusqu'à la seconde : ainsi réunies et devenues plus fortes, ces deux lignes s'étaient mises en mouvement pour faire une charge à la baïonnette. Les Français plient à leur tour, et une division de six bataillons de grenadiers s'avance à pas redoublés pour achever leur défaite ; mais le général Kellerman, à la tête de quelques escadrons, marche à ces grenadiers, les enveloppe, et leur fait mettre

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (77).

bas les armes. Ce succès important est le signal pour l'armée française d'une attaque générale. Un accident vient mettre le désordre dans les rangs de la cavalerie ennemie : un caisson saute en l'air; des nuages épais de fumée répandent le trouble et l'effroi ; les cris de victoire de la part des Français, l'ensemble de leur attaque, les ravages de leur artillerie, tout se réunit pour achever, à neuf heures du soir, l'entière défaite des Autrichiens. Ceux-ci, excédés de fatigues, après quatorze heures de combat, repassent la Bormida et reprennent leurs positions de la veille : l'obscurité de la nuit empêcha les Français de les poursuivre.

Dans cette bataille mémorable, que le nouvel âge militaire oppose à ce que les siècles ont de plus célèbre, qui, dispersant des ennemis fiers de leur nombre et de leurs succès, fit tomber douze villes fortes dans les mains des Français, rétablit un état allié, termina la guerre du continent, les Français comptaient environ quarante mille combattans, non compris trois mille hommes de cavalerie, et trente pièces de canon; les Autrichiens avaient cinquante mille hommes, y compris dix-huit mille de cavalerie, plus de quatre-vingts pièces de canon, et deux cents caissons parfaitement approvisionnés.

De l'aveu des Autrichiens, ils perdirent dans cette journée, en morts, blessés ou prisonniers, plus de dix mille hommes, deux mille chevaux, et deux cent trente officiers supérieurs, tués ou blessés; deux généraux, deux colonels, quatre lieutenans-colonels, soixante officiers supérieurs faits prisonniers; plusieurs drapeaux et une grande quantité de bouches à feu. Les Français perdirent aussi beaucoup de monde. Le général Melas eut deux chevaux tués sous lui, et fut blessé au bras; le général Berthier reçut plusieurs balles dans ses habits.

Le général autrichien, qui était dans une position singulièrement critique avant de livrer la bataille, se trouva dans une situation désespérante après l'avoir perdue. Dans les combats, dit Salluste, c'est moins la perte réelle faite par les armées que l'opinion du succès, qui décide des opérations ultérieures: une bataille perdue décourage les vaincus; le soldat battu, craint de l'être encore, et il était bien difficile d'arrêter cette influence morale, augmentée encore par la position de l'armée autrichienne: ses soldats étaient sans pain, sa cavalerie sans fourrage, elle ne pouvait plus hasarder aucune démarche avec sécurité. Le général Melas aurait-il voulu se porter sur Gènes? il aurait été attaqué en

tête par les généraux Suchet et Massena, en queue par le général Chabran, en flanc par les généraux Thureau et Berthier; ce qui augmentait ses sollicitudes, c'était cinq ou six mille blessés qu'il ne pouvait faire soigner, et qu'il ne voulait pas abandonner. Il fut donc obligé de se décider à envoyer le général Skal au camp des Français, à deux heures et demie du matin, pour proposer une suspension d'armes de quarante-huit heures, pendant laquelle on pourrait enterrer les morts et échanger les prisonniers. Cette suspension acceptée, fut suivie d'un armistice, signé le 29 prairial (18 juin); et d'une convention, par laquelle l'armée autrichienne devait se retirer derrière le Mincio, et abandonner les villes, forteresses et châteaux de Turin, Coni, Savone, Ceva, Gènes, Alexandrie, Tortone, Arona, Plaisance, Milan, Pizzigithone et le fort Urbin.

Conformément aux articles acceptés, l'armée du général Melas se retira derrière le Mincio, dans trois camps : le premier, près de Villa-Franca; le second, entre Mantoue et Borgo-Forte; le troisième, près de Governolo; le général mit une forte garnison dans la citadelle de Ferrare, et établit deux têtes de pont à Lagoscuro.

Ainsi toute l'Italie septentrionale, jusqu'à la Chiesa, Lucques, la Toscane et le duché d'Urbin, tombèrent au pouvoir des Français, de même que la Valteline et le pays des Grisons; il fut convenu seulement que le pays compris entre la Chiesa et le Mincio ne serait occupé par l'une ni par l'autre armée.

Le premier Consul, avant de s'éloigner de Milan, ordonna que le corps du général Desaix fût transporté à l'hospice du mont Saint-Bernard, où il lui serait élevé un mausolée; en face de ce monument, devait être placée une table de marbre, sur laquelle seraient gravés les noms des demi-brigades, des régimens d'artillerie et de cavalerie, ainsi que des généraux et chefs de brigades qui s'étaient trouvés à la journée de Marengo; enfin, il arrêta que l'armée de réserve et celle d'Italie ne formeraient qu'une seule et même armée, sous le nom d'armée d'Italie, dont il donna le commandement au général Massena.

L'histoire entière n'ayant transmis aucun fait militaire semblable à celui dont nous offrons les détails, on croit pouvoir appliquer quelques réflexions à un événement dont les effets furent aussi heureux pour les Français.

Il est permis, peut-être, d'accuser le baron

de Melas d'avoir commis plusieurs fautes dans la disposition générale de ses opérations; mais la faute capitale dut-être essentiellement imputée au cabinet de la cour de Vienne; il est impossible qu'il ignorât la formation d'une armée à Dijon; dès-lors, il devait faire ouvrir beaucoup plus tôt la campagne en Italie, et porter de plus grandes forces aux passages du Saint-Gothard, du Simplon, des grands et petits Saint-Bernard, du Mont-Cenis et du Mont-Genèvre; il fallait augmenter celles qui étaient en Italie, et avoir une armée d'observation placée d'Asti à Pavie.

Les Impériaux, qui auraient dû entrer en campagne au commencement de ventose (vers la fin de février), perdirent entièrement les mois de ventose et de germinal, en mouvemens et en actions qui n'eurent aucune importance; ce ne fut que dans les premiers jours de floréal (21 avril), qu'ils contraignirent le général Massena à se réfugier dans Gènes avec douze mille hommes: pour les y contenir et se garantir de leurs attaques, le général Melas fit former le blocus avec trente ou quarante mille hommes, dont il confia le commandement au général Ott. Mais pourquoi un blocus devant une grande ville que l'on savait manquer de

tout, et qu'une tranchée ouverte et le jet de plusieurs bombes eussent fait rendre avant huit ou quinze jours, tandis que le blocus dura un mois et demi? D'après ces calculs, Gènes aurait pu être au pouvoir des Autrichiens vers le premier germinal, c'est-à-dire, environ quinze jours avant l'époque où ils entrèrent en campagne; ce qui peut confirmer cette opinion, c'est que le général Massena n'arriva à Gènes que le 21 pluviose (10 février); qu'à cette époque l'armée d'Italie manquait absolument de tout, et que si les Autrichiens l'avaient attaquée à la fin de pluviose, ils auraient eu encore des succès plus faciles : enfin on assure que les paysans des environs de Gènes, au nombre de vingt mille, offrirent de prendre Gènes d'assaut, si l'on voulait leur en accorder le pillage. Dans cette nouvelle hypothèse, Gènes aurait pu tomber bien plus tôt entre les mains des Autrichiens; et, certes, il était sans doute plus politique de sacrifier ces paysans, auxquels l'appât du gain faisait exposer leur vie, que de compromettre les soldats de l'armée, et de faire retomber sur eux tout ce que le sac d'une ville a d'odieux.

Le temps devait aussi être excessivement précieux pour le baron de Melas; et cependant

il ne mit ni hardiesse ni rapidité dans ses mouvemens : après avoir enfermé le général Massena dans Gènes, ne devait-il pas pousser plus vivement le général Suchet, l'obliger à repasser le Var, occuper cette rivière et le col de Tende, et revenir ensuite sur les bords du Pô ? Sa conduite devint encore bien plus inexcusable, quand on le vit négliger de s'assurer de tous les passages par où l'on pouvait pénétrer en Italie, de la France, de la Suisse et du Tyrol ; à quel propos enfin, ce général fit-il avancer le général Ott, à marches forcées, pour s'opposer au passage du Pô qui était déjà effectué, et l'exposait à être battu à Castegio, où il se trouvait entièrement isolé ? Pourquoi ne fit-il pas marcher en même temps sur ce point les généraux Kaim, Haddick et Elnits ?

Dès l'instant où le baron de Melas se crut forcé de livrer la bataille, dès l'instant où il eut feint, le 24, de ne pas vouloir l'accepter, pourquoi ne passa-t-il pas, le 25, la Bormida dans la nuit, ou de plus grand matin, pour tomber sur l'avant-garde française, qui se trouvait isolée à Marengo ? Pourquoi ensuite, dans ses dispositions, porta-t-il toute sa cavalerie sur sa gauche, tandis qu'en la partageant à peu près également, puisqu'il en avait

un si grand nombre, il aurait pu déborder plus facilement les deux ailes de l'armée française? Dès l'instant où il se fut apperçu que les Français pliaient de toutes parts, et ne tenaient, en très-petit nombre, que dans le défilé proche de Marengo, au lieu de redoubler d'efforts contre ce point, pourquoi le général autrichien commit-il la faute capitale d'étendre sa ligne de bataille, dans l'idée d'envelopper l'armée fsançaise, et de lui couper la retraite sur la Scrivia? Mais ne devait-il pas lui suffire d'enfoncer ce centre, et, s'il y eût réussi, ne devenait-il pas le maître de la plaine de San-Giuliano? Les Français, qui commençaient déjà à être rompus, auraient-ils pu se rallier derrière leur réserve, qui aurait pu être facilement enveloppée elle-même?

Au moment, aussi, où le général Melas eut appris que les Français avaient pénétré dans la vallée d'Aoste, pourquoi ne se porta-t-il pas par Plaisance derrière l'Adda, ou même le Tésin? Le général avait appris, à Nice, l'entrée des Français en Italie le 29 floréal, et ceux-ci n'entrèrent dans Milan que le 12 prairial; ils n'occupèrent le poste de la Stradella que le 15: dans une circonstance moins épineuse, le maréchal Souworof s'était porté de Turin à

Plaisance en trois jours; dans cette hypothèse, il abandonnait, à la vérité, le Piémont, mais il se mettait en mesure de défendre la Lombardie; il assurait ses magasins, il avait ses derrières libres; et, dans le cas où la ville de Gènes lui ouvrît ses portes, événement qui devait être très-prochain, le général Ott pouvait venir le joindre par Bobio, et, en grossissant son armée, le mettre toujours plus en état de résister aux Français.

Ainsi, de tous les partis que prit le général autrichien, le plus mauvais sans doute était celui de venir se renfermer entre le Tanaro, la Bormida et le Pô, par la raison que, dans la supposition même qu'il eût battu les Français, ceux-ci pouvaient se retirer sous Plaisance, ou derrière le Pô et le Tésin, y concentrer leurs forces, et reprendre bientôt après l'offensive, puisque les troupes aux ordres du général Moncey, les divisions Lapoipe et Chabran, environ vingt mille hommes sous les ordres du général Massena, dix mille sous ceux du général Thureau, n'avaient point encore combattu, et se seraient trouvés en grande partie sur les flancs et les derrières de l'armée autrichienne: tout ce qu'eût pu faire alors le général autrichien, eût été de prendre la route de Parme, de passer le Pô

à Crémone, ou à Borgo-Forte, et de se poster derrière le Mincio; mais, dans ce cas, le Piémont, la Lombardie, la Ligurie, la Toscane, Parme et Plaisance, étaient perdus pour l'Autriche, et le général Melas n'en aurait pas moins perdu déjà tous ses magasins.

Les gens de l'art ont aussi voulu examiner quelle aurait dû être la conduite des généraux français dans cette circonstance : après avoir occupé savamment la précieuse position de la Stradella, quel devait être, disent-ils, leur principal objet? Celui d'empêcher les Autrichiens de pénétrer dans la Lombardie, en traversant le Pô et le Tésin, ou de se jeter derrière l'Adda et l'Oglio, en passant par Plaisance ou Crémone, et de se procurer, par ce moyen, l'avantage inappréciable de reprendre quelques-uns de leurs magasins, dont ils devaient avoir bientôt le plus extrême besoin. D'après ce plan, on devait vouloir réduire le général Melas à livrer bataille, en conséquence, prendre toutes les précautions pour s'assurer la victoire, se fortifier par tous les moyens de l'art et de la nature, et augmenter ses forces par quelques-uns des corps aux ordres du général Moncey, qui n'avait pas besoin de tant de troupes pour garder les bords de l'Oglio.

Mais, dès l'instant où le général Melas eut

commis la faute de faire marcher les troupes qui venaient de Gènes vers Castegio; après avoir battu le général Ott, et l'avoir jeté de l'autre côté de la Scrivia, on était instruit que les généraux Massena et Suchet avaient réuni leurs forces pour marcher naturellement sur Gavi, Novi et Tortone, tandis que le général Thureau devait s'approcher d'Asti; quelles dûrent être alors les nouvelles dispositions? Celles, sans doute, de se porter sur les bords de la Scrivia, de s'y fortifier, de resserrer toujours davantage les Autrichiens vers Alexandrie, et de les attendre, ou pour livrer bataille, ou pour se rendre.

Ce n'était donc pas dans les plaines de Marengo, observe-t-on, que le général français devait chercher à se mesurer avec le général autrichien, instruit, comme il devait l'être, que ce dernier était trois fois plus fort en artillerie et en cavalerie, et qu'il avait sous ses ordres les anciennes bandes qui, depuis deux ans, remportaient des victoires en Italie, tandis que la majorité de l'armée française était composée de conscrits qui, la plupart, n'avaient jamais vu le feu. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (78).

Sans doute aussi, doit-on le présumer, tels étaient les projets des généraux français : trompés, à la vérité, par les faux rapports que le général Melas avait replié ses ponts sur la Bormida, ils dûrent songer à se porter sur les bords de cette rivière, pour rendre la position des Autrichiens encore plus épineuse : dans ce cas, cependant, peut-être auraient-ils pu remplir ce but par une marche de nuit, se trouver à la pointe du jour sur la rive droite de la Bormida, empêcher les Autrichiens dc passer cette rivière, et les forcer de mettre bas les armes. Sans subsistances, sans magasins, sur le point d'être assaillis de tous les côtés, et acculés au confluent du Tanaro et de la Bormida, quel autre parti auraient-ils pu prendre ?

Mais, pour donner aux suites brillantes de la victoire de Marengo plus de solidité, et faire convertir le traité d'Alexandrie en une heureuse réconciliation entre la France et la Germanie, il fallait le concert des succès des Français en Allemagne. Le général Moreau, pour éloigner le général Krai, avait fait marcher le général Lecourbe vers les bords du Lech ; les Français s'étaient rendus maîtres d'Ausbourg, et menaçaient Munich. Cependant le baron de Krai n'abandonnait pas son camp : le général

Moreau s'était décidé à passer à la gauche du Danube; il y avait rencontré la division du général Staray, et, le 1er messidor (20 juin), il l'avait complétement battu, dans ces mêmes plaines d'Hochstecht et de Bleinheim, où le maréchal de Tallard avait été défait par le prince Eugène de Savoie, en 1704.

La perte de cette bataille avait obligé le général Krai d'abandonner Ulm à ses propres forces, pour se réunir à l'aile droite de son armée dans la Franconie. Cette position rendait très-difficile ses communications avec le reste de ses forces sur la droite du Danube; elle livrait aux Français une partie du cercle de Franconie et celui du bas Rhin, depuis la Souabe jusqu'à la ligne de neutralité. Tous les corps impériaux placés dans la Bavière se retiraient derrière l'Iser, et ensuite derrière l'Inn: les Français occupaient presque toute la Bavière; leur quartier-général était dans Munich le 17 messidor (6 juillet); en même temps les Autrichiens abandonnaient les Grisons pour se concentrer entre l'Inn et le Tyrol, et les états qui leur restaient en Italie par la convention d'Alexandrie.

Dans la péninsule, les Français, par une longue chaîne de postes, étendaient leur droite

de Brescia à Lucques, à la Romagne, et à la côte de la mer Adriatique; pendant que leur gauche s'inclinant jusqu'au Mincio, prolongeait leur flanc dans la Valteline, où commandait le général Moncey: de ce point ils communiquaient par Chiavenne, Tusis, Coire et la rive gauche de l'Inn, avec l'armée du Danube; celle-ci, bordant la frontière du Tyrol, gagnait l'Iser, et suivait cette rivière jusqu'à Landshul. Le général Moreau occupait Straubingen et Ratisbonne, sa ligne s'avançant par Kehlheim jusqu'à Laltmulh, et au confluent de la Rednitz avec le Mein.

Dans cette position, il était difficile que le général Krai défendît en même temps les bords du Danube et les montagnes du Tyrol; en portant ses principales forces sur le Danube, pour couvrir ses magasins et maintenir ses communications avec le comte de Klenau, il découvrait le Tyrol; le général Moreau pouvait alors détacher une colonne vers Cleffstein, et pénétrer dans le Tyrol en remontant la gauche de l'Inn jusqu'à Inspruck, tandis qu'une autre colonne se serait portée des Grisons par Martinsbruck, ce qui aurait forcé le corps d'armée qui était dans le Tyrol de se retirer par la Carinthie; si, au contraire, le baron de Krai

portait ses forces vers le Tyrol et le pays de Salzbourg, pour conserver ses communications avec l'Italie, il s'exposait à la perte de ses magasins dans Passau et dans Lintz; les deux rives du Danube restaient en proie aux incursions des Français jusqu'à Vienne; l'armée impériale pouvait être enfermée dans les gorges des montagnes, sans vivres et sans communication directe avec la capitale de l'Empire; le général Moreau pouvait en même temps s'emparer de toute la partie occidentale du Tyrol, jusqu'à Inspruck, Saint-Méran et Botzen, et facilitait au général Moncey l'entrée du Tyrol italien et de l'évêché de Trente; de plus, le général Melas ne pouvait plus se maintenir sur le Mincio, ou même sur l'Adige; il était obligé de précipiter sa retraite dans le Frioul, par la Carinthie, et d'ouvrir par ce moyen, à l'armée française en Italie, les provinces vénitiennes de terre ferme.

Telle était la position respective des armées autrichiennes et françaises, au moment où l'armistice provisoire convenu pour l'Italie, s'étendit aux armées d'Allemagne.

On convint que les Français ne franchiraient pas la rivière d'Iser; que les Impériaux se retireraient à la droite de l'Inn, depuis les sources

de cette rivière jusqu'à Passau, et que le pays situé entre l'Inn, l'Iser et le Danube, serait neutre pendant la durée de la suspension d'armes signée dans Munich, le 26 messidor (15 juillet).

Malgré la position infiniment heureuse des armées françaises en Italie et en Allemagne, on prétendit, à l'époque de la signature de l'armistice à Munich, que, si elle était très-avantageuse aux armées impériales, elle ne l'était pas moins à l'armée sous les ordres du général Moreau.

En laissant, disait-on, des corps destinés à tenir le pays en respect, sa position avancée avait infiniment affaibli cette armée; quelques partis ennemis en avaient même déjà inquiété l'arrière-garde. En formant son plan de campagne, le gouvernement français n'avait-il pas, peut-être, commis une erreur, celle d'avoir fait prendre à l'armée du général Moreau la ligne qu'elle suivit, sans avoir préalablement rassemblé dans la Franconie des forces capables d'attirer l'attention des corps ennemis qui pourraient se trouver sur la rive gauche du Danube? En débouchant entre le haut Rhin et les sources du Danube, le général Moreau était obligé de tenir une ligne très-étendue;

son aile gauche ne pouvait quitter en sûreté la rive droite du Danube, et son aile droite, quoiqu'elle eût à soutenir le centre et la gauche, devait se déployer, non seulement vers le Voralberg et le Tyrol, mais encore vers la Bavière.

Le général Krai, en se repliant sur Ulm et sur Ingolstadt, en s'obstinant à ne pas s'éloigner de la rive gauche du Danube, laissa aux Français de plus grands moyens d'opérer tranquillement sur leur droite. Voulut-il mettre à couvert ou évacuer ses magasins? Mais il lui suffisait de quelques jours pour remplir ce projet. Ulm, à la vérité, offrait à ce général une excellente position, qui cependant ne pouvait empêcher les Français de parcourir le reste de la Souabe, ni de s'avancer jusqu'au Lech, et de menacer de couper la retraite et les vivres à l'armée impériale.

La position de l'ennemi contraignit le général Moreau à faire passer le Danube à son aile gauche, tandis que la gauche de son centre appuyait sur la rive droite; en même temps l'aile droite faisait un grand mouvement par Kemptem et Ausbourg, et, en passant en partie le Danube, elle eut bientôt débordé la ligne de l'armée impériale: ce fut par une marche ra-

pide et détournée que le général Krai porta sa droite à Ingolstadt, quand il vit le général Moreau manœuvrer pour le forcer à quitter cette position, et l'obliger à faire un grand détour sur la rive gauche; il fut pénétré du danger auquel il était exposé, se retira d'Ingolstadt avec précipitation, n'eut que le temps de s'échapper par le pont construit à Moesburg sur l'Iser, et d'atteindre, par des marches forcées, la rive de l'Inn avant l'ennemi. Ainsi les habiles manœuvres du général français privèrent le général Krai de l'avantage que lui eût procuré une rivière placée en avant de sa ligne.

On a cru que, si les Impériaux se fussent avancés des plaines de Stokack jusqu'en Bavière, par la ligne de Memmingen, ils n'eussent peut-être pas éprouvé de si grands revers; harcelant les flancs de l'armée du général Moreau, ils l'eussent obligé d'employer des forces considérables dans tous ses mouvemens: le général Staray eût pu alors, filant par Ulm et remontant l'Iller, serrer la gauche de l'armée française; tandis que le général Moreau, obligé de s'appuyer du même côté sur le Danube, et d'occuper le terrain depuis Ehinguen jusqu'à Bregentz, n'aurait pu opposer que des forces inférieures aux colonnes autrichiennes qui se

seraient réunies pour l'attaquer. Le général Jourdan avait été forcé d'adopter le même plan; et ainsi que lui, probablement, le général Moreau eût été ou repoussé ou battu. Dans ce systême, ajoutait-on, la nature du terrain n'eût laissé aucune ressource au général Moreau; car son adversaire eût été le maître de n'engager une action que sur le champ de bataille qu'il eût choisi lui-même; et, dans le cas où il l'eût choisi sur les bords du Lech, la ligne de l'armée française, encore plus étendue, eût été plus aisée à défaire, et sa retraite eût été beaucoup plus difficile. En systême général, on a reproché aux généraux des armées impériales d'avoir toujours trop alongé leurs ailes dans les combats; et ce fut sur le point d'être écrasés, que leurs ennemis, profitant de cette faute, leur arrachèrent la victoire. Ainsi, le grand objet du général Krai eût dû être d'attirer les Français en avant, de manière, en les forçant de prolonger leur ligne, à les exposer à de plus grands dangers, et de tirer un plus grand parti des corps aux ordres du général Staray, ou comme réserve, ou comme corps détachés. Au lieu d'adopter ce plan, le général Krai, se repliant sur sa droite, opéra sa jonction avec le général Staray à Ulm, et donna au général

Moreau l'avantage de pouvoir employer son centre contre les Autrichiens sans exposer ses ailes.

Après avoir reçu des avantages aussi immenses dans le traité de Campo-Formio, la cour de Vienne avait paru renoncer aux règles ordinaires de la politique, en reprenant des hostilités qui lui présentaient peu d'espoir d'agrandissement, et qui pouvaient la dépouiller d'un superbe territoire; et, en effet, cette reprise d'hostilités avait eu pour la cour de Vienne des suites assez fâcheuses pour la décider à terminer promptement la guerre. D'un côté, les insurrections qui se succédaient dans le royaume des Deux-Siciles, pouvaient changer la face de tous les gouvernemens de l'Italie; de l'autre, la paix que la France venait de signer avec la régence d'Alger, lui procurait des moyens d'approvisionner tous les ports de la Ligurie. La république cisalpine, réhabilitée, levait une armée nombreuse, à laquelle se réunissaient les milices du Piémont et de la Ligurie : les Français, fortifiés par ces secours, devaient s'emparer, presque sans résistance, du grand duché de Toscane, qui offrait toutes les ressources pour payer et nourrir l'armée, avec les moyens d'éloigner les Anglais des côtes, en occupant le port de Livourne.

Si les Autrichiens étaient obligés de se retirer dans les Alpes allemandes, on devait s'attendre à voir prendre les armes aux Vénitiens pour aider les Français à fermer aux Allemands les portes de l'Italie; la forteresse de Mantoue, abandonnée à elle-même, ne pouvait résister long-temps. Ainsi, la continuation de la guerre pouvait non seulement enlever à la maison d'Autriche toutes ses possessions en Italie; mais il était possible que les suites de cette combinaison conduisissent les différens états de la péninsule à se réunir pour former une république fédérative.

Pour écarter ces funestes présages, les Anglais offraient un subside de cinquante millions de francs; ils promettaient même de conduire dans la Toscane trente-cinq mille combattans.

Cependant Bonaparte proposait la paix; et, quoique le terme de l'armistice conclu dans Munich fût expiré, les hostilités ne recommençaient pas. L'amiral Keith s'était présenté dans la rade de Livourne; mais le commandant avait refusé de le recevoir dans le port, dans la crainte de voir les Français, qui étaient à Lucques, marcher sur Livourne pour en chasser les Anglais.

Au milieu de toutes ces hésitations des

trames de l'Angleterre, des perfidies de monsieur de Thugut, pour éloigner la paix, une nouvelle suspension d'armes avait été signée à Hohenlinden, le 4 complémentaire an 8 (21 septembre 1800), entre le général Moreau et le comte de Lerbach; pour garantie de ses intentions pacifiques, sa majesté impériale consentait à ce que les places de Philisbourg, Ulm, et Ingolstadt fussent remises à la disposition du général Moreau; cette suspension d'armes s'était étendue en Italie, en vertu d'une convention signée, le 7 vendémiaire an 9 (29 septembre 1800), entre le prince Hohenzollern, et le général Marmont.

Déjà le comte de Saint-Julien avait signé des préliminaires à Paris, et on était convenu que les conférences seraient tenues dans Lunéville; mais l'empereur témoignait un desir extrême de voir les Anglais admis à Lunéville pour y traiter de la paix; la cour de Vienne espérait que les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne mettraient en avant un systême de compensation qui pourrait conserver la Belgique à la maison d'Autriche: cette conquête intéressait fortement la nation anglaise; tout sacrifice lui eût paru léger pour en empêcher la cession; le premier Consul, mettant à part tout

souvenir, même légitime, contre la conduite du ministère anglais, avait acquiescé avec empressement à une ouverture qui pouvait accélérer la paix générale.

Une difficulté imprévue détruisit tous ces projets; une suspension d'armes avait été le préliminaire des paroles de paix entre la France et l'Autriche; n'était-il pas naturel qu'il y en eût une autre entre la France et l'Angleterre, qui voulait faire cause commune avec son alliée? Le commissaire du gouvernement français donna en conséquence une note au lord Grenville, dans laquelle il observait que la suspension d'armes accordée à l'empereur allait bientôt cesser, et que l'intervention de l'Angleterre compliquait tellement les négociations, qu'il était impossible au gouvernement français de prolonger l'armistice conclu sur le continent, si le roi ne consentait à l'étendre aux opérations maritimes; en même temps, il proposait un projet de trêve qui aurait laissé aux vaisseaux de toutes les nations belligérantes et neutres la liberté de naviguer, et qui aurait permis, particulièrement au gouvernement français, de porter des secours aux places de Malte et d'Alexandrie bloquées par les Anglais; ce projet fut rejeté : le ministère anglais en

présenta un autre, il ne fut pas admis.

Alors, le gouvernement français réduisit la question à l'alternative d'entamer une négociation commune avec l'Angleterre et l'Autriche, en concluant la suspension d'armes proposée par son commissaire, ou de négocier une paix séparée avec l'Angleterre en concluant l'armistice proposé par le lord Grenville.

Il n'était pas douteux qu'une trève maritime ne fût plus avantageuse à la France qu'à l'Angleterre; mais, d'un autre côté, les avantages qui résultaient pour la France compensaient à peine ceux que l'armistice continental procurait à l'Autriche; en effet, cet armistice avait donné à la cour de Vienne le moyen de réorganiser ses armées, et de fortifier ses places avec le secours du subside qu'elle avait reçu de l'Angleterre.

Durant ces négociations, la garnison de Malte, réduite aux dernières extrémités de la famine, avait été contrainte à capituler, le 29 fructidor an 8 (16 septembre 1800): cette circonstance aurait dû faciliter la conclusion de la trève maritime; elle augmenta les prétentions des Anglais: pour leur donner plus de poids, ils avaient décidé la reine de Naples à se rendre à Vienne avec le comte Hamilton,

ambassadeur dc la cour de Londres à celle du roi des deux Siciles; mais ce fut en vain que ces deux nouveaux émissaires anglais voulurent persuader à l'empereur qu'il était en mesure de chasser ses ennemis de l'Italie et de l'Allemagne; on ne sait par quel pressentiment il voulut visiter son armée sur les bords de l'Inn; là, il vit ses soldats découragés, et les Français aux portes de Vienne: il s'empressa alors de conclure la convention de Hohenlinden, et d'envoyer le comte de Cobentzel à Lunéville pour y négocier avec le conseiller d'état Joseph Bonaparte, en continuant cependant d'insister sur l'intention de traiter conjointement avec l'Angleterre; mais cette puissance persistait à ce qu'on lui remît les places qu'elle tenait bloquées, à l'instar des villes de Philisbourg, Ulm, et Ingolstadt, que les Français avaient éxigées et obtenues de l'empereur; ces demandes avaient été suivies d'une note du commissaire Otto, du 16 vendémiaire (8 octobre), par laquelle le premier Consul déclarait qu'il était invariablement décidé à traiter séparement avec l'empereur et la Grande-Bretagne: le cabinet de Saint-James avait répondu qu'il ne pouvait prendre aucune mesure qui aurait pour objet d'isoler les intérêts britanniques, de ceux

des puissances qui continuaient de faire cause commune avec l'Angleterre, pour la guerre.

D'un autre côté, le général Moreau avait ordonné la démolition des fortifications des villes de Philisbourg, Ulm et Ingolstadt, prétendant qu'elles ne devaient plus faire partie d'aucun plan d'opérations ultérieures, soit d'attaque, soit de défense : cette démolition avait donné lieu à des discussions très-vives, qui ne tendaient pas à adoucir l'animosité des deux puissances. En même temps, on multipliait les préparatifs dans tous les ports de la Grande-Bretagne, pour envoyer une armée en Italie; elle devait se combiner avec les troupes napolitaines.

Enfin, il se passait en Italie des événemens qui n'étaient pas faits pour donner des espérances de voir la trève prolongée. Au moment où le général Pino quittait la ligne du Rubicon pour se réunir à Bologne, quelques troupes irrégulières, levées dans la Toscane et le Ferrarois, étaient entrées dans la Romagne, où elles avaient commis des excès. Le quatrième jour complémentaire, le général Pino avait marché contre Faenza : mais l'ennemi avait évacué cette place, et s'était retiré par Ferrare, Ravenne et Arezzo; les troupes françaises, di-

visées alors en trois colonnes, avaient suivi ces différens corps : celle dirigée sur Ferrare avait rencontré les insurgens à Lugo, en avait passé un grand nombre au fil de l'épée, et dispersé le reste; la seconde colonne, arrivée sous les murs de Ravenne, y avait trouvé les ennemis disposés à se défendre; mais, après une faible résistance, la place avait été emportée d'assaut, et tous les hommes trouvés avec des armes, mis à mort; le troisième corps, qui s'était retiré vers Arezzo, avait été atteint et surpris dans sa marche; il avait subi le même sort que les deux autres.

D'après la convention d'Alexandrie, les Autrichiens devaient évacuer le Ferrarois, et, par les préliminaires signés à Paris, ils devaient désarmer les levées de la Toscane, qui formaient environ vingt-cinq mille hommes commandés par des officiers autrichiens aux ordres de M. de Sommariva. Ces troupes avaient fait des dispositions qui semblaient annoncer qu'elles voulaient s'emparer de Lucques, et d'une partie du Bolonais. Instruit de ses intentions apparentes, le général Dupont avait sommé M. de Sommariva de désarmer son corps, en lui déclarant que, s'il ne se hâtait de le faire, il se croirait obligé d'entrer en Toscane, et de pu-

nir les excès commis sur le territoire occupé par l'armée de la république française. Cette sommation avait été sans effet : les Toscans avaient même poussé la témérité jusqu'à s'emparer de Santo-Leo, de Castiglione, et de quelques autres parties de la république cisalpine; ils avaient plus fait, ils avaient levé des contributions dans le cercle occupé par les troupes françaises.

Le général Dupont, indigné, partit de Bologne avec sa division, et ne tarda pas à chasser devant lui ces troupes de paysans armés; le 23 vendémiaire (20 octobre), il était entré dans Florence, après avoir complétement battu, à Barberino, le principal corps des levées toscanes, commandé par le général Spanochi : cependant, les insurgens avaient sonné le tocsin dans tous les districts, et cette imprudence leur avait fait courir les plus grands dangers. Le général Monnier avait marché contre Orezzo, la patrie de Mécène et de Pétrarque; le général Pino contre Prato et Pistoie; le général Clément était entré dans Livourne le 24, et on avait permis à M. de Sommariva de se retirer à Ancône, avec toutes les troupes autrichiennes : ainsi, les troupes françaises parcoururent en tout sens la Tos-

cane, y confisquèrent toutes les marchandises anglaises, donnèrent à cette invasion l'apparence d'une mesure prescrite par la nécessité; forcèrent, par ce moyen, la cour de Vienne à ne la point considérer comme une violation de l'armistice, empêchèrent le débarquement de douze mille Anglais qui parurent à la vue de Livourne, et obligèrent le roi de Naples à retirer bien vîte les troupes qui secondaient, de sa part, cette insurrection.

Les Anglais tentaient infructueusement de menacer Belle-Isle et les côtes de France, de faire une descente au Férol, et de former un plan d'attaque contre Cadix; ils avaient terminé en vaines démonstrations des expeditions qui avaient occasionné des frais immenses, et qui n'avaient pas fait plus d'honneur à leurs armes qu'à leur politique.

Tandis que le midi de l'Europe était alternativement désolé par la guerre, ou trompé par des négociations, il se formait une formidable association dans le nord, entre les cours de Pétersbourg, de Copenhague, de Stockholm et de Berlin, pour une neutralité armée. [1] Cette confédération commençait à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (79).

prendre un aspect menaçant, lorsque le ministère anglais, après s'être compromis avec les cours de Pétersbourg, de Copenhague et de Stockholm, eut la téméraire imprudence d'offenser la cour de Berlin : un vaisseau prussien, sorti du port d'Emden, fut arrêté par un vaisseau de guerre anglais; une tempête s'étant élevée, le vaisseau prussien s'était échappé, et réfugié dans le port de Cuxhaven, où le vaisseau anglais l'avait suivi, et s'en était emparé; le résident de Prusse à Hambourg avait réclamé le vaisseau auprès du sénat; celui-ci, dans la crainte de se compromettre avec l'Angleterre, avait représenté qu'il ne pouvait rendre cette prise. Dès-lors, un détachement de dix-huit cents Prussiens était entré dans Cuxhaven, et s'était, ainsi qu'un autre corps qui le suivait, cantonné sur les rives de l'Elbe, ce qui avait mis le commerce de l'Angleterre avec Hambourg entièrement à la merci des Prussiens. Lord Carisford, alors ambassadeur de la Grande-Bretagne en Prusse, avait fait des remontrances, pour faire cesser l'occupation de Cuxhaven; mais on lui avait répondu que la démarche de la cour de Prusse ne tendait qu'à maintenir le bon ordre, la liberté du commerce et de la navigation, et d'assurer les

relations d'amitié qui subsistaient entre la Prusse et la Grande-Bretagne.

Sur ces entrefaites, tout espoir de paix entre la France et l'Autriche s'était évanoui; les armées respectives s'empressèrent de se rendre sur les différens champs de bataille, et l'on se disposa, des deux côtés, à s'en rapporter à la fortune des armes: on avait espéré, à Londres, que l'insurrection des Toscans romprait l'armistice en Italie, et l'on ne s'était pas entièrement trompé; mais l'on ne s'attendait pas à voir arriver un ministre russe à Paris: c'était la suite d'une négociation entamée directement entre l'empereur de Russie, et le premier Consul de France, [1] à la suite de laquelle le vice-chambellan Kalitzchew était venu serrer les nœuds de la bonne intelligence entre l'empire russe et la république française.

Soit que cette nouvelle combinaison politique n'eût pas été appréciée à Vienne, ou que les Anglais fussent parvenus à y persuader qu'ils étaient les maîtres d'en détruire à leur gré les effets sinistres, l'armistice n'en fut pas moins rompu, et les hostilités recommencées.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (80).

Le général Moreau s'arrachait du sein de sa famille pour voler dans celui de la victoire ; le général Augereau, à la tête de l'armée gallo-batave, passait à la droite du Rhin ; le général Magdonal, avec celle des Grisons, se préparait à franchir les neiges éternelles qui couvrent les Alpes Rhétiques pour pénétrer dans le Tyrol ; le général Brune, qui avait remplacé le général Massena, se mettait aussi en mesure d'attaquer les Autrichiens en Italie.

Mais c'était en Franconie que devaient commencer les premières hostilités. Le général Augereau n'avait point fait encore assez de progrès pour agir sur la même ligne que l'armée du général Moreau ; le général Sainte-Suzanne suffisait à peine, avec les troupes à ses ordres, à garder les deux rives du Danube, à contenir les pays conquis, et à assurer les communications de l'armée avec la France ; il était donc essentiel que l'armée gallo-batave se mît en mouvement avant les autres : en conséquence, le 3 frimaire (24 novembre), les Français avaient sommé les troupes de Mayence d'évacuer Aschaffenbourg, et, sur leur refus, les avaient forcées d'abandonner la ville avec précipitation ; d'Aschaffenbourg, le général Augereau avait marché au confluent de la Red-

nitz et du Mein, et, pendant qu'il prenait des postes derrière la Rednitz, entre Bamberg et Forchein, le général Moreau annonçait, le 6 frimaire (27 novembre), la reprise des hostilités par une proclamation.[1]

A peine le général Moreau avait-il annoncé la cessation de l'armistice, et déjà il avait pris l'offensive; il s'était avancé avec le centre de son armée sur les bords de l'Inn, afin d'y occuper les positions que les Autrichiens venaient d'abandonner pour se jeter sur la rive droite de cette rivière. Le lendemain, une colonne de troupes françaises avait enlevé les redoutes placées en avant de Wassembourg, ainsi que la ville et toute l'artillerie de l'ennemi; le général Moreau s'était ensuite disposé à passer l'Inn, tandis que le général Lecourbe s'était avancé jusqu'à Rosenheim, sur les frontières du Tyrol.

Cependant l'archiduc Jean avait quitté sa position pour attaquer le général Ney sur la gauche de l'Inn, et l'avait forcé de se replier sur Hohenlinden, où était le centre de l'armée française; ce mouvement rétrograde avait procuré aux Français l'avantage de se concentrer, tandis qu'il avait encouragé les Autrichiens à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (81).

reprendre l'offensive, et à quitter imprudemment la position fortifiée qu'ils avaient sur l'Inn pour se hasarder dans un pays ouvert : c'était ce que pouvait, ce que devait desirer le général Moreau.

Le 12 frimaire (3 décembre), l'armée impériale s'avança vers Hohenlinden sur trois colonnes; le centre suivait la grande route qui, de ce village, conduit à Munich, et les colonnes de droite et de gauche avaient pris par les bois qui la bordent; le corps du général Kieu-Mayer, qui était destiné à prendre les Français en flanc, s'avançait dans la direction de Schwaben : la neige qui tomba pendant la nuit avait retardé les mouvemens et empêché les colonnes d'arriver au même instant à leur destination ; le centre était à la sienne environ à huit heures du matin; les deux ailes étaient demeurées considérablement en arrière; la gauche surtout s'étant égarée, exigea beaucoup de temps pour réparer cet accident. Arrivé en face de la ligne des Français, le centre de l'armée autrichienne avait commencé l'attaque contre celui de l'armée française, qui était restée d'abord sur la défensive, pendant que les généraux Richepanse et Decaen pénétraient entre le centre et la gauche des Autrichiens, pour tomber sur le

flanc et les derrières de cette colonne, tandis qu'elle attaquait de front les Français. Après de très-grandes difficultés, le général Richepanse avait atteint le centre des ennemis; mais il avait été séparé du général Decaen qui le soutenait: celui-ci avait été obligé de combattre avec la colonne gauche des Impériaux, qu'il eut le bonheur de défaire. En même temps, le général Grenier tenait tête à l'ennemi sur la gauche; et le général Ney ayant joint le général Richepanse, tout ce qui s'était trouvé dans une forêt d'environ une lieue de longueur avait été tué, pris ou dispersé. De son côté, le général Grouchi avait culbuté la réserve des grenadiers ennemis, qui cherchait à prendre en flanc l'armée française sur sa droite; un autre corps, venant du bas Inn pour tourner la gauche, avait été également battu. A quatre heures après midi, les Impériaux s'étant retirés de tous les côtés, avaient abandonné aux Français quatre-vingts pièces de canon, deux cents caissons, dix mille prisonniers, dont trois généraux; et, sur le champ de bataille, un grand nombre d'hommes blessés ou tués. Le général Moreau évalua sa perte à mille hommes.

Ici les Français combattirent pour conserver leur gloire et augmenter leurs succès; les Au-

trichiens se défendirent comme des hommes auxquels les destinées de leur patrie étaient confiées. Jamais on ne fit un usage plus sanglant de la baïonnette; la victoire changea plusieurs fois de parti; elle se fixa enfin du côté des Français, qui ne tardèrent pas à profiter de ses faveurs, en franchissant rapidement l'Inn, la Salsa, la Traun, l'Ens, et en se rendant maîtres de Lintz, où ils se trouvaient le 4 nivose (25 décembre), à dix-sept lieues de Vienne.

En même temps, le général Magdonal, après avoir escaladé, à travers les glaces, les rochers du Splugen, avait conduit l'armée des Grisons, par les hautes Alpes, dans la Valteline. Jusqu'alors ces montagnes, éternellement couvertes de neige, avaient été considérées comme inaccessibles de ce côté, même au mois de juillet; les franchir au commencement du mois de décembre, semblait une entreprise au-dessus des forces humaines : avec des travaux inouis et beaucoup de constance, des soldats et des pionniers y avaient pratiqué un sentier très-étroit, qui bordait des précipices dont l'œil ne pouvait sonder toute la profondeur. Les troupes alors osèrent s'engager dans la montagne, et avançaient lentement avec une étonnante per-

sévérance ; à peine un sentier était-il abandonné, il était effacé et recouvert par la neige : mais, aux deux tiers de la route, accablée de fatigue, la tête de la colonne hésitait, ne songeant pas qu'il était aussi difficile de rétrograder que d'avancer. Le général Magdonal pénètre jusqu'à l'avant-garde, jure, en sa présence, de se précipiter dans l'abyme plutôt que de revenir sur ses pas; tous lui promettent de le suivre, la colonne se met de nouveau en mouvement. Tantôt, parvenus au sommet des montagnes, d'effroyables précipices leur présentaient la mort sous la forme la plus hideuse, les vents se déchaînaient sur leurs têtes ; tantôt, enfoncés dans de profonds ravins formés par la neige, ils étaient menacés de la chûte des avalanches. Les soldats de l'armée des Grisons, après huit jours et trois nuits de peines, de travaux, de périls, d'effroi, de lutte, se trouvèrent, le 16 frimaire (7 décembre), établis autour de Chiavenne, où fut placé le quartier-général. [1]

[1] Au moment où le général Magdonal, encourageant ses soldats, s'avançait audacieusement, le premier, sans guide, à travers un tourbillon de neige, sondant à chaque pas, et ne sachant s'il posait le pied sur le sentier ou sur le gouffre, des sons plaintifs frappent son oreille :

Cette entreprise, exécutée avec de faibles moyens, et presque sans subsistance, vint le disputer, par sa hardiesse, au passage du mont Saint-Bernard : l'enthousiasme des troupes françaises osa la leur faire hasarder; leur courage, leur constance, l'exemple et la fermeté de leur général et de leurs chefs en assurèrent le succès.

Après quelques jours de repos, l'armée se remit en marche pour occuper l'Engadine, et soutenir la gauche du corps du général Moncey.

Le 18 frimaire (9 décembre), la seconde armée d'observation, sous les ordres du général Murat, avait passé le Saint-Bernard, et s'était rendue dans le Milanais, pour venir partager la gloire des troupes françaises, qui, dès le 3 frimaire (24 novembre), avaient repris les hostilités en Italie.

Ce jour-là, l'aile droite, commandée par le

---

c'était la femme d'un soldat, engourdie par le froid, mourante, abandonnée, disparaissant peu à peu, et allant se perdre dans l'abyme. Chacun, occupé de ses propres dangers, était loin de songer à la secourir : le général s'arrête ; un faible battement de cœur de cette femme annonçait que l'on pouvait encore la sauver ; il la fait emporter, et les soins qu'il lui donne la rendent à la vie. En cet affreux moment, le général en chef était peut-être le seul en qui l'excès des souffrances n'avait pas encore éteint tous les sentimens de la nature.

général Dupont, qui avait reçu l'ordre de se réunir sur la Chiesa au reste de l'armée, avait passé le Pô sur un pont établi à Sacca; et, après avoir pris position à Arola, Aqua-Negra et Marcaria, le général avait placé des postes sur l'Oglio pour couvrir son cours jusqu'à son embouchure. En quittant la Toscane, le général Dupont y avait laissé, pour s'en assurer la possession, un corps de troupes aux ordres du général Miolis.

La reprise des hostilités rendit plus sensibles les avantages de l'occupation de la Toscane, le désarmement des insurgés, la retraite des Napolitains, qui se trouvaient déjà sur la route de Sienne, et l'éloignement des Anglais. Le projet des ennemis avait été de réunir ces différentes troupes à un corps autrichien, destiné à opérer une forte diversion sur la rive droite du Pô, afin d'affaiblir l'armée française en partageant ses forces, et en lui enlevant les ressources de ce pays. Les ennemis étaient tellement pénétrés de ces idées, que, dès l'instant où ils avaient vu le général Dupont s'éloigner de la Toscane, ils avaient fait un mouvement du côté de Ferrare, et s'étaient dirigés sur Bologne et sur le fort Urbin. Bologne, si recommandable par la bravoure de ses habitans, se

voyant menacée, s'était mise en état de défense, et avait raffermi, par son exemple, l'opinion des départemens qui l'avoisinent; des troupes, envoyées à propos de la droite de l'armée, avaient dégagé le fort Urbin, et les communications avec la Toscane, qui avaient été interrompues un instant, avaient été rouvertes : l'ennemi, n'osant pénétrer plus avant, avait échappé aux dispositions qu'on faisait pour l'attaquer, en se repliant dans Ferrare; et les Napolitains, qui s'étaient avancés de nouveau sur les frontières de la Toscane, s'étaient trouvés réduits, par la retraite des Autrichiens, à l'impuissance de rien tenter de sérieux.

Pendant que les ennemis espéraient attirer l'attention des Français sur Ferrare, ils méditaient une attaque sur la ligne de l'armée : en conséquence, ils avaient marché le 14 frimaire (5 décembre), sur Marcaria, poste important sur l'Oglio; leur but était de couper les communications de l'aile droite avec Casal-Magiore, où étaient ses magasins, et de prendre à revers la position de l'armée sur la Chiesa. Un poste établi à Saint-Michel avait reçu la première attaque des Autrichiens, et s'était replié sur Campitello : bientôt le général de brigade Calvin, chargé de la défense de

Marcaria, malgré son infériorité en nombre, avait attaqué l'ennemi avec vivacité, n'avait pas tardé à le mettre en fuite, à lui faire trois cent cinquante prisonniers, et à lui tuer environ deux cents hommes. Les Autrichiens, battus à Marcaria, étaient rentrés dans Mantoue.

Le 28 frimaire (19 décembre), l'armée française ayant fait un mouvement général pour reconnaître les forces de l'ennemi, endeçà du Mincio, l'aile droite s'était portée, la gauche sur Gazoldo, la droite sur Ospitaletto; à la droite, l'ennemi avait été repoussé jusqu'à Curtalone, et, à la gauche, jusqu'à Goïto.

Les ennemis persistant à occuper la rive droite du Mincio, le 30, l'armée avait continué sa marche pour s'en approcher, et forcer les Autrichiens de passer sur la gauche de cette rivière; le centre s'était dirigé sur Volta, et l'aile droite sur Goïto: ce poste était couvert par des ouvrages garnis d'une nombreuse artillerie, et protégé par le camp de Santa-Maria. La division Watrin arrive devant Goïto; le combat s'était engagé; l'ennemi avait été obligé d'évacuer le village de Santa-Maria: les Français s'étaient alors déployés sur la droite du village; mais, pendant que le combat

s'animait de ce côté, l'ennemi faisait filer un corps de troupes sur la gauche, afin de prendre à revers l'aile droite des Français : une demi-brigade en réserve marche pour s'opposer à ce mouvement de l'ennemi, et l'oblige de se replier sous la protection de ses batteries. Ainsi le but du général Dupont avait été rempli; il avait forcé l'ennemi de se jeter dans Goïto : en même temps, tous les autres corps de l'armée s'étant approchés du Mincio, le général Brune avait arrêté d'en tenter le passage le 4 nivose (25 décembre); il avait ordonné, en conséquence, au général Dupont de le passer de vive force avec l'aile droite, entre le moulin de la Volta et le village de Pozzolo, pendant que le reste de l'armée effectuerait le passage à Montzanbano. D'après ces ordres, le général Dupont avait fait ses dispositions : la division Watrin était partie de Cerlongo pour se porter à Volta, où elle était arrivée à la pointe du jour, et avait pris position sur la rive du Mincio, là où devait s'effectuer le passage. Pendant qu'on travaillait avec une activité incroyable à établir le pont, des grenadiers, des éclaireurs de la sixième légère, se jettent dans des barques, et s'établissent sur la rive gauche; le pont est achevé à neuf heures du matin, et le

général Musnier, avec la brigade de droite de la division Watrin, est déjà sur la rive opposée, où il repousse les ennemis jusque dans le village de Pozzolo; il est soutenu et secondé par le reste de la division; une partie avait passé la rivière à la nage. Ainsi la marche des troupes se continuait avec célérité, de même que le passage de la rivière, quand le général Dupont apprit que, le reste de l'armée n'ayant pu passer à Montzanbano, l'opération était renvoyée à vingt-quatre heures; mais alors il parut, avec raison, aussi impossible que dangereux, au général Dupont, de faire exécuter un mouvement rétrograde à ses troupes engagées depuis plusieurs heures dans un combat qui leur serait devenu funeste s'il eût fallu le cesser. Comment, en effet, hasarder de se retirer, et de passer une rivière en présence d'un ennemi trois fois plus nombreux, et devenant alors, nécessairement, plus audacieux? Il fallut donc prendre le sage et très-périlleux parti de poursuivre la première opération; et le général Dupont en rendit compte au général en chef, qui approuva sa résolution : il en fit part alors aux troupes, qui firent éclater la plus grande joie.

Du moulin de la Volta à Pozzolo, le Min-

cio forme, dans son cours, un angle du côté de la rive droite, qui, dans cet endroit, s'élève en amphithéâtre, et donne un commandement très-favorable sur l'autre bord de la rivière; c'est au milieu de cet espace que le pont avait été construit, et il était protégé par des batteries placées avec avantage sur le plateau qui domine le village de Pozzolo et la plaine qui l'environne. Après avoir formé des batteries, on s'occupa d'une tête de pont : le général de brigade Petitot se porta sur Pozzolo, s'en empara rapidement, et l'occupation de ce village acheva de former la ligne de l'aile droite, sur la rive gauche du Mincio : mais il était facile de prévoir que l'ennemi, rassuré sur le point de Montzanbano, où les préparatifs du passage venaient d'être suspendus, porterait toute son attention sur Pozzolo; il était donc de la plus grande importance pour le général Dupont de s'affermir dans sa position, que le voisinage du camp ennemi, placé à Villa Franca et à Marengo, rendait très-délicate. Cependant la division Musnier, dont les mauvais chemins avaient retardé la marche, vient de passer le Mincio; elle se place à la droite, en occupant le village de Pozzolo, tandis que la division Watrin, en resserrant sa ligne, va appuyer

sa gauche au Mincio, vis-à-vis le moulin de la Volta.

Dans ce moment, le lieutenant général Suchet, commandant le corps du centre de l'armée, arrivait de Montzanbano, et se trouvait sur le pont avec le lieutenant général commandant l'aile droite ; frappé du succès du passage, et sentant que l'ennemi allait accumuler toutes ses forces contre l'aile droite, il s'empressa d'offrir le secours des troupes à ses ordres, et les fit rétrograder de la direction de Montzanbano qu'elles venaient de prendre.

Pendant ces entrefaites, le combat se prolongeait, l'ennemi recevait de temps en temps des renforts, lorsque, tout à coup, on vit déboucher dans la plaine de Pozzolo l'armée autrichienne sur plusieurs colonnes, composées de quarante-cinq bataillons, dix régimens de cavalerie, et une nombreuse artillerie. Le général Bellegarde, qui avait succédé au comte de Melas, sachant qu'il n'avait à faire qu'à un corps de l'armée française, et se croyant assuré du succès, avait d'abord attaqué la gauche des Français avec une grande vivacité ; mais il avait trouvé dans le général Watrin, et les troupes à ses ordres, une résistance opiniâtre, et un courage inébranlable : étonné d'une pa-

reille bravoure; enhardi néanmoins par la supériorité du nombre, le comte de Bellegarde avait dirigé sur le flanc droit de la gauche une charge impétueuse de cavalerie : vaine tentative! la cavalerie autrichienne avait été obligée de se replier en désordre dans la plaine, après avoir perdu beaucoup de monde; en même temps les batteries, placées si avantageusement sur la droite, faisaient tomber une pluie de mitraille dans la ligne ennemie, et sur les troupes qui s'approchaient du Mincio pour entamer le flanc gauche de la gauche : la terre était jonchée de morts et de blessés. Le comte de Bellegarde, déconcerté de l'étonnante fermeté de la division Watrin, et désespérant de forcer la gauche, avait tout à coup changé son plan de bataille, et porté ses principales forces sur Pozzolo, dont l'occupation devait lui donner un grand avantage, parce qu'étant sur une éminence, on pouvait battre de là le pont et ses approches : aussi, le général autrichien s'était-il décidé à employer les troupes les plus fraîches à cette attaque, dans laquelle il paraissait mettre tout son espoir. En butte à des forces infiniment supérieures, vainement le général Musnier disputait le terrain pied à pied, et soutenait la violence des efforts de l'ennemi,

il s'était vu obligé de céder le village, avec le dessein d'y revenir s'il pouvait être secondé.

Dans une circonstance aussi épineuse, convaincu que le moment était arrivé de mettre en usage toutes ses ressources, le général Dupont s'adresse au général Suchet dont les troupes commençaient à arriver, et qui observait sur la rive droite les mouvemens de l'ennemi ; il sollicite de lui un renfort, et il voit bientôt arriver la division Gazan; enfin il s'apperçoit qu'il faisait mettre son artillerie en batterie sur le plateau ; la vue de ce secours exalte le courage des troupes, et leur fait oublier qu'il faut arracher la victoire à une armée entière : on rentre dans le village de Pozzolo, et, malgré les Autrichiens qui y reviennent avec deux fortes colonnes, on s'y soutient et on le conserve. Pendant que le combat changeait si souvent de face à la droite, la gauche continuait de se maintenir dans sa position, favorisée par plusieurs bataillons placés au-dessus du moulin, dans les bois qui régnaient sur la rive droite; de là, ces bataillons faisaient un feu terrible, qui prenait en flanc la droite de l'ennemi, et la faisait infiniment souffrir; le centre avait aussi ses succès.

Néanmoins, le sort de la bataille n'était

point décidé : à peine l'ennemi était-il repoussé sur un point, qu'il reparaissait avec de nouvelles forces, et réparait ses revers : le jour baissait, il était déjà cinq heures, la victoire ne pouvait rester long-temps incertaine, et l'on se préparait de part et d'autre à un choc décisif. Le comte de Bellegarde, sentant toujours davantage le prix de la possession du village de Pozzolo, qu'il avait pris et perdu plusieurs fois, fait un dernier effort pour le reprendre, et le reprend en effet, en obligeant les Français de céder à la masse des forces qu'il leur oppose. Nouveau recours du général Dupont au général Suchet, qui s'empresse de faire passer le pont à la brigade du général Colli, à laquelle se joint le sixième régiment de dragons : les divisions Musnier et Gazan se reforment en colonnes d'attaque ; la 48e demi-brigade, partie de la 116e, marchent au pas de charge : toute la ligne s'ébranle ; l'ennemi est renversé ; malgré son opiniâtreté et son nombre, le village est enlevé de nouveau, la bataille est complètement gagnée, et l'on se met à la poursuite de l'ennemi.

Le jour avait disparu ; les généraux s'occupaient à placer les troupes pour passer la nuit sur le champ de bataille : on entend tirer des

coups de fusil sur le front de la 28e demi-brigade, de la 6e légère et de la 40e; c'étaient des grenadiers hongrois qui venaient de recommencer l'attaque : on répond à leur feu. On se tirait à vingt pas; à cette distance, et dans l'obscurité, ce combat était terrible : peu d'instans après, le village de Pozzolo avait aussi été attaqué; le général Musnier avait fait répondre au feu. A dix heures, tout avait cessé, et la tranquillité avait remplacé le bruit, le feu, la terreur et la mort; les assaillans, à la faveur de l'obscurité de la nuit, s'étaient retirés : on jugea alors que le comte de Bellegarde avait cru cette attaque nécessaire pour faciliter et couvrir sa fuite. Ainsi, après quinze heures de combat, après avoir tué ou blessé six mille hommes, parmi lesquels le général Kaim blessé à mort, en avoir pris deux mille, plusieurs pièces de canon et un drapeau, les Français, au nombre de quatorze ou quinze mille, n'ayant à regretter que dix-huit cents hommes tués ou blessés, eurent à se glorifier d'une des victoires les plus mémorables qui eussent été remportées depuis le commencement de la guerre de la liberté.

Nous nous sommes arrêtés avec complaisance aux détails d'une action qui honore autant le général Dupont qui y commandait en

chef, le général Suchet qui y concourut, les autres généraux et officiers qui y eurent une si grande part, que les troupes qui y déployèrent une constance de courage étonnante. Cette action, d'ailleurs, faite pour immortaliser toutes les personnes qui y prirent part, fut la seule qui, dans cette campagne de l'an 9, mérita l'admiration des militaires; et on peut la regarder en même temps comme celle à laquelle on dut, à cette époque, tous les succès si rapides des armées françaises en Italie. En effet, le passage du Mincio devait décider des succès de la campagne; et si le comte de Bellegarde eût réussi à battre complètement, comme il devait l'espérer, la droite de l'armée française, et qu'il l'eût rejetée au-delà du Mincio, à coup sûr, le général Brune n'aurait plus osé tenter de quelque temps le passage de cette rivière, et sa campagne était entièrement manquée. Mais, en admirant la résolution si hardie et les dispositions si bien militairement combinées de la part du général Dupont, en lui accordant, ainsi qu'à ses coopérateurs, le tribut d'éloges qu'ils méritèrent, nous ne savons pas expliquer la conduite du général en chef, et les raisons qui purent le déterminer à renvoyer le passage du Mincio à vingt-quatre heures plus

tard que celle où il avait donné des ordres pour le passer, et à abandonner son aile droite sur la rive gauche de cette rivière. Nous venons de voir quelles auraient dû être les suites d'un contre-ordre aussi incompréhensible : s'il eût, au contraire, des suites aussi heureuses, ne les dut-on pas au succès inespéré du général Dupont, et à son établissement sur la rive gauche du Mincio?

Sans vouloir nous permettre d'approfondir davantage une conduite dont les causes nous paraissent impénétrables, reprenons le fil des opérations militaires, et suivons les Français au milieu de la rapidité de leurs succès. Instruit de la victoire brillante remportée à Pozzolo, le général en chef avait rappelé le général Suchet, qui, dans la nuit du 4 au 5, fit repasser le Mincio à ses troupes pour se porter à Montzanbano, où le reste de l'armée allait effectuer le passage de la rivière.

A cinq heures du matin, le 6, le général Marmont avait mis quatre pièces de canon en batterie sur la rive droite; à sept heures, sept compagnies de carabiniers avaient passé la rivière dans des bateaux pour couvrir la confection des ponts; à neuf heures, l'avant-garde avait profité du premier pont achevé pour se

porter sur la rive gauche, où chaque corps, en arrivant, se formait en colonne, et, une fois réunis, ne tardèrent pas à marcher à l'ennemi. Celui-ci fut bientôt repoussé jusqu'à la chaîne des postes placés sur les hauteurs de Vallegio, occupées par le général Hohenzollern avec des forces considérables; trois fois ce village avait été pris, repris, et conservé enfin par les Français: l'ennemi n'avait pas été plus heureux dans les redoutes palissadées de Borghetto. Pendant ces différentes actions, le centre avait passé la rivière, et s'était avancé jusqu'à Saliouza, tandis que la cavalerie était restée en observation à la tête des ponts. Le lendemain, le général Delmas se disposait à enlever de vive force, avec l'avant-garde, les redoutes de Saliouza; elles se rendirent à discrétion. Outre un grand nombre de tués et de blessés dans la journée du 6, les Autrichiens, en abandonnant les bords du Mincio et les redoutes qui en défendaient le passage, laissèrent aux vainqueurs vingt-huit pièces de canon, et huit mille cinq cents prisonniers.

Après le passage du Mincio, l'armée française s'était portée en avant; la gauche avait occupé Castel-Nuovo; la droite s'était portée entre Legnago et Vérone: là, en gardant sa position jusqu'au 12, elle avait livré plusieurs

légers combats sous les murs de Vérone, et trompé l'attention de l'ennemi, incertain du point où l'on effectuerait le passage de l'Adige: en même temps, un fort détachement avait été envoyé devant Mantoue, pour masquer cette place; l'avant-garde avait détaché deux demi-brigades pour se placer sur le lac de Garde, et couper toute communication à la garnison de Peschiera avec l'armée autrichienne, tandis que le général Dawbrouscki devait investir cette place, et l'empêcher de communiquer par le Mincio avec Vérone et Mantoue.

Le passage de l'Adige paraissait devoir présenter de grands obstacles; il s'effectua cependant le 12, au-dessus de Busolingo, sans résistance de la part de l'ennemi; et l'aile droite ne tarda pas à arriver sur le même point, quoique inquiétée par des partis sortis de Vérone, que l'ennemi évacua néanmoins le 13, et dont le général Gobert prenait possession en même temps que le général Suchet y entrait par la rive gauche de l'Adige.

Le 13 et le 14, l'armée française avait continué sa marche; les Autrichiens, effrayés, fuyaient devant elle, et le général Brune refusait au comte de Bellegarde un armistice, à moins qu'il ne remît entre ses mains Peschiera,

Mantoue, Ancône et Ferrare; les divisions conduites par le général Murat étaient arrivées du côté d'Ancône, pour y surveiller les mouvemens des Anglais et des Napolitains; les troupes aux ordres du général Magdonal, qui avaient fait soixante lieues dans un pays montueux, dont chaque élévation offrait un point de défense à l'ennemi, un grand nombre de marches forcées et de combats, surmonté les plus grands obstacles, et supporté les fatigues les plus excessives, étaient enfin entrées dans la ville de Trente; toutes les troupes qui occupaient les vallées du Tyrol italien s'étaient retirées par la vallée de la Brenta, où les Français, qui les avaient poursuivies jusqu'à Levico, communiquèrent sur la droite avec le général Moncey, qui était à Roveredo.

Jamais la monarchie autrichienne n'avait éprouvé une crise aussi alarmante : les corps aux ordres du général Augereau s'approchaient des pays héréditaires par la rive gauche du Danube; le général Moreau y arrivait par la droite; le général Magdonal, maître des montagnes du Tyrol, pouvait aussi descendre facilement en Allemagne et en Italie; le général Brune, après avoir fait vingt mille prisonniers, allait entrer dans les montagnes de la

Carinthie, et donner la main à l'aile droite de l'armée du général Moreau, qui occupait les vallées de la Muerch ; tout annonçait les approches d'un événement décisif. Le prince Charles venait d'être nommé généralissime de toutes les troupes impériales; il envoyait d'heure en heure des généraux pour représenter à l'empereur l'état déplorable des choses; le monarque autrichien l'autorisa enfin à proposer un armistice, qui fut signé à Steyer le 4 nivose (25 décembre), [1] et devint bientôt commun à l'Italie, par une convention conclue à Trévise, le 26 nivôse an 9 (16 janvier 1801). [2]

La haine aveugle et toujours croissante de la reine de Naples, la condescendance coupable et impolitique du baron de Thugut, avaient conduit rapidement la maison d'Autriche aux périls imminens qui menaçaient son trône, et peut-être l'Europe. A l'époque de la signature des deux armistices, dans l'espace de vingt jours, l'armée impériale avait perdu soixante-six lieues de terrain en Allemagne; elle y avait eu douze ou quinze mille hommes tués ou blessés, plus de vingt-cinq mille faits prisonniers; elle avait

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (82).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (83).

abandonné aux Français plus de cent quarante pièces de canon, et une très-grande quantité de magasins parfaitement approvisionnés. Dès l'instant où le général Moreau eut passé l'Inn, chaque combat avait été une victoire, et l'on avait vu le quartier-général de l'armée impériale rétrograder, par des marches précipitées jusqu'à Schoubrunn, aux portes de Vienne: la terreur et la confusion avaient bientôt régné dans la capitale; l'armée était complétement en déroute; les nouvelles levées étaient découragées et sans discipline. Du côté de l'Italie, les succès des Français n'avaient pas été moins rapides, et, dès l'instant où ils eurent passé le Mincio, l'Adige, l'Alpone, la Brenta, rien ne les avait arrêtés; ils étaient déjà dans Trévise, sur les bords de la Silis, lorsqu'ils consentirent à signer un armistice.

Cependant la position du général Moreau n'était pas sans danger; son armée se trouvait fort en avant des autres armées de la république; le général Augereau ne se maintenait qu'avec peine sur la Rednitz, et le corps aux ordres du général Sainte-Susanne, qui devait faire communiquer l'armée gallo-batave avec celle du Danube, était trop faible pour tenir tête au général Klenau, sur-tout si celui-ci eût

reçu les renforts qu'il attendait de la Bohême. D'un autre côté, pour avoir commencé trop tard les hostilités en Italie, les Français, placés sur les bords de la Chiesa, avaient laissé le comte de Bellegarde fort en arrière; ce général se trouvait par là sur le flanc du général Moreau, qui, n'ayant pas encore pu se rendre maître des défilés de la Carinthie, se voyait obligé de garder, avec sa droite, une ligne extrêmement prolongée : peut-être eût-il fallu mettre en mouvement beaucoup plus-tôt l'armée des Grisons, ainsi que celle du général Murat, et procurer, par ce moyen, à l'armée d'Italie l'avantage d'attaquer de meilleure heure les Autrichiens sur le Mincio, et de les pousser ensuite jusque sur la Drave; peut-être enfin.... Mais il est temps d'arrêter nos observations pour reprendre le fil des événemens.

Après l'armistice signé à Trévise, le roi des Deux-Siciles restait seul en guerre, en Italie, avec la France et avec les deux républiques cisalpine et ligurienne; son obstination et sa vaine confiance dans les promesses du ministère anglais, l'auraient réduit dans peu de jours au sort éprouvé par le roi de Sardaigne, si les liaisons entre les gouvernemens de Paris et de Madrid, si la condescendance du premier Con-

sul pour l'empereur des Russies n'eussent conjuré l'orage prêt à fondre sur lui.

Un corps nombreux de Napolitains, sous les ordres du vicomte de Damas, défait en plusieurs rencontres dans la Toscane, avait été forcé de rétrograder vers la terre de Labour. Devenu libre par l'armistice de Trévise, le général Murat avait pu diriger les mouvemens de son armée vers le sud de l'Italie, et il n'avait pas tardé à s'occuper des moyens de faire repentir le roi des Deux-Siciles de ses trop nombreuses infidélités. Le pape, qui avait partagé en partie les fautes de ce souverain, inquiet pour lui de la marche des Français, s'était empressé de faire écrire au général Murat pour connaître ses intentions : celui-ci l'avait tranquillisé, en lui répondant que les troupes de la république s'avançaient pour occuper Ancône, ainsi que l'armistice leur en donnait le droit, et pour rendre à sa sainteté l'entière jouissance de ses états, en obligeant les Napolitains à évacuer le château Saint-Ange et l'Etat Ecclésiastique.

Instruits de cette réponse, les Napolitains, qui occupaient le territoire romain, avaient abandonné brusquement leurs positions; et les Français, passant le Tibre au pied des Apen-

nins, étaient parvenus à Foligno, au bord de la Neva; ils faisaient même leurs dispositions pour pénétrer dans l'Abruzze, lorsque, sur quelques propositions faites au général Murat, il écrivit au général Damas :

« Il y a près d'un mois que l'intérêt que sa « majesté l'empereur de Russie prend au roi de « Naples, portait le premier Consul à ne plus « se souvenir des injures nombreuses dont le « gouvernement napolitain s'était rendu cou- « pable envers le peuple français; cependant « sa majesté sicilienne oubliant, pour la dixième « fois, et ses promesses, et la conduite géné- « reuse des Français envers elle, avait encore « récemment fait pénétrer ses troupes en Tos- « cane; néanmoins, la guerre entraîne tant de « malheurs après elle, que le gouvernement « français cherche tous les moyens de les évi- « ter..... Evacuez donc tous les états du pape et « le château Saint Ange; cessez de réclamer le « bénéfice de l'armistice de Trévise, où il n'est « point question de vous; renoncez à la pro- « tection stérile d'une puissance qui ne doit « plus vous protéger.

« Le seul prince qui puisse aujourd'hui pro- « téger votre roi, par la considération person- « nelle et particulière qu'a pour lui le premier

« Consul, est l'empereur de toutes les Russies :
« que votre gouvernement mérite donc, Mon-
« sieur, la continuation des bontés de ce prince,
« ce qui ne peut se faire qu'en fermant les ports
« de la Sicile et du royaume de Naples aux
« bâtimens anglais, et en mettant un embargo
« sur tous les bâtimens de cette nation, qu'il
« est temps enfin d'expulser de tous les points
« du continent; cet embargo servira d'équiva-
« lent à celui que le roi d'Angleterre vient de
« faire mettre si injustement sur tous les bâti-
« mens danois, suédois et russes. Faites-moi
« certifier par l'ambassadeur de Russie près de
« votre cour, que ces préliminaires sont rem-
« plis, et sur-le-champ j'arrête ma marche, et
« je conclus avec vous un armistice, précurseur
« d'une paix juste et équitable. »

En réponse à cette lettre, M. de Damas avait signé, le 29 pluviose (18 février), à Foligno, une suspension d'armes, en vertu de laquelle tous les ports des Deux-Siciles furent ouverts aux Français et fermés aux vaisseaux anglais; le roi de Naples s'engageait en même temps à ne fournir aux Anglais ni munitions ni subsistances pour l'île de Malte. Les conventions de cette suspension d'armes furent la base du traité de paix, signé bientôt après à Florence

par les plénipotentiaires des deux puissances. [1]

D'après ces différentes conventions, vers la fin de floréal, les armées françaises s'étaient retirées sur la rive gauche du Rhin, après avoir rasé les fortifications de Dusseldorf, d'Erenbreisthein, du fort de Cassel et de celui de Kelh; les troupes autrichiennes étaient rentrées en même temps dans la Bohême et dans les états héréditaires. En Italie, la rive droite de l'Adige avait été occupée par les Français; on avait arrangé les difficultés relatives aux frontières de la république cisalpine du côté de l'Etat de l'Eglise. Le général Soult était entré dans le royaume de Naples à la tête d'un corps de douze mille hommes, formant l'avant-garde de l'armée du général Murat; il avait occupé Tarente et la péninsule d'Ottrante, en suivant la ligne de Gravina jusqu'à l'embouchure de la Bradanne: une formidable chaîne de batteries, montées de quatre-vingts pièces de canon, défendait la superbe rade de Tarente. Une autre division de quatre mille hommes était entrée dans Pescara, et avait poussé ses avant-postes jusqu'à Sangro; la Toscane et la partie de l'île d'Elbe qui appartenait au roi de Naples, étaient au pouvoir des Français.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (84).

Mais, tandis que le feu de la guerre était prêt à s'éteindre dans la partie méridionale de l'Europe ; tandis que la paix entre la France et ses alliés d'une part, l'empereur et l'Allemagne de l'autre, était signée à Lunéville, le 20 pluviose an 9 (9 février 1801), par Joseph Bonaparte, plénipotentiaire français, et le comte de Cobentzel, commissaire impérial, [1] l'alliance de la Russie, de la Prusse, de la Suède et du Danemarck, menaçait de l'allumer dans le Nord, et de produire des événemens d'une grande importance pour les puissances maritimes. Les vaisseaux anglais continuaient à couvrir toutes les mers ; une flotte britannique, commandée par lord Keith, portait sur les plages littorales de l'Asie un corps de quinze mille hommes, aux ordres du général Albercombrie, pour expulser les Français de l'Egypte, en se combinant avec l'armée du grand visir, campée dans la Syrie, à l'entrée du grand désert ; en même temps, un autre corps de quatorze mille hommes d'élite était porté vers les bouches du Nil par une flotte redoutable. [2] Le cabinet de Saint-James, qui se voyait le maître

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (85).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (86).

en Asie, et qui régnait en Portugal, voulait aussi dominer sur les mers d'Allemagne; fier de ses forces nautiques, il prétendait régler à sa fantaisie les droits commerciaux de toutes les nations européennes..... Cette prétention, aussi évidemment injuste que gigantesque, avait étonné les puissances même accoutumées à ces vexations par une longue habitude, et le moment était arrivé où l'on avait voulu examiner si les flottes de l'orgueilleuse Albion étaient souveraines de l'Océan; [1] mais cette coalition, bien loin d'effrayer le cabinet de Londres, l'avait décidé à l'attaquer pour la dissoudre. En conséquence, après avoir déclaré la guerre aux puissances du Nord, il n'avait pas tardé d'attaquer le Danemarck, comme la puissance de la coalition qui pouvait l'être avec le plus d'avantage: [2] cependant les succès des Anglais contre les Danois n'auraient pas suffi pour rompre la ligue formée par les puissances du Nord, si la mort inopinée de Paul Ier [3] n'en eût opéré la dissolution.

La cour publia que Paul Ier était mort d'une

---

[1] *Voyez* la note 79, sur la neutralité armée.

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (87).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (88).

attaque d'apoplexie ; les circonstances de cet événement furent ensevelies dans le plus profond silence. On peut considérer la perte de l'empereur comme l'ouvrage d'une aveugle fatalité, qui se joue des vains projets des hommes et de leur frêle existence. Si le gouvernement anglais ne conduisit pas la main des meurtriers, il recueillit les fruits du meurtre. Alexandre I[er] se hâta d'écarter tous les sujets de discorde entre l'empire russe et la Grande-Bretagne ; ses bons offices arrêtèrent même les hostilités commencées sur la mer Baltique. Cependant le cabinet de Saint-James échoua dans le projet d'entraîner la cour de Pétersbourg dans une nouvelle coalition contre la France; Alexandre I[er], jaloux de maintenir ses états en paix, renonça même aux prétentions de son père sur l'île de Malte, et de nouvelles négociations renouèrent les anciennes liaisons entre la France et la Russie. Il ne restait donc plus aux ministres anglais, pour rallumer le feu de la guerre, que d'agiter l'Allemagne par de nouveaux troubles; heureusement ils furent encore trompés dans cette espérance.

L'Allemagne ne soupirait qu'après la paix : la diète germanique ratifia solennellement le traité de Lunéville; et, pour prononcer sur

les indemnités qu'on y promettait, on décida que la coopération des états de l'Empire serait exercée par une députation extraordinaire, choisie dans le collége des électeurs, par ceux de Mayence, de Saxe, de Bohême, et de Brandebourg; et, dans le collége des princes, par les ducs de Bavière, de Wirtemberg, le Landgrave de Hesse-Cassel, et le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique. Cette décision fit évanouir l'espoir britannique, de renouveler la guerre en Allemagne. Les ministres anglais, déconcertés, inclinèrent, malgré eux, vers la paix; les préliminaires furent signés à Londres le 9 vendémiaire an 10, (1er octobre 1801), par le secrétaire d'état des affaires étrangères Robert, Banks, Jenkinson, lord Hawkebourg, et le commissaire français Louis-Guillaume Otto. Ces préliminaires furent suivis d'un traité de paix, signé à Amiens, le 5 germinal an 10 (26 mars 1802), par Joseph Bonaparte, le lord Cornwalis, le chevalier d'Azara, et Roger-Jean Schimmel-Penninck.[1] Dans le même temps, la république française faisait sa paix avec le Portugal, la Russie, la Porte-Ottomane; époque honorable pour l'auteur

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (89).

immortel de cette paix générale : « qui, seule, « pouvait assurer aux nations réunies par un « intérêt commun, les plus heureux effets de « la communication des lumières et de la civi- « lisation perfectionnée ; à l'agriculture, ses « honneurs ; au commerce, son industrie; aux « arts, leurs triomphes ; à la liberté, tous ses « charmes ; et au gouvernement vainqueur et « pacificateur, la plus grande des récompenses, « l'amour d'un peuple libre, généreux, sen- « sible, et qui donne tant de prix aux palmes « qu'il décerne. »[1]

Ce traité promettait à l'Europe le terme de ses malheurs, et au monde entier de nouveaux liens. Quel en fut le succès? Après tant de dissentions, de batailles, de guerres sanglantes et multipliées, l'humanité respira-t-elle enfin ? Les peuples devinrent-ils plus heureux? Les souverains allégèrent-ils le fardeau de la vie, insupportable à tant de milliers d'individus ? Nous l'avouerons avec douleur : les guerres, ce terrible fléau de la société, n'améliorent pas toujours la destinée de l'espèce humaine. Quelle fut donc l'influence des dernières guerres des Français en Italie sur les destinées du monde ?

[1] Discours de M. Lacepède.

Jetons un dernier regard sur la scène de l'univers : examinons la situation du globe, à l'époque où le pacte solennel de la paix fut signé à Amiens par les souverains de l'Europe, et le lecteur jugera de son importance.

AMÉRIQUE.

Les États-Unis, agités sous la présidence de M. Jonh-Adams, dévoué au parti ministériel de Londres, ont eu la sagesse de ne prendre aucune part aux révolutions de l'Europe sous la présidence de M. Jefferson ; ils se souviennent que la France les aida à secouer le joug d'une métropole oppressive : les premiers, ils donnèrent, au 18e siècle, le spectacle d'un peuple à la fois libre et vertueux. Le 19e siècle est étonné de leur prosperité et de leur puissance.

Les Espagnols étaient peu affermis dans leurs possessions méridionales; les indigènes supportaient leur joug ave impatience: [1] ils favorisaient le commerce de contrebande des Anglais, qui nuisait au roi d'Espagne et à sa nation.

Les Anglais, par le traité d'Amiens, ren-

[1] On a vu M. Miranda colporter en Europe un vaste projet de soulèvement dans le Pérou.

daient aux Français les îles de la Martinique, de Sainte-Lucie, de Tabago; celles de Saint-Domingue et de la Guadeloupe avaient résisté aux troupes anglaises : mais l'épidémie révolutionnaire y avait gagné les noirs, et leurs chefs craignaient de rentrer dans l'esclavage. [1] Depuis, le gouvernement anglais arma les nègres de Saint-Domingue, et couvrit cette colonie de cendres et de crimes.

ASIE.

La Chine, le Japon, et quelques autres puissances de l'Asie, n'offrent rien d'intéressant aux regards de la politique et de l'art militaire: ils semblent rétrograder, au lieu d'avancer dans la perfection du systême social.

L'Inde, seule, fixe l'attention de l'histoire, par les usurpations britanniques. A peine cette vaste et belle contrée suffirait-elle, peut-être un jour, à l'ambition des Anglais.

La Perse, qui jouissait d'une grande tranquillité sous Baba-Kan, depuis 1796, [2] avait été le théâtre d'un événement remarquable; les Wahabis, [3] qui depuis long-temps con-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (90).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (91).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (92).

voitaient les richesses renfermées dans Iman-Hossein et Iman-Aly, avaient assouvi leurs desirs : le 20 avril 1802, les Wahabis avaient fondu à l'improviste sur Iman-Hossein ; ils y avaient tué et pillé, sans que le gouvernement de Bagdad eût osé les troubler dans leur retraite.

Mais ce qui datera dans l'histoire des usurpations du monde, c'est la conquête du Maissour, et la chûte du trône d'Hyder-Aly. Les succès de l'expédition des Français en Égypte avaient jeté l'effroi dans le cabinet de Saint-James ; ils lui servirent de prétexte pour frapper en Asie tous ceux qui pouvaient servir d'auxiliaires à ses ennemis. En brumaire an 7 (octobre 1798), il attaqua Tippo dans ses états. Les autres souverains de l'Inde, honorés du titre d'alliés des Anglais, se consolaient de la perte de leur indépendance, par leur paisible asservissement à ces tyrans de l'Indoustan. Le 15 pluviose an 7 (3 février 1799), le lord Mornington donna l'ordre au général Harris, qui commandait la côte de Coromandel, de marcher vers les frontières du Carnate, et dans les états de Tippo-Saïb, tandis que le général Stuart se joindrait à lui à la tête des troupes du Malabar. Tippo, vaincu par le sort, s'était réfugié dans sa capitale : le combat fût opiniâtre,

Tippo périt dans la mêlée; sa famille se défendait: Harris promet sûreté et protection; elle se rendit au vainqueur. On évalua à trois millions sterling, ou soixante-douze millions, ses trésors; ainsi les Indiens, successivement conquis par Alexandre, Gengis-kan, Timour, Nadir-Chab, sont la proie d'une compagnie de marchands. Les anciens conquérans de l'Asie leur avaient laissé leurs usages et leurs lois. Les Anglais ont détruit leurs coutumes, leurs temples, et ne leur ont laissé que des oppresseurs et des bourreaux.

AFRIQUE.

La patrie des Ptolomées était rayée de la liste des nations modernes civilisées, lorsque le vainqueur de l'Italie y planta les étendards de la république française : l'Égypte semblait se ranimer à sa voix: la jalousie britannique médita de l'anéantir, pour former, de ses ruines, un rempart à ses possessions indiennes. Mais les cendres de Carthage devraient instruire le cabinet de Londres.

EUROPE.

C'est principalement dans ses nations corrompues par le luxe que l'influence des guer-

res de la révolution apporta des changemens remarquables.

La Porte, cette ancienne alliée de la France, subjuguée par les intrigues du ministère anglais, préféra ses insinuations perfides aux conseils de la sagesse. Elle entra dans la nouvelle coalition de la Russie, de l'Empire, de l'empereur, du roi de Naples, de l'Angleterre. Elle abandonna à la protection de celle-ci, l'Égypte, que les Anglais voulaient envahir ou détruire : sa faiblesse, sa marche chancelante, et le contraste de ses mœurs avec celles de l'Europe, présagent trop sa destinée : elle oublie trop que l'Angleterre aspire au commerce exclusif du Levant et de la mer Noire ; que le Cuban, la Crimée, le commerce exclusif de la Perse ont échappé au divan, et enfin que Cherson peut menacer Constantinople.

Inquiets du despotisme anglais, le Danemarck, la Suède, la Russie, la Prusse, avaient formé un traité de neutralité armée qui offensait l'Angleterre : celle-ci, sûre des moyens de vaincre, avait attaqué le Danemarck ; la mort inattendue de l'empereur des Russies, la docilité de son successeur aux vues du cabinet de Londres, la déférence inévitable de la Suède en voyant la Russie abandonner les hostilités, tout con-

courut à laisser le Nord sous l'influence britannique. Puisse-t-il sentir, ainsi que la Porte, le prix d'une alliance constante avec la France! Le commerce le commande à la Suède; la saine politique le lui prescrit : les finances du Danemarck l'exigent; la Prusse doit en attendre l'intégrité de son empire, la prospérité de ses forces, l'accroissement de ses états : une tactique profonde, le génie politique, et les succès du grand Frédéric, ont consolidé la couronne que son père avait eu le courage de prendre : la sagesse et la fermeté inébranlable de son jeune monarque en immortaliseront la durée.

La Russie, affermie par les guerres entre les Suédois, les Turcs et les Russes, par les victoires du Czar, par les circonstances orageuses qui ont agité l'Europe, a, dans l'espace d'un siècle, étendu ses bras du pôle à la Méditerranée; un territoire immense, une population sobre, des frontières qui embrassent l'Europe et l'Asie, des ports sur toutes les mers, tels sont les grands effets de la politique, du génie de Catherine, et du temps. La révolution française a fait perdre à la Russie cent mille hommes dans les climats du midi; mais elle a acquis des possessions dans la Méditerranée.

La république batave avait chassé son

Stathouder ; conquise par les Français, elle avait subi les lois successivement dictées par leurs gouvernans. La Russie voulait la remettre sous la domination de la maison d'Orange ; l'Angleterre tâchait d'anéantir son commerce; mais l'intérêt de l'Europe veut sa conservation : la Hollande lui donne les productions et les marchandises de l'Orient ; elle offre un écoulement rapide aux denrées et aux manufactures ; elle est la voiturière du commerce maritime, et Amsterdam le marché et l'entrepôt des deux mondes. L'exécution du traité d'Amiens lui rendra, sous l'égide tutélaire de la France, ses colonies, son commerce, sa marine ; elle n'aura plus à regretter que ses habitudes et ses mœurs.

La Suisse, entraînée par des factions étrangères dans une guerre civile, est sortie de l'anarchie; elle a changé de maîtres et de lois; la France lui a donné une constitution depuis le traité d'Amiens. Puisse sa modération faire toujours son bonheur !

L'Espagne, malheureuse dans sa coalition contre la France, n'avait pas été plus heureuse dans son allianc avec cette puissance ; elle avait perdu, à la paix générale, l'île de la Trinité. Cette île place les Anglais au milieu

des colonies espagnoles continentales de l'Amérique méridionale, et facilite la contrebande si fatale au fisc espagnol : elle dispose les indigènes à la liberté que l'Espagne n'est pas disposée à leur accorder. Depuis la violation du traité d'Amiens, l'Angleterre vient de signaler sa perfidie envers cette alliée de la France : tandis que la cour de Londres caressait l'ambassadeur du roi d'Espagne, le ministère britannique, sans déclaration de guerre, sans aucun sujet de plainte, donnait l'ordre d'enlever les galions qui arrivaient à Cadix, et de s'emparer de tous les vaisseaux espagnols. Puissent les efforts de l'Espagne, réunis à ceux de la France, venger un jour la justice et l'humanité!

Le Portugal, toujours tributaire de l'Angleterre, avait la France et l'Espagne pour ennemies naturelles; la guerre lui avait été déclarée par ces deux puissances : on forçait les Anglais à restituer les colonies françaises et espagnoles; mais le Portugal acheta prudemment la paix. Le Portugais, guerrier sous Alphonse, navigateur sous Sébastien, militaire sous Bragance, audacieux sous Vasco de Gama, intrépide sous Albukerque, négociateur sous Atalide, aidera quelque jour l'Espagne et la France

à briser le sceptre dominateur de Londres.

L'Autriche, et avec elle l'Empire, détrompée, par deux coalitions stériles, de l'espoir de démembrer la France, avait été réduite, après une guerre longue et désastreuse, à signer la paix à Lunéville. Les conditions du traité d'Amiens furent très-avantageuses à la maison d'Autriche, et prouvèrent à l'Europe la modération du gouvernement français : elle devint une puissance maritime.

L'Italie, qui avait été pendant quarante ans l'asile de la paix, était devenue le théâtre des grands événemens militaires et politiques. La mollesse, fille du luxe et des arts, corrompait la patrie des Scipion ; les descendans de Paul Emile vivaient au sein d'une paresseuse oisiveté, lorsque la fin du dix-huitième siècle sonna le tocsin de la liberté. La révolution, prédite par tous les bons esprits, changeait la face de la France ; elle dut se communiquer à l'Italie. Les cendres des Gracches et des Guelfes se ranimèrent aux accens des descendans de Brennus ; les belles contrées de l'Apennin furent en proie aux calamités attachées aux mouvemens révolutionnaires des grands empires voisins. L'Europe était ébranlée dans ses fondemens ; le nouveau monde fut épouvanté : l'Italie vit sortir

de ce volcan politique de nouveaux élémens. Le Piémont avait un roi qui céda ses états à son frère, et se retira à Rome pour y vivre en simple particulier : ce pays fut réuni à la France. Quatre cent cinquante députés de la Cisalpine, réunis à Lyon, y arrêtèrent une constitution pour la république italienne, et nommèrent les membres des différentes autorités constituées : la Lombardie choisit pour premier magistrat le chef de l'empire français, au lieu de fléchir, comme auparavant, sous la maison d'Autriche. Les états de Gènes, accrus, devinrent la république ligurienne, gouvernée par un doge et un sénat. La Toscane, érigée en royaume d'Étrurie, passa de la domination autrichienne sous le sceptre d'un Bourbon ; Parme et Plaisance ne sont plus un duché souverain. La mort du duc de Parme donna des facilités pour former les indemnités promises par le traité de Lunéville. Venise et sa terre ferme, gouvernées jadis par un doge et un sénat despote, qui rendaient les peuples heureux, sont sous la dépendance de la maison d'Autriche, qui règne en Italie depuis la mer Adriatique jusque sur les bords de l'Adige. Le royaume de Naples avait recueilli, de ses liaisons avec l'Angleterre et de son mauvais gouvernement, les horreurs que

la guerre, le fanatisme et les factions peuvent enfanter; tout ce qu'il y avait de plus distingué dans l'état avait péri sur l'échafaud, en exil, ou dans les fers: le roi était revenu dans la capitale pour être spectateur de tant de maux. Rome, prise, reprise, et dépouillée plusieurs fois, se retrouvait encore sous la domination pontificale. Son dernier pape avait fini sa carrière à Valence, dans le département de l'Isère; son successeur, Pie VII, né à Césène en 1742, avait été élu à Venise, le 18 mars 1800: l'église romaine reçut les états que le traité de Tolentino lui avait enlevés. Le pape avait consenti à un concordat pour le gouvernement des églises de France, avec des modifications. [1] Tel était le fruit des négociations du traité d'Amiens, et de l'ascendant glorieux du premier Consul.

Ainsi l'Italie, grace à Bonaparte, ne sera plus regardée comme le tombeau des Français; elle avait été facilement conquise et reperdue tour à tour depuis plus de quatre siècles. Charles VIII, dans deux mois, était arrivé aux portes de Naples; à peine eut-il le temps de rentrer dans ses états. En vingt jours Louis XII avait fait la conquête du Milanais; trois fois

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (93).

le Milanais avait été repris et perdu : ce monarque avait abandonné l'Italie, comme étant la ruine de la France. François I[er] avait pris et repris le duché de Milan; mais, battu à Pavie, il avait renoncé à cette conquête. La succession de Charles II rappelle toutes les vues d'ambition et tout le néant des prétentions sur l'Italie; mais, par le traité d'Amiens, la France et la maison d'Autriche y ont acquis une prépondérance également imposante : la souveraineté des papes y est modeste comme leur titre. L'Italie, subdivisée en moins d'états, peut espérer cette prospérité destinée à un pays favorisé de tous les dons de la nature, où l'industrie des habitans et l'avantage de la situation se réunissent à la richesse du sol et à la beauté du climat. Puisse le bruit des armes s'éloigner pour toujours de la patrie de Virgile, d'Horace, du Tasse, de l'Arioste, de Raphaël, de Palladio ! elle sera toujours chère aux hommes éclairés. L'Europe reconnaissante ne peut oublier que les beaux jours d'Auguste et de Léon X préparèrent, en Espagne, ceux d'Alphonse X ; en France, ceux de Louis XIV ; en Angleterre, ceux d'Elizabeth ; en Russie, ceux de Pierre-le-Grand et de Catherine ; en Prusse, ceux de Frédéric. Les Français, vainqueurs de

l'Italie, ont rendu hommage au berceau de tant de grands hommes pendant ces dernières campagnes; ah! pourquoi le machiavélisme britannique a-t-il porté en Europe la désolation et la discorde? L'or sera donc toujours le plus cruel ennemi du genre humain!

L'Angleterre, jalouse de la suprématie maritime, et du commerce universel, a tour à tour menacé ou frappé toutes les puissances de l'Europe; tributaires, envahies, ou opprimées, elles sont destinées, dans sa chimère politique, à fonder son empire; et, par un machiavélisme profond, elle veut diviser l'Europe pour asservir le monde. Mais l'injustice à la fin produit l'indépendance, les Etats-Unis l'ont prouvé, et Londres ne pardonna jamais à la France ni sa puissance, ni les secours qu'elle accorda à cette nouvelle république américaine: telles furent les causes de la première coalition de l'Angleterre avec la Russie et la Porte contre la France, de la prise des îles françaises dans le golfe du Mexique, des îles hollandaises dans l'Inde, et du cap de Bonne Espérance, de ses usurpations asiatiques, de notre sortie d'Egypte, de la prise de Malte, de la perfide astuce avec laquelle elle méditait les massacres de Saint-Domingue à l'instant

où elle signait le traité d'Amiens, de la violation de cet acte solennel, de ses hostilités contre nos alliés. Quel sera donc le terme de tant de crimes ? De quel droit la famille de Chatam opprimerait-elle l'Univers ? Non, la France....

A ce mot, on se représente un peuple, fort, courageux, intrépide, qui a bravé les passages du Rhin, du Danube, du Pô, de l'Adige, à l'aspect d'une artillerie redoutable, qui a signalé tous ses pas par des victoires sur les Pyrénées, sur les Alpes, sur les Apennins, en Espagne, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Hollande, en Helvétie, en Italie, en Egypte; dont les exploits, depuis Bellovèse jusqu'à nos jours, forment une chaîne éclatante de prodiges; un peuple né pour la guerre et pour les arts; un peuple enfin, toujours grand lorsqu'il est dirigé par un chef magnanime. Les annales du monde retentiront sans cesse des noms célèbres que les dernières campagnes d'Italie ont signalés : elles seront une époque mémorable dans les fastes militaires : l'antiquité les eût inscrits au Capitole : le héros qui ouvrit à nos guerriers les champs de la victoire sera compté parmi les bienfaiteurs du genre humain. Arcole, Lodi, Tarwis, Tagliamento, Aboukir, les Pyramides, Marengo, le mont Saint-Bernard,

transmettront ses titres belliqueux à la postérité; la paix d'Amiens sera le sceau éternel de sa gloire. Sans doute le bras invincible qui donna la paix au continent assurera la liberté des mers : l'heureux génie qui préside à nos destinées réalisera le rêve du vertueux abbé de Saint-Pierre, et le vainqueur de l'Italie, en léguant son nom pacificateur au dix-neuvième siècle, acquerra de nouveaux droits à la reconnaissance des nations; car telle est aujourd'hui l'existence intime des rapports entre tous les peuples de l'Europe, que leur destinée a une influence réciproque, et que les grandes nations recèlent le bonheur ou le malheur de celles qui les entourent : un anneau de cette grande chaîne, brisé, interrompt et altère les principes de la vie des autres corps politiques. La paix d'Amiens fut donc le salut de l'Europe. Eh! qui ne serait saisi d'admiration à l'aspect de la carrière militaire et politique du législateur des Français, depuis la bataille de Montenotte jusqu'à son avénement au trône? L'agrandissement modéré de la France, l'affermissemènt du pouvoir exécutif, la consolidation des principes de l'ordre social, la destruction des lois révolutionnaires, l'extinction des factions, la création d'un code civil et criminel,

la restauration des lois, la formation des autorités protectrices; la fondation de l'empire français, l'organisation d'une nouvelle dynastie, l'installation du culte, sur les bases de la tolérance universelle; l'harmonie du pouvoir moral et religieux avec l'autorité civile, que de titres! qui peut refuser son hommage à tant de bienfaits?

Que de maux, en effet, accumulés sur nos têtes, si une main hardie n'eût détourné la tempête prête à fondre sur l'Europe!

Les *finances* de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Europe, étaient épuisées; celles de l'Angleterre étaient prodiguées à stipendier des insurrections, des sicaires, des troupes étrangères: mais ces moyens corrupteurs qui appauvrissaient les capitalistes anglais, ruinaient les cours assez malheureuses pour les accepter. La voie des emprunts fut l'unique ressource du ministère britannique; ils avaient déjà creusé le précipice de la troisième dynastie française, ils préparent celui de la Grande-Bretagne: le produit de la vente du territoire anglais ne paierait pas les créanciers de l'état; les emprunts nécessitent les impôts, les impôts multipliés ruinent les états. La charrue du laboureur est, seule, le sceptre du monde. Les nations

maritimes et commerçantes recueillent les fruits du commerce ; mais l'arbre qui les produit appartient seul aux peuples agricoles. Les flottes qui sillonnent l'Océan n'ont préservé ni Tyr, ni Carthage, de leur chûte, et le grand Newton a prédit la catastrophe qui attend le trésor britannique. Les finances de l'Espagne avaient également une source étrangère au continent : l'or de l'Italie avait été dévoré par les armées autrichiennes et françaises : la France, elle-même, dont la richesse reposera toujours sur des bases fécondes, l'agriculture et l'industrie, la France, appauvrie par l'excès de son papier monnaie, était revenue aux signes représentatifs des métaux solides : le premier Consul se hâte de rétablir l'ordre dans les finances, et l'équilibre entre la recette et la dépense. La paix ouvrira sans doute les mêmes espérances aux autres nations.

Ils le savaient bien, les ennemis éternels du repos de l'Europe, qu'il fallait anéantir les finances et le *commerce* européens, pour tout entraîner dans leur chûte. En effet, ils ont ruiné la marine, les colonies, les places commerçantes du continent ; et ils ont asservi ainsi tous les besoins, tous les peuples, tous les souverains, à leurs flottes, à leurs comptoirs, à leur

tyrannie maritime. L'Angleterre seule a des flottes ; le commerce universel est dans ses mains, et tout l'or des deux mondes arrive à Londres : on croit voir la fable de Midas réalisée ; c'est le colosse d'or aux pieds d'argile.

Où sont ses *mœurs?* Que sont devenues celles de l'Europe ? Sans la morale publique est-il des lois ? Qu'est l'ordre social sans la justice et la bonne foi ? Ici la plume tombe des mains de l'écrivain condamné à tracer ce honteux tableau... Mais, des mœurs dans une révolution ! corrupteurs de la morale des nations ! insulaires perfides ! pour qui la foi publique est un jeu, et qui calculez de sang froid l'effusion du sang humain, l'indignation des hommes de bien appelle sur vos têtes la justice du temps ! elle vous crie : *Gardez votre or ; laissez-nous nos enfans et nos mœurs.* Puisse le régénérateur de la France ramener la génération naissante aux mœurs simples et pures, et aux principes de vertu dont il offre le modèle ! C'est le cri unanime des nations qui le demande, et la force, appuyée sur l'exemple, l'obtiendra.

Quelle puissance, en effet, déploya plus de génie militaire ? Quel théâtre de gloire plus fécond pour la nation française que l'Italie ? L'Europe retentissait encore des exploits du

grand Frédéric, des manœuvres de ses troupes, de sa tactique : on ne pensait pas que l'avenir pût offrir des méthodes plus avantageuses, des développemens plus lumineux, un usage plus savant de l'artillerie, lorsque les Français, attaqués par sept puissances, et par les troupes les mieux exercées de l'Europe, n'ayant qu'une armée désorganisée, des officiers en fuite, des villes de guerre dont les fortifications tombaient en ruine, nuls approvisionnemens de guerre ni de bouche, se virent obligés d'entrer en campagne sur trois points différens, dans le midi et dans le nord de l'Europe.

D'abord ce ne fut que confusion, trahison, crainte, méfiance, désordre. Mais bientôt tout prend une face nouvelle: on imagine les gardes nationales; [1] succèdent la réquisition et la conscription. [2] Des hommes nouveaux, à peine connus comme soldats, deviennent des généraux qui étonnent les vieilles bandes formées par Frédéric : on s'empresse d'adopter et de perfectionner les moyens de tirer un très-grand parti de l'artillerie légère. Cette arme, apperçue par Gustave-Adolphe, mise en usage par

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (94).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (95).

le grand Frédéric, poussée à une très-grande perfection par les Français,[1] les aide, conjointement avec leur grand nombre et leur étonnante bravoure, à faire disparaître leur inexpérience, et à leur assurer par-tout la victoire. A ces moyens mécaniques s'en joignent d'autres qui tiennent de plus près à l'esprit, et même au génie; les connaissances topographiques,[2] la découverte des aérostats et des télégraphes appliquée à l'art de la guerre,[3] les moyens d'augmenter la force de la poudre, ceux d'accélérer la fabrication des armes à feu, et une foule de riches découvertes;[4] enfin, cet élan du génie, inconnu jusqu'alors, qui osa embrasser un pays immense par plusieurs armées pour n'en faire qu'une seule, et n'avoir pour elle qu'un seul plan de campagne: ainsi, depuis les bords de l'Océan jusqu'à ceux du Rhin, depuis les bords du Mein jusque dans la Calabre ou dans la Ligurie,[5] on vit des armées nombreuses, destinées à faire la droite,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (96).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (97).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (98).

[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (99).

[5] *Voyez*, à la fin du volume, la note (100).

la gauche et le centre d'une seule armée, ayant lié toutes ses opérations, et les faisant correspondre; tous ses mouvemens étaient calculés, tous ses magasins préparés; n'étant arrêtée ni par les montagnes les plus hautes et les plus inaccessibles, ni par les rivières les plus rapides, les fleuves les plus larges, les lacs les plus grands, les places les plus fortes, elle avait entre ses différentes parties le même ensemble qu'avait autrefois un corps de vingt mille hommes. L'espèce et l'organisation de ces armées réalisèrent le systême de guerre, regardé comme fabuleux, de ces nations de l'antiquité qui s'ébranlaient toutes entières à la voix de la patrie en danger, ou qui se transplantaient sous un climat étranger pour fonder de nouvelles colonies. La France toute entière s'était précipitée dans le feu de la guerre : chaque famille contribuait de ses forces physiques, industrielles et morales, à venger l'honneur français. Des armées si nombreuses, pourvues d'une artillerie proportionnée, occupant des positions très-étendues, forcèrent d'agrandir les opérations : dès-lors les plans des armées ennemies furent déconcertés par des plans plus vastes; les barrières naturelles furent renversées, les places fortes effacées par la masse immense des

troupes françaises. Leur mobilité augmentait leur force; des succès continuels sur d'immenses développemens décourageaient l'ennemi; les lieux renommés pour inexpugnables eurent le sort des places fortes; leur importance ne fut que relative et momentanée. Jamais on n'avait embrassé une si vaste circonférence de pays, de moyens et de mouvemens; les prodiges des Grecs et des Romains furent égalés, peut-être surpassés; l'usage, qu'on pourrait dire immodéré, de la baïonnette, distingua nos armées. Le nom français devint l'objet de l'admiration et de la terreur de l'Europe entière. Telle fut l'influence immortelle des guerres des Français en Italie, à la fin du dix-huitième siècle.

Mais, ce qui étonnera peut-être davantage la postérité, c'est que, parmi ces dissentions civiles, ce tumulte des armes, l'effroi général, le renversement des fortunes, tandis que les *sciences* étaient, pour ainsi dire, stationnaires et languissantes chez les autres peuples de l'Europe, leurs progrès se développaient en France avec une activité remarquable : du principe infaillible, de la mesure exacte de la terre, découla le système uniforme et raisonnable des poids et des mesures; l'agrandissement du musée d'histoire naturelle fut décrété, ainsi que

l'établissement de l'instruction publique.[1] Le collége de France reprit ses exercices;[2] à l'école polytechnique se rallièrent les fondateurs de la chimie moderne en Europe, les physiciens distingués, les mathématiciens célèbres qui ont perfectionné les méthodes analytiques et le calcul intégral : tous les savans semblèrent se réunir pour conserver le feu sacré prêt à s'éteindre dans le bouleversement universel :[3] l'école normale,[4] les écoles de médecine,[5] les écoles primaires, secondaires et centrales,[6] une foule de découvertes importantes dans les *arts*, objets des méditations du talent,[7] tels furent en peu d'années les élans du génie français, qui semblait sortir encore plus brillant du sein de la guerre civile.

Quelle nation! quel siècle! quel tableau pour l'homme de génie, qui transmettra aux générations futures un monument digne du grand

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (101).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (102).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (103).
[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (104).
[5] *Voyez*, à la fin du volume, la note (105).
[6] *Voyez*, à la fin du volume, la note (106).
[7] *Voyez*, à la fin du volume, la note (107).

sujet dont j'ai à peine ébauché une faible esquisse! Qu'il sera doux de peindre un héros, unissant les palmes de la victoire aux lauriers des arts, assis au sanctuaire des sciences en descendant du champ de Mars, élevant d'une main un temple aux chefs-d'œuvre du génie, [1] et, de l'autre, appelant les artistes pour les égaler! Rome victorieuse traînait à son char des rois détrônés : la France triomphante ne compte ses trophées que par les richesses de l'esprit humain.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (108).

FIN DU VINGT-QUATRIÈME ET DERNIER LIVRE.

NOTES.

(1) Page 6.

A PEINE les rois tombent, que la postérité se lève pour eux ; leur cendre n'est pas encore refroidie, et déjà ils sont jugés : cependant on ne saurait refuser à Frédéric-Guillaume II ni instruction, ni bravoure, ni amour pour son peuple, ni inclinations bienfaisantes. Sous son règne, le cabinet de Prusse eut de l'influence ; l'état s'enrichit de belles provinces, et le nom prussien fut respecté : mais Frédéric-Guillaume manquait de la qualité la plus essentielle pour les rois, du caractère. De là, cette facilité à dissiper les trésors amassés par le grand Frédéric ; sa condescendance pour une politique astucieuse, qui lui donna un si mauvais renom ; le choix de mauvais ministres ; la violation de ses engagemens avec l'Angleterre ; la mollesse dans ses entreprises ; sa conduite équivoque en Champagne, etc.

Le nouveau roi, au contraire, avait annoncé de la sévérité dans les mœurs, une économie soutenue, des dispositions martiales, de l'ardeur au travail. Ces espérances s'étaient réalisées, et l'administration douce et ferme du jeune souverain avait su conquérir l'amour de ses sujets en même temps qu'elle leur avait commandé le respect. Les difficultés de sa situation lui étaient connues, l'Europe entière était attentive à sa conduite ; il pouvait avoir une grande influence sur la destinée des plus grandes puissances : ces considérations lui étaient présentes.

(2) Page 7.

Indépendamment des articles publics arrêtés à Campo-Formio, le même traité contenait des articles secrets que l'on sera sans doute bien aise de connaître.

Art. 1er Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent que les limites de la république française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée, et s'engage à employer ses bons offices, lors de la paix avec l'Empire germanique, pour que la république française obtienne cette même ligne; savoir :

La rive gauche du Rhin, depuis la frontière de la Suisse, au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nèthe, au-dessus d'Andernach, y compris la tête du pont de Manheim, sur la rive gauche du Rhin, et la ville et forteresse de Mayence; l'une et l'autre rive de la Nèthe, depuis son embouchure jusqu'à sa source, près de Broch ; de là, une ligne passant par Senseherode et Boslar, jusqu'à Kerpen, et de cette ville à Hedensdorff, Blanhenbeim, Marmagen, Foternich, Calegemard, y compris les arrondissemens et banlieues de ces communes, depuis les deux rives de l'Otff, jusqu'à son embouchure dans la Roër ; les deux rives de la Roër, en y comprenant Heimbach, Nideckem, Duren et Juliers, avec leurs arrondissemens, jusqu'à Limiech; de là, une ligne passant par Rosserre, Arkelens, Dalenhilar, Pupetermol, Catelfort, Rademberg, Haresloch (s'il se trouve dans la direction de la ligne), Auder, Heider, Kald-Kirchen, Wambach, Herringuen et Grotray, avec la ville de Venloo et son arrondissement : et, si, malgré les bons offices de sa majesté impériale, l'Empire germanique ne consentait pas à l'acquisition, par la république française, de la ligne de limites ci-dessus désignée, sa majesté l'empereur et roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée

de l'Empire que son contingent, qui ne pourra être employé dans les forteresses, sans que, par là, il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être rétablies entre sa majesté et la république française.

II. Sa majesté l'empereur et roi emploiera également ses bons offices, lors de la pacification avec l'Empire :

1° Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la république française et les états de l'Empire situés sur la rive droite de ce fleuve, depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la république batave ;

2° Pour que le possesseur de la partie allemande du Rhin, opposée à l'embouchure de la Moselle, ne puisse jamais, ni sous aucun prétexte que ce soit, s'opposer à la libre navigation ou sortie des bateaux, barques ou autres bâtimens, hors de l'embouchure de cette rivière ;

3° Pour que la république française ait la libre navigation de la Meuse, et que les péages et autres droits qui pourraient se trouver établis depuis Venloo jusqu'à son entrée sur le territoire batave, soient supprimés.

III. Sa majesté l'empereur et roi renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à la souveraineté et propriété du comté de Falkenstein et de ses dépendances.

IV. Les pays que sa majesté l'empereur et roi doit posséder, en vertu de l'article VI du traité patent définitif, signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles III et VII patens dudit traité, et par l'article précédent.

Cette renonciation n'a de valeur qu'autant que les troupes de sa majesté impériale et royale occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article VI susdit.

V. La république française emploiera ses bons offices pour que sa majesté impériale et royale acquiert en Allemagne l'évêché de Salzbourg et la partie du cercle de

Bavière située en l'archevêché, les rivières d'Inn et de Saltza, et le Tyrol, y compris la ville de Vasserberg, sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises.

VI. Sa majesté impériale et royale cèdera à la paix de l'Empire, à la république française, la souveraineté et propriété de Friechtal et de tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle; moyennant qu'à la paix susdite, sa majesté obtienne une compensation proportionnelle en Allemagne, qui soit à sa convenance.

La république française réunira lesdits pays à la république helvétique, moyennant les arrangemens qu'elles pourront prendre entre elles, sans porter préjudice à sa majesté l'empereur et roi, ni à l'Empire.

VII. Il est convenu en outre, entre les deux puissances contractantes, que, si, lors de la pacification prochaine de l'Empire germanique, la république française fait une acquisition en Allemagne, sa majesté impériale et royale doit également y obtenir un équivalent, et réciproquement.

VIII. Il sera donné une indemnité territoriale au prince de Nassau-Dietz, ci-devant stathouder de Hollande.

Cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la république batave.

IX. La république française n'a point de difficultés à restituer au roi de Prusse les possessions sur la rive gauche du Rhin : en conséquence, il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse; ce que les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement.

X. Si le roi de Prusse consent à céder à la république française et à la république batave les petites portions de son territoire qui se trouveront sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Lavenaer et autres posses-

sions vers l'Issel, sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, emploiera ses bons offices pour rendre praticables lesdites cessions, et les faire adopter par l'Empire germanique.

L'exécution du présent article ne pourra détruire l'effet de l'article précédent.

XI. Sa majesté l'empereur ne s'oppose pas à l'usage que la république française a fait des fiefs impériaux en faveur de la république ligurienne; sa majesté réunira ses bons offices à ceux de la république française, pour que l'Empire germanique renonce aux droits de suzeraineté qu'il pourrait avoir en Italie, et spécialement sur les pays qui font partie des républiques cisalpine et ligurienne, ainsi que sur les fiefs impériaux, tels que la Lunigiana et tous ceux situés entre la Toscane, les états de Parme, les républiques ligurienne et lucquoise, et le ci-devant Modénois, lesquels fiefs feront partie de la république cisalpine.

XII. Sa majesté l'empereur et la république française réuniront leurs bons offices, lors de la pacification de l'Empire germanique, pour que les différens princes et états dudit empire, qui se trouveront éprouver quelques pertes de territoire et de droits en conséquence des stipulations du présent traité de paix, et enfin par suite du traité à conclure avec l'Empire germanique, et particulièrement les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, l'électeur palatin de Bavière, le duc de Wirtemberg et Teck, le margrave de Baden, le duc de Deux-Ponts, le landgrave de Hesse-Cassel et de Darmstadt, les princes de Nassau Sarrebruch, de Salm Kirbourg, Lawenstien, Wertheim, et de Wied, Kunckel et le comte de la Legen, obtiennent en Allemagne des indemnités convenables, qui seront réglées d'un commun accord avec la république française.

XIII. Les troupes de sa majesté impériale et royale évacueront, vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité, les villes et forteresses de Mayence, Ehrenbreistein, Philisbourg, Manheim, Konigstein, Ulm et Ingolstadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire germanique, jusqu'à ses états héréditaires.

XIV. Les troupes de la république française évacueront également, vingt-deux jours après l'échange des ratifications du présent traité, la partie des pays vénitiens que doit occuper sa majesté impériale, et notamment les forteresses de Oalma, Nava, Ozopo, Porto-Legnago, et les châteaux de Vérone.

XV. Il ne sera distrait aucune partie de l'artillerie qui se trouvait dans Mayence et dans les forteresses vénitiennes ci-dessus désignées, au moment de leur occupation par les troupes autrichiennes et françaises, ni rien changé à l'état actuel de leurs fortifications.

XVI. Les deux parties contractantes se promettent mutuellement, de la manière la plus obligatoire, de garder le plus profond secret sur les présens articles, patens qu'après la ratification donnée par les deux gouvernemens.

XVII. Les présens articles secrets auront la même force que s'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent, signé aujourd'hui.

Ils seront ratifiés, à la même époque, par les deux parties contractantes, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an 6 de la république française une et indivisible). *Signé* Bonaparte; le marquis de Gallo; Louis, comte de Cobentzel; le comte de Mervelt, général-major; le baron de Degelman.

(3) Page 8.

Les salles du palais étant trop resserrées pour le concours nombreux des spectateurs, le directoire avait jugé convenable de tenir une audience publique et solenuelle dans la vaste enceinte de la cour du Luxembourg. On avait dressé un autel à la patrie, où des emblêmes et des trophées retraçaient les faits mémorables de l'armée d'Italie et de son chef; en face s'élevait une estrade destinée à recevoir le directoire, les ministres et les membres du corps diplomatique; au-dessus étaient placées les statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix.

Le directoire avait pris séance: bientôt on entend l'Hymne à la Liberté, et, dans le silence le plus respectueux, on voit s'avancer le ministre des relations extérieures, qui présente au directoire le général Bonaparte. Celui-ci, en remettant au président du directoire la ratification au traité de Campo-Formio, lui dit :

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre; pour obtenir une constitusion fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre : la constitution de l'an 3 et vous avez triomphé de tous ces obstacles. La religion, la féodalité et le royalisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernemens représentatifs.

« Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. Vous avez fait plus : les deux plus belles parties du monde, si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la Liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres. Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées

vont placer deux puissantes nations. J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par sa majesté l'empereur. La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

(4) Page 9.

Il paraît assez sûr que, si la France n'avait pas gardé le silence sur les articles secrets du traité signé à Campo-Formio, le congrès de Rastadt n'aurait pas été exposé à autant de lenteur, ni à d'aussi grands débats. La connaissance de la teneur de ces articles secrets et de la convention militaire conclue à Rastadt aurait empêché d'inutiles discussions sur la base de la négociation ; elle eût fait connaître au corps germanique l'étendue du sacrifice qu'on attendait de lui, et le développement successif du plan des plénipotentiaires français n'eût plus paru le résultat d'un projet ambitieux qui menaçait l'indépendance et la sûreté de l'Europe ; idée dont s'empara si adroitement le gouvernement anglais, et dont il se servit avec tant de succès pour former une nouvelle coalition, et faire recommencer la guerre.

D'ailleurs, pour donner plus de force aux demandes des plénipotentiaires français, l'armée d'Allemagne, divisée en deux parties, sous les ordres des généraux Hatri et Augereau, s'emparait des forteresses évacuées par les Autrichiens : à mesure qu'elle regagnait les états héréditaires, elle formait le blocus des places occupées par les troupes de l'Empire.

Ainsi tout le poids des armées semblait devoir retomber sur les princes allemands qui s'opposeraient plus longtemps au mode de pacification qui semblait concerté entre la Prusse, l'Autriche et la France : ce qui fit bientôt

accorder à cette dernière la cession totale de la rive gauche du Rhin.

Enhardis par ce premier triomphe, les plénipotentiaires français demandèrent d'abord que le mode de prestation des indemnités fût les sécularisations, et, bientôt après, la navigation du Rhin commune exclusivement aux deux nations; la suppression des péages sur les deux rives; la cession à la république des îles du Rhin, du fort de Kelh et de son territoire; la démolition du fort d'Ehrenbreistein; le rétablissement du pont entre les deux Brisach; enfin la cession de cinquante arpens en face de celui d'Huningue, et un chemin pour y arriver.

Cette note inattendue avait jeté la pomme de discorde au milieu du congrès. Où devait s'arrêter, disait-on, cette marche ambitieuse? Maîtresse absolue de la rive gauche du Rhin, fallait-il encore que la France vînt dicter des lois au nord de l'Europe, en dominant également sur la rive droite? Ce n'était plus la nécessité d'une défense légitime par des limites naturelles du Rhin, c'était un plan d'invasion et de conquête. Ces îles demandées comme simple accessoire, par leur étendue territoriale et leur importance pour la navigation et le commerce, équivalaient, ajoutait-on, à une grande principauté, et, par leur position, semblaient compromettre la sûreté et la tranquillité de l'Allemagne. On proposa en conséquence, comme moyen conciliatoire entre les partis, le Thalweg, ou milieu du Rhin, pour limites entre les deux nations, qui auraient chacune les îles qui seraient de son côté.

Mais, tandis que ces négociations se suivaient à Rastadt, le général Bernadotte, ambassadeur de France à la cour de Vienne, était insulté dans son palais; et, au lieu de dissiper l'attroupement qui menaçait de forcer l'hôtel de l'ambassadeur et de se porter aux derniers excès, la troupe, destinée à protéger la sûreté et l'inviola-

bilité de l'ambassadeur français, en était demeurée paisible spectatrice ; ce n'avait été qu'après un long intervalle, après que le général Bernadotte eut été abreuvé d'insultes et d'outrages, que la force armée s'était mise en devoir de disperser la multitude.

Le général Bernadotte, n'ayant pu obtenir la réparation qu'il avait droit d'attendre, s'était déterminé à quitter Vienne ; mais le gouvernement français, dans l'espoir d'une pacification durable, avait pris la résolution d'envoyer à Seltz, le 28 floréal (17 mai), l'ex-directeur François de Neufchâteau, pour convenir, avec M. le comte de Cobentzel, d'une satisfaction convenable, en réparation de l'outrage fait à la nation française dans la personne de son ambassadeur.

Cependant le député de sa majesté impériale, ayant promis de rendre une satisfaction complète, avait proposé de traiter de quelques objets d'intérêt et d'utilité réciproques entre les deux états. Le directoire y avait consenti ; mais, son envoyé s'étant apperçu que, dans le cas où l'Autriche fût de bonne foi, elle voulait s'enrichir des dépouilles des autres puissances, et que ses demandes décelaient l'éloignement de tout arrangement définitif, le comte de Cobentzel ayant d'ailleurs refusé d'accéder à la satisfaction promise, les conférences de Seltz furent entièrement rompues.

En même temps, on se consumait à Rastadt en itératives instances sur les dernières propositions émises de part et d'autre ; une force secrète d'inertie semblait enchaîner toutes les volontés ; l'impatience française s'en était irritée, elle avait cru entrevoir un projet concerté pour éterniser le congrès et opérer sa dissolution sans aucun résultat ; elle se détermina à donner son ultimatum.

La dissémination du cours du Rhin et de ses îles ; la liberté de la navigation de ce fleuve ; la suppression du

péage à Elsfleth, sur le Weser; la faculté d'établir les ponts purement commerciaux sur les deux points du Rhin; la renonciation à toute demande contraire à la constitution française, en faveur de la noblesse immédiate; la république devant se charger des dettes qui auront tourné à l'avantage particulier de la partie des pays devenus français; les lois de l'émigration ne devant avoir leur force que dans les pays réunis, point dans ceux cédés; les troupes de la république ne devant passer sur la rive gauche du Rhin qu'après la pacification; la cession du Fricktal; la renonciation des république française et italienne à toute prétention sur les pays restant à l'Allemagne, moyennant la démolition de Kelh et de Cassel, l'Empire s'engageant à ne plus construire aucun fort ni camp retranché qu'à la distance de huit mille toises de la rive droite du Rhin : si ces articles n'étaient pas acceptés dans le plus court délai, la promesse de la démolition de Kelh et de Cassel ne devait plus avoir son effet, et on devait rester convaincu que l'Empire voulait continuer la guerre.

Ces propositions devinrent, comme toutes les autres, la source de nouveaux débats pendant plusieurs mois.

(5) Page 11.

Ainsi la journée du 18 fructidor avait été une véritable calamité publique; elle avait rompu l'équilibre des pouvoirs; elle avait donné une suprématie absolue à l'autorité exécutive, et porté un coup mortel à la constitution de l'an 3, dont la stabilité dépendait entièrement de l'indépendance réciproque des deux premiers corps de l'état, et de leur sage conduite dans leurs limites respectives.

Dès-lors la puissance législative ne fut plus qu'un ressort mécanique dans la main exécutive, qui ne tarda pas

à abuser de sa force, d'abord en mettant sur les fatales tablettes de proscription des hommes influens sur l'opinion par leurs talens ou leur moralité ; en étendant ensuite la déportation à tous les individus inscrits sur la liste des émigrés, et non rayés définitivement ; enfin, pour remplir le trésor public, en créant le droit de passe et un code hypothécaire ; en étendant les droits du timbre, de l'enregistrement, de l'impôt sur le tabac, et en mobilisant la dette nationale, c'est-à-dire, en la réduisant à un tiers, dérisoirement appelé tiers consolidé.

Mais, pour donner plus de poids à sa conduite, et raffermir l'opinion sur la journée du 18 fructidor, le directoire avait transmis au corps législatif des papiers pris dans les équipages de l'émigré Klinglin, général-major dans l'armée autrichienne, chargé de la correspondance secrète : ces pièces corroboraient celles saisies à Venise dans le porte-feuille de l'émigré d'Entraigues. Le plan de contre-révolution royale prémédité y paraissait développé dans son entier. Bientôt même les découvertes sur les menées contre-révolutionnaires se multiplièrent, en même temps que l'on avait à s'opposer, dans la majorité des départemens de la France, à des insurrections partielles infiniment multipliées; par-tout avaient recommencé le vol des diligences, des deniers publics et des acquéreurs des domaines nationaux, les évasions des prisonniers, les assassinats politiques, les bandes de chauffeurs, etc. Et, quelle que fût la surveillance active du gouvernement français contre les agitateurs payés par l'Angleterre et les partisans des Bourbons, cette famille était loin d'avoir perdu l'espérance de relever en France le trône qu'elle regardait toujours comme le patrimoine héréditaire de ses ancêtres.

(6) Page 12.

Le système de domination politique et absolue sur les peuples et les gouvernemens même des républiques alliées se manifesta ouvertement, de la part du directoire, à l'égard de la république batave, qui subit deux rénovations inopinées dans l'espace de cinq mois.

La première révolution eut lieu le 3 pluviose an 7 (22 janvier 1799). La résistance apportée par quelques provinces, pour fournir les fonds nécessaires à la marche du gouvernement, la détermina; et le parti qui s'empara des rênes du pouvoir accusa les vaincus de fatiguer le peuple pour l'amener à adopter le fédéralisme, l'église prédominante, rendre illusoire la souveraineté du peuple, et ramener le stathoudérat.

Quarante-trois représentans se réunissent dans la nuit du 2 au 3 pluviose (21 au 22 janvier), et signent une protestation; aussitôt les barrières sont fermées, la garde nationale est sous les armes : on convoque les membres de la convention batave; on se forme en comité général; six membres de la commission diplomatique sont arrêtés à domicile, vingt-deux représentans constitués prisonniers dans la salle même de l'assemblée; et, à la déportation près, cette journée fut la répétition de celle du 18 fructidor.

Le lendemain, la représentation nationale, reconstituée, posa de nouvelles bases constitutionnelles, combinées sur les élémens de la constitution française de l'an 3.

Cependant une seconde révolution ne tarda pas à se préparer; le général Daendels en fut le mobile; le 24 prairial (12 juin) fut le jour destiné aux changemens proposés. Le général Daendels, porteur des volontés du directoire français, ne perd pas un instant; il réunit ses amis, ses partisans; tous prêtent le serment de vivre libres, ou de mourir : on nomme un directoire exécutif

intermédiaire; la fermentation augmente de toutes parts. Le général Daendels, investi d'une dictature suprême, apprend que le corps législatif est formé en comité secret; qu'il fait prendre les armes à sa garde; qu'on parle de faire tomber trois ou quatre têtes; il n'y avait pas un moment à perdre : un directeur est arrêté, les deux autres avaient pris la fuite; les membres les plus influens du corps législatif sont saisis; on crée un nouveau pouvoir exécutif, dont le général Daendels est encore l'ame; et, le 28 prairial (16 juin), on apprend que le pouvoir législatif est confié à d'autres citoyens.

Ainsi l'art de révolutionner ou de changer périodiquement de gouvernement, soit dans la forme, soit dans les personnes, s'étant sensiblement perfectionné par les leçons de l'expérience données sur-tout par la France, on vit s'opérer, sans désordre et sans effusion de sang, le changement des chefs du gouvernement batave, et le peuple, paisible spectateur des rivalités des personnes qui aspirent à le gouverner, célébrer le triomphe du parti vainqueur par des réjouissances publiques.

(7) Page 12.

Après avoir exercé son pouvoir révolutionnaire parmi les Bataves, le directoire français ne tarda pas à troubler la tranquillité naissante de la république cisalpine.

Le 3 ventose (21 février), deux traités d'alliance avaient été signés à Paris par les plénipotentiaires des deux républiques : ces deux actes paraissaient devoir être accueillis avec enthousiasme; ils excitèrent, au contraire, une discussion des plus orageuses, et ils furent rejetés au conseil des anciens, par une loi du 23 ventose (13 mars).

Il paraît que les motifs de rejet furent l'obligation de fournir, pendant un temps non limité, dix-huit millions pour l'entretien de vingt-cinq mille hommes de troupes

françaises ; celle de fortifier, aux frais de la république, des places destinées à rester entre les mains de garnisons composées en majorité de troupes françaises ; enfin l'engagement de soumettre habituellement l'armée cisalpine au commandement des généraux français.

Le directoire cisalpin publia, à cette époque, une proclamation pour ramener les esprits. Il était aisé de prévoir les conséquences de cette proclamatiou et du refus du corps législatif.

Le 24 germinal (13 avril), le général Brune, après avoir exigé la démission de deux directeurs et du secrétaire général, après avoir dépossédé de leurs places six membres du conseil des anciens et trois du grand conseil, reconstitua le directoire, en choisissant deux nouveaux directeurs, lesquels s'empressèrent d'ordonner la levée d'une contribution, pour fournir à l'entretien des troupes françaises en Italie, et suspendirent vingt-un membres du conseil des anciens qui avaient refusé leur assentiment aux traités d'alliance. L'adoption de ces traités fut la suite de ces événemens.

Cependant le directoire français n'était pas encore suffisamment satisfait de son ouvrage. Le 13 fructidor (30 août), jour fixé pour consommer l'œuvre préparée clandestinement, vers les neuf heures du soir, les représentans du peuple, mandés par l'ambassadeur Trouvé et le général en chef Brune, se réunissent à l'hôtel de la légation.

Là, l'ambassadeur, en présence du C. Faypoul, commissaire du directoire français, et du général Brune, annonça que, d'après les ordres qu'il venait de recevoir, il était question de substituer, avec quelques modifications à leur constitution, celle que le directoire français avait donnée à la république romaine. La grande majorité des représentans du peuple promit son adhésion, et la minorité crut devoir donner sa démission.

Le plan ainsi concerté, la représentation nationale cisalpine reçut le lendemain un nouveau pacte social, qui fut accepté. Quelle opposition eussent pu apporter les membres d'un corps législatif, frappés de mort par un plénipotentiaire ayant à ses ordres une armée victorieuse ?

(8) Page 17.

Dans cet acte, on déclare formellement que le peuple romain est étranger aux attentats qui ont provoqué le ressentiment de la nation française ; on en voue les auteurs à l'exécration publique ; on retrace l'oppression sous laquelle a gémi Rome pendant le gouvernement sacerdotal, et on annonce l'abolition, par la volonté du peuple, des autorités civiles et militaires, le renversement de la domination pontificale, et son remplacement par des magistrats populaires, sous les noms de consuls, préfets et édiles : l'arbre de la liberté est planté devant le Capitole et sur toutes les places publiques ; les cardinaux, réunis au Vatican, signent leur renonciation absolue au gouvernement temporel.

(9) Page 20.

Qu'était devenu le pape pendant le cours des événemens inopinés qui se succédaient à Rome ? Ce vieillard, victime de l'imprévoyance de ses conseils, dont l'aveuglement avait précipité sa ruine, avait attendu la destinée qui lui était réservée au fond de ce palais, où jadis ses prédécesseurs faisaient trembler les rois sur leurs trônes : malgré la décrépitude de l'âge, il conservait cette sérénité d'ame qui soutient le courage dans l'adversité, et, ayant été instruit par le général Cervoni, que le peuple avait repris l'exercice de sa souveraineté, il s'était déterminé, le 2 ventose (20 février), à quitter le siége de sa puissance détruite,

et à se retirer en Toscane, dans la chartreuse de Pise.

Mais le sort des armes ayant fait tomber de nouveau Pie VI au pouvoir des Français, à l'époque où le général Scherer entra dans le duché de Toscane, l'évêque de Rome fut arrêté, avec environ quarante personnes qui composaient sa suite.

Ce vieillard, âgé de 82 ans, représenta en vain qu'il lui était impossible de supporter aucune espèce de voiture, on n'eut pas égard à ses justes réclamations; il fut contraint de se mettre en marche. On le conduisit, à travers les Apennins et les Alpes, dans la forteresse de Briançon, où il n'arriva que le 11 floréal an 7 (30 avril 1799), après un voyage de trente-quatre jours, durant lequel on le crut plusieurs fois sur le point de succomber à la fatigue.

Cette conduite impolitique du directoire à l'égard du pontife dépossédé, rattacha à ce vieillard l'intérêt qu'excitent la persécution et le malheur; elle redoubla les sentimens de fanatisme et de haine religieuse contre l'autorité directoriale; elle ébranla de plus en plus la confiance des puissances étrangères; elle confondit toutes les idées des Italiens, que les Français avaient tant d'intérêt à ménager; elle fut improuvée par l'Europe entière: on accusait les Français de manquer au droit des gens, ou du moins de manquer de générosité.

On ne savait à quoi attribuer une pareille conduite, et on cherchait encore quelles pouvaient en être les causes, lorsque, dans la crainte de voir les Russes enlever le pape dans Briançon, le directoire se décida à le faire conduire à travers les Alpes, par Embrun et Grenoble, jusqu'à Valence. Pie VI y trouva la fin de ses longues infortunes; il y mourut le 2 fructidor an 7 (19 août 1799), au moment où l'on voulait encore le transférer à Dijon. Un ministre d'Espagne et l'archevêque de Corinthe, qui l'avaient suivi dans ses pélerinages, firent embaumer son

corps ; ils le placèrent, en habits pontificaux, dans un cercueil de plomb déposé dans l'église cathédrale de Valence.

Le pape Pie VI eut des vertus ; mais il commit l'imprudence d'entrer dans la coalition, au lieu de s'occuper à pacifier l'Europe ; il ne se ressouvint pas d'un mot de ses prédécesseurs : *C'est beaucoup qu'on me le demande.* Enfin il méconnut son siècle, et brisa dans sa main l'anneau religieux, à force de le serrer. On a de lui une réponse précieuse, trop peu connue ; on l'invitait à ajouter un cabinet d'histoire naturelle aux richesses du Vatican : *Non*, répondit-il, *cela mène à l'athéisme.* Cependant Pie VI illustra son pontificat par le Vatican, qu'il orna des chefs-d'œuvres de l'antiquité ; par les magnifiques établissemens qu'il fonda, les voies publiques qu'il ouvrit, les marais Pontins qu'il entreprit de rendre salubres, et le malheur qu'il supporta courageusement jusqu'à la mort.

Le conclave, assemblé à Venise, porta sur la chaire de saint Pierre le cardinal Chiara-Monti, évêque d'Imola, neveu de celui que l'on venait de perdre, et que, dans une partie de l'Europe, on croyait bien devoir être le dernier.

(10) Page 20.

Des séducteurs adroits se répandent parmi les soldats français, exagèrent le tableau de leur dénuement, irritent les mécontens, les excitent à se faire rendre justice, et à exiger le paiement de la solde arriérée qui leur est due ; ils grossissent à leurs yeux l'insatiable avidité de ceux qui flétrissent leurs lauriers ; ils aigrissent leurs esprits : armant ensuite les vertus même des républicains contre les dilapidations nombreuses qui se commettaient par des agens français, ils parviennent à opérer un soulèvement général dans l'armée. Un comité insurrecteur est composé

des officiers de toute arme ; il rédige une adresse, dans laquelle il expose au directoire les griefs qui ont motivé la tenue de leur assemblée.

La première cause de notre conduite, disaient les mandataires de cette armée délibérante, est l'honneur qu'une troupe de brigands cherche à nous enlever : ces hommes se portent dans les plus riches maisons de Rome, se donnant pour receveurs des contributions, et enlèvent l'or, l'argent, les bijoux et tous les objets précieux.

La seconde cause est la misère dans laquelle se trouvent le soldat et l'officier, manquant de tout, privés de leur solde depuis cinq mois.

En vain le général Massena veut-il ramener les insurgés à leur devoir ; en vain veut-il les intimider d'abord, et tente-t-il ensuite de leur parler de leurs propres intérêts ; la fermentation était à son comble. Comment réprimer un tel désordre ? Jamais position n'avait été plus critique : le général Massena remet temporairement le commandement au général Dallemagne, et il se rend à Paris, auprès du directoire.

Les artisans secrets de la discorde crurent alors le moment favorable arrivé pour exterminer tous les Français ainsi divisés ; ils se rassemblèrent, le 8 ventose (26 février), dans le quartier populeux de Transtevère : tout soldat français trouvé isolé est assassiné. Ils eurent bientôt ensuite arboré l'étendard de la rebellion, portant à leur tête l'effigie de la Vierge : ils se précipitèrent d'abord, aux cris de *vive Marie !* vers l'église de Saint-Pierre ; ils en égorgèrent toute la garde ; le massacre allait être général. L'armée reconnaît alors la main homicide qui l'a égarée ; le péril commun rallie tous les esprits ; et déjà les Français, unis et armés, marchent contre les assassins : déjà ceux-ci approchaient du château Saint-Ange avec l'espoir de s'en emparer sans obstacle ; mais ils éprouvent

une vive résistance ; ils sont assaillis de toutes parts ; la garde bourgeoise de Rome vient seconder les Français ; et les rebelles, écrasés par le feu de la mousqueterie, ne tardent pas à être tous mis à mort ou en fuite.

Le général Dallemagne exprima alors, dans une adresse au peuple romain, son indignation contre les vols et les dilapidations, en l'invitant à lui dénoncer les coupables, promettant de les faire punir suivant la rigueur des lois.

Tandis que ces troubles avaient ensanglanté les murs de Rome, le même mouvement s'était communiqué sur les principaux points de l'État Ecclésiastique. Des rassemblemens formés à Castel-Gandolfo, Rocca di Papa, Villetri, s'étaient avancés vers Rome, pour seconder les efforts des rebelles de l'intérieur de la cité ; la commotion avait gagné Marino, Albuno el Castella : la rebellion prenait un accroissement considérable, lorsque le général Murat, se portant à la rencontre des insurgés avec des forces imposantes, les avait attaqués à l'improviste, et était parvenu, après avoir enfoncé leur colonne, à disperser ou à tailler en pièces les débris de cet attroupement. On enleva des otages ; on punit sévèrement les villages qui avaient pris part à la sédition ; on arrêta les principaux moteurs, parmi lesquels beaucoup d'ecclésiastiques et quelques prélats ; et, pour en imposer par un exemple sévère, vingt-deux rebelles pris dans Rome, les armes à la main, furent fusillés.

(11) Page 22.

« L'Italie, disaient les insurgés piémontais, l'Italie elle-même compte sur vous pour être libre ; elle attend de vous le complément de force qui la rappelle à sa première grandeur, et la rende digne des hautes destinées que lui réserve la grande nation, la nation libératrice....

Le génie des héros antiques plane sur l'Italie entière, et leur sang coule dans les veines des vrais Italiens.

« Choisissez entre la gloire et l'infamie : la gloire, c'est d'être libres ; l'infamie, c'est d'être esclaves. Piéféreriez-vous l'amitié factice d'un tyran à l'amitié de la patrie ?... »

S'adressant ensuite aux Suisses au service de la cour de Turin, ils les engageaient à cesser d'être les satellites volontaires et les soldats stipendiés des rois.

« Militaires de tout grade, de toute classe, voici le jour de l'égalité et de l'indépendance : le brave soldat qui, jusqu'ici, répandit son sang dans les batailles pour un vain despote, sera promu à des grades plus élevés, etc. »

(12) Page 23.

En effet, bientôt le directoire cisalpin avait écrit au général Brune que la cour de Turin, oubliant journellement les droits les plus sacrés d'un bon voisinage, avait souffert que, dans sa capitale, un militaire cisalpin fût traîné par des sbires dans des cachots, lié et garrotté ; que ce grief et beaucoup d'autres lui faisaient réclamer auprès de lui une réparation de la part de la cour de Turin ; que sa conduite envers la république ligurienne, son amie, la violation de son territoire, faisaient douter de la bonne foi des protestasions qu'elle faisait de maintenir la bonne harmonie avec ses voisins.

En même temps, il s'était occupé des moyens de faire respecter sa détermination contre la cour de Turin ; il avait pris en conséquence un arrêté pour la fabrication de cent mille fusils, et avait annoncé que quatre-vingt mille hommes étaient prêts à défendre la république et ses alliés : bientôt après, par ses ordres, le général Lahoz s'était avancé, à la tête des troupes cisalpines, vers les frontières du Piémont, sous le prétexte de soutenir la république ligurienne.

(13) Page 25.

On sait que l'Helvétie formait moins une république que l'association fédérale de plusieurs états indépendans : la forme du gouvernement différait essentiellement dans les treize cantons ; six étaient purement démocratiques ; l'aristocratie dominait dans les sept autres. La différence de ce régime, chez des hommes idolâtres de leur liberté, fut le résultat de la situation politique dans laquelle chacune de ces républiques se trouvait avant son érection en cantons. Les sept cantons, dont le gouvernement était aristocratique, ne consistèrent d'abord que dans une ville principale, dont quelques bourgs et quelques villages dépendaient. Le gouvernement se resserra naturellement parmi les bourgeois de la ville, plus à portée de suivre les assemblées générales. Le temps ayant consolidé ce mode, il subsista malgré les augmentations successives du territoire de ces cités mères. Les cantons démocratiques n'ayant, au contraire, dans leur arrondissement, aucune ville assez considérable pour prétendre à quelque prééminence sur les autres, chaque district fut divisé en communautés, qui avaient un droit égal à la souveraineté, et dans lesquelles les assemblées générales se tenaient alternativement : la pure démocratie s'y conserva. La république des Grisons était aussi démocratique ; elle était partagée en trois cantons, qu'on nommait Ligues.

Cette diversité dans l'organisation politique devait influer sur la manière dont la révolution française serait envisagée chez les Suisses des divers cantons. Des dissentions intérieures augmentaient le ferment de haine, que de fâcheux rapprochemens alimentèrent ; les habitans de Palenza, de Riviera, de Bellinzona, de Lugano, de Locarno, de Mendris, de Valmugio, de Chiavenna, de la Valteline et de Bormio, ayant fait partie autrefois de la Lombardie,

paraissaient desirer de se réunir à la république cisalpine.

Le pays de Vaud, situé entre le Jura, le lac de Neuchâtel et celui de Genève, se plaignait des vexations qu'il éprouvait de la part des gouvernemens de Berne et de Fribourg. Les habitans de ce pays sollicitaient vainement de se gouverner eux-mêmes, et de former un quatorzième canton helvétique; Berne et Fribourg, les considérant comme des sujets qui leur appartenaient par le droit des armes, traitaient ces réclamations d'attentat contre l'autorité légitime. La révolution de France donnait une face différente à ces prétentions réciproques.

(14) Page 30.

Le général Brune aux Suisses.

« CITOYENS, les soldats français qui pénètrent dans les vallons que vous habitez, sont vos amis, vos frères; leurs mains ne portent des armes que pour écraser la tyrannie; leur seul but est de vous rendre à la liberté que vous chérissez.

« Depuis les premiers jours de la révolution française, la plupart des patriciens qui gouvernent les cantons aristocratiques de la Suisse, ont secondé sourdement les puissances liguées contre la France. Ils ne manqueront pas de publier, pour égarer la bonne foi des plébéiens, que les Français veulent subjuguer l'Helvétie. Braves Suisses; repoussez loin de vous ces perfides suggestions; l'ambition ni la cupidité ne déshonoreront jamais les démarches que je fais aujourd'hui au nom de la république française.

« Amis des généreux descendans de Guillaume Tell, ce n'est que pour punir les coupables usurpations faites sur votre autorité que je me trouve en armes au milieu de vous. Loin de vos esprits toute inquiétude sur votre sûreté individuelle, sur l'usage de vos propriétés, sur l'exercice

du culte de l'Être Suprême, sur votre indépendance politique, et sur l'intégrité de votre territoire.

« Le gouvernement français, dont je suis l'organe, vous les garantit; ses intentions seront religieusement remplies par mes compagnons d'armes. Soyez libres, la France vous y invite, la nature vous l'ordonne; pour jouir de ce précieux avantage, vous n'avez qu'à vouloir. »

(15) Page 32.

« Il n'est, disaient les généreux descendans de Guillaume Tell, qu'un seul objet sur lequel la France pourrait, d'après ses principes, desirer un changement dans les cantons démocratiques; c'est le régime de quelques districts, regardés par ces cantons comme leurs sujets. Les vœux de la république française ont été prévenus; nous ne reconnaissons plus de sujets, et dès-lors les constitutions, auxquelles nous sommes accoutumés, s'accordent avec les principes professés par les Français. Recevez, Citoyen général, d'un peuple qui, du sein de ses montagnes, ne possède d'autre bien que sa religion et sa liberté, l'assurance qu'il s'efforcera de donner à la république française toutes les preuves de dévouement compatibles avec son indépendance. Nous prenons l'engagement solennel de ne jamais porter les armes contre la république française; donnez-nous l'assurance que l'intention du directoire n'est pas de briser une constitution qui reconnaît pour base la souveraineté du peuple, et qui nous a rendus heureux depuis plusieurs siècles. »

(16) Page 33.

Le commissaire Lecarlier aux peuples des montagnes de la Suisse.

« Défiez-vous des intrigues de l'aristocratie; elle possède, au suprême degré, l'art de dissimuler; elle prend toutes les

formes ; elle est incorrigible ; elle affecte la modération lorsqu'elle est vaincue ; mais elle ne cesse de méditer des vengeances, et l'une de ses vengeances est de faire croire qu'il n'y a point de milieu entre la liberté et la licence, et que la liberté n'est autre chose que l'empire du crime et l'absence de toute morale.

« Si, au milieu du tumulte des armes, il s'était glissé, parmi les favoris de la gloire, des enfans perdus de la corruption, du vice et de l'immoralité ; si les dilapidations coupables excitaient des plaintes, il est de mon devoir de les examiner, de les rechercher, et de prévenir ou frapper les abus, etc. etc. »

(17) Page 33.

Les Grisons se distinguèrent sur-tout par leur attachement respectueux à leurs anciens usages. L'appareil de la force qui venait de triompher du reste de la Suisse ne put arrêter les efforts des villes d'Appenzel, Schwitz, Underwald, Zug, et de la plus grande partie du canton de Lucerne : à l'aide des retranchemens naturels que lui offrait l'inégalité du terrain, ce peuple belliqueux opposa la plus vive résistance ; femmes, enfans, vieillards, tout devint soldat pour la défense commune. Dans cette guerre de postes, au milieu de rochers presque inaccessibles, périrent plus de deux mille Français, attaqués corps à corps par ces montagnards désespérés, qui, en punition de leur attachement à leur ancienne constitution, virent leurs champs dévastés, et leurs sauvages habitations dévorées par les flammes.

Les cantons de Lucerne et d'Underwald se signalèrent par leur énergie : soulevés de toutes parts, ils renversèrent les arbres de la liberté plantés par les Français, les remplacèrent par des croix, et, s'avançant ensuite intrépidement, menacèrent le chef-lieu même de la république hel-

vétique, au point de faire prendre la précautiou de le mettre à l'abri de leur entreprise par une forte garnison française. De son côté, le canton de Zurich s'était ébranlé; il avait armé les habitans des pays de Saint-Gall et de Thurgovie, au nombre de dix mille, et paraissait disposé à opposer une forte défense. Mais la lutte était inégale; la division des esprits avait préparé la chûte de l'indépendance helvétique. Que pouvaient faire quelques cantons isolés, après l'asservissement du plus grand nombre?

Aussi, le 7 floréal (26 avril), les Français entrèrent dans Zurich sans beaucoup d'efforts.

Le 10 suivant, le général Jordy prit 20 canons dans le couvent de Marie, passa aussitôt, sans obstacle, la rivière de Reuss, pénétra dans Zug, où il fit mettre bas les armes à trois mille hommes, qu'il renvoya à leurs charrues, et couronna ce succès par la prise de douze canons, douze drapeaux et six mille fusils.

Le 11, Lucerne tomba au pouvoir des Français.

Le 15, les troupes de Schwitz capitulèrent. Ce fut alors que l'on s'empara des immenses trésors amoncelés au monastère de Notre-Dame des Hermites. Cette riche découverte semblait réservée aux mains du trop célèbre Rapinat, qui venait d'arriver à l'armée en remplacement du commissaire Lecarlier, appelé au ministère de la police, et dont la réputation était demeurée intacte pendant ses fonctions en Suisse.

Le 18, les cantons de Glaris et de Schwitz se déterminérent à conclure leur paix. La prise de Sion vint bientôt après enlever toute espérance aux insurgés, et elle fut le terme de la résistance des habitans des cantons démocratiques, armés pour le maintien de leur antique pacte social.

(18) Page 34.

On avait élevé de fortes plaintes au sujet de ces rapines; mais le directoire français, au lieu de rappeler quelques agens infidèles et oppresseurs qui pesaient sur le peuple helvétique, investit, au contraire, son commissaire près l'armée française en Helvétie, de tous les pouvoirs civils, politiques et financiers, avec toute la compétence et l'étendue convenables aux intérêts de la république française.

Le commissaire Rapinat fit publier cet arrêté comme un acte apologétique de sa conduite; mais le désordre, dès ce moment, fit encore de plus grands progrès.

Cependant le directoire helvétique avait provoqué la révélation, devant lui, des griefs, tant des autorités que des particuliers qui auraient souffert quelques faits graves et oppressifs à la charge d'un individu, quel qu'il fût, appartenant aux armées françaises.

Le corps législatif avait applaudi à cette mesure courageuse, et le gouvernement, pour couper la racine du brigandage, avait fait apposer les scellés sur tous les dépôts et sur les caisses publiques; mais le commissaire Rapinat s'était joué de cette mesure, et, secondé par ses agens Rouhière et Pommiers, il avait fait briser les scellés, et emporter le riche trésor de Zurich.

La conduite de Rapinat, ses écrits, avaient excité la profonde indignation du corps législatif; le commissaire Mengaud s'en était expliqué lui-même avec force, en provoquant le zèle du directoire helvétique: enfin, le C. Zeltner, plénipotentiaire helvétique auprès de la république française, avait aussi porté officiellement les plaintes les plus fortes contre ces excès; il avait représenté au directoire combien ce peuple belliqueux tenait avec énergie à sa religion, à sa démocratie pure et à ses anciennes mœurs; que tout ce qui portait l'empreinte de l'infidélité et de l'op-

pression excitait son indignation, et que l'on courait le danger de rendre l'Helvétie le théâtre de scènes peut-être plus horribles encore que celles de la Vendée.

Le résultat des conférences qui eurent lieu entre les envoyés du directoire helvétique et les chefs du gouvernement français, fut la réduction de six millions sur les contributions imposées, le rappel de Rapinat, et la conclusion d'un traité d'alliance offensive et défensive entre les deux républiques.

(19) Page 37.

Au moment où la flotte française parut devant Malte, on n'y avait fait aucun préparatif de défense; on assure que le consul de France, Carason, avait fait prévenir l'amiral Brueix que les Maltais, mécontens du gouvernement de l'ordre, n'attendaient que des secours pour secouer le joug.

A la vue du péril, le prince de Rohan, grand sénéchal de l'ordre, fut chargé du commandement des milices.

Le 21, à quatre heures après midi, Bonaparte avait requis, par l'organe du consul Carason, le conseil du grand-maître de recevoir dans le port de Malte l'armée française. Elle s'étendait depuis Gose jusqu'à Marsa, Sirocco, et menaçait en même temps tous les points attaquables.

Le grand-maître avait répondu par une lettre, dans laquelle il priait Bonaparte de mettre par écrit ses demandes, en lui observant que les lois de l'ordre et celles de la neutralité ne permettaient pas d'admettre dans le port des forces aussi redoutables. On a prétendu qu'en remettant cette lettre à Bonaparte, à bord de l'Orient, le consul Carason l'assura que quatre mille Maltais offraient de faire main basse sur les chevaliers à la première bombe que la flotte française jetterait sur la ville.

Le conseil assemblé attendait avec inquiétude le retour

du consul français : il ne revint pas. On fut convaincu alors que l'île serait attaquée le lendemain matin : les ordres furent donnés trop tard pour la défense, et la protection d'environ huit lieues de côtes accessibles. L'ordre de Malte disposait d'environ sept mille hommes ; deux cents gardes du grand-maître, le bataillon des vaisseaux quatre cents hommes, le bataillon des galères trois cents, environ cent canonniers, un corps de douze cents chasseurs, douze cents matelots servant de canonniers, et trois mille hommes de milices.

Le 22, à quatre heures du matin, l'armée française avait pris terre à Goze, à Cumin, à Molleha, au Salmon, à Saint-Georges, à Saint-Julien, à la Tomborella ; elle n'éprouva aucune résistance. Le découragement se montrait par-tout : on disait que l'île était vendue aux Français par le grand-maître, et que ceux qui entreprendraient de se défendre seraient victimes de leur vain dévouement. Ces propos augmentaient l'insouciance générale.

Le grand-maître, enfermé dans son palais, ne donnait que des ordres contradictoires. Les Maltais fuyaient devant une patrouille de Français ; cent soldats de cette nation, débarqués à Saint-Georges et à Saint-Julien, avaient fait fuir un régiment de milices.

En même temps, une colonne française marchait rapidement sur la cité vieille ; elle n'avait ni munitions, ni canons, ni garnison, ni même de commandant militaire : les habitans n'avaient pas tardé à ouvrir les portes à la première sommation. A dix heures du matin, toute la campagne, toutes les tours, excepté celle de Marsa-Sirocco, étaient au pouvoir des Français. A midi, il ne restait au service de l'ordre que quatre mille hommes, qui marquaient peu de bonne volonté : il fallait défendre la ville, la Coroner, le Bourg, l'île de la Sangle, les forts Mauzel-Tiguié, Ricasoli et Saint-Ange. On aurait dû abandonner

les forts éloignés les uns des autres pour rassembler toutes les forces dans la ville, après en avoir fait sortir les personnes suspectes; par ce moyen, on aurait pu se maintenir pendant quelques mois, et attendre du secours.

Une terreur panique avait saisi le bailli de Saint-Tropes : à neuf heures du soir, il avait abandonné l'île de la Sangle, pour se réfugier dans la ville; à minuit, les principaux habitans, craignant de voir la ville écrasée par les bombes, s'étaient rendus au palais, et avaient proposé au grand-maître de capituler : on avait assemblé sur-le-champ le conseil privé, où il avait été décidé d'envoyer à Bonaparte le bailli de Sousa et le consul de Hollande, pour traiter de la capitulation; le 23, à cinq heures du matin, tous les forts avaient reçu l'ordre de ne plus tirer. On était convenu que Bonaparte serait reçu dans la ville, et la flotte dans le port, pendant la journée du 24, et que, sous la médiation du chargé d'affaires d'Espagne, on règlerait la manière dont l'ordre devait être traité.

Ainsi l'île de Malte, célèbre par la bonté de ses fortifications, fut enlevée par un coup de main. Les Français y trouvèrent deux vaisseaux, une frégate, trois galères, trente mille fusils, onze mille barils de poudre, des vivres en abondance, et trois millions de francs dans le trésor, ou dans la sacristie de Saint-Jean.

(20) Page 38.

Avant d'opérer son débarquement, Bonaparte avait fait sonder les habitans de ce pays, et préparer les esprits en faveur des Français; mais il n'avait pas tardé à se convaincre qu'Alexandrie était disposée à faire une résistance opiniâtre. Il n'y avait donc pas un instant à perdre; il fallait tout à la fois intimider les assiégés par une attaque violente, écarter tout secours, et gagner de vîtesse

avant que la flotte anglaise pût compromettre l'expédition, en s'opposant au débarquement. Il est donc résolu : malgré le déchaînement des vents, une partie des troupes gagne la terre à une heure du matin ; Bonaparte est à leur tête ; on n'a pu débarquer ni chevaux ni canons : mais il fallait profiter de la nuit, et, à deux heures et demie du matin, on se mit en marche sur trois colonnes. On rencontre d'abord, sur les hauteurs qui dominent la ville, un corps de trois cents Arabes qui sont culbutés, et s'enfoncent dans le désert ; on ne tarde pas ensuite à appercevoir la colonne de Pompée : des cris horribles d'hommes, de femmes et d'enfans, et une canonnade qui démasque quelques pièces, font connaître les intentions de l'ennemi. Bonaparte fait battre le pas de charge ; l'attaque d'Alexandrie commence, et bientôt ses murs sont couverts de Français, qui ne tardent pas à pénétrer dans la ville. Bonaparte fait battre la générale, et porter des propositions de paix, avec l'assurance du respect pour les propriétés, les personnes, la liberté, la religion ; dès-lors les imans, les cheikhs, les cherifs, se présentent : on leur renouvelle l'assurance des dispositions amicales et pacifiques de la république française ; ils se retirent pleins de confiance ; et les forts du Phare sont remis aux Français, qui prennent en même temps possession de la ville et des deux ports.

Maître d'Alexandrie, qui donnait un port assuré pour la flotte, et des moyens de défense, en cas d'attaque par les Anglais, il fallait, pour assurer ces avantages, profiter de la terreur qu'inspirait l'armée française, et marcher contre les Mamelouks avant qu'ils eussent le temps de former un plan d'attaque ou de défense : en conséquence, on s'était rendu maître d'Alexandrie le 17 messidor (5 juillet) ; le lendemain, l'armée se mit en marche pour le Caire, et, ce jour-là même, le général Desaix

arrivait, avec sa division, à Demenhour, après avoir traversé quinze lieues de désert; le 20 du même mois, les autres divisions, avec trois cents cavaliers montés sur des chevaux épuisés par la traversée, et une artillerie assez mal attelée, arrivèrent sur le même point : en même temps, le général Dugua, à la tête de la division Kleber, resté blessé à Alexandrie, était parti pour protéger l'entrée de la flottille française dans le Nil, s'emparer de Rosette, et suivre la route du Caire, sur la rive gauche du Nil, afin de se réunir, ainsi que la flottille, à l'armée, par Rahmanié.

Le 22, au lever du soleil, l'armée se met en marche pour Rahmanié; à neuf heures du matin, trois divisions avaient pris position : le soldat découvre alors le Nil; il s'y précipite tout habillé, et s'abreuve d'une eau délicieuse; depuis cinq jours, il n'avait pu s'en procurer une seule goutte de potable.

Arrivé à Rahmanié le 22, on se décide à y séjourner le 23 et le 24, afin d'y attendre la division Menou, la flottille, et donner quelque repos au soldat, épuisé par la marche et les privations, et aux chevaux, affaiblis et harassés par les fatigues de la mer.

La division Menou arrive; elle est suivie par la flottille, le 24; cette nuit même, l'armée part pour Miniel-Salamé; elle y couche, et, le 25, elle se met en marche pour livrer bataille à l'ennemi par-tout où elle pourra le rencontrer.

Les Mamelouks, au nombre de quatre mille, étaient une lieue plus loin; leur droite au village de Chebreisse, où ils avaient placé quelques canons, et leur gauche au Nil, sur lequel ils avaient une flottille.

Bonaparte avait ordonné à la flottille française de se diriger de manière à appuyer la gauche de l'armée sur le Nil : malheureusement, la violence des vents la força

de précipiter sa marche, et elle est bientôt engagée avec la flottille ennemie. Le bruit du canon fait alors connaître cet événement au général en chef; il fait marcher l'armée au pas de charge; elle était composée de cinq divisions, chacune formée en carré, qui présente six hommes de hauteur à chaque face; l'artillerie est aux angles; les grenadiers flanquent les divisions; la cavalerie et les bagages sont au centre; les sapeurs, les dépôts d'artillerie, prennent position, et se barricadent dans deux villages, pour servir de point de retraite.

Les Mamelouks s'ébranlent, on les laisse approcher jusqu'à la portée de la mitraille; aussitôt l'artillerie se démasque, et son feu met tout en fuite. Animée par ce premier succès, l'armée s'ébranle; elle a bientôt emporté le village de Chebreisse : la déroute des Mamelouks est complète, ils fuient, en désordre, vers le Caire; leur flottille prend également la fuite, en remontant le Nil.

Le 26, l'armée se remet en marche, continuellement harcelée par les Arabes, obligée de subsister avec des lentilles, ou de mauvaises galettes que le soldat faisait lui-même en écrasant du blé.

Le 1er thermidor (19 juillet), l'armée arrive à Ommel-Dinar, à la pointe du Delta, où le Nil se partage en deux branches, celle de Damiette et celle de Rosette.

Bonaparte en part le 2, pour se rendre à Embabé, où Mourad-Bey s'était retranché, à la hauteur du Caire, avec six mille Mamelouks et une foule d'Arabes et de Fellahs.

A deux heures après midi, l'armée n'était plus qu'à trois quarts de lieue d'Embabé; on apperçoit de loin le corps des Mamelouks : la chaleur était brûlante, le soldat excédé de fatigue; on fait halte, et bientôt on voit, sur la droite, les Mamelouks qui se forment. Jamais on ne vit un spectacle plus imposant : les Mamelouks, cou-

verts d'armes étincelantes, paraissaient sur la droite; on voyait en arrière, sur la gauche, les fameuses pyramides, et derrière la droite, le Nil, le Caire, le Mokattam et les champs de l'ancienne Memphis.

L'armée, impatiente d'en venir aux mains, est rangée en bataille comme à Chebreisse. La ligne, formée, dans l'ordre, par échelons et par divisions qui se flanquent, refusait sa droite; elle s'ébranle, les Mamelouks la préviennent : mais en vain essaient-ils de pénétrer dans ces bataillons hérissés de baïonnettes, et couverts de feu; leurs rangs sont éclaircis par le grand nombre de morts et de blessés qui tombent sur le champ de bataille, et bientôt ils s'éloignent en désordre.

Pendant ce combat, trois divisions marchent sur le village retranché d'Embabé; les Mamelouks se démasquent, et font jouer quarante mauvaises pièces d'artillerie; les divisions se précipitent alors avec plus d'impétuosité, et ne laissent pas à l'ennemi le temps de recharger ses canons : les retranchemens sont enlevés à la baïonnette; le camp et le village d'Embabé sont au pouvoir des Français; quinze cents Mamelouks à cheval, et autant de Fellahs, font en vain des prodiges de valeur, aucun d'eux ne veut se rendre, aucun d'eux n'échappe à la fureur des soldats; tous sont ou passés au fil de l'épée, ou noyés dans le Nil; quarante pièces de canon, quatre cents chameaux, les bagages et les vivres de l'ennemi, tombent entre les mains du vainqueur. Il y avait quinze jours que le soldat n'avait pour toute nourriture qu'un peu de légumes, sans pain; les vivres trouvés dans le camp des ennemis leur font faire un repas délicieux.

La prise d'Embabé forçait Mourad-Bey à assurer sa retraite; mais sa cavalerie est bientôt repliée; et l'armée, en marche depuis deux heures du matin, quoiqu'il en fût six du soir, la poursuit jusqu'à Gizeh, où elle prend

position, après dix-neuf heures de marches ou de combats, et avoir mis en fuite le reste de l'armée de Mourad-Bey.

Le lendemain 4 thermidor (22 juillet), les grands du Caire se présentent sur le Nil, offrant de remettre la ville au pouvoir des Français; ils demandent protection pour la ville, et protestent de sa soumission.

Bonaparte les reçoit, leur assure amitié, protection et respect pour les mœurs, les usages et la religion du pays; et, le 7, il porte son quartier-général au Caire.

Au moment où les Français étaient entrés au Caire, l'armée des Mamelouks s'était séparée en deux corps : l'un, commandé par Mourad-Bey, suivait la route de la haute Égypte; l'autre, sous les ordres d'Ibrahim-Bey, avait pris la route de Syrie. Le général Desaix avait été chargé de poursuivre le premier; le général Leclerc reçut l'ordre d'observer le dernier, et fut bientôt suivi par les divisions Bon, Regnier et Menou, qui marchèrent pour livrer bataille à Ibrahim-Bey, détruire son corps, le chasser d'Égypte, et qui réussirent, après l'avoir battu au village de Salahié, à le forcer de fuir en Syrie.

Ce fut en revenant de cette expédition, que Bonaparte apprit, le 27 thermidor (14 août), la nouvelle et les détails du funeste combat d'Aboukir.

Cependant, après avoir reçu, d'un autre côté, la nouvelle des succès du général Desaix contre Mourad-Bey, Bonaparte avait formé le projet de marcher en Syrie, pour châtier le Djezzar; il venait de faire mettre aux fers un officier français qui lui avait porté des paroles de paix : c'était d'ailleurs en Syrie où pouvaient se faire les préparatifs d'une expédition contre l'Égypte, dans le cas où la Porte se réunît aux ennemis de la France.

On s'occupait des préparatifs de l'expédition de Syrie; la plus grande tranquillité n'avait cessé de régner dans

la ville du Caire; tout à coup des indices d'une sédition prochaine se manifestent : le 30 vendémiaire an 8 (22 octobre 1799), à la pointe du jour, des rassemblemens se forment dans divers quartiers de la ville, et sur-tout à la grande mosquée. Le général Dupuy, commandant de la place, s'avance, à la tête d'une faible escorte, pour les dissiper; il est assassiné avec plusieurs officiers et quelques dragons : la sédition devient aussitôt générale; tous les Français que les révoltés rencontrent sont égorgés; les Arabes se montrent aux portes de la ville.

La générale est battue; les Français s'arment, ils marchent contre les rebelles avec du canon; ceux-ci se retranchent dans leurs mosquées, d'où ils font un feu violent; les mosquées sont bientôt enfoncées; un combat terrible s'engage; des batteries placées sur différentes hauteurs, et le canon de la citadelle, tirent sur la ville; le quartier des rebelles et la grande mosquée sont incendiés; les cherifs et les principaux du Caire viennent enfin implorer la générosité des vainqueurs et la clémence de Bonaparte; un pardon général est aussitôt accordé à la ville, et, le 2 brumaire (23 octobre), l'ordre est entièrement rétabli.

Après avoir imprimé à tout le pays la terreur de ses armes, s'être occupé de l'administration intérieure, des sciences, du commerce, des arts, Bonaparte était allé visiter Suez, les côtes de la mer Rouge, et le fameux canal destiné à établir la communication entre cette mer et le Nil; il revenait de cette importante course, lorsqu'il apprit que le Djezzar, pacha de Syrie, s'était emparé du fort de El-Arych, qui défendait les frontières de l'Égypte : ces mouvemens hostiles ne laissaient plus de doute sur les intentions du Djezzar et de la Porte, qui venaient de déclarer la guerre à la France. Aussitôt arrivé au Caire, Bonaparte réunit l'armée qui doit le suivre en Syrie.

Cette armée avait commencé à se mettre en mouvement le 4 pluviose (24 janvier); le 30, le fort d'El-Arych était investi, et, le 2 ventose, la garnison, forte de seize cents hommes, avait mis bas les armes; le 6, l'armée, arrivée à Kan-Iounes, avait éprouvé une véritable jouissance à son entrée dans les plaines de Ghazah et à l'aspect des montagnes de la Syrie : après avoir traversé soixante lieues de désert, elle avait trouvé enfin le puits de Reffat, qui donne de l'eau en grande abondance.

Le 7, l'armée s'était mise en marche : en se dirigeant sur Ghazah, elle avait vu les ennemis se retirer devant elle, et, bientôt après, elle s'était trouvée maîtresse de la ville et du fort; il renfermait seize milliers de poudre, une grande quantité de cartouches, des munitions de guerre, quelques pièces de canon, cent mille rations de biscuit, du riz, des tentes, et une grande quantité d'orge.

Le 10, on avait marché sur Jaffa, où l'ennemi rassemblait ses forces; l'on y était arrivé le 13; les ennemis s'étant retirés dans l'intérieur de la place, deux divisions en forment l'investissement; le 14 et le 15, la tranchée est ouverte; le 16, on commence à canonner la place; la brèche est jugée praticable à quatre heures du soir; l'assaut est ordonné; la garnison, poursuivie, se défend avec acharnement; elle refuse de poser les armes, elle est passée au fil de l'épée, et l'on ne tarde pas à être entièrement maître de la ville et des forts.

Le 25, l'armée bivouaque à la tour de Zeta; le 26, la division Kleber entre dans Caissa, où l'on trouve vingt mille rations de biscuit, et autant de riz; le 27, on marche sur Saint-Jean-d'Acre; le 30, on ouvre la tranchée à environ cent cinquante toises de la place, après avoir établi le blocus de manière à repousser les sorties avec avantage, et à empêcher toute communication : mais on

n'avait point encore de nouvelles de l'artillerie embarquée à Alexandrie.

Le 2 germinal (22 mars), le commodore anglais Smith, après avoir été repoussé de Caissa, était venu mouiller devant Acre.

La prise de Jaffa avait donné à l'armée française une confiance qui lui avait fait considérer la place d'Acre avec trop peu d'importance, et traiter comme une affaire de campagne un siége qui exigeait toutes les ressources de l'art; privé sur-tout, comme on l'était, de l'artillerie et des munitions nécessaires à l'attaque d'une place environnée d'un bon mur flanqué de bonnes tours, avec fossé revêtu d'une contrescarpe.

De tous les côtés, les Turcs étaient parvenus à rassembler différens corps de troupes, qui se dirigeaient des bords du Jourdain vers Acre, pour en faire lever le siége. Bonaparte avait reconnu les inconvéniens d'un combat devant la place d'Acre; il avait fait partir le général Murat pour dégager le fort de Saffet, et marcher vers le Jourdain. Le général Kleber s'était porté sur Nazareth, pour soutenir le général Junot; il avait fait savoir qu'il partirait le 25 germinal, pour tourner l'ennemi dans ses positions de Fouli et de Tabarié, le surprendre et l'attaquer de nuit dans son camp.

Bonaparte se décide alors à partir le 26, où il prend position sur les hauteurs de Safarié, afin de marcher, le 27, sur Fouli; à neuf heures du matin, il découvre Fouli et le Mont-Thabor; il apperçoit, à environ trois lieues, la division Kleber aux prises avec l'ennemi, dont les forces paraissaient être de vingt-cinq mille hommes, au milieu desquels se battaient deux mille Français; on voyait aussi, à deux lieues en arrière du champ de bataille, le camp des Mamelouks. Après cette espèce de reconnaissance, Bonaparte fait ses dispositions pour tourner

l'ennemi, le séparer de son camp, lui couper la retraite sur Genny, où étaient ses magasins, et le culbuter dans le Jourdain.

Le général Kleber, qui avait déjà plusieurs fois repoussé la cavalerie ennemie, averti par un coup de canon de l'approche de Bonaparte, quitte la défensive, attaque et enlève à la baïonnette le village de Fouli, passe au fil de l'épée tout ce qu'il rencontre, et continue sa marche, au pas de charge, sur la cavalerie, qui est en même temps attaquée par le général Rampon.

Le désordre est dans tous les rangs, l'ennemi ne sait plus à quel parti s'arrêter; il se voit coupé de son camp, séparé de ses magasins, entouré de tous côtés; il cherche enfin un refuge derrière le Mont-Thabor, et voit périr un grand nombre des siens, en traversant le Jourdain à gué.

Le général Murat avait, de son côté, parfaitement rempli le but de sa mission; l'adjudant-général Leturq avait surpris le camp des Mamelouks.

Ainsi le résultat de cette bataille avait été la défaite de vingt-cinq mille hommes de cavalerie, dix mille d'infanterie, par quatre mille Français; la prise de tous les magasins de l'ennemi, de son camp, et sa fuite, en désordre, vers Damas, après avoir perdu plus de cinq mille hommes.

Après cette expédition, Bonaparte était rentré au camp d'Acre, où il avait fait continuer le siége de la place avec une plus grande vigueur; mais, privé de l'artillerie nécessaire pour en précipiter la prise, instruit des projets de descente en Égypte des Anglais et des Turcs réunis, informé de la multitude d'insurrections qui se succédaient de toutes parts, croyant son but rempli, puisqu'il avait déconcerté les plans de ses ennemis, le général en chef s'était déterminé à revenir en Égypte. La peste faisait des

progrès effrayans en Syrie ; le siége d'Acre pouvait encore être long et meurtrier : tout rappelait donc Bonaparte vers le Caire, et il céda aux considérations, qui lui ordonnaient de lever le siége d'Acre.

Pendant la nuit du 28 floréal (17 mars), on avait commencé l'évacuation des blessés, des malades, et du parc d'artillerie ; celle de campagne avait remplacé aux batteries celle de siége : on était parvenu à détruire, par des mines et à la sape, un aqueduc de plusieurs lieues, qui conduisait l'eau à la ville ; on avait réduit en cendres les magasins et les moissons qui étaient aux environs d'Acre ; on avait jeté à la mer tous les objets inutiles ; à neuf heures du soir, le 1.er prairial (20 mai), on bat la générale, et le siége est levé après soixante jours de tranchée ouverte ; le 26 du même mois (14 juin), l'armée arrive au Caire dans le meilleur ordre, après quatre mois d'une campagne pénible et sanglante.

Pendant qu'au nord Bonaparte battait, dans la Syrie, les armées qu'Ibrahim-Bey et Djezzar se disposaient à conduire contre lui, le général Desaix, au midi, chassait de la haute Égypte Mourad-Bey, qui s'y était réfugié après la bataille des pyramides, et prévenait le général en chef que la marche des beys, combinée avec le mouvement des Arabes, annonçait le dessein de protéger un débarquement, soit à la tour des Arabes, soit à Aboukir. En conséquence de cette nouvelle, qui confirmait Bonaparte dans la conviction où il était qu'il n'avait détruit qu'une partie du plan général d'attaque combiné entre la Porte et l'Angleterre, le général en chef s'était hâté d'organiser son armée, et d'en remplir tous les cadres, afin de la mettre promptement en état de marcher à de nouveaux combats. Cette sage précaution ne tarda pas à être infiniment utile : Bonaparte reçut bientôt après la nouvelle qu'une flotte turque, de cent voiles, avait mouillé

à Aboukir, et annonçait des vues hostiles contre Alexandrie.

Les ordres sont aussitôt donnés pour la sûreté de la haute Égypte, du Caire, d'Alexandrie, de Rosette, de Damiette ; les dispositions sont faites pour empêcher Mourad-Bey, ainsi que les Arabes, d'occuper l'Oesis du lac Natron ; et, les 2 et 3 thermidor (20 et 21 juillet), l'armée était réunie à Rahmanié : c'est là où Bonaparte apprend que les vaisseaux turcs, mouillés à Aboukir le 24 messidor (12 juillet), avaient débarqué environ trois mille hommes, qui avaient attaqué, le 27, la redoute qu'ils avaient enlevée de vive force, et que le fort d'Aboukir s'était rendu le même jour, quoiqu'il eût pu tenir plus long-temps.

Après de pareils succès, on devait croire que les Turcs deviendraient entreprenans, et marcheraient sur Rosette ou sur Alexandrie ; mais on apprit qu'ils s'établissaient et se retranchaient dans la presqu'île d'Aboukir ; qu'ils formaient des magasins ; qu'ils organisaient les Arabes ; qu'ils recevaient chaque jour de nouvelles forces, et qu'ils semblaient ne plus attendre, pour se porter en avant, que Mourad-Bey et ses Mamelouks.

Bonaparte se décide alors à prendre position au village, de Birket, situé sur le canal d'Alexandrie, à l'un des angles du lac Mahadié, d'où il pouvait se porter également sur l'Eter, Rosette, Alexandrie et Aboukir, avec la facilité d'y resserrer l'ennemi, de lui rendre plus difficile sa communication avec le pays, et d'intercepter les secours qu'il pouvait attendre des Arabes et des Mamelouks.

Arrivée le 5 thermidor (23 juillet) à Birket, l'armée en était partie dans la nuit du 5, pour se rapprocher davantage d'Alexandrie, où s'était transporté le quartier-général. D'après des reconnaissances et les rapports des espions, Mustapha-Pacha, commandant l'armée turque,

avait débarqué quinze mille hommes, beaucoup d'artillerie, une centaine de chevaux, et s'occupait à se retrancher : sa première ligne était à une demi-lieue environ d'Aboukir. Mille hommes occupaient un mamelon de sables retranché, à sa droite, sur le bord de la mer, soutenu par un village occupé par douze cents hommes et quatre pièces de canon ; sa gauche était sur une montagne de sables, à gauche de la presqu'île, isolée à six cents toises en avant de la première ligne ; quelques chaloupes canonnières paraissaient placées pour défendre l'espace de cette position à la seconde ligne ; il y avait deux mille hommes environ et six pièces de canon. L'ennemi avait sa seconde position en arrière du village, à trois cents toises ; son centre était établi à la redoute qu'il avait enlevée ; sa droite était placée derrière un retranchement prolongé depuis la redoute jusqu'à la mer ; sa gauche, en partant de la redoute vers la mer, occupait des mamelons et la plage qui se trouvait à la fois sous les feux de la redoute et sous ceux des chaloupes canonnières. Il avait, dans cette seconde position, à peu près sept mille hommes, et douze pièces de canon : à cent cinquante toises derrière la redoute se trouvaient le village d'Aboukir et le fort, occupés ensemble par environ quinze cents hommes. Quatre-vingts hommes à cheval formaient la suite du pacha.

Après deux heures de marche, l'avant-garde française se trouve en présence de l'ennemi ; la fusillade s'engage avec les tirailleurs ; Bonaparte fait ses dispositions d'attaque.

Trois bataillons marchent pour enlever la hauteur de la droite de l'ennemi ; un piquet de cavalerie doit couper la retraite de ce corps sur le village.

La division Lanes se porte sur la montagne à la gauche de la première ligne ; deux escadrons de cavalerie doivent couper la retraite.

Le reste de la cavalerie marche au centre.

La division Lanusse reste en seconde ligne.

La droite de l'ennemi est forcée et sabrée dans sa retraite, la gauche est mise en fuite; mais, coupés par la cavalerie et un peloton des guides, les deux mille hommes qui la composent sont obligés de se jeter à la mer; aucun n'évite la mort.

Les trois bataillons qui avaient forcé la droite marchent au village, ils le tournent; la 32e l'attaque de front; la résistance est vive : un corps de la seconde ligne marchait pour le soutenir, la cavalerie le culbute dans la mer; le village est emporté, et l'ennemi poursuivi jusqu'à la redoute, centre de sa seconde position.

Pendant que les troupes reprennent haleine, on met des canons en position au village et le long de la mer : bientôt les trois bataillons qui avaient commencé l'attaque en forment le centre contre la redoute; la 18e marche le long de la mer, pour enlever la droite des Turcs; la 32e tient en échec les ennemis, et soutient la 18e; la cavalerie attaque la gauche; arrêtée par le feu de la redoute, elle revient plusieurs fois à la charge, et accumule les morts devant elle : la 18e attaquait alors la droite; les Turcs cherchaient à arracher les baïonnettes; on se battait corps à corps; mais le feu de la redoute oblige la 18e à se retirer sur le village. Les Turcs, malgré le feu meurtrier du village, étaient sortis de leurs retranchemens pour couper la tête des morts et des blessés, et obtenir l'aigrette d'argent accordée à tout militaire qui apporte la tête d'un ennemi. Le général Lanes, à la tête d'un bataillon de la 22e légère et d'un autre de la 69e, saisit ce moment; il attaque la redoute par sa gauche et par sa gorge; les deux bataillons, auxquels s'en est joint un autre de la 75e, sautent dans le fossé; ils sont bientôt sur le parapet et dans la redoute : en même temps, la 18e

s'était jetée de nouveau, au pas de charge, contre la droite. La déroute est complète; l'ennemi, en désordre, trouve par-tout les baïonnettes et la mort : pour l'éviter, dix mille hommes se précipitent dans la mer, où ils sont fusillés et mitraillés; aucun ne se sauve. Mustapha-Pacha est pris avec deux cents Turcs; deux mille restent sur le champ de bataille; toutes les tentes, tous les bagages et vingt pièces de canon, tombent au pouvoir des Français.

Dans la nuit, l'escadre ennemie communique avec le fort; les troupes qui y étaient restées se réorganisent; on établit des batteries de mortiers et de canons, pour le réduire; le 15 thermidor (1er août), le château n'était plus qu'un monceau de pierres; l'ennemi n'avait point de communication avec l'escadre, il mourait de faim et de soif; il prend le parti de jeter ses armes, et de venir en foule embrasser les genoux du vainqueur.

Ainsi l'affaire d'Aboukir, qui coûta à la Porte dix-huit mille hommes et une grande quantité de canons, termina les glorieux travaux de Bonaparte en Égypte.

(21) Page 38.

INSTRUITS alors de la marche des Russes dans la Pologne, les plénipotentiaires français avaient déclaré à la députation de l'Empire,

« Que, si la diète de Ratisbonne consentait à l'entrée des troupes russes sur le territoire impérial, ou même si elle ne s'y opposait pas efficacement, la marche de l'armée russe, sur le territoire germanique, serait regardée comme une violation de neutralité de la part de l'Empire; que les négociations de Rastadt seraient rompues, et que la république et l'Empire se retrouveraient sur le pied où étaient les deux états avant la signature des préliminaires de Leoben et la conclusion de l'armistice. »

C'était à regret que les princes, amis de la paix, envisa-

geaient la rupture forcée des négociations; aussi, en réponse à la note des ministres français, déclarèrent-ils qu'ils avaient envoyé leurs réclamations à la diète, en l'invitant à les prendre en considération, afin d'accélérer la paix avec l'Empire. En effet, un parti puissant et éclairé paraissait déterminé à faire une paix séparée et à se détacher de l'empereur.

Deux jours après, la note de la députation de l'Empire fut rejetée par la commission impériale; aussitôt la légation française donna communication officielle de la proclamation du directoire.

(22) Page 43.

Depuis une époque assez reculée, la plus grande partie de l'or et de l'argent, dans le royaume de Naples, était déposée dans six banques publiques, fondées par les monts de piété, et administrées avec la plus grande fidélité. Les caissiers de ces banques auraient été punis de mort, s'ils avaient émis le billet de la plus légère valeur, sans en avoir reçu les fonds en numéraire. Ces billets, garantis par le dépôt réel de l'argent, et portant un intérêt raisonnable, s'appelaient *fedi di eredito;* les avantages offerts au commerce par leur circulation, en avaient multiplié l'usage, et leur établissement ayant été confirmé par les cours suprêmes de justice, presque tous les paiemens s'effectuaient par des *fedi di eredito.*

Ni le temps, ni les nombreuses révolutions éprouvées par le royaume de Naples n'avaient altéré le crédit de ces banques; le peuple et le gouvernement montraient à l'envi un respect religieux envers cette propriété publique: les deux tiers du numéraire de Naples se trouvaient concentrés dans les caisses des six banques publiques, au moment où Ferdinand VI osa violer ce dépôt sacré.

(23) Page 43.

Des émissaires de la cour se hâtèrent d'échanger les nouveaux billets de banque dans les caisses des provinces à un escompte considérable ; cette manœuvre fit passer dans les mains du roi tout l'argent des particuliers : ils ne soupçonnaient pas la ruse perfide employée par la cour contre eux.

(24) Page 43.

On paya ces objets en *fedi di eredito*, ou en bons sur des bénéfices ecclésiastiques. Dans le même édit, la moitié de la valeur des objets cachés était offerte en récompense aux dénonciateurs des individus qui, dans un mois, n'auraient pas obéi à la loi. Cette tournure jeta une si grande défiance dans les familles, que presque tous les possesseurs de métaux précieux cédèrent à cet odieux abus du pouvoir.

(25) Page 57.

Quelle était donc cette manière de faire la guerre de la part de ce général Mack, qui jouissait d'une si grande réputation militaire parmi les ennemis, et dont on vit continuellement tous les vastes plans échouer, moins par sa faute, dit-on, que par celle des événemens ou des hommes employés sous ses ordres ? Mais ici, indépendamment de la faute capitale de n'avoir pas cherché à couper l'armée française en marchant sur Catalupo, comment concevoir qu'à la tête de soixante-dix mille hommes, n'ayant à en combattre que dix-huit à vingt, infiniment disséminés et séparés par de hautes montagnes, le général Mack n'ait pas attaqué toute la ligne occupée par les Français, en distribuant ses forces de manière à les accabler par-tout à la fois ? Et, dans le cas où il eût l'unique but de les tourner

avec sa gauche, en les chassant d'abord de Rome, et se portant ensuite rapidement sur le chemin de Florence, pourquoi faisait-il attaquer leur gauche et leur centre par environ quinze mille hommes, tandis qu'il restait dans une espèce d'inaction, à la tête de quarante mille, devant leur droite, qui en avait à peine six ou sept mille? Pourquoi ensuite, quand il a attaqué cette droite, qui a été obligée de s'acculer aux montagnes, s'est-il amusé à s'arrêter à Rome? Pourquoi ne l'a-t-il pas poursuivie? Pourquoi aussi n'a-t-il pas fait passer l'ordre à Livourne, aux troupes napolitaines qui venaient d'y débarquer, de marcher sur les derrières de cette droite déjà si faible? Pourquoi cette fuite précipitée, après la bataille de Nepi, d'abord derrière le Teverone, ensuite jusque derrière le Volturne? Ce sont là, ce nous semble, des fautes si grossières, si peu croyables de la part de l'officier-général le plus ignorant, qu'elles nous paraissent des énigmes de la part d'un officier qui avait acquis la réputation du général Mack.

(26) Page 57.

Au moment où le général Championet arriva à Rome, pour y commander l'armée, il n'était peut-être plus temps de délibérer sur le parti qu'on avait à prendre; menacé ou attaqué de toutes parts, il fallait songer uniquement à tirer parti de la fâcheuse position dans laquelle on se trouvait, moins encore cependant pour entreprendre une guerre défensive, que pour faire une retraite glorieuse. Ainsi le directoire n'avait-il pas eu un si grand tort; instruit des préparatifs du roi des Deux-Siciles, des mauvaises intentions du duc de Toscane, de la marche des troupes russes, des mouvemens de celles autrichiennes, de donner des ordres à l'armée française pour, à la moindre apparence d'un mouvement hostile, se retirer sur les frontières de la Cisalpine. Sans doute aussi telles furent les in-

tentions du général Championet; mais les premiers succès de la gauche de l'armée française, la résistance opiniâtre et heureuse du centre, l'inaction incompréhensible du général Mack contre la droite, la mauvaise distribution de ses forces, les dispositions fautives de son plan d'attaque; tout dut engager le général français à profiter des avantages inattendus qu'il venait de remporter en prenant la défensive, et à compter sur de nouveaux succès, si le général des Napolitains continuait à tirer aussi mal parti des moyens immenses qu'il avait à sa disposition. Et assurément il ne fut pas trompé dans ses conjectures; d'après la conduite du général Mack, soit après avoir poussé la droite des Français au-delà de Rome, soit par le peu de parti qu'il sut tirer des Napolitains débarqués à Livourne, soit par son attaque sur Nepi, soit enfin après avoir été battu, ou plutôt repoussé à Otricoli, Calvi et Catalupo, par sa retraite précipitée derrière le Teverone, et celle plus incompréhensible encore derrière le Volturne.

Mais, après avoir profité habilement d'événemens aussi inattendus, et pour lesquels il n'avait été permis de former raisonnablement aucune conjecture, tant ils étaient peu dans l'ordre ordinaire des combinaisons militaires, était-il prudent, était-il sage de s'arrêter au projet de conquérir le royaume de Naples? Les forces du général Championet s'étaient-elles accrues? ses moyens s'étaient-ils augmentés? le directoire songeait-il à venir à son secours? avait-il reçu des ordres impérieux de hasarder cette périlleuse entreprise? les Russes n'entraient-ils pas en Allemagne? Livourne n'était-il pas occupé par six mille Napolitains? les Autrichiens n'étaient-ils pas sur le point de pénétrer en Italie par Bellinzone? ne se réunissaient-ils pas sur les bords de l'Adige? le général Mack n'avait-il pas encore plus de cinquante mille hommes à ses ordres? enfin, ces forces n'étaient-elles pas augmentées par la haine des Napolitains

contre les Français, et les moyens sans nombre qu'avait le roi, secondé par les prêtres, pour tirer un grand parti de leur propension au fanatisme?

Et, après tout, en supposant des succès, que l'on ne dut qu'à des événemens surnaturels et à la conduite toujours plus inouie du général Mack, ou des troupes napolitaines et des insurgés, en courant les risques de perdre vingt mille hommes, qui devenaient tous les jours plus nécessaires pour la défense de l'Italie, en quoi pouvait être avantageuse à la France la conquête du royaume de Naples? Etait-ce pour avoir la mince jouissance de faire une république à l'extrémité de la presqu'île italique? Car, quoique favorisé par tous les événemens concourans à une réussite inespérée, on aurait dû calculer d'avance que l'on serait encore bien peu avancé. En effet, le roi, forcé de quitter sa capitale, ne l'était pas de perdre, on oserait dire la certitude d'y rentrer; et, indépendamment de la fausse démarche de jeter les fondemens d'établissemens peu durables, on devait calculer d'avance qu'obligé, plus tôt que plus tard, d'évacuer Naples et abandonner la république parthénopéenne à ses propres forces, on laisserait ces républicains naissans exposés à toutes les cruautés auxquelles se livreraient naturellement un roi faible, une reine, un ministre et des prêtres offensés.

Ce fut donc une démarche bien inconsidérée de la part du général Championet, de penser à envahir le royaume de Naples dans un moment où il aurait été bien plus sage peut-être, après avoir pris les précautions nécessaires, d'abandonner Rome pour se porter sur l'Adige.

(27) Page 64.

Les articles de l'armistice étaient:

1° Qu'on rendrait la ville de Capoue armée telle qu'elle était, et munie de ses magasins en tous genres; 2° que les

Français s'établiraient sur la rivière du Lagni, gardant le ponte Salice, le ponte Rotto, le ponte Carbonara, occupant Accera, Benevento, et longeant jusqu'à l'Adriatique; 3° Qu'il serait payé à l'armée dix millions, dont cinq de suite, les autres dans un temps donné; 4° Que les Napolitains chasseraient de leurs ports tous les vaisseaux en guerre contre la république; 5° qu'on se préviendrait trois jours d'avance en cas de reprise des hostilités: on stipula plusieurs autres conditions, toutes avantageuses aux Français.

(28) Page 65.

On est forcé de marcher d'étonnement en étonnement dans cette campagne de Naples, et c'est à qui y fera le plus d'imprudence ou y commettra les fautes les plus grossières. A voir le général Mack attaquer aussi faiblement les Français à l'entrée de la campagne, à le voir ensuite profiter aussi peu et aussi mal de ses premiers avantages et de la faiblesse de son ennemi, à le voir enfin fuir de Catalupo à Capoue, on croit trouver le mot de l'énigme qu'on avait osé traiter d'abord d'ignorance et même de lâcheté. Lorsqu'on voit tous les peuples du royaume de Naples se soulever, attaquer à la fois, sur tous les points, avec courage et acharnement, les différentes divisions de l'armée française, disséminées des bords de la mer Adriatique à ceux de la mer Méditerranée, depuis Pescara jusqu'aux portes de Capoue; quand, malgré la valeur des Français, on les voit dans le plus grand péril, sans subsistances, sans munitions de guerre, sans argent, harcelés, repoussés, quelquefois battus, enfin dans la position la plus critique, et n'osant entrevoir aucune possibilité de ne pas succomber sous le poids de la multitude de causes destructrices dont ils étaient accablés; cependant quel doit être l'étonnement du lecteur, lorsqu'il voit encore le général Mack choisir ce moment, non pas pour attaquer les Français, qu'il sait

aux abois, et qui avaient commis la double faute de hasarder la division Lemoine sur la rive gauche du Volturne, et celle du général Rey, sur la rive droite de la même rivière, exposée aux attaques des Napolitains renfermés dans Capoue, mais pour se mettre à la discrétion du général Championet, et le presser de dicter à l'armée napolitaine les conditions d'un armistice, en lui abandonnant tout le royaume, excepté Naples? Il serait hors d'œuvre de s'appesantir sur une pareille conduite, dont il doit suffire d'avoir donné l'historique pour la laisser ensuite juger par le lecteur, et sur-tout par les prôneurs des grands talens militaires du général Mack.

(29) Page 65.

On donne le nom de Lazzaroni, dans Naples, à la partie des habitans la plus robuste et la plus pauvre de cette ville. Ce nom vient de Lazzare, représenté dans l'Histoire Ecclésiastique sous l'emblême d'un pauvre couvert de haillons. Ces Lazzaroni ont des lois particulières; ils s'assemblent toutes les fois qu'ils en ont besoin, et le gouvernement ne saurait s'y opposer : ils sont en si grand nombre, que le gouvernement ne réussirait pas à les réduire en servitude. Ils aident la police dans les émeutes partielles dont les fautes du gouvernement ne sont pas la cause. Ces Lazzaroni, fort attachés à leur confraternité, ne sont point jaloux des avantages des classes supérieures; ils ne commettent aucun désordre, ils sont honnêtes et bons. Il ne faut pas les confondre, à cause de leur pauvreté, avec la lie de la nation, remplie sur-tout de filous plus industrieux à Naples que ceux de Paris et de Londres.

Les Lazzaroni choisissent un chef, pour qui la cour montre beaucoup d'égards. On l'appelle *Capo Lazzaro;* son devoir est de faire respecter ses associés, et d'empêcher qu'il ne leur soit fait aucun tort. Il est sans exemple qu'au-

cun de ces chefs se soit laissé corrompre. Il nomme des assesseurs; c'est un véritable tribun du peuple, sans robe magistrale et sans gardes. Il a le droit de faire des représentations aux ministres du roi; il est alors accompagné par autant de ses associés qu'il peut en avoir besoin. Le *Capo Lazzaro* a le droit d'assister à certaines cérémonies publiques. Lorsque la reine accouche, il se présente en grand cortége pour être assuré du sexe de l'enfant: cet enfant est mis entre les mains de ce chef; il le présente au peuple. Il est présent au tirage du loto et à plusieurs cérémonies de l'église. Son habit n'est pas différent de celui de ses confrères; mais on le respecte par-tout, comme ayant à ses ordres quarante mille hommes, auxquels se joindraient les bateliers, les pêcheurs de la Chiaïa et tout le bas peuple.

Les Lazzaroni ne sont pas toujours déguenillés: les jours de fêtes on les voit toujours vêtus galamment, mais toujours dans leur costume, avec des mouchoirs de soie, des boucles d'argent aux souliers et aux jarretières.

(30) Page 70.

Le général Championet aux Napolitains.

« Vous êtes libres; profitez, jouissez de ce précieux avantage, c'est le seul prix que le gouvernement français veut obtenir de la conquête qu'il vient de faire. S'il existe parmi vous des hommes amoureux de l'ancien gouvernement, qu'ils fuient loin de vous. Si l'armée française prend aujourd'hui le titre d'armée de Naples, c'est l'effet de son engagement solennel de ne servir désormais que votre cause, de ne prendre les armes que pour maintenir et consolider votre indépendance.

« Le peuple napolitain ne doit pas craindre que les Français attentent sur la liberté de son culte public, ni sur les

droits sacrés de sa propriété. Des autorités républicaines, qui vont être créées, rétabliront le bonheur et la tranquillité sur les bases d'une administration paternelle; qu'elles dissipent les frayeurs de l'ignorance, qu'elles calment les fureurs du fanatisme, avec un zèle égal à celui qu'employait la perfidie pour aigrir et irriter les Napolitains contre les Français. »

(31) Page 75.

On devrait juger, par cet exposé, des progrès de la science de la guerre, et sentir combien serait importante une nouvelle étude de l'application des principes et des moyens de l'art à des parties du globe si étendues, que tel pays, dont les limites naturelles circonscrivaient autrefois les plus vastes combinaisons militaires, n'est plus aujourd'hui qu'une portion de l'immense théâtre de la guerre.

Quoique les divers accidens du terrain n'aient rien perdu de leur importance et de leurs avantages, s'ils sont combinés avec la tactique des différentes armes, cependant les positions d'armée, les places et les postes, ont, dans le nouveau systême, des rapports différens relativement à l'ensemble et au but général.

(32) Page 86.

Nous avons cru intéressant, pour l'histoire et pour les militaires, de faire connaître ici les raisons du général Bernadotte exposées au directoire, afin de motiver son refus. D'une part, elles donnent la plus haute idée des connaissances militaires et du jugement du général Bernadotte; de l'autre, elles donnent des lumières sur l'offensive et la défensive de l'Italie en général, et en particulier, de la partie comprise depuis le Mincio jusqu'au-delà des états de

Venise ; enfin elles disculpent en grande partie le général Scherer, que des hommes passionnés ou mal instruits accusèrent dans le temps, et accusent encore, d'avoir été la seule cause de tous nos malheurs en Italie dans la campagne de l'an 7.

Les motifs du refus du général Bernadotte avaient deux objets ; la partie purement militaire, et celle d'administration militaire.

Motifs purement militaires.

L'armée d'Italie devait être composée, en infanterie, de vingt-trois demi-brigades, formant	hommes. 59,070
Troupes à cheval	7,574
Artillerie et génie	4,473
En troupes piémontaises, polonaises, liguriennes, cisalpines, suisses et grisones, dans le Piémont	32,802
TOTAL GÉNÉRAL	103,919

Dans ce nombre ne sont point comprises les garnisons des îles de Corse, de Malte et de Corfou, dépendant de l'arrondissement de l'armée d'Italie.

D'après le plan de campagne arrêté par le directoire, ces troupes devaient être réparties, sans que le général en chef pût rien y changer, dans le Piémont, la Ligurie, Lucques, la Cisalpine, la Valteline et les garnisons des différentes places, cinquante mille hommes, dont la plupart conscrits et troupes auxiliaires ; ces troupes étaient destinées à maintenir le pays, et à alimenter l'armée. Il restait cinquante-trois mille hommes pour agir offensivement sur l'Adige, au premier ordre du directoire, et lier les mouvemens de l'armée d'Italie avec ceux de l'Helvétie.

D'après ce plan ; il fallait faire remonter l'Adige à quinze mille hommes, pour se porter sur Trente, attendu que l'armée d'Italie ne pouvait se porter en avant de Vérone, si sa gauche n'était pas couverte.

Dans le cas où l'armée impériale voudrait défendre le passage de l'Adige dans les environs de Vérone, l'armée française serait obligée de lui livrer bataille ; et, si elle battait les Autrichiens et les repoussait sur la Brenta, elle se trouverait encore affaiblie de trois mille hommes, qui devraient rester dans Vérone, et de six mille, qui devraient marcher pour investir Porto-Legnago, afin d'en faire ensuite le siége, conjointement avec un corps de troupes tiré de Mantoue.

L'ennemi battu sur l'Adige, et retiré derrière la Brenta, si l'armée française, déjà réduite à trente mille hommes, marche pour forcer le passage de cette rivière, elle devra, pour conserver son flanc droit, envoyer des partis du côté de la Chiusa, pour observer les débarquemens que l'ennemi pourrait tenter sur ce point, afin de se porter sur les derrières de l'armée : ces petits corps serviraient aussi à couvrir l'investissement de Porto-Legnago.

Si l'ennemi est battu sur la Brenta, et qu'il se retire derrière la Piave, l'armée d'Italie, obligée alors de se porter sur Treviso, ne pourra plus faire un pas au-delà : obligée d'envoyer un corps de cinq à six mille hommes dans les environs de Mestre, pour combattre tous les débarquemens qui pourraient venir de Venise, elle se trouvera réduite à vingt mille hommes, et hors d'état de pouvoir tenter le passage de la Piave ; les troupes restées dans la Cisalpine et la Ligurie pouvant à peine remplacer les malades, les blessés et les morts ; les troupes restées dans le Piémont y étant toutes nécessaires pour protéger les lacs de Côme et d'Iseo, dans le cas où les ennemis eussent quelques succès dans les Grisons, et voulussent

pénétrer sur le flanc gauche et les derrières de l'armée.

On ne doit pas oublier que le front de l'armée d'Italie est immense, et qu'elle a à combattre dans des pays très-difficiles : une simple comparaison entre l'époque où l'armée d'Italie a ouvert la campagne de l'an 5 et sa position présente prouvera la justesse des observations précédentes.

L'armée d'Italie, en débutant dans cette campagne, avait traité avec le pape ; vingt mille hommes pénétraient par Trente ; une autre division venait de la Romagne, se portait sur Mantoue, et suivait le mouvement des quatre grandes divisions, formant quarante-huit mille hommes, qui forçaient le passage de la Piave, de la Livenza et du Tagliamento. L'armée d'Italie n'avait pas encore Venise pour ennemie ; cette ville, au contraire, lui était d'une grande ressource ; Porto-Legnago et les forts de Vérone, dont les Français étaient les maîtres, les mettaient à l'abri d'une insurrection de la part des Vénitiens.

L'armée d'Italie était donc dans une position brillante. Les trésors du pays et les places fortes des Vénitiens étaient à sa disposition ; elle avait à lutter contre une armée découragée, composée des débris échappés de la bataille de Rivoli, commandée par des généraux intimidés ; le prince Charles n'avait pu arriver en même temps que les troupes françaises venues du Rhin ; les corps autrichiens tirés de l'armée du Danube étaient sans direction, errant dans les montagnes de la Carinthie, et n'ayant jamais pu joindre l'armée du prince Charles qu'après la signature des préliminaires à Leoben, tant Bonaparte avait mis de la célérité dans ses mouvemens, et avait multiplié ses attaques pour empêcher cette réunion.

Au moment, au contraire, où le général Bernadotte faisait ses observations, l'armée impériale était forte de

cent douze à cent vingt mille hommes; les places de Palma-Nova, d'Ozopo, de Porto-Legnago et de Venise, lui fournissaient de grands moyens; et tous les avantages qu'avait l'armée d'Italie en l'an 5 étaient, en l'an 7, dans la main des ennemis.

Cependant, malgré la grande supériorité des Autrichiens en forces et en positions avantageuses, le général Bernadotte pensait qu'avec soixante-dix mille hommes disponibles on pourrait forcer les ennemis dans leurs positions, insurger l'état vénitien, arriver sur Lizonzo, et diriger ensuite sa marche sur Vienne, ainsi que le voulait le plan de campagne projeté.

Motifs d'administration militaire.

La partie administrative d'une armée coïncidant toujours avec les opérations militaires, le général en chef, qui est responsable envers le gouvernement de l'exécution de ces mêmes opérations, doit nécessairement avoir la haute police sur toutes les personnes qui composent l'armée, et les ordres que les circonstances forcent de donner doivent être religieusement suivis, sous la responsabilité du général envers le gouvernement sur les abus de pouvoir qu'il aurait pu commettre.

Les grandes attributions d'un commissaire civil près d'une armée le rendant indépendant d'un général, elles peuvent heurter celui-ci; dès-lors cette confiance, ce respect que l'armée doit nécessairement avoir pour le chef qui la conduit, se trouvent affaiblis; et le peuple conquis, qui mesure toujours sa confiance sur la somme d'autorité dont le général se trouve investi par son gouvernement, ne laisse pas échapper une occasion de secouer l'autorité militaire, la seule qui puisse le maintenir.

L'article VII de l'arrêté du 5 frimaire ne permet pas au général en chef de revenir sur une erreur dans les

contributions imposées, et il ne souffre point que le général, mieux instruit sur les localités, les modifie sans l'avis du commissaire civil : dans ce cas, le général d'armée est dépendant de ce commissaire, et il est privé de la douceur d'alléger la misère d'un pays trop rigoureusement imposé.

L'article II ordonne aux généraux qui auront besoin de fonds pour les dépenses extraordinaires ou secrètes, d'en faire la demande au commissaire civil; celui-ci doit délivrer, à la vérité, des ordonnances pour l'acquit, pourvu toutefois que la demande s'accorde avec la situation de la caisse : ainsi un commissaire, en mésintelligence avec le général en chef, ne manquera jamais de trouver un prétexte pour retarder la remise des fonds, et faire manquer en conséquence la reddition d'une place, le soulèvement d'un pays, l'insurrection d'un corps ennemi, l'espionnage, etc. Ainsi les opérations les plus importantes se trouveront à la merci du caractère, et quelquefois de la mauvaise humeur, ou de l'impatriotisme du commissaire civil.

L'article XV donne au commissaire civil le droit de disposer, en faveur des fournisseurs ou tout autre, des caisses, dépôts, magasins, de quelque nature qu'ils soient, pris en pays ennemi. Le général d'armée n'a donc plus alors cette satisfaction agréable et consolante de savoir par lui-même si le gouvernement profite de ses prises, si les dépenses du trésor public sont diminuées d'autant, et si les efforts des défenseurs de la patrie tournent au profit du peuple français.

Ces observations prouvent assez qu'un commissaire, qui peut contrarier, arrêter ou rivaliser le général, est extrêmement nuisible, dangereux, et peut lui seul occasionner la défection d'une armée.

(33) Page 88.

Rien ne prouve mieux sans doute les avantages du gouvernement fédératif, que les immenses progrès en tout genre qu'ont faits les États-Unis, dans un si court espace de temps, sous ce régime paternel, démocratique et représentatif.

Cependant il ne faut pas se dissimuler que le gouvernement fédéral semble sur-tout convenir ou aux vastes états déjà peuplés et policés, qui comprennent, ainsi que l'Allemagne, l'Italie, une assez grande quantité de peuples différant entre eux par leur climat, leur sol, leurs habitudes, leurs mœurs, leurs caractères, leur nourriture; ou aux états que la nature semble avoir séparés, quoique réunis sous le même gouvernement, comme la Suisse, les États-Unis, l'Angleterre.

Ce gouvernement a le grand avantage d'être en même temps à l'abri du despotisme du chef qu'il choisit pour le gouverner, et de n'être pas exposé aux vexations d'une milice qui, quelquefois, peut être tentée d'abuser de sa force, quand on la tient continuellement sur pied.

Il est très-favorable à la liberté et à l'égalité politique, à la sûreté des propriétés et des personnes, à l'émulation, à l'instruction, à l'agriculture, au commerce, aux arts.

Enfin ce gouvernement, dont on écarte les castes privilégiées, où l'on tolère toutes les religions, et dans lequel chaque individu, faisant partie d'un petit état, devient plus nécessairement ami de l'état, et peut être moins exposé que tout autre aux factions, aux bouleversemens et aux variations.

(34) Page 114.

Afin d'inquiéter les Français dans le Brescian, et de faciliter les opérations des Autrichiens sur l'Adige, le comte

de Bellegarde avait fait attaquer les postes qui se trouvaient hors des villages de Genale, Brebione et Gardola; et, après les avoir poussés jusqu'à Piover, ce village ayant été emporté malgré la vigoureuse résistance des Français, ceux-ci s'étaient retirés, partie sur les montagnes, partie à Gargnano : mais, les ennemis ayant emporté d'assaut le poste de Saint-Antoine, les Français avaient été obligés de se retirer de Brebione, de Bagolino, de Gargnano, de la Rocca-d'Anfo, et bientôt après de Vione, où ils s'étaient embarqués, au nombre d'environ huit cents hommes, pour se retirer, par Bertonne, sur Brescia; dès-lors les Autrichiens occupèrent Bertonne, Trevis et Enno, sur la rive gauche de la Chiesa, Idro, Sotto-Fusino et Lavigione.

(35) Page 115.

En considérant les suites funestes pour les Français de la bataille perdue par le général Scherer, entre Vérone et Mantoue, on a pu observer que les avantages qu'il avait pu se promettre de la victoire ne balançaient point les désastres qu'entraînaient la nécessité de sortir du Mantouan, la dispersion des garnisons, la réduction de l'armée, l'isolement des places et des postes sur les deux rives du Pô, et l'abandon de l'armée du général Magdonal; tandis, au contraire, que le général Krai, quand même il eût été complètement battu, trouvait, en repassant l'Adige, les premières colonnes de l'armée russe, et reprenait l'offensive.

A l'ouverture de la campagne de 1701, le prince Eugène, ayant des forces à peu près égales à celles du maréchal de Catinat, qui avait aussi jeté une garnison dans Mantoue, et défendait la rive droite de l'Adige, passa cette rivière après diverses manœuvres, que le général Krai a presque répétées sur les mêmes points. Le fameux

combat de Carpi, bien moins important que la bataille de Magnau, força pourtant le maréchal de Catinat à se retirer successivement au-delà du Mincio, de la Chiesa et de l'Oglio; mais le maréchal de Catinat avait été forcé de suivre les plans de la cour, et, quand il s'éloigna de Mantoue pour couvrir le Milanais, objet principal de la guerre, il n'avait pas un tiers de ses forces dans le royaume de Naples, une division dans la Toscane, et il n'avait pas non plus en sa possession toutes les places au-delà du Pô. Ainsi la retraite du maréchal de Catinat, ainsi que celle du général Scherer, furent occasionnées par la perte d'une bataille sur les bords de l'Adige.

(36) Page 116.

L'espoir de la coalition se fondait sur l'expérience et l'habileté du maréchal de Souworof.

Quel était donc cet homme extraordinaire, dont la renommée retentissait dans toute l'Europe, et qui semblait prédestiné à subjuguer les Français, comme il avait fait fuir les Polonais? La singularité de mœurs, d'habitudes et de conduite de ce général russe, était marquée au coin d'un caractère particulier propre à en imposer au soldat. Souworof vivait en Scythe, et combattait en Cosaque; religieux, il excitait le fanatisme par son exemple; artisan de son élévation, il n'oubliait jamais le rang de simple soldat dont il était sorti; ses pratiques superstitieuses frappaient les sens et les idées d'un peuple crédule, encore au berceau des connaissances humaines.... Ardent et infatigable, ferme dans le malheur, habitué à combattre les peuples civilisés comme les hordes barbares, il s'était fait un art de la guerre propre à déconcerter quelquefois le plus habile tacticien.

En arrivant à Vérone, le maréchal fut présenté à l'armée autrichienne comme l'ange tutélaire envoyé pour

lui ouvrir le chemin de la victoire ; on exalta les esprits par le récit de ses brillantes campagnes, et l'on parvint à fanatiser en quelque sorte les soldats, sous les rapports des idées religieuses auxquelles le maréchal se montrait scrupuleusement attaché. On peut observer cependant que, si la réputation du maréchal de Souworof n'avait pas été aidée et soutenue par plus de cent mille excellens soldats, il est très-probable qu'il n'eût eu aucun succès en Italie.

(37) Page 118.

Pour pouvoir poursuivre l'ennemi avec succès, il fallait s'emparer de Brescia ; c'est une grande ville peuplée d'environ quarante mille habitans ; elle est située au pied des montagnes, mais dans une plaine riante, arrosée par les petites rivières de Garza et de Melo, qui la traversent ; elle était environnée d'un mur qui empêchait tout au plus de la prendre par surprise ; son château, placé sur une petite éminence, était très-mauvais.

Le baron de Krai, après avoir fait les dispositions nécessaires pour attaquer la ville, avait fait sommer le commandant français de se rendre : sur sa réponse négative, on avait commencé à battre la ville, et, en moins de deux heures, plusieurs batteries ayant été démontées, la garnison avait été obligée de se retirer dans la citadelle, où elle ne tarda pas à capituler dès l'instant où elle s'apperçut des préparatifs des Autrichiens pour monter à l'assaut.

On blâma, dans le temps, le général Scherer de n'avoir pas fait évacuer Brescia dès l'instant où il se fut convaincu de la nécessité de passer l'Oglio, cette ville n'ayant pu nullement servir pour couvrir sa retraite, n'étant point en état de soutenir un siége, et contenant onze cents hommes, qui auraient été bien plus utiles à l'armée.

(38) Page 126.

Le passage de l'Adda fut tenté vainement, le 16 août 1705, par les alliés, sous les ordres du prince Eugène, contre l'armée française commandée par le duc de Vendôme, précisément à Cassano, poste à jamais fameux par ces deux sanglantes batailles, dont la comparaison et l'issue pourraient donner lieu à une intéressante discussion.

Le général Moreau avait fait à Cassano, pour s'opposer au passage de l'Adda, à peu près les mêmes dispositions de défense que le duc de Vendôme. Le général Souworof était à Treviglio, dans le camp qu'avait autrefois occupé le prince Eugène; le général Melas attaqua les retranchemens du canal Ritorto à peu près de la même manière que l'avait fait le prince d'Anhalt, à la tête des Prussiens, alors auxiliaires des Impériaux, comme les Russes l'étaient dans ce dernier passage.

Le prince Eugène avait aussi tenté de surprendre au duc de Vendôme, comme le maréchal de Souworof le fit au général Moreau, un passage sur le haut Adda, à la faveur des mêmes escarpemens, au détour rapide du fleuve, à peu près au même endroit où le général Chasteler le fit exécuter; mais les vues du prince Eugène ne furent pas aussi bien ni aussi heureusement remplies que celles du maréchal de Souworof. Son projet étant découvert, il fut obligé de retirer son pont sur le haut Adda, trop difficilement, trop lentement construit; il tenta alors de surprendre une marche au duc de Vendôme, en se portant sur Cassano; mais, quand il attaqua ce poste et les retranchemens qui couvraient le pont, le duc de Vendôme, bien loin d'être obligé de diviser ses forces, comme le général Moreau, fut secondé par une partie de l'armée du grand prieur, tandis que le général Moreau dut dé-

garnir le centre de sa ligne pour renforcer sa gauche.[1] Au reste, dans la circonstance dont il est question, l'armée austro-russe était tellement supérieure en nombre, que la défense du passage de l'Adda aurait dû paraître impossible au général français, qui, comme nous l'avons déjà observé, eût fait peut-être plus sagement de prendre le parti de se retirer sur-le-champ au-delà du Tésin, et de conserver à l'armée plus de huit mille hommes, tués, blessés, ou faits prisonniers.

Ce qui pourrait confirmer encore davantage dans cette opinion, c'est que, vu le peu de monde qu'il avait à ses ordres, le général Moreau, voulant surveiller l'ennemi sur le haut et le bas Adda, avait été obligé de confier à la seule division Serrurier la défense de la rivière, depuis Trezzo jusqu'à Pozzo et Brivio, ce qui contenait un espace de plus de trois milles d'Italie, et fut attaqué par la droite et le centre de l'armée austro-russe; aussi le général Wuckasowich passa-t-il l'Adda à Brivio, et le général Ott à Trezzo : peut-être est-il vrai que le passage à Trezzo eût pu et dû être mieux surveillé, puisque, si l'on en croit les historiens militaires allemands, de minuit à cinq heures du matin, dans la nuit du 7 au 8 floréal (26 au 27 avril), tous les pontons et poutres nécessaires pour jeter un pont sous Treviso furent transportés à bras. Pendant cette opération, on fit passer sur la rive droite de l'Adda trente chasseurs et cinquante-six volontaires, qui restèrent tranquilles au pied du rocher escarpé sur lequel est bâti le château de Trezzo. A cinq heures et demie, le pont étant achevé (sans que les Français parussent en avoir eu la moindre connaissance), quatre compagnies de chasseurs, un régiment de Cosaques

[1] *Voyez*, sur la première bataille de Cassano, le tome troisième de cet ouvrage, page 261.

et quatre bataillons d'infanterie, passèrent le fleuve pour commencer l'attaque contre les corps français postés derrière Trezzo, qui, surpris et tournés de toutes parts, furent obligés de reculer d'abord jusqu'à Pozzo...... L'établissement dans une nuit de ce pont, dans l'endroit le plus difficile de la rivière, sous un château gardé par les Français, et à quelques pas de leur camp, paraîtra toujours prouver une négligence de précautions et de surveillance de la part des commandans des patrouilles et des grandes gardes, d'autant plus condamnable qu'elle fut cause de tous les malheurs de cette journée.

Néanmoins c'est dans ces rapprochemens qu'il faut examiner les progrès de l'art, le perfectionnement des moyens, les changemens qu'apportent aujourd'hui, dans les combinaisons semblables, sur les mêmes terrains, les grands espaces embrassés à la fois dans la même opération de guerre, la célérité des marches et la précision des manœuvres.

(39) Page 130.

Le précis de cet événement inexplicable fut consigné dans un procès-verbal fait à Carstrouch, le 12 floréal (1er mai), et signé par tous les ministres allemands qui se trouvaient encore à Rastadt.

Il résulte de ce procès-verbal qu'on ne pilla guère dans les voitures que les papiers qu'elles contenaient; qu'il ne fut fait aucune violence aux dames, ni même aux officiers de la légation française; enfin que les huit voitures qui formaient le cortége étaient encore *sur la place même où la scène d'horreur s'était passée*, lorsque les ministres allemands, informés de l'assassinat, envoyèrent les secours qui ramenèrent dans Rastadt les épouses de Jean Debry et de Roberjot.

Dans le temps, on révoqua en doute la sincérité des faits exposés par le directoire français et le plénipotentiaire

Jean Debry; on attribua ce récit au desir d'exaspérer les Français à l'ouverture d'une nouvelle campagne; on soupçonna le gouvernement d'avoir cherché à distraire l'opinion publique des malheurs d'une guerre que l'on accusait le directoire de prolonger, pour satisfaire son ambition démesurée; quelques personnes en vinrent même jusqu'à accuser les directeurs d'avoir ordonné cet assassinat, et à assurer que les blessures de Jean Debry étaient feintes ou légères. Étrange assertion!

Mais comment pouvoir s'arrêter à de pareilles insinuations? Lisez le procès-verbal dressé par les ministres plénipotentiaires des principales puissances de l'Europe, vous serez frappé d'indignation en voyant cet assassinat, froidement combiné, exécuté par des soldats à qui on en avait donné les ordres, et qui avaient consenti à remplir le rôle d'assassins; vous y verrez ceux-là même qui avaient accepté la mission de faire égorger les plénipotentiaires français, leur refuser une escorte, en leur donnant l'assurance affirmative *qu'ils ne trouveraient aucun obstacle sur leur route.*

Maintenant, que l'on cherche comment les directeurs français eussent pu parvenir à faire égorger leurs plénipotentiaires par les soldats de l'empereur, avec qui la guerre était déjà recommencée, et que l'on indique quels pouvaient être leurs motifs pour faire exécuter une pareille atrocité!

Si l'on cherche, au contraire, à découvrir quelle pouvait être la main qui conduisait la hache des assassins; si l'on examine attentivement quelles pouvaient être les personnes intéressées à faire disparaître les principaux négociateurs de Rastadt, ainsi que leurs papiers, au moment où l'on projetait de continuer à Strasbourg les négociations que l'on venait de rompre à Rastadt; si l'on considère à qui il était avantageux d'anéantir toutes les opé-

rations secrètes d'un congrès où l'on s'était occupé principalement à dissoudre la puissance suprême des princes ecclésiastiques par le moyen des sécularisations, on sera tenté, avec quelques personnes, d'attribuer cet acte de barbarie à la vengeance ou à la crainte de quelques membres du corps ecclésiastique menacés d'une destruction prochaine : d'autres ont imputé ce forfait aux émigrés, comme agens coupables du ministère anglais, dans le dessein de rendre impossible entre la France et l'empereur un renouvellement de négociations qui eût détruit tout le fruit qu'on se promettait de la marche des Russes, que l'on venait enfin de déterminer à agir d'une manière active pour la coalition.

Le temps n'a pas encore dévoilé, et ne dévoilera peut-être jamais les véritables auteurs de cet assassinat politique ; mais il ne m'était permis que d'exposer les faits, sans hasarder aucune opinion, dans la crainte d'être accusé de hardiesse ou d'imprudence.

(40) Page 131.

A PEINE le commissaire Faypoul eut fait arrêter le général Championet, et s'était saisi des rênes du gouvernement de la nouvelle république parthénopéenne, que les Napolitains, réduits au désespoir par ses vexations, avaient abjuré tout dévouement aux Français.

Le gouvernement provisoire créé par le général Championet avait été remplacé par un corps législatif et un directoire, qui s'étaient occupés d'abord à lever une garde nationale et des troupes de ligne, et ensuite de l'administration intérieure ; mais la tâche la plus difficile du gouvernement était l'organisation des finances. Le numéraire avait entièrement disparu ; les billets de banque perdaient 60 à 80 pour cent : des commissaires français dépouillaient et affamaient les habitans de la campagne,

en leur annonçant l'égalité et le bonheur ; la terreur fermait la bouche aux opprimés ; mais le bruit de ces odieuses manœuvres retentissait dans les provinces les plus éloignées. La Calabre citérieure et ultérieure avait déclaré qu'elle ne souffrirait pas que les troupes françaises missent le pied sur leur territoire.

Ces germes empoisonnés, fomentés par la cour de Palerme, produisirent bientôt les événemens les plus extraordinaires. Cinq aventuriers se dispersèrent dans la province de Leccé ; ils prirent un nom et des titres différens : on excitait la compassion du peuple par des peintures pathétiques de l'abandon dans lequel on supposait la famille royale ; on soulevait la multitude, en exagérant la manière atroce dont quelques Français s'étaient comportés envers des femmes, des filles, et les ministres de la religion ; on prodiguait des proclamations au nom du roi.

Pour compléter ces malheurs, les criminels sortis des prisons et des galères, réunis en bandes armées, répandaient l'épouvante ; la cour de Sicile leur avait adjoint cinq cents malfaiteurs détenus dans les prisons de Palerme et de Messine : à leur tête, un moine apostat, devenu chef de voleurs, sous le nom de Frère Diable, les conduisait au carnage.

Les Anglais, établis à douze milles de Naples, dans la petite île de Procyta, entretenaient une correspondance suivie avec les royalistes de l'intérieur, dont ils dirigeaient les opérations ; ils excitaient les places voisines des côtes à se révolter ; et, lorsque des républicains tombaient dans leurs mains, on les envoyait à un tribunal révolutionnaire qui était à Procyta, et où ils étaient condamnés à mort.

Enfin le cardinal Ruffo, quittant le rochet pour la cuirasse, s'offrit à la cour de Palerme pour diriger l'insurrection dans la Calabre. Cet homme, dont le nom fit

un si grand bruit en Europe, élevé dans la cour de Rome, avait d'abord été pourvu de la charge de trésorier apostolique; bientôt sa conduite scandaleuse avait fait repentir le pape Pie VI de la confiance dont il l'avait honoré; il le nomma, dit-on, cardinal, pour lui ôter d'une manière honorable la charge dont il abusait. Le chagrin conduisit le nouveau cardinal à Naples, où il obtint l'intendance de Caserte; le pape, indigné, lui ordonna de revenir à Rome; Ruffo n'obéit pas, et suivit la cour de Naples en Sicile, où il épia l'occasion de parvenir à la fortune; il crut l'avoir trouvée, en offrant à la cour de Naples ses services dans la Calabre : on les accepta sans en attendre de grandes choses. Le cardinal partit alors sans soldats et sans argent, accompagné seulement de son frère et de trois domestiques.

Le cardinal s'était procuré des intelligences à Scylla; cette ville lui fournit trois cents hommes, dont il forma sa garde. Dès cet instant, il se déclara le vengeur de la religion et du trône; le crucifix d'une main, le poignard de l'autre, et le masque de l'hypocrisie sur la figure, il prêcha, au nom d'un dieu de paix, le massacre et le pillage; il offrit aux habitans de la Calabre, qui prendraient les armes contre les Français, un bonheur éternel pour l'autre monde, et les dépouilles des républicains pour celui-ci; il assura un pardon général aux criminels, pourvu qu'ils se réunissent sous ses drapeaux; il ordonna que tous les vrais catholiques portassent une croix blanche à leurs chapeaux, et que l'on arrachât tous les arbres de la liberté, pour les remplacer par des croix. De pareils moyens ne tardèrent pas à réussir : toute la Calabre retentit bientôt des avantages de la sainte expédition; tous les chapeaux furent couverts de croix blanches, et les curés conduisirent de toutes parts la jeunesse armée au cardinal.

A cette nouvelle croisade ne tardèrent pas à se réunir les voleurs et les assassins ; Frère Diable se présenta le premier à son éminence ; Pauzanera, convaincu de quatorze homicides, se présenta après lui ; le troisième fut Sciarpa, sbire au tribunal de Falerne, qui condamnait lui-même les criminels dans les prisons, et ceux qu'il ramassait dans les campagnes.

Crotone passait pour une ville très-riche : afiu de s'attacher ses nouveaux soldats, et d'en augmenter le nombre, le cardinal Ruffo en promit le pillage à ses troupes. En vain cette ville ouvrit-elle ses portes, en vain implora-t-elle la pitié du cardinal, elle fut abandonnée pendant un jour entier à la barbarie et à la rapacité des nouveaux croisés ; ils marchèrent de là à Coutazaro, capitale de la Calabre ; mais, ici, les excès commis à Crotone ayant donné du courage aux habitans, ils fermèrent les portes de leur ville, et en couvrirent les remparts de canons. Le cardinal, désespérant alors de s'emparer de cette place, proposa une capitulation, qui fut acceptée et observée : la ville se soumit au roi, paya une contribution convenue, fournit une garde nationale ; et l'armée marcha sur Cosenza, capitale de la Calabre ultérieure.

A la nouvelle de ces événemens inattendus, la cour de Palerme crée le cardinal Ruffo vicaire général de la couronne dans le royaume de Naples, et charge le chevalier Micheroux et le prince Leporano de le seconder avec un régiment de cavalerie et un corps de volontaires.

Cependant les habitans de Cosenza étaient dans l'incertitude sur le parti qu'ils devaient prendre ; mais, tandis qu'ils délibéraient, le cardinal pénètre dans la ville, et la plus grande partie des maisons appartenant à des nobles sont saccagées.

En même temps, la nouvelle armée royale reçoit des renforts de la Sicile ; Ruffo publie alors une proclamation

au nom du roi, dans laquelle il promet dix ans d'exemption d'impôt aux Calabrois, s'ils parviennent à ramener le royaume de Naples sous l'obéissance de Ferdinand IV.

Bientôt toute l'Apulie était rentrée au pouvoir du roi; l'abbé Pronio, célèbre chef de brigands, parcourait l'Abruzze, royalisant et dépouillant les pays dans lesquels il passait : on s'était rendu maître du pont de Campistro, passage important qui assurait la possession de la Calabre et de la Basilicate; on avait pris et saccagé la ville de Muro; on s'avançait vers Alta-Mura, et le prince de Leporano s'occupait à introduire quelque discipline dans une armée qui comptait déjà plus de soixante mille combattans.

Ainsi toutes les provinces ne tardèrent pas à être désorganisées; l'anarchie devint complète, et la république parthénopéenne se trouva circonscrite dans les murs de Naples : en vain le ministre de la guerre Manthone voulut-il tenter de s'opposer à la chûte de la nouvelle république, en vain leva-t-il une armée, et marcha-t-il contre celle des royalistes; environné par des troupes six fois supérieures aux siennes, Manthone fut forcé de se retirer en abandonnant son artillerie, et de rentrer dans Naples, poursuivi par l'armée de Ruffo, qui ne tarda pas à en commencer le siége, secondé par les Anglais, les Russes et les Turcs.

Cependant les républicains en venaient journellement aux mains avec les avant-postes du cardinal Ruffo; ils avaient fortifié le petit château de Villiena : sur le soir de la journée du 23 prairial (11 juin), le cardinal attaquait ce poste; les assiégés s'y défendaient en désespérés; mais, une brèche ayant permis aux royalistes de donner un assaut, ils avaient pénétré dans la place; le commandant du fort, Antoine Torcano, se traîne alors, couvert de blessures, au magasin à poudre, y met le feu, et

ensevelit sous les ruines du château les vainqueurs et les vaincus.

Le cardinal Ruffo attaquait, dans ce moment, la ville sur trois points différens; du côté du pont de la Madelaine, de Foria et de Capo di Monte; les assiégés, craignant la famine, se décidèrent à une sortie générale; ils l'exécutèrent le 25, après midi : on se battit jusqu'à la nuit avec le dernier acharnement; les républicains, écrasés par un nombre d'ennemis infiniment supérieur au leur, furent enfin contraints à se retirer dans les forts qui défendaient la rade. Le cardinal, après cette victoire, était entré dans Naples le 26 prairial (14 juin), et la ville n'avait pas tardé à voir couler dans ses rues le sang de la plus grande partie de ses habitans.

Il restait encore à soumettre le château Saint-Elme, le château Neuf, le château de l'Œuf et la forteresse de Castel a Mare : le feu continuel des assiégés, leurs sorties aussi fréquentes que vigoureuses, tenaient en échec l'ennemi, impatient d'être maître de la rade de Naples. Le cardinal craignait aussi pour les otages restés en la puissance des républicains; il proposa un armistice, afin de régler une capitulation, et fit arrêter le pillage et les massacres.

L'armistice ayant été accepté, les républicains capitulèrent, à condition, 1° de traiter avec toutes les puissances coalisées, de sortir des châteaux en armes, de pouvoir se retirer en France, en conservant leurs propriétés, d'avoir des bâtimens neutres pour les conduire jusqu'à Marseille; 2° de pouvoir rester dans le royaume des deux Siciles, sans être inquiétés; 3° que le bénéfice de la capitulation s'étendrait à la garnison de Pescara, et généralement à tous les républicains des deux sexes répandus dans le royaume de Naples, ou libres ou incarcérés; 4° que le cardinal accorderait des otages, au choix

du directoire et du corps législatif. Ces conditions acceptées et mises à exécution, les républicains, ayant évacué les forts, s'étaient retirés, les uns à Naples, les autres sur des vaisseaux, lorsque l'amiral Nelson, arrivant dans la baie, publia une proclamation ordonnant à tous les individus ayant accepté des emplois dans le gouvernement républicain, ou qui avaient pris quelque part à la révolution, de se rendre au château Neuf, pour donner leur nom et leur demeure, en promettant à tous ceux qui feraient cette déclaration la certitude d'être désormais à l'abri de toute recherche et de tout reproche : chacun se conforma aux termes de la proclamation, sans se douter que c'était un piége des ministres de Ferdinand, pour découvrir les chefs des républicains, afin qu'aucun n'échappât au châtiment qu'on leur préparait.

Parmi les premiers hommes de marque qui furent la victime de cette perfidie, on distingue Giacento Dragonelli, célèbre par un Traité des Vertus et des Récompenses faisant suite à l'ouvrage des Délits et des Peines; Nicolas Grianotti et Onofrio Colace, tous trois distingués par leurs vertus, leurs connaissances et leur caractère de probité : les deux premiers furent bannis à Marseille, le troisième périt sur l'échafaud; les autres républicains, déjà embarqués et s'éloignant du port, furent ramenés sous les batteries du château de l'Œuf et enchaînés deux à deux.

Après ces exécrables exécutions, on se hâta de faire revenir à Naples Ferdinand IV, et d'ériger un tribunal révolutionnaire, qui, non content d'avoir concouru à l'arrestation et à l'incarcération de tout ce qu'on connaissait de républicains, s'empresse de faire couler leur sang sur les échafauds : cinq cents personnes furent exceptées de ces massacres; on se borna à les expatrier et à s'emparer de leur fortune : on en vint ensuite à cet excès d'extravagance de faire le procès à Saint Janvier, protecteur du

royaume, sous le prétexte d'avoir paru approuver la révolution en opérant la liquéfaction de son sang; atteint et convaincu, les juges le déclarèrent déchu du titre honorable qu'il avait eu sur la terre; défense à lui de faire de nouveaux miracles; son sang fut condamné à une éternelle congélation; ses biens furent confisqués au profit du roi; et on lui donna pour successeur Saint-Antoine de Padoue, dont on célèbre la fête le 13 juin, jour où les troupes royales étaient rentrées dans Naples.

Cependant la terreur régnait dans Naples; et, dans le même moment où Ferdinand était appelé le Titus de son siècle, les parens de ceux qui avaient péri, ne respirant que la vengeance, poignardaient dans l'ombre de la nuit les accusateurs et les juges; les membres du tribunal révolutionaire ne furent plus assurés de leur existence, et le roi lui-même, troublé de frayeur, retourna promptement en Sicile.

(41) Page 132.

En même temps le général Alciani s'emparait d'Arsi-Novi et des cinq cents hommes que l'on y avait laissés pour défendre cette forteresse, qui ne valait pas la peine que l'on affaiblît ainsi l'armée pour garder ou défendre un poste aussi mauvais et aussi peu important.

De son côté, le général Wuckasowich faisait occuper Novare par son avant-garde, et bientôt après chasser les Français depuis Verceil jusqu'à Crescentin.

Forcés de se retirer avec précipitation, les Français abandonnaient des magasins immenses aux alliés, qui furent un des plus grands avantages qu'ils purent retirer de cette retraite : les magasins seuls de Milan auraient pu suffire au besoin de l'armée austro-russe pendant quatre mois.

La reddition de Peschiera vint augmenter les succès des alliés; cette place, infiniment importante par sa position,

et que les Français auraient dû rendre imprenable depuis près de trois ans qu'ils en étaient paisibles possesseurs, avait été conservée avec tous les vices locaux qui en faisaient une place impossible à défendre.

Les ennemis entrèrent en foule sans résistance dans Modène et dans Reggio ; Pizzighitone ne tarda pas à capituler ainsi que Tortone. Quand les villes ne sont pas très-fortes, quand elles ne forment pas entre elles un système général de fortification, quand elles n'assurent pas la défense d'un pays, on commet une grande faute d'y établir impunément des magasins; et, si l'on est forcé de se retirer, on en commet une plus grande encore en y abandonnant de fortes garnisons qui affaiblissent l'armée au point de lui ôter les moyens de se défendre, et qui n'empêchent pas l'ennemi de se porter en avant.

(42) Page 133.

L'occupation de la Suisse était pour les Français un avantage très-essentiel dans leur système de guerre offensive; ayant des armées en Bavière, en Italie, leur ligne devait être bien plus serrée, leur position générale bien plus sûre, en tenant les sommités des Grandes Alpes et en disposant des principales communications entre la Suisse et l'Italie.

Ainsi, après la retraite des deux armées des généraux Jourdan et Schérer, et la nouvelle formation de celles des généraux Massena et Moreau, la défensive active et combinée, qui s'établit du nord au sud, forma tout à coup un autre système de guerre, et soit pour l'attaque, soit pour la défense, ouvrit aux talens un théâtre nouveau.

Mais, dans le cas où les Français n'auraient pas assez de forces pour établir à la fois le théâtre de la guerre en Bavière et en Italie, la neutralité de la Suisse leur

serait plus profitable que l'occupation de son territoire : cette grande masse des Alpes, si la neutralité la rend impénétrable, rompt inévitablement, du côté des Impériaux, toute espèce de combinaison entre leurs armées du Rhin et d'Italie, tandis que, du côté de la France, elle couvre les communications, sans les prolonger, et met hors d'atteinte le centre et la plus importante partie de ses frontières.

(43) Page 140.

Pour augmenter la défection des Italiens, exalter leur imagination, et exciter leur haine contre les Français, le maréchal de Souworof s'était fait précéder par des proclamations.

« L'armée victorieuse de l'empereur est ici, disait-il en « entrant dans Milan; elle combat uniquement pour le « rétablissement de la sainte religion, du clergé, de la « noblesse et de l'antique gouvernement de l'Italie. Peu- « ples, unissez-vous à nous pour Dieu et pour la foi. »

Pavie avait été abandonnée; les alliés étaient entrés dans Parme et dans Plaisance; la retraite précipitée des Français était par-tout le signal d'insurrection contre eux; de tous côtés on sonnait le tocsin; des feux de joie brillaient; le maréchal ajoute encore à cette frénésie.

« Peuples d'Italie, s'écrie-t-il, aux armes! aux armes! « venez vous ranger sous les drapeaux de la religion et « de la patrie, et vous triompherez d'une nation perfide. « Les armées alliées versent leur sang pour la défense de « la religion et le rétablissement de votre ancien gouver- « nement. Les Français ne cessent de vous opprimer; ils « vous accablent de réquisitions, et, sous le vain prétexte « d'une égalité, d'une liberté chimérique, ils portent la « désolation dans vos familles.

« Peuples d'Italie, consolez-vous ; il est un Dieu qui « vous protége, et des armées qui vous défendent.

« S'il se trouvait parmi vous des hommes assez perfides « pour seconder, d'une manière quelconque, les manœu-« vres des Français ; s'il pouvait exister des hommes traî-« tres à leur patrie, infidèles à leur religion, ils seraient « à l'instant irrémissiblement fusillés, leurs familles pour-« suivies, et leurs maisons détruites, ainsi que leurs pro-« priétés. »

En mettant ensuite le pied sur le territoire piémontais, il cherchait à rallier dans les rangs des coalisés les soldats qui s'étaient rangés sous les drapeaux français.

« Braves troupes piémontaises, la conduite des Français « a appelé la vengeance de Dieu et des hommes ; soldats « piémontais, quittez les drapeaux souillés par le crime ; « réunissez-vous à vos libérateurs, pour terminer l'af-« franchissement de l'Italie. »

(44) Page 141.

On croit devoir répéter ici que l'on ne conçoit pas comment l'on put se permettre de garder autant de places en Italie, obligé, comme on l'était, de se retirer, et de les abandonner à leurs propres forces : on devait bien savoir qu'aucune de ces villes n'était en état de soutenir un bombardement, et encore moins un siége en règle ; et l'on aurait dû calculer que le maréchal de Souworof pouvait ou les masquer avec très-peu de troupes, ou les négliger pour le moment, ou même les prendre, vu la supériorité de ses forces, en conservant encore, pour marcher contre le général Moreau, une armée deux fois plus forte que la sienne.... Que résulta-t-il de cette faute ? que l'armée française fut privée de près de dix mille hommes, qui furent faits prisonniers, et d'une quantité immense de munitions de guerre, de bouche, et d'armes

à feu, dont les ennemis profitèrent, et qu'on aurait enclouées, cassées, brûlées ou vendues, si l'on avait évacué les villes qu'il était inutile ou impossible de garder.

(45) Page 143.

Il est fort remarquable que les mêmes places, les mêmes postes, aient été successivement occupés et conquis par les alliés sur les Français, dans cette campagne, comme ils le furent en 1706, sous le prince Eugène, contre l'armée des deux couronnes de France et d'Espagne, qui fut contrainte d'évacuer toute l'Italie.

Après la bataille de Turin, le Piémont et le Milanais furent reconquis; et l'armée alliée, victorieuse au milieu de l'Italie, avait devant elle l'armée du duc d'Orléans, repliée sur Pignerol, au pied des Alpes, et, sur ses derrières, celle du maréchal de Medavi, dont les troupes occupaient encore Mantoue, le château de Milan, Modène, etc.

Le prince Eugène, qui déjà méditait l'expédition de Toulon, pressa l'évacuation de l'Italie, et accorda, par une capitulation générale, retraite et libre passage jusqu'à Suse, avec tous les honneurs de la guerre, à toutes les garnisons, corps de troupes, et individus appartenant aux deux couronnes.

Observons ici que les leçons de l'histoire ne sont pas toujours perdues; et, comme le général Souworof en avait profité au passage de l'Adda, le général Moreau sut éviter aussi les fautes qu'avaient faites les généraux français devant le prince Eugène, en ne balançant pas d'évacuer Turin, et en préférant de prolonger une défensive active en campagne.

(46) Page 153.

La Trebia est célèbre depuis long-temps; c'est le tor-

rent le plus rapide et le plus large qu'il y ait en Italie; mais, dans la saison où l'on se trouvait, à l'époque du 1er messidor (19 juin), on pouvait le passer presque partout au gué. Les deux rives de ce torrent sont à peu près à la distance d'un mille l'une de l'autre, et l'espace intermédiaire est coupé par des canaux qui forment des îles de sable. L'histoire nous apprend qu'Annibal, se trouvant sur les bords de cette rivière, et ayant en tête les Romains, commandés par le consul Sempronius, se garda bien de la passer pour combattre ses ennemis; il avait cherché, au contraire, à augmenter la confiance du consul, afin de l'attirer de son côté; il avait jugé que, si l'infanterie romaine osait passer au gué, et demeurait quelque temps inactive, elle aurait considérablement à souffrir de l'humidité et du froid : en conséquence, dès la pointe du jour, il avait fait passer la Trebia à un corps de cavalerie, auquel il avait donné l'ordre de manœuvrer sur le front des lignes ennemies, et de repasser le torrent dans un désordre simulé, lorsqu'il serait attaqué. En apercevant cette cavalerie, les légions romaines se formèrent promptement en ordre de bataille, et repoussèrent les Carthaginois jusqu'à la rivière : enflé de ce succès, et emporté par sa témérité, Sempronius fit passer la Trebia à ses troupes, afin de poursuivre l'ennemi. Annibal, qui avait prévu ce mouvement, avait rangé son infanterie en bataille, et mis en embuscade, sur les bords de la rivière, un corps assez considérable : accablées de fatigue, et encore toutes couvertes d'eau, les légions romaines eurent bientôt à combattre de front les troupes d'Annibal, qui, secondées par celles qui étaient en embuscade, en firent un grand carnage, et n'en laissèrent échapper que dix mille, qui se réfugièrent dans Plaisance.

Au reste, ce fut la seconde fois, dans ce siècle, que le sort de l'Italie fut décidé sous Plaisance. Le 16 juin 1746,

le maréchal de Maillebois attaqua dès la pointe du jour, et battit d'abord l'aile gauche des Impériaux ; mais la sienne avait été en même temps enveloppée, et, après neuf heures d'un combat très-acharné, les Français avaient été obligés de se retirer sous Plaisance : on croit relire la relation de la bataille de San-Giovani. La victoire du prince de Lichenstein fit rentrer le Milanais sous l'obéissance de Marie-Thérèse ; celle du maréchal de Souworof décida l'évacuation de la Toscane.

Au moment où le général Magdonal s'était emparé de Modène, il crut devoir pousser cinq cents hommes jusqu'à Borgo-Forte, sans doute pour faire une reconnaissance ; mais alors le pont de Borgo-Forte n'était défendu que par un corps très-faible, commandé par le général de Saint-Julien, qui se disposait, dans le cas où il n'aurait pu se défendre, à se retirer derrière l'Oglio ; et, si le général Magdonal avait voulu prévenir le général Foissac de ses mouvemens et du jour où il se présenterait devant Borgo-Forte avec cinq mille hommes, le général Latour, en faisant une sortie, et menaçant les derrières du général Saint-Julien, l'aurait bien vîte obligé à effectuer sa retraite derrière l'Oglio, et à laisser passer sur le pont de Borgo-Forte les cinq mille hommes qu'aurait envoyés le général Magdonal, et qui auraient pu non seulement entrer dans Mantoue, pour en augmenter la garnison, mais favoriser la sortie de plusieurs convalescens ou malades, qui étaient très à charge dans la ville assiégée.

Encore un mot sur ces différens mouvemens, et le plus grand parti qu'on aurait pu tirer peut-être des différens corps de troupes qui se trouvaient encore dans la partie méridionale de la péninsule.

Après que le général Magdonal eut pris le parti d'abandonner le royaume de Naples, n'aurait-il pas été aussi

sage que possible de faire diriger sur Ancône toutes les garnisons qui étaient restées dans les différentes villes des républiques parthénopéenne et romaine, sans en excepter Rome, Civitta-Vecchia, ni Perugia, en y joignant tous les patriotes italiens qui auraient voulu les suivre? Arrivés à Ancône, ces différens corps en auraient formé un de plus de trente mille combattans : ce corps, régularisé, eût pu marcher contre tous les révoltés, remplir les vides entre les généraux Magdonal, Moreau et son aile droite; il eût pu couvrir la rive méridionale du Pô; il eût défendu la Polésine et toute l'Adriatique, depuis Commachio jusqu'à l'embouchure du Tronto; il eût pu soutenir la citadelle de Ferrare, ou raffermir les murs de Mantoue; peut-être même eût-il concouru à empêcher les défaites de la Trebia et de Novi.

(47) Page 156.

Quoiqu'il fût très-incertain que l'artillerie et les bagages pussent être transportés par mer de Livourne à Gênes, le général Magdonal osa tenter ce moyen désespéré; et, après avoir pris ce parti, il quitta son camp de Pistoia le 20 messidor (8 juillet), et commença à défiler par Sarzane pour marcher sur Lucques avec le reste de son armée, réduite à environ quatorze mille hommes.

La garnison de Livourne et celle de Porto-Ferrajo formèrent la dernière arrière-garde, et se retirèrent aussi par Sarzane.

Cependant tout arriva à Gènes vers le 15 thermidor (2 août) au nombre d'environ dix-huit mille hommes, après avoir été, un mois auparavant, plus de trente mille; mais aucun corps de cette armée, entourée de forces supérieures, et dont la perte entière avait dû paraître infaillible, n'avait été enveloppé ni forcé de metre bas les

armes en rase campagne ni dans aucun poste, que lorsque leur défense ne pouvait plus être d'aucune utilité.

Ainsi, le succès de la retraite du général Magdonal ne peut pas paraître équivoque, puisque après avoir vaincu des difficultés, pour ainsi dire insurmontables, il ramena son armée dans la Ligurie.

(48) Page 157.

Les généraux français disputaient le terrain pied à pied, en Suisse et en Italie, contre des forces supérieures et des troupes mieux pourvues de moyens de toute espèce, et ils auraient repris l'offensive si leurs bataillons et leur cavalerie recrutés et remontés eussent pu atteindre tout à coup la force numérique des alliés; mais des succès partiels n'auraient pu balancer le désavantage du manque d'ensemble et de communications ultérieures entre les armées françaises : en hasardant de faire la guerre en Suisse et en Italie avec des moyens insuffisans, il devenait impossible de pouvoir réparer les suites de l'imprévoyance du directoire.

Jusqu'à la campagne de l'an VII, on n'avait pas imaginé que la Suisse, hérissée de montagnes, divisées parallèlement à la frontière de la France, ne pût être pour elle d'aucun avantage dans une guerre devenue défensive.

Mais les événemens sont venus démontrer cette importante vérité; obligé de se tenir sur la défensive depuis la mer Méditerranée jusqu'à Bâle et Mayence, il est indispensable de couvrir le midi, sur-tout si les ennemis le menacent d'une invasion par terre et par mer; dès-lors, l'armée qui défend la frontière extérieure méridionale de la France ne peut abandonner le col de Tende et le cours du Var, et, si elle était obligée de quitter la plaine pour se retrancher dans des positions avantageuses, il faudrait qu'elle cessât de s'appuyer aux revers des montagnes du

Valais, et c'est alors que l'on commence à s'appercevoir des avantages de l'inviolabilité du territoire des cantons suisses ; la défensive même du département de l'Isère, si la barrière est portée entre le petit Saint-Bernard et le Mont-Cenis, devient très-difficile, en ce qu'elle ne se lie plus intimement à celle des hautes Alpes et du Var, et qu'il devient plus important de tenir la plus grande masse de force à portée du centre de la ligne des frontières, et de soutenir l'armée qui défend la Suisse; celle-ci, par les mêmes raisons, ne peut avancer et soutenir long-temps son principal appui, celui de son aile droite, dans le haut Valais, son aile gauche à Bâle, Huningue, Strasbourg et Mayence, étant la plus faible, et les conséquences dans cette partie étant bien plus graves.

Ainsi, quelque forte que puisse être la défense de la Suisse, du moment qu'elle cesse d'être liée à des opérations offensives en Allemagne et en Italie, elle oblige à des morcellemens de force, elle nécessite une connexité et des mouvemens par les flancs des armées depuis le bas Rhin jusqu'à la Méditerranée ; elle force le replacement des troupes le plus défavorable et le plus cher pour la formation des magasins et pour les transports de toute espèce de munitions de guerre et de bouche.

(49) Page 165.

La prise de Mantoue fut d'une si grande importance pour les Autrichiens, elle eut des suites si funestes pour les armées françaises en Italie, elle fut la cause d'opinions si erronées, sur-tout, sur l'officier général qui défendit cette place, que nous croyons de notre devoir, comme historien, et aussi comme ami du respectable général Meyer, l'un des défenseurs de Mantoue, de faire quelques réflexions sur cet événement.

Indépendamment de la légèreté avec laquelle se permirent

de juger de la reddition de Mantoue la très-grande majorité des personnes qui en parlèrent, la plupart s'appuyèrent sur des faits faux, et presque aucune n'était en état d'apprécier la conduite des officiers généraux et particuliers qui défendirent cette place.

Parmi beaucoup de faits faussement imputés, nous nous arrêterons à une lettre du général Foissac au général Magdonal, dans laquelle, disait-on, nôn seulement, le général Latour semblait desirer le siége de Mantoue, mais où il assurait que, quoi qu'il en fût, *on trouverait encore, au bout d'un an, Foissac Latour à Mantoue.*

Cependant nous avons lu et relu attentivement, plusieurs fois, d'un bout à l'autre, cette lettre écrite le 8 messidor (26 juin), au moment où l'on devait présumer que le général Magdonal marchait au secours de Mantoue, et nous n'y avons pas trouvé un mot de cette prétendue jactance.

Une accusation, bien plus grave en apparence, se trouvait dans le rapport du général Suchet, chef de l'état-major de l'armée d'Italie.

« Le 27 thermidor an 8, au soir, arriva au camp « ennemi, la plus grande partie des troupes autrichiennes, « occupées jusqu'alors au blocus de Mantoue, *si prématurément rendue :* ainsi donc, dans un moment décisif, « l'armée austro-russe acquit une supériorité de force, « qui ne permettait plus d'attaquer. »

Et cependant le général Joubert avait marché sur Novi; et, dans le cas qu'il ne fût pas dans l'intention d'attaquer, au moins s'exposait-il à l'être avec des forces infiniment inférieures, et avant de s'être procuré les secours de l'armée des Alpes.

Mais indépendamment de ces mouvemens, sinon coupables, au moins très-inconsidérés de la part du général Joubert, était-il bien vrai que la prise de Mantoue fût

la cause essentielle de la perte de la bataille de Novi ?

Observons d'abord que Mantoue s'étant rendue le 10 thermidor, et la bataille s'étant donnée le 28, quand même Mantoue se serait rendue douze jours plus tard, ce qui aurait été à-peu-près impossible, vu la position où se trouvaient la garnison et le délabrement du point d'attaque,[1] le général Krai aurait pu arriver à temps à Rivalta. Osons dire plus, c'est que, quand même Mantoue se fût défendue beaucoup plus long-temps, rien n'était plus facile que de la soumettre à un nouveau blocus, et d'envoyer vingt-cinq mille hommes au maréchal de Souworof, pour lui aider à battre le général Joubert, et revenir ensuite reprendre le siège.... Ce qui prouve cette assertion d'une manière irrévocable, c'est qu'au moment où le général Magdonal marcha du côté de Plaisance, le général Krai y envoya neuf ou dix mille hommes qu'il retira du siége, et que, lors des premiers mouvemens de l'armée française, dans la Ligurie, le général Krai avait déjà préparé un grand détachement pour renforcer l'armée du maréchal; enfin, et ceci nous paraît sans réplique, le jour où les vingt-cinq mille Autrichiens furent détachés de devant Mantoue fut antérieur à celui où le général Krai fit sa dernière sommation.

Terminons par une observation non moins importante; supposons que le général Joubert, qui n'avait marché sans doute sur Novi, que dans le projet de faire lever le siége de la citadelle de Tortone et celui de la ville de Mantoue, eût battu complétement les Austro-Russes, et qu'après les

[1] Le 9 thermidor, Mantoue était réduite à deux cent soixante-un hommes, pour défendre le retranchement en terre qui pouvait être attaqué par trois mille hommes, à couvert de toute défense efficace : indépendamment, chaque jour coûtait trois ou quatre cents malades.

avoir chassés de devant Tortone, il eût voulu se porter sur le Mincio, bien assuré que les Austro-Russes étaient tellement battus, qu'ils ne pouvaient plus opposer aucune résistance ; eh bien ! en supposant encore qu'une armée de trente mille hommes, avec son artillerie et ses bagages, pût faire cinq lieues par jour, dans des routes coupées et difficiles, il aurait fallu que Mantoue se défendît encore trente-un jours de plus, avant que l'armée de secours fût à portée de l'armée assiégeante ; résistance impossible, en supposant même le cas d'une place dans un parfait état de défense. Mais si l'on admet, au contraire, ce qui était beaucoup plus probable, que l'armée victorieuse aurait eu à livrer plus d'un combat sur les rives du Pô, dont l'ennemi était le maître ; si l'on admet la nécessité de garder le pays depuis Coni jusqu'à Mantoue, celle d'empêcher les Austro-Russes de passer sur la rive droite du Pô, et de se trouver sur les derrières de l'armée française, qui se serait portée vers Mantoue, par Parme et Plaisance ; enfin, la facilité de la part des ennemis, même bien battus, d'envoyer sur le Mincio encore au moins vingt mille hommes, qui, joints au quarante-cinq mille qui faisaient le siége, auraient pu donner facilement une armée disponible de cinquante mille hommes pour marcher au-devant des Français et les combattre. Dans ces hypothèses, bien plus conformes à la suite naturelle des choses, quel aurait donc été le terme de la défense de Mantoue, pour n'attendre encore que l'événement d'une seconde bataille, dont le résultat heureux pouvait seul sauver la place ?

Que conclure de tous ces faits et de ces différentes observations ? Que le général Latour Foissac fut obligé de rendre Mantoue, par une infinité de raisons infiniment pressantes : *La première*, Mantoue n'avait pas été fortifiée comme on aurait pu et dû le faire, depuis le temps qu'on s'en était rendu le maître. *La seconde*, le général Scherer

avait laissé une garnison trop faible, composée en partie de soldats blessés aux affaires des 6 et 16 germinal, en partie de Piémontais et de Suisses, que l'on mettait facilement en insurrection. *La troisième*, le général Magdonal n'avait pas effectué son projet de marcher sur le Mincio. *La quatrième*, aux inconvéniens d'un blocus et d'un siége étaient venus se joindre l'intempérie des saisons, et l'air malsain de Mantoue qui avait occasionné des maladies affreuses. *La cinquième*, la pénurie dans les moyens de défense, le manque de secours, et l'impossibilité de pouvoir en espérer. *La sixième*, enfin, les imprévoyances du directoire qui aurait dû avoir une armée de réserve placée sur le Var ou dans le Mont-Blanc, toujours en état de remplacer les pertes de celles qui se trouveraient en Italie. Les guerres de 1701 et 1734 auraient dû donner des leçons qu'on négligea de suivre. Les secours successifs et partiels ne produisent, communément, d'autres résultats, que de ruiner en détail les forces de l'état.

(50) Page 171.

On est forcé de s'affliger profondément sur le sort de la malheureuse humanité, quand on réfléchit sur cet acharnement, dans les combats, qui va toujours croissant, en raison du courage des soldats, des officiers et des généraux, ainsi que du fanatisme guerrier, qui a été porté à l'excès dans les guerres de la révolution. On pourrait cependant blâmer le général Joubert, qui fut la victime de ce fanatisme, et qui aurait fait bien plus sagement de se mettre à portée de juger des intentions du général Souworof, afin de les rendre de nul effet, ou de les tourner contre lui quand il les aurait eu pénétrées.

C'est aujourd'hui seulement, où l'on fait un si grand usage de l'arme blanche, que l'on peut juger si celles des anciens étaient plus meurtrières, et si l'on n'a pas à gémir

sur des découvertes qui rendent si facile la destruction des hommes, entre les faibles comme entre les forts.

(51) Page 182.

QUAND on suit le débouché successif des colonnes françaises sur la ligne de la Reuss, quand on voit le général Lecourbe rencontrer successivement, et à point nommé, les colonnes qui avaient franchi les plus grandes difficultés, et livré des combats très-vifs, pour arriver à ces rendez-vous, on trouve presque du merveilleux dans le succès, malgré la grande conception du plan des généraux Massena et Lecourbe, l'audace et l'intelligence des officiers et des troupes qui l'exécutèrent.

(52) Page 197.

ON attribuera, peut-être un jour, les revers essuyés en Suisse par les alliés, à ce mouvement de l'archiduc qui pourra paraître faux et précipité, au moment où l'arrivée du maréchal de Souworof allait rétablir la balance des forces, et lui donner les moyens de reprendre le cours de ses premières opérations. Mais, en raisonnant ainsi, on ignorerait sans doute, que, si les Français s'étaient affermis sur la rive droite du Rhin, ils auraient menacé les derrières de l'armée des alliés et les communications, sans lesquelles les subsistances, rassemblées à si grands frais, aux environs d'Ulm et sur le haut Danube, ne pouvaient plus parvenir, dans la Suisse, à l'armée austro-russe qui en était dépourvue; jamais donc il n'y eut de motifs plus déterminans pour se hâter de grossir l'armée impériale, devenue nécessaire sur la rive droite du bas Rhin; et de se servir surtout, pour cet objet, d'une cavalerie nombreuse qui ne pouvait ni agir ni vivre dans les montagnes de la Suisse.

(53) Page 199.

En se rappelant les siéges et les actions qui, dans les guerres précédentes, illustrèrent les lieux que nous venons de citer, comme de simples postes, pris et repris en peu de jours, on pourrait s'étonner que les passages de l'Assieta, d'Exilles, que Mont-Meillan, Château-Dauphin, Pignerol, n'aient pas eu la même importance qu'autrefois, même pour des corps de troupes à-peu-près de même force, si l'on ne cherchait le motif de cette différence dans l'objet même des opérations qui ne peuvent plus aujourd'hui être ainsi circonscrites.

(54) Page 214.

On s'étonnera moins de la prompte reddition de cette forteresse, si l'on réfléchit à la situation déplorable dans laquelle elle se trouvait lorsqu'on en fit l'investissement. Les armées françaises, ayant séjourné dans les environs, avaient consommé une grande partie de leurs approvisionnemens; leurs magasins de tout genre étaient entièrement épuisés; la retraite qui suivit la bataille de Genola s'était faite avec tant de précipitation, que la plus grande partie des blessés avait été laissée dans la place; les casemates en étaient encombrées, et ne pouvaient offrir aucun abri à la garnison, qui, sans cesse exposée aux bombes et au feu continuel de l'artillerie, n'avait pas un moment de repos.

Mais, indépendamment des circonstances particulières qui affaiblissaient les moyens de défense de Coni, ce serait à tort qu'on prétendrait juger la conduite d'un commandant de place dans cette guerre, en la comparant à celle des officiers qui commandaient dans les guerres précédentes.

En général, la guerre de siége n'a été qu'accessoire dans

lés plans d'une guerre qui ont toujours été plutôt des projets d'invasion qu'un système régulier et progressif d'attaques; aussi citerait-on vingt batailles où les plus grands talens ont été employés de part et d'autre; et il n'y a pas, pour ainsi dire, un seul siége, dont la conduite, soit sous le rapport de l'attaque, soit sous celui de la défense, n'ait illustré les officiers qui en ont été chargés.

Les généraux en chef, décidés à profiter de leurs succès, se sont le plus souvent bornés à bloquer les grandes forteresses, et lorsqu'une place d'une médiocre étendue pouvait gêner leurs mouvemens ou les inquiéter dans la supposition d'une retraite, ils ont employé des moyens si extraordinaires, ils l'ont entourée d'une si formidable artillerie, qu'on a dû renoncer aux calculs qui, autrefois, faisaient juger qu'une place devait exiger trente, quarante, cinquante jours de tranchée ouverte.

La petite place de Coni fut peut-être foudroyée par un plus grand nombre de bouches à feu qu'on ait jamais employées dans les plus fameux siéges de la guerre de la succession; comment s'étonner, d'après cela, qu'une garnison peu nombreuse, placée au milieu d'un incendie, entourée de décombres, découragée par la désolation des habitans, et privée de l'espoir d'une longue et honorable défense, ait été disposée à écouter des offres de capitulation?

Ces réflexions amènent bien naturellement à faire desirer toujours davantage que l'on mette enfin en usage le système de fortification du général Montalembert : avec lui seul on peut braver les bouches à feu, quelque nombre que l'ennemi puisse en mettre en batterie contre la place; avec lui on peut se mettre à l'abri des bombes, et n'avoir pas à craindre des dangers pour la garnison, les malades ou les habitans. Enfin, au moyen de ces fortifications, on peut sur-tout opposer à l'ennemi, sur les points d'at-

taque, une plus grande quantité de canons que celle qu'il peut employer sur le point qu'il cherche à battre en brèche, ou dont il voudrait obtenir de faire taire le feu.

(55) Page 218.

On aura pu voir dans cette histoire que dans tous les temps (du moins chez les modernes) l'Italie fut facilement conquise et reperdue. Bonaparte s'empara de la Péninsule dans deux campagnes, et ne s'arrêta qu'aux portes de Vienne; le maréchal de Souworof vint l'année d'après en reconquérir la plus grande partie en soixante et quelques jours; mais ce qui distingue cette dernière campagne, c'est particulièrement le talent qui a été déployé dans la défensive, et la conduite savante du général Moreau : en choisissant une position ou en trompant l'ennemi sur ses desseins, il sut concentrer ses forces entre Alexandrie et Tortone, et non seulement tenir les armées ennemies en échec, mais même obtenir un succès important contre des forces infiniment supérieures; le ralliement inespéré de l'armée de Naples avec les débris de l'armée d'Italie n'honore pas moins les talens des généraux Moreau et Magdonal.

(56) Page 220.

Déja une escadre russe avait menacé Ancône, lorsque, le 28 floréal an 7 (17 mai), une escadre turque vint se joindre à la première : ces escadres arrivaient sous les présages les plus heureux. L'armée d'Italie rétrogradait; l'armée de Naples se hâtait de la rejoindre; l'armée de Rome, affaiblie, se concentrait dans cette capitale et dans quelques places éloignées d'Ancône; dans la plupart des départemens romains qui avoisinaient cette ville, les peuples, fatigués des vexations et des excès sans nombre

qu'ils avaient éprouvés de la part des troupes qui y avaient passé ou séjourné, avaient sonné le tocsin de l'indignation; la famine avait armé le désespoir, le désespoir avait soulevé tous les cœurs : on avait appelé de toutes parts la vengeance du ciel, et l'arrivée des Mahométans avait été regardée comme une de ses plus insignes faveurs.

Des provinces de Trente, de Barri et de la Capitanate, l'indignation, exaltée au comble par les partisans de l'autel et du trône, s'était propagée dans l'Abruzze.

Au soulèvement des peuples se joignait la situation déplorable de la ville et du port d'Ancône à l'instant où l'ennemi jeta l'ancre à très-peu de distance de la ville : les batteries étaient en très-mauvais état; on manquait de canonniers et de marins, et les habitans d'Ancône étaient ou indifférens ou craintifs, ou faisant des vœux pour le succès des ennemis.

Le 29 floréal, le général Monnier, qui commandait dans la place, avait refusé de recevoir un parlementaire, et s'était préparé à se défendre; mais l'attaque des Russes dura vainement cinq heures : les bordées furent mal dirigées, les boulets des vaisseaux passèrent par-dessus la ville, et le commodore turc, s'étant placé au vent, cribla le pavillon russe et sa manœuvre : après des efforts aussi inutiles, les escadres alliées avaient repris leur mouillage pour se réparer, et revenir faire de nouvelles tentatives, afin de seconder les insurgés. Le général Monnier dut donc faire de nouveaux préparatifs pour se défendre; il en était occupé, lorsque, le 10 prairial (29 mai), il reçut un courrier extraordinaire, qui lui apportait l'ordre du directoire d'évacuer la place; mais cet ordre était si fort hors de mesure, qu'il fut unanimement rejeté et regardé comme non avenu : en l'exécutant, ainsi que l'évacuation de Civitta-Vecchia et de Rome, on eût évidemment sacrifié les garnisons d'Ancône, de Naples, de Ca-

poue, de Gaëte, etc. N'eût-il pas mieux valu les réunir, et en faire un corps assez respectable, pour se retirer en sûreté ?

Cependant la flamme de la rebellion gagnait avec rapidité toutes les villes qui entouraient Ancône, et cette ville se trouvait concentrée dans un quart de cercle, dont la rivière d'Egino et le fleuve Musone formaient les côtés.

Quoique ainsi resserré de toutes parts, le général Monnier n'en avait pas cru moins important de marcher contre Fano et Ascoli ; et, après avoir eu le bonheur de corriger les habitans de ces deux villes, de battre plusieurs fois les insurgés qui avaient tenté de s'opposer à sa marche, en moins de vingt jours, le général avait nettoyé sa droite et sa gauche, reconquis son autorité sur un cercle fort étendu, et était rentré dans Ancône.

Après s'être réparée à Venise, la flotte turco-russe avait reparu, le 18 prairial (6 juin), sur les rives du Métaure, et son apparition avait remis de nouveau tout le pays en insurrection : les Cisalpins, insurgés, s'étaient emparés de Pezaro, et la petite ville de Mondolphe s'était mise en pleine insurrection, ainsi que tous les cantons voisins. Instruit de ces événemens, le général Monnier n'avait pas tardé à prendre les moyens d'arrêter ce nouvel incendie ; et il s'était associé le général Pino, pour marcher, avec lui, contre Pezaro, avec les Cisalpins fidèles, contre leurs concitoyens en rebellion. Arrivé devant la ville, l'artillerie commençait à en foudroyer les murs, quand on apprend que toutes les paroisses d'alentour sont armées, et marchent sous les ordres de leurs curés, guidés par les bannières de leurs patrons : il ne restait plus aux Français que quelques cartouches, ils s'en servent pour se faire jour à travers ces fanatiques furieux ; mais, en se retirant, ils apprennent que les rebelles se sont emparés d'Yesi ; ils l'emportent d'assaut, sans cependant pouvoir

y saisir le général Lahoz, qui avait eu le bonheur de s'échapper.

Alors que l'on prenait la ville d'Ycsi, et que l'on balayait la plaine féconde qui l'environne, les insurgés de Pezaro, secondés par six cents Esclavons et par des troupes débarquées de la flotte turco-russe, attaquaient Fano : à peine l'officier français en était-il sorti à la faveur des ténèbres, et déjà, au nom de la Madone libératrice, Fano était saccagé. Après s'être reposée trois jours, la sainte ligue avait marché sur Sinigaglia; les portes en avaient été brisées à coups de canon; les paysans s'y étaient précipités avec furie : le troisième bataillon de la 8e légère se trouvait alors dans la ville; il se bat de rue en rue; il fait un carnage affreux, qui dure cinq heures; il atteint enfin la porte qui lui ouvrait sa retraite sur Fiumegino; mais, poursuivi par les hommes qu'il venait de combattre dans la ville, il est menacé par une multitude de paysans qui l'attendaient dans la campagne; il se partage alors : la première moitié fusille et contient les citadins; la seconde moitié fond, avec la baïonnette, sur les paysans, les disperse, et toutes deux, réunies ensuite, gagnent Fiumegino.

Le sac de Sinigaglia avait été encore plus déplorable que celui de Fano, et avait excité une indignation générale; c'était un moment précieux, il fallait en profiter. Les différens corps des insurgés étaient disséminés depuis le Métaure jusqu'au Tronto : le général paraît se renfermer dans Ancône; les ennemis, trompés, menacent alors les positions de Camurano et d'Osimo; ils paraissent, en même temps, vouloir attaquer la redoute de Montagnole et un camp retranché placé à Fiumegino, pour en défendre le pont. Le général alors manœuvre sur leurs flancs et sur leur derrière; et, dès l'instant où il les voit réunis, le général Pino les attaque avec impétuosité, et les cul-

bute au-delà de Castel-Fidardo et de Lorette : quelques jours après, ils se présentent encore devant Osimo; mais une colonne, partie de Monte-Sicuro, s'attache à leur flanc gauche, et les oblige à se retirer dans le plus grand désordre. En même temps, l'escadre turco-russe quittait la rade de Sinigaglia, et les troupes françaises n'avaient pas tardé à entrer dans cette ville si malheureuse, ainsi que dans Fano, qui n'avait pas été mieux traitée.

Néanmoins la république romaine continuait à être inquiétée par les insurgés, qui se comportaient plutôt en brigands qu'en guerriers; et le général Monnier n'était occupé qu'à chercher les moyens d'écraser cette hydre toujours renaissante; mais il ne put empêcher les insurgés de s'emparer des hauteurs de Sainte-Marguerite, de faire flotter leurs étendards sur la redoute de Montagnole, et de l'obliger à se renfermer dans les murs d'Ancône. Ainsi le général Monnier, après avoir donné aux ennemis des preuves de sa capacité militaire dans l'offensive, allait être réduit à leur en donner dans la défensive.

L'ennemi, ne se trouvant pas assez fort pour faire des attaques de vive force, et ouvrir des tranchées, préféra de profiter de toutes les hauteurs qui environnaient Ancône, pour l'enfermer dans une espèce d'enceinte, et se mettre eux-mêmes à l'abri, derrière des redoutes, des abattis et des remblais, à environ trois quarts de lieue de la place. Ainsi renfermé dans des redoutes se communiquant par des boyaux, l'ennemi s'était prolongé vers la place, à la distance de six cents toises; son objet était de dresser une batterie de dix-sept grosses pièces à couvert des sorties, et en avant des redoutes élevées depuis la mer jusqu'à Montagnole. Une fois achevée, cette batterie, malgré les trois forts, lançait la désolation sur eux et sur la ville; bientôt les édifices de la citadelle ne furent plus qu'un monceau de cendres : au crépuscule du soir, les assiégeans

lançaient des obus et des pots à feu ; depuis dix heures jusqu'à deux et trois du matin, vingt-deux chaloupes canonnières s'approchaient du port; et, dès qu'elles avaient formé leur ligne demi-circulaire, elles tiraient du 36 et du 24 contre les maisons, les remparts, les batteries croisées du lazaret, du môle et des trois vaisseaux embossés.

Le 1er fructidor (18 août), les ennemis avaient voulu tenter de s'établir sur le Monte-Pelago; mais le général Monnier, s'étant mis à la tête des carabiniers et des tirailleurs, après avoir dégagé sa cavalerie, et s'en être fortifié, avait culbuté, des monts Galeas et Pelago, les ennemis, qui s'en étaient emparés; il avait balayé ensuite la route de Sainte-Marguerite, et reconduit les assaillans, au pas de course, jusqu'au pied de leurs ouvrages. Le 10, même tentative de la part de l'ennemi, en plus grande force ; même défense et même succès de la part des assiégés.

Le 25, l'ennemi était sorti de sa grande redoute en colonne serrée, et s'était avancé sur le Mont-Gardetto dans la plus ferme contenance : ce fort, qui domine la mer par une falaise de plus de cent cinquante pieds en ligne perpendiculaire, n'avait rien à redouter de ce côté; en avant, la pente était presque aussi rapide; et, pour arriver aux premières palissades, on était forcé de se placer sur l'étroit plateau bordé par des précipices. Le général Pino avait laissé l'ennemi s'y loger, et avait détaché en même temps une colonne, pour pousser les ennemis et les attaquer par derrière au moment où lui-même, sortant du Mont-Gardetto, les chargerait de front. En effet, dès l'instant où le général voit arriver cette colonne, il fait faire une décharge à mitraille de toutes ses batteries; et, coïncidant avec elle dans une attaque vive et simultanée, la masse des ennemis, amoncelée sur le plateau, est ouverte de toutes parts à la baïonnette; le massacre est épouvantable, et, ce qui en augmente l'hor-

reur, c'est que ceux qui veulent échapper ou au fer ou au feu sont obligés de se précipiter, du haut du plateau, sur les rochers ou dans la mer. Comment se représenter ces paysans, fanatisés, arrivés jusqu'aux palissades, et croyant toucher au moment de les renverser; des religieux, le sabre et le crucifix dans les mains, augmentant l'égarement des malheureux qu'ils ont séduits; la valeur des Cisalpins fidèles opposés à la fureur aveugle des compagnons du traître Lahoz; le feu des tirailleurs protégeant les deux sorties; la colonne ennemie resserrée de toutes parts sur un plateau, éparse, écrasée, foudroyée, et n'ayant d'autre ressource que de chercher la mort dans les précipices qui bordent le champ de bataille?

Le 3 vendemiaire (24 septembre), le général Lahoz échoua dans l'attaque du mont Galeas; ce point, qui commande la ville et les forts, à sept cents toises en ligne droite, aurait été infiniment plus avantageux aux ennemis; le Mont-Pelage, sur lequel ils s'étaient établis, était trop éloigné pour battre les forts de la ville avec avantage: mais vainement le général Lahoz avait-il fait creuser des boyaux pour se mettre à couvert, ces travaux sont renversés, et ces fossés ouverts, la nuit par les assaillans, comblés en plein jour par les assiégés, sont arrosés de sang et jonchés de mort.

Le 7, les Russes et les Turcs attaquèrent inutilement la maison brûlée; quelques jours après, tentative également inutile sur le Mont-Gardette.

Cependant les assiégeans, au nombre de vingt mille, ne sont point encore assez forts pour réduire quinze cents braves, fermés dans de mauvais remparts; la Hongrie et la Croatie envoie huit mille six cents combattans; déjà leur camp est assis devant ce mont Gardette, où l'on a vu périr tant de braves; déjà le général Monnier est sommé de se rendre: pour répondre à cette sommation, le gé-

néral imagine d'attaquer les Autrichiens qui viennent d'arriver, et il croit important de ne pas les laisser reposer de la longue marche qu'ils viennent de faire, et de les surprendre avant que leurs chefs aient pu acquérir une connaissance pratique du terrain inégal et fourré qui avoisine leurs tentes.

D'après ce projet, à neuf heures du soir, le 18 vendémiaire, le général français envoie une réponse honnête au général autrichien, et, cinq heures après, son camp était attaqué : on dirige la sortie sur trois points; la marche s'exécute dans le plus grand silence : à quelques toises de l'ennemi, on bat le pas de charge; après trois assauts la grande redoute est forcée, sept canons, deux mortiers sont encloués, sept drapeaux autrichiens sont enlevés, la tranchée est nettoyée; de son côté le général Pino avait forcé la première redoute sur laquelle il s'était dirigé; il marchait à la seconde, il était prêt d'atteindre le sommet de la montagne; tout à coup il est saisi par deux hommes vigoureux; il les terrasse, ils ne lâchent pas prise, il roule avec eux au fond du fossé, là il se défend de ses ennemis à coups de sabre; il entend alors que l'on bat la charge, il se hâte de remonter et de rejoindre les troupes qui sont à ses ordres : l'aurore osait à peine se montrer, on commençait cependant à distinguer les pitons des montagnes; le général Lahoz était à la tête des assaillans; le général Pino, son ancien ami, resté fidèle à sa patrie, veut le joindre pour le combattre; mais c'est en vain; Balbi, grenadier cisalpin, sur le point d'être immolé par le général Lahoz, l'ajuste à bout portant, le blesse à mort, et lui arrache son sabre et son panache.

Cependant les premiers rayons du soleil doraient déjà toutes les sommités, et les Français, protégés par l'artillerie des forts, exécutent leur retraite en bon ordre, laissant aux Autrichiens une haute idée de leur bravoure, et la

conviction qu'il leur fallait pousser le siége pied à pied : en conséquence, ces nouveaux assaillans démasquèrent bientôt de nouvelles batteries, et, à leur faveur, s'emparèrent du mont Galeas et de San-Sthephano, à deux cents toises de la citadelle; dès-lors ils firent serrer la ligne de la mer par les Turcs, les Russes et les Insurgés, qui s'emparèrent du chemin du rivage et de celui qui s'embranche vers Sinigaglia : l'ennemi cependant ne se trouvait point encore assez près des murs; mais, avant d'aller plus loin, il tenta une troisième sommation; et, dans l'espérance de la faire réussir, le général autrichien y joignit la nouvelle de la capitulation du général Garnier; celui-ci venait de remettre Rome entre les mains des ennemis, et de donner la facilité aux Autrichiens, qui se trouvaient devant cette ville, de marcher sur Ancône avec leur général Froelik; mais aucun de ces motifs n'avait pu déterminer le général Monnier à se rendre, et son refus avait décidé les ennemis à emporter la ville, par une attaque générale, le 10 brumaire, jour des Morts.

A la pointe du jour, quatre-vingts bouches à feu vomissent, sur les forts et la ville, des boulets, des bombes et des obus; au jour, tous les avant-postes sont vivement attaqués et repoussés jusque sous les murs de la place; établi à cent toises de la citadelle, l'ennemi déploie toutes ses forces, et seize cents hommes, déjà très-affaiblis par des fatigues continuelles essuyées depuis trois mois et demi, doivent se défendre hors des murs, contre environ dix mille assaillans.

Tandis que deux fortes colonnes, sortant de Monte-Pelago, se portaient, l'une par la mer, l'autre par le grand chemin de la porte Farine, sur le Monte-Gardetto, les grenadiers hongrois et croates s'établissaient sur la hauteur de San-Stephano, à cent toises de la citadelle; plus près, ils enveloppaient la chapelle au-dessous du camp

retranché, et se logeaient sous les murs, à l'abri de la mitraille, en même temps que les Turcs, les Russes, les insurgés repoussaient le poste avancé de la porte de France, et plantaient le drapeau rouge à cinquante toises de la citadelle.

Du côté des assiégés, les portes de France, de Campo di Monte Farina, de la citadelle, et du Monte-Gardetto, s'ouvrent à la fois; la colonne infernale court appuyer la défense du fort de Monte-Gardetto; mais c'était une fausse attaque de l'ennemi, son véritable but était de s'établir sur San-Stephano, d'où l'on plonge sur la citadelle, et d'où l'on domine entièrement Ancône. Déjà même il s'en était emparé et en avait été repoussé; cinq fois ce poste important est pris et repris; il reste enfin aux Français, après qu'ils ont fait mordre la poussière à plus de huit cents grenadiers hongrois. Le général Froelick n'est pas plus heureux contre le Monte-Gardetto.

Cependant, dans le silence lugubre qui succède au bruit sinistre de l'artillerie et de la mousqueterie, au choc des armes, à travers le bruit lointain des tambours autrichiens qui battent le rappel, on entend le son d'une trompette; c'est le général Froelich qui demande une trève de trois heures pour enterrer les morts; on lui en accorde quatre, et, pendant ce court espace de temps, on voit se mêler les soldats et les officiers français et autrichiens, pour se donner mutuellement des témoignages d'estime. La trève expirée, l'ennemi fait encore de vaines tentatives pour s'établir sur San-Stephano; la nuit survient enfin, et chacun reprend le chemin de la ville et du camp.

Depuis ce temps l'ennemi poursuit ses desseins, mais avec plus de circonspection et plus de succès, en se servant uniquement de son artillerie; le 20 brumaire (10 novembre), l'une des courtines du grand bastion de la citadelle s'écroule en deux endroits; l'artillerie des assiégés,

épuisée, annonce leur détresse; de nombreuses colonnes des assiégeans s'ébranlent et menacent le Monte-Gardetto et le camp retranché; au milieu de tout cet appareil menaçant, il arrive un parlementaire chargé d'une quatrième sommation; elle est portée par le major général Skall, lui-même : refuser d'écouter les propositions du général autrichien, c'eût été vouloir, sans avantage pour la patrie, enterrer tant de braves gens sous des monceaux de ruines; le général Monnier se détermina à assembler un conseil de guerre, dans lequel, après que l'on y eut constaté l'impossibilité de se défendre davantage, on arrêta que l'on nommerait cinq commissaires pour se rendre auprès du général autrichien, et là, avec des commissaires nommés par lui, arrêter les articles de la capitulation.

(57) Page 221.

Les troupes de la garnison d'Ancône obtinrent de sortir de la place, avec les honneurs de la guerre, pour se rendre en France, comme prisonnières de guerre. Afin de donner une preuve d'estime aux troupes de la garnison, pour la défense courageuse et hors de toute attente qu'elles avaient faite, le général autrichien accorda aux sous-officiers le port de leurs sabres, pour se rendre à leur destination, et au général Monnier une garde d'honneur de quinze cavaliers et trente carabiniers. Ces troupes devaient se rendre en France, par la route qu'elles jugeraient la plus commode, aux frais de sa majesté l'empereur. Quant aux bâtimens de guerre de la république française, et corsaires, avec leurs officiers et équipages, ils étaient autorisés de se rendre dans un des ports de la république, sous la garantie de l'empereur. Tous les citoyens, sans distinction, qui se trouvaient dans Ancône, devaient jouir du droit des gens; toutes les personnes qui voudraient suivre la division d'Ancône y étaient autorisées.

(58) Page 228.

Dans un petit écrit intitulé : *La Première Année du Consulat de Bonaparte*, voici comment s'exprimait le C. Rœderer :

« Le mérite par-tout persécuté, les hommes honnêtes « par-tout chassés des fonctions publiques, les brigands « réunis de toutes parts dans leurs infernales cavernes, « des scélérats en puissance, des apologistes de la terreur « à la tribune nationale, la spoliation rétablie sous le « titre d'emprunt forcé, l'assassinat préparé, et des mil- « liers de victimes désignées sous le titre d'otages, le si- « gnal du pillage, du meurtre, de l'incendie, toujours « au moment de se faire entendre dans une proclamation « de la patrie en danger; mêmes cris, mêmes hurlemens « dans les clubs qu'en 1793, mêmes bourreaux, mêmes « victimes; plus de liberté, plus de propriété, plus de « sûreté pour les citoyens, plus de finances, plus de crédit « pour l'état; l'Europe presqu'entière, l'Amérique même « déchaînées contre nous; des armées en déroute, l'Italie « perdue, le territoire français presque envahi; tel était, « il y a un an, la position de la France. »

(59) Page 229.

Le conclave qui ne fut guère composé que de cardinaux italiens et des cardinaux allemands, se réunit à Venise, où l'élection se fit sous les auspices de sa majesté impériale, et fut terminé le 23 ventose an 8 (14 mars 1800), par l'élévation du cardinal Gregorio Barnaba Chiaramonte sur la chaire de Saint-Pierre, et par la cérémonie ordinaire de l'acclamation; ce fut dans le mois de prairial suivant (juin) que ce nouveau pape fit son entrée dans l'ancienne capitale du monde, où à peine avait il pris

possession de ses états, qu'il fut menacé de les perdre à la suite de la victoire remportée par les Français à Marengo ; mais, loin d'user des droits qu'ils pouvaient avoir à cet égard, non seulement les Français les augmentèrent, mais ils délivrèrent sa sainteté de l'empire que la cour de Naples exerçait déjà sur elle et dans Rome.

(60) Page 233.

BONAPARTE, *premier Consul de la république française, à sa majesté le roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.*

Paris, 5 nivose an 8 (26 décembre).

« APPELÉ par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la république, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire part directement à votre majesté. La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle ? n'est-il aucun moyen de s'entendre?

« Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier, à des idées de vaine grandeur, le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles ? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires?

« Ces sentimens ne peuvent pas être étrangers au cœur de votre majesté qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre majesté ne verra dans cette ouverture que mon desir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance et dégagée de ces formes qui, nécessaires

peut-être pour déguiser la dépendance des états faibles, ne décèlent dans les états forts que le desir mutuel de se tromper.

« La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent long-temps, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier.

(61) Page 234.

Après avoir pacifié la Vendée, les consuls ordonnèrent que la liste des émigrés fût soumise à un nouvel examen, et ils rappelèrent la plupart des prêtres déportés; ils proclamèrent une tolérance universelle en matière de religion, et mirent un terme aux proscriptions.

(62) Page 336.

Si les Français voyaient, avec satisfaction, s'établir le gouvernement consulaire, il n'en était pas de même de leurs ennemis; le 6 frimaire (27 novembre), l'archiduc Charles avait adressé aux princes des cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière, une proclamation destinée à faire connaître quelles étaient alors les vues du cabinet autrichien. Son altesse royale avait vu avec peine, disait-elle, qu'en conséquence des événemens récemment arrivés en France, et par l'effet desquels l'autorité suprême avait changé de mains dans ce pays, plusieurs personnes, malgré l'exemple du passé, avaient conçu l'espoir d'une paix prochaine. Dans cette supposition, on avait cru pouvoir retarder la formation des contingens, et l'on avait négligé de remplir les obligations imposées par la constitution germanique. Toute faction nouvellement investie du pouvoir en France avait souvent parlé de paix, non pour traiter à

des conditions équitables, mais seulement pour captiver le suffrage du peuple. Examiné avec attention, l'événement arrivé le 9 novembre (18 brumaire) n'était pas de nature à inspirer une grande confiance. Quelques-uns de ceux qui venaient de s'emparer de l'autorité suprême étaient des hommes qui, par les principes qu'ils avaient constamment professés, et par la conduite qu'ils avaient toujours tenue, s'étaient montrés implacables ennemis de tout état qui n'était point constitué comme leur pays; c'étaient des hommes qui, employant tantôt la force, tantôt la séduction, avaient, soit en paix, soit en guerre, renversé un grand nombre de gouvernemens. D'ailleurs, les journaux publiés en France n'annonçaient pas de grandes dispositions à la paix; on y disait fréquemment que la dernière révolution n'avait eu pour objet que d'élever la république au rang qu'elle devait tenir parmi les puissances de l'Europe: on y blâmait le directoire, non d'avoir commmencé la guerre, mais d'avoir essuyé des revers. Le gouvernement français, dans ses proclamations, ne parlait de paix qu'après avoir parlé de victoire, ce qui prouvait suffisamment qu'ils ne jugeaient pas l'instant favorable pour traiter, et qu'il était disposé à tenter la fortune des armes avant d'entrer en négociation; mais, en supposant que les Allemands n'eussent aucun sujet de se défier des nouveaux chefs de la nation française, la révolution qui avait élevé ceux-ci n'était pas encore assez consolidée pour qu'il fût possible d'assurer qu'ils ne seraient pas renversés ainsi que l'avaient été leurs prédécesseurs.

(63) Page 237.

Vers la mi-nivose (premiers jours de janvier), lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à la cour de Vienne, et le général Bellegarde envoyé par le cabinet autrichien, se rendirent au quartier du général Souworof, à Prague.

L'objet de leur mission était d'opérer une réconciliation entre les deux cours impériales. On espérait faire renoncer le maréchal au dessein de se retirer en Pologne, et l'engager à retourner avec son armée vers les bords du Rhin, ou à se rendre vers les Pays Bas par la Franconie. Aucune satisfaction, aucune prière ne put calmer le ressentiment du maréchal, et toute tentative pour appaiser le courroux de son maître ne fut pas moins vaine. La conduite de Paul Ier offrait un singulier mélange de générosité, de caprice et de folie. Les succès passagers de ses troupes avaient inspiré un orgueil excessif à ce prince, qui se donnait, à lui-même, le titre de restaurateur des rois, et de défenseur de la foi et de la liberté de l'Europe. Il avait caressé l'idée de rétablir le stathouder en Hollande, et le roi de Sardaigne en Piémont; de relever le gouvernement vénitien; de rendre à la Suisse sa constitution fédérative, et même de ressusciter la monarchie en France, et de replacer sur le trône le chef de la maison de Bourbon. En quelques semaines, il vit ses armes défaites et presque anéanties; son espoir fut entièrement déçu, et il reconnut que ses alliés, sans foi, s'opposaient eux-mêmes à l'exécution des projets désintéressés qu'il avait formés. Par le traité qu'il avait conclu avec le roi de Naples, la ville et le port de Gaëte devaient lui appartenir à perpétuité, mais l'Autriche et l'Angleterre furent alarmées de ses efforts pour former un établissement dans la Méditerranée. Ses troupes et son pavillon avaient été insultés à Ancône par les Autrichiens, et les plaintes qu'il avait portées contre le général Froelick, qui commandait dans cette ville, n'avaient pu lui faire obtenir aucune espèce de satisfaction.

(64) Page 238.

Le 14 nivose an 8 (4 janvier 1800), il fut conclu à Paris un traité entre les républiques française et batave,

par lequel la république française transporta et céda en toute souveraineté, à la république batave, tous ses droits sur les biens situés dans le territoire de celle-ci, et provenant, soit du clergé français, soit des émigrés, soit enfin de plusieurs princes de l'Empire : elle s'engagea, de plus, à lui faire abandonner, lors de la paix avec le corps germanique, l'irrévocable et absolue propriété de ceux de la dernière classe. Il fut stipulé que les domaines cédés par le traité dont nous parlons l'étaient comme devant faire partie de l'indemnité territoriale promise à la république batave par le seizième article du traité de la Haye ; pour la parfaite exécution duquel les parties contractantes se réservaient de prendre des arrangemens ultérieurs et définitifs. Pour prix de cette cession, la république batave promet de payer à la république française, et aux termes convenus entre les deux gouvernemens, une somme de six millions de francs.

(65) Page 238.

A son départ d'Égypte, Bonaparte avait laissé le commandement de l'armée au général Kleber, dont le premier soin avait été de dissiper les alarmes des troupes, en leur faisant part des motifs impérieux qui avaient forcé Bonaparte à s'exposer aux hasards d'une navigation dangereuse dans une saison défavorable, et sur une mer étroite, couverte d'ennemis. Ce départ était fortement lié à leur intérêt ; il devait s'occuper à leur envoyer des secours, et une glorieuse paix ne tarderait pas à les rappeler dans leur patrie.

Cependant le grand visir était entré, avec une nombreuse armée, dans l'Asie mineure, et il était enfin parvenu, après plus de six mois, à Ghazah, où il avait fixé son quartier-général. Informé de sa marche, le général Kleber avait fait un circuit dans le désert, et s'était trouvé

derrière le camp de l'ennemi, avec environ quatre mille hommes, montés sur des chevaux ou des dromadaires; en même temps, son infanterie, au nombre de dix mille hommes, avait atteint les puits de Sebabieh, à une lieue et demie du camp du grand visir : celui-ci, effrayé de la position critique dans laquelle il se trouvait, après avoir précipitamment abandonné son camp et ses bagages, s'était retiré du côté de Damas avec les débris de son armée.

Le général Desaix continuait d'observer la haute Égypte, et le général Verdier tuait ou faisait prisonniers environ quatre mille hommes qu'avait fait débarquer près de Damiette le commodore Smith, de concert avec Osman-Pacha.

Malgré tous ces succès, l'armée française se trouvait dans une position désastreuse, et elle était tombée dans un découragement difficile à peindre, en apprenant que les flottes française et espagnole, que l'on croyait destinées à venir apporter des secours en Égypte, avaient passé le détroit, et étaient retournées à Brest; elle avait appris en même temps les revers des Français en Italie et en Allemagne, l'invasion de la Hollande, le soulèvement de la Vendée, et les dangers sans nombre auxquels la république était exposée. Le général Kleber sentit alors combien il était important de renouer avec le grand visir une négociation déjà entamée par Bonaparte.... « Sans « places fortes (disait-il dans ses dépêches au directoire « exécutif), sans vivres, sans argent, sans vaisseaux, je « devais me demander ce que je pourrais faire pour la « conservation de l'armée; il ne restait aucun moyen de « salut. On ne peut traiter que les armes à la main avec « des hordes indisciplinées, de barbares fanatiques qui « méconnaissent tous les droits de la guerre. L'évidence « de ces motifs a frappé tous les esprits; elle a déterminé « mon opinion. »

Heureusement, le grand visir, de son côté, était persuadé qu'il ne pourrait expulser les Français par la force des armes : en conséquence, les plénipotentiaires français et ottomans signèrent, le 4 pluviose an 8 (24 janvier 1800), une convention qui contenait les conditions auxquelles l'armée de la république française consentait à évacuer l'Égypte.

De quelque côté qu'on la considérât, cette convention paraissait devoir être infiniment avantageuse à la Grande-Bretagne. Par l'évacuation de l'Égypte, les établissemens britanniques dans l'Inde cessaient d'être exposés à un très-grand danger, et les Français perdaient une colonie à laquelle ils avaient paru attacher une très-grande importance. On pouvait supposer que les puissances confédérées s'empresseraient d'accélérer l'exécution de cette mesure ; et l'Enrope apprit avec surprise que la politique du ministère anglais lui avait fait enjoindre au lord Keith de violer la convention, en s'opposant à l'embarquement et au passage des troupes françaises. Ainsi le refus que fit l'Angleterre de concourir aux conditions arrêtées entre le grand visir et le général Kleber mit le grand visir dans le plus grand embarras ; il n'osa porter son camp à Belbeys. Cependant il exécuta la convention autant qu'il lui fut possible, en payant trois millions sur la somme stipulée ; et, en retour, les Français le mirent en possession des ports qu'ils devaient rendre. Cependant l'Angleterre avait fait déclarer à la Porte, par son ambassadeur, qu'elle ne pouvait souscrire à la capitulation, et qu'elle s'opposerait à son exécution, à moins que les Français ne consentissent à poser les armes, à devenir prisonniers, et à livrer tous les vaisseaux et tous les magasins militaires qui se trouvaient dans le port et dans la ville d'Alexandrie. Le général Kleber, informé de ces dispositions, s'empressa de les faire connaître à son armée par une

proclamation : *Soldats*, leur disait-il en finissant, *nous saurons répondre à une telle insolence par des victoires.... Préparez-vous à combattre....*

Cependant l'aga des janissaires s'était avancé jusqu'à Matarieh ou Héliopolis, à deux lieues du Caire. Dans la position critique où se trouvait le général Kleber, ne pouvant consentir à abandonner le seul poste militaire qui lui restait, il prit le parti que lui dicta son audace, celui d'avoir recours aux armes : il informa donc le commandant turc qu'il se proposait de recommencer les hostilités; et, bientôt après, il marcha vers Héliopolis, où se trouvait l'aga des janissaires avec la plus grande partie de l'armée turque. L'arrivée des Français fut suivie d'une bataille où presque toutes les troupes de l'aga furent taillées en pièces. A cette nouvelle, le grand visir, qui n'était qu'à deux lieues, voulut se disposer à livrer un nouveau combat; mais ses soldats, saisis d'une terreur panique, jetèrent leurs armes, abandonnèrent leurs bagages, et se dispersèrent de toutes parts.

Instruits de ces désastres, le nouveau gouverneur de l'Égypte et Osman-Effendi, qui commandaient un corps de troupes turques et de Mamelouks, posté à une lieue à la gauche du janissaire aga, s'étaient rendus promptement au Caire, dont ils s'étaient emparés au moyen d'un soulèvement excité par quelques Osmanlis qui s'y étaient introduits : tous les Français qui s'étaient trouvés dans la ville avaient été massacrés, ainsi que des Grecs et des Cophtes. Pendant cette trahison et ces meurtres, le général Kleber avait poussé ses avantages; le fort de Belbeys s'était rendu à lui le 1er germinal (22 mars), et celui de Salahieh le lendemain; les Turcs qui occupaient celui-ci s'étaient enfuis dans le désert, où il périt plus de dix-huit mille hommes de troupes ottomanes. Le 5, le général en chef avait reparu sous les murs du Caire, que

l'ennemi s'était empressé d'évacuer, par une capitulation, après une faible résistance : en même temps, le général français conclut avec Mourad-Bey un traité qui, en paraissant satisfaire son ambition, le rendait néanmoins dépendant de la France. Des troupes furent ensuite chargées de reconquérir Damiette, que l'ennemi occupait en vertu de la convention d'*El-Arich;* douze cents Osmanlis furent tués dans l'action qui eut lieu sous les murs de cette place; le reste s'enfuit en Syrie.

(66) Page 243.

Nous aimons à croire que nos lecteurs nous sauront quelque gré de leur faire connaître ici un *mémoire* remis au premier Consul par un officier-général français, peu de temps avant son départ pour Dijon.

« Le gouvernement français, obligé de faire de puissans efforts pour arracher la paix à des ennemis opiniâtres, est dans la nécessité de calculer ses opérations militaires de manière qu'elles produisent des résultats avantageux, sans hasarder ni la gloire de nos armes ni nos moyens d'agir, qu'il serait désormais très-difficile de remplacer, si on risquait légèrement de les perdre ; il faut ajouter à ces considérations celle des troubles que susciteraient certainement les ennemis intérieurs du gouvernement, si le premier Consul ou ses lieutenans éprouvaient des revers marqués. Il importe donc, sous tous les rapports, de n'adopter d'autre plan militaire que celui qui promettra des succès rapides, solides, décisifs, sans avoir l'inconvénient de compromettre.

« L'armée de réserve qu'on rassemble à Dijon, pouvant se porter vers les Alpes ou le Rhin, il est à propos d'examiner laquelle de ces deux directions il vaut mieux lui faire prendre.

« On conviendra que, s'il n'est pas impossible à cette ar-

mée de franchir les Alpes, une semblable entreprise est au moins très-difficile, puisqu'on ne peut se servir que d'un petit nombre de passages, encore remplis de neige, et ordinairement peu fréquentés, tels que le Saint-Bernard et les défilés des Grisons, en supposant toutefois que les Autrichiens commettent la faute de ne les pas masquer par des corps d'observation, et qu'afin que cette périlleuse tentative ne soit pas en pure perte, on ait la certitude que le général Massena pourra attendre qu'on vienne le délivrer. Il faudrait d'ailleurs transporter à bras, les vivres, les munitions et l'artillerie; mesure à la fois lente et dispendieuse, et lorsqu'on arriverait entre les Alpes et le Pô, on s'y trouverait sans autre point d'appui que des places ouvertes, sans magasin et sans autres subsistances que celles qu'on pourrait se procurer à la pointe de la baïonnette, aux dépens des Autrichiens. On ne peut douter qu'à la première nouvelle de notre démarche, ils ne laissent devant Gènes un corps suffisant pour contenir Massena, et n'accourent avec le reste de leurs forces, soit pour nous fermer l'Italie, soit pour nous combattre au débouché des montagnes, avec tous les avantages qu'une armée fraîche, bien pourvue, établie solidement dans un pays dont elle occupe les places fortes, a nécessairement sur des troupes fatiguées et exténuées. Si les Allemands étaient battus, les places fortes leur serviraient de retraite, et notre position ne deviendrait guère plus avantageuse qu'auparavant, puisque nous manquerions des approvisionnemens nécessaires pour profiter de notre victoire en faisant des siéges. Si au contraire les Autrichiens nous battaient, notre armée pourrait être entièrement ruinée et même se trouver dans l'impossibilité de regagner la France. On ajoutera à ces réflexions que, si Gènes avait été forcé de se rendre, l'objet principal de la diversion serait manqué, et que, si la place tenait encore à l'arrivée de notre armée en Italie, celle-ci

ne se verrait pas moins dans la nécessité de vaincre ou de périr : extrémité dangereuse dans laquelle les grands généraux ont toujours évité de se mettre ou de se laisser réduire.

« Ces considérations sont trop évidentes pour ne pas démontrer la convenance de porter l'armée de réserve en Allemagne plutôt qu'en Italie, dont on fera plus facilement, et à moins de frais, la conquête aux portes de Vienne, qu'en se hasardant contre toute prudence au-delà des Alpes, vers lesquelles il faut se borner à envoyer quelques troupes, pour montrer des têtes aux principaux passages, inquiéter le général Melas, et l'empêcher aussi long-temps qu'il sera possible de détacher des forces quelconques ou secours des états héréditaires de l'empereur.

« D'après les bases qu'on vient de poser, l'armée de réserve franchira rapidement l'espace qui sépare Dijon de Bâle, passera le Rhin sur le pont de cette ville ou à Brisach, se portera sur la droite du général Moreau, pour livrer, de concert avec lui, une bataille aux Autrichiens, dans le triple objet de les éloigner d'Ulm, de pouvoir ensuite bloquer ou attaquer cette place, selon l'état où elle se trouvera, enfin de les rejeter entièrement, et de les retenir sur la rive gauche du Danube, tandis que le général Moreau occuperait la rive droite. La valeur de nos troupes et leur supériorité en nombre, par la réunion momentanée de l'armée de réserve, ne permettent guère de douter de la victoire; après laquelle, l'objet du général Moreau sera, 1° de protéger le blocus ou le siége de la ville d'Ulm; 2° d'empêcher les Autrichiens de repasser à la rive droite du Danube; 3° d'assurer les derrières de l'armée de réserve, qui se portera dans la direction de Vienne, sur laquelle l'ennemi, pris au dépourvu, ne pourra lui opposer de forces assez nombreuses pour l'arrêter. Si le général allemand détache de son armée des

forces pour les envoyer défendre l'Autriche, en passant le Danube à Ingolstadt, Ratisbonne ou Regensbourg, Straubing, Passau ou Lintz, le général Moreau renforcera proportionnellement l'armée de réserve, qui se bornera à laisser en arrière deux ou trois garnisons, tant pour assurer sa retraite, au besoin, que pour entretenir sa communication avec le général Moreau, et à envoyer sur sa droite quelques détachemens vers les gorges du Tyrol, afin que les troupes autrichiennes qui pourraient se trouver dans cette partie ne puissent venir inquiéter son flanc droit et ses derrières.

« Il est très-vraisemblable que cette entreprise, bien conduite, permettra au gouvernement français de forcer l'empereur à accepter la paix sous les murs de Vienne; car, si, comme on a déjà dû le pressentir, le maréchal Krai marche avec la totalité ou une partie de son armée au secours de la capitale autrichienne, rien n'empêche le général Moreau de suivre ses mouvemens, en côtoyant la rive droite du Danube: d'ailleurs, le général allemand, supposé à la rive gauche, ne pourrait précéder les Français à Vienne, puisqu'il faudrait qu'il décrivît un arc tandis que ceux-ci n'auraient que la corde à parcourir.

« L'armée d'Italie serait encore bien moins en mesure que celle d'Allemagne, de venir au secours de l'empereur, parce que, indépendamment de la longue route qu'elle aurait à faire, on pourrait la retenir derrière les Alpes, tant par les détachemens dont on a dit plus haut qu'il fallait garnir les passages, que par une seconde armée de réserve que l'on assemblerait, comme la première, à Dijon, soit pour venir renforcer, au besoin, les Français dans l'Empire, soit pour pénétrer en Italie, si le général Melas s'en éloignait ou s'y affaiblissait seulement, soit pour l'empêcher de tenter une diversion en France.

Si, contre toute apparence, l'armée de réserve essuyait

un échec en Allemagne, elle se retirerait facilement à la faveur de celle du général Moreau, et on pourrait la remettre bientôt en état de reprendre l'offensive, toujours dans l'objet de menacer Vienne.

« Le plan qu'on vient de lire est basé sur l'expérience du passé, du présent, et sur les idées du maréchal de Turenne. Depuis que la cour de Vienne a un système de politique, elle s'est constamment attachée à éloigner la guerre de son territoire, en la soutenant sur celui de ses alliés ou de ses ennemis, parce qu'elle a senti qu'en supposant qu'elle éprouvât des revers, elle ne pouvait perdre à la paix; et souvent même elle y a gagné, sur-tout avant la création de la puissance prussienne.

« Le maréchal de Turenne, à la sagacité de qui ce calcul ne put échapper, résolut, en 1646, 47 et 48, d'approcher autant qu'il serait possible le théâtre de la guerre des états héréditaires de la maison d'Autriche, par les cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière; et cette combinaison, dans laquelle il fit entrer, quand il le put, les généraux de la Suède, alors alliée de la France, contribua essentiellement à forcer la cour de Vienne à signer à Munster, le 24 octobre 1648, la paix connue sous le nom de *traité de Westphalie*. En juin 1673, M. de Turenne, partant de Soest ou des bords de la Lippe, voulait s'avancer, en remontant le Mein, vers les frontières de Bohême et d'Autriche; mais la jalousie ou de fausses vues du marquis de Louvois contrarièrent ce projet. En 1675, le maréchal, qui s'était affranchi de la dépendance du ministre, allait reprendre son ancien plan (de concert avec l'électeur de Bavière, qui avait traité avec Louis XIV), lorsqu'il fut tué à Sasbach, le 27 juillet. Ceux qui lui succédèrent dans le commandement se bornèrent à défendre l'Alsace; mais, en 1677, le maréchal de Créqui, qui est celui de tous les généraux français

qui, par l'étendue de son génie militaire, a le plus approché de Turenne, termina la campagne par la prise de Fribourg, qui lui permettait d'ouvrir la suivante, en 1678, entre la rive droite du Danube et les montagnes, et, par conséquent, de s'avancer vers la Bavière et l'Autriche. Bientôt la cour de Vienne demanda une suspension d'armes, et signa la paix à Nimègue, le 5 février 1679. En 1714, l'empereur, qui s'était opiniâtré à continuer la guerre contre la France, quoique l'Angleterre et la Hollande eussent traité, en 1713, avec Louis XIV, donna le commandement de son armée du Rhin au prince Eugène de Savoie; mais, comme le maréchal de Villars, à l'exemple du maréchal de Créqui, avait pris Fribourg à la fin de 1713, l'empereur, craignant, malgré la capacité éprouvée du prince Eugène, que les Français ne parvinssent à venir menacer ses états héréditaires, conclut la paix à Rastadt, le 6 mars 1714.

« Ces trois exemples, qui eussent été renouvelés à la fin de 1741, si l'armée française et bavaroise, au lieu de tourner vers Prague, eût marché à Vienne, comme le maréchal de Belle-Isle l'avait proposé, prouvent que, quand la France, en guerre avec l'empereur, veut le forcer à la paix, ou lui arracher des cessions quelconques, elle ne peut prendre de meilleur parti que de se tenir sur la défensive en Italie et sur le bas Rhin, pour concentrer et faire avancer ses principales forces entre la Suisse, les montagnes du Tyrol, de Carinthie et de Styrie, et la rive droite du Danube, avec la volonté bien annoncée de porter le fort de la guerre en Autriche; car, puisque la seule indication de ce projet a déjà déterminé trois fois, dans des conjonctures différentes, la cour de Vienne à la paix, on est fondé à croire que la même tentative produira constamment le même résultat.

« Ce qui s'est passé de nos jours vient encore à l'appui

de cette opinion ; la paix de Campo-Formio, au moment où Bonaparte était à trente lieues de Vienne, et celle de Lunéville, lorsque le général Moreau n'en était qu'à dix-sept, le confirment.

« L'empereur ne se croira jamais vaincu que lorsqu'il verra les Français aux portes de sa capitale. »

(67) Page 244.

L'HORREUR que les hôpitaux inspiraient était si grande, que beaucoup de militaires restaient malades à leurs corps et aimaient mieux y mourir que d'aller à l'hôpital ; il y en a qui, malgré la neige et les frimas, mouraient à la porte des hôpitaux plutôt que d'y entrer ; il y en a qui, pour terminer les insupportables privations que l'on souffrait dans les hôpitaux, et pour échapper au spectale des horreurs qui s'y commettaient, se jetaient par les fenêtres.

Une anecdote achèvera de jeter un jour hideux sur les désordres auxquels cette partie était en proie.

Un officier de santé, ne recevant rien de sa solde, pria l'économe des hôpitaux de Gênes, de lui donner pour subsister (en attendant que l'on payât quelque chose sur l'arriéré) une ration de vivres par jour ; l'économe le lui promit, à condition *qu'il mettrait* au quart de portion *des malheureux, qui, pour se rétablir, n'avaient la plupart besoin que de nourriture.* L'officier de santé, révolté, refusa avec indignation d'acheter, à ce prix, le soulagement que le besoin le plus pressant l'avait porté à solliciter.

Tel était le résultat de l'abandon où la régie avait laissé les hôpitaux, qui ne recevaient les principaux comestibles que par les soins de l'ordonnateur en chef et des commissaires des guerres.

(68) Page 246.

Les vingt-deux bataillons auxiliaires, destinés à recruter l'armée d'Italie, ne produisirent pas mille hommes; le bataillon de la Lozère arriva à Nice fort d'un homme; mais cette circonstance, qui, pour l'armée d'Italie, prouva la nullité de cette mesure de l'ancien gouvernement, ne fut pas le seul grand mal qui en était résulté : on peut en citer deux autres; le premier, les dépenses énormes que l'on fit pour ces bataillons auxiliaires, qui, en partant de leurs départemens, étaient armés, habillés et équipés à neuf, soldés à la journée, et qui, en sept ou huit jours de marche, furent à peu prés tous dissous; le deuxième, cette foule d'officiers, qui, après une longue oisiveté, fruit de l'inconduite chez plusieurs d'entre eux, n'ayant pas su conserver un des soldats qui leur avaient été confiés, arrivèrent à l'armée sous le nom du bataillon qu'ils avaient été chargés d'y conduire, et, leur vieux brevet à la main, réclamèrent, suivant la loi, des postes que, de cette manière, ils prétendaient enlever à la valeur et à la bonne conduite.

(69) Page 250.

Avant d'entrer dans les détails de la campagne du premier Consul, on trouvera sans doute à propos de jeter un coup d'œil sur son plan d'attaque, et sur les obstacles qu'il devait s'attendre à rencontrer.

Les forces, destinées à se rendre et à agir en Italie se dirigeaient, par différens points, sur les parties où elles devaient agir de manière à pénétrer à la fois dans la république cisalpine, et dans plusieurs endroits du Piémont.

Ainsi le général Moncey, à la tête d'environ vingt mille hommes, traversait le mont Saint-Gothard, se dirigeait sur Bellinzone, et marchait ensuite sur Milan et l'Oglio.

Le général Berthancourt se portait sur le Simplon, avec trois mille hommes, pour descendre par Domo Dossola et Arona sur le Tésin.

Le général Berthier gravissait le mont Saint-Bernard, pour se porter, avec quarante mille hommes, par la vallée d'Aoste, sur le Pô, d'où il devait gagner Valence, Tortone, Alexandrie.

Le général Chabran, avec quatre mille hommes, marchait par le petit Saint-Bernard, pour se rendre dans la vallée d'Aoste, par la Thuile et Villeneuve.

Le général Thureau, avec environ dix mille hommes, descendait en même temps le Mont-Cenis et le Mont Genèvre, pour se porter sur Turin et sur Pignerol.

Enfin, le général Suchet défendait les bords du Var, avec sept ou huit mille hommes, tandis que le général Massena était renfermé dans Gènes avec environ douze mille.

Ainsi les Français étaient en mouvement depuis les Alpes Pennines, jusqu'à celles Maritimes, et il entrait dans le plan du premier Consul, en inquiétant ou en attaquant les Autrichiens sur autant de points, de les réduire à une défensive d'autant plus difficile, que dans le cas où il réussît à se porter assez rapidement sur l'Oglio avec la division aux ordres du général Moncey, il espérait leur couper leur retour en Allemagne, et qu'avec l'armée, commandée par le général Berthier, il pouvait avoir passé le Pô, et se trouver dans les plaines du Parmesan et du Plaisantin avant le général Melas.

Au reste, les forteresses au pouvoir des Autrichiens ne pouvaient guère, par leur position, être d'un grand avantage à la défense du pays qu'ils occupaient. Alexandrie, Tortone et Serravale, ne pouvaient empêcher le général Massena, dès qu'il serait débloqué, de se porter de Gènes sur Plaisance, où étaient les magasins de l'armée autri-

chienne ou sur Parme, Sarzane et Lucques. Le général Suchet, n'étant plus contenu par des forces suffisantes, pouvait pénétrer dans le Piémont par le col de Tende, ou par les sources du Tanaro, s'il voulait éviter Coni. Aucune place, aucun point fortifié ne couvrait le Milanais, du côté de la Suisse; le château de Bar et la ville d'Ivrée étaient les postes, qui, dans le nord du Piémont, pouvaient arrêter la marche des Français.

D'un autre côté, à l'époque du 26 floréal (16 mai), la distribution des troupes autrichiennes, dans les différentes positions qu'elles occupaient, ne pouvaient être que très-favorables aux projets de Bonaparte; les principales forces des Autrichiens étaient employées au blocus de Gênes, ou concentrées vers Nice, et se trouvaient à plus de soixante lieues de la frontière septentrionale de l'Italie, où le général Melas avait commis la faute de ne laisser que des corps très-faibles et hors d'état de résister à ceux qui venaient les attaquer.

(70) Page 254.

D'APRÈS les ordres du premier Consul, le général Marmont avait fait publier, à son de trompe, dans le bourg Saint-Pierre, et tous les villages environnans, que chaque pièce de canon, avec ses affûts et ses caissons, serait payée pour son transport sur la montagne, et la descente à Etroubles, 600, 800 ou 1,000 francs, selon le calibre et le poids. A cette annonce, une foule de paysans accoururent, des milliers de soldats se réunirent à eux, et se pressaient autour des pièces, pour avoir l'honneur de les traîner; mais, arrivés de l'autre côté de la montagne, ils refusèrent constamment le salaire promis pour ces transports.

(71) Page 255.

UN habitant de la Savoie, nommé *Bernard* de Menthon,

fonda, au dixième siècle, sur la montagne où se trouvait alors l'armée française, un monastère qui subsiste encore aujourd'hui, et lui donna son nom. Cette maison passe pour le point le plus élevé où l'homme ait osé fixer sa demeure; un éternel hiver règne dans ce séjour. Le voyageur, ébloui par l'éclat de la neige, y chercherait inutilement un tableau de verdure, sur lequel il puisse reposer ses yeux : on ne rencontre, à deux lieues à la ronde, ni un arbre, ni une plante; et c'est sur la cime de ce mont, dans ce pays oublié de la nature entière, que se trouve une société de bons cénobites, pratiquant tous les devoirs inspirés par la plus sublime vertu. Séquestrés du reste des humains, en communication seulement avec ceux que le hasard, la curiosité ou l'infortune, conduisent dans leur solitude, sans préjugés nationaux ou religieux, ils accueillent, avec le même empressement, tous les hommes qui leur demandent l'hospitalité, sans consulter leur rang, leur pays, leur croyance. Ils ne se bornent pas à cet acte habituel de bienfaisance; le but essentiel de leur institution est de guider les voyageurs égarés, de chercher ceux que le froid aurait saisis au milieu des neiges, ou que des avalanches auraient précipités dans des fondrières.

Lorsque l'atmosphère est chargée d'épais nuages, lorsque la neige tombe à gros flocons, ces hommes intrépides se mettent en marche pour parcourir les glaciers dont ils sont environnés; armés de longues perches, ils sondent le terrain; des chiens, accoutumés à cette chasse, les précèdent et les ramènent sur la route couverte de neige, quand volontairement, ou par accident, ils s'en sont écartés. Ces excellens animaux sentent un corps humain, à quelque profondeur qu'il soit enseveli dans la neige; alors, avec la longue perche pointue, on sonde le terrain, le corps est bientôt dégagé. Que ces hommes soient morts ou qu'ils ne soient qu'asphyxiés, on les porte avec la plus

religieuse précaution au monastère, où tous les secours de l'art leur sont prodigués. Ces secours sont souvent inutiles; mais quelquefois on parvient à rappeler à la vie des individus qui paraissent l'avoir perdue.

(72) Page 255.

Bonaparte, qui savait que, malgré la bonne volonté des cénobites du mont Saint-Bernard, il leur était impossible de fournir des alimens à une armée de quarante mille hommes, leur avait envoyé de Lausanne une somme d'argent pour cet usage; jamais argent ne fut employé avec plus d'exactitude et d'avantage.

(73) Page 257.

Le grand Saint-Bernard, autrefois appelé *Mons-Penninus*, est, après le *Mont-Veland,* la montagne la plus haute de cette chaîne des Appennines, qui sépare la Suisse de l'Italie. La Drôme et la Doria, y prennent leur source; sur ces montagnes, si élevées et si inaccessibles, la nature semble avoir pris plaisir à entasser les spectacles les plus horribles et les plus effrayans. Des neiges éternelles, un froid excessif même pendant l'été, nul signe de végétation, aucune empreinte de traces humaines; ici, des rochers pendans; là, des gouffres et des abymes; plus loin, des avalanches prêtes à fondre sur votre tête; par-tout une solitude profonde, qui n'est interrompue que par le sifflement aigu des aquilons et le cri lugubre de quelques animaux farouches: tel est, en abrégé, le tableau que ces lieux offrent au voyageur isolé. Mais combien ces difficultés et ces dangers dûrent paraître insurmontables à celui qui, le premier, songea à se servir de ce passage, à peu près impraticable aux hommes à pied et aux bêtes de somme, pour transporter en Italie une armée nombreuse, avec sa cavalerie,

son artillerie, ses bagages, ses munitions de guerre et de bouche! Que d'obstacles à surmonter! quels dangers à prévoir! que de calculs pour les éviter! que de génie pour les vaincre! La postérité, déjà étonnée par les passages successifs d'Annibal, de Charlemagne et de François Ier, qui n'avaient que peu ou point d'artillerie, des armées assez peu nombreuses, et très-peu de cavalerie, sera bien plus émerveillée quand elle lira dans l'histoire les détails du passage du Saint-Bernard, et les prodiges relatifs à la petite ville de Bard et au rocher d'Albaredo.[1]

(74) Page 269.

Le lord Keith s'était chargé, dans Livourne, d'une armée de débarquement, d'une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, et de tout l'attirail nécessaire pour former des siéges par terre et par mer. La cour de Vienne, oubliant que toutes les tentatives faites par elle, depuis le règne de Charles-Quint jusqu'à la révolution de Gênes, en 1746, pour envahir la Provence, s'étaient constamment terminées par la ruîne des armées auxquelles cette dangereuse commission avait été confiée, se croyait parvenue au moment d'opérer le morcellement de la France projeté dans le traité de Pilnitz.

Cet espoir se fondait non seulement sur l'état extrême de faiblesse, de nullité, où tous les émigrés déclaraient, de concert, que la France était réduite, mais aussi sur l'assurance positive donnée par ces émigrés, des dispositions morales montrées par le peuple dans les provinces

---

[1] *Voyez* la note du premier volume, sur les divers passages des Alpes.

méridionales : à les entendre, il ne fallait que déployer un drapeau blanc fleurdélisé sur les bords du Rhône, et les habitans des deux rives de ce fleuve allaient se rassembler en foule, pour détruire eux-mêmes les trophées de la république. Vaines déclamations follement répétées, et qui ne tendaient qu'à prolonger les maux que toutes les nations avaient un intérêt égal d'arrêter.

La tête du pont du Var était couverte par d'excellentes redoutes; dix jours de suite, les Autrichiens tentèrent vainement de les forcer : enfin, renforcés par six bataillons de grenadiers hongrois arrivés, le 1er prairial (21 mai), sur les hauteurs à la gauche du Var, secondés par deux frégates anglaises et une artillerie nombreuse, les ennemis attaquèrent, pour la dernière fois, tous les retranchemens français, le 3 prairial (23 mai), et ils furent repoussés avec beaucoup de perte.

(75) Page 270.

Nice fut évacué le 10 prairial (30 mai) par le baron d'Elnitz; dès-lors les généraux français se portèrent sur la gauche du Var, reprirent l'offensive et harcelèrent vivement les Impériaux, qui ne conservèrent et ne défendirent plus leurs positions que pour protéger la retraite de leurs effets militaires; ils ne les ramenèrent cependant au nord des Apennins, vers les bords du Tanaro et de la Bormida, qu'avec des peines extrêmes, dans des routes presque inaccessibles. Poursuivi par le général Suchet, ayant l'ordre d'éviter le combat, le général Elnitz fut d'abord atteint à son aile droite, chassé du col de Tende, puis de celui de de Brans, et forcé de faire un grand détour pour sortir des montagnes : de manière que le général autrichien n'était encore, le 18 prairial (7 juin), qu'à Ormea; et que le général français avait réussi, en retardant sa marche, à priver plus long-temps le général Melas de cette partie

assez considérable de ses troupes dont il avait si grand besoin.

(76) Page 272.

Dès les premiers jours de prairial, la fermentation dans la ville de Gênes était devenue alarmante : le mécontentement avait éclaté dans quelques-uns des corps de l'armée ; des soldats avaient brisé leurs armes au milieu de la place Saint-Dominique ; le bombardement avait recommencé très-vivement, mais n'avait pas duré.

Le 10, le général en chef avait reçu une demande d'entrevue de la part des généraux Keith, Ott et Saint-Julien ; ils voulaient lui remettre une lettre du général Melas, pour lui renouveler les offres de la capitulation la plus honorable. Accoutumé à ne traiter avec les ennemis de son pays que les armes à la main, le premier mouvement du général Massena avait été de rejeter toute ouverture semblable. Mais on était arrivé au terme fatal où il n'était plus ni prudent, ni possible de résister ; le moment où l'on aurait pu débloquer Gênes était passé ; d'ailleurs la diversion que la défense de Gênes avait fait faire à l'ennemi, et qui avait facilité à l'armée de réserve le débouché des Alpes et son entrée dans le Piémont et la Lombardie, avait eu son effet ; enfin il n'existait plus par homme qu'une ration de pain, encore distribuée par faibles portions. Cet objet ne pouvait pas mener au 14, presque tous les chevaux étaient mangés ; il était au surplus temps de faire quelque chose pour des troupes qui, de leur côté, avaient tout fait, et que la patrie était si intéressée à conserver. Il n'était pas moins important de sauver six mille malades ou blessés ; et tout indiquait qu'il fallait se soumettre à un événement que tous les efforts possibles avaient vainement concouru à prévenir, à éviter ou du moins à retarder.

Dans cette circonstance, le général en chef rassemble chez

lui les chefs des corps ; il se fait rendre compte par eux de l'état de leurs demi-brigades, et leur demande sur quoi il pourrait compter s'il se déterminait à faire une trouée. A l'unanimité, tous déclarèrent qu'il ne pouvait espérer d'être suivi que par des officiers, les soldats n'étant plus en état de soutenir un combat, ni même une marche ; c'était une des dernières espérances du général en chef. Cependant il ne pouvait pas se dissimuler l'accroissement des maux de toute espèce, le progrès des maladies, le nombre effrayant des morts dont la famine couvrait les rues, le tableau de la misère la plus affreuse, celui du découragement, de la tristesse, du mécontentement et du désespoir qui se manifestaient également sur les visages décolorés des habitans et des militaires : il fallut donc se déterminer à écouter les propositions de l'ennemi, et à lui faire connaître les intentions du général. Il tenait sur-tout à ce que, dans la négociation, il ne fût nullement question de capitulation, à la conservation totale des armes et des bagages de son armée ; et à ce qu'elle eût tous les moyens d'évacuation qui lui étaient nécessaires ; mais les négociateurs ennemis n'étaient nullement disposés à accéder aux demandes du général Massena. Il fallait cependant prendre un parti, il n'y avait plus de distribution à faire pour le 15 à midi : ce fut alors que le général se décida à donner, le 14, à six heures du soir, au C. Morin, [1] des pouvoirs extraordinaires pour traiter, avec cette instruction : *l'armée évacuera Gènes avec armes et bagages, ou bien elle se fera jour demain par la force des baïonnettes.*

Après une conférence de neuf heures, l'adjudant général Andrieux et le C. Morin remplirent les intentions du

[1] Le C. Morin, avantageusement connu par ses qualités personnelles et son livre sur *la Théorie de l'administration militaire*, était alors secrétaire particulier du général en chef.

général en chef, et obtinrent des conventions qui honoraient l'armée, les négociateurs et celui qui, en les commandant, avait su communiquer à tous les hommes sous ses ordres la force de son caractère et la fierté qui lui convenait.

Telle fut la fin de ce blocus mémorable qui dura soixante jours, pendant lesquels le général Massena fit presque sans troupes la guerre à toute une armée, se battit souvent sans munitions, suffit sans fonds à d'inévitables dépenses, et nourrit son armée sans magasins.

(77) Page 284.

Quelques mois avant la bataille de Marengo, le général Desaix était encore dans la haute Egypte, d'où le général Kleber l'avait rappelé pour l'envoyer à El-Arich, où il avait signé la capitulation conclue avec le grand visir, et garantie par sir Sidney Smith. Cependant il n'était pas d'avis de l'évacuation de l'Egypte ; mais il obéit aux ordres du général en chef. Muni d'un passe-port signé par les deux commandans des troupes combinées, et accompagné d'un officier anglais chargé de faire respecter le traité, il monte sur un vaisseau neutre pour se rendre en France. Débarqué à Livourne, il fut détenu au lazaret comme prisonnier de guerre, par ordre du lord Keith, qui ne lui alloua que 20 sous par jour pour sa subsistance, ainsi qu'aux simples soldats renfermés avec lui, par la raison, disait l'amiral, que l'égalité française ne permettait pas qu'un général fût mieux traité qu'un simple particulier. « J'ai « traité avec les Mamelouks, avec les Turcs, avec les « Arabes du grand désert, avec les Ethiopiens, avec les « noirs habitans du Darfour, » fit dire Desaix indigné à l'amiral ; « ils respectaient leur parole lorsqu'ils l'a- « vaient donnée, et n'insultaient point aux hommes dans « le malheur. »

L'Angleterre ayant accédé à la convention d'El-Arich,

la liberté fut rendue à Desaix. A son arrivée à Toulon, ce général apprit l'expédition de Bonaparte en Italie. S'étant promptement rendu à Milan, il y reçut le commandement d'une division, et marcha vers Marengo. En route, il sentit une espèce d'abattement : « Voilà long-temps que je ne « me bats plus en Europe, dit-il à ses aides-de-camp ; « les boulets ne nous connaissent plus, il nous arrivera « quelque chose. » Son corps fut porté au monastère de Saint-Bernard, et déposé dans un mausolée, où une inscription rappelle son nom et ses exploits, et où les cyprès s'entremêlent avec les lauriers de Marengo.

(78) Page 295.

Quelques officiers autrichiens, qui ont écrit sur la campagne de l'an 7 et de l'an 8, ont voulu, à l'occasion de la dernière bataille de Marengo, rapeler celle qui fut livrée par le général Moreau, à peu près sur le même terrain, le 27 floréal an 7 (16 mai 1799); ils ont prétendu 1° que le général Moreau avait été battu ce jour-là par le général Lusignan ; 2° que ce général voulait faire le siége de Tortone ; 3° que, dans cette occasion, il commit les mêmes fautes, qu'une année après le général Melas, en cherchant à tourner les Autrichiens par leur droite et par leur gauche ; 4° que le général Lusignan culbuta les Français, et gagna la bataille en faisant un effort sur le centre comme le général Berthier.

Nous avons cru important de nous arrêter à ces assertions de la part de ces historiens militaires, afin d'éclairer les personnes qui, par ignorance, paresse ou difficulté de s'instruire des faits, ne pouvant ou ne voulant pas se donner la peine de les éclaircir, les croiraient aveuglément au détriment des troupes françaises et des généraux qui les commandaient.

1° Le général Moreau ne fut point battu par le géné-

ral Lusignan, mais, au contraire, remporta sur les Autrichiens et sur les Russes un avantage complet; ne se laissa point séduire par les mouvemens du maréchal Souworof, et remplit parfaitement le but qu'il avait d'empêcher les Russes de passer le Pô pour le tourner par sa gauche et le forcer à combattre.

2° Le général Moreau ne pouvait penser et ne pensait nullement à faire lever le siége de Tortone, mais bien à déjouer les projets du maréchal; celui-ci avait exécuté un grand mouvement sur sa gauche, dans l'espérance que le général Moreau, pour mettre en sûreté sa droite et conserver ses communications avec Gènes, dégarnirait sa gauche, et donnerait par-là les moyens à un corps russe de passer le Pô à Combio, de surprendre la gauche des Français, de l'envelopper et de l'engager à une action décisive qui n'aurait pas manqué de les perdre.

3° Toute la conduite du général Moreau, dans la journée du 27, n'eut aucun rapport avec celle que tint, une année après, le général Melas. Le 25, la gauche du général Moreau avait été attaquée par une avant-garde vivement repoussée. Le 26, l'attaque avait été plus sérieuse; une division d'environ sept mille Russes avait passé le Pô à Basignana, et avait marché vers Pecceto, afin de couper la ligne des Français; mais, attaqués de front et en flanc, les Russes, obligés de plier de toutes parts, avaient été culbutés, et presque tous tués ou noyés dans le Pô. Ces tentatives malheureuses avaient décidé le maréchal Souworof à se porter en force sur la rive gauche du Pô, et à marcher sur Turin, dans l'espérance de faire sortir le général français de son camp pour rentrer dans le pays de Gènes; cependant, il n'avait pas été plus heureux dans ses conjectures : le général Moreau sortit bien de son camp, mais ce fut pour battre les Austro-Russes : instruit des mouvemens que faisaient les ennemis dans leur camp de Torre

di Garafolo pour passer à la gauche du Pô, le général français fait jeter un pont sur la Bormida, passe le 27, de très-grand matin, cette rivière, à la tête de sept mille hommes, attaque et rompt la chaîne des postes avancés sur Marengo, détache quelques troupes sur sa gauche pour occuper le général Melas, marche rapidement au camp de Torre di Garafolo, force le général Lusignan à l'abandonner, maltraite sa division et celle du général Paucrazian, se retire vers ses ponts, les passe, les replie et rentre dans Alexandrie.

Après ces détails, nous le demandons, quel rapport trouver entre ces actions et celles de la bataille de Marengo en l'an 8? et comment oser dire que le général Lusignan remporta une victoire sur le général Moreau? Quelle sagacité! Au contraire, dans la manière dont ce général pénètre les plans du maréchal Souworof et les déjoue; avec quelle promptitude il sait profiter de la moindre faute des ennemis, et au moment où ils font un mouvement pour passer sur la gauche du Pô, tomber sur leur camp et y battre les Austro-Russes!

(79) Page 313.

On a quelquefois accusé la France, et ensuite l'Autriche, d'aspirer à la monarchie universelle de l'Europe; mais ces reproches tenaient plutôt à de vaines craintes qu'à des raisons solides. Ce projet sera toujours impraticable sur le continent, tant que l'Europe sera partagée entre plusieurs grandes puissances, telles que la Russie, la maison d'Autriche et la France; accablées par leurs victoires comme par leurs défaites, ces grandes puissances sont bientôt obligées de se rapprocher après leurs divisions.

Mais un peuple insulaire n'éprouve pas les mêmes besoins; la guerre ne pouvant guère l'atteindre, il en propage, il en prolonge impunément tous les fléaux jusqu'aux

extrémités du monde, fondant son commerce sur la ruine du commerce étranger; il s'enrichit des pertes des autres peuples, il s'applaudit de son repos au milieu du bouleversement général; son intérêt devient contraire à celui du genre humain.

Jamais cette assertion n'avait été prouvée avec plus d'évidence que durant la guerre dont la révolution française était le prétexte et le principe; à écouter le lord Grenville et le chancelier Pitt, l'Angleterre devait sauver les débris de la civilisation menacée d'une ruine totale par les révolutionnaires français; cependant, tandis que la France, couverte de trophées, rassurait, par sa modération, les états effrayés par l'éclat de ses victoires, le cabinet de Saint-James les alarmait par son despotisme; maître des plus riches contrées de la terre, il en vendait les productions, et payait avec l'argent qu'il en retirait les souverains qu'il avait soulevés contre la France; il ne lui restait qu'un pas à faire pour soumettre l'Europe entière à son joug; il s'agissait d'imposer de telles entraves à la navigation des neutres par le despotisme de son prétendu droit maritime, qu'ils fussent obligés d'abandonner leur commerce pour acheter, des Anglais, tous les objets dont ils avaient besoin; dès-lors, tous les métaux précieux auraient reflué en Angleterre. Tous les peuples se seraient trouvés tributaires de l'industrie anglaise, et le cabinet de Saint-James, avec son or, eût remué à son gré l'Europe entière.

Depuis long-temps les entraves les plus multipliées gênaient la navigation générale, au gré des usages britanniques; ces entraves dérivaient en partie de l'acte de navigation publié sous la régence de Cromwel; d'autres étaient le résultat de traités onéreux avec les nations qui n'avaient pu résister à la marine anglaise; le plus grand nombre s'étaient introduites par la manière arbitraire dont les

amirautés prononçaient sur les prises en temps de guerre.

C'était une maxime chez les Anglais, qu'en temps de paix, les vaisseaux, de quelque nation que ce fût, devaient aborder dans tel ou tel port, ne voiturer que telles marchandises ; et, en temps de guerre, que toute contrée où l'Angleterre voudrait porter la famine, serait déclarée bloquée, et que, sur la proclamation du blocus, il serait défendu à tout bâtiment étranger d'y aborder. L'un de ces principes prenait sa source dans l'acte de navigation ; les peuples qui avaient une marine pouvaient le rendre nul, en publiant un acte de navigation semblable, et en traitant les Anglais comme les Anglais les traitaient ; la seconde maxime dérivait du droit de la guerre.

Un port est assiégé, l'armée assiégeante peut arrêter les convois neutres dont les secours éloigneraient l'instant où ce port doit succomber ; c'est un moyen dont elle se sert pour accélerer son triomphe. L'espace maritime, qui sert d'horizon à la portée de l'artillerie de la place, détermine les limites de son domaine, il lui appartient, comme il appartenait auparavant à la ville assiégée ; plus loin la mer doit être libre, les assiégeans ne doivent pas avoir plus de droits, sur les vaisseaux neutres, que n'en avait le commandant de la place assiégée. Mais les Anglais, abusant d'un principe reconnu, avaient supposé que tous les ports de France étaient naturellement bloqués par les ports anglais ou par les escadres anglaises disséminées sur les mers. Ils avaient même étendu cette fiction aux places littorales de toutes les puissances avec lesquelles ils étaient en guerre. Dès-lors, le commerce des neutres avait été anéanti. En vain ceux-ci faisaient-ils convoyer leurs navires marchands, par des vaisseaux de guerre ; le pavillon n'était pas respecté ; les neutres, disaient les ministres britanniques, peuvent transporter chez les nations avec lesquelles nous sommes en guerre, les seules espèces de marchandises

que nous les autorisons à charger, et, puisqu'il ne leur est pas loisible de voiturer des marchandises non autorisées, nous avons le droit de visiter leurs bâtimens, de constater si leurs négocians se sont conformés à nos règles maritimes. D'après cette décision, tous les bâtimens neutres avaient été insultés sur l'Océan. Vainement réclamait-on de toutes parts le droit des gens, les Anglais répondaient par des menaces.

Ce peuple avait presque tout envahi, il voulait envahir encore. Ses flottes égalaient en force celles de tous les autres peuples européens. Se croyant assez puissant pour insulter toutes les nations, toutes étaient insultées. On ne pouvait plus prévoir où s'arrêteraient les interdictions du droit maritime anglais. Après avoir déterminé les espèces de marchandises qu'il était permis aux peuples de voiturer sur l'Océan, qui pouvait empêcher l'amirauté anglaise d'ordonner que telle nation n'aurait que tel nombre de vaisseaux, que tel autre n'en aurait point du tout ?

On aurait vu, autrefois, la république de Venise interdire la navigation de l'Adriatique : le doge, à la vérité, épousait cette mer ; mais rien n'empêchait au roi d'Angleterre de descendre la Tamise et d'épouser l'Océan.

Pour mettre un terme à des prétentions aussi exagérées, il fut conclu une convention à Pétesbourg, le 16 décembre 1800 (25 frimaire an 9), par les cours de Russie, de Suède, de Danemark ; celle de Prusse y adhéra le lendemain. Cette convention était exactement calquée sur la neutralité armée de 1780, durant la guerre d'Amérique. Les puissances contractantes convenaient que les stipulations relatives à la contrebande conserveraient leur force ; mais qu'à l'avenir il ne serait conclu aucun traité de commerce sans prendre pour principe que le *pavillon neutre neutralise la cargaison.* La garantie des vais-

seaux de guerre, escortant les bâtimens de commerce, devait affranchir les bâtimens de toute visite de la part des puissances belligérantes. Enfin, on décidait les mesures les plus rigoureuses, pour empêcher qu'aucun commerce illicite, n'eût lieu sous la protection de la neutralité armée.

(80) Page 315.

SEPT mille soldats russes se trouvaient en France; les uns avaient été faits prisonniers en combattant, avec les Anglais, dans les marais de la Nord-Hollande, les autres en combattant, avec les Autrichiens, en Suisse ou en Italie. La bravoure de ces troupes avait mérité l'intérêt de tous les militaires contre lesquels elles avaient combattu. Il était naturel que l'échange de ces hommes, accoutumés à un climat si différent de celui de la France eût lieu de préférence à celui des Anglais ou des Autrichiens; le gouvernement des deux nations avait refusé de comprendre les Russes dans les cartels d'échange; Bonaparte, révolté d'une injustice aussi manifeste, avait offert à Paul Ier de lui rendre ces prisonniers sans rançon. Cette générosité fut le germe heureux dont la paix de l'Europe devait éclore. Paul Ier envoya à Paris le général Spreng-Porten, pour régler les conditions de ce cartel. Il n'y eut point de conditions, ce fut un combat de bons procédés entre les deux nations les plus puissantes de l'Europe. Non seulement l'armée russe fut renvoyée sans rançon; mais Bonaparte, ayant ordonné qu'elle se rassemblât dans les départemens du Nord, dont le climat était plus analogue à celui dans lequel elle avait vu le jour, la fit habiller de neuf dans l'uniforme des régimens respectifs, les officiers et les soldats reçurent des armes des manufactures françaises.

Ce procédé généreux contrastait d'une manière assez frappante avec la conduite du gouvernement anglais, qui se donnait pour le réparateur de tous les droits violés



en Europe, tandis qu'il accusait le gouvernement français d'être le destructeur de toute morale et de toute bonne foi ; il fit la plus vive impression sur Paul I[er], qui ne tarda pas à envoyer à Paris une légation solennelle, dont la négociation fut suspendue par la mort subite de ce prince. Le traité de paix entre la France et la Russie ne fut signé que l'année suivante, sous le règne d'Alexandre I[er].

(81) Page 317.

« Le peuple français était loin de croire que, dans la « saison la plus rigoureuse, ses armées seraient forcées de « combattre de nouveau pour lui procurer une paix que « ses ennemis cherchaient à éloigner par les ruses que la « diplomatie n'emploie que trop souvent. On ne devait « guère s'attendre à voir un négociateur se présenter sans « le pouvoir de négocier. Le gouvernement français, aussi « franc que doit l'être celui d'un état libre, s'était em- « pressé de faire à l'ambassadeur de la maison d'Autriche « les propositions les plus avantageuses, et n'avait nulle- « ment douté de rendre le repos et le bonheur à la ré- « publique. Le comte de Cobentzel avait déclaré qu'il ne « pouvait traiter de la paix que concurremment avec des « plénipotentiaires anglais : en vain lui avait-on observé « qu'un peuple à la solde duquel étaient ceux qui vou- « laient s'armer contre la France, ne consentirait point à « voir cesser une guerre que son gouvernement trouvait « avantageuse, et cherchait à prolonger par les moyens « les plus odieux ; la raison s'était tue devant les pouvoirs « impératifs, et de nouveaux succès semblaient devoir « seuls faire changer des dispositions si étranges. C'était « par de telles chicanes que les ennemis de la France « avaient cru gagner une saison qui ne permettait pas « aux troupes françaises de suivre leurs succès. Ils de-

« vraient mieux nous connaître ; ils devraient croire que « les soldats français, aussi peu sensibles aux rigueurs de « la saison qu'ils l'ont été en conquérant la Hollande et « en défendant le fort de Kelh, sauront surmonter les « mêmes obstacles, pour rendre à leur patrie une paix qui « mettra le comble à sa gloire et à sa prospérité. »

(82) Page 339.

Le premier article de cette convention portait que la ligne de démarcation entre l'armée gallo-batave et l'armée impériale serait particulièrement déterminée par les généraux respectifs. Cette ligne devait finir à Bayardof ; et il fut réglé qu'à partir de ce point, l'autre ligne entre l'armée du prince Charles et celle du général Moreau passerait à Ratisbonne, d'où elle longerait la rive droite du Danube jusqu'à l'Erlaph, qu'elle remonterait entièrement ; qu'ensuite elle se rendrait à Leoben, d'où elle suivrait la rive gauche de la Muerch jusqu'au point où cette rivière coupe la route de Saltzbourg à Clagenfurth, et qu'enfin elle passerait à Brixen, à Bolzen, pour s'arrêter à Bormio dans la Valteline. Il fut stipulé que les troupes impériales qui se trouvaient dans le pays des Grisons, dans le Tyrol et dans la Carinthie, se retireraient immédiatement, par la route de Clagenfurth, sur Pruck, pour rejoindre l'armée impériale d'Allemagne. Les forts de Kuffslein, de Schvernitz, et les autres points de fortifications permanentes dans le Tyrol, dûrent être remis à la disposition de l'armée française, pour être rendus, dans le même état, à la conclusion ou plutôt à la ratification de la paix, si elle suivait l'armistice sans reprise d'hostilités. Il dut en être de même des débouchés de Fintersmuntz, de Nauders et des autres fortifications de campagne dans le Tyrol, ainsi que de Wurtzbourg et de Braunau. Les garnisons ne devaient, en les éva-

cuant, distraire de ces places ni artillerie, ni munitions, ni approvisionnemens quelconques, à l'exception cependant de ce qui serait nécessaire à la subsistance des troupes autrichiennes jusqu'à ce qu'elles eussent atteint la ligne de démarcation. Les levées extraordinaires ordonnées dans le Tyrol dûrent être immédiatement licenciées, et les habitans renvoyés dans leurs foyers. On convint que la suspension d'armes ne pourrait être de moins de trente jours; qu'à l'expiration de ce délai, les hostilités ne recommenceraient qu'après un avertissement de quinze jours, qui serait prolongé indéfiniment jusqu'à l'avis de rupture. Nul corps, nul détachement des armées respectives, ne devaient passer de l'Allemagne en Italie, tant qu'il n'y aurait point de trève entre les armées impériale et française dans cette dernière contrée.

(83) Page 339.

On convint que les hostilités ne pourraient être reprises qu'après un avertissement de quinze jours. La ligne dont les Français dûrent être mis en possession suivait la rive gauche de la Livenza jusqu'à la source de cette rivière, et, de là, elle s'étendait jusqu'à Lintz, où aboutissait la ligne de démarcation fixée par la convention de Steyer. Il fut stipulé que l'armée impériale occuperait la rive droite du Tagliamento. Peschiera, Fermione, les châteaux de Vérone et de Legnago, la ville et la citadelle de Ferrare, la ville et les forts d'Ancône, dûrent être remis au pouvoir des Français, auxquels on abandonnait toute pièce d'artillerie qui serait trouvée dans ces places, et ne serait pas de fonte impériale : quant aux munitions de bouche, elles devaient être partagées également entre l'armée impériale et l'armée française. La forteresse de Mantoue devait rester bloquée par les postes français, et recevoir de dix jours en dix jours des vivres pour la

garnison ; mais, en vertu d'une convention signée à Lunéville le 6 pluviose suivant (26 janvier), elle dut être remise aussi à l'armée française.

(84) Page 345.

Les deux hautes parties contractantes convinrent que tous les ports des royaumes de Naples et de Sicile seraient fermés, conformément à l'armistice de Foligno, à tout navire de guerre et de commerce turc et anglais, jusqu'à la conclusion de la paix définitive entre la république française et les deux puissances. Ces ports devaient être ouverts à tous les navires de la république française et de ses alliés ; et, dans le cas où les suites de cette détermination exposerait le roi des deux Siciles aux attaques des Turcs ou des Anglais, la république française s'engageait à faire marcher au secours de Ferdinand IV les troupes dont il aurait besoin.

Ce prince renonçait, pour lui et pour ses successeurs, à l'état des Presides, enclavé dans la Toscane, et à la portion de l'île d'Elbe qui lui appartenait. Ces pays étaient abandonnés au gouvernement français, pour en disposer à son gré. La république française et le roi des deux Siciles s'engageaient à donner réciproquement main-levée du séquestre de tous les biens, meubles et immeubles, saisis, confisqués ou retenus sur les sujets de l'une et de l'autre puissance, par les suites de la guerre, et à admettre respectivement les individus auxquels ces biens appartenaient à l'exercice légal de tous les droits dont ils jouissaient avant les hostilités.

Pour faire disparaître jusqu'aux plus légères traces des malheurs de la guerre, la république française renonçait à toute poursuite au sujet d'événemens quelconques dont elle avait eu lieu de se plaindre. Ferdinand IV, voulant, de son côté, contribuer à réparer les malheurs qui furent

les suites des troubles de ses états, consentait que tous ses sujets, poursuivis en justice, bannis ou forcés à s'expatrier volontairement, à l'occasion des mouvemens révolutionnaires, de quelque nature qu'ils fussent, pussent retourner dans leur patrie, et fussent réintégrés dans leurs biens, et que toutes les personnes détenues à raison d'opinions politiques obtinssent sur-le-champ leur liberté. Il fut stipulé en même temps qu'on restituerait à la république française les statues, les tableaux et les autres objets d'arts qui avaient été enlevés à Rome par les troupes napolitaines. Outre ces articles, il y en eut quelques autres qui accordaient aux Français la faculté de faire entrer des troupes dans les états de sa majesté sicilienne, et d'y occuper quelques places fortes sur la mer Adriatique.

Observation.

L'objet de ces derniers articles, qui furent traités comme secrets dans un temps où la plus redoutable effervescence ébranlait les fondemens de la société, lorsque les arts en pleurs, le commerce en stagnation, une partie du peuple en délire, et l'autre en alarmes, offraient le spectacle le plus effrayant, devait être également de garantir les émigrés napolitains rentrant dans leur patrie des injustices du gouvernement, et le gouvernement lui-même des tentatives ténébreuses auxquelles pouvaient se livrer des hommes ulcérés par de longs malheurs.

La partialité constante avec laquelle le roi des Deux-Siciles avait favorisé les Anglais, dans toutes les époques de la révolution de France, obligeait aussi le gouvernement français à surveiller avec exactitude l'accomplissement de toutes les stipulations maritimes, insérées dans le traité.

(85) Page 346.

La république cisalpine était de nouveau reconnue ; elle devait s'étendre jusqu'aux bords de l'Adige. Les possessions autrichiennes, en Italie, se trouvaient bornées par ce fleuve, jusqu'à son embouchure dans la mer. Le grand duché de Toscane était abandonné à la France, par le grand Duc Ferdinand, qui devait être indemnisé, en Allemagne, des pertes éprouvées par lui en Italie. Cet état, sous le titre de royaume d'Etrurie, fut accordé au fils de l'infant, duc de Parme.

Les avantages assurés à la France, par ce traité, et par celui de Campo-Formio étaient les mêmes. Le Rhin et les Alpes devenaient les limites françaises, vers l'Allemagne et l'Italie. L'empereur cédait à la France le petit pays de Frichtal, conservé jusqu'alors par la maison d'Autriche, à la gauche du Rhin, dans les enclaves du canton de Bâle. Le gouvernement français se proposait de donner cette province au corps helvétique, en échange du Bas-Valais, dont la possession aurait livré, à la république française, tous les passages conduisant en Italie, depuis le Simplon jusqu'à la Méditerranée.

Il n'était rien stipulé au sujet du Piémont, dont les troupes françaises étaient en possession. Les princes laïques allemands perdant des souverainetés, à la gauche du Rhin, devaient être indemnisés à la droite de ce fleuve, en sécularisant quelques bénéfices princiers. Ce traité fut ratifié à Ratisbonne, le 16 ventose an 9 (7 mars 1801), par la diète de l'Empire, et à Paris le 28 ventose (19 mars), par le corps législatif.

(86) Page 346.

La bataille d'Héliopolis venait d'assurer de nouveau la possession de l'Egypte aux Français, lorsque le 25 ther-

midor an 8 (13 août 1800), le même jour où le général Desaix perdait la vie en Italie, un Arabe assassinait le général Kleber dans la maison qu'il occupait au Caire.

A sa mort le commandement de l'armée était passé au général Menou, qui, en se livrant principalement à la partie administrative, avait cru essentiel de faire de grands changemens dans tout ce qu'avait ordonné Bonaparte, et consolidé le général Kleber : on assure que ces innovations ne furent pas heureuses, et occasionnèrent des mécontentemens dans l'armée et dans le pays.

Cependant, pénétré de la mauvaise foi des agens britanniques, dont le gouvernement annullait ou ratifiait les actes, selon qu'il lui convenait, on avait refusé de négocier avec sir Sidney Smith, pour reprendre l'exécution de la convention d'El-Arich ; dès-lors le cabinet de Saint-James avait saisi avidement cette occasion pour attaquer ouvertement l'Égypte. Le général Menou n'avait pas même tardé à en recevoir l'avis de la part de Mourad-Bey. L'armée anglaise, d'après son rapport, devait être de dix-huit mille hommes ; elle devait opérer son débarquement, avec le capitan pacha, tandis que le grand visir traverserait le désert, et qu'une flotte anglaise, partie de l'Inde, arriverait à Suez avec un corps de troupes considérable. On a prétendu que le général Menou, non seulement n'avait pas voulu ajouter foi à ces avis ; mais qu'il avait refusé les offres de secours de la part de Mourad-Bey.

Néanmoins sir Ralph Albercombrie, qui avait parcouru la Méditerranée, s'étant embarqué à Malte, sur la flotte du lord Keith, était arrivé le 11 nivose an 9 (1er janvier 1801), dans la baie de Marmorice, sur la côte de Caramanie, pour y prendre les chevaux, les vivres et les munitions de guerre, que la Porte Ottomane devait lui fournir ; mais le divan, qui n'avait demandé que quelques auxiliaires, alarmé en voyant arriver une flotte nom-

breuse et une armée de vingt mille hommes, avait été plus disposé à contrarier l'expédition, qu'à la seconder : ce ne fut donc qu'après deux mois d'attente que la flotte anglaise put être approvisionnée, quitter la baie de Marmorice, et paraître à la vue d'Alexandrie, le 10 ventose (1er mars).

D'après la conviction où paraissait être le général Menou de l'impossibilité d'une pareille expédition, on n'avait envoyé aucuns bâtimens pour observer les Anglais et surveiller leurs mouvemens ; il n'existait sur la côte aucun corps de réserve qu'on pût opposer avec succès au débarquement des Anglais ; on l'avait même dégarnie de troupes, et les places n'étaient pas suffisamment approvisionnées : on savait qu'Aboukir était le seul point où l'ennemi pût opérer une descente ; tous les militaires qui avaient un peu étudié le système de défense de l'Égypte, et qui connaissaient les forces de l'armée française, étaient convaincus que la seule bonne disposition était de la réunir. Quelques généraux représentèrent au général Menou la nécessité de ce rassemblement, et celle bien plus urgente de marcher sur Aboukir ; on le pouvait encore, on avait connu au Caire l'apparition de la flotte anglaise, le 13 ventose (4 mars), et les vents du nord et du nord-est, qui avaient régné jusqu'au 17 ventose (8 mars), avaient empêché les Anglais d'effectuer leur débarquement ; mais le général en chef en avait jugé différemment, en prenant la résolution de rester de sa personne au Caire, et de disperser ses forces sur Belbeis, Damiette, Boulak, le Caire et Aboukir, où il s'était contenté d'envoyer deux cent trente chevaux ; il semblait néanmoins qu'en se portant en force sur le point du débarquement, on aurait pu battre les Anglais avec d'autant plus de facilité, que le visir paraissait ne vouloir marcher en avant, qu'autant qu'il fût assuré du succès du débarquement.

Cependant, à l'arrivée de la flotte anglaise, le général Friant, qui commandait à Alexandrie, s'était empressé de se porter à Aboukir avec quinze cent cinquante hommes d'infanterie et cent quatre-vingts de cavalerie, après avoir envoyé cent cinquante hommes à Rosette, trois cents à la maison carrée, et avoir laissé la garde d'Alexandrie aux marins et aux invalides.

Ces forces étaient trop faibles pour résister au débarquement d'une armée, qui avait à sa disposition une grande quantité de chaloupes, et tous les moyens de la marine anglaise; il aurait fallu avoir une assez grande quantité de troupes pour culbuter dans la mer les premiers ennemis qui débarqueraient, avant que le reste eût eu le temps de se former; il aurait fallu aussi pouvoir mettre du désordre dans les chaloupes, par un feu d'artillerie bien dirigé.

Les Anglais, qui ne fondaient leurs espérances que sur la faiblesse du corps chargé de garder les côtes, après avoir embarqué, dans leurs chaloupes, cinq mille huit cent cinquante hommes d'élite, et les avoir partagés en cinq divisions, s'étaient approchés lentement de la côte; les troupes françaises, pendant ce mouvement, pour se garantir du feu des chaloupes canonnières ennemies, avaient été obligées de prendre position derrière des mamelons de sable; bientôt les troupes anglaises sont débarquées, déjà elles se sont emparées de la hauteur importante des Puits; vainement les Français font ils par-tout des prodiges de valeur, vainement repoussent-ils la première ligne, la seconde vient la soutenir, et le général Friant est obligé d'ordonner la retraite.

Lorsque les Anglais furent bien certains de la retraite des troupes françaises, ils envoyèrent un corps sur la hauteur qui domine le village d'Aboukir pour bloquer le fort, et poussèrent leur avant-garde jusqu'au défilé de l'Embarcadaire.

On apprit au Caire, le 20, le débarquement des Anglais, et on y sentit plus fortement encore la faute de n'avoir pas marché au premier avis ; ce moment perdu, le parti à prendre devenait bien plus embarrassant. On savait que le visir se disposait à passer le désert ; on ne pouvait savoir si on aurait le temps d'aller battre les Anglais, et de revenir sur la frontière de Syrie ; on apprenait aussi qu'une partie de la flotte anglaise, venant de l'Inde, était déjà dans la mer Rouge ; on ignorait si les Anglais n'avaient pas emporté Alexandrie par un coup de main ; cette ville ne pouvait pas tenir huit jours contre une attaque régulière ; et, si les Anglais ne l'avaient pas attaquée, au moins avaient-ils eu le temps de se fortifier dans quelque position avantageuse : tous ces motifs devaient déterminer à rassembler promptement tout ce que l'on pourrait avoir de troupes disponibles, en ne laissant dans les postes les plus importans que de faibles détachemens. Au lieu de prendre ce parti, le général Menou s'en tint encore à laisser beaucoup trop de troupes à Damiette, au Caire, à Belbeis, à Salahieh et dans la haute Egypte.

Pendant que les Anglais avaient débarqué, le général Lanus était arrivé à Ramanieh, y ayant entendu le bruit du canon d'Aboukir ; il avait marché sur-le-champ au secours du général Friant, et effectué sa jonction avec lui le 19, sur les hauteurs de Nicopolis, en avant d'Alexandrie. Le 21, le corps de l'armée anglaise qui s'était porté le 20 vers l'Embarcadaire, déjà occupée par son avant-garde, s'était mis en marche à huit heures du matin, et avait repoussé la grande-garde française, qui envoya prévenir de leur approche. Le lac Marcotis n'étant pas praticable dans cette saison, et les généraux Friant et Lanus, courant les risques d'être séparé de l'armée, si les Anglais s'établissaient sur les digues du canal d'Alexandrie et du lac Mahadieh, ils résolurent de s'opposer, avec quatre mille

trois cents hommes, à la marche des ennemis, qui comptaient plus de dix-huit mille combattans. En conséquence il s'avancèrent sur les hauteurs voisines du camp des Romains; lorsque les Anglais, qui s'avançaient seulement, virent les troupes françaises posées sur les hauteurs qu'ils voulaient occuper, ils s'arrêtèrent, et on se canonna réciproquement. Le 22, ils se remirent en marche; et, dans la crainte de l'impétuosité française, ils se formèrent sur trois lignes, ayant au centre un carré dont les côtés étaient composés de bataillons en colonnes serrées. L'aile gauche s'était ébraulée la première, en longeant les bords du lac Mahadieh, afin de s'appuyer au canal, et de tourner la droite des Français. Le centre qui marchait plus lentement, étant masqué par une hauteur, laissait croire que l'aile gauche était isolée. Le général Lauus, trompé par cette fausse apparence, espéra la culbuter au moyen d'une attaque très-vive, avant qu'elle pût être secourue; mais, tandis que ce général commence ce mouvement, le centre des Anglais paraît sur la hauteur qui le cachait : on ne peut plus alors arriver sur le flanc de l'aile gauche avant de l'attaquer. On se décide donc à le faire; on traverse la première ligne, le 22e régiment de chasseurs fait mettre bas les armes à deux bataillons; les feux exécutés avec beaucoup de vivacité et de précision, par la seconde ligne anglaise, forcent alors les Français à se retirer et à abandonner leurs prisonniers. En vain, d'un autre côté, avait-on fait plier cette première ligne, et la 18e légère se formait-elle en bataille sur sa gauche, la colonne qui marchait à la droite du centre des Anglais se déploie rapidement sur son flanc, son feu y met du désordre; la 18e ne peut plus achever son mouvement pour lui faire face; la 4e légère et la 22e de chasseurs ne peuvent soutenir seules le combat, et commencent leur retraite. Pendant ces attaques, le général Friant avait tenté inutilement d'inquiéter l'aile

gauche des Anglais ; le mouvement projeté par le général Lanus n'ayant pu réussir, il fut obligé de se retirer sur la digue du canal : les deux généraux sentirent alors qu'il serait imprudent de s'engager plus long-temps avec une armée aussi supérieure, et qu'on tenterait mal à propos de l'empêcher d'occuper la position qu'elle venait d'attaquer ; avec cette conviction, ils ordonnèrent aux troupes de se retirer, et vinrent prendre position sur les hauteurs de Nicopolis.

Quelques tentatives infructueuses sur le canal avaient décidé l'armée anglaise à camper, la droite à la mer, vers le camp des Romains, la gauche au canal d'Alexandrie, vis-à-vis la pointe du lac Mahadieh, et à fortifier cette position par une ligne de redoutes du côté des Français. Les généraux Friant et Lanus, sentant que la position des hauteurs de Nicopolis n'était pas susceptible d'être défendue, ne songèrent plus qu'à la sûreté d'Alexandrie, et renvoyèrent, pendant la nuit, la plus grande partie de leur cavalerie à Ramanieh, au devant de l'armée, dont la situation devenait très-difficile. Les Anglais, maîtres des digues, mettaient des obstacles à la réunion des troupes sous Alexandrie ; heureusement on découvrit une route praticable pour l'artillerie, dans le bassin du lac Mareotis ; et l'armée fut enfin réunie, le 29, à Alexandrie. Pendant ces mouvemens, le petit fort d'Aboukir, écrasé par une artillerie supérieure et des bombes, avait été forcé de capituler ; et les Anglais, après avoir pressé, avec beaucoup d'activité, la confection des retranchemens de leur position, y avaient transporté beaucoup d'artillerie pour armer leurs redoutes.

Les troupes françaises une fois réunies, on aurait dû attaquer aussitôt les ennemis. Une victoire assurait la possession de l'Egypte, en donnant les moyens d'arrêter la marche du grand visir, et celle des Anglais venant de

l'Inde. En temporisant, au contraire, on consommait les faibles provisions d'Alexandrie ; on laissait arriver le grand visir, et on donnait le temps à l'armée anglaise de se fortifier davantage et de recevoir des renforts. Cependant les ennemis étaient tellement supérieurs en nombre, et dans une position si bien fortifiée, qu'il y avait peu d'apparence de succès ; on ne pouvait en attendre que d'un coup de vigueur sur une de leurs ailes.

La droite et la gauche des Anglais étaient flanquées par des chaloupes canonnières ; la gauche était fortifiée par des redoutes et couvertes par des étangs. Les redoutes placées sur la hauteur occupée par le centre de l'armée prenaient des revers sur toute cette gauche, et le centre était également flanqué par la position de la droite, et par une redoute élevée à côté de l'ancien camp des Romains. L'attaque seule de la droite était praticable ; on pouvait espérer de la culbuter par un grand effort, de la déborder par la marche supérieure de l'infanterie française, de faire ensuite agir toutes les troupes sur le centre, tandis que l'aile gauche serait occupée par une fausse attaque ; de profiter enfin d'un moment favorable pour décider le succès avec la cavalerie, et d'acculer les ennemis au lac Madieh.

Les troupes françaises furent réunies aux avant-postes, une heure avant le jour ; le général Lanus fut chargé d'attaquer la droite : l'aile droite française devait se déployer entre les étangs et le centre, pour attaquer celui des ennemis, aussitôt que la gauche aurait enfoncé leur droite ; elle devait aussi détacher un corps entre les deux lacs pour occuper la gauche des Anglais ; deux régimens de cavalerie devaient remplir le même but dans le lac Mareotis, ainsi qu'une fausse attaque des dromadaires du côté de Bedah ; la cavalerie devait marcher derrière l'infanterie, jusqu'à ce que la gauche eût enfoncé la droite

des Anglais, et qu'elle pût saisir l'instant de ce désordre pour décider la victoire par une charge.

Les dromadaires avaient commencé leur attaque au crépuscule, et, en s'emparant d'une redoute, ils avaient fortement attiré l'attention de l'ennemi; le général Lanus se met alors en mouvement, ainsi que les autres divisions; mais l'obscurité ayant mis du désordre dans la marche, presque toutes les troupes ayant attaqué isolément et sans seconde ligne, bientôt le général Lanus avait été blessé mortellement, les principaux chefs mis hors de combat, et les soldats exposés à un feu très-vif sans recevoir d'ordres : dès-lors, ils s'étaient dispersés derrière des mamelons; l'aile droite, d'après les dispositions, attendait les succès de la gauche pour commencer l'attaque. Dès l'instant où le général Regnier qui la commandait est instruit de la blessure du général Lanus et du désordre de la gauche et du centre, il veut s'avancer avec l'aile droite pour les soutenir; mais après le peu de succès de cette dernière attaque, la dispersion des troupes, la perte du général Lanus, des efforts ultérieurs devenaient inutiles, et, si l'on s'était retiré, alors la perte aurait été peu considérable, et l'armée eût resté assez forte pour tenir la campagne et profiter de quelque occasion favorable. Cependant, le général en chef ne donnant aucun ordre, les généraux Regnier et Friant avaient voulu faire une nouvelle tentative avec l'aile droite sur celle de l'ennemi, qui, dès l'instant qu'il avait vu l'attaque se diriger sur ce point, y avait fait marcher sa réserve; en outre, le général Menou, on ne conçoit pas trop pourquoi avait donné dans le même moment ordre à la cavalerie de charger : vainement lui avait-on représenté l'inconvenance de cet ordre, il avait persisté, et cette cavalerie, en passant dans les intervalles des bataillons qui étaient alors en mouvement, avait arrêté leur marche, de manière qu'il n'y

avait eu aucune troupe à portée de profiter de la déroute dans laquelle la cavalerie avait d'abord mis la première ligne des Anglais, et qu'à l'instant où elles arrivèrent, la cavalerie était repoussée et emportait avec elle tout espoir de succès. Cependant le général Menou ne s'occupait pas de la retraite, et ne songeait nullement à l'ordonner; les troupes restaient sous le feu des lignes et des batteries, sans former aucun mouvement, et perdaient beaucoup de monde; enfin, après deux heures d'indécision, on ordonna la retraite, qui se fit dans le plus grand ordre; les Anglais n'osèrent pas sortir de leurs retranchemens, et l'armée française reprit, à onze heures du matin, sa position sur les hauteurs de Nicopolis; cette position était trop étendue, il aurait fallu se hâter d'en prendre une meilleure, et des considérations majeures auraient dû même faire préférer un plus grand parti : c'était de laisser des garnisons suffisantes à Alexandrie, dans la citadelle du Caire, au fort Julien et à Lesbeh, et de réunnir à Ramanieh tout le reste des troupes qui se trouvaient en Egypte, afin de profiter des occasions favorables pour battre les Anglais lorsqu'ils quitteraient leurs positions pour se porter sur Alexandrie ou sur Rosette, et, suivant les circonstances, marcher contre le visir sitôt qu'il passerait le désert. Ces idées ne furent pas celles du général en chef; il préféra de conserver sa position devant Alexandrie, et de s'arrêter à des demi-mesures; il hésita, il laissa la terreur s'emparer des esprits : les Anglais, qui d'abord avaient été découragés par la mort du général Albercombrie, qui étaient affaiblis par leurs pertes et dégoûtés du pays par les chaleurs de climat brûlant et la disette d'eau douce, reprirent courage; il leur arriva un renfort de six mille Turcs, ils occupèrent la maison Carrée, ils marchèrent sur Rosette, et s'en emparèrent, et forcèrent le fort Julien à capituler; en même temps le grand visir traversait le désert.

L'armée française se trouvait alors divisée en trois corps, l'un à Alexandrie, de quatre mille cinq cents hommes, ne pouvant rien entreprendre contre le camp des Anglais, gardé par huit mille hommes; le second à El-Ast, de trois mille neuf cents hommes, exposé au corps des ennemis qui occupait Rosette, composé de sept mille Anglais et de six mille Turcs; le troisième au Caire, de deux mille cinq cents hommes pour défendre cette ville, contre l'armée du visir de vingt-cinq mille hommes. Peut-être, en s'arrêtant à l'idée du général en chef, de rester devant Alexandrie, aurait-on pu encore dérober quelques marches aux Anglais, porter les troupes qui étaient à El-Aft au Caire, attaquer et battre le visir, le rejeter dans le désert, et redescendre avec toutes les troupes à Ramanieh, en remettant la garde du grand Caire à Mourad-Bey. Dans cette hypothèse, si les Anglais avaient voulu quitter Rosette pour marcher contre les Français, ceux-ci, supérieurs en cavalerie, auraient pu espérer de les battre dans un pays ouvert; telles n'étaient pas les idées du général en chef : ce qui, en encourageant les Anglais à commencer de nouvelles opérations, leur facilita les moyens de repousser les Français de leur camp d'El-Aft, bientôt après de Raminich, et de s'emparer de la flottille française chargée de munitions, d'artillerie et de vivres, ainsi que d'un convoi considérable qui venait du Caire, et qui, n'ayant pas été prévenu, tomba entre leurs mains.

Les troupes repoussées de Raminich, obligées de se réunir à celles du Caire, ayant tenté vainement d'attaquer l'armée du visir et celle des Anglo-Turcs, se virent bientôt investies dans la capitale de l'Égypte par ces différentes armées. Dans cette position, malgré le zèle et le dévouement des soldats français, disposés à tout souffrir et à tout entreprendre pour conserver l'Égypte, ou du moins en différer la perte, on manquait absolument de

moyens : on ne pouvait sortir pour combattre les ennemis, sans s'exposer à de grands revers ; la retraite dans la haute Égypte n'offrait aucune ressource ; si les ennemis tentaient une attaque contre l'une des parties de l'enceinte, ils devaient réussir à la forcer, et contraindre les troupes à se rendre à discrétion. Il ne restait donc d'autre parti que d'en imposer à des ennemis aussi timides, par une contenance fière, et de leur dicter les conditions de la retraite avant que des succès leur eussent appris à connaître leur force. On réussit, en effet, à intimider les ennemis ; de faibles fortifications leur présentaient sans doute un extérieur redoutable : on signa en conséquence, le 9 messidor an 9 (28 juin 1801), une convention, par laquelle les troupes françaises devaient évacuer le Caire avec les mêmes conditions que celles du traité d'El-Arich. La garnison eut douze jours pour préparer cette évacuation ; elle se rendit ensuite à Aboukir, où elle s'embarqua.

L'article du traité d'évacuation du Caire, qui donnait au général Menou la faculté d'en profiter pour la garnison d'Alexandrie, lui fut notifié le 18 messidor (7 juillet), et il ne voulut pas en profiter. Instruits du refus du général en chef, les Anglais se disposèrent à resserrer Alexandrie, et à lui couper tous les moyens de tirer des vivres ou des secours de l'extérieur ; ils y réussirent au point que bientôt les vivres et l'eau furent sur le point de manquer dans la ville : les soldats, qui ne recevaient depuis long-temps que du pain composé moitié blé et moitié riz, avec un peu de viande de cheval, étaient épuisés par cette mauvaise nourriture ; et l'eau, devenue saumâtre, donnait naissance à beaucoup de maladies ; les hôpitaux étaient encombrés de plus de deux mille malades ; d'autres, convalescens ou éclopés, n'étaient en état de faire que le service des forts ; il ne restait pas trois

mille hommes en état de se battre, et ils étaient accablés par les privations et la fatigue des journées précédentes. D'après cet état, on fut convaincu que, lors même que l'on pourrait défendre encore quelque temps Alexandrie, la famine forcerait bientôt à capituler, et qu'il valait mieux s'y résoudre avant que les Anglais eussent resserré davantage la place et obtenu quelques succès; en conséquence, le général Menou envoya aux Anglais un parlementaire le 9 fructidor (27 août), et la capitulation, signée le 12, fut ratifiée le 13 par les généraux en chef.

(87) Page 347.

Comme le Danemarck avait paru provoquer le premier la querelle, il fut résolu, dans le cabinet de Saint-James, de lui faire sentir le premier poids de l'indignation de l'Angleterre, contre laquelle on était bien convaincu qu'il ne pouvait pas lutter seul. L'étendue, la population, les revenus du Danemarck, sont bien peu considérables, en effet, comparés avec ceux de la Grande-Bretagne : en temps de guerre, ses moyens de défense et d'attaque devaient être proportionnés à la faiblesse de ses ressources; un long repos avait rendu problématiques le courage de ses soldats et l'habileté de ses officiers. Cependant, animée par l'injuste agression de la Grande-Bretagne, la cour de Copenhague s'était empressée de réunir tous ses moyens de défense; il paraît même que les puissances confédérées avaient jugé que l'Angleterre, intimidée, temporiserait une seconde fois, ou qu'occupée de sa guerre contre la France, il lui serait impossible de prévenir l'exécution de leurs desseins, et de les attaquer isolément avant que leurs préparatifs fussent achevés; elles se trompèrent dans leurs conjectures.

La flotte anglaise entra, le 29 ventose an 9 (20 mars 1801), dans le Catégat; et, le jour suivant, M. Drum-

mond, envoyé britannique, transmit une note officielle au gouvernement danois. La Grande-Bretagne, dans son ultimatum, exigeait que le Danemarck abandonnât la confédération du Nord; qu'il permît le passage du Sund à la flotte anglaise, et qu'il renonçât à faire convoyer ses vaisseaux : sur le refus positif, le 30, au matin, la flotte anglaise entra dans le Sund. Les cinq vaisseaux qui passèrent les premiers essuyèrent le feu des batteries de la forteresse, y répondirent, et ne souffrirent pas de grands dommages : le reste de la flotte, ayant rangé de plus près la côte de la Suède, effectua heureusement son passage.

En apprenant l'approche de la flotte anglaise, le gouvernement danois se hâta de mettre la capitale en état de défense. Le port de Copenhague contenait alors dix ou douze vaisseaux de ligne, nouvellement construits ou réparés; on en avait, en outre, armé un grand nombre d'anciens, dont on avait fait une ligne extérieure de défense. Le prince royal prit le commandement de la ville, et se mit à la tête des troupes : des batteries de mortiers et de canons furent dressées sur les points les plus propres à la défense, et sur ceux d'où les vaisseaux ennemis pouvaient être atteints; on fit échouer, sur la même ligne que la ville, et le long du canal, sept vaisseaux de guerre, deux frégates et six bâtimens plus petits; ce cordon était flanqué, au nord, par la batterie des Trois Couronnes, qui elle-même était commandée par deux vaisseaux de soixante-dix canons, et par une frégate mouillée dans la rade intérieure; deux autres vaisseaux, de soixante-quatre, étaient embossés à l'entrée de l'arsenal.

Après avoir reconnu la position de l'ennemi, l'amiral Parker, résolu d'attaquer, sépara sa flotte en deux divisions; il donna le commandement de l'une au lord Nelson, il se réserva l'autre. Le 11 germinal (1er avril), la di-

vision du lord Nelson traversa le canal; dans l'après-midi, elle mouilla à la portée des bombes de l'ennemi; le lendemain, à six heures du matin, le lord Nelson donna le signal de l'attaque : en même temps, la division de l'amiral Parker fit voile vers le fort des Trois Couronnes; mais, autant le vent était favorable à la division Nelson, autant il était contraire à celle de l'amiral Parker.

Dès que le premier vaisseau de lord Nelson eut dépassé ceux des ennemis placés vers le Sud, l'amiral danois Ficher, qui commandait la ligne extérieure de défense donna le signal du combat; en s'avançant, les vaisseaux anglais se serrèrent, mais n'ayant pu franchir les bas-fonds du milieu, plusieurs vaisseaux de cette ligne touchèrent et ne purent occuper la position qui leur avait été assignée: entre dix et onze heures l'action devint générale, et comme les bas-fonds et la sinuosité des canaux ne permettaient pas aux Anglais de se retirer facilement, il n'y avait d'alternative pour eux qu'une victoire complète ou une défaite totale. Dès que toute la ligne fut formée et que les bombardes se furent rangées le long des vaisseaux qui occupaient le milieu, les deux flottes furent enveloppées dans un tourbillon de feu et de fumée; le combat avait duré près de cinq heures avec un acharnement inoui, lorsqu'à quatre heures après midi tous les vaisseaux danois, au sud de la batterie des Trois Couronnes, ayant été abandonnés par les équipages, les Anglais s'en emparèrent et les coulèrent à fond ou les brûlèrent; lord Nelson en fit monter le nombre à dix-sept, celui des blessés et des morts, parmi les Danois, à dix-huit cents, parmi les Anglais, à mille. Si l'amiral anglais avait pu, comme il l'avait projeté, serrer de près la partie gauche de la ligne de défense, le succès du combat eût été encore plus complet. On attribua la longue durée de cette action à la bravoure des Danois et au peu de profondeur de l'eau qui fit

toucher plusieurs vaisseaux anglais; on reproche aux Danois de n'avoir pas employé, pour couvrir leur ligne de défense extérieure, les batteries formées avec des mortiers, qu'ils avaient dressées sur le rivage.

Vers la fin du combat, le lord Nelson fit porter, par un parlementaire, la proposition d'entrer en pourparler: il demandait au Danemarck de renoncer à la confédération du Nord; de permettre aux Anglais de réparer leurs vaisseaux dans les chantiers danois, et de recevoir les blessés anglais dans les hôpitaux. Le prince royal rejeta les deux premiers articles, et offrit, pour le troisième, de remplir tous les devoirs prescrits par l'humanité; cependant, on convint d'un armistice qui dura jusqu'au 19 germinal (9 avril), jour où l'on en conclut un autre pour quatorze semaines.

Après avoir réparé ses vaisseaux endommagés, et renvoyé en Angleterre ceux qui avaient le plus souffert, l'amiral Parker fit voile directement vers Calscrone, où il s'empressa de faire demander au gouverneur de vouloir bien lui faire connaître les intentions du roi de Suède; il attendait la réponse lorsqu'un message, envoyé par l'ambassadeur de Russie à la cour de Copenhague, atteignit l'amiral anglais, et lui remit des dépêches qui le firent retourner à la baie de Kioge, à l'entrée de la Baltique.

(88) Page 347.

Depuis son avénement à l'empire, Paul Ier s'était aliéné le cœur de ses sujets par ses caprices et sa violence; sa sévérité avait excité le mécontentement des classes supérieures, et leur avait donné de vives alarmes; la police gênante qu'il avait établie, et ses nombreux édits, aussi contradictoires que multipliés et vexatoires, avaient rendu insupportable le séjour de la capitale; de leur côté,

les agens de la Grande-Bretagne ne travaillaient pas à augmenter sa popularité.

Ce fut dans ces circonstances que Paul Ier fut enlevé par une mort imprévue, à l'âge de 46 ans et 6 mois ; l'à-propos de sa mort prouvait assez qu'elle n'était pas l'effet d'un accident : voici ce qui nous a paru le plus probable.

A l'époque de la mort de Catherine II, le 19 frimaire an 5 (9 décembre 1796), Paul Ier se rendit à Pétersbourg, où il fut proclamé empereur à l'instant même où sa mère cessait de vivre ; dans ce changement de règne, Platon Zoubow, le dernier amant favorisé de Catherine, qui s'était montré constamment à la tête des ennemis du grand duc, fut dépouillé du commandement des gardes, et reçut l'ordre de sortir de l'empire russe ; mais Paul Ier, en se bornant à une aussi faible vengeance, vis-à-vis d'un homme dont l'orgueil et l'ambition avaient soulevé la Russie entière, commit la faute de ne priver de leurs biens et de leurs dignités, ni les parens du favori, ni ses nombreuses créatures, par le moyen desquelles il conserva une immense influence. La part active prise par Paul Ier à la coalition continentale contre la France et ses alliés augmenta le crédit des partisans de Zoubow ; cette influence eut des suites si extraordinaires, que l'empereur, non seulement rappela Platon Zoubow, mais il lui rendit le commandement des gardes, et se mit ainsi entre les mains d'un homme qu'il avait offensé. Il est probable cependant que cette fausse démarche n'aurait pas eu une suite funeste pour Paul Ier, sans les liaisons que l'Angleterre lui supposait vouloir contracter avec le gouvernement français.

Le 2 germinal an 9 (23 mars 1801), le comte Platon Zoubow vint à minuit dans l'appartement de l'empereur, accompagné de plusieurs gardes sur lesquels il pouvait compter. Il voulut faire croire au monarque que l'apparence seule d'une guerre avec l'Angleterre précipiterait l'em-

pire ; il tâcha de l'effrayer, en l'assurant que le mécontentement du peuple et de l'armée était général, et poussé à l'excès enfin, pour extorquer son abdication. Il lui peignit avec les couleurs les plus fortes les dangers qu'il courait pour sa vie et celle de tous les membres de la famille impériale, et il ajouta qu'en abdiquant en faveur de son fils, il conserverait le trône dans sa famille, et s'assurerait abondance, tranquillité et bonheur dans une condition privée.

On assure que Paul Ier, ne pouvant retenir plus longtemps sa colère, se jeta en furieux sur le comte Zoubow, et voulait l'étrangler ; Zoubow se défend, le monarque est terrassé dans cette lutte ; une table, sur laquelle se trouvaient plusieurs bougies, est renversée ; les bougies s'éteignent ; les gardes, accourant au bruit, augmentent la confusion ; le malheureux monarque est frappé sur la tête d'un violent coup de crosse de fusil.

Ce coup fut-il l'effet d'un dessein prémédité, ou d'une erreur involontaire ? On ne sait rien de positif à cet égard. L'empereur, blessé, jette un cri, en appelant du secours ; les soldats, étonnés du crime dont ils viennent de se rendre coupables, et ne croyant échapper aux supplices les plus affreux que par la mort de l'empereur, l'étranglent avec sa propre écharpe, et se confondent avec leurs camarades....... La nouvelle de cette catastrophe fut portée sur-le-champ à l'impératrice ; on l'assura que le seul dessein du comte Zoubow avait été d'obliger l'empereur de signer son acte d'abdication, et qu'on ne devait attribuer sa mort qu'aux accès de sa rage.

(89) Page 349.

PAR ce traité, l'Angleterre restituait aux Français, aux Espagnols et aux Bataves, tous les territoires occupés par les forces britanniques durant la guerre, à l'exception de



l'île de la Trinité, et des établissemens bataves dans l'île de Ceylan, cédés à la Grande-Bretagne en toute souveraineté.

Tous bâtimens appartenant aux Français, aux Anglais et aux Espagnols, obtenaient la liberté de relâcher au cap de Bonne-Espérance, pour acheter les approvisionnemens qui leur seraient nécessaires, sans payer d'autres droits que ceux auxquels les bâtimens bataves étaient assujettis. Le gouvernement des îles de l'Archipel était reconnu par les puissances contractantes sous le nom des républiques des Sept Isles.

Les possessions du Portugal et de la Turquie étaient maintenues dans leur intégrité, telles qu'elles étaient avant la guerre : cependant les arrangemens entre l'Espagne et le Portugal, pour la rectification de leurs frontières en Europe, et entre la France et le Portugal, pour la rectification de leurs frontières dans la Guyane, devaient être exécutés.

Malte resterait sous la domination des chevaliers de Saint-Jean ; son indépendance devait reposer sur la garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Russie et de la Prusse.

(90) Page 352.

A l'époque à peu près où l'on parlait en France d'y assembler les états-généraux, M. Wilberfox faisait la motion dans le parlement d'Angleterre d'abolir la traite des nègres ; bientôt après il se forma à Paris une espèce de réunion, sous le nom d'amis des noirs, dans laquelle on s'occupa du même objet. Plusieurs des membres de cette réunion, ayant été nommés à l'assemblée constituante, se firent un devoir d'y proposer aussi l'abolition de la traite. M. Mirabeau avait préparé sur ce sujet un discours plein de force et d'éloquence, qu'il prononça aux jacobins, où

il fit la plus grande sensation. Il ne put pas le lire à l'assemblée ; un parti puissant s'y était formé, et s'était attaché à dénigrer les amis des noirs, en prétendant qu'ils ne sollicitaient l'abolition de la traite que pour obtenir ensuite la liberté des nègres. Cependant ni M. Mirabeau, ni M. Brissot, ni aucun membre de la société des amis des noirs, qui desiraient et sollicitaient ardemment l'abolition de la traite, n'avaient songé à la liberté indéfinie des nègres, seulement, disaient-ils, que l'on adoucît leur sort, que l'on ne se permît plus avec eux des traitemens aussi barbares, et que l'on pût voir augmenter dans les colonies le nombre des affranchis.

Cependant quelques ambitieux, qui desiraient représenter dans le corps législatif, parvinrent à faire décréter, le 4 avril 1792, qu'à l'avenir tout homme, de quelque couleur qu'il fût, serait citoyen actif, dans les colonies, aux mêmes conditions qu'en France : de là naquirent tous les maux qui accablèrent ces malheureux pays ; bientôt trois commissaires français arrivent à Saint-Domingue, et l'on ne tarde pas à y voir déporter trois gouverneurs en chef, une assemblée coloniale, la moitié de la commission intermédiaire, trois gouverneurs de provinces, des procureurs-syndics de la commune, et plus de quinze cents citoyens. Enfin, le 30 août 1793, la liberté des nègres est solennellement proclamée. Environ deux mois après, la ville du Mole se livrait aux Anglais, qui s'emparaient en même temps de la Martinique ; de là des désordres, des agitations et des malheurs sans nombre, sur-tout à Saint-Domingue et à la Guadeloupe.

Cependant le nègre Toussaint Louverture, qui avait d'abord servi l'Espagne, après être rentré au service de la France, ne tarde pas à rattacher les colons épouvantés à la défense de la colonie, et à être nommé gouverneur de province. Ce fut à cette époque que la convention nationale vit des

députés nègres prendre place parmi les législateurs; bientôt après Santhonax, qui reparaît à Saint-Domingue, envoyé par le directoire, confère toute l'autorité civile et militaire à Toussaint Louverture; celui-ci, qui exerçait déjà une puissance absolue, réussit à obtenir des Anglais le Mole, le Port-au-Prince, Jérémie, et leur éloignement de Saint-Domingue; dès-lors il arrêta les meurtres, étancha le sang, s'empara de la partie espagnole au nom de la république, et fit une constitution.

Neuf mois plus tard, 17 brumaire an 10 (8 novembre 1801), le général Leclerc parut à la vue de Saint-Domingue, à la tête de forces très-considérables; arrivé devant l'île, il est obligé de descendre de force, et de repousser les noirs qui s'étaient armés, et qui s'opposaient à la descente, sous les ordres de Toussaint, Christophe, Dessalines, et plusieurs autres généraux de la même couleur. Cependant le général Leclerc s'était déjà emparé de plusieurs villes; et, après une résistance sanglante, avait obligé les noirs de capituler, et s'était vu contraint d'envoyer Toussaint Louverture en France. Peu de temps après, les noirs reprennent les armes; le général Leclerc meurt; le général Rochambeau le remplace: mais l'excessive chaleur, les fatigues continuelles, l'intempérance, avaient conduit au tombeau une très-grande partie des soldats français, et le général Rochambeau est forcé d'abandonner l'île au général Dessalines, secondé par les Anglais.

(91) Page 352.

Après la fin tragique de l'eunuque aga Mamet-Kan, en 1796 (an 4), son neveu Baba-Kan, qui commandait ses armées, s'étant concilié l'estime et la bienveillance des grands du royaume, parvint incontinent à s'en faire reconnaître le souverain absolu, et monta sur le trône, sous le titre de Sathali-Chah: depuis cette époque, il a

régné avec applaudissement, et sans avoir eu aucune espèce de concurrent. Toute la Perse, excepté le Candahar et la Géorgie, lui est soumise, et il la gouverne avec beaucoup de douceur : âgé d'environ quarante-cinq ans, il est spirituel, affable, courageux, bon général, et sans ambition.

La belle et vaste contrée de la Géorgie est passée, à la mort d'Héraclius, sous la puissance des Russes, qui paraissent avoir pour but d'assujettir les meilleurs ports de la mer Caspienne, sur-tout la fertile et vaste contrée du Guilan.

(92) Page 352.

La horde des Wahabis, aujourd'hui si puissante, n'était, il y a cinquante ans, qu'un amas de misérables familles nomades qui, par une étroite confédération cimentée par les liens du sang et de l'intérêt, et sur-tout par une conformité de mœurs et d'usages, s'érigèrent à l'indépendance dans l'Yemen, en adoptant un nouveau culte et des institutions absolument différentes des autres Bedouins du désert.

Mais, par la suite, cette horde, si faible, si méprisable dans ses commencemens, s'accrut considérablement par la réunion de plusieurs autres castes d'Arabes; ses succès dans le brigandage furent si rapides, qu'en moins de dix à douze ans elle parvint à s'assujettir toute la province où elle avait pris naissance; et, depuis huit à neuf ans, elle a envahi presque toutes les meilleures contrées de l'Arabie.

Forts, robustes, accoutumés dès l'enfance aux travaux et aux fatigues, leur vie active prolonge la vigueur de leur corps, et ils parviennent à un âge avancé sans presque avoir éprouvé les infirmités naturelles aux humains; graves, flegmatiques, grossiers et superstitieux, leur or-

gueil est moins dans leurs procédés que dans leurs sentimens ; inviolablement attachés à leurs coutumes, ils méprisent celles des autres peuples, et rejettent tout ce qui est au-dessus de la sphère de leurs connaissances ; sobres dans leur nourriture et leurs boissons, ils ne fument point, et ne boivent jamais que de l'eau, se contentant d'un peu de mauvais pain non levé, de dattes, de riz et de viande de chameau : aussi s'accoutument-ils de bonne heure à se passer, pendant des jours entiers, de toute espèce de nourriture, et se désaltèrent, dans le besoin, avec l'urine fétide de leurs montures.

(93) Page 361.

Le 25 fructidor an 9 (12 septembre 1081), des plénipotentiaires respectifs signèrent, au nom du pape et du premier Consul de France, un concordat, qui fut converti en loi de la république par le corps législatif, dans la séance du 18 germinal an 10 (8 avril 1802) ; concordat qui statuait le libre exercice public du culte catholique, apostolique et romain en France, et une nouvelle circonscription des diocèses et des paroisses ; le Consul devait nommer les archevêques et les évêques, et l'institution canonique leur être donnée par le saint siége ; tout le clergé devait prêter le serment de fidélité à la constitution ; le gouvernement devait assurer un traitement convenable aux archevêques, évêques, vicaires-généraux et curés ; et, dans le cas où les successeurs du premier Consul ne fussent pas catholiques, on devait faire une nouvelle convention.

(94) Page 369.

Dans les gouvernemens tempérés, les engagemens sont volontaires ; mais, comme l'on peut supposer la circonstance où la sûreté du pays serait compromise, l'établis-

sement des milices formées par le sort donne le moyen de remplacer, dans les garnisons ou dans l'intérieur, les troupes régulières qui se portent aux frontières ou sur le territoire ennemi.

Dans les gouvernemens militaires, l'usage des milices n'est pas connu ; tout sujet naît soldat ; à l'exception des pères de famille ou des fils uniques, tout homme requis doit rejoindre les drapeaux, et reste engagé pour la vie.

Dans certains gouvernemens, l'armée excitant l'attention des citoyens, qui craignent que l'habitude nécessaire de l'obéissance ne la livre trop à la disposition de l'autorité exécutive, on a imaginé l'établissement de milices, que l'on regarde comme le plus ferme appui des constitutions légales : en conséquence, l'opinion attache une grande considération aux milices des pays libres, telles que celles levées en Suisse, en Angleterre, dans les États-Unis ; et les hommes les plus considérables s'empressent à remplir des emplois que leur confère le choix de leurs concitoyens.

Ces milices, qui ne sont point soldées, qui ne sont pas destinées à combattre hors du territoire, qui doivent être composées de propriétaires qui veillent pour la liberté autant que pour l'indépendance du pays, sont véritablement des *gardes nationales*, dont l'institution, maintenue dans ses véritables bornes, est, selon nous, la plus avantageuse pour maintenir la tranquillité et l'ordre dans l'intérieur, accroître sans danger, et recruter sans peine les armées d'une grande puissance.

L'organisation d'une garde nationale n'est essentiellement autre chose que le recensement des citoyens en état de porter les armes, et leur répartition dans des cadres où ils puissent se former avec promptitude, et agir sans confusion : cette garde doit être destinée à arrêter les en-

treprises de l'autorité qui menacerait la liberté publique, et la populace qui menace la propriété ; sans privilége, sans prérogative, sans solde, n'étant pas un corps militaire, mais le corps de la nation.

Les hommes appelés par le vœu du monarque et le choix de leurs concitoyens à régulariser le gouvernement en France, voulant établir une force publique proportionnée à l'étendue du pays, au développement de ses frontières et à son immense population, saisirent l'idée d'une garde nationale ; et les vrais principes de cette institution n'échappèrent pas aux premiers législateurs : il est vrai que plusieurs circonstances nuisirent aux succès qu'on devait s'en promettre. L'esprit populaire en étendit trop le cercle de l'admission, et la morgue nobiliaire et même bourgeoise fit trop négliger aux grands propriétaires, aux hommes de robe, de finances, aux grands commerçans, aux riches enfin, l'influence que la nature des choses, l'habitude et le consentement général, s'accordaient à leur attribuer. On établit aussi impolitiquement une correspondance de grades dans la garde nationale et dans l'armée : cette correspondance exalta l'amour-propre des citoyens, qui, sans aucun service antérieur, se virent promus à des commandemens, et blessa justement les militaires, qui n'avaient acquis de pareils titres qu'au prix de longs services, ou de leur sang versé dans les combats. Cette institution, dont on abusa, répandit un goût trop vif pour les armes dans une nation naturellement guerrière ; et ce goût, devenu une passion, éloigna des travaux productifs, dont le résultat constitue la richesse et le bonheur d'un état.

Au reste, la garde nationale, dans presque toutes les circonstances, a été en France le plus ferme appui des lois, et cette institution peut offrir d'immenses moyens, pour une augmentation rapide des armées de ligne et pour

le recrutement pendant la guerre. Le contrôle de la garde nationale en France, dans l'année 1790, présentait une masse de plus de trois millions d'hommes, tous exercés au maniement des armes, à la marche, à l'ordre du service ; la levée d'un seul homme par compagnie, donnait la faculté d'envoyer sur-le-champ soixante mille hommes dans les armées de ligne. Quelle force dont on pouvait disposer dans un moment de crise, quelle ressource pour un gouvernement investi de l'opinion et de l'estime publique; on ne sentit pas assez en 1792, au moment où la guerre commença et dans les années suivantes, que c'était là le grand, le seul, l'important service à tirer de la garde nationale, et on fit un crime capital au ministre de la guerre qui voulut alors le proposer et le mettre en usage.

(95) Page 369.

Lorsqu'une nation arrive à un certain degré de perfectionnement, le progrès des arts et des sciences donnant un plus grand développement à l'agriculture et au commerce, les travaux de la campagne, les manufactures, toutes les branches de l'industrie, des professions utiles ou d'agrément, réclament et occupent habituellement un grand nombre d'hommes qui ne pourraient, sans un dommage réel pour la prospérité nationale, être distraits et éloignés de leurs travaux ; ainsi, chez les nations industrieuses et commerçantes, il n'est guère possible que l'on puisse prélever, sans nuire à la société, plus de la centième partie des habitans pour la concentrer à la profession des armes. Ainsi l'établissement des troupes réglées devait nécessairement être la suite des progrès des nations vers les sciences, les arts, le commerce et l'opulence. Ainsi, chez les Grecs, les Romains et les Carthaginois, les troupes soldées avaient remplacé le service personnel ; chez les

peuples modernes, les armées permanentes furent substituées à l'appel du ban et de l'arrière-ban.

Mais ce nouveau mode, nécessité par l'accroissement de la population et des richesses, en bornant le nombre des soldats que chaque état peut entretenir, diminue en même temps le moyen de les recruter ; la convention, après avoir imaginé en France la réquisition sur les hommes et sur les choses, ne sachant se borner sur rien, avait requis tous les Français pour porter les armes depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de vingt-cinq, ce qui aurait dû procurer environ seize cent mille combattans, et n'en fournit jamais, encore très-momentanément, qu'environ sept cent mille. On crut ensuite devoir remplacer la réquisition par la conscription, bornée aux jeunes gens en état de porter les armes depuis vingt-un jusqu'à vingt-cinq ans ; mais, si l'on faisait marcher ces cinq âges, on outre-passerait infiniment la proportion du centième calculée assez unanimement par les plus habiles auteurs en économie publique ; aussi ne prend-on ordinairement, chaque année, qu'un certain nombre d'hommes de l'âge de vingt-un ans, partie pour recruter l'armée active, le reste pour l'armée permanente.

(96) Page 370.

Depuis la formation de l'artillerie à cheval, on a pu, sans entraver, ni retarder les mouvemens des avant-gardes fortes en cavalerie, faire marcher et manœuvrer avec elles une plus nombreuse artillerie avec les réserves qui pouvaient être nécessaires à cette arme, ce qui en prouve assez l'importance.

On croit que Gustave Adolphe avait déjà apperçu les avantages que l'on pourrait tirer d'une artillerie à cheval ; le grand Frédéric fut le premier à mettre en pratique une idée probablement encore confiée à la théorie. L'artillerie à

cheval fut ensuite introduite dans les armées autrichiennes pendant le règne de Joseph II, mais on n'en fit point un objet principal; elle resta dans un état d'imperfection qui ne permettait pas d'en saisir tous les avantages.

En France, les inventions les plus utiles étaient rarement accueillies dans les corps à talens, parce que les vieux officiers, plus nombreux, y opposent leur expérience et la routine de l'usage aux efforts des jeunes officiers, dont la théorie est ordinairement plus savante; on proposa, vainement, pendant long-temps, de former une artillerie légère; on avait fait cependant quelques essais avant la révolution; on n'avait adopté aucune base. En 1791, M. Duportail, ministre de la guerre, autorisa la formation de deux compagnies de grenadiers à cheval, qui, en quelques semaines, firent voir combien les Français étaient propres à ce service. En 1792, MM. de Narbonne, Graves et Servan, qui avaient succédé à M. Duportail, s'occupèrent de perfectionner et d'étendre dans l'armée française l'usage de l'artillerie à cheval, dont les troupes françaises ont tiré un parti très-avantageux dans les campagnes de la révolution. Cette arme est devenue actuellement indispensable dans toutes les armées; elle peut suivre presque par-tout la cavalerie; elle traverse les rivières, les marais, dont le passage est interdit à l'artillerie à pied; elle se porte rapidement en masse sur un point d'attaque imprévu, tourne un corps ennemi, le bat en flanc ou en queue, peut faire le service des avant-postes, celui de l'artillerie de position, celui de l'arrière-garde, et enfin celui du corps de réserve d'où on la détache au besoin; enfin elle n'a point l'inconvénient tant reproché à l'artillerie à pied de ralentir et de gêner la manœuvre des troupes.

(97) Page 370.

La topographie, bornée d'abord au résultat des opé-

rations de trigonométrie et de géométrie rectiligne, avait beaucoup acquis pour l'art de la guerre; à mesure que l'art du dessin devint plus usuel et que son mérite original fut plus senti, la topographie profita du goût qui se répandait pour ce genre de dessin; on commença à mieux exprimer le terrain, à se rapprocher de la nature; on exigea que les cartes topographiques fussent des images exactes, des vues plates d'un pays, que les moindres plis fussent exprimés, que la différence des niveaux, le jeu des ombres et des reflets fussent sentis. Dès-lors, les travaux topographiques se multiplièrent de toutes parts; ils embrassèrent les plans des différens fronts des frontières, les moyens d'attaque et de défense se perfectionnèrent à mesure que la topographie apprit à mieux connaître, à mieux combiner l'occupation des postes sur les dehors des places avec les positions intermédiaires et les diverses suppositions de la guerre défensive.

Enfin le corps des ingénieurs-géographes des camps et armées porta l'art de lever et dessiner les cartes et les plans au plus haut degré de perfection, multiplia et facilita les applications de la grande tactique aux divers terrains; leurs travaux accrurent les richesses topographiques, et, avec leur secours, il n'y eut presque plus de grandes frontières, de théâtre de la guerre en Europe, dont on ne fût assuré d'être bientôt en possession. Aussi a-t-on éprouvé, dans les dernières guerres, de quel secours pouvait être, pour les opérations militaires les plus compliquées, cette perfection de la topographie.

(98) Page 370.

Après avoir rendu la terre navigable par les canaux, il restait à rendre l'air lui-même navigable par les ballons. On avait long-temps cherché à imiter le vol des oiseaux; mais ce que la nature a fait pour eux, l'art refusait de

le faire pour l'homme : c'était la chimie, et non la mécanique, qui devait lui prêter des ailes.

Le général Meusnier avait fait sur les aérostats un mémoire que sa mort seule empêcha d'achever. Après dix mois de recherches sur l'aréostation, recherches auxquelles le général Meusnier avait eu beaucoup de part, on vit s'élever dans le champ de Fleurus un ballon, dans lequel les observateurs restèrent, pendant plus de deux heures, à la hauteur de deux cents toises, et d'où ils envoyèrent des renseignemens sur la position, les mouvemens et les dispositions des ennemis, qui aidèrent à assurer la victoire, à conquérir bientôt après toute la Belgique, et à délivrer les frontières de la France.

La précieuse découverte des télégraphes, qui, à de grandes distances, transmettaient rapidement les nouvelles, et donnaient les moyens de faire parvenir des ordres avec une célérité incalculable, ne fut pas moins utile à l'art de la guerre.

(99) Page 370.

Il fallait armer neuf cent mille hommes; pour c[illegible] les anciennes manufactures d'armes n'étaient rien ; celles situées sur les frontières étaient envahies ; on les recréa par-tout avec une activité jusqu'alors inconnue. Des savans simplifièrent leurs procédés, perfectionnèrent le forage des canons, et inventèrent l'art de renouveler leurs lumières ; la fonte des cloches donna le cuivre nécessaire. L'acier manquait, l'art de le faire était ignoré, des savans le créèrent. On avait besoin de dix-sept millions de poudre, dans l'espace de quelques mois, et la France manquait de salpêtre, celui qu'elle faisait ordinairement ayant pour base du salpêtre tiré de l'Inde : ici les savans sont encore consultés ; ils offrent de procurer tout le salpêtre nécessaire, et de l'extraire du sol de la république. Une ins-

truction courte et simple suffit; bientôt l'art de faire le salpêtre devient une pratique vulgaire; M. Lavoisier, qui avait fait des expériences précieuses sur cet objet, vient contribuer en même temps à augmenter la force de la poudre; enfin les sciences contribuèrent puissamment au mouvement général qui avait sauvé la république.

(100) Page 370.

En entendant raconter la nouvelle manière dont on a fait la guerre, pendant les dernières années, sur les bords du Rhin, en Suisse, dans le Tyrol, en Italie, où l'on avait lié les mouvemens des différentes armées qui occupaient ces espaces immenses, de manière qu'ils se correspondissent et ne fissent qu'un, on demandera sans doute si l'on employa alors de nouvelles armées, de nouveaux moyens dans les combats; si les rapports et l'application des manœuvres, des diverses armes, aux différentes natures de pays et de terrain, furent changés : non, sans doute; et il paraît présumable que le grand Frédéric a laissé peu de branches à perfectionner dans la tactique moderne.

Mais, sous ce prince, les combinaisons générales ne s'étaient jamais autant élevées ni étendues; et, de même que les Français avaient appris à l'Europe que la supériorité du nombre, la rapidité des marches, la multiplicité des combinaisons d'attaques et d'affaires de postes, détruisent l'importance des meilleures places fortes, [1] de

[1] Ce qu'on appelait autrefois la guerre de siége n'existe plus; son influence n'est que secondaire dans les vastes plans de guerre offensive et dans la défensive, nécessairement toujours active, d'une ligne très-étendue. Les forteresses, considérées comme de grandes machines de guerre immobiles, ne peuvent plus arrêter l'ennemi

même ils lui apprirent que, dans les pays de montagnes, des lieux regardés autrefois comme inexpugnables ne l'étaient plus.[1] Depuis que l'on a frayé des sentiers à travers des abymes de glace, et que les talens et l'audace militaires, secondés par la science, en surprenant les secrets de la nature, ont parcouru les grandes Alpes, perfectionné les cartes topographiques, et recueilli les moindres détails, les généraux et les officiers d'état-major ont eu des idées plus grandes et plus simples; dès-lors on a osé détacher des corps, à de grandes distances, pour s'assurer du point dominant qui peut rendre maître des grands intervalles; et les coups portés à trente ou quarante lieues des positions centrales des armées, se faisant sentir à l'instant, nécessitaient des mouvemens, faisaient changer des desseins, comme si ces divisions avaient été contiguës au gros de l'armée dont elles étaient détachées, aucun obstacle ne pouvant plus arrêter le mouvement général d'une manière propre à empêcher le parti supérieur en force de chercher à déborder les ailes de son ennemi, de tourner, de ruiner leurs appuis, sans égard à leur position propre et à leur éloignement.

Aussi les lecteurs ont-ils pu voir les succès du général Souworof et la supériorité de ses forces lui permettre de

---

supérieur en nombre, ni déconcerter ses plans, qu'autant qu'elles s'enchaînent, qu'elles se soutiennent mutuellement, et sur-tout qu'elles soient bien plus fortes qu'elles ne le sont, d'après le système de M. Vauban.

[1] Si ces postes n'assurent pas la possession des sommités les plus hautes et les plus escarpées, s'ils ne sont pas la clef des moindres interstices dans la chaîne, celle des premiers passages ouverts par les eaux, qui, s'agrandissant peu à peu, et s'aplanissant comme leur cours, donnent l'entrée des vallées fertiles et étendues, ils n'ont qu'une importance relative et momentanée.

détacher des corps qui, occupant successivement les vallées, et contenant dans les gorges et dans les passages vers la Suisse les troupes françaises, dont les derrières n'étaient plus assurés, purent donner à l'archiduc les moyens de sa rapide invasion dans le pays des Grisons, et de forcer le général Massena à lui céder, en moins de quinze jours, tout le cours du Rhin et la moitié du territoire de la Suisse.

(101) Page 373.

Ce Muséum, consacré, dans l'origine, à la culture des plantes médicinales, n'offrait que des cours destinés à en faciliter la connaissance, ou à en indiquer les applications; mais Buffon et Daubenton en avaient fait le dépôt général de toute l'histoire naturelle. Pendant le cours de la révolution, il fut constamment défendu par les administrations qui l'eurent successivement dans leur dépendance : cette circonstance singulière, jointe à la grande union des professeurs, avait maintenu ce bel établissement dans un état de conservation. A la renaissance de l'ordre, on songea à lui donner de l'extension : on agrandit le jardin de botanique; on doubla l'étendue du terrain destiné à l'établissement; une ménagerie fut formée; de nouvelles serres, de nouvelles galeries, s'élevèrent; on confirma l'addition des nouveaux professeurs; toutes les dépenses nécessaires furent faites avec magnificence. Ainsi, dans le même lieu où toutes les productions du globe se trouvaient réunies, l'histoire naturelle fut, pour la première fois, enseignée dans son ensemble; et ces cours, devenus célèbres par l'éclat des faits qu'on y expose, le nombre des élèves qui les fréquentent, et les grands ouvrages dont ils ont été la cause ou le motif, ont fait du Muséum d'Histoire naturelle un des premiers établissemens d'instruction qui existent en Europe.

(102) Page 373.

Le Collége de France ne devait sa conservation ni à son antique célébrité, ni à de riches collections qui pussent attirer les regards, ni à des biens particuliers qui pussent tenter l'avidité ; il fut simplement oublié par les révolutionnaires, et dut son salut à leur ignorance. Les professeurs partagèrent l'honorable persécution qui s'attachait alors à tout ce qui avait un mérite reconnu ; mais aucun d'eux ne perdit la vie : enfin, dès l'instant où le calme, renaissant, permit à la vertu de se montrer, et aux talens de reparaître, les professeurs revinrent dans cette école, illustrée par leurs travaux et ceux de leurs prédécesseurs, reprendre leurs honorables fonctions, seulement animés par l'habitude d'être utiles, bientôt cependant récompensés de leur zèle par le gouvernement et la considération publique.

(103) Page 373.

L'instruction provisoire des corps destinés aux services publics ne répondait ni aux besoins de l'état, ni à sa gloire ; les hommes que l'on chargea du plan d'une nouvelle école des travaux publics en conçurent un vaste dans son objet, mais simple dans son exécution et sûr dans ses résultats ; en conséquence, on eut dans la nouvelle école des cours de mathématiques pures et appliquées, des leçons de géométrie descriptive, de fortification, de dessin, et d'architecture navale et militaire. Les détails pratiques furent renvoyés aux anciennes écoles, qu'on laissa subsister en élevant toutefois leur enseignement. On rétablit le corps des ingénieurs géographes, on créa une École des Mines.

C'était peu néanmoins d'avoir choisi des professeurs

parmi les premiers savans de l'Europe, si l'on ne fixait leurs leçons dans l'esprit des élèves, pour transmettre leurs actions et leurs idées : il était essentiel de donner à l'École Polythecnique sa forme définitive, et il fallait qu'un essai, fait en grand, assurât la méthode, classât les élèves, et montrât ce que l'on en pouvait attendre. On développa donc à leurs yeux, dans des cours rapides, le plan général de l'instruction : on parcourut en trois mois la matière de trois années.

Les résultats d'une si grande expérience surpassèrent toutes les espérances quon en àvait conçues. On répartit alors les élèves en brigades, et l'enseignement prit la marche qu'il devait tojours conserver.

(104) Page 373.

On avait tout fait pour l'École Polythecnique, mais il ne fallait qu'un moment d'orage pour renverser ce phare dressé aux sciences, et replonger la France dans les ténèbres. On voulut qu'un vaste monument conservât en France les lumières, et pût les propager dans l'avenir; ainsi, depuis l'art de la parole, qui réunit les hommes en société, jusqu'à ces méditations profondes d'où sortent les lois générales de la nature, il fallut tout reprendre, tout recréer, et ce vaste projet fut conçu, entrepris et exécuté dans l'espace de quelques mois.

L'École Normale offrit le premier exemple de leçons orales données en même temps sur toutes les parties des connaissances humaines. Des sténographes recueillaient ces leçons qui, sur-le-champ, multipliées par l'impression, se propageaient dans tous les points de la France avec une inconcevable activité. On apprit enfin la véritable manière d'enseigner les sciences; on mit en activité la métaphysique de leurs principes.

(105) Page 373.

Les Écoles de Médecine avaient été supprimées à l'époque où leur service devenait le plus nécessaire pour fournir à nos nombreuses armées les officiers de santé dont elles avaient besoin; leur rétablissement fut un des premiers objets dont on s'occupa quand la tourmente qui avait agité la France commença à s'appaiser. Jusqu'à ces derniers temps, la médecine et la chirurgie s'étaient disputé mutuellement la prééminence; la révolution termina leurs disputes en les réunissant dans les mêmes malheurs; lors de leur rétablissement, elles adoptèrent un enseignement complet sur toutes les parties de l'art de guérir; la physique et la chimie s'y trouvèrent naturellement comprises, et rien de ce qui peut y contribuer dans l'état actuel des sciences ne fut oublié.

(106) Page 373.

Pour compléter les moyens qui pouvaient contribuer au rétablissement des lumières, on songea à l'organisation de l'enseignement élémentaire, le plus difficile et le plus important de tous; on établit des écoles primaires, des écoles centrales, et on négligea les écoles secondaires comme inutiles; on a trop vu, heureusement depuis, combien cet intermédiaire était indispensable pour les anneaux extrêmes de l'enseignement. Cependant, malgré ce vide, les écoles centrales fournirent un grand nombre d'élèves, produisirent d'excellens livres élémentaires, et conservèrent pures à la jeunesse les sources de l'éducation; mais il affaiblit leur force, et fut une des causes qui dut amener leur ruine.

(107) Page 373.

Une instruction simple et lumineuse pour fixer l'art de fabriquer le savon et le mettre à portée de tous les citoyens ;

L'invention de la pâte qui compose les crayons que l'on tirait précédemment de l'Angleterre ;

Et, ce qui était inappréciable dans ces circonstances, la découverte d'une méthode pour tanner, en peu de jours, les cuirs qui exigeaient ordinairement plusieurs années de préparation.

(105) Page 374.

PRINCIPAUX OBJETS DE SCIENCES ET ARTS

CONQUIS EN ITALIE PAR LES FRANÇAIS,

ET RECUEILLIS DANS LE MUSÉE NAPOLÉON.

PEINTURE.

MILAN.

Étude de l'école d'Athènes, par Raphael, ... sur carton.
Une Vierge, par Luini, ... sur bois.
Une Vierge, par Lucas d'Hollande, . *idem.*
Un saint Jean, par Luini, ... *idem.*
Le couronnement d'épines, du Titien, *idem.*
Saint Paul, par Gaudenzio Ferrari, . *idem.*
Saint Sébastien, par César Procaccini. *idem.*
Une Vierge entourée de fleurs, par Rubens, les fleurs sont de Breughel, . sur cuivre.
Quatre tableaux représentant les Élémens, par le même, ... *idem.*
Daniel dans la fosse aux lions, par le même. . . . . *idem.*
Un Concert, par Giorgion, . . sur toile.
L'Assomption, par Salvator Rosa, . *idem.*
Les Ames du Purgatoire, du même, . *idem.*
Seize Dessins, par differens Maîtres, sur papier.

CRÉMONE.

Une Vierge et saint François, école du Correge, ... sur toile.
Une Circoncision, par Génovèse, . . *idem.*
Un Christ et une Vierge, par Bernardino Campi, ... *idem.*
Le Martyre de plusieurs Saints, par Palma junior, ... sur toile.
Une Nativité, par le Soyero, ... *idem.*
La Vierge, saint Jean, etc. par Pierre Perugino, ... sur bois.

PARME ET PLAISANCE.

Un Christ, par Guercino, ... sur toile.
Descente de Croix, par Schidone, . . *idem.*
Mariage de la Vierge, par Hercule Procaccini, ... *idem.*
Saint Sébastien et saint Roch, par Paul Veronèse, ... *idem.*
Christ au tombeau, par Annibal Carache, ... sur toile.
Baptême de Jésus-Christ, par Fiammingo. . . . . *idem,*
Le martyre de saint Placide et sainte Flavie, par Corrège, ... *idem.*

Descente de Croix, par le même, . sur toile.
Une Vierge et saint Nicolas, par Augustin Carache, ... idem.
La Mort de la Vierge, par Louis Carache.
Les Apôtres au tombeau de la Vierge, par Louis Carache, ... sur toile.
La Vierge de saint Jérôme, par Corrège, ... idem.
Madona della Scodella, par le même, idem.
Jésus-Christ, saint Paul, etc. par Raphael, ... sur bois.
La Vierge et Saint-Michel, pesant des ames, par Orsi da Novellara, ... idem.
L'Adoration des Rois, par Mazzola, . idem.
La Vierge, l'Enfant Jésus, un Ange, et plusieurs Saints, par J. B. Cima Da Coneg'iano, ... idem.
La Vierge, l'Enfant Jésus, saint Joseph, par Michel-Ange Anselmi, . . . idem.
La Vierge, l'Enfant Jésus, entourés d'Anges, par le même, ... idem.
Saint Etienne et saint Jean-Baptiste, par le même, ... idem.
Jésus-Christ mort, sur les genoux de sa mère, par François Francia, ... idem.
La Vierge, l'Enfant Jésus, saint Pierre, sainte Lucie, par P. Hilaire Mazzola.
La Vierge, l'Enfant Jésus, sur les nuées, par Rondani, ... idem.
Mélange allégorique, par Jérôme Mazzola.
La Vierge, saint Sébastien et saint Jean-Calybite, par Michel-Ange Anselmi.
Saint Martin, à cheval, partageant son manteau avec un pauvre, attribué à Ribera dit l'Espagnolet, ... sur toile.
Saint Louis Gonzague, par Crespi dit l'Espagnol, ... idem.
La Gloire des Saints, par Lanfranc, idem.
Saint François recevant les stygmates, par Sisto Badalocchio, ... idem.
Un miracle de saint Maur, par Sebastien Ricci, ... idem.
Quatre tableaux représentant des figures analogues à la musique, par Samachini, idem.
La Nativité de Jésus-Christ, attribuée à Jérôme Mazzola, d'après le Corrège, idem.
Le Baptême de Jesus-Christ, cru de Fiammingo, ... idem.
La Vierge, saint Quentin et saint Benoît, par Sisto Badalocchio, ... idem.
L'Assomption, saint Côme et saint Damien, par Crespi dit l'Espagnol, . . . idem.
La Déposition de la Croix, par Bernardino Gatti, ... idem.
Saint Grégoire, par Seb. Ricci, . idem.
Une Conception, par Novolone, . . idem.
La Vierge, sainte Claire et saint François, par Guerchin, ... idem.
Saint Conrad, par Lanfranc, . . . idem.
Saint Anselme, par l'Espagnolet, . idem.
Saint Roch, par le même, ... idem.
Saint Alexis, par Lanfranc, . . . idem.

MODÈNE.

SAINT Roch, par Guide, . . . sur toile.
Saint Pierre, par Guerchin, . . . idem.
La Mort de saint Jean, par le même, idem.
La Femme adultère, par Titien, . . idem.
Joseph et Putiphar, par Spada, . . idem.
Renaud et Armide, par Tiarini, . . idem.
Echelle de Jacob, par Barocci, . . idem.
Vénus et Mars, par Guerchin, . . . idem.
La Vierge et le Christ, par le même, idem.
Cloriode et Tancrède, par Ludovico Lana, ... idem.
Charité Romaine, par Andrea Sacchi, idem.
Amnon et Thamar, par Guerchin, idem.
Visitation de la Vierge, par le même, idem.
Saint François présentant des fleurs à Jésus-Christ, par Leonello Spada, . . . idem.
La Vierge et saint Luc, par Annibal Carache, ... idem.
La Vierge et autres Saints, par Camille Procaccini, ... idem.
Tous les Saints, par Guerchin, . . . idem.
Saint Pierre, par le même, ... idem.
Sainte Catherine, la Vierge, par le même, id.
Une Vierge, par le même, . . . sur toile.
Jésus-Christ chez Pilate, attribué à Michel-Ange de Caravage, ... idem.
Saint Bernardin de Sienne, par Louis Carache, ... idem.
Martyre de sainte Victoire, par Burrini, ... idem.
Le Mariage de la Vierge, par Genoaro, idem.
Herodias recevant la tête de saint Jean, par Guerchin, ... idem.
Présentation au Temple, par Guide, . idem.
Une copie de la Nuit du Corrège, par Nogari, ... idem.
Le Martyre de saint Paul et de saint Pierre, par Louis Carache, ... idem.
Une Crèche, par Guide, . . sur marbre.
Jésus-Christ en croix et la Madelaine, par le même, ... sur bois.
Le Martyre de saint Christophe, par Leonello Spada, ... idem.
L'Enfant prodigue, par le même, . . idem.
Quatre Tableaux représentant les Élémens, par les Carache, ... idem.

Saint Sébastien, école du Caravage, sur toile.
Saint Sébastien, saint Bernard de Sienne, par Bononi, ... idem.
Trois Tableaux de Triomphes et de Batailles, d'après Jules Romain, ... idem.
Jésus-Christ au croix, par Pomerancio, idem.
Saint François, par Guerchin, . . . idem.
Saint Pierre, par le même, ... idem.
Saint Paul, par le même, ... idem.
Une Tête, portrait, par Lana, ... idem.
Un Dessin représentant la colonne Trajane en trois parties, ... sur toile.
Un Dessin représentant la suite des Empereurs, avec les médailles frappées de leur temps, ... sur toile.
Une Vierge, par Garofolo, ... sur bois.
L'Adoration des Bergers, par Dosso Dossi, ... idem.
Une Femme et des Enfans, école du Permesan, ... sur bois.
Une Sainte Famille, par Tiarini, sur cuivre.
248 Dessins, par différens maîtres, sur papier.
Un volume de 418 paysages.
Un volume de 45 paysages.
Un volume de 62 feuilles, par La Bella.
Un volume de 55 paysages, par divers auteurs.

CENTO.

Jésus-Christ donnant les clefs à saint Pierre, par Guerchin, ... sur toile.
Saint Jérôme dans le désert, la Vierge, etc. par la même, ... idem.
L'Apparition de Jésus-Christ à la Vierge, ... idem.
La Gloire de tous les Saints, par le même, ... idem.
La Pénitence de saint Pierre et saint Bernard, par le même, ... idem.
Saint Benoît et saint François, par le même, ... sur toile.
La Vierge et l'Enfant, par Gennaro, . idem.
Saint Joseph et la Vierge, par Louis Carache. . . . . idem.
Une Vierge et l'Enfant, par Guerchin, ... idem.
Saint Joseph, saint Augustin et saint Louis, par le même, ... idem.
La Madelaine, par Gennaro, . . . idem.

BOLOGNE.

Le Massacre des Innocens, par Guida, sur toile.
Saint Hyacinte et la Vierge, par Louis Carache, ... idem.
La Vierge du Rosaire, par Dominiquin, ... idem.
L'Annonciation de la Vierge, en deux parties, par Annibal Carache, ... idem.
Une sainte Famille, école de Guerchin, idem.
Le Matyre de sainte Agnès, par Dominiquin, ... idem.
Saint Bruno, invoquant la Vierge, par Guerchin, ... idem.
La Communion de saint Jérôme, par Augustin Carache, ... idem.
Saint Félix, et saint Guilleaume, par Guerchin, ... idem.
L'Assomption, par Augustin Carache, idem.
Saint Bernard, et la Vierge, par Guerchin, ... idem.
La Circoncision, par la même, . . . idem.
Une Résurrection, par Annibal Carache, ... sur toile.
La Vierge, l'Enfant et des Anges, par l'Albani, ... idem.
La naissance de la Vierge, par la même, idem.
La grossesse de la Vierge, par Tiarini, idem.
Le Christ, saint Mathieu, par Louis Carache, ... idem.
Saint Eloy et saint Pétrone, par Cavedona, id.
Job sur le trône, recevant des présens, par Guide, ... idem.
La Vierge, Jésus-Christ mort, par le même, ... idem.
Sainte Cécile, la Madelaine, etc. par Raphael, ... sur toile.
Saint Michel, saint Jean, etc. par Pierre Perugin, ... sur bois.
Une Sainte Famille, par Garofolo, . idem.
Jésus-Christ tenant la croix, par Guide, ... idem.
La Vierge, et sainte Marguerite, par le Parmesan, ... idem.

MANTOUE, FANO, PESARO.

La Vierge de la Victoire, par André Mantegna, ... sur toile.
Un Christ mort, et la Vierge, par Jean Bellini, ... sur bois.

Tentation de Saint Antoine, par Paul Véronèse, ... sur toile.
La Vocation de Saint Pierre et saint André, par Guisoni, ... idem.
La Transfiguration, par Rubens, . idem.
Jésus-Christ remettant les clefs à saint Pierre, par Guide, ... idem.
Saint Jean, par Guerchin, ... idem.
La Vierge et l'Enfant, par Paul Véronèse, id.
La Circoncision, par Baroche, . sur toile.
Saint Pierre, et saint André, par Baroche, ... idem.
L'Annonciation, par le même, . idem.
Sainte Michelnia, par le même, . . idem.
Saint Thomas, saint Jérôme méditant, par Guide, ... sur toile.
Le Père Eternel, par le même, . . idem.
Cinq Dessins } par Guerchin, . sur papier.

LORETTE.

La Nativité de la Vierge, par Annibal Carache, ... sur toile.
L'Annonciation, par Baroche, . . idem.
Jésus-Christ devant Pilate, copie d'après Gerardo della Notte, ... sur toile.
Petit Dessin, représentant le baptême du Christ, ... sur vélin.

PÉROUSE.

La Vierge, saint François et saint Antoine, par Pâris Alfani, ... idem.
La Résurrection, par Pierre Perugin, ... idem.
La Foi, l'Espérance, et la Charité, par Raphaël, ... idem.
La Vierge couronnée dans le ciel, par le même, ... idem.
1° L'Annonciation, par le même, . idem.
2° L'Adoration des Rois, par le même, idem.
3° La Présentation au Temple, par le même, ... idem.
L'Assomption, par Guide, . . sur toile.
Sainte Catherine, la Vierge, et saint Augustin, par Baroche, ... idem.
Descente de Croix, par le même . idem.
Saint Michel, par Pierre Perugin, sur bois.
Saint Barthélemy, par le même, . idem.
Saint Jean Évangéliste, par le même, idem.
Une Vierge, par le même, ... idem.
Saint Sébastien, et une Sainte, par le même, id.
Saint Augustin, et saint Roch, par le même, ... idem.
Déposition de la Croix, par le même, idem.
La Vierge, saint Augustin, par Pierre Perugin, ... sur bois.
La Vierge et les Saints Protecteurs de Pérouse, par le même, ... idem.
La Famille de la Vierge, par le même, idem.
L'Ascension, par le même, . . . idem.
Trois Sujets :
1° L'Adoration des Rois, par Perugin, ... idem.
2° La Résurrection, par le même, idem.
3° Le Baptême de Jesus-Christ, par le même, ... idem.
Deux ovales représentant des Prophètes, par Pierre Perugin, ... idem.
Le Père Éternel, par le même, . . idem.
Déposition du Christ, école de Raphael, ... idem.
La Vierge, et des Anges, par Pierre Perugin, ... idem.
Saint Benoit, par Raphaël, . } à gouache,
Saint Placide, par le même, } sous
Sainte Cécile, par le même, } verre.
Le Mariage de la Vierge, par Pierre Perugin, ... idem.
L'Assomption de la Vierge, par Raphael, et Jules Romain, en deux parties, idem.

FOLIGNO.

La Vierge, saint François, saint Jean, et un ami de l'Auteur, par Raphaël, sur bois.

ROME.

La Transfiguration, par Raphaël, sur bois.
Le Martyre de saint Pierre, par Guide, idem.
La Communion de Saint Jérôme, par le Dominiquin, ... sur toile.
Sainte Pétronille, par Guerchin, sur toile.
Saint Thomas, par le même, . . . idem.
La Vierge soutenant le Christ mort, par Annibal Carache, ... idem.

Un Christ porté au tombeau, par Caravage, ... sur toile.
La Fortuna, par Guido, ... idem.
Saint Érasme, par le Poussin, . . . idem.
Saints Processe et Martinien, par Valentin, id.
La Miracle de saint Grégoire, par André Sacchi, ... idem.
Saint Romuald, par la même, . . idem.
La sainte Famille, par Garofolo, . idem.
Saint François en prière, par l'Albane, ... sur cuivre.
La Vierge et l'Enfant Jésus, par Perrugin, ... sur bois.
Un paysage, par Willaume Virulli, sur toile.
Une tête de Christ, par Carlo Dolci, sur cuivre.
La Vierge, l'Enfant Jésus et saint Jean, par Jules Romain, ... sur bois.
La Vierge et l'Enfant Jésus, par Bernardinus Faxolus de Papia, ... idem.
Un paysage, par Teniers le vieux, sur toile.
Le Marquis de Moncade à cheval, par Vandick, ... idem.
Saint Jérôme assis, par Ribera, . . idem.
Saint Sébastien secouru par les Saintes Femmes, par Alexandre Veronèse, sur toile.
Les Vendeurs chassés du temple, par Manfredi, ... idem.
Deux Vues du golfe de Naples, par Denis, ... idem.
Les Pélerins d'Emmaüs, par Capucino, idem.
La Vierge découvrant l'Enfant Jésus, par Raphael, ... sur bois.
Saint Pierre dans la prison, par Valentin, ... sur toile.
La Résurrection du Lazare, par Mutien, ... sur bois.
Les Pélerins d'Emmaüs, par D. B. Vandort, ... idem.
La Vierge donnant à teter à l'Enfant Jésus, par Albert Durer, ... idem.
La Résurrection du Lazare, par Bonifacio, ... sur toile.
Dix cartons du Dominiquin, Baroche, Jules Romain.
Trente-quatre tableaux de différens peintres peu connus.

VÉRONE.

La Vierge, assise avec l'Enfant, par André Mantegna, ... sur bois.
Saint Laurent, et autres Saints, par le même, ... idem.
Saint Pierre, et autres Personnages, par le même, ... idem.
Le Crucifiement du Christ, par le même. . . . . idem.
Jésus-Christ au jardin des Olives, par le même, ... idem.
La Résurrection du Christ, par la même, ... idem.
L'esquisse d'un tableau représentant le Paradis, par Tintoret. . . . sur toile.
Un portrait de Femme avec un Enfant, par Paul Veronèse, ... idem.
La sainte Famille, par le même, . idem.
Deux autres Tableaux, par le même, idem.
La Martyre de saint George, par le même, ... idem.
Saint Barnabas, lisant l'Évangile, par le même, ... idem.
L'Assomption de la Vierge, par Titien, ... idem.

VENISE.

Un Tableau des noces de Cana, par Paul Véronèse, ... sur toile.
Jésus-Christ chez le Pharisien, par le même, ... idem.
Saint Marc, délivrant un esclave des mains des Turcs, par Tintoretto, . . idem.
La Foi, saint Marc, et d'autres Saints, par Titien, ... idem.
Jupiter foudroyant les Vices, par Paul Véronèse, ... idem.
Les Vertus Théologales, par le même, ... idem.
Jésus-Christ chez Simon le Pharisien la Madelaine, par le même, . . . idem.
L'Enlèvement d'Europe, par le même, idem.
La Résurrection de Lazare, par Léandre Bassan, ... idem.
Saint Laurent Justiani, et autres Saints, par Pordenone, ... sur toile.
Sainte Agnès, demandant la grace du fils d'un Préfet, par Tintoretto, . . . idem.
La Vierge, et un Doge, par Contarini, ... idem.
Junon versant des trésors sur la ville de Venise, par Paul Véronèse, . . . idem.
La Vierge, l'Enfant, sainte Catherine, par la même, ... idem.
Un Pêcheur qui présente un anneau au Doge, par Pâris Bordone, ... idem.
Saint Laurent martyrisé, par Titien, idem.
Le Martyre de saint Pierre jacobin, par le même, ... sur bois.
La Vierge, un Ange jouant du violon, et divers Saints, par Jean Bellin, . . idem.

FLORENCE.

LA Madona della Sedia, par Raphaël, sur bois.
Le Père Éternel avec les attributs des Évangélistes, présumé de Jules Romain, mais de Raphaël, ... *idem.*
Le Sommeil de saint Jean-Baptiste, par Carlo Dolci, ... sur toile.
Une tête de petit saint Jean, par Corrége, ... sur bois.
La Déposition du Christ, et plusieurs autres figures, par Perrugin, ... *idem.*
L'Ecce Homo, composition de trois figures, par Cigoli, ... sur toile.
Le Martyre de sainte Agathe, par Sébastian del Piombo, ... sur bois.
Les quatre Philosophes, par Rubens, *idem.*
Une tête d'Homme, par Moroni, sur toile.
Une tête de Femme, par le même, . *idem.*
Une tête de Christ, par Titian, sur bois.
Trois têtes en bustes représentant un Concert, par Giorgion, ... sur toile.
Une petite sainte Famille, par Jules Romain, ... sur bois.
Un portrait de femme, dite la maîtresse du Titien, par Titien, ... sur toile.
Portrait de Jules II, par Jules Romain, ... sur bois.
Les trois Parques, par Michel Ange, *idem.*
La Madelaine, par Titien, . . . *idem.*
Cléopâtre mourante, copie du Guide, *idem.*
Luther, Calvin et un autre personnage, par Giorgion, ... sur toile.
Portrait de Jules II, par Raphaël, sur bois.
Portrait du Cardinal Bibienna, par le même, ... *idem.*
Portrait du Cardinal Inghirami, par le même, ... sur toile.
Deux Tableaux représentant l'histoire de Joseph, par André del Sarte, sur bois.
Portrait d'une Femme vêtue à la Vénitienne, par Pâris Bordone, ... sur toile.
Un Vieillard, les mains croisées, par Rembrandt, ... *idem.*
Une sainte Famille, de cinq figures, par Rubens, ... sur bois.
Portrait d'André del Sarte, par André del Sarte, ... *idem.*
Portrait d'Homme vêtu en noir avec colerette, par B. Vander Elst, . . sur toile.
Portrait d'Hippolyte de Médicis, par Titien, ... sur toile.
Copie du tableau de Salvator Rosa, représentant l'Imposture, ... *idem.*
Étude d'une tête de la Vierge, par Barroche, ... *idem.*
Étude d'une tête d'Ange, par le même, *idem.*
Une sainte Famille, par Albane, . . *idem.*
Une sainte Famille, sur cuivre, par le même.
Le Christ au jardin des Olives, attribué à Carlo Dolci, ... sur bois.
La Danse des Muses, par Jules Romain, *idem.*
Une petite tête de Madelaine, attribuée à Subtermann, ... *idem.*
Une tête de Guerrier, par Rubens, sur toile.
Un paysage représentant Ulysse et Nausicaa, par le même, ... sur bois.
Paysage représentant une vaste campagne, par le même, ... *idem.*
La Madona delle Collo Longo, par Parmesan, ... *idem.*
La Vierge, saint Joseph, l'Enfant Jésus et saint Jean, par Jules Romain, . *idem.*
Sainte Famille, composée de sainte Anne, sainte Elisabeth, la Vierge, l'Enfant Jésus, saint Jean, par Raphaël, *idem.*
Judith tenant la tête d'Holopherne, par Christophe Allori, ... sur toile.
Portrait de Léon X, avec les Cardinaux Jules de Médicis et Louis de Rossi, par Raphaal, ... sur bois.
La Vierge sur son trône, tenant l'Enfant Jésus dans ses bras, par le même, *idem.*
Le Christ accompagné des quatre Évangélistes, par Fra Bartolomeo, ... *idem.*
Une descente de Croix, par André del Sarte, *id.*
Portrait du Cardinal Bentivoglio, par Van-Dick, ... sur toile.
La Conjuration de Catilina, par Salvator Rosa, ... *idem.*
Des Chasseurs, et des Buveurs, par San Giovani, ... *idem.*
Saint Marc, par Bartolomeo di San Marco, ... sur bois.
L'Enfant Prodigue, par Christophe Allori, ... sur toile.
Mars partant pour la guerre, par Rubens, *id.*
Une Bataille, par Salvator Rosa, . *idem.*

TURIN.

LA Femme hydropique, par Gérard Dow, ... sur bois.
Quatre Tableaux représentant les quatre Éléments, par Albane, ... sur toile.
Adam et Eve, par le même, . sur toile.
Le Repos en Égypte, par le même, . *idem.*
Un Vase contenant des Fleurs, par Abraham Mignon, ... *idem.*

Portrait de Luther, attribué à Holbéen, sur . . . . bois.
Portrait de l'épouse de Luther, copié d'après Holbéen, ... idem.
Portrait d'Érasme, par le même, . . idem.
L'Intérieur d'un Estaminet, par David Téniers le fils, ... idem.
Une attaque de Cavalerie, par P. Wouwermans, ... idem.
Quatre Vaches et Taureaux dans une prairie, par Paul Potter, ... idem.
Vue d'un grand chemin : on y remarque un Chariot avec une Femme, et un Enfant, par Breughel de Velours, sur cuivre.
Une Fête de Village; sur le devant, une Marchande de Poisson, par le même, idem.
Une Fête de Village; sur le devant, un Chariot couvert d'une toile verte, par le même, ... idem.
La mort d'Abel, par A. Vanderverff, sur bois.
Pâris et la Nymphe Œnone, par le même, ... idem.
Une jeune Femme à une croisée, tenant une grappe de raisin, par Gérard Dow, idem.
Une tête d'Astronome, par le même, idem.
Deux Enfans faisant voler des bulles de savon, attribués à Miéris, ... idem.
Un Peintre à son chevalet, par Scalken, idem.
Portrait d'un Homme le coude appuyé sur une balustrade, par François Miéris, idem.
Un Vieillard vu à mi-corps, par Livens, idem.
Un Tableau représentant des légumes et ustensiles de cuisine, par F. Velde Sybdeler, ... sur cuivre.
Quatre paysages représentant des vues des bords du Rhin, par Griffier, . . idem.
Un petit portrait d'homme, par Franç. Miéris, ... sur bois.
Une Femme tenant un enfant, par le même, id.
Apollon et Marsias, par le Guide, sur toile.
Une Conception, crue du Nuvolune, idem.
Sainte Marguerite, et deux Anges, par Poussin, ... sur toile.
Les Enfans de Charles Ier, par Van-Dick, id.
Une Bataille, choc de cavalerie turque, par Jacques Courtois, ... idem.
Saint Jean, copie du Guide, ... idem.
Un Marché aux Poissons, par Horemans, id.
Vue de la darse de Naples, par Van-Vitelli, id.
Une Bacchanale, imitée du Titien par un élève de Van-Dick, ... idem.
Dix tableaux représentant les batailles gagnées par le prince Eugène, par Hogtenburch, ... idem.
Charles Ier, par Mytens, ... idem.
Adam et Ève, par le Guide, ... idem.
La Madelaine chez le Pharisien, par Sonbleyras, ... idem.
L'Annonciation, par Gentileschi, . idem.
Une Bacchanale, attribuée au Poussin, idem.
Moïse sur le mont Sinaï, attribué au même, id.
Les apprêts du supplice de saint André, présumé de l'Espagnolet, . . . idem.
Une bataille, attaque d'un pont, par Wouwermans, ... idem.
Un marché de Chevaux, copie d'après le même, ... sur bois.
Des fruits, des raisins et des oiseaux, par Abraham Mignon, ... sur toile.
Des fruits et des raisins, par J. David Debéem, ... idem.
Une Annonciation, attribuée à Albert Durer, ... sur bois.
Une Procession, par Salaert, . . . idem.
Le Tour de Babel, attribuée, à Breughel.
La Déposition de la Croix, dite de Bramante.
La Vierge, l'Enfant Jésus et le petit saint Jean, par Lorenzo Sabbatini, sur toile.
La Vierge présentant un œillet à l'Enfant Jésus, par un maître inconnu, sur bois.
Le Christ au milieu des docteurs, par Garofalo, ... idem.

NAPLES.

La Vierge et l'Enfant Jésus, attribués au Cimabué, ... sur bois.
La Vierge, l'Enfant Jésus et saint Joseph, par Schidone . . . . sur toile.
La Nativité, par Bibera, . . . sur bois.
La Visitation de sainte Elisabeth, par Andrea da Salerno, ... idem.
Sophonisbe prenant le poison, par Calabrese, ... sur toile.
Deux tableaux, esquisses, par Vasari, ... sur bois.
La barque de saint Pierre, par Jules Romain, ... idem.
Vénus pleurant Adonis, par Veccaro, ... sur toile.

SCULPTURE.

MANTOUE.

Buste de Virgile, ... en marbre.
Buste d'Euripide, ... idem.
Buste de Tibère jeune, . . . en marbre.
Buste de Mantegna, ... en bronze.

MODÈNE.

Buste antique de Commode, . en marbre.
Buste de Lucius Verus, ... idem.
Pallas Etrusque, ... idem.
Centaure tenant un jeune homme, en bronze.
Tête d'un Philosophe, . . . en bronze.
Bras d'un jeune Homme, ... idem.
Tête de Femme, ... idem.

BOLOGNE.

Masque scénique, ... en bronze.
Fragment de deux Pieds antiques, en bronze.

ROME, CAPITOLE.

Buste de Junius Brutus, . . en bronze.
Figure du Tireur d'épine, ... idem.
Buste d'Homère, ... en marbre.
Buste d'Ariane, ... idem.
Buste de Marcus Brutus, ... idem.
Vénus du Capitole, ... idem.
Figure du Gladiateur mourant, . . idem.
L'Amour et Psyché, groupe, . . idem.
Figure d'Antinoüs, ... idem.
Figure, de Zénon, ... idem.
Le Porteur égyptien, figure, . . idem.
Tombeau. Triomphe de dieux marins, ... en marbre.
Tombeau des neuf Muses, ... idem.
Vestale, portant le feu sacré, . . . idem.
Junon, ... idem.
Flore, ... idem.
Faune, jouant de la flûte, ... idem.
Trépied, ... idem.
Apollon, jouant de la lyre, avec un Hippogriffe, ... idem.
Idole égyptienne, . . . en basalte noir.

AU VATICAN.

Démosthène, statue assise, . . en marbre.
Ménandre, statue assise, ... idem.
Phocion, statue debout, ... idem.
Adonis, statue, ... idem.
Vénus accroupie, ... idem.
Antinoüs, buste, ... idem.
Adrien, buste, ... idem.
La Comédie, buste, ... idem.
La Tragédie, buste, ... idem.
L'Amazone, statue, ... idem.
Antinoüs, statue, ... idem.
Hercule Commode, ... idem.
Le Discobole, ou Joueur de disque, courbé, ... idem.
Sardanapale, figure, ... idem.
Jules César sous l'habit de grand pontife, ... idem.
Auguste César sous l'habit de consul, idem.
Apollon Musagette, statue.
Uranie, ... idem.
Euterpe, ... en marbre.
Polymnie, ... idem.
Calliope, ... idem.
Clio, ... idem.
Thalie, ... idem.
Melpomène, ... idem.
Erato, ... idem.
Therpsicore, ... idem.
Sextus Empiricus, précepteur de M. Aurèle, ... idem.
Discobole debout, statue, ... idem.
Une Chaise curule, ... idem.
Trajan assis, ... idem.
Minerve, buste, ... idem.
L'Océan, buste, ... idem.
Jupiter Serapis, buste, ... idem.
Deesse de la Santé, figure, . . . idem.
Méléagre, figure, ... idem.
Autel en marbre blanc, ... idem.
Ménélas, buste, ... idem.



Cérès, petite figure, ... en marbre.
Uranie, petite figure, ... *idem.*
Cupidon, torse, ... *idem.*
Le Torse du Belvedère, ... *idem.*
Deux chaises curules, ... *idem.*
Pâris, petite figure, ... *idem.*
Autel, ... *idem.*
Autel d'Apollon, ... *idem.*
Caton et Porcie, deux bustes groupés. *idem.*
Deux sphinx, ... en granit rouge.
Jupiter, buste, ... *idem.*
Tibère en toge, figure, . . . en marbre.
L'Apollon du Belvedère, figure, . *idem.*
Laocoon, trois figures groupées, en marbre.
Trois candelabres, ... *idem.*
Pausidippe, figure assise, ... *idem.*
Le Tibre colossal, figure, ... *idem.*
Le Nil, figure colossale, ... *idem.*
Melpomène colossale, figure, . . . *idem.*
Cérès, colossale, figure, ... *idem.*
Cléopâtre, figure couchée, . . en marbre.
Un vase, ... en basalte.
Pallas dite de Vélétri, ... en marbre.
Cérès, statue colossale, ... en marbre.
Deux chaises de bains, . en rouge antique.

GALERIES ALBANI ET BRASCHI.

Auguste, ... en marbre.
Septime Sévère, ... *idem.*
Domitien, ... *idem.*
Faune assis, ... *idem.*
Alexandre, ... *idem.*
Thétis sur un vaisseau, ... *idem.*
Quatre Atlas, ... *idem.*
Leucothée tenant le jeune Bacchus, *idem.*
Un paysan écorchant un daim, . . *idem.*
Euripide assis. . . . . *idem.*
Roi prisonnier assis, ... *idem.*
Une des filles de Niobé, ... *idem.*
Statue héroïque d'un Personnage grec.
Hiéroglyphes égyptiens en granit rouge.
Deux colonnes d'albâtre fleuri.
Candelabre du prieuré de Malte.
Quatre colonnes de porphyre rouge.
Obélisque de granit rouge.
Deux coupes d'albâtre fleuri.
Grand trépied avec des supports ornés de feuilles de vigne.
Vase de basalte avec son piédouche.
Vase orné de gandrons, . . en marbre.
La muse Uranie, ... *idem.*
Apollon, ... *idem.*
Herme de Faune en rouge antique.
La muse Melpomène, ... en marbre.
Femme debout, ... *idem.*
Epervier égyptien, en parangon, avec le pallus sur la tête.
Anubis Cynocéphale assis, en granit.
Tête de jeune homme, avec une étoile de bronze sur le front.
Un Cinéraire, en marbre, de TI CLAUDI, etc.
Un Cinéraire, en marbre, de TI. GI. AVG. L. et autres.
Petite statue de Pêcheur, en marbre.
Buste de Jupiter Sérapis. . . . . *idem.*
Buste de Mercure enfant, ... *idem.*
Buste de Trajan, ... *idem.*
Herme de Jupiter, en marbre.
Satyre portant en tête un panier de Fruits.
Petite statue de femme, ou d'Agrippine.
Buste d'un Romain inconnu, . . en marbre.
Buste de philosophe, ... *idem.*
Tête de femme ou de Muse, . . . *idem.*
Buste de Volusien, ... *idem.*
Héros avec les oreilles Pancratiastes, *idem.*
Femme égyptienne, . . en noir antique.
Petite idole égyptienne agenouillée, en . . . . granit noir.
Prêtresse égyptienne agenouillée, en parangon.
Hermaphrodite couché, ... en marbre.
Enfant jouant avec un cygne, . . . *idem.*
Buste colossal de Pallas, ... *idem.*
Herme de Xenocrate, ... *idem.*
Herme de Philosophe, ... *idem.*
Herme de Xénophon, ... *idem.*
Herme de Miltiade, ... *idem.*
Herme d'Annibal, ... *idem.*
Buste de Faune avec une tache de cuivre, *id.*
Buste de Bacchante, ... *idem.*
Buste de femme inconnue, ... *idem.*
Buste de Démosthène, ... *idem.*
Tête de Jupiter Sérapis, en basalte, et le buste, ... en bronze.
Tête de Jules César, en parangon, avec le buste, ... *idem.*
Buste et Tête de Ptolomée, ... *idem.*
Buste et Tête de Faune, ... *idem.*
Buste d'Agrippine. . . . . . en marbre.
Buste de Faustine, ... *idem.*
Buste de Galien, ... *idem.*
Buste d'Alexandre, ... *idem.*
Buste de Cicéron, ... *idem.*
Bas-Relief représentant un Sacrifice, *idem.*
Ulysse consultant Tirésias, ... *idem.*
La Concorde conjugale, . . en marbre.
Combat d'Hercule et d'Apollon, . . *idem.*

Le repas de Trimalcion, bas-relief, en marbre.
Des Femmes sacrifiant, ... idem.
Idem. . . . . idem.
Masques, Faunes et Satyres, bas-relief, idem.
Idem. . . . . idem.
Pallas sur une colonne, bas-relief, . idem.
Cérès, bas-relief, ... idem.
Claudia Statia, bas-relief, ... idem.
Amour dans un char tiré par deux Chevreuils.
Ajax et Cassandre, ... en marbre.
Le jeune Bacchus remis entre les mains des Nymphes.
Amour dans un char tiré par deux Daims.
Faune, la thyrse en main.
Quatre Génies en deux morceaux.
Bacchanale de quatre figures.
Trois Naïades, ... en marbre.
Amour dans un char tiré par deux sangliers.
Jugement de Pâris.
Prométhée et Minerve, . . . en marbre.
Esculape et Hygie, ... idem.
Diane et une femme ailée, . . . idem.
Apollon et trois Déesses, ... idem.
Hercule et Cerbère, ... idem.
Deux Héros combattant.
Libation, ... en marbre.
Acteur comique en action.
Portrait d'Antinoüs en bas-relief.
Sacrifice à Vesta, ... en marbre.
Bacchus enfant, ... idem.
Transmigration de cinq figures, . idem.
Trois divinités rurales, ... idem.
Sphinx mâles, en basalte, avec leur socle en porphyre.
Lion, ... en basalte.
Buste de Néron, ... en marbre.
Buste de Tibère, ... idem.
Buste de Trajan, ... idem.
Buste de Domitien, ... idem.
Petite statue du Nil couché, . . . idem.
Buste de Commode, ... idem.
Buste de Galien, ... idem.
Bas-Relief représentant un Faune assis tenant un lièvre.
Buste d'Antinoüs sous la forme d'Osiris.
Buste d'Alexandre Sevère, . en marbre.
Buste de Faune avec des cornes, . idem.
Buste de Volusien, ... idem.
Buste de Nerva, ... idem.
Apollon appuyé sur un griffon, en marbre.
Statue égyptienne, en marbre bigio.
Pupien, statue, ... en marbre.
Statue représentant un fécial, en marbre.
Fleuve couché, ... en marbre bigio.
Antinoüs à l'égyptienne, en rouge antique.
Idole à l'égyptienne assise, en albâtre oriental.
Cupidon tendant un Arc, . . en marbre.
Esculape, ... idem.
Pallas, ... idem.
Figure d'homme égyptien, en noir antique.
Osiris à face humaine, . . . en parangon.
Autre Osiris à face humaine, . . . idem.
Osiris, ... en granit rouge.
Isis, ... en basalte noir.
Roi, prisonnier assis, en brèche d'égypte.
Lutteur, ... en marbre noir.
Faune debout, ... idem.
Pallas, ... statue en marbre.
Apolline, ... idem.
Vénus, ... idem.
Nympha, ... idem.
Othon, ... idem.
Antinoüs avec les attributs d'Hercule, idem.
Buste d'Ælius César, ... idem.
Buste d'Uranie, ... idem.
Trépied, ... idem.
Cinquanta Cypes et urnes cinéraires antiques, en marbre, avec inscription.
Celinus Albinus, ... buste en marbre.
Bacchus avec la panthère, . figurine idem.
Bacchus en rouge antique, . herme idem.
Une tête de Roma.
Deux bustes romains inconnus.
Lucius Verus, ... buste en marbre.
Galba, ... idem.
Philippe père, ... idem.
Gordien, ... idem.
Augusta couronné de chêne, ... idem.
Mercure, ... idem.
Pâris, ... idem.
Jupiter, ... idem.
Junon, ... idem.
Bacchus indien.
Un buste dit Pescenius le Philosophe.
Buste dit d'Emilien.
Commode, ... idem.
Buste inconnu.
Lucius Verus jeune, ... idem.
Caracalla, ... idem.
Iole, ... idem.
Septime Sévère, ... idem.
Tibère jeune, ... idem.
Jupiter avec l'aigle à ses pieds, figurine en . . . . marbre.
Un petit Esculape, ... idem.
Apollon Delphique, ... idem.
Deux autres Esculapes, ... idem.

VENISE.

Un bas-relief représentant un de ces sacrifices appelés *Suovetaurilia*, en marbre.
Adrien, ... buste en bronze.
Les quatre Chevaux, . . en bronze doré.
Le Lion de saint Marc, . en fonte de fer.

VÉRONE.

Auguste, buste, ... en marbre.
Caracalla, buste, ... *idem*.
Huit bas-reliefs, représentant l'histoire de Mausole, ... en bronze.
Deux Autels, ... en marbre.
Trois vases étrusques, . . en terre cuite.
Un testament en grec, . . . en marbre.
Un Fragment d'inscription, porphyre.

TURIN.

Une petite copie du Moïse de Michel Ange, par les frères Colin.
Une copie du groupe de Niobé.
Une copie du groupe de Papirius.
Une table en mosaïque, représentant des colombes et des raisins.
Une table de porphyre ronde.
Une croix, quatre chandeliers, et une fiole en cristal de roche, provenant de la chapelle du ci-devant roi de Sardaigne.
Deux figures égyptiennes, . en granit rose.
Deux bas-reliefs, ... en marbre.
Un dessus de tombeau, . frise en marbre.

FLORENCE.

Vénus, de Médicis, . . . en marbre.
Les sept travaux d'Hercule, en argent, d'après Jean de Bologne.
Phaéton conduisant les chevaux du soleil, en argent, le char est en cuivre doré.
Deux Tableaux en mosaïque, représentant des ports de mer.
4 Tableaux en pierres dures, représentant la Peinture, la Sculpture, l'Architecture et la Musique.
2 Tableaux représentant le tombeau de Cæcilia Metella, et le Panthéon d'Agrippa à Rome.
Plusieurs tables en stuc, porphyre, lapis lazuli et pierres dures dites mosaïque de Florence.
Deux Tritons en argent, soutenant un très-beau corail noir qui sort d'un rocher garni de coquillages et de madrépores. Le rocher est placé sur un plateau que supportent des Chimères.

PARME.

La table alimentaire de l'empereur Trajan, et un fragment des lois de la Gaule Cisalpine, ... en bronze.
Tête de l'empereur Adrien, en bronze doré.
Buste de femme, ... en bronze.
Petite statue de la Victoire, . en bronze.
Hercule ivre, ... *idem*.
Bacchus, ... *idem*.
Prêtre, ... *idem*.

ANTIQUITÉS.

MILAN.

1 Vase étrusque, ... en terre cuite.

MODÈNE.

2 Vases en forme d'urne, . en porphyre.
2 Vases en forme de cassolette, . *idem.*
1 Camée, représentant la tête du Christ, ... en agate veinée.
1 Momie avec sa caisse, en bois de siccmore.
1212 Médailles anciennes et modernes, très-rares, et bien conservées, en or, en . . . . argent, en bronze.

BOLOGNE.

4 Vases étrusques de différentes grandeurs, ... en terre cuite.
2 Patères, dont une dite *caspienne*, ... en bronze.

VENISE.

1 Camée, représentant Jupiter Ægiocus, ... Agate de deux couleurs.

VÉRONE.

19 Médailles grecques et romaines, ... en argent.
28 Idem. . . . . en bronze.
18 Médailles romaines, et d'hommes illustres. . . . . en argent.
4 Idem. . . . . en bronze.

ROME.

Le grand camée d'Auguste, agate couleur de chair.

Le grand camée représentant le char de Bacchus attelé de Centaures, dans un cadre orné de pierres et pâtes antiques.

Un grand camée représentant deux Femmes et deux Bacchantes.

Deux petits monumens à la gloire de Pie VI.

Trois petits monumens ornés de pierres gravées et pâtes antiques.

Treize grands et précieux vases étrusques.

LIVRES.

MILAN.

1 Manuscrit sur papyrus qui est le livre des *Antiquités de Joseph*, traduit par Rufinus, ayant onze cents ans d'antiquité.
2 Idem. . . . . sur parchemin.
16 Idem. *dont deux de Galilée*, et douze de *Leonardo da Vinci*, autographes.
3 Imprimés du quinzième siècle, sur . . . . parchemin.
11 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.
101 Idem; on en trouve 27 depuis 1460, jusqu'à 1470, et 25 premières éditions, ... sur papier.
23 Imprimés modernes, ... *idem.*
1 Grave en bois, ... *idem.*
2 Tablettes chinoises et arabes, . . en bois.

MONZA.

134 MANUSCRITS dont 91 sont écrits avant le siècle treizième, et un est écrit sur du parchemin pourpre en lettres d'or, la plupart en parchemin.

83 Imprimés du quinzième siècle, des éditions du quinzième, il y en a 7 avant 1470, et 8 qui sont premières éditions, ... sur papier.
1 Idem. . . . . sur parchemin.

PAVIE.

42 IMPRIMÉS modernes, . . sur papier.
76 Idem. . . . . idem.

1 Imprimé moderne sur papier de la Chine.
Nota. Les ouvrages de *Haller* sont enrichis de notes de sa main.

BOLOGNE.

3 MANUSCRITS, ... sur papyrus.
24 Imprimés du quinzième siècle; on y voit la Bible de Mayence de 1462, le *Lactance* de Subjaco de 1465, et le saint Augustin de Rome de 1467, sur . . . . papier.
7 Imprimés modernes, ... idem.
34 Manuscrits modernes, qui sont l'herbier et les figures des animaux enluminés d'*Aldrovandus*, ... idem.
303 Manuscrits, ... sur parchemin.
189 Idem. . . . . sur papier.
11 Idem. . . . . sur charta bombycina.
1 Idem. . . . . . sur peau de veau.
Nota. Entre ces manuscrits il y a le fameux *Lactance* du siècle sixième ou septième tout au plus, et divers autres manuscrits avant le treizième.

86 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.
8 Idem. Entre autres, la première édition d'*Aristote* et la Bible de Mayence, sur . . . . parchemin.
1 Nécrologe fameux de sainte Marie *del Reno*, ... idem.
2 Manuscrits, ... sur parchemin.
2 Idem, en rouleau. Le premier de ces rouleaux, contenant le Pentateuque en hébreu, est si ancien, qu'on l'a cru quelque temps écrit par la main même d'*Esdras*. Le second, contenant le livre d'*Esther*, est du onzième siècle, sur peau de veau.

FERRARE.

2 IMPRIMÉS, du quinzième siècle, ... sur papier.

MODÈNE.

30 MANUSCRITS, . . . sur parchemin.
40 *Idem.* . . . . sur papier.
Nota. Cinq sont antérieurs au siècle quinzième.

24 Imprimés du quinzième siècle, dont douze premières éditions, *le Decor Puellarum*, etc. . . . . . sur papier.
75 Imprimés modernes, ... idem.

LIVOURNE.

56 IMPRIMÉS modernes, ... sur papier.

MANTOUE.

2 MANUSCRITS, . . . sur parchemin.
5 Idem. . . . . sur papier.
36 Imprimés modernes, ... idem.

6 Manuscrits . . . . . . sur parchemin.
1 Idem. . . . . sur papier.
10 Imprimés du quinzième siècle, idem.

MASSA.

1 Manuscrit, ... sur papier.
3 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.

FANO ET PESARO.

3 Manuscrits, . . . sur parchemin.
2 Idem. modernes, ... sur papier.
7 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.

ROME.

BIBLIOTHÈQUES VATICANE ET PALATINE.

59 Manuscrits hébreux, syriens, chaldéens, ... sur parchemin.
1 Manuscrit hébreu, ... sur cuir.
6 Idem, ... sur charta bombycina.
3 Manuscrits, ... sur papier.
Nota. Quarante neuf sont écrits avant le siècle treizième, plusieurs du sixième, septieme et huitième.
60 Manuscrits arabes, sur charta bombycina.
3 Idem, ... sur parchemin.
17 Idem, ... sur papier.
Nota. Quatre sont antérieurs au siècle quinzième.
12 Manuscrits cophtes ou égyptiens, sur parchemin.
4 Idem, ... sur charta bombycina.
Nota. Douze sont écrits avant le treizième siècle.
10 Manuscrits abyssiniens, ou éthiopiques, sur parchemin.
11 Manuscrits chinois, . . . sur papier.
36 Manuscrits grecs, . . sur parchemin.
35 Idem, ... sur charta bombycina.
53 Idem, ... sur papier.
Nota. Dix-neuf sont écrits avant le treizième siècle.
124 Manuscrits latins, dont soixante-six écrits avant le siècle treizième; entr'autres le fameux *Virgile* Vatican, le *Térence*, l'Anthologie, un Ouvrage de Grammaire en lettres onciales du cinquième siècle, ... sur parchemin.
66 Idem, ... sur papier.

VENISE.

138 Manuscrits Grecs, entre lesquels il y en a beaucoup avant le treizième siècle, ... sur parchemin.
34 Idem, ... sur papier.
24 Manuscrits latins, italiens, etc. sur parchemin.
8 *Idem*, ... sur papier.
2 Manuscrits arabes, sur charta bombycina.

VENISE, PADOUE, etc.

40 Manuscrits, . . . sur parchemin.
7 Idem, ... sur papier.
10 Imprimés du quinzième siècle, en parchemin.
111 Idem, ... sur papier.
Nota. Il y en a au moins douze avant 1471, entr'autres le *Durandus* de Mayence de 1459 en parchemin, et plus de 50 premières éditions.
1 Imprimé d'Aldus, . . sur parchemin.
58 Idem, ... sur papier.
50 Livres de musique, dont la plupart anciens, et très-rares, ... *idem*.

VÉRONE.

22 Manuscrits, . . . sur parchemin.
7 Idem, ... sur papier.
Nota. Huit avant le treizième siècle.
46 Imprimés du quinzième siècle, dont deux avant 1470, ... sur papier.
23 Imprimés d'Aldus, ... *idem*.
2 Imprimés modernes, ... *idem*.

HISTOIRE NATURELLE ET AUTRES CURIOSITÉS.

MILAN.

1 AIGUILLE de 18 pouces de long, en cristal de roche.
1 Morceau de 9 pouces de long, dans l'intérieur duquel on voit des aiguilles de Schorl, ... en cristal de roche.
1 Tableau de 22 pouces de long sur 10 de large, en marbre figuré de Florence.

PAVIE.

273 COLLECTIONS de produits volcaniques, faites par Spallanzani, dans son voyage aux Champs Phlegréens, laves et autres produits volcaniques.
36 Echantillons de bois.
2 Flacons contenant des fruits de bananier, ... fruits de bananier.
60 Volumes de l'Herbier de *Haller*.

MODÈNE.

1 VASE composé de cinq plaques, cristal de roche monté en cuivre.
1 Coupe ovale, ... agate fleurie.
1 Plaque de différentes couleurs. Caillou veiné.
1 Vase imitant deux coquilles, agate.
1 Plateau, ... prisme d'améthyste.
1 Coupe de 7 pouces, . . jaspe sanguin.
1 Autre coupe, ... jaspe.
1 Autre coupe de Pierre fine, lapis lazuli.
1 Autre coupe de 5 pouces sur 3. *idem.*
Vases du poids de 4 livres, . . . *idem.*
1 Pierre de configuration singulière, ... coquillère.
1 Tête d'homme encroûtée d'un sédiment pierreux. . . . . pétrification.

BOLOGNE.

1 EXCROISSANCE osseuse venue sur le cou d'un bœuf, avec partie de la peau de la tête et du cou de l'animal, . . monstre.
16 Perles de différentes grandeurs, couleurs, et formes, ... perles.
23 Pétrifications d'oursins, et autres corps marins, ... pétrifications.
20 Marbres de Moscovie. Pièces d'un pouce cinq lignes sur deux pouces moins une ligne, ... marbres.
157 Marbres de la Sicile. . . marbres.
132 Pierres quartzeuses, parmi lesquelles se trouvent plusieurs pierres fines, ... Pierres quartzeuses.
2 Grès élastique du Pérou, morceau de 6 pouces 3 lignes de large, sur 9 de long. . . . . pierre elastique.
8 Etuis, vases, gobelets, coupes en pierres fines, ... pierres fines.
1 Pepite d'or natif du poids d'environ deux livres, ... or natif.
1 Bezoard monté en or, . . . bezoard.
10 Mines d'or, d'argent, et d'autres métaux, ... métaux.
1 Eponge singulière de la mer Adriatique, ... zoophytes.
2 Spath pesant, de Bologne, . . barite.
1 Chambre obscure, instrumens de physique.
1 Microscope solaire, ... *idem.*
2 Idem de nuit, ... *idem.*

LORETTE.

2 VASES, ... en agate en or.
2 Bénitiers avec leur goupillon, en cristal de roche.
1 Plat circulaire, . . en cristal de roche.
2 Vases, ... *idem.*

Cette note est d'autant plus intéressante, qu'elle est authentique. Elle nous a été communiquée, avec l'agrément de M. DENON, Directeur général du Musée Napoléon, juge éclairé des Arts, par M. A. LAVALLÉE, Secrétaire général de ce précieux et magnifique établissement.

NOTICE

Des principaux auteurs consultés pour cet ouvrage.

Histoire universelle, par Polybe.
Commentaires sur les guerres des Gaules, par Jules-César.
Histoire romaine, par Tite-Live.
Histoire et Annales des empereurs romains, par Tacite.
Bibliothèque historique, par Diodore de Sicile.
Histoire des Lombards, par Paul, diacre d'Aquilée.
Histoire des Gaulois, depuis le déluge, par Guillaume Postel.
Mémoires des Gaules, par Scipion Dupleix.
Histoire des Celtes, des Gaulois et des Germains, par Peloutier.
Commentaires de Blaise de Montluc.
Mémoires de Philippe de Commines.
Histoire de France, par Paul Émile de Vérone.
Révolutions de Gènes.
Histoire des guerres d'Italie, par Guichardin.
Histoire de Florence, par Machiavel.
Histoire des guerres d'Italie, par Galéas Capella.
Rerum Italicarum Scriptores, par Muratori.
Annali d'Italia, par le même.
Histoire de la Milice française, par Daniel.
Histoire universelle, traduite de l'Anglais.
Histoire de Naples, par Giannone.
Histoire des Gaules, et Conquêtes des Gaulois, par Letang.
Abrégé chronologique de l'histoire d'Italie, par Saint-Marc.
Histoire de la République de Venise, par Laugier.
Notice de l'ancienne Gaule, par d'Anville.
États formés en Europe après la chûte de l'empire romain, par le même.
Histoire de France, par Velly, Villaret, etc.
Histoire générale de Sicile, par Burigny.
Révolutions d'Italie, par Denina.
Histoire des Rois des deux Siciles, de la maison de France, par d'Égly.
Description de l'Italie, par Alberti.
Description du Royaume de Naples, par Scipion Mazella.
Mémoires militaires sur les Grecs et les Romains, par le colonel Guischard.
Histoire littéraire de la France, par des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur.
Considérations sur l'esprit militaire des Gaulois, par Sigrais.
Histoire des guerres du Piémont, depuis 1550 jusqu'en 1561, par Boivin du Villars.
Mémoires de du Bellay.
Journal de Pierre de l'Estoile.
Mémoires de Lanoue.
Mémoires de Sully.
Histoire d'Henri IV, par Péréfixe.
Mémoire du cardinal de la Valette.
Vie du maréchal de Toiras.
Vie du maréchal de Créqui.
Les Triomphes de Louis le Juste.
Histoire de Louis XIV, par Saint-Geniès.
Vie de Turenne, par Ramsai.
Vie de Condé, par Désormeaux.
Vie de Catinat.
Éloge du même.
Mémoires de Feuquières.
Vie du prince Eugène.
Commentaires de Folard.
Mémoires du maréchal de Berwick.
Mémoires du maréchal de Villars.
Histoire militaire de Louis XIV, par Quincy.
Mémoires de Saint-Simon.
Campagne de 1733, par d'Espagnac.
Supplément au Dictionnaire de l'Art militaire, par M. Servan.
Campagnes de Maillebois, par M. de Pezay.
Œuvres de Montalembert.
Histoire de François Ier, par M. Gaillard.
Histoire de Charles-Quint, par Robertson.
Histoire universelle, par Condillac.
Essai sur l'histoire générale, siècles de Louis XIV et de Louis XV, par Voltaire.

Histoire d'Italie, par M. Fantin des Odoarts,
Histoire moderne, par Méhégan.
Histoire générale, par Millot.
Dictionnaire des Hommes illustres.
Précis de l'histoire universelle, par M. Anquetil.
Tableau de l'Inde, par Brissot de Warville.
Histoire des progrès et de la chûte de l'empire de Missoure, par M. Michault.
Tableau historique et politique de l'Europe, par M. de Ségur.
Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI.
De l'architecture des forteresses, par M. Mandar.
Esquisse des progrès de l'esprit humain, par Condorcet.
Histoire de la révolution de France.
Histoire de France, depuis la révolution de 1789, par M. Toulongeon.
Correspondance de Louis XVI, avec des observations, par mademoiselle Williams.
Campagnes du général Bonaparte en Italie, par M. Pommereuil.
Le Spectateur du Nord.
Campagnes sur le Mein et la Reidnitz.
Mémoires politiques et militaires sur les principaux événemens, depuis la conclusion du traité de paix de Campo-Formio, jusqu'à celle du traité d'Amiens, traduit de l'Anglais de Ritchie, par Hervey.
Coup d'œil rapide sur les opérations de la campagne de Naples.
Relation des campagnes du général Bonaparte en Égypte et en Syrie.
Précis des événemens militaires, par M. Dumas.
Précis historique de la campagne du général Massena dans le pays des Grisons et en Helvétie.
Campagnes des Austro-Russes en Italie, en 1799.
Lettre sur la campagne du général Magdonal dans le pays des Grisons.
Histoire de la défense d'Ancône.
Histoire universelle anglaise, par une société de gens de lettres.
Histoire de François Ier, par M. Gaillard.
Essai sur l'esprit et l'influence de la réformation de Luther, par Charles Villers.
Correspondance du général Montesquiou.
Manuscrits, pièces originales, lettres des généraux consignés au dépôt ministériel de la guerre, qui ont été communiqués officiensement par le général Samson.
Manuscrits des généraux Dupont et Kellerman, dont ces militaires distingnés ont bien voulu faire part.
Manuscrits de divers officiers supérieurs de toutes armes, qui ont donné des détails sur les dernières guerres.
Observations sur les combats en Italie, par un officier allemand, en italien.

TABLE

Des Villes et des Positions remarquables des Guerres des Gaulois et des Français en Italie.

A.

D.

P.

Q.

---

(1) Il existe deux Borgo-Forte : l'un sur le Pô, près Mantoue; l'autre sur l'Adige, près la mer.

(2) Castel-Franco sur le Panaro, dans le Trévisan ; un autre dans le royaume de Naples.

(3) Castel-Novo entre le Henza, le Crostolo et le Pô;

Castel-Novo sur le Tidone ;

Castel-Novo entre Vérone et Peschiera ;

Castel-Novo sur la Scrivia.

([4]) Castel-Nuovo dans le Florentin; Castel-Nuovo près Feltre; Castel-Nuovo dans le royaume de Naples.

([5]) Cornigliano près Gènes; Cornigliano dans le Trévisan; Cornigliano sur la rive droite de l'Adda.

([6]) Marengo près Alexandrie; Marengo sur le Mincio, près Goito; Vico-Marengo sur le Tidone, près San-Giovanni.

([7]) Il existe un fort de ce nom et la vallée de Quieras près Mont-Dauphin, dans le ci-devant Dauphiné; mais le Quieras dont il est ici question n'est autre que Cherasco.

([8]) Rivoli près Turin; Rivoli entre le lac de Garde et l'Adige.

([9]) Villa-Franca sur la Magra; Villa-Franca sur le Pô, au-dessus de Carmagnole; Villa-Franca entre le Mincio et l'Adige.

([10]) Villa-Nova entre Mondovi et Coni; Villa-Nova sur l'Alpon; Villa-Nova entre Asti et Chieri; Villa-Nova sur la rive gauche du Pô, près Casale; Borgo-di-Villa-Nova dans la Ligurie, près Albenga.

([11]) Villefranche dans le département des Alpes-Maritimes.

([12]) Villeneuve sur le lac de Genève; Villeneuve dans la vallée d'Aoste.

FIN.

DE L'IMPRIMERIE DE GUILLEMINET, RUE DE LA HARPE, n° 117, ancien collége d'Harcourt.

NOTICE ABRÉGÉE
DES PRINCIPAUX LIVRES

De BERNARD, *Libraire de l'Ecole Polytechnique, et de celle des Ponts et Chaussées, quai des Augustins*, N°. 31.

AN XIII. — 1805.

N. B. Les livres de fonds sont marqués par les grandes capitales. On est prié d'affranchir les lettres; elles resteraient au rebut.

CHIMIE.

ANNALES DE CHIMIE, par MM. Guyton-Morveau, Monge, Berthollet, Fourcroy, Adet, Hassenfratz, Seguin, Vauquelin, C. A. Prieur, Chaptal, Parmentier, Deyeux, Bouillon-la-Grange, Collet Descotils.

Il paroît par an, douze numéros in-8.°; de 7 à 8 feuilles d'impression, avec des gravures, quand le sujet l'exige; le premier numéro se distribue le 30 nivose (21 janvier); et le douzième, le 30 frimaire (22 décembre). Le prix de l'abonnement par an, est de 15 *francs* pour Paris, et de 18 *francs* franc de port, pour les départemens. Chaque trimestre forme un volume.

Le nouvel éditeur, *Bernard*, fournit tous les numéros de la collection, à dater du 30 germinal an XII (20 avril 1804), ou du 148.e numéro inclusivement. Chaque numéro se vend séparément 1 fr. 25 cent. pout Paris. Chaque année forme 4 volumes, et se vend 15 *francs* pour Paris.

Le paiement se fait en *francs*. — *On est prié d'affranchir les lettres.*

Journal de la Société des Pharmaciens de Paris, publié pendant les années V, VI, VII, par des coopérateurs des *Annales*, 1 vol. in-4°. Il sert d'introduction à la collection des Annales de Chimie. Pour Paris. 12 fr.

Les 49 *premiers volumes*, de 1789 à 1804, in-8°. fig., avec la table des 30 premiers volumes. 170 fr.

MANUEL D'UN COURS DE CHIMIE, ou Principes élémentaires, théoriques et pratiques de cette science, 3 vol. in-8°. de 107 feuilles d'impression, avec 7 tableaux et 23 planches, qui contiennent la description détaillée d'un laboratoire, de ses instrumens, des appareils chimiques. On y trouve l'histoire de la Chimie, les découvertes modernes jusqu'à ce jour, et la série des expériences faites à l'Ecole Polytechnique; par *Bouillon-Lagrange*, professeur de physique, coopérateur des Annales, troisième édition. Pour Paris, 18 fr.

Et franc de port, 24 fr.

Ce livre, dit un auteur célèbre, est destiné à offrir un corps de lumière complet sur cette science, et lui seul donne le secret intéressant de la manipulation chimique.

TABLEAU des propriétés physiques et chimiques des corps, par le même, in-fol. 1 fr.

MANUEL DU PHARMACIEN, par *Bouillon-Lagrange*, in-8°. avec neuf planches. Pour Paris, 6 fr.

Cet ouvrage est très-utile à tous ceux qui se livrent à l'art de guérir. Il est divisé en quatre parties. L'Auteur a rassemblé dans ce Livre tous les nouveaux médicamens adoptés dont les Pharmacopées ne font aucune mention; il a rectifié ou simplifié les procédés décrits dans les divers dispensaires; enfin il a donné les nouveaux poids en parallèle avec les anciens. Franc de port, 8 f.

Système des connoissances physiques, par *Fourcroy*, 11 vol. in-8°. 50 fr.
Tableaux synoptiques de la Chimie, in-fol. du même, 12 fr.
Traité élémentaire de Chimie, de Lavoisier, 3 vol. in-8°. 15 fr.
Elémens de Chimie, par *Chaptal*, 3 vol. in-8°. 15 fr.

RECHERCHES CHIMIQUES ET MICROSCOPIQUES sur un nouvel ordre de plantes-polipiers, les bisses, les tremelles et les conferves, par *Girod-Chantrans*, in-4°, 36 pl. enlum. 15 f.

Cette découverte a fixé l'attention de tous les naturalistes. (*V.* le rapport fait à l'Instit. nat., par Ventenat).
Les exempl. sur pap. d'Hollande sont de 25 f. pour Paris.

MANUEL DE L'ESSAYEUR, par *Vauquelin*, in-4°. 2 f. 50 c.

« Le nom de l'auteur est le garant du mérite de l'Ouvrage; la minéralogie et la chimie doivent à ce savant une foule de découvertes ».

EXPÉRIENCES NOUVELLES ET OBSERVATIONS SUR LES DIFFÉRENS ALLIAGES DE L'OR, leur pesanteur spécifique et leurs propriétés comparées par rapport au frai comme monnoie, par *Hatchette*, membre de la Société royale de Londres, traduit de l'anglais; par *Lerat*, 1 vol. in-4.°, pl.; avec une table du rapport des poids et mesures anglais avec ceux de France, et des notes de *Guyton-Morveau*. Pour Paris, 9 f.

« Ces expériences ont été regardées comme si importantes, que le gouvernement anglais a nommé une commission des principaux membres de l'Etat pour en constater l'authenticité à tous les savans et à tous les gouvernemens de l'Europe. Ce livre fera époque dans l'histoire de la Métallurgie ».

Traité de Minéralogie, par *Brochant*, 2 vol. in-8°. 16 f.
Traité de Minéralogie, par *Haüy*, 4 vol. in 8.°, atlas de 86 pl. 36 f.
Recueil, par ordre alphabétique, des termes appropriés en minéralogie, d'après la nomenclature de M. *Haüy*, par M. de Gallizin in-fol. 30 f.
Essai sur l'Hygrométrie, par *Saussure*, in-4°. 7 f.
Traité des Mines, par *Hellot*, 2 vol. in-4.°, pl.
Voyage métallurgique, par *Dejars*, 3 vol. in-4°. 50 f.
Traité d'anatomie descriptive, 3 vol. in-8.°, br., par *Bichat*
Recherches philosophiques sur la vie et sur la mort, par *Bichat*, in-8°. br.

ASTRONOMIE, OPTIQUE, GÉOGRAPHIE, PHYSIQUE.

TRAITÉ ÉLÉMENTAIRE D'ASTRONOMIE PHYSIQUE, par J.-B. *Biot*, membre de l'Institut national, professeur au collége de France; en 2 vol. in-8.°, caractère *petit romain*, avec des notes à la fin de chaque livre, en *petit-texte*, et 16 planches.
Pour Paris, 10 f.
Franc de port, 12 f. 50 c.
— Le même Traité, en 2 vol. in-4.°, 16 planches. Pour Paris, 18 f.
Franc de port, 20 f.

Le premier volume contient le premier et le second livres, avec onze planches; le second volume comprend les troisième et quatrième livres, avec la 12e., 13e., 14e., 15e. et 16e. planches.

On pourra faire relier les deux volumes en un seul, si on le veut.

Le *premier* livre renferme les phénomènes généraux du système du monde et les moyens qu'on a de les observer.

Le *second* livre contient l'application de ces méthodes à la théorie du soleil.

Le *troisième* livre contient l'application des mêmes méthodes à la théorie de la lune.

Le *quatrième* livre renferme de la même manière, la théorie des planètes des comètes, et des satellites.

Ce livre est adopté par la commission d'instruction publique; il est à l'usage des Lycées et des écoles secondaires; on peut le regarder comme une introduction au *Système du monde*, par M. *Laplace*. C'est l'astronomie mise à la portée de tout le monde.

Il est enrichi de notes intéressantes pour ceux qui cultivent les sciences. Les marins y trouveront des connaissances nécessaires pour l'intelligence des traités d'hydrographie. L'auteur en a fait un livre neuf, élémentaire, et instructif. Son succès a justifié l'attente du public.

Introduction à l'Astronomie physique, par *Cousin*, in-4°, gr. pap. 14 f.
Exposition du Système du monde, par *Laplace*, 1 vol. in-4°. 12 f.
Mécanique céleste, par le même, 3 vol. in-4°. 45 f.
Traité élémentaire de la mâture des Vaisseaux, par *Forfait*, in-4.°, 24 planches. 12 f.
Traité élémentaire de la construction des Vaisseaux, par *Vial du Clairbois*, in-4.°, 20 pl. 15 f.
La figure de la Terre, de *Bouguer* et de *la Condamine*. 10 f.
La figure de la Terre, par *Maupertuis*, in-8°. 6 f.
Journal du Voyage à l'Équateur, par *la Condamine*, in-4°. 9 f.
De la grandeur et de la figure de la Terre, par *Cassini*, in-4°. 12 f.
Traité élémentaire d'Optique, par *Lacaille*. 3 f.
Cours élémentaire de Tactique navale, par *Audebert Ramatuelle*, 1 vol. in-4°, et 1 vol. de planches. 50 f.
La Gnomonique, par *Bedos*, in-8°. 8 f.
Cours complet d'Optique, traduit de *Smiht*, par *Pézénas*, 2 vol. in-4°. 24 f.
Supplément à l'Optique de *Smith*, avec une théorie générale des instrumens de Dioptrique. Brest, 1783, in-4°. 10 f.

COURS COMPLET DE COSMOGRAPHIE, DE GÉOGRAPHIE, DE CHRONOLOGIE ET D'HISTOIRE ANCIENNE ET MODERNE, par *Mentelle*, membre de l'Institut national, en 4 vol. in-8.°, avec un atlas de 20 cartes enluminées, *seconde édition*.

Prix pour Paris, 30 f.

(On ne l'enverra pas franc de port).

Le *premier* volume embrasse : 1°. la Cosmographie, d'après les nouvelles observations; 2°. les définitions et les notions élémentaires qui servent d'introduction à l'étude de la géographie, de la chronologie et de l'histoire; 3°. la description particulière de l'*Asie*, de l'*Afrique* et de l'*Europe* anciennes. 1°. Dans les pays habités par les nations célèbres de l'antiquité, en commençant par les Assyriens, les Babyloniens, les Mèdes, les Perses, les Hébreux, les Phéniciens, en Asie; les Egyptiens et les Carthaginois, en Afrique; les Grecs, les Romains, les Gaulois, les Bretons, les Germains, etc, en Europe. L'auteur y considère tous ces peuples sous les rapports géographiques, chronologiques, historiques et politiques. 2°. Dans chacune de ces trois parties de l'ancien continent, il donne des notions sur les pays moins connus des anciens. 3°. M. Mentelle a marqué les principales époques et les changemens successifs chez les anciens peuples, dans un *précis sur la période du moyen âge*, qui lie l'histoire et la géographie anciennes à la géographie et à l'histoire modernes.

Le *second* volume contient la géographie, la chronologie et l'histoire de tous les Etats de l'*Europe moderne*, excepté de la France, qui forme le quatrième volume; l'Allemagne et le Nord sont traités conformément aux nouvelles divisions politiques.

Le *troisième* volume renferme la description des empires modernes d'*Asie* et d'*Afrique*. Les voyageurs contemporains, Horneman, Rennel, Brown, Denon, et les autres voyageurs, ont fourni les observations qui ont enrichi ces deux parties, ainsi que l'*Amérique*.

Le *quatrième* volume est consacré exclusivement à la *géographie de l'empire français*. Il est d'un ami modeste de l'auteur. Notre patrie méritait cette distinction. Elle est considérée dans son état ancien et moderne. Pour des Français, une étude approfondie de l'histoire, des institutions, des avantages de leur pays natal, est d'une nécessité indispensable. Ce volume est divisé en quatre parties : *physique et mathématique*, *historique*, *statistique et topographique*.

La *première* partie embrasse les rapports de la France avec le globe, son étendue en degrés, sa latitude, sa longitude, sa situation, sa surface, son climat, le sol, les mers, les îles, les lacs, les montagnes, les bassins, les fleuves, les rivières, les forêts, les canaux, les productions minérales, végétales et animales. — La *seconde* contient le tableau des révolutions, depuis l'origine des Gaules, jusqu'à la fin de l'an XII, ou 1804, c'est-à-dire, sous les Gaulois, les Francs, les Romains, les trois dynasties de la monarchie, la République française, le directoire, le consulat, l'Empire. — La *troisième* embrasse sa population, son état civil, politique, judiciaire, militaire, maritime, littéraire, spécifique, commercial, industriel. — La *quatrième* renferme la description détaillée des cent huit départemens, avec un tableau à la tête de chaque département, qui en donne l'étendue, les bornes, les rivières, les divisions, les arrondissemens communaux, les chefs-lieux des cantons, le nombre des communes, la population totale, son rapport avec les anciennes provinces. A chaque ville, on donne sa population, le précis de l'événement, le nom de l'homme distingué auquel elle doit sa célébrité. — Ce volume renferme 152 *tableaux*, dont un tableau général de tous les départemens classés en trois régions, et un tableau à la tête de chaque département qui présente

dans une page, les bornes, l'étendue, la population, les mesurés géodésiques, les rivières, les chefs-lieux, et leurs rapports avec leurs anciennes divisions. Les autres tableaux appartiennent à la statistique et à la géographie physique. 1°. Le tableau de tous les fleuves de la France et des rivières qui s'y rendent. 2°. Le tableau de six grands fleures et des rivières que chaque fleuve reçoit, avec le nom des rivières qui tombent dans celles-ci. 3°. Des productions de chaque département. 4°. Des divisions de la Gaule, sous Auguste, comparées avec celles de la monarchie française. 5°. Des provinces des départemens, avec leurs chefs-lieux. 6°. Des préfectures, des sous-préfectures, avec les chefs-lieux. 7°. De l'organisation de divers cultes; de l'organisation judiciaire, de tribunaux d'appel, de première instance, de commerce, des justices de paix. 8°. Des cohortes de la légion d'honneur. 9°. Des divisions militaires. 10°. Des préfectures maritimes. 11°. Tableau chronologique de l'histoire de France jusqu'à ce jour.

L'*Atlas du Cours complet de géographie et d'histoire*, se compose. 1°. de *tableaux* in-folio; 2°. de 20 cartes, dont 19 enluminées. Les plans d'*Athènes*, de *Sparte*, de *Syracuse*, renferment leurs ports, leurs monumens.

Ceux qui ont acquis la première édition de ce *Cours*, pourront compléter leur *atlas* par les quatre nouvelles cartes de celui-ci, les plans d'Athènes, de Sparte, de Syracuse, les cartes d'Allemagne, de Turquie et de Russie. Ils pourront acheter le 4e. volume, qui complète leur édition.

ABRÉGÉ ÉLÉMENTAIRE DE GÉOGRAPHIE ANCIENNE ET MODERNE, 2 vol. in-8., avec six cartes, et la carte de l'empire français, comparative, in-folio, enlum. Prix, pour Paris. 10 f

Le *premier* volume, *seconde édition*, contient des notions de cosmographie, un traité de géographie ancienne, la description de l'Amérique, de l'Asie de l'Afrique et de l'Europe moderne (hors la France); les époques majeures de la chronologie ancienne, du moyen âge, et moderne, et six cartes Le *second* volume est, *la Géographie de l'empire français*, indiqué ci-dessus, qui forme le 4e. volume du Cours complet. — Le premier volume se vend séparément, 3 f. pour Paris.

GÉOGRAPHIE MATHÉMATIQUE ET PHYSIQUE, HISTORIQUE STATISTIQUE, TOPOGRAPHIQUE DE L'EMPIRE FRANÇAIS 1 vol. in-8., avec 132 tableaux, et une carte comparative des 108 départemens, enluminée, dessinée par M. *Lapie*, et gravée par F. Tardieu.

Ce livre est le plus précis et le plus complet pour la partie des détail historiques; les tableaux en sont très-lumineux. Sa carte est très-exacte très-bien exécutée, et l'impression typographique a satisfait tout le monde Pour Paris, 7 fr., 9 fr. franc de port.

TABLEAU SYNCHRONIQUE DES ÉVÉNEMENS IMPORTANS D L'HISTOIRE ANCIENNE ET MODERNE, par ordre de siècles, *avan* et *après* l'ère vulgaire, in-folio, avec une explication in-8., pour serv de guide dans l'étude de l'Histoire, par *Mentelle*. 2

ATLAS de *Mentelle*, en noir, br. sans tableaux, de 20 cartes. 7

Traité élémentaire de physique, par *Haüy*, 2 vol. in-8., 21 pl. 12
La Physique réduite en 38 tableaux, par *Barruel*, in-4. 10
Physices Elementa Mathematica, *Sgravesande*. Leyde, 1742, 2 vol. in-
Cours de Physique expérimentale, de *Désaguliers*; traduit par *Pézénas*, 2 vo

)ictionnaire de Physique, par *Brisson*, 2 vol. in-4. et Atlas. 42 f.
dem. 6 vol. in-8. avec Atlas. 36 f.
)ictionnaire de Physique, par *Paulian*, 3 vol. in-4. 30 f.
Euvres de Franklin, 2 vol. in-4. 15 f.
'u degré de certitude de la médecine, in-8., par le même. 6 f.
apport du physique et du moral de l'homme, par le même, 2 vol. in-8.

RAITÉ DES MOYENS DE DÉSINFECTER L'AIR, de prévenir la contagion, et d'en arrêter les progrès, par *Guyton-Morveau*, in-8., seconde édition. 4 f. 50 c.

Cet ouvrage est principalement utile aux hôpitaux, aux hospices, aux administrations, aux prisons, aux lazarets, aux navigateurs, aux habitans des pays marécageux, dans les infirmeries, dans toutes les grandes réunions d'êtres vivans, et dans les fièvres épidémiques. Celles de Gênes, de Niza, de Séville, de Cadix, de Grenoble, de Coutances et d'Amérique, n'ont cédé qu'aux moyens préservatifs indiqués dans ce Traité.

HÉORIES DES VENTS ET DES ONDES, in-8. 3 f.
es Œuvres de *Nollet*, *Maupertuis*, *Sigaud de la Fond.*
inné, Systema naturæ, 10 vol. in-8. 40 f.
hysiologie végétale de *Sénébier*, 5 vol. in-8. 21 f.

RAITÉ DU GOITRE ET DU CRÉTINISME, par *Fodéré*, in-8. 4 f.

Ce traité réunit tous les moyens moraux et physiques propres à délivrer l'humanité de ce fléau.

ISTOIRE DU GALVANISME, depuis sa découverte en 1786, jusqu'à ce jour, avec le détail des expériences faites et des écrits publiés sur ce phénomène, par *Sue* aîné, professeur et bibliothécaire de l'École de médecine de Paris, membre de la Société Galvanique, seconde édition, 4 volumes in-8., avec pl., pour Paris. 15 f.

Les *troisième* et *quatrième* volumes, qu'on publiera en avril, pourront compléter la première édition. On les vendra 8 f. pour Paris.
On ne séparera pas le 3e. du 4e. volume.
Il y a des exemplaires sur papier vélin.

RAITÉ DE LA PESANTEUR SPÉCIFIQUE DES CORPS, par *Brisson*, in-4. 2 planches. 12 f.
lémens de physiologie, par *Richerand*, 2 vol. in-8. 12 f.
lémens d'Histoire Naturelle, par *Millin*, 3e édition, in-8., 22 pl. 8 f.
lémens d'Histoire Naturelle, par *Duméril*, in-12. 5 f.

MATHÉMATIQUES.

)URNAL DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, par *Guyton-Morveau*, *Lagrange*, *Monge*, *Prony*, *Chaptal*, *Fourcroy*, *Berthollet*, *Vauquelin*, *Achette*, *Bouillon-Lagrange*, *Poisson*, *Biot*, etc.
n ne s'abonne pas à ce Journal; on ne l'envoie pas franc de port.
n vend chaque cahier séparément.

Les *premier* et *second* cahiers sont épuisés et très-rares.
Les *troisième*, *quatrième*, *cinquième* et *sixième* cahiers se vendent 5 f. 60 c. chaque.

Les *septième* et *huitième*, réunis en un seul volume, contiennent les trois premières parties de la *mécanique philosophique de Prony*. On vend ce volume 6 f. 50 c.

Les *neuvième* et *dixième*, qui formeront les deux dernières parties de la mécanique de *Prony*, sont *sous presse*.

Le *onzième* cahier se vend 8 f.

Le *douzième* cahier renferme les *leçons sur le calcul des fonctions*, ou *un cours d'analyse sur le calcul infinitésimal* ou *transcendant*, par Lagrange, 10 f. 50 c. pour Paris. Il est destiné à servir de commentaire et de supplément à la première partie de la *théorie des fonctions analytiques* publiée en l'an V. Ce douzième cahier est bien supérieur à l'ébauche publiée dans les *séances des écoles normales* en l'an XI. Il contient des formules et des méthodes nouvelles, ou qui n'ont pas été présentées avec toute la clarté et la généralité qu'on pouvait desirer.

Théorie des fonctions analytiques, par *Lagrange*, an V, in-4. — 6 f.

ARITHMÉTIQUE UNIVERSELLE DE NEWTON, traduite en français, avec des notes explicatives, par *Beaudeux*, 2 vol. in-4. 14 pl. br. — 18 f.
Les exemplaires sur papier vélin br. (sont rares). — 36 f.

« Les éditions latines, dit un Journaliste, sont rares et coûteuses; ce livre élémentaire manquait à notre langue. L'auteur a fait de ce chef-d'œuvre de Newton, un ouvrage classique. Sa traduction est claire et élégante; les notes remplissent les lacunes importantes, expliquent les passages difficiles, et donnent l'application des méthodes modernes. Cette édition a été exécutée avec le plus grand soin; on y trouve la note des diverses éditions de tous les ouvrages de Newton. Le discours préliminaire sur la vie et le génie de ce grand homme, est un modèle ».

Arithmetica universalis, cum Comment. Castilhionei, 2 vol. in-4. — 21 f.
Newtoni Opuscula mathematica, 5 vol. in-4. — 48 f.
Ejusdem Philosophiæ naturalis Principia mathematica, 2 vol. in-4.
Ejusdem Lectiones opticæ, in-8. et in-4.
Ejusdem Optice, sive de reflexionibus et coloribus lucis, in-4.
Optique de Newton, traduit par *Beauzée*, 2 vol. in-8.
Ejusdem Arithmetica universalis, in-4.
Idem in-8. rare.

ESSAIS DE GÉOMÉTRIE ANALYTIQUE APPLIQUÉE AUX COURBES ET AUX SURFACES DU SECOND ORDRE, par *Biot*, seconde édit. in-8. (*Pour juin.*)

TRAITÉ DU CALCUL DIFFÉRENTIEL ET INTÉGRAL, par *Cousin*, 2 vol. in-4., 6 pl. dernière édition. — 21 f.

TRAITÉ DE L'ANALYSE MATHEMATIQUE ou d'Algèbre, par le même, in-8. br. Il sert d'introduction au Calcul. — 4 f.

ŒUVRES MATHÉMATIQUES et ASTRONOMIQUES de *Gaudin*, nouvelle édition, in-4. avec pl. — 8 f.
Géométrie descriptive, par *Monge*, in-4. — 8 f.
Feuilles d'Analyse appliquées à la Géométrie, par le même, in-4. — 6 f. 50 c.
Arithmétique décimale, par *Simonin*, in-8. — 6 f.
Elémens de géométrie, par *Legendre*, in-8. — 6 f.

Traité analytique des courbes et des surfaces, du 2e. degré, par *Biot.*
Histoite des Mathématiques, par *Montucla*, 4 vol. in-4. 63 f.
Histoire des Mathématiques, par *Bossut*, 2 vol. in-8 12 f.
Bibliotheca mathematica, *Murhard*, 4 vol. in-8. 28 f.
Tables de logarithmes, par *Callet*, édit. stéréot., 2 vol. in-8. 13 f.
Tables décimales de *Borda*, gros in-8. 15 f.
Tables portatives, de *Marie*, in-12. 6 f. 25 c.
Tables de logarithmes, de *Lalande*, in-12. 2 f. 50 c.
Scriptores logarithmici, 1791, 3 vol. in-4. 100 f.
Cours de Mathématiques, de *Bézout*, 6 vol. in-8. 19 f. 25 c.
Supplément à la Trigonométrie, de *Bézout*, par *Callet*, in-4. 3 f. 75 c.
Arithmétique de *Bézout*, avec les notes de Reynaud, in-8. 5 f.
Théorie des équations algébriques de *Bézout*, in-4. 18 f.
Cours complet de Mathématiques, par *Bossut*, 7 vol. in-8. 37 f.
Arithmétique, par *Lacroix*, in-8. 2 f.
Géométrie, par le même, in-8. 4 f.
Algèbre et trigonomèttie, chaque. 4 f.
Abrégé du calcul différentiel et intégral, du même, in-8. 7 f. 40 c.
Cours élémentaire de Mathématiques, par *Lacaille*, par *Marie*, et par *Thévenau*, 2e. édition, 1 vol in-8. 6 f. 50 c.
Elémens d'Algèbre, par *Clairaut*, 2 vol. in-8. 9 f.
Traité de Mathématiques, par *Lemoine*, 2 vol. in-8, 3e. édit. 9 f.
Cours de Mathématiques, par *Camus*, 4 vol. in-8. gr. pap. 27 f.
Développement de la partie élémentaire des Mathématiques, par *Bertrand*, 2 vol. in-4. 26 f.
Arithmétique, par *Mauduit*, nouvelle édition. 5 f.
Géométrie, par le même. 5 f. 50 c.
Introduction aux Sections coniques, par le même, in-8. 2 f.
Principes d'introduction sphérique, par le même, in-8. 6 f.
Elémens de Calcul intégral, *Leseur* et *Jacquier*, 2 vol. in-4. 36 f.
Traité du Calcul intégral, par *Bougainville*, 2 vol. in-4. 27 f.
Doctrine of Chances, *by Moivre*, grand in-4.
Veterum Mathematicorum quæ extant, in-fol.
Pappi Alexandri Mathematicæ collectiones. Venetiis, 1588. 70 f.
Diophanti Alexandrini Arithmeticorum, libri sex in-fol.
Euclidis Opera omnia, Oxonii, in-fol.
Leibnitii Opera omnia, Genève, 1768, 6 gros vol. in-4 rel. 70 f.
VVolffii Elementa Matheseos, 5 vol. in-4.
Boscovick Opera omnia, Bassani, 1785, 5 gros vol. in-4. 60 f.
Joannis Bernoulli Opera, 4 vol. in-4. 48 f.
Jacobi Bernoulli Opera, 2 vol. in-4. 36 f.
Danielis Bernoulli Hydrodynamica, in-4. 21 f.
Ars conjectandi, Bernoulli, in-4. 15 f.
Le même, trad. par *Vafkel*, in-4, 1re. partie, avec notes. 5 f.
Introduction à l'analyse des lignes courbes, par *Cramer*, in-4. 48 f.
Institutions de Géométrie, par *La Chapelle*, 2 vol. in-8. 10 f.
Traité des Sections coniques, par le même, in-8. 9 f.
Traité des Sections coniques, par *L'Hôpital*, in-4. 12 f.
Analyse des infiniment petits, par le même, in-4. 12 f.

Introductio in Analysin infinitorum, *Euleri*, 2 vol. in-4. 24 f.

Ejusdem Institutiones Calculi differentialis et Calculi integralis, cum supplementis. *Ticini* et *Petropoli*, 6 vol. in-4. 160 f.

Ejusdem Mechanica, 2 vol. in-4. 48 f.

Ejusdem Scientia navalis, 2 vol. in-4. 54 f.

Elémens d'Algèbre, d'*Euler*, 2 vol. in-8. 12 f.

Et les autres ouvrages d'Euler, séparément et collectivement.

Opuscules Mathématiques, par d'*Alembert*, 8 vol. in-4. 120 f.

Recherches sur différens points du Système du Monde, 3 vol. in-4.

Réflexions sur la cause générale des vents, 1 vol.

Essai d'une nouvelle Théorie de la résistance des fluides, 1 vol.

Traité de Dynamique, 1 vol.

Traité de l'équilibre et du mouvement des fluides, 1 vol.

Recherches sur la Précession des équinoxes, 1 vol.

Et tous ses Ouvrages en collection, *et séparément*.

Elémens de Géométrie, par *Thomas Simpson*, in-8.

Recherches sur les courbes à double courbure, *Clairault*, in-4. 15 f.

Essai sur l'application de l'Analyse aux probabilités, *Condorcet*, in-4. 15 f.

Calcul intégral, par le même, in-4.

Traité de Trigonométrie, par *Cagnoli*, in-4. 14 f.

Taylor, Methodus incrementorum, in-4.

Stirling, Enumeratio linearum tertii ordinis, in-8.

Essai d'analyse sur les jeux de hasard, par *Montmaur*, in-4. 25 f.

Récréations physiques et mathématiques, par Guyot, 3 vol. in-8, 52 planches. 18 f.

Récréations mathématiques, par *Ozanam*, 4 vol. in-8, dernière édit. 20 f.

Arithmétique de *Legendre*, 1 vol. in-12. 3 f.

La langue des Calculs, *Condillac*, 2 vol. in-8. 2 f. 50 c.

Analyse démontrée, par Reyneau, 2 vol in-4. 15 f.

Mathématique universelle, par *Castel*, in-4. 10 f.

Cours de Mathématiques, par *Bélidor*, in-4. 6 f.

Traité des annuités, par *Deparcieux*, in-4. 8 f.

Trigonométrie, par le même, in-4. 15 f.

Dictionnaire de mathématiques d'*Ozanam*, in-4. 18 f.

Optique de *Courtivron*, in-4. 7 f. 50 c.

Traité de Mathématiques, par *Benj. Robins*, in-8. 5 f.

Traité des Fluxions, par *Maclaurin*, 2 vol. in-4. 20 f.

Mélanges mathématiques, par *Nieuport*, 2 vol. 21 f.

Dictionnaire encyclopédique, partie mathématique, 5 vol., et 1 de planches. 72 f.

Diverses éditions, d'*Archimède*, d'*Apollonius*, de *Théodore*, de *Fermat*, de *Gardiner*, de *Barrow*, de *Pascal*, de *Huygens*, de *Descartes*, de *Leibnitz*, de *Newton*.

Les Mémoires des Accadémies, des Inscriptions et Belles-Lettres, des Sciences, de l'Institut national ; — des Académies de Berlin, de Pétersbourg, de Gottingue, de Bologne, de Turin, et les Actes de Leipsick.

Dictionnaire des Sciences et des Arts, 35 vol. in-fol. — *Idem* 39 vol. in-4. — *Idem*, 49 vol. in-8.

MECANIQUE, ARCHITECTURE, PERSPECTIVE.

RECUEIL DE MÉCANIQUE, et Description de machines relatives à l'agriculture et aux arts, par *Person*, in-4, 18 pl.

Ce livre fait suite au Cabinet de *Servière*, et à la Mécanique appliquée aux arts, par *Berthelot*. Pour Paris, 8 f. 50 c.

RÉFLEXIONS SUR L'ARCHITECTURE, LA SCULPTURE, LA PEINTURE, in-8, par *Pommereuil*, deuxième édition. 4 f.

Mécanique appliquée aux Arts et Manufactures, à l'Agriculture et à la Guerre, par *Berthelot* 2 vol. in-4, et beaucoup de planches.
Traité élémentaire de Mécanique, par *Jantet*, in-8 pl. 5 f.
Traité élémentaire de Mécanique, par *Marie*, in-4. 12 f.
Traité de Statistique, de *Monge*, in-8. 3 f.
Traite de Perspective linéaire, par *Lespinasse*, in 8, 26 pl. 6 f.
Traité de Perspective linéaire, par *Taylor*, in-8. trad.
Perspective pratique, de *Dubreuil*, 3 vol. in-4. (rare).
Perspective de *Jeaurat*, in-4. 21 f.
Perspective de *Pozzo*, de *Bretez*, de *Courtone*, d'*Ozanam*, *Sgravesande*, de *Lami*, de *Leclerc*.
Traité du lavis des Plans, par *Lespinasse*, in-8 fig. 5 f.
Méthode pour apprendre le dessin sans maître, in-4, pl.
Méthode de lever les plans, par *Ozanam*, in-8.
Règles des cinq ordres d'Architecture, de *Vignole*, in-4, 5 pl. 12 f.
Architecture hydraulique; par *Bélidor*, 4 vol. in-4, ancienne édit.
La science des Ingénieurs, par le même.
Cours d'Architecture, de *Blondel*, 6 vol. in-8, et 3 vol. de pl. 63 f.
Théorie des Torrens et Rivières, par *Fabre*, in-4. 12 f.
Architecture hydraulique, par *Prony*, 2 vol. in-4. 60 f.
Précis des leçons d'architecture données à l'Ecole Polytechnique, par *Durand*, in-4, 32 planches. 20 f.
Traité théorique et pratique de l'Art de bien bâtir, par *Rondelet*, 7 f. 50 c. le volume in-4, avec pl. Il y aura 7 volumes.
Œuvres de *Perronet*, 1 vol. in-4, et 1 vol. de pl. 90 f.
— *Idem*, 2 vol. in-fol., première édition.
Le supplément, par le même, in-fol. 36 f.
Architecture de *Philibert Delorme*, 1648, in-fol. (rare).
Œuvres de Vitruve, édit. de *Perrault*, 1684, in-fol.
Dictionnaire encyclopédique, Architecture, 2 vol. in-4. 15 f.
Recueil et Parallèle des édifices anciens et modernes, par *Durand*, 1802, 86 pl. in-fol. 15 livraisons. 180 f.
Traité de la coupe des pierres par *la Rue*, in-fol.
— *Idem*, par *Frézier*, 3 vol. in-4.
Œuvres de *le Pautre*, de *Tardif*, de *Blondel*, de *Palladio*, d'*Archimède*, de *Léonard de Vinci*, etc. etc.
Ruines de Pœstum, de Palmyre, de Balbec et de la Grèce.
— Ruines Ioniennes.

Monumens de Rome ancienne et moderne, par *Barbault*, 2 vol. in-fol.
Description du Pont de Moulins, sur l'Allier, par *Régemortes*, in-fol. 16 pl. br. 16 f.
Mémoire sur les Ponts et Chaussées, par *la Milière*, in-4, 4 f. avec le supplément.
Rapport sur le projet du Canal de l'Ourcq, par *Girard*, in-4. 4 f.
Mémoire sur le jeaujage des eaux coutantes, par *Prony*, in-4. 4 f.
Vitruvius Britannicus, 2 vol. grand in-fol.
Recherches sur la formation et l'existence des ruisseaux, rivières et torrens qui circulent sur le globe terrestre; avec des observations sur les principaux fleuves qui traversent la France, par *Lecreulx*, inspecteur des ponts et chaussées, 1 vol. in-4. avec 8 pl. Pour Paris. 12 f.

METAPHYSIQUE. — MORALE, LITTERATURE.

THÉORIE DE L'IMAGINATION, par *Pouilly*, 1 vol. in-12, 2 f. 50 c. pour Paris, 3 f. 50 c. franc de port, 5 f. pap. vélin.

Depuis Mallebranche, on n'a rien écrit de plus ingénieux et de plus élégant sur la nature et le pouvoir d'une enchanteresse qui fait le tourment et le bonheur de l'homme.

COURS DE MORALE, destiné aux jeunes demoiselles, 2 vol. in-12, par *Amalric*; 4 f. pour Paris, 5 f. franc de port, 6 f. pap. vélin.

Ce livre manquait à nos familles et aux institutrices. Il renferme les principes généraux de la morale, et on y trouve leur application spéciale aux devoirs des jeunes personnes. Les préceptes touchans de Fénélon, la morale douce de madame de Lambert, les oracles de la sagesse de tous les temps, y offrent à la jeunesse ses devoirs envers Dieu, envers elle-même, envers ses parens, ses supérieurs et ses inférieurs.

ŒUVRES COMPLÈTES DE MONTESQUIEU, 3 vol. in-4. grand raisin, pap. vél., caractères de Didot; avec 2 cartes gravées par Tardieu, et 14 fig., par *Tardieu*, *Moreau*, *Peyron*, *Perrin*, *Vernet* et *Chaudet*.

« Cette édition, a dit un journaliste, est une des plus belles productions de la librairie moderne; elle est digne de Montesquieu et de la nation française. Elle renferme les Œuvres posthumes de ce grand homme, sa Dissertation sur la politique des Romains dans la religion; les Portraits des grands hommes de France; l'Éloge du duc de la Force, celui du duc de Berwick; le Plan d'une histoire physique de la terre, le Parallèle des Anglais et des Français; divers morceaux très-piquans, et l'Analyse raisonnée de l'Esprit des Lois, par *Bertolini*, très-rare, très-estimée de Montesquieu lui-même, et faite pour être mise en parallèle avec celle de d'Alembert ».

Cette édition a été tirée seulement à 500 exemplaires sur papier vélin, figures *avec* la lettre, et à 50 exemplaires figures *avant* la lettre. Il n'y a pas eu d'exemplaires sur papier ordinaire. L'exemplaire des figures *avant la lettre*, 300 f.; celui *avec la lettre*. 150 f.

L'exemplaire le plus précieux, exemplaire *unique* et digne des amateurs distingués, est celui qui contient les *dessins originaux* de tous les artistes célèbres qui ont embelli cette magnifique entreprise. Il renferme aussi les *eaux fortes*, les figures *avant la lettre*, et les figures *avec la lettre*. Son format est plus grand que celui de l'édition in-4. Il est satiné.

ŒUVRES POSTHUMES DE MONTESQUIEU, contenant les manuscrits inédits de l'édition, in-4, 1 vol. in-8. 4 f.

—*Idem*, 1 vol. in-12. 3 f.

Œuvres de Montesquieu, in-12 et in-8, avec le supplément

Corps diplomatique, 20 vol. in-folio. rel.

GÉORGIQUES DE VIRGILE, traduites *en vers français*, avec le texte en latin à côté, accompagné de notes relatives à l'agriculture, à l'astronomie, à la géographie, à l'histoire, à la mithologie et à la poésie, propres à faciliter l'intelligence du texte original, par *Cournand*, professeur de Littérature française au collége de France, 1 vol. in-8. 3 f. 50 c. pour Paris.

RIVALITÉ DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE, depuis la conquête de cette île, par Guillaume, duc de Normandie, en 1066, jusqu'à la rupture du traité d'Amiens, par l'Angleterre; par *Vaublanc*, membre du corps législatif, in 8. pour Paris, seconde édition 4 f.

Cet ouvrage embrasse cinq divisions: la *première* offre le tableau des événemens qui ont suivi la conquête de l'Angleterre, par Guillaume, jusqu'à Philippe de Valois, en 1528; la *seconde* comprend jusqu'à l'expulsion des Anglais hors de la France, en 1471; les *trois* dernières retracent ce qui s'est passé depuis leur expulsion du territoire jusqu'à la paix de Nimègue, en 1679, et depuis cette époque jusqu'à la révolution française. Le dernier chapitre traite d'une époque plus rapprochée, et conduit à la rupture de la paix d'Amiens par l'Angleterre. Les huit siècles de ce Tableau historique, sont d'une fécondité effrayante et d'un grand intérêt. Ils prouvent que la politique des Anglais a toujours été la même.

Mythologie de la jeunesse, 2 vol. in-12, 120 fig, Paris, 5 f.

Fables de La Fontaine, 2 vol. in-12, avec 150 fig. Paris, 6 f.

Buffon de la jeunesse, 5 vol. in-12, 60 pl. pour Paris, 14 f.

ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DE LA GRÈCE, depuis son origine jusqu'à ce jour, par *Bernard*, 2 vol. in-8. Pour Paris, 8 f.

Il y a *trois cartes géographiques*, dont l'une contient la description de la Grèce, de la grande Grèce, de l'Archipel; l'autre, les colonies, les expéditions et les conquêtes des Grecs en Afrique, en Asie et dans l'Inde; la troisième, les plans d'Athènes, de Sparte et de Syracuse; avec *trois tableaux analytiques*, dont le premier renferme la Grèce et les colonies grecques; le second, les événemens majeurs de l'histoire de la Grèce, classés dans l'ordre chronologique; le troisième, les noms des hommes célèbres de la Grèce, dans les lettres, les sciences et les arts, divisés en cinq âges. A la fin de chaque âge, la partie historique est suivie de la partie philosophique; elle embrasse les lois, les mœurs et les usages, les sciences et les arts, l'art militaire, la marine, l'agriculture, le commerce, les finances, les révolutions des Gouvernemens des divers États de la Grèce. Chaque âge est terminé par une notice détaillée des hommes célèbres de cet intervalle de temps, avec la bibliographie des auteurs grecs. C'est un abrégé portatif et économique de la foule des bons livres qu'on a écrits depuis trente ans sur la Grèce.

État du Portugal, in-4, avec la carte. 12 f.

Devoirs de l'Historien, par *Portalis* fils, in-8. 1 f. 25 c.

LETTRES POSTHUMES ET INÉDITES DE MADEMOISELLE DE LAUNAI (madame de Staal) au chevalier de Ménil, pendant leur séjour à la Bastille, en 1719 et 1720, 2 vol. in-12. Pour Paris, 5 f.

On trouve dans le second volume les lettre de Chaulieu à mademoiselle de Launai, et le portrait inédit de la duchesse du Maine, par madame de Staal. Cet ouvrage fait suite aux *Mémoires* de cette femme célèbre, que la grace et le naturel du style placent à côté des *Sévigné*, *Caylus*, *Lafayette* et *Ninon.*

L'ART DE PARLER ET D'ÉCRIRE CORRECTEMENT LA LANGUE FRANÇAISE, ou grammaire philosophique et littéraire de cette langue, par Lévisac, 2 vol. in-8, troisième édition. 6 f.

DISCOURS DE M. SERVAN, EX-MAGISTRAT, SUR LA PROPRIÉTÉ. 70 c.

HISTOIRE DES GUERRES DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS EN ITALIE, *depuis Bellovèse, en 591, avant l'ère vulgaire, jusqu'au traité de paix d'Amiens, en 1802; avec le Tableau des événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur influence sur la civilisation et les progrès de l'esprit humain,* par *Joseph* SERVAN, général de division (1), en 7 vol. in-8., avec le portrait du premier Consul, et un Atlas in-folio sur papier jésus.

Le *portrait*, qui est à la tête du livre, a été dessiné par *Isabey*, et gravé par *Alex. Tardieu* : il est le plus ressemblant.

Le *premier* volume contient les guerres depuis l'irruption de Bellovèse, chef des Gaulois, en Italie, l'an 591 avant l'ère vulgaire, jusqu'à la mort de Louis XII, en 1515. Cette période offre le berceau de Rome et des grands empires, leurs progrès, leur gloire, leur décadence. Les Gaules envahies par les Francs, originaires des bords de la Vistule, perdent leur nom, et prennent celui de France. Les passages des Alpes par les armées d'Annibal et de Charlemagne, ne laissent aucunes traces à la postérité. Mais la découverte d'un nouveau monde par la boussole, l'invention de la poudre à canon, la renaissance des lettres, l'origine de l'art typographique, les guerres successives de Charles VIII en Italie, les conquêtes du Milanais par Louis XII, l'évacuation de Naples par les Français, tout présente dans cet intervalle de temps, de grandes méditations à l'homme d'état, au militaire, à l'observateur attentif. Ce volume renferme des notes intéressantes sur la poudre à canon, les divers passages des Alpes, les enseignes militaires, les progrès des lumières et des arts; il est de l'ex-adjudant général *Jubé*, tribun.

(1) Le général *Servan*, ex-ministre de la guerre, auteur d'une partie de l'*art militaire* dans l'Encyclopédie ; c'est lui dont une femme de beaucoup d'esprit et de sens, a dit dans ses *Mémoires*, « qu'il était honnête homme dans toute l'étendue » du terme, d'une trempe ardente, de mœurs pures, avec toute l'austérité d'un » philosophe, et la bonté d'une ame sensible ; militaire courageux, citoyen éclairé, » ministre vigilant ».

Dans le *second* volume, on parcourt tous les événemens depuis l'avénement de François Ier. au trône, en 1515, jusqu'à la mort de Henri IV, en 16.o. Le seizième siècle présente un état précis de la civilisation du monde, les prétentions de François Ier. sur le Milanais, la bataille de Marignan, la prise de Brescia, le siége de Vérone, le traité de Fribourg, les exploits de Lautrec, les événemens politiques qui accompagnent les opinions religieuses de Luther, les malheurs de François Ier. à Pavie, la paix de Cambrai, l'assassinat de Merveille, l'entrée des Français dans le Piémont, la bataille de Cérisoles, l'ambition de Charles-Quint, la bataille de Muriano, la prise d'Yvrée et de Casal, la reddition de Turin au duc de Savoie, la mort de Henri IV.

Le *troisième* volume renferme tous les événemens depuis 1610 jusqu'à la mort de Louis XV, en 1774. L'abondance des matières a contraint de le couper en deux parties : la *première* embrasse tous les faits depuis la mort de Henri IV jusqu'à la mort de Louis XIV, en 1515; l'entrée de Richelieu à Suze, la conquête de la Savoie, les projets militaires du maréchal de Créqui, les campagnes du duc de Rohan dans la Valteline, la victoire des Français sur les bords du Tesin, le commandement du cardinal de la Valette, le combat de Quiers, la prise de Turin et de Tortone par les Français, le tableau du monde à cette époque; Turenne, Catinat, le prince Eugène, Villeroy, Vendôme, fixent l'attention sur l'Italie. La paix d'Utrecht termine ce tableau intéressant pour l'art militaire, pour les amis de l'histoire. — Dans la *seconde* partie, on voit la guerre rallumée par la mort de l'empereur Charles VI. Le roi de Sardaigne se déclare pour la reine de Hongrie; le prince de Conti commande les troupes françaises en Italie; les passages des Alpes sont forcés; le siége de Coni ouvre la campagne. M. de Maillebois remplace le prince de Conti; il est remplacé à son tour par M. de Belle-Isle. Tous les événemens qui agitent l'Europe, se terminent par un traité de paix signé en 1763. La Corse est réunie à la France. La mort de Louis XV est suivie du tableau de l'univers à la fin du 17e. siècle.

Le *quatrième* volume offre également deux parties : il embrasse depuis 1774 jusqu'en 1797; mais la *première* présente l'époque célèbre dans les annales du monde, du berceau de la révolution française; on ne sait ce qui doit le plus étonner, de la foule prodigieuse des événemens importans qui se pressent sous la plume de l'écrivain, ou de la sage impartialité qui éloigne de l'historien toute prévention, tout ressentiment, toute opinion contraire à la paix et à l'union. Les noms immortels des généraux français, et des capitaines étrangers, paraissent tour-à-tour sur le théâtre de la guerre; partout, en se permettant même quelques observations sur les fautes inséparables de toutes les grandes opérations militaires, l'auteur paie au mérite de ceux qu'il se croit forcé de censurer, le tribut d'estime et les égards qu'ils méritent. La *seconde* partie commence à 1797, et finit au traité de paix conclu à Campo-Formio. Nos lecteurs n'ont pas besoin d'une analyse des faits contemporains encore présens à leur mémoire. Le nom du chef intrépide des Français qui les guida au champ de la victoire, suffit pour immortaliser cette époque brillante des fastes militaires de la France.

Le *cinquième* volume contient tous les événemens civils, politiques et militaires, depuis le 17 octobre 1797, jusqu'au 25 mars 1802; c'est-à-dire, depuis le traité de paix de Campo-Formio, jusqu'au traité de paix signé à Amiens. Les notes contiennent un état exact et détaillé de tous les objets de sciences et arts conquis en Italie par les Français. Il a été communiqué par M. *Denon*, directeur du Musée Napoléon.

On pourra relier les 7 volumes en 5.

ATLAS.

Il a été dressé par M. *Lapie*, capitaine, ingénieur-géographe, employé au dépôt général de la guerre, d'après les matériaux les plus précieux et assujétis aux observations astronomiques les plus récentes. La gravure fait honneur au talent de Fr. *Tardieu*, qui en a été chargé. Il comprend *douze* cartes, et *deux grandes* vues.

Cartes.

La 1ère. est une carte des *Gaules*, faite d'après les cartes les plus estimées et quelques matériaux inédits. On y a mis les noms modernes à la suite des latins, pour la commodité du lecteur.

La 2me. est une carte *comparative* des divisions anciennes et modernes de la *France*. On s'est servi des meilleures cartes marines et terrestres, et de beaucoup de cartes manuscrites (1).

La 3me. est une carte de l'*Italie ancienne*, à laquelle on a joint les noms modernes; elle a été faite d'après des matériaux dont il est facile de reconnaître la bonté. Les chaînes de montagnes y sont figurées, ainsi que dans les précédentes, d'une manière agréable et fidelle.

La 4me. comprend les républiques *italienne*, *ligurienne*, et partie des États environnans. L'auteur, dans les différentes campagnes qu'il a faites en Italie, et notamment dans cette partie, a été chargé de faire un grand nombre de reconnaissances qui l'ont mis à portée de rectifier beaucoup d'erreurs qui s'étaient glissées dans les autres cartes; il s'est servi des matériaux nombreux qu'il s'est procurés sur les lieux même. Les montagnes, ainsi que dans les trois cartes qui suivent, y sont figurées d'une manière pittoresque, et on distingue très-bien les chaînes primitives, des chaînes secondaires.

La 5me. comprend l'*Etat de l'Eglise*, une partie des royaumes de *Naples* et d'*Etrurie*, l'île d'*Elbe*, etc. Les côtes de la Méditerranée y ont été faites d'après une carte marine extrêmement précieuse. Celles de l'Adriatique ont été assujéties à beaucoup de points rigoureux faits d'après d'excellens matériaux; ce qui donne un grand avantage à cette carte sur toutes celles déjà connues sur cette partie. On s'est servi d'une nouvelle carte de l'Etat de l'Eglise et des cartes manuscrites de la Toscane, communiquées par des officiers du pays.

La 6me. comprend la *Sicile*, l'île de *Malte*, une partie de l'*Afrique* et de la *Calabre*. L'auteur s'est servi, pour la confection de cette partie, des cartes les plus estimées.

La 7me. comprend les îles de *Corse*, et de *Sardaigne*. Plusieurs cartes inédites ont servi à les dresser.

---

(1) Elle a obtenu déjà tous les suffrages dans la *Géographie de la France*. Un vol. in-8. Chez le même libraire. Prix, 7 fr.

Pour la plus grande commodité des lecteurs, on a reporté sur une carte une partie de ce qui existait sur l'autre, afin de suivre plus facilement les opérations.

Les 8me., 9me., 10me. et 11me. sont consacrées spécialement à indiquer les différens passages des Alpes, ainsi que toutes les batailles et combats qui ont eu lieu dans cette partie. Ces 4 cartes sont aussi dans les 4 vol in-12.

La 12me. et dernière, représente la *campagne de l'armée de réserve*, commandée par le premier Consul. M. *Lapie* ayant fait cette campagne, a marqué avec le plus grand soin les marches, les positions, les combats et les batailles; il y a joint deux ordres de batailles; l'*un* à l'époque du passage du grand St.-Bernard; l'*autre*, le jour de la bataille de Marengo. Une *vue* du grand St.-Bernard, prise le jour où l'armée descendait en Italie, et une *légende* historique, qui donnent les détails relatifs à cette campagne, ajoutent de l'intérêt à cette carte enluminée.

Vues.

La 1ère. *vue* représente la *bataille de Marengo*, au moment où le général Kellermann, avec toute sa cavalerie, charge les grenadiers hongrois, et leur fait mettre bas les armes. Elle a été gravée par M. *Choffard*.

La 2me. *vue* représente le *premier Consul descendant le grand St.-Bernard.* Ces deux dessins sont dûs aux soins de M. *Lejeune*, auteur du Tableau de la bataille de Marengo, généralement admiré à l'exposition du Salon des Arts.

On ne vendra pas l'atlas séparément.

Prix de l'ouvrage.

On ne l'enverra pas franc de port.

Les sept volumes in-octavo, sur *beau papier*, avec le portrait de S. M. I., *broché*, et l'atlas, in-folio, jésus, sur raisin vélin, cartonné, pour Paris.. 65 fr.

L'exemplaire, sur *papier vélin*, avec le portrait, *broché*, avec l'atlas, sur papier raisin vélin double, en demi-reliure, pour Paris, 130 fr.
(On en a tiré un petit nombre).

L'exemplaire, sur *papier vélin*, avec le portrait, *broché*, et avec l'atlas, sur du papier *colombier vélin*, demi-reliure (tiré à un très-petit nombre), pour Paris.. 150 fr.

Les derniers volumes de cette *Histoire des guerres des Français en Italie*, sont publiés séparément en 6 vol. in-12, avec *quatre cartes* du théâtre de la guerre, pour l'intelligence de cette partie de l'histoire. Ils contiennent les événemens civils, politiques et militaires depuis 1774, jusqu'au traité de paix signé à Amiens, en 1802.

Prix des 6 vol. avec 4 cartes, broch., pour Paris.......... 18 fr.

On vendra séparément la carte de la *campagne de l'armée de réserve*, enluminée, in-fol. jésus.......... 6 fr.



